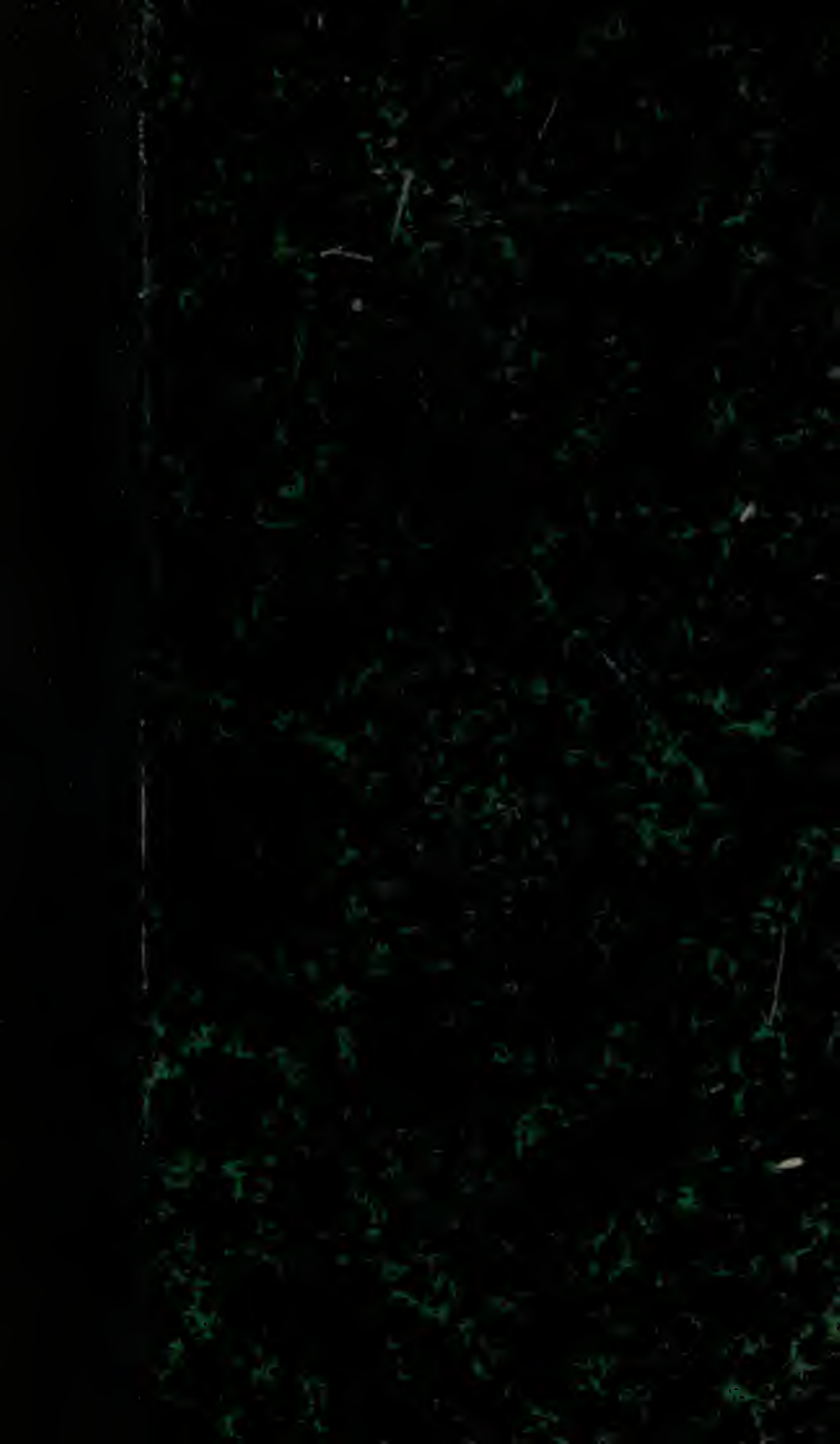
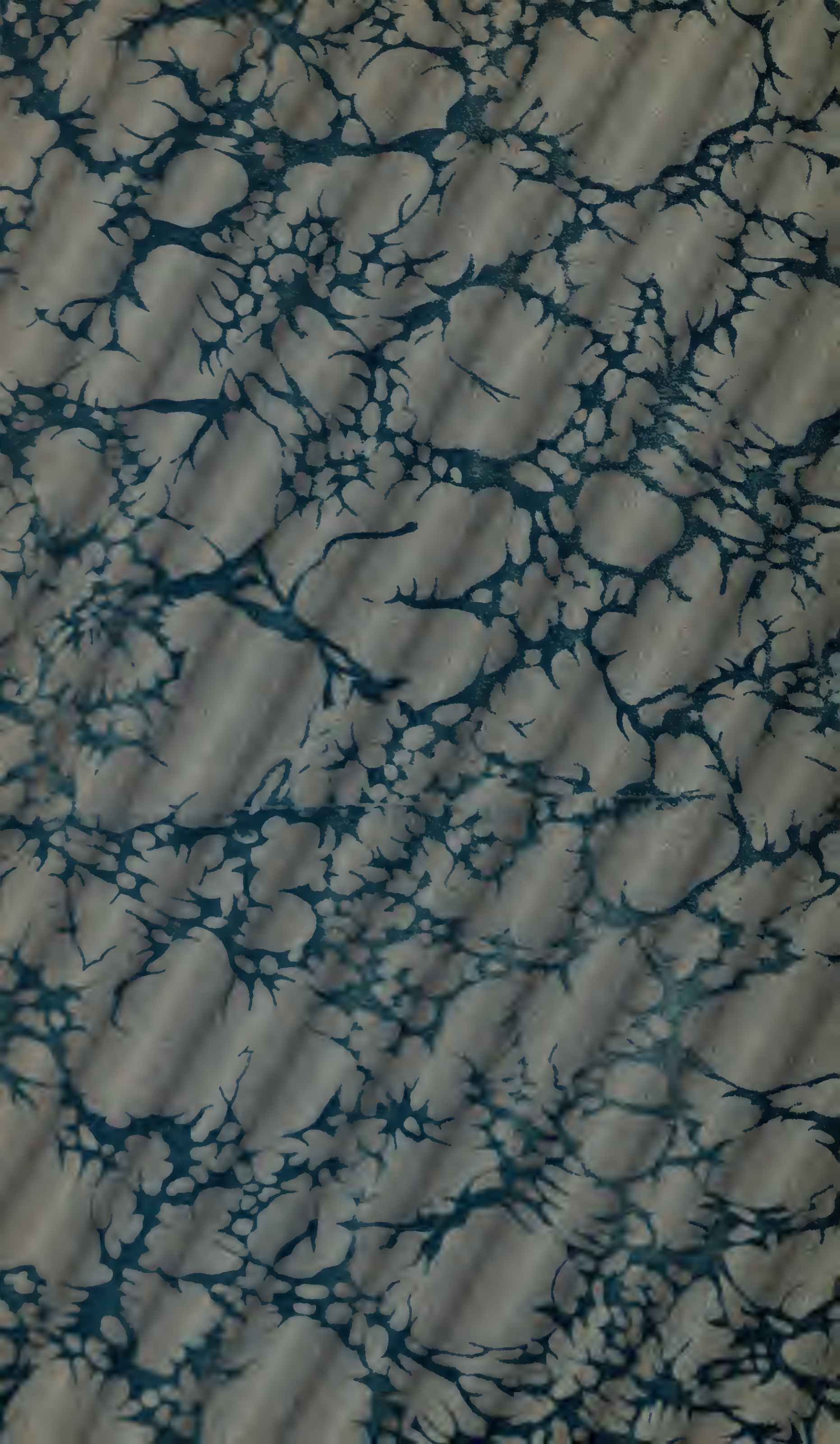
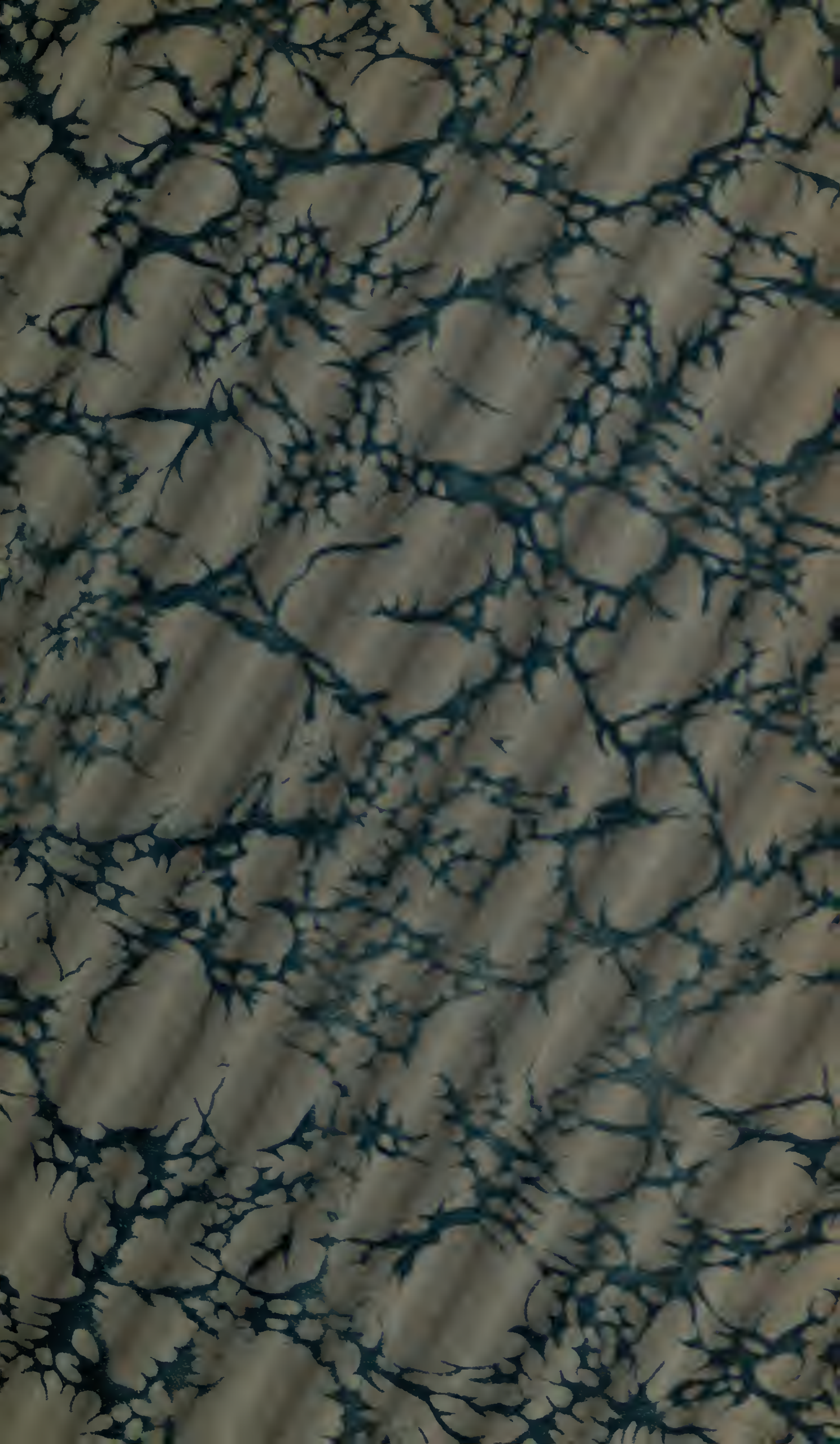






Digitized by the Internet Archive
in 2009 with funding from
University of Toronto

http://www.archive.org/details/lergnedalexan02wali

LE RÈGNE
D'ALEXANDRE Ier

★ ★

DU MÊME AUTEUR, A LA MÊME LIBRAIRIE :

La Russie il y a cent ans. — **Le règne d'Alexandre Ier.** ★ *La Bastille russe et la révolution en marche* (1801-1812). 4e édition. Un volume in-8°.

Le Roman d'une Impératrice. — *Catherine II de Russie*, d'après ses mémoires, sa correspondance et les documents inédits des archives d'État. 20e édition. Un volume in-8° avec portrait.

(Ouvrage couronné par l'Académie française, prix Thérouanne.)

Autour d'un trône. — *Catherine II de Russie.* — Ses collaborateurs. — Ses amis. — Ses favoris. 9e édition. Un volume in-8° accompagné d'un portrait.

Pierre le Grand. — *L'Éducation.* — *L'Homme.* — *L'OEuvre*, d'après des documents nouveaux. 7e édition. Un volume in-8° avec un portrait en héliogravure.

L'Héritage de Pierre le Grand. — Règne des femmes. — Gouvernement des favoris (1725-1741). 3e édition. Un volume in-8° avec un portrait en héliogravure.

Marysienka. Marie de La Grange d'Arquien, reine de Pologne, femme de Sobieski (1641-1716.) 4e édition. Un volume in-8° avec un portrait en héliogravure.

La Dernière des Romanov : *Élisabeth Ire, impératrice de Russie* (1741-1762), d'après des documents nouveaux et en grande partie inédits puisés aux archives des Affaires étrangères de Paris, aux archives secrètes de Berlin et de Vienne et dans divers autres dépôts, ainsi que dans les publications russes et étrangères les plus récentes. 4e édition. Un volume in-8° cavalier avec un portrait en héliogravure. *(Épuisé.)*

Les Origines de la Russie moderne. **Ivan le Terrible.** 5e édition. Un volume in-8° avec une carte. *(Épuisé.)*

Les Origines de la Russie moderne. **La Crise révolutionnaire** (1584-1614). (Smoutnoi Vrémia.) Un volume in-8°.

Les Origines de la Russie moderne. **Le Berceau d'une dynastie.** *Les premiers Romanov* (1613-1682). 2e édition. Un volume in-8°.

Le Fils de la Grande Catherine. **Paul Ier, empereur de Russie, sa vie, son règne et sa mort** (1754-1801), d'après des documents nouveaux et en grande partie inédits. 4e édition. Un vol. in-8° avec un portrait en héliogravure.

Les Carrosses du Roi. 3e édition. Un volume in-16.

Polonais et Russes. *Vision du passé.* — *Perspectives d'avenir.* Un volume in-16.

Ce volume a été déposé au ministère de l'intérieur en 1924.

K. WALISZEWSKI

LA RUSSIE IL Y A CENT ANS

LE RÈGNE D'ALEXANDRE Ier

* *

LA GUERRE PATRIOTIQUE ET L'HÉRITAGE DE NAPOLÉON (1812-1816)



208683 / 28 I 27

PARIS
LIBRAIRIE PLON
PLON-NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
8, RUE GARANCIÈRE-6e

1924

Copyright 1924 by Plon-Nourrit et Cie.
Droits de reproduction et de traduction réservés pour tous pays.

LE RÈGNE D'ALEXANDRE Ier

CHAPITRE PREMIER

LE PROLOGUE DU DRAME

I. La veillée d'armes. Les préparatifs d'Alexandre et ses projets. Le stratagème de Napoléon. La campagne de 1812 n'est prévue ni d'un côté ni de l'autre. — II. Tchernichov, plénipotentiaire de Napoléon. Message de conciliation et ultimatum déguisé. Départ précipité du porteur. Ses entreprises d'espionnage démasquées. Résultat négatif. — III. Efforts du tsar pour gagner la Suède et l'Angleterre. Nouvelle négociation en partie double. Le traité russo-suédois. La Suède y gagne plus que la Russie. Les ambitions européennes du tsar. Son isolement. — IV. La Russie. Ses palinodies. L'Autriche. Ses expédients. « La neutralité armée. » — V. L'ultimatum russe. La guerre inévitable. Napoléon cherche à gagner du temps. Envoi de M. de Narbonne à Wilno. Maret et Kourakine. L'ambassadeur du tsar mystifié. Départ de Napoléon pour Dresde. — VI. Alexandre en Lithuanie. Projet de restauration polonaise et d'action panslave. Revirement. Menaces du tsar à l'Autriche et leur effet. Lebzeltern à Wilno. L'entente secrète. Le renvoi de M. de Narbonne. — VII. La Pologne entre la France et la Russie. Préférence des Polonais pour Napoléon. Sa raison. Appel infructueux d'Alexandre à Czartoryski. Trop tard ! — VIII. Le tsar se retourne du côté de l'Allemagne. Stein. Projet de soulèvement pangermanique. La légion allemande. L'organisation militaire et la propagande littéraire. Arndt. Appel à la presse russe. « Le fils de la patrie. » — IX. L'armée russe. Les progrès et les lacunes de sa préparation. Les conceptions stratégiques. Leur indécision persistante. Phull. Son idéologie. Le « Bunzelwitz » russe. Le facteur de l'espace dans les prévisions de la campagne en perspective. La légende et les faits.

I

« Nous sommes sur un qui-vive perpétuel, » écrivait Alexandre à sa sœur Catherine le 10 novembre 1811 ; « les choses sont si tendues que les hostilités peuvent commencer d'un moment à l'autre » (1). Un mois plus tard, elles s'engageaient déjà à Naples,

(1) Grand-duc Nicolas, *Correspondance d'Alexandre Ier avec sa sœur*, p. 57.

où l'envoyé du tsar, prince Dolgorouki, et celui de Napoléon, baron Durand, croisaient le fer, suivis sur le terrain, à la mode du seizième siècle, par leurs attachés, le comte de Benckendorff et le général Exelmans (1). « Jamais encore je n'ai mené une vie de chien pareille, » ajoutait le fils de Paul ; « je me lève de mon lit pour m'asseoir à mon bureau et je ne le quitte que pour manger un morceau tout seul. » Par courriers spéciaux, en l'invitant elle-même à ne pas confier ses lettres à la poste, le frère tenait la sœur au courant, dans les moindres détails, des préparatifs militaires qu'il pressait fiévreusement. Mais, plusieurs mois plus tard encore, ses idées au sujet de leur emploi devaient rester très vagues. En février 1812, il disait bien au comte de Saint-Julien : « Je m'attends à de premiers échecs, mais ils ne me décourageront pas. En me repliant, je mettrai un désert entre l'armée de Napoléon et la mienne : hommes, femmes, bestiaux, j'enlèverai tout ! (2). » Et l'on devait, après coup, être tenté de reconnaître dans ces propos la longue et divinatoire préméditation du plan stratégique qui, quelques mois plus tard, allait creuser le tombeau de la grande armée. Mais, à leur date, la pensée de leur auteur se partageait encore entre les projets d'offensive brusquée, pour laquelle il réclamait le concours des Polonais et les offres de coopération avec l'armée prussienne qu'il recevait par l'intermédiaire de Scharnhorst (3). L'un et l'autre parti excluaient toute idée de combattre les Français sur les rives de la Moskva et les confidences faites à l'envoyé de l'empereur François avaient probablement pour objet d'enlever à Napoléon lui-même le désir de prendre ce chemin. Alexandre devait prévoir que l'écho en parviendrait à Paris. Il agitait toute sorte de combinaisons ; des projets de diversion encore, dont mention sera faite plus loin et qui tendaient à prendre la grande armée à revers en Allemagne ou en Italie. Mais aucun de ces desseins ne devait recevoir fût-ce un commencement d'exécution et tous visaient à affronter l'adversaire entre la Vistule et l'Oder, plutôt qu'à l'attirer au fond de la Russie. Telle qu'elle a eu lieu, la campagne de 1812 n'a été prévue ni d'un côté ni de l'autre.

(1) Bogdanovitch, *Alexandre Ier*, t. III, p. 222-223.
(2) Grand-duc Nicolas, *Alexandre Ier*, t. I, p. 514.
(3) V. vol. I, p. 346 et suiv. de cet ouvrage.

En février, pour des raisons opposées à celles dont le tsar s'inspirait (1), faisant épier les moindres mouvements des troupes russes (2), Napoléon cherchait à les devancer sur les deux rives de la Vistule, en portant les siennes, sans coup férir, jusqu'au Niémen ; mais, ni à ce moment, ni même beaucoup plus tard, sa préméditation n'est certainement pas allée non plus au delà. Jusqu'en juin, il s'en est tenu à son thème de démonstration et d'intimidation (3). « Votre but, » écrivait Maret à Lauriston le 18 février 1812, « est de gagner du temps, de manière que les troupes de Sa Majesté puissent s'asseoir aisément sur l'île de Nogat, sur le beau pays d'Elbing et sur les deux rives de la Vistule, sans que les hostilités commencent. » Les troupes françaises approchant de l'Oder, si, pour empêcher les troupes russes d'entrer dans le duché de Varsovie, il était nécessaire de promettre que les premières ne passeraient pas la Vistule, Lauriston était autorisé à en prendre l'engagement, mais *sans rien signer*. Le mouvement des troupes françaises continuant de l'Oder à la Vistule, si une négociation ou une entrevue était proposée, Napoléon permettait à son envoyé de signer l'engagement précité, mais il se reprenait : sur la minute de la dépêche, une autre main a porté cette correction : *comme agissant d'après votre conviction*. Aux abords du Niémen, enfin, Lauriston enverra aux troupes l'ordre de s'arrêter, en spécifiant qu'il n'a pas de pouvoirs à cette fin, mais qu'il agit d'après « l'entière certitude que son maître ne veut pas la guerre ». A ce moment, s'il le juge nécessaire et avant de proposer une entrevue, « qui doit être son dernier moyen, » il offrira « la réunion d'un congrès, qui se tiendra entre le Niémen et l'Oder (4) ». Mettre le tsar sous la menace directe de l'invasion et traiter à portée de canon en quelque sorte, tel était le dessein de l'empereur des Français.

(1) V. vol. I, p. 347 et suiv. de cet ouvrage.

(2) Aux Archives des Affaires étrangères, les tomes *Pologne* CCCXXVII-CCCXXVIII contiennent une volumineuse correspondance se rapportant à cet objet.

(3) V. vol. I, p. 335 de cet ouvrage.

(4) Affaires étrangères, Russie, *Correspondance*, CLIV, p. 87.

II

A la fin de février, renvoyant Tchernichov à Saint-Pétersbourg, Napoléon disait qu'il faisait de lui son plénipotentiaire, « dans l'espoir qu'on pourrait encore s'entendre et se dispenser de verser le sang d'une centaine de mille braves parce qu'on n'était pas d'accord sur la couleur d'un ruban. » Il suffirait pour cela que le tsar voulût bien s'astreindre à une application stricte du traité de Tilsit, c'est-à-dire fermer rigoureusement les ports russes aux navires anglais et à l'importation des denrées coloniales, en conformité avec les décrets de Berlin et de Milan et sous la réserve d'un accord au sujet du régime des licences. Si Alexandre consentait en outre à conclure un traité de commerce, ou une convention, qui atténuerait, au regard du commerce français, les conséquences du nouveau tarif russe, et s'il se prêtait, enfin, à un arrangement au sujet de l'Oldenbourg, sur la base d'une compensation, dont ni Danzig, ni aucune portion du duché de Varsovie ne feraient les frais ; à ces conditions, Napoléon se déclarait disposé à traiter « n'importe quand, n'importe où », regrettant d'avoir dû, depuis quinze mois, « se tuer à demander que des instructions fussent envoyées au prince Kourakine, ou attendre l'arrivée toujours annoncée et toujours retardée de Nesselrode ». Pourquoi le tsar s'obstinait-il à garder le silence? « L'avait-il déjà battu, pour le traiter d'une manière aussi humiliante? » S'il répugnait au choix de Paris comme siège d'une négociation, Napoléon s'accommoderait d'une ville quelconque d'Allemagne. Il renouvelait, en y insistant, ses protestations au sujet de la Pologne, dont il n'avait jamais projeté le rétablissement. Il allait jusqu'à donner sa parole d'honneur qu'il ne tirerait pas l'épée cette année, à moins que le tsar ne l'y obligeât en violant le territoire des pays alliés, Pologne ou Prusse. Il terminait, enfin, en assurant qu'à tout événement, ses sentiments pour ce souverain resteraient sans changement, et, « si la fatalité voulait que les deux plus grandes puissances de la terre se battissent pour des peccadilles de demoiselles, il le ferait en galant chevalier, et, si

les circonstances le permettaient, il offrirait même à son adversaire de déjeuner ensemble aux avant-postes (1). »

Ce message de conciliation était un ultimatum déguisé, en complément de la manœuvre commandée en même temps à Lauriston. Aux avant-postes de la grande armée conduite sur le Niémen, Alexandre compterait retrouver le Napoléon du lendemain d'Austerlitz ou du lendemain de Friedland, mais il serait pris au piège, dompté et terrassé sans combat, d'autant plus facilement qu'il arriverait à ce rendez-vous sous l'influence d'un ensemble d'impressions déprimantes, dont l'une procéderait de Tchernichov lui-même.

Ne négligeant aucun détail, Napoléon voulait, en effet, que porteur de paroles conciliantes, « le postillon », comme il l'appelait, fût accompagné à Saint-Pétersbourg par l'éclat d'un scandale, qui rejaillirait sur son maître. Quelques heures après avoir été reçu par l'empereur (2), l'aide de camp du tsar se trouvait averti que ses opérations d'espionnage seraient démasquées. Il hâtait son départ, et, dans sa précipitation, il oubliait à son logis un billet, qui dénonçait son principal complice, le nommé Michel, commis à l'administration de la Guerre, avec lequel Nesselrode et avant lui Oubril avaient été aussi en rapports, par l'intermédiaire du portier de la légation russe, le Viennois Wüstiger. Comme Napoléon s'en était assuré, Tchernichov n'avait pu recueillir de ces mains que des documents de médiocre importance, après avoir vainement essayé de suborner un employé supérieur, Salmon, chargé du travail concernant le mouvement des troupes. Michel fusillé, Wüstiger expulsé du territoire de l'Empire, sa nationalité lui valant d'échapper à un traitement plus sévère, l'affaire obtenait en France et au dehors le retentissement qui en était attendu (3). Mais, si le prince Kourakine s'en

(1) Rapport de Tchernichov, février 1812, *Sbornik*, XXI, p. 125 et suiv., faussement attribué dans ce recueil à l'année 1811 ; Cf. *ibid.*, CXXI, p. 161-168 et F. DE MARTENS, *Recueil*, XIV, p. 154 et suiv.

(2) Le 28 février. VANDAL, *Napoléon et Alexandre*, III, p. 312, a faussement indiqué la date du 26.

(3) Acte d'accusation contre Michel et consórts, Affaires étrangères, Russie, CLIV, p. 287. — Pour les détails de l'affaire : BOURRIENNE, *Mémoires*, IX, p. 3 ; FOUCHÉ, *Mémoires*, t. II, p. 9, 187 et suiv ; SAVARY, *Mémoires*, t. IV, p. 35 et suiv. ; DOROW, *Erlebtes*, t. III, p. 88-89 ; C. DE MARTENS, *Denkwür-*

trouvait accablé, l'effet produit sur Alexandre ne devait aucunement répondre aux prévisions de Napoléon.

Coupantes, rageuses, les annotations du tsar sur le rapport de Tchernichov témoignent d'une vive irritation, mais ne le montrent nullement déconcerté. Il taxe d'impudence la prétention de Napoléon de l'astreindre à l'observation des décrets de Berlin et de Milan, en vertu du traité de Tilsit, qui n'en a seulement pas fait mention ! Et il reste obstiné au parti pris (1) de rejeter sans discussion les propositions d'accommodement qui lui sont adressées, de n'en produire de son côté aucune qu'il puisse juger acceptable et de se préparer à un conflit armé, tout en ne dissimulant pas par moments et l'appréhension de cette épreuve et l'espoir d'y échapper. Il y avait comme toujours en lui deux hommes et l'un n'était qu'un pantin dont des mains étrangères tiraient la ficelle. Mains allemandes, mains anglaises. Dans ce drame, l'Angleterre suivait une politique qui lui a toujours été habituelle aux heures où elle a eu un gouvernement faible : elle ne voulait pas être de la partie, mais elle y poussait de tout son pouvoir, esquivant les risques, se dérobant aux charges, mais se réservant une part dans les profits éventuels. Cette observation est indispensable à l'intelligence des conditions dans lesquelles la partie a été engagée et de ses premières péripéties. Wilson et Bentinck y ont, à la cantonade, tenu un grand rôle.

III

A défaut d'autres concours qu'il vît jour à s'y assurer, Alexandre visait Stockholm. Dans les premiers jours de janvier déjà, son envoyé, le baron de Nicolay, y avait sollicité le prince royal, mais sans grand succès. Charles-Jean « se mettait aux ordres du tsar », mais esquivait lui aussi une entrevue qui lui était demandée et offrait des conseils qui n'étaient pas goûtés. L'idée s'y trouvait mise en avant, pour le coup, d'une campagne défensive qui

digkeiten, p. 140 ; *Sbornik*, CXXI, p. 177, 187, 190. Cf. Vandal, *loc. cit.*, t. III, p. 312 et suiv. ; E. Daudet, *Poussières du passé*, p. 273 et suiv.

(1) V. vol. I, p. 332 et suiv. de cet ouvrage.

aurait pour objet d'attirer Napoléon à l'intérieur de la Russie ; mais, quoi qu'il en eût dit à Saint-Julien, Alexandre répugnait encore à cet expédient désespéré, et, quelques semaines plus tard, Napoléon aidait lui-même le tsar à obtenir, de ce côté, un résultat plus en rapport avec ses vœux. Les troupes du général Friant occupant la Poméranie suédoise, Nicolay s'entendait dire par le premier ministre suédois, Engestroëm, que son gouvernement se considérait désormais comme dégagé de toute obligation envers la France, et, à la fin du mois, le comte Lœwenhielm partait pour Saint-Pétersbourg, avec le mandat formel d'y conclure une alliance.

C'était un premier et très grand succès. Alexandre ne démordait cependant pas de son désir d'une entente personnelle avec Bernadotte. Aussi, lui adressait-il simultanément le baron van Suchtelen, un ingénieur hollandais, qui ne faisait pas partie de son corps diplomatique et auquel il donnait mission de prendre directement contact avec Charles-Jean, en invitant le prince royal à concourir « au relèvement des idées libérales en Europe », seul objet que le tsar assignât lui-même à son effort et en vue duquel il était disposé à seconder, de son côté, « les grands desseins du prince, à l'estime duquel il attachait infiniment de prix, dont il avait le désir extrême de faire la connaissance et pour qui il serait toujours un ami et un émule, mais jamais un rival jaloux (1). »

Subsidiairement et toujours en dehors des voies protocolaires, Suchtelen devait chercher à prendre contact avec l'agent que l'Angleterre gardait secrètement à Stockholm, sir Edward Thornton. Alexandre n'oubliait sans doute pas le résultat peu encourageant de la tentative où Lubomirski s'était employé en juin 1811 (2) ; mais sans doute aussi Wilson et Bentinck ne laissaient pas de lui donner meilleur espoir, et la rupture de la Russie avec la France ne pouvait manquer de mettre fin, en quelque sorte automati-

(1) *Correspondance inédite de l'empereur Alexandre et de Bernadotte*, p. 2-3 ; Schinkel, *Minnem ur Sveriges Hist.*, t. VI, p. 113 et suiv., p. 353 ; Cf. Klaeber, *Marschall Bernadotte*, p. 302-303 ; Sarrans, *Bernadotte*, t. I, p. 226, 386 et suiv. ; Popov, *Relations de la Russie avec les puissances étrangères*, p. 225.

(2) V. vol. I, p. 343 et suiv. de cet ouvrage.

quement, à l'état d'hostilité dans lequel elle se trouvait avec l'Angleterre. Cependant, le traité lui-même signé le 18 juillet 1812 à Œrebro (1) par les deux pays devait se borner à la constatation de ce fait, après que, devant la Chambre des Communes, le très gallophobe pourtant Perceval eût pris soin de préciser que la Russie entrait en lutte avec Napoléon à ses risques exclusifs et sans aucune instigation de la part du gouvernement britannique qui avait d'autres soucis. A ce moment, l'Angleterre se sera en effet, depuis un mois, mise aux prises avec les États-Unis, et si, comme le gouvernement de Washington le déclarait, cette guerre n'impliquait de sa part aucune idée d'entente avec Napoléon ou d'hostilité au regard de la Russie (2), la puissance d'action de son adversaire en Europe s'en trouvait amoindrie.

En janvier, Suchtelen reconnaissait promptement que la mission accessoire dont il se trouvait chargé ne promettait aucun succès. Mais il apercevait en même temps que, même avec les Suédois, il ne pouvait rien gagner en maintenant le débat sur les hauteurs où son maître prétendait le placer. Charles-Jean ne demandait pas mieux que de prendre parti contre Napoléon. Il le disait du moins. Mais il voulait que, préalablement, le tsar lui prêtât main-forte non pour le triomphe des idées libérales dont il ne semblait avoir cure, mais pour la conquête de la Norvège. A ce niveau, cette négociation se confondait avec celle que Lœwenhielm entamait simultanément à Saint-Pétersbourg ; mais il était dans les habitudes d'Alexandre de prendre à la même heure deux chemins différents, en y visant parfois des objectifs opposés, et l'on continua donc à traiter des deux côtés.

A Saint-Pétersbourg, mettant lui aussi la question de Norvège au premier plan, Lœwenhielm se montra d'abord intransigeant. Appuyé par Armfelt et tout le groupe finlandais, que la disgrâce en préparation de Spéranski rendait influent (3), il rejetait péremptoirement l'idée d'un accommodement avec le Danemark, que le tsar offrait de dédommager pour la Norvège avec l'Oldenbourg et, réclamant un corps de troupes russes contre les Danois, il

(1) F. de Martens, *Recueil*, XI, p. 154 ; *State Papers*, t. I, p. 15, 306 ; Alison, *Hist. of Europa*, t. X, p. 608 ; *Sbornik*, XXI, p. 127 et suiv.
(2) Hildt, *Early dipl. negoc. of the United States with Russia*, p. 58 et suiv.
(3) V. vol. I, p. 407 de cet ouvrage.

prétendait mettre à la charge du trésor impérial les frais de leur transport et de leur entretien. Le débat se prolongeait sur ce point au moment du retour de Tchernichov. Ignorant ce qu'il apportait de Paris, Lœwenhielm prit peur, et, le 5 avril, il signa, en cédant sur la question d'argent.

Dans ces termes même, le traité (1) était surtout au bénéfice de la Suède ; mais en outre, à Stockholm, Napoléon y faisant des offres par l'intermédiaire de la princesse royale, Suchtelen s'en était effrayé de son côté et, quatre jours auparavant, il avait aussi conclu, — en sens inverse dans la question des frais, qui allait donc donner lieu à de nouveaux débats. En dernier lieu, on devait convenir que la dépense serait partagée. Mais, de toute façon, Alexandre ne retirait de cet accord que l'avantage, insuffisant bien qu'appréciable, d'être mis en sûreté sur son aile droite et d'y mettre Napoléon en échec (2). Ce n'était pas assez pour tenir tête à cet adversaire. Aussi persistait-il à vouloir que Suchtelen gagnât Suédois et Anglais au parti d'une action concertée dont il amplifiait constamment la portée. Réunir tous les Slaves pour une attaque convergente contre l'Autriche et les possessions françaises de l'Adriatique ; recueillir les déserteurs slaves et allemands qui ne pouvaient manquer de quitter en masse l'armée hétérogène de Napoléon ; opérer des démonstrations puissantes dans l'Adriatique et la Baltique ; pousser à fond une offensive en Espagne et au Portugal, tandis que Napoléon serait engagé à l'autre extrémité du continent ; soulever Naples. menacer Corfou, inquiéter toutes les côtes ; pratiquer des descentes en Zélande et au Danemark : la puissance napoléonienne ne pouvait résister à un tel assaut ni l'Angleterre refuser ses flottes et ses trésors à la cause de l'indépendance des nations dont il assurerait infailliblement le triomphe. Mais sir Edward Thornton ne s'en laissait pas persuader, et, quand on lui parlait Europe, Charles-Jean répondait Norvège.

(1) Garden, *Histoire générale des traités*, t. XIII, p. 214 et suiv.

(2) Schinkel, *Minnen*, t. VI, p. 35 et suiv., 38, 70, 98, 142, 146, 191 ; « Correspondance d'Alexandre Ier avec Bernadotte », dans Lumbroso, *Miscellanea napoleonica*, t. IV, p. 683 et suiv. ; Scheffer, *Bernadotte*, p. 72 et suiv. ; Touchard-Lafosse, *Bernadotte*, t. II, p. 266 ; Vandal, *Napoléon et Alexandre*, t. III, p. 355 et suiv.

IV

Après avoir voulu partager l'empire du monde avec Napoléon, son associé de la veille était mal qualifié pour lever contre lui le drapeau de « l'indépendance des nations », et des nouveaux alliés qu'il essayait de se donner il ne pouvait attendre plus de désintéressement. Après avoir traité le 7 mars 1812 avec la France, Frédéric-Guillaume ne manquait pas, il est vrai, de faire connaître au tsar le chagrin qu'il avait éprouvé « en immolant ses sentiments les plus chers à l'intérêt de l'État ». Il donnait même à entendre que l'efficacité du concours qu'il prêterait à Napoléon se ressentirait de la contrainte qu'il avait subie en s'y obligeant ; mais il laissait ignorer à « son meilleur ami » qu'en compensation du sacrifice auquel il se résignait en le quittant et en prenant même l'engagement de le combattre, il avait réclamé les provinces baltiques dans ses dépouilles (1) !

En suivant la Prusse le 14 mars 1812 dans l'alliance et l'obédience de Napoléon, l'Autriche n'obéissait même pas à la menace. Elle s'était offerte (2). Promptement averti, Alexandre ne s'en laissa pas au premier moment émouvoir. L'Autriche, pensait-il, rendrait à la Russie ce qu'elle en avait reçu en 1809. Mais bientôt la nouvelle se répandait de clauses secrètes, par lesquelles on se serait assuré, à Vienne, l'échange éventuel de la Galicie contre les provinces illyriennes, pour le cas où une reconstitution intégrale de la Pologne résulterait du développement des événements. Plus certainement, l'envoyé de l'empereur François à Stockholm s'employait à ramener la Suède dans le parti français. C'était plus grave encore parce que d'un danger plus immédiat et, du coup, Alexandre changeait de ton avec Saint-Julien. Il avait, lui disait-il, « six bonnes divisions à opposer à l'Autriche seule et il ne manquait pas de moyens pour soulever la Hongrie. Mais, plutôt que de se mettre l'Europe entière sur les bras, il préfére-

(1) François-Guillaume à Alexandre Ier, 3 avril 1812, Schilder, *Alexandre Ier*, t. III, p. 487.

(2) Metternich, *Mémoires*, t. II, p. 437 et suiv.

rait sans doute s'arranger avec la France, et tant pis pour ceux qui l'auraient obligé à ce parti (1). » Dans cet autre débat où il ne mêlait aucune chimère et parlait allemand à des Allemands, la maîtrise dont il avait fait preuve à Erfurt se retrouvait. Elle allait aussi porter son fruit et, en attendant, l'accord avait pour effet d'augmenter, sinon la confiance du souverain au regard de l'attitude de défi adoptée devant Napoléon, du moins sa détermination à y persévérer. Il ne songeait nullement à quêter un « arrangement » de ce côté.

V

Prenant soin d'entretenir Lauriston dans son optimisme ingénu, il avait, de mars à avril, évité de répondre à la dernière communication de son maître. Trois jours seulement après la signature du traité avec la Suède, il s'acquittait de cette tâche et plongeait le successeur de Caulaincourt dans une douloureuse stupeur. Le tsar se déclarait prêt à accepter les indemnités qui lui seraient offertes pour l'Oldenbourg et à retirer sa protestation. Il consentait même à modifier le tarif de 1810 en faveur des vins français et de quelques produits de même origine. Mais il ne renoncerait pas au commerce des neutres; il ne s'obligerait en ce qui le concernait à aucune restriction nouvelle et, en échange des concessions auxquelles il se portait, il exigerait l'évacuation de la Poméranie suédoise, un accommodement entre Paris et Stockholm propre à donner satisfaction au gouvernement suédois, l'évacuation de la Prusse et des places fortes de l'Oder, ainsi qu'une réduction de la garnison de Danzig. En outre, « si l'armée française passait l'Oder ou si ses avant-postes sur la Vistule étaient renforcés », il considérerait l'un ou l'autre de ces faits comme un acte d'hostilité. Et, cet autre ultimatum consigné dans une note qu'accompagnaient quelques lignes de simple courtoisie à l'adresse de Napoléon, il quittait

(1) Saint-Julien à Metternich, 12 avril 1812, grand-duc Nicolas, *Alexandre Ier*, t. I, p. 520-526.

Saint-Pétersbourg pour rejoindre son armée (1). C'était la guerre.

On n'en douta pas à Paris après que, le 24 avril, la note russe y fut parvenue. Mais, cherchant toujours à gagner du temps, Napoléon commença par nier qu'il l'eût reçue et déclara ensuite vouloir, par esprit de conciliation, ignorer cet instrument diplomatique, qui n'était pas seulement inacceptable mais outrageant. Pour ne pas fermer la voie aux essais d'accommodement, il offrait encore la neutralisation du terrain entre la Passargue et le Niémen pendant la durée des négociations, voire même l'évacuation de la Prusse (2), et, Kourakine manquant de pouvoirs pour traiter sur cette base, il imaginait d'envoyer à Wilno où il supposait que le tsar établirait son quartier général, un porteur de paroles pacifiques, qui serait censé ne rien connaître de « l'outrage » infligé à son maître. Se trouvant à Berlin, où il surveillait l'exécution du traité conclu avec la Prusse, le comte Louis de Narbonne, dont le personnage est suffisamment connu (3) pour qu'il ne soit pas nécessaire de le présenter aux lecteurs, parut de tous points bien désigné pour cette mission. Il avait ordre de gagner le plus vite possible le lieu de sa destination, d'y demeurer le plus longtemps qu'il pourrait, de donner le commentaire le plus conciliant au message nouveau qu'il était chargé de remettre au souverain russe, ferme de ton mais assaisonné d'une pointe de sentiment (4), et, subsidiairement, de recueillir sur l'armée russe tous renseignements utiles.

En même temps, faisant mine de passer outre à l'absence de pouvoirs confessée par Kourakine, Maret portait l'ambassadeur à rédiger un projet de convention et lui prodiguait les paroles rassurantes : « Soyez sans inquiétude... Rien n'est encore décidé. L'empereur votre maître est à Saint-Pétersbourg et ses troupes sont derrière la frontière ; l'empereur Napoléon est à Paris et ses armées n'ont pas passé la Vistule. Rien ne presse et l'on pourra s'arranger. »

(1) Rapports de Lauriston, Affaires étrangères, Russie, CLIV, p. 223 et 261, et grand-duc Nicolas, *Relations diplomatiques*, t. VI, p. 326.

(2) Rapports de Kourakine des 27 et 28 avril 1812, *Sbornik*, XXI, p. 364, 380. Faussement datés, dans ce recueil, de septembre.

(3) V. sur lui Villemain, *Souvenirs contemporains*, t. I, p. 187.

(4) 25 avril 1812, Napoléon, *Correspondances*, XXIV, n° 18, p. 669.

— Je vois que nous sommes déjà bien près de nous entendre, répondait naïvement le prince. Deux semaines se passant cependant, sans que la discussion de son projet de convention fût seulement entamée, il prenait l'alarme et demandait ses passeports.

— Vous avez reçu des ordres pour quitter votre poste? s'informait Maret sur un ton de solennité.

— Non.

— C'est donc de votre propre mouvement que vous prenez la responsabilité d'une rupture?

Kourakine s'effondrait, fondait en larmes, et offrait de retirer sa demande, à la condition que l'examen de son projet ne fût pas retardé davantage.

— Soit, répondait gravement Maret ; mais commençons, selon l'usage, par échanger nos pouvoirs.

Un jour de plus était ainsi gagné et le lendemain l'ambassadeur apprenait que le ministre des Relations extérieures avait quitté Paris pour rejoindre son maître à Dresde (1), où, sur le chemin du Niémen, Napoléon donnait rendez-vous à un autre parterre de rois, mais où, le 26 mai, Narbonne allait revenir les mains vides, n'ayant pas réussi à se faire garder plus de vingt-quatre heures.

VI

Alexandre se trouvait en effet à Wilno, après avoir, bien qu'il parlât d'une simple tournée d'inspection, pris, en quittant Saint-Pétersbourg, des mesures qui impliquaient la prévision d'une absence prolongée. Appelant le comte Saltykov à la présidence du Conseil de l'Empire et du Comité des ministres, il lui avait conféré des pouvoirs exceptionnellement étendus. Confiant le commandement de la 1re armée à son ministre de la Guerre, Barclay de Tolly, et emmenant son ministre de la Police, Balachov, il les remplaçait respectivement par le prince Alexis Gort-

(1) Rapports de Kourakine, avril-mai 1812, *Sbornik*, XXI, p. 380-401 ; VANDAL, *Napoléon et Alexandre*, t. III, p. 397.

chakov et le général Viazmitinov, auquel il attribuait aussi le commandement militaire de la capitale. Pour le commandement de la 2e armée, le choix du souverain s'était porté sur Bagration et la question du commandement en chef restait en suspens : une fois de plus, Alexandre s'y trouvait en difficulté avec lui-même, partagé entre le souvenir décourageant de l'expérience d'Austerlitz et la tentation de remettre à l'essai ses talents militaires, avec l'aide de Phull (1), qui remplacerait Weyrother. Le chef d'état-major, Volkonski, ne comptait pas.

Au milieu de ces dispositions préparatoires à une entrée en campagne, avait pris place, sans liaison apparente avec elles, l'érection d'un collège des jésuites à Polotsk. Cette coïncidence n'était pourtant pas fortuite. En signant le 13 mars 1812 la charte de l'établissement, le souverain exprimait devant J. de Maistre l'espoir que les Pères s'emploieraient en Pologne « dans le bon sens » (2). Contre Napoléon, faisant flèche de tout bois, il mobilisait aussi la milice de Loyola.

Mais en même temps, à l'exemple de l'adversaire qu'il se préparait à combattre, il jouait de son côté la comédie du sentiment. Quelques jours avant son départ, il recevait Lauriston à sa table et versait des larmes, en parlant de la cruelle fatalité qui le mettait en conflit avec un souverain dont il était et voulait rester « l'ami et l'allié le plus fidèle ». Il craignait de « ne pas pouvoir concilier ces liens qui lui étaient si chers avec le souci de son honneur ». Il devait donc se rendre auprès de son armée. Mais son absence serait courte et, à son retour, l'envoyé de Napoléon le trouverait « toujours prêt à l'alliance, si l'alliance n'exigeait rien contre sa dignité ». Il ne prenait le parti de rejoindre ses troupes que « pour prévenir de la part de ses généraux quelque mouvement qui pourrait contrarier ses intentions toujours portées à ne rien épargner pour empêcher une rupture (3) ». Ce même jour, il écrivait à Czartoryski pour, dans des conditions qui seront

(1) V. vol. I, p. 214 de cet ouvrage.

(2) Schilder, *Alexandre Ier*, t. III, p. 67.

(3) Lauriston à Maret, Pétersbourg, 11 avril 1812, grand-duc Nicolas, *Relations diplomatiques*, t. IV, p. 261 ; le même au même, Pétersbourg, 24 avril 1812, dépêche interceptée, Archives de la Guerre à Pétrograd, Sect. scient., 1re division, no 454.

indiquées plus loin, concerter un coup de main sur Varsovie !

A l'exemple de Napoléon encore, militaires et civils, il emmenait tout son entourage : Phull et Volkonski, Araktchéiév en sus de Balachov, J. de Maistre avec Chichkov, et, pour suppléer le nouveau secrétaire d'Empire ainsi que le chancelier, à qui une attaque d'hémiplégie avait, selon un mot d'Armfelt, « mis la bouche de travers comme l'esprit », le jeune Nesselrode, « ce merveilleux exemple de l'attraction qui existe entre la médiocrité et la fortune, » comme disait un autre contemporain. A Wilno, une nuée de fonctionnaires suivant les chefs d'emploi, leurs familles les rejoignant et des marchands en nombre affluant de toutes les parties de l'empire dans l'ancienne capitale lituanienne, le tsar put dire : « La Russie est toute où je suis. » Les Polonais ne se reconnaissaient plus dans leur ville ainsi transformée ; mais Alexandre se mettait en frais avec eux, et surtout avec les Polonaises. Il en distinguait une, la future comtesse de Choiseul-Gouffier, Mlle de Tiesenhausen ou Tyzenhaus, selon l'orthographe que sa famille d'origine allemande adoptait. Il lui faisait ouvertement la cour ; il lui donnait le chiffre ; il la faisait danser dix fois au cours d'un bal, et, l'emmenant dans de petits coins, il la portait à se persuader qu'à certains visages la calvitie elle-même ajoute un charme « en leur donnant quelque chose d'ouvert et de clair (1). » En même temps, le bruit se répandait que la couronne du dernier roi de Pologne figurait dans les bagages du tsar.

Sinon ce gage d'une restauration polonaise, Alexandre apportait bien à Wilno des projets dont ce problème ne pouvait être exclu. Le jour même de son départ de Saint-Pétersbourg, dans un message adressé au prince royal de Suède, le souverain avait encore insisté sur la nécessité de « stimuler les nations slaves » en vue de la lutte en perspective (2) ; et, en même temps, à Tchitchagov, appelé au commandement de l'armée du Danube en remplacement de Koutousov, il recommandait d'exalter les

(1) Comtesse DE CHOISEUL-GOUFFIER, *Mémoires*, p. 75 et suiv., *Reminiscences*, p. 27 et suiv., 46, 57 ; FALKOWSKI, *Tableaux*, IV, p. 60 et suiv. ; Rapports des agents français, 18 et 19 avril 1812, Affaires étrangères, *Pologne*, CCCXXIX, p. 516, 518.

(2) 21 avril 1812, SCHILDER, t. I, III, 365.

peuples riverains de ce fleuve par la promesse de l'indépendance et de la reconstitution d'un grand empire slave (1). Dans le même esprit aussi, après son arrivée à Wilno, il demandait à J. de Maistre « le plan d'un édit pour le rétablissement d'un royaume de Pologne, ainsi qu'un projet de manifeste pour l'annoncer (2) ». Czartoryski ferait le reste.

Sous l'impression des nouvelles arrivant de Vienne et de Stockholm, ces projets de « diversion » menaçaient l'Autriche autant que la France. « Dans les chances heureuses », comme il disait, se promettant de donner la main aux insurgés du Tyrol, c'est par la Bosnie et la Croatie soulevées, en effet, qu'Alexandre comptait les rejoindre. Depuis le commencement de l'année, il se trouvait en intelligence secrète au Tyrol avec les compagnons survivants d'Andreas Hofer et en correspondance, par Nesselrode, avec un comte de Linange-Westerbourg qui, dépossédé sur le Rhin par le traité de Lunéville, cherchait sur l'Inn vengeance ou compensation et s'offrait pour organiser une insurrection. L'accord ne s'accrochait qu'à une question de finance et déjà Tchitchagov appelait le comte de Linange à Bucarest en vue d'une entente définitive, quand, de Wilno, l'avis lui arriva de modifier ses plans de campagne (3).

On avait entendu à Vienne l'avertissement donné par le tsar à de Saint-Julien. L'envoyé de l'empereur François à Stockholm, Neipperg, était désavoué. Il avait, assurait-on, agi sans ordres, à l'instigation de son collègue de Paris, Schwarzenberg, qui s'était laissé gagner par Napoléon. Bien plus, Stackelberg recueillait l'assurance que « l'Autriche justifierait la confiance dont le tsar voudrait bien l'honorer, et, s'il consentait à envisager avec indulgence le sacrifice qu'elle avait dû faire à une nécessité extrême, elle se prêterait à une entente secrète, qui annulerait les engagements contractés par elle envers Napoléon (4) ».

Et l'effet suivait la promesse. Le conseiller de la légation

(1) La correspondance du tsar avec Tchitchagov a été recueillie, partie aux Archives principales du ministère des Affaires étrangères et partie aux Archives d'État, sect. V, n° 207.

(2) Schilder, *loc. cit.*, t. III, p. 372.

(3) S. Goriaïnov, dans *Zeitschrift für Osteuropäische G.*, 1911, t. I, p. 511 et suiv.

(4) F. de Martens, *Recueil*, t. III, p. 87 ; Popov, *loc. cit.*, p. 420 et suiv.

autrichienne à Saint-Pétersbourg, Lebzeltern, un juif souple et retors, accourait à Wilno et il devait plus tard vanter « la fermeté inébranlable des principes, la loyauté de la marche et la sagesse des combinaisons » par lesquelles l'empereur François et son ministre avaient en grande partie assuré, à cette occasion, les succès de l'empereur de Russie, en lui permettant de « porter toutes ses forces sur un rayon étroit en face de l'ennemi (1)... »

Les événements de notre temps n'ont fait que mettre en évidence une fois de plus l'abîme qui sépare le monde germanique des autres peuples civilisés dans la conception elle-même des notions d'éthique les plus élémentaires, en sorte que les principes comme les sentiments y prennent de part et d'autre une forme différente et qu'un Allemand peut, de bonne foi, considérer comme corrects et même louables des actes qui révoltent notre conscience. Les termes de l'accord secret conclu à Wilno ne nous sont d'ailleurs pas connus. Nous savons seulement qu'après avoir passé près de trois semaines dans cette ville, du 14 mai au 3 juin, « traitant directement avec l'empereur Alexandre », Lebzeltern a laissé aux mains du tsar un chiffre, au moyen duquel, pendant toute la campagne de 1812, le quartier général russe sous le nom de M. Reichsberg et la Hofburg sous le nom de M. Riedmuller allaient rester en communication (2).

Mis en congé à ce moment ostensiblement, mais retenu au service du roi en secret avec son rang et son traitement, Gneisenau a paru aussi à Wilno, sous un déguisement, comme Scharnhorst précédemment à Saint-Pétersbourg. Il était porteur d'un mémoire sur la manière de faire la guerre à Napoléon, comme aussi sans doute d'une mission diplomatique qui devait ultérieurement le conduire à Stockholm et à Londres (3) et, autant que Lebzeltern, il aura contribué à modifier et les projets du tsar et l'accueil qu'il réservait à M. de Narbonne.

Alexandre traite de façon courtoise ce dernier messager de paix. Ancien ministre de Louis XVI, ancien chevalier d'honneur de Madame Adélaïde et portant l'air de son passé, l'homme com-

(1) Grand-duc Nicolas, *Lebzeltern*, p. xxxvii.
(2) Askenazy, *la Question polonaise en 1812*, p. 9 et suiv.
(3) A. Pick, *Aus der Zeit der Noth*, 1806-1815, p. 219.

mandait des égards. Le tsar l'invite à sa table, il lui donne l'assurance qu'il ne tirera pas l'épée le premier, et, passant sous silence comme de raison ses relations occultes avec l'Autriche et la Prusse, il fait état à contresens de ses rapports avec l'Angleterre, aux sollicitations de laquelle il dit n'avoir pas encore cédé. Il n'hésite pas à reconnaître la supériorité des forces dont dispose Napoléon, mais laisse entendre que les énormes espaces de la Russie en auraient raison. Il évite en même temps tout débat sur les points en litige entre les deux pays, renvoyant son hôte à Roumiantsov, qui s'en refère aux instructions données à Kourakine, et il abrège son hospitalité. Après avoir dîné chez le tsar, Narbonne est prévenu que ses chevaux de poste l'attendent (1).

Une légende veut que ce congé assez leste ait été motivé par le résultat d'une perquisition opérée dans l'appartement de l'envoyé de Napoléon, pendant ce dîner qui l'en éloignait (2). Homme d'expérience, il est assez invraisemblable que Narbonne se soit laissé ainsi surprendre, et, au même moment, sollicitant, de son côté, la permission de rejoindre le tsar à Wilno, Lauriston essuyait un refus. Alexandre était réconforté par l'intelligence établie avec Vienne et il vengeait les déboires de son ambassadeur à Paris. A ce jeu de chicane, y étant passé maître, il marquait des points. Mais Napoléon avait chance de prendre revanche en Pologne.

VII

A Wilno, Alexandre rendait bien jalouses les Polonaises de Varsovie, qui, enviant Mlle Tyzenhaus, se plaignaient que Napoléon ne les fît pas danser ! Le tsar donnait plus de chagrin encore au résident français à Varsovie, Bignon, par les faveurs plus substantielles, remises d'impôts et largesses de toute nature, dont il comblait maintenant les compatriotes de sa danseuse,

(1) Ernouf, *Maret*, p. 353 et suiv. ; comtesse de Choiseul-Gouffier, *Réminiscences*, p. 42 ; comtesse Potocka, *Mémoires*, p. 188 et suiv ; Villemain, *Souvenirs*, p. 187 et suiv. ; comte de Rambuteau, *Mémoires*, p. 87.

(2) Chuquet, *Études d'histoire*, t. V, p. 20 et suiv.

opposant intentionnellement ces douceurs aux exactions et vexations dont les Polonais du duché étaient à la même heure l'objet de la part des autorités françaises (1). Malgré tout, les chefs eux-mêmes du parti russophile en Lituanie observaient cependant une réserve de mauvais augure. Oginski prétextait une attaque de goutte pour ne pas paraître à Wilno. Lubecki obligeait le tsar à le relancer à sa résidence rustique de Szczuczyn. Les deux frères de Mlle Tyzenhaus allaient s'enrôler dans la grande armée et quand, sur les talons de l'armée russe, les uhlans polonais du prince Dominique Radziwill auraient pénétré dans la cité de Guédymine, elle-même ne retiendrait pas « des pleurs d'enthousiasme et de joie (2) ».

L'apparition de Lebzeltern à Wilno avait d'ailleurs aussi pour effet de rendre le tsar moins galant et moins généreux. Il s'était précédemment flatté avec l'espoir d'enlever Varsovie à Napoléon, et, sollicitant pour cet objet Czartoryski, il avait même, d'après certaines indications, tenté de gagner le prince Joseph Poniatowski, ministre de la Guerre du duché (3). Mais le neveu du dernier roi de Pologne ne s'était pas laissé tenter et l'ancien ministre des Affaires étrangères avait fait attendre sa réponse pendant deux mois ! Il se trouvait toujours aux prises avec des embarras d'argent (4) et son ami Novossiltsov s'employait à l'en tirer au moyen d'un mariage projeté avec la richissime veuve d'un prince Sanguszko, née Branicka (5). Se décidant enfin à rompre le silence, le 4 juin, Czartoryski commençait par représenter au tsar les difficultés de sa situation, que des personnes de sa famille s'étaient déjà chargées de rendre sensibles à Bignon (6) : « Si Napoléon faisait quelque chose de grand et

(1) Affaires étrangères Pologne, *Correspondance*, CCCXXVIII, p. 9, 52, 199, 238, 460 ; CCCXXIX, p. 28, 67 ; *Recueil complet des lois*, XXXI, p. 24, 913.

(2) Comtesse de Choiseul-Gouffier, *Réminiscences*, p. 52, 69, 88, 148 ; Smolka, *la Politique du prince Lubecki*, II, p. 155 et suiv.

(3) Askenazy, *le Prince J. Poniatowski*, p. 207 (p. 281 de l'édition française). Le colonel Toll, qui aurait été employé à cette mission, n'en dit rien dans ses mémoires.

(4) V. t. I, p. 321 de cet ouvrage.

(5) Bignon à Maret, Varsovie, 19 février 1812, Affaires étrangères, Pologne, CCCXXIX, p. 252.

(6) Le même au même, Varsovie, 17 octobre 1811, *ibid.*, CCCXXVIII, p. 223.

de généreux pour la Pologne », qu'adviendrait-il des Polonais qui auraient refusé de le suivre? En tout cas, Alexandre ne devait pas songer à une restauration partielle de l'ancien État polonais. Il n'était plus temps. Un manifeste annonçant la reconstitution de la Pologne entière répondrait seul aux nécessités du moment. Mais neuf jours plus tard, l'auteur de ce message estimait que « le moment » avait déjà passé et, reprenant la plume, il écrivait : « Avant que cette lettre vous parvienne, Sire, il se produira quelque chose de grand dont ma patrie sera l'objet. Toute proclamation de Votre Majesté tendant au même but paraîtra dans ce cas tardive... Je n'en prévois... la convenance que dans le cas où des victoires et des conquêtes auraient mis Votre Majesté à même d'être écoutée (1). »

A la date de ce second message, feld-maréchal autrichien et dévoué aux Habsbourg, mais cédant à un courant irrésistible, le père du prince Adam présidait à Varsovie une Diète où était concertée la réunion de toutes les parties de l'ancienne Pologne sous l'égide napoléonienne. Alexandre se trouvait devancé en effet. Mais les engagements souscrits par Lebzeltern faisaient qu'il n'en concevait pas trop de regret. Il allait changer de front et de manœuvre.

VIII

Avant de quitter Saint-Pétersbourg, il avait déjà écrit à Stein, l'invitant à lui communiquer ses idées sur la situation, par lettre, ou de vive voix, s'il lui était possible de se rendre à Wilno. L'organisateur du *Tugendbund* se trouvait à Prague, étroitement surveillé par les agents français. Leur échappant, le 12 juin il rejoignait le tsar et achevait de le détourner de ses projets polonais. L'Allemagne avait mieux à lui offrir. Appel aux masses populaires qu'il avait commencé déjà à y soulever avec le mot d'ordre de l'indépendance nationale opposé au cosmopolitisme révolutionnaire de Napoléon ; création d'une légion allemande qui

(1) Smolka, *la Politique du prince Lubecki*, t. II, p. 167-169. Cette lettre n'a pas été recueillie dans la publication de de Mazade.

servirait de noyau à une armée insurrectionnelle et entrerait en action, aussitôt qu'un corps de troupes russes, anglaises et suédoises aurait débarqué en Poméranie; organisation de petites guérillas de douze à quinze hommes dans les forêts de la Prusse occidentale, en Thuringe, dans le Spessart, pour intercepter les courriers français; office de propagande et de corruption pour provoquer des désertions dans les rangs de la grande armée et suborner les maréchaux : le « titanique » Stein entassait Pélion sur Ossa pour donner l'assaut à l'Olympe napoléonienne.

Il était un précurseur du pangermanisme militant de notre époque et, révolutionnaire à sa manière, donnant à sa conception de l'Allemagne unifiée une base démocratique; ne reculant pas pour la réalisation de cette œuvre devant un appel aux aspirations libertaires de ses compatriotes contre leurs propres gouvernants, il n'en avait que plus de chance de gagner l'oreille de l'élève de La Harpe. Alexandre loua fort le mémoire où Stein exposait son programme et, avec quelques corrections, il approuva le texte d'une proclamation aux peuples allemands que le baron proposait de faire publier sous la signature de Barclay de Tolly (1). Le projet d'une légion allemande avait été déjà mis en avant par Tchernichov (2). Sous la présidence du duc d'Oldenbourg, un comité comprenant son fils, le prince George, Lieven, Kotchoubey et Stein lui-même, fut constitué pour mettre sur pied avec elle toutes les organisations qui s'y rattachaient dans le plan du nouveau conseiller du tsar.

Ainsi Alexandre tournait le dos au monde slave et, petit-fils de Catherine d'Anhalt-Zerbst, il ne lui en coûtait sans doute pas; mais ses autres collaborateurs allemands goûtaient moins les idées « subversives » de leur compatriote. D'où, au sein du comité que le duc d'Oldenbourg présidait, des tiraillements, dont l'efficacité de son action s'est ressentie. En fait, du plan de Stein, la partie seule relative à la propagande littéraire a été mise en œuvre avec un résultat appréciable, grâce à E.-M. Arndt, « le second Arminius », que le baron faisait appeler en Russie,

(1) Pertz, *Stein*, t. III, p. 77-80, 140-144; Lévy-Bruhl, *l'Allemagne depuis Leibnitz*, p. 316.

(2) V. vol. I, p. 349, de cet ouvrage.

et au Livonien Théodore Faber dit Fabre (1). Alexandre en a été même engagé à associer la presse russe à cet effort et, à la fin de l'année, publié sous la rédaction de Gretch, avec la collaboration du « second Arminius », *le Fils de la patrie* a servi de point de départ à toute une littérature où, aux dépens de Napoléon, l'opinion publique a eu pouvoir de s'exprimer avec une liberté jusque-là inconnue dans ce pays. Les célèbres caricatures de Térébéniév se rattachent aussi à ce mouvement (2).

Pour affronter le vainqueur de Friedland, qui d'ailleurs, même sur ce terrain, se trouvait plus qu'à égalité de forces, les manifestes et les libelles ne suffisaient cependant pas et; si depuis deux ans Alexandre avait donné à ses autres moyens de combat un accroissement considérable, ses idées sur la meilleure manière de les utiliser restaient indécises. A Wilno en juin, comme à Saint-Pétersbourg en février, il n'avait toujours pas de plan de campagne.

IX

Il avait sur le papier une armée de plus de 600 000 hommes, sans compter les milices ; mais au témoignage des officiers allemands qui y servaient, les effectifs réellement disponibles étaient loin d'atteindre ce chiffre et tous les corps de troupes, la garde exceptée, se trouvaient en outre mal équipés et plus mal exercés (3). Quant aux conceptions stratégiques, le dessein seul d'utiliser l'espace comme moyen de résistance et d'usure prenait de la consistance au quartier général, sans qu'il se rattachât d'ailleurs encore à la prévision d'une campagne en territoire proprement

(1) Arndt, *Erinnerungen*, 3e éd., p. 120, 144 ; Pertz, *Stein*, t. III, p. 70, 614, 693 ; Wolzogen, *Mémoires*, p. 48.

(2) Très rares aujourd'hui ; reproduites partiellement par Rovinski dans *Images populaires russes*. V. Wiegel, *Mémoires*, t. IV, p. 71-72. — Pour le rôle de Stein, à cette époque, Lehmann, *Stein*, t. III, p. 202 et suiv. ; A. Ivanovski, dans *le Monde russe*, 1871, nos 11, 13, 15, 16 ; Reboul, *la Campagne de 1813*, t. II, p. 98, 101.

(3) C. von Martens, *Denkwürdigkeiten*, p. 132. Cf. *la Guerre patriotique de 1812*, édit. Cazalès, t. I, 2e partie, p. 31 ; Stein, *Geschichte des russischen Heeres*, p. 223 et suiv. — Sur le rôle de la noblesse dans la formation des milices, S. Korff, *la Noblesse*, p. 386.

russe. Le débat entre partisans de l'offensive et avocats de la défensive ne se trouvait, en effet, pas vidé et la constitution de grands magasins dans la région lituanienne de Bialystok, Grodno et Wilno montrait que les premiers gardaient l'avantage. Mais, écoutant tous les avis et paraissant, comme d'habitude, accorder la même approbation aux plus contradictoires, Alexandre inclinait personnellement à suivre ceux de Phull. Ancien quartier-maître général de l'armée prussienne, ce Würtembergeois y avait passé quelque temps pour un oracle et Clausewitz le tenait en grande estime, tout en reconnaissant que, théoricien pur, il manquait totalement d'esprit pratique. Après Iéna, il avait pouffé de rire, déclarant l'issue de la bataille contraire à toutes les règles et donc indigne d'une prise en considération (1). En juin 1812, le plan qu'il préconisait était une reproduction de la manœuvre de Frédéric II à Bunzelwitz, en 1761, qu'il jugeait applicable à tous les cas et qui comportait, dans le principe, la défense d'une ligne donnée par une position de flanc en dehors de cette ligne et, dans l'application, l'emploi de deux armées, l'une faisant face à l'ennemi et l'autre opérant des diversions latérales (2). En juin 1811 déjà, Phull avait chargé son aide de camp et ami, le colonel Wolzogen, de trouver un Bunzelwitz en territoire russe, « entre la Dvina et le *Dniester* », aux termes des instructions que cet officier recevait de la part de Barclay de Tolly et qui ne concordaient pas entièrement avec celles de son chef direct. Dans les premières, *Dniester* était évidemment mis pour *Dniéper*, mais l'erreur se trouvait répétée quatre fois, sans que le chef d'état-major, Volkonski, en fût responsable. Il ne participait pas en effet au secret de cette mission. Phull et Barclay de Tolly ne s'entendaient pas aussi sur la destination de l'emplacement qu'elle avait pour but de découvrir : l'un voulait y mettre « un camp retranché » et l'autre « un champ de bataille ». Enfin, Wolzogen ayant fait choix de Drissa, sur la rive

(1) Clausewitz, *Hinterlassene Werke*, t. VII, p. 6 ; Toll, *Denkwürdigkeiten*, t. I, p. 284-285.

(2) Toll, *loc. cit.*, p. 246-247 ; Iermolov, *Mémoires*, t. I, p. 122-123 ; Skougarevski, *l'Année 1812*, p. 24 et suiv. ; *Archives Raiévski*, t. I, p. 145 et suiv. — Pour la célèbre manœuvre de Frédéric II, v. Bernhardi, *Friedrich der grosse als Feldherr*, t. II, p. 367 et suiv. ; von Hoen et von Bremen, *Die Kriege Friedrich der grossen*, t. II, p. 422 et suiv.

gauche de la Dvina et dans un coude de ce fleuve, Alexandre et son ministre de la Guerre s'en étaient déclarés satisfaits ; mais, changeant d'idée, Phull n'avait même pas voulu discuter les mérites de cette position. « L'empereur et son ministre », déclarait-il, « avaient des vues si confuses et prenaient de si mauvaises mesures que tout devait aller au diable, et ce n'était pas la peine de vouloir blanchir des nègres (1). »

L'année d'après à Wilno, il n'en arrivait pas moins à imposer son plan, avec ce même Drissa comme base. Après d'orageux débats, le tsar soutenant le stratège allemand de toute son autorité, il fut convenu que la 1re armée s'enfermerait au lieu indiqué par Wolzogen, dans un camp puissamment fortifié, Dunabourg jouant au soutien de ce front de combat le rôle attribué en 1761 par Frédéric à la forteresse de Schweidnitz et la 2e armée agissant simultanément dans le dos et sur les flancs de l'adversaire, tandis qu'une 3e armée sous Tormassov couvrirait les provinces du sud (2).

A ce thème stratégique Phull adaptait non seulement la manœuvre des armées russes mais aussi celle des troupes françaises, tenant pour certain que leur concentration se ferait sur le cours moyen de la Vistule. Elle s'opérait, en fait, beaucoup plus au nord, mais il n'en voulait rien savoir, comme il refusait aussi de se rendre à cette évidence que, ne couvrant même pas les voies d'accès à l'intérieur de l'empire et se laissant facilement tourner, la position du coude de la Dvina était une souricière. Évoquant le souvenir d'une autre manœuvre de Frédéric II et d'un autre camp retranché, où en 1756 le roi avait capturé l'armée saxonne, l'Italien Paulucci affectait de dire *Pirna* pour *Drissa.*

D'autre part, le plan adopté sur l'avis de Phull impliquait l'abandon d'emblée et sans combat d'une grande étendue de territoire et, redoutant l'effet que cette mesure produirait sur le moral de l'armée, Barclay de Tolly lui-même et Bennigsen,

(1) Wolzogen, *Mémoires*, p. 77-78.

(2) Wolzogen, *ibid.;* p. 57-58 ; Clausewitz, *Hinterlassene Werke*, t. VII, p. 19 ; Skougarevski, *l'Année 1812*, p. 43 ; Wilson, *Narrative*, p. 42-43 ; Boutourline, *Histoire militaire de la campagne de Russie*, t. I, p. 146-149, 192 ; Boyen, *Erinnerungen*, t. II, p. 278 ; cf. Bogdanovitch, *Alexandre Ier*, t. III, p. 182-183, 223 ; Thiers, *Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. XIV, p. 122-123.

bien que ralliés au parti de la défensive, réclamaient une bataille tout au moins en avant de Wilno. Ils devaient cependant convenir que les dispositions déjà prises ne laissaient pour la livrer, entre Rossieny et Lida, que des forces très insuffisantes : 120 000 hommes d'après leur évaluation et 92 000 seulement, aux termes d'un rapport intercepté par Napoléon (1).

La retraite était inévitable, et quelques Russes se portaient dès ce moment à prévoir qu'elle ne s'arrêterait pas à la Dvina. Rastoptchine ne s'en alarmait pas. « Je ne crains pas les revers, écrivait-il à Alexandre. Votre empire a deux puissants défenseurs dans son immensité et dans son climat. L'empereur de Russie restera toujours formidable à Moscou, terrible à Kasan et invincible à Tobolsk (2). » Mais, ni le destinataire de ce message, ni l'immense majorité de ses sujets ne se résignaient encore à attendre le salut de leur patrie et la victoire d'une si terrible épreuve. Ils n'y ont été amenés qu'après coup, le sacrifice leur étant imposé, et les historiens russes ont eux-mêmes hésité à admettre, dans ce sens, une détermination préalable (3). Un stratagème ingénieusement combiné pour attirer l'envahisseur au piège de l'immensité et de l'hiver moscovites, un consentement héroïque à l'holocauste matériel et moral que ce dessein impliquait : la thèse était tentante. Mais la dévastation des plus belles provinces de l'empire froidement prévue? mais l'abandon de « la ville sainte » délibérément accepté? l'idée devait révolter les esprits et les consciences, comme elle rencontrait d'ailleurs aussi la contradiction des faits. On avait pourtant essayé d'arrêter l'invasion! On s'était pourtant battu pour qu'elle n'atteignît pas Moscou!

La vérité semble être (4) que, ni en juin à Wilno, ni même beaucoup plus tard, une telle détermination n'a été prise dans les conseils du tsar. En fait, elle n'y a été envisagée à aucun moment. A Wilno, jusqu'à la dernière heure de son séjour dans cette ville, Alexandre n'a seulement pas acquis la certitude qu'il dût inévitablement combattre. Il renonçait maintenant définitivement et de façon absolue à porter offensivement ses armées

(1) Voiénski, *Documents*, t. I, p. 391 et suiv. ; 410 et suiv.
(2) Archives de la guerre à Petrograd, sect. scientif., 2e divis., n° 4525 (*a*).
(3) V. à ce sujet Bernhardi, *Vermischte Schriften*, t. I, p. 187 et suiv.
(4) V. Toll, *Denkwürdigkeiten*, t. I, p. 246.

en Allemagne, et Napoléon avait maintes fois déclaré qu'il n'était pas assez fou pour aventurer les siennes en Russie. Les probabilités étaient donc pour que la barrière du Niémen jouât le même rôle qu'en 1807, d'autant plus efficacement que le vainqueur de Friedland devait s'attendre, cette fois, à trouver au delà autre chose que les débris d'une armée vaincue. Comme en 1807, le grand-duc Constantin se prononçait énergiquement pour un accommodement et offrait d'en porter les termes à Dresde (1). A ce moment, devant la vision maintenant plus proche du péril qu'il avait défié et même quelque peu provoqué, Alexandre inclinait de lui-même à penser qu'avec ses dernières démonstrations diplomatiques et ses préparatifs de guerre la part des bravades était suffisante. Mais outre qu'il espérait être, comme après Austerlitz, comme après Friedland, devancé dans les voies de la conciliation, il jugeait utile que Koutousov eût préalablement obéi aux sommations qu'il ne cessait de lui adresser, courrier après courrier, et conclu avec les Turcs. Napoléon en deviendrait plus traitable, et, derrière le Niémen, on avait le temps.

On en avait même pour se divertir. « On ne s'occupe à Wilno, écrivait un témoin, que de parades, de fêtes et d'intrigues... Les jeunes officiers boivent, jouent et le reste, et tous ne font rien (2). » Aucun ne se préparait évidemment à payer l'effroyable rançon que le salut de la Russie devait réclamer ; aucun n'en concevait seulement l'idée.

(1) Karnovitch, *le Tsarevitch Constantin*, p. 102.
(2) Mme Bakounine, *Mémoires*, *Ancienne Russie*, 1885, t. XLII, p. 147.

CHAPITRE II

LE PASSAGE DU NIÉMEN

I. Les négociations avec la Turquie. Avantages que se promet Alexandre de leur succès. Koutousov remplacé par Tchitchagov. Le traité russo-turc. Confiance qu'il donne au tsar. — II. Napoléon sur le chemin du Niémen. La manœuvre d'intimidation. L'ultimatum russe rejeté. Envoi de passeports à Kourakine et rappel de Lauriston. La colonie russe de Paris. Ses regrets. Le corps diplomatique de Saint-Pétersbourg. Les épreuves de son départ. Le manifeste de guerre de Napoléon. Il ne songe encore pas à envahir la Russie. « La seconde campagne de Pologne. » Alexandre se croit à l'abri derrière le Niémen. Il fait danser les Polonaises. Le bal de Zakret. La fête est troublée. — III. Le Niémen franchi. Il faut décamper. Un messager de paix. Balachov. Napoléon croit Alexandre sur le point de capituler. Son erreur est partagée par tous les contemporains. Premiers mécomptes. Symptômes de désorganisation dans la grande armée. Accueil réservé des Polonais. Ses causes. — IV. Situation du pays. Représentation de la France à Varsovie. L'abbé de Pradt. Une gageure injurieuse. Les antécédents de l'ambassadeur et ses instructions. La franchise de Napoléon et les illusions des Polonais. — V. Leurs députés à Wilno. La stratégie de Napoléon et sa politique. Il veut exploiter la Pologne en se réservant la possibilité de l'abandonner. Pologne et Lituanie. Les provinces du sud-ouest. L'aristocratie et la petite noblesse. Épuisement général, énervement et démoralisation. L'ardeur patriotique et la foi napoléonienne. Leur affaiblissement. Napoléon y contribue. Les erreurs de sa politique et les méfaits de ses troupes. — VI. Nouvelles déconvenues. Les surprises du baromètre et les bizarreries de la stratégie russe. Irritation de Napoléon. L'accueil fait par lui à Balachov s'en ressent. De maître à écolier. Alexandre s'en trouve contraint à la résistance. Le drame se poursuivra.

I

« Les intrigues » au quartier général de l'armée russe visaient, entre autres objets, la disgrâce de Koutousov qui, peu expéditif lui-même et embarrassé par la lenteur habituelle des Orientaux, donnait prise aux plus outrageantes accusations. « Savez-vous à quoi s'amuse le général au lieu de faire la paix? écrivait J. de

Maistre. Il passe les jours et les nuits avec une Valaque, dont il est ensorcelé et qui passe publiquement pour être aux gages de la Porte (1). » Sans qu'il eût besoin d'y être ainsi incité, Alexandre avait à la mi-avril déjà décidé le rappel du commandant en chef de l'armée du Danube, avec promesse d'une haute récompense, si, désigné pour le remplacer, Tchitchagov trouvait la paix signée en arrivant à Bucarest, et menace d'un traitement sévère dans le cas contraire. Porteur de deux rescrits différemment libellés d'après cette double donnée, en rejoignant le destinataire le 14 mai, l'amiral, qui le détestait, eut le chagrin d'apprendre que, prévenu sans doute, il avait, la veille, conclu des préliminaires.

Le traité de paix fut signé quatorze jours plus tard, et, les Anglais s'en étant mêlés (2), les termes n'en eurent même pas le caractère « déshonorant », auquel Alexandre se résignait (3). N'attribuant à la Russie que la Bessarabie et une petite partie de la Moldavie, il consacrait bien son renoncement aux ambitions conçues à Tilsit ; mais le traité franco-autrichien du 14 mars 1812 y avait déjà coupé court, en comprenant dans ses clauses la garantie de l'intégrité de l'empire ottoman. Les Turcs devaient se prévaloir aussi du nouvel accord contre la faculté accordée à la Russie par celui du 24 septembre 1805 de faire passer ses bâtiments de guerre par le Bosphore et les Dardanelles ; mais, depuis le 5 janvier 1809, l'Angleterre elle-même avait renoncé à ce privilège (4) et, d'autre part, la Russie retenait dans les principautés l'espèce de protectorat qui obligeait les agents de l'autorité ottomane à « prendre en considération les représentations qui pourraient leur être faites par l'envoyé du tsar. » En outre, l'article 6 du traité stipulant dans le texte français « la restitution à la Porte de toutes les forteresses conquises en dehors des limites nouvelles formées par le Pruth » et le texte russe ajoutant au mot « conquises » le complément : « Par les armes ».

(1) *Correspondance diplomatique*, t. I, p. 100 ; cf. Popov, *Relations*, p. 267, 280, 289, 290.

(2) Stanley Lane-Poole, *Life of Stratford Canning*, t. I, p. 138 et suiv. Cf. Vandal, *Napoléon et Alexandre*, t. III, p. 338 et suiv.

(3) V. vol. I, p. 357, de cet ouvrage. Le texte du traité dans Nouradounghian, *Recueil*, t. II, p. 86.

(4) *Ibid.*, t. II, p. 82 ; cf. Mischef, *la Mer Noire et les Détroits*, p. 335.

interpolation dont Koutousov tirait gloire (1), on devait, à Saint-Pétersbourg, en arguer pour exclure de cette clause la Mingrélie et la Géorgie dont l'annexion aurait été opérée pacifiquement. Or, terminant la guerre avec la Perse, le traité de Gulistan allait, le 24 octobre 1813, donner une grande valeur à ces deux acquisitions : en liaison avec celles — Chirvan, Derbent, Bakou — qu'il lui procurait, elles consolidaient en effet la position de la Russie sur la Caspienne et préparaient la grande situation qui lui était destinée dans l'Asie centrale.

Koutousov n'en encourut pas moins le reproche de n'avoir pas assez obtenu et parut d'autant plus le mériter que son successeur se targuait de disposer des Turcs à discrétion. Inspirateur en grande partie des vastes projets de diversion que l'accord secret avec l'Autriche faisait précisément abandonner à ce moment, il prétendait y associer la Porte, en obtenant tout au moins son consentement à la mobilisation en masse, pour cet objet, de tous les chrétiens de sa domination. Moldaves, Valaques, Serbes, Bosniaques et Monténégrins, il entraînait en imagination tous ces peuples belliqueux, franchissait avec eux le Danube, traversait obliquement la Péninsule, tombait du haut des Alpes illyriennes sur la Dalmatie française et perçait jusqu'à l'Adriatique. Après avoir occupé le littoral et surpris Trieste, il contournait le golfe de Venise, s'engageait dans le massif des Alpes Juliennes, tendait la main aux Tyroliens révoltés, ralliait les Suisses impatients de secouer le joug, cependant qu'au même moment, une flotte anglo-russe abordait le sud de l'Italie et soulevait Naples (2).

Produit d'un esprit chimérique, ce plan aurait été difficile à exécuter, si même le séjour de Lebzeltern à Wilno ne l'avait rendu impraticable. La menace pouvait en être cependant utile, pensait Alexandre, pour rendre Napoléon plus accommodant le jour où il inviterait son allié de Tilsit à « déjeuner ensemble aux avant-postes ». Et en attendant, la Suède gagnée, la Turquie désarmée, l'Autriche débauchée, le tsar essayait encore de lier

(1) Bogdanovitch, *Alexandre Ier*, t. III, p. 164.

(2) Tchitchagov, « Mémoires », dans *Revue contemporaine* (Paris), 15 mars 1855 ; F. de Martens, *Recueil*, XI, n° 412 ; cf. Vandal, *Napoléon et Alexandre*, t. III, p. 447.

partie avec l'Angleterre mais s'occupait plus activement de faire danser les Polonaises. On avait le temps.

II

Cependant, le 28 mai déjà, Napoléon avait quitté Dresde, dans un état d'esprit très différent de celui que le tsar imaginait. La mission de M. de Narbonne n'ayant pas répondu à son attente, il n'entendait pas s'obstiner à une tactique qui lui réussissait mal. Irrité, il renonçait aux procédés de courtoisie, et, pressant la marche en avant de ses troupes, se disposant à les rejoindre, il se rejetait, en l'accentuant, sur sa manœuvre d'intimidation. Il n'était pas seul à supposer qu'elle produirait l'effet qu'il s'en promettait. Quelques jours après son départ, laissé en expectative à Dresde, Maret recevait par l'intermédiaire du consul suédois, Signeul, une ouverture d'apparence impressionnante : moyennant qu'on lui fît céder la Norvège contre la Poméranie suédoise qu'il abandonnerait au Danemark, avec une soulte de 12 millions, Charles-Jean offrait de mettre 50 000 hommes aux ordres de Napoléon contre les Russes. C'était le résultat d'une dépêche affolée de Lœwenhielm, qui, à la date du 17 avril déjà, montrait Alexandre ébranlé dans ses résolutions belliqueuses, sous l'impression du traité austro-français et d'un mouvement d'opinion qui lui faisait craindre un coup d'État révolutionnaire. Bernadotte était intimidé. Pas assez, cependant, pour se livrer entièrement. En même temps que ces propositions à Dresde, il en avait envoyé d'autres à Wilno, par son aide de camp, le général baron Tavast, qui offrait au tsar de s'employer à hâter la paix avec les Turcs. Sans qu'il connût cette mission, Maret jugea sagement que le prince royal cherchait seulement à se couvrir des deux côtés (1) et, aucun signe de résipiscence ne venant de la part d'Alexandre lui-même, le ministre suivait son maître à Thorn, d'où cependant, le 12 juin seulement, il répondait à une note de Kourakine, qui datée du 30 avril, n'était encore

(1) V. pour cet épisode : VANDAL, *Napoléon et Alexandre*, t. III, p. 441.

qu'un ultimatum : offre de reprendre les pourparlers sous la condition préalable de l'évacuation des États prussiens et demande subsidiaire de passeports. Les passeports étaient, comme de raison, envoyés et Lauriston recevait l'ordre de demander les siens. Le prologue du drame touchait à sa fin, les chances d'en prévenir la suite étant presque réduites à néant.

Le fastueux Kourakine ne quittait à la vérité son poste qu'avec des regrets, qu'augmentaient les égards dont il était accompagné à son départ et, obligés de le suivre, quelques-uns de ses compatriotes partageaient son chagrin. Ralliée en majorité au parti de l'opposition, la colonie russe de Paris applaudissait aussi, dans l'ensemble, à la rupture du tsar avec *Bonaparte*. Néanmoins, établie depuis longtemps dans l'ancien hôtel des ducs de Praslin, la belle Élisabeth Démidov, née Stroganov, avait peine à s'éloigner d'une ville où l'on montait sur des chaises pour la voir danser. Rentrant avec elle en Russie, le mari, Nicolas Nikititch, allait équiper à ses frais un régiment d'infanterie ; mais la femme, la future belle-mère de la princesse Mathilde, ne devait pas se séparer d'une pendule en malachite, arrêtée à l'heure où elle avait dit adieu au bel Héraclius de Polignac, le complice de Pichegru et de Cadoudal.

Plus affligée fut encore une autre Parisienne d'élection, la *sempre pazza*, Élisabeth Divov (1), qui, à l'agrément de relations intimes avec la cour et le monde de l'empire, joignait en dernier lieu, selon la rumeur publique, les profits d'un commerce fructueux de contrebande avec la Russie. Ces représentants de la société russe, les seuls qu'il connût de près, ont contribué à induire Napoléon dans une erreur qui lui a été fatale, en le portant à sous-estimer les forces morales que son entreprise aurait à affronter au delà du Niémen.

Entraînant le déplacement de la plus grande partie du corps diplomatique en résidence à Saint-Pétersbourg et retardé pour cette raison jusqu'à la mi-juillet, le départ de Lauriston n'a pas bénéficié d'une réciprocité de courtoisie à laquelle l'ambassadeur de Napoléon était en droit de s'attendre. Les hostilités étant déjà ouvertes, l'attitude des fonctionnaires du tsar s'en ressentait, et

(1) V. vol. I, p. 128, de cet ouvrage.

le souverain lui-même oubliait les sentiments chevaleresques dont il se piquait. Assez peu loyalement, il retenait et reléguait dans « un camp de concentration », à Iaroslavl, quatre ingénieurs français du corps des ponts et chaussées que Napoléon lui avait prêtés. L'un d'eux, il est vrai, devait plus tard, après en avoir reçu la permission, refuser de rentrer en France, préférant prendre du service en Russie. Il s'appelait Dominique Bazaine et était le père du futur maréchal. L'envoyé de Napoléon et ses collègues se voyaient interdire la voie de terre pour leur voyage, et Mme Nesselrode s'en réjouissait patriotiquement : « Je me figure comme ils dégobilleront ! » écrivait-elle à son mari. Les voyageurs subissaient une quarantaine à Oranienbaum, où un hôtelier leur réclamait 560 roubles par tête pour deux déjeuners et autant de dîners. C'était, il est vrai encore, l'ex-maître-queux incomparable du plus somptueux des ambassadeurs, Tardif lui-même (1) ! A ce moment, Napoléon s'enfonçait déjà au cœur de la Russie.

Le 16 juin, il est à Kœnigsberg et y signe, en le faisant antidater de Thorn, le 12, comme les passeports de Kourakine dont la demande sert à le justifier, un manifeste de guerre, précédant l'ardent appel à ses compagnons d'armes pour « la seconde campagne de *Pologne* », qu'il lancera neuf jours plus tard, de Wolkowysk, bourgade lituanienne du gouvernement de Grodno. Il ne parle encore pas de porter la guerre en *Russie* et sûrement, il espère toujours n'y être pas obligé.

A la même heure, après avoir ratifié le traité de Bucarest, Alexandre s'applique à en tirer parti. Il rédige à l'adresse de son « ami et allié » un nouveau message, où il fait valoir le grand supplément de ressources que lui vaut cet événement, sans qu'il s'en trouve incliné à des intentions belliqueuses. Il se dit invariablement attaché à l'alliance et à l'amitié. A une nuance de ton près, indiquant des dispositions plus conciliantes, il s'en tient, cependant, au sens des déclarations qu'il a fait entendre au comte de Narbonne et des ultimes propositions de Kourakine, comptant que les circonstances nouvelles leur assureront un meilleur accueil. Et il ne se presse encore pas d'expédier cette lettre (2).

(1) Nesselrode, *Lettres et papiers*, t. IV, p. 60 ; Serge Goriaïnov, dans *Revue contemporaine* (Paris), 20 juin 1911, p. 614.
(2) Schilder, *Alexandre Ier*, t. III, p. 497.

Il n'y voit toujours aucune urgence et d'autres soins l'absorbent.

Ses jeunes aides de camp ont projeté d'offrir un bal champêtre aux belles Polonaises, dans un des jolis sites de la banlieue de Wilno, à Zakret, domaine récemment acquis par le tsar de Bennigsen, qui l'avait reçu de Catherine, dans un lot de terres polonaises confisquées. Une salle de bal y a été improvisée. La veille du jour fixé, 25 juin, l'édifice s'écroule. L'architecte, Dominique Schultz ou Szulc, un Allemand polonisé, est le président d'un groupe de jeunesse universitaire dont les sentiments hostiles à la Russie sont connus. Il se donne la mort, et le soupçon d'un dessein malveillant s'en trouve confirmé. Mais Alexandre ne s'en émeut point. « Nous danserons à ciel ouvert, dit-il ; faites nettoyer le plancher. » Et l'on danse avec le plus grand entrain jusqu'au moment où, entre deux quadrilles, la nouvelle se répand que les Français ont franchi le Niémen. Au rapport du chef de la police secrète, de Sanglène, le souverain aurait même été prévenu avant que le bal fût ouvert, mais aurait fait quand même jouer les violons (1).

III

Cependant, demeurer à Wilno n'est plus possible. Alexandre ne désespère pas encore d'arrêter Napoléon, en lui donnant une occasion de « se soumettre à sa belle âme (2) » ; mais, en attendant, il faut tenir campagne, et, pour commencer, prendre parti entre les divers plans stratégiques au sujet desquels entre les conseillers du tsar et lui-même la querelle continue. Armfelt appelle Phull « un composé d'écrevisse et de lièvre » ; Wolzogen réplique en traitant le Finlandais d'« intrigant mal famé » ; Paulucci donne tort à tous les deux ; Bennigsen change d'idée d'une heure à l'autre ; Barclay de Tolly ne parvient pas à faire comprendre les siennes et, mal remis de son attaque d'hémiplégie,

(1) M. M. Mouromtsov, *Souvenirs*, *Archives russes*, 1890, t. I, p. 366 ; Sanglène, *Mémoires* inédits ; comtesse de Choiseul-Gouffier, *Mémoires*, p. 55-57 ; Iwaszkiewicz, *la Lituanie en* 1812, p. 66 ; cf. Doubrovine, dans *Ancienne Russie*, 1903, CXVI, p. 419.

(2) V. vol. I, p. 179, de cet ouvrage.

visage convulsé et esprit en détresse, entre le Prussien Stein, le Suédois Tavast et l'Anglais Bentinck, qui, portant leurs avis au Conseil, ne s'entendent pas mieux entre eux, Roumiantsov ne sait que déplorer « la ruine de son système ».

Contre Phull et Wolzogen, l'unanimité s'établit sur un point, et c'est pour taxer de folie le dessein d'enfermer l'armée dans le camp retranché de Drissa. Alexandre le fait prévaloir cependant, en même temps qu'il ordonne la destruction des magasins qui ont été établis en pays lituanien, dans la supposition que Napoléon serait attaqué au delà du Niémen ou qu'il répugnerait à franchir ce fleuve. Il faut déchanter et décamper. Mais, tout en prenant du champ, le tsar donnera suite à la démarche qu'il se proposait de faire auprès de « l'allié et de l'ami » devenu ennemi. Reprenant la plume, il modifie, fond et forme, le message qu'il a tardé à envoyer. Il baisse encore de ton. Après avoir désavoué catégoriquement la demande de passeports, qu'il dit avoir été faite par Kourakine « sans autorisation », il écrit : « Si Votre Majesté n'est pas intentionnée de verser le sang de ses sujets pour un malentendu de ce genre et qu'elle consente à retirer ses forces du territoire russe, je regarderai ce qui s'est passé comme non avenu et un accommodement entre nous reste possible (1). » En réponse à une déclaration de guerre suivie d'invasion, cet appel à la conciliation est humble ; le porteur, Balachov, général aussi étranger au métier des armes qu'au point d'honneur militaire, a sans doute ordre d'en accentuer encore le caractère déprécatif, et, à l'avantage de l'un, au détriment de l'autre, l'envoyeur et le destinataire y seront également trompés. L'année d'avant, Napoléon a dit à Caulaincourt : « Une bonne bataille aura raison des belles déterminations de votre ami Alexandre. » Après avoir reçu le message confié à Balachov, il dira à Berthier : « Avant deux mois, Alexandre me demandera la paix ; les grands propriétaires l'y forceront (2). » Cette impression ne sera pas celle que le tsar voulait donner à son adversaire et les conséquences de cette double erreur feront le drame de 1812.

L'erreur de Napoléon est excusable : tous les contemporains

(1) Wilno, 25 juin 1812, Affaires étrangères Russie, *Correspondance*, CLIV, p. 506 ; cf. Tatichtchev, *Alexandre et Napoléon* p. 587.
(2) Vandal, *loc. cit.*, t. III, p. 185, 479, 498.

l'ont partagée. En février 1811, Gneisenau écrivait : « Je n'attends rien de la poltronnerie stupide d'Alexandre. Après une bataille perdue, il abandonnera tous les territoires avec la Dvina et le Dniéper ; après la seconde, il lâchera Pétersbourg et Moscou et se contentera de Kasan et d'Astrakhan. » A ce moment, Stein gardait meilleure opinion du tsar ; mais, depuis son arrivée en Russie, il inclinait à partager celle de son compatriote (1). Quant au peuple auquel ce maître commandait, l'idée de tout le monde en Europe était aussi celle que les Kourakine et les Divov en donnaient à Napoléon.

Avant de recevoir Balachov, le grand homme jugea à propos de prendre un avantage de plus, en vue du coup de caveçon qu'il se proposait de donner par cet intermédiaire à l'adversaire, déjà à moitié décontenancé, pensait-il. Le Niémen franchi en trois jours, du 23 au 26 juin, dans la nuit du 27 au 28 déjà, les avant-gardes de la grande armée atteignaient les faubourgs de Wilno, occupant sans combat des positions, un triple étage de hauteurs escarpées, dont Jomini jugeait la valeur défensive sans égale. Mais déjà aussi, des déceptions accompagnaient ce succès facile : l'armée russe échappait à l'étreinte du conquérant ; dans sa propre armée, désarroi, disette de vivres, désertions en nombre, des symptômes alarmants paraissaient et l'accueil fait aux « libérateurs » du pays lituanien ne répondait pas non plus à son attente.

Mlle Tyzenhaus a été mise en transe joyeuse par la vue des uhlans polonais sous le drapeau tricolore ; mais elle garde à son corsage le « chiffre » d'Alexandre, et dans l'ensemble, l'attitude de ses compatriotes montre autant de réserve devant le nouveau restaurateur présumé de la Pologne que devant l'autre. Suppléant aux ressources de séduction que possède son rival par l'espèce de magnétisme qui se dégage de sa personne et dont le prestige acquis augmente la puissance, Napoléon a beau se mettre aussi en frais à sa façon. Partageant une bouteille de bière avec des ouvriers, il dit *dobre piwo!* (bonne bière) en polonais. A une harangue, où le recteur de l'université de Wilno, Sniadecki,

(1) Pertz, *Gneisenau*, t. II, p. 44 ; le même, *Stein*, t. III, p. 183 et 584 ; Seeley, *Stein*, t. II, p. 437.

ne craint pas d'introduire un éloge du tsar, il répond en complimentant l'orateur et en mettant son établissement à l'abri des billets de logement et autres exactions (1). Ses compagnons d'armes gâtent malheureusement l'effet de ces gracieusetés, en se comportant ici comme ils ont fait à Varsovie, où Davout lui-même s'est rendu déplaisant à la comtesse Potocka par sa morgue, en même temps que Murat effarouchait d'autres dames par ses allures de pacha trop entreprenant (2). A Wilno, le roi de Naples, dépossède Mlle Tyzenhaus et les siens de l'hôtel où, quelques jours auparavant, Alexandre les aidait à servir le thé, et, après avoir dîné à Nieswiez, résidence magnifique des princes Radziwill, le roi de Westphalie emporte la vaisselle. Le bruit en est du moins répandu (3) et de multiples faits concourent à l'accréditer. « Les cimetières eux-mêmes n'étaient pas respectés », a noté Mlle Tyzenhaus (4).

Le témoignage de la jeune fille si ostensiblement courtisée par Alexandre et si impressionnable se laisse suspecter d'exagération ; mais la cohue hétérogène que Napoléon introduisait en Lituanie était bien une armée de pillards, parce que, quelque soin qu'il eût pris pour assurer son approvisionnement, c'était un troupeau d'affamés. Et, pour ne pas lui faire meilleur visage, les Polonais avaient d'autres raisons.

IV

Au regard de « l'homme du destin », qui à sa « première campagne de Pologne » avait donné pour conclusion un commencement de restauration polonaise, la reconnaissance du plus grand nombre dans ce pays et le culte, l'espoir et la foi, avaient, depuis cinq ans, résisté à de plus rudes épreuves (5). Mais, dès le début, cette « seconde campagne » répondait si mal à ce qu'on en avait attendu ! Sur le chemin de Wilno, Napoléon ne paraissait même

(1) K. Voiénski, *Documents*, t. I, p. 391 et suiv.
(2) Comtesse Potocka, *Mémoires*, p. 128-129, 278.
(3) Ciprinus, *Souvenirs*, *Archives russes*, 1872, p. 2294 et suiv.
(4) Comtesse de Choiseul-Gouffier, *Réminiscences*, p. 64-65.
(5) V. vol. I, p. 236, de cet ouvrage.

pas à Varsovie, et le choix du personnage qu'il y envoyait pour le représenter avec rang d'ambassadeur était la plus injurieuse des gageures. « Que l'empereur, écrivait à Talleyrand la comtesse Tyszkiewicz, sœur du prince Joseph Poniatowski, demande notre sang, nos biens, tout ce que nous possédons, tout ce qui nous reste encore, mais il faut que le représentant semble digne du représenté. » Et Bignon jugeait cette protestation fondée (1).

« Faux neveu du cardinal de La Rochefoucauld, faux fils d'un lieutenant général », aux termes du signalement qu'en a donné Vitrolles (2), par ces usurpations de parenté et de titre, l'abbé de Pradt était mal recommandé au rôle que les Polonais lui voyaient assigné ; mais il leur était en outre et surtout connu comme l'auteur d'un ouvrage, — *la Prusse et la neutralité*, — où il donnait leur « extinction » politique comme un bienfait que l'Europe devait aux puissances copartageantes ! On a voulu que Napoléon ait d'abord destiné ce poste à Talleyrand et soit revenu sur sa décision, à la suite d'une indiscrétion que le prince de Bénévent aurait commise en faisant provision de larges crédits au lieu où il pensait être employé (3). A côté des incorrections dont l'ancien évêque d'Autun était coutumier, celle-ci aurait dû paraître vénielle, voire même excusable, et le choix qui offensait justement les Polonais comporte une explication plus plausible, sinon satisfaisante. Sur le trône des rois de France, Napoléon devenait, on le sait, résolument traditionaliste ; il n'ignorait vraisemblablement pas que, de Jean de Montluc évêque de Valence, au seizième siècle, à Joseph Forbin de Janson évêque de Marseille au dix-septième, pour la représenter en Pologne, l'ancienne monarchie française avait le plus souvent donné la préférence à des prélats ; et sans doute, pour continuer cette tradition, même avec moins de talents sans plus de vertu, un archevêque en titre paraissait à l'héritier de saint Louis plus acceptable qu'un évêque en rupture de ban.

En fait, de bonne, sinon très illustre famille, apparentée aux meilleures d'Auvergne, d'éducation soignée et point sot, il eût

(1) Affaires étrangères Pologne, *Correspondance*, CCCXXX, p. 271, 332 ; cf. comtesse Potocka, *Mémoires*, p. 306.

(2) *Mémoires*, t. I, p. 186 et suiv.

(3) Vandal, *loc. cit.*, t. III, p. 433 et suiv.

été, malgré tout, accepté à Varsovie, sinon avec faveur du moins sans trop de répugnance, s'il n'y avait apporté des instructions qu'il a lui-même qualifiées d' « extravagantes », en les falsifiant d'ailleurs. Le texte original (1) ne porte pas trace de l'ordre qu'il aurait reçu de « pousser les Polonais jusqu'au transport en évitant le délire ». On n'y trouve que l'expression de la politique adoptée dès le premier jour, au regard du problème polonais, par le signataire des traités de Lunéville, de Tilsit et de Vienne et poursuivie pendant onze ans en dehors de toute considération de droit, d'intérêt européen ou de sympathie, mais aussi en toute franchise, et du moins de façon assez explicite pour ne pas laisser d'illusion aux intéressés. Malheureusement pour eux, ils en gardaient, quoi que le créateur du duché de Varsovie eût fait, ou dit, ou donné à entendre depuis. Il s'était expliqué avec eux, au lendemain de Wagram, en portant cette mise au point jusqu'à la brutalité (2), et il ne s'était pas rétracté. Il avait dit alors à Ignace Potocki : « Je sais que la reconstitution de la Pologne rétablirait l'équilibre en Europe, mais la guerre dans votre pays est difficile pour mes Français, et je ne veux pas m'attirer une querelle éternelle avec la Russie. » Et l'année suivante à Stanislas Zamoyski : « Soyez prudents ! Vous êtes des fous ! Vous voulez me brouiller avec la Russie, mais on ne voit pas deux fois le visage des morts. » A Joseph Poniatowski, enfin, plus récemment : « Si les Russes le voulaient, je donnerais la Pologne au grand-duc Constantin. » Malgré tout, Napoléon y comptant sans doute, d'après la connaissance qu'il en avait, « les fous » s'étaient obstinés à être aussi dupes, les plus clairvoyants imaginant que tout au moins, comme en 1807, le créateur du duché de Varsovie aurait la main forcée par une nouvelle victoire et devrait faire un pas de plus dans la même voie. Et tous avaient espéré ; ils avaient appelé de leurs vœux les plus ardents cette heure, qui, une fois de plus, mettrait le vainqueur de Friedland aux prises avec le vaincu. Or, elle semblait sonner le glas des espérances conçues ! « Procurer l'exécution de tout ce qui

(1) Napoléon, *Correspondance*, XXIII, p. 471 ; cf. de Pradt, *Histoire de ma mission*, p. 551, et Affaires étrangères Pologne, *Correspondance*, CCCXXX, p. 64.

(2) V. t. I, p. 291, de cet ouvrage.

importe à l'entretien et à la conservation des armées alliées; appuyer toutes les demandes qui seraient faites par les autorités militaires françaises » : tel était le premier objet assigné à la mission du nouvel ambassadeur de Napoléon à Varsovie. Subsidiairement seulement, il avait ordre de favoriser, d'une part, la convocation d'une Diète, qui proclamerait le rétablissement d'un royaume de Pologne, de l'autre, l'organisation d'une confédération, qui soutiendrait cette œuvre et la création de foyers insurrectionnels, qui tendraient à placer les armées russes « dans une situation semblable à celle où s'est trouvée l'armée française en Espagne et l'armée républicaine dans le temps de la Vendée. » Mais l'ambassadeur ne devait rien laisser paraître de son activité dans ce sens, ni engager d'aucune façon les Polonais à compter sur l'appui de Napoléon, ou même sur l'aveu de ses sympathies. « Sa Majesté, précisait Maret dans une dépêche datée de Wilno, le 7 juillet, veut que vous vous teniez en arrière sur ce qui est purement polonais, tandis que vous irez le plus avant possible pour tout ce qui intéresse le service des armées (1). »

V

La tâche ainsi définie eût défié la capacité du diplomate le plus habile. L'évêque de Malines y fut en outre gêné par son prédécesseur. Depuis décembre 1811, avec ses attributions diplomatiques, Bignon avait cumulé celles de chef d'un bureau de police secrète et d'espionnage militaire (2). Pour cette raison sans doute, il était laissé à Varsovie, dans une situation mal définie, où il ne pouvait manquer de s'ériger en censeur sévère de l'homme qui l'évinçait sans lui faire quitter la place. Il lui cherchait aussi chicane de toute façon, en l'accusant même de ne pas employer aux frais de représentation les 180 000 francs qui lui étaient alloués pour cet objet (3). L'archevêque de Malines

(1) Affaires étrangères, *loc. cit.*, fol. 127.

(2) Napoléon à Maret, Paris, 20 décembre 1811, Napoléon, *Correspondance*, XXIII, p. 95.

(3) Bignon à Maret, Varsovie, 22 juin et 1er juillet 1812, Affaires étrangères, *loc. cit.*, fol. 326 et 471.

jurait qu'il y ajoutait de sa poche, en disputant au roi de Westphalie le plus bel attelage qu'on trouvât dans la ville (1). On peut en douter ; mais l'ambassadeur obéissait ponctuellement à ses instructions d'ordre politique. Arrivé le 5 juin, dès le 26 du même mois, il obtenait que la Diète fût réunie et présidée par le vieux Czartoryski, ce qui ne pouvait manquer, pensait-il, d'engager toute « la famille » dans le même parti. Mais, le père gardant l'uniforme de feld-maréchal autrichien et un air de contrainte non moins déconcertant, le fils ne se pressait pas de le rejoindre à Varsovie. La Diète votait, comme de raison, rétablissement d'un royaume de Pologne et confédération, mais elle ne témoignait pas d'un grand enthousiasme. L'impression générale était de déception et d'inquiétude, par quoi sans doute le prince Adam se trouvait retenu à Sieniawa, sa résidence galicienne.

Après s'être dérobé au dernier appel du tsar dans les termes indiqués plus haut (2), il lui avait encore écrit à deux reprises, pour demander congé de tous ses emplois, et il avait rédigé une lettre d'accession à la Confédération ; mais il ne l'avait pas envoyée. « Gagner du temps, c'est tout gagner », écrivait-il au général Kropinski, qui, le prince J. Poniatowski ayant rejoint la grande armée, le remplaçait au ministère de la Guerre à Varsovie (3). Et l'ancien ministre d'Alexandre devait bientôt se louer de sa prudence.

Le 14 juillet, des délégués de la Confédération se présentant à Wilno, Napoléon allait leur apprendre crûment qu'en traitant avec l'Autriche, il lui avait garanti l'intégrité de ses possessions ! Ce n'était même pas vrai, et, dans la bouche qui le prononçait en forme de *lasciate ogni speranza*, ce mensonge n'en était que plus significatif. D'autre part, comme il y ajoutait quelques paroles de sympathie, voire même d'approbation pour l'effort que faisaient les Polonais en vue de la restauration de leur pays, l'empereur interdisait la publication de son discours (4).

(1) A Maret, Varsovie, 14 juillet 1812, *ibid.*, fol. 663.

(2) V. ci-dessus, p. 19.

(3) Dembicki, *Pulawy*, t. II, p. 152 ; comtesse Potocka, *Mémoires*, p. 310-312 ; Bignon, *Souvenirs*, p. 142 ; Iwaszkiewicz, *loc. cit.*, p. 120.

(4) Napoléon, *Correspondance*, XXIV, n° 18 962 ; cf. K. Voiénski, *Documents*, p. 97 ; Maret à de Pradt, Wilno, 13 juillet 1812, Affaires étrangères, Pologne, *Correspondance*, CCCXXX, p. 656.

Dans le fond, Pologne ou Lituanie, des considérations stratégiques le portant à y fomenter un soulèvement insurrectionnel, sa politique autant que l'esprit de légalité dont il était maintenant pénétré s'unissaient pour lui rendre cet expédient déplaisant. Avec ses 8 500 lieues carrées de territoire et ses 8 millions d'habitants, par l'étendue et la population, la Lituanie comptait pour plus de moitié dans la formation de l'ancien État polonais. Napoléon devait donc y apercevoir la base nécessaire de l'opération qui le portait au delà du Niémen. Aux organes d'administration qu'il y créait il donnait cependant un caractère provisoire et exclusif de toute idée de reconstruction nationale. Le gouverneur général était l'ancien envoyé des Pays-Bas à Saint-Pétersbourg, Dick van Hogendorp ; le gouverneur militaire, Jomini, remplacé plus tard par le baron Godart. Une commission administrative, hâtivement constituée, recueillait quelques Polonais, mais elle devait s'appliquer à couler l'organisation du pays dans le moule napoléonien, départements, sous-préfectures et intendances. L'effet ne pouvait manquer d'en être désastreux.

Dans le pays varsovien, grâce au courant patriotique dont la création du duché stimulait depuis 1807 le développement, la grande armée allait trouver quand même une base de recrutement assez productive, y puisant jusqu'à 85 000 hommes, au rapport de l'archevêque de Malines. Trois fois plus grande, avec une population double, la Lituanie ne fournira pas le cinquième de ce contingent, en troupes mal armées et plus mal organisées (1). L'argent et l'expérience feront également défaut aux insurgés ; mais les causes de cet échec seront surtout d'ordre moral. Immense par l'étendue, ce pays, avec les provinces ruthènes le prolongeant, était, depuis qu'il se trouvait séparé de la Pologne, un corps sans âme. L'idée nationale y sommeillait. La noblesse, seul élément actif au point de vue politique comme en Russie, était bien polonaise d'origine ou polonisée à fond ; elle inclinait aussi à suivre Napoléon plutôt qu'Alexandre, parce qu'elle croyait le premier plus fort ; mais, ainsi qu'en conviennent quelques

(1) De Pradt, *Histoire de mon ambassade*, p. 85 ; Iwaszkiewicz, *loc. cit.*, p. 159 et suiv. ; K. Voiénski, *Documents*, t. I, p. 419 et suiv. ; Falkowski, *Tableaux*, t. IV, p. 146 ; Morawski, *Histoire du peuple polonais*, t. IV, p. 146.

historiens polonais (1), elle commençait à s'habituer au régime russe, et certains traits, fiscalité plus légère, législation moins démocratique, le lui rendaient même préférable à celui que le protectorat français instaurait à Varsovie. Conservant ses anciennes lois et ses magistratures électives de caractère patriarcal, elle n'aspirait pas aux bienfaits du code civil, et les commodités du servage lui étaient chères. Dans les provinces ruthènes en outre, Volhynie, Podolie, Ukraine, région de grands latifundiaires, détenteurs de toute influence comme de toute richesse, ils étaient, Branicki, Lubomirski, Potocki, inféodés, pour la plupart, à la Russie, et, au passage des troupes polonaises allant rejoindre la grande armée, tel d'entre eux se portera même à les attaquer à revers avec des bandes recrutées dans sa domesticité (2).

Des représentants de cette même aristocratie, un Louis Pac, un Alexandre Sapieha, deux Radziwill, les princes Dominique et Michel, et même un Czartoryski, Constantin, le propre frère du prince Adam, et même le fils d'un conseiller de la russophile Confédération de 1792 (la *Targowica*), Vladimir Potocki, à côté de ses cousins, Alfred et Arthur, figureront bien sous les drapeaux de Napoléon. Dans l'ensemble, mi-polonaise, mi-lituanienne; ayant en partie des origines communes avec des familles russes; établie sur d'immenses domaines à population ruthène; rattachée à Saint-Pétersbourg par des liens multiples, titres, charges de cour, fonctions, intérêts d'argent, elle était, sinon étrangère aux idées et aux sentiments qui agitaient la communauté polonaise, du moins incapable de s'y associer pleinement et résolument. Épuisée en outre par les luttes politiques où elle avait usé ses énergies, elle ne comptait plus dans ses rangs aucun personnage de quelque prestige et de quelque autorité, fût-ce à la mesure du Radziwill de la Confédération de Bar en 1768, le prince Charles, dont la légende a popularisé les traits de fantaisie grossière, qu'un patriotisme sincère relevait. Dans la petite noblesse polono-lituanienne, d'où sortait Kosciuszko et qui allait donner Mickiewicz, enfant à ce moment, on trouvait plus de fond. Mais

(1) Askenazy, *la Question polonaise*, p. 17 et suiv.
(2) *Ibid.*, p. 20-21; A. Kozmian, *Mémoires*, t. I, p. 97.

ses traditions séculaires la mettaient dans la dépendance, et presque dans la domesticité, des roitelets provinciaux.

Lituanie ou provinces du sud-ouest, partout, maintenues depuis des siècles aussi à l'état latent dans cette partie de l'ancienne Pologne, les tendances séparatistes, dont des événements récents ont révélé la puissance, contribuaient à contrarier, de ce côté, le mouvement insurrectionnel à tendance pan-polonaise, en liaison avec la propagande qu'exerçaient les autonomistes de l'espèce des Oginski et Lubecki, partisans du protectorat russe.

De part en part, enfin, lituanien ou polonais, le pays était à bout de souffle, matériellement autant que moralement ; vidé de sa substance par les recrutements, les réquisitions, les exactions de toute nature, les pillages, et énervé en même temps que dépravé par le jeu des influences étrangères qui s'y livraient combat depuis un demi-siècle. Les levées opérées pour le compte de l'armée russe en avaient déjà, depuis deux ans, retiré plus de 100 000 hommes. Pour qu'il donnât encore l'effort qu'on lui demandait, la seule chance était d'y exciter par tous les moyens et à tous risques les ardeurs patriotiques, les aspirations à l'indépendance, les fiertés nationales. Or, à Wilno comme à Varsovie, attisant sous main la flamme, Napoléon s'employait officiellement à la couvrir de cendre. Le résultat sera tel qu'il aurait dû le prévoir : l'insurrection générale de toutes les provinces polonaises restera à l'état de projet, et la Confédération de Varsovie ne décrétera la levée en masse à l'ancienne manière (*pospolite ruszenie*) que le 20 décembre 1812, près d'un mois après la Bérézina !

Au début, des manifestations de patriotisme belliqueux et de foi napoléonienne se produiront çà et là, même en Lituanie. A Grodno, à Wolkowysk, à Rossieny, à Lida, à Novogrodek, à Swienciany, à Sokolka, le 15 août sera célébré en grande pompe et les premiers triomphes des armes françaises soulèveront des transports. A Pinsk, en juillet, les Cosaques de Tormassov seront reçus à coups de pierres. Par endroits, stimulé par les défaillances des autorités russes et du clergé orthodoxe (1), cet élan prendra même quelque ampleur ; mais l'attitude du conquérant de Wilno autant que ses revers ultérieurs auront vite fait de le briser.

(1) K. Voiénski, *Documents*, t. I, p. 283, 289, 293, 301, 375.

Par un ordre du jour daté de Gloubokoié le 20 juillet 1812, il a interdit à son armée, sous peine de mort, tout acte de violence ou de pillage. Il a entendu, cependant, qu'elle vécût sur le pays, et l'un de ses chefs de troupe a relaté ainsi l'effet de cette intention : « Nous avons reçu l'ordre d'enlever tout ce que nous trouverions en grains, eaux-de-vie et bétail... Il était cruel pour nous, après avoir passé quelques jours chez un seigneur de village, ou chez un riche fermier, et y avoir été reçus aussi bien qu'en France et souvent mieux, d'enlever en partant, pour les remercier de leur bon accueil, leurs attelages, leurs grains et leurs bestiaux » (1).

Même en y faisant la part de quelque exagération, confirmé de source française par plus d'un document de même nature, le témoignage des autorités russes et polonaises (2) laisse croire que, dans l'exécution de la consigne reçue, les compagnons de ce colonel d'un régiment de chasseurs français n'ont pas, pour la plupart, fait preuve de la même délicatesse de sentiments, et il en résultait que, la grande armée s'enfonçant au cœur de l'immense Russie, la base polono-lituanienne de son entreprise hasardeuse s'affaiblissait graduellement, au lieu d'être consolidée.

Napoléon ne s'en inquiétait pas pour, peut-on croire, deux raisons. D'une part, s'il lui convenait que, se soulevant, la Pologne renforçât son attaque, il ne voulait pas que ce fût trop apparemment sous son impulsion, ni même très à fond. Il s'associait en effet, dans cette lutte, deux des puissances co-partageantes, et, pour « ne pas revoir le visage des morts », il restait disposé à composer avec la troisième, fût-ce, jusqu'à un certain point, aux dépens des Polonais. Il ne lui importait pas, d'autre part, de donner à son établissement sur la Vistule ou sur le Niémen une très grande solidité, car il ne croyait pas en avoir besoin longtemps. Si à Dresde, en effet encore, il a parlé à Metternich de s'arrêter avant les grands froids sur la ligne Smolensk-Minsk, et, à Varsovie, à l'abbé de Pradt d'organiser toutes les terres anciennement polonaises, de la Dvina au Dniéper et de la Baltique à la

(1) De Saint-Chamans, *Mémoires*, p. 212.

(2) K. Voiénski, *loc. cit.*, t. I, p. 421, 422, 461 ; cf. Beauvollier, *Mémoires*, p. 12 ; de Chambray, *Histoire de l'expédition en Russie*, t. I, p. 37.

mer Noire, en vue d'une campagne de plusieurs années (1), ce n'était assurément que pour donner le change au sujet de son véritable dessein. Il ne se peut qu'il oubliât la leçon d'Eylau, où avec 60 000 malades dans ses hôpitaux, il n'avait pu mettre en ligne que le sixième de ses effectifs, ni qu'il eût besoin de Clausewitz (2) pour lui apprendre que recommencer cette expérience sur un front de 200 lieues, face à une armée considérablement accrue, serait folie. Tout en ne négligeant rien, selon l'esprit de son stratagème, pour que ses troupes parussent en mesure d'affronter les rigueurs de l'hiver le moins clément, il comptait bien en avoir fini avant. Une « deuxième campagne de Pologne » devait y suffire, sans une troisième, et, jusqu'en juillet. il a exclu l'éventualité d'une *campagne de Russie*.

VI

Ses calculs ont été cependant déjoués dès le premier moment. Wilno le retient d'abord beaucoup plus longtemps qu'il ne l'a prévu, et non pas seulement, ou du moins pas principalement, comme les historiens de cette campagne l'ont généralement admis, par l'effet désastreux d'un prodigieux amas d'orages, qui, dans l'après-midi du 29 juin, fondant sur cette région et y déterminant un énorme abaissement de température, en même temps qu'une détérioration des voies de transport, décimait la cavalerie de la grande armée et paralysait ses mouvements. Son expérience de tous les aléas de la guerre était trop grande comme son habileté à y parer, pour que le vainqueur de Wagram fût mis en échec par celui-là. En sus des souvenirs que lui laissaient l'hiver de 1806-1807 ou l'été de 1809, il avait d'ailleurs recueilli, depuis, sur le climat des pays slaves, les données les plus précises. En fait aussi, jamais, à aucun moment, les variations du thermomètre ou du baromètre n'ont eu, quelque idée qu'on ait généralement adoptée

(1) Metternich, *Mémoires*, t. I. p. 121 ; de Pradt, *Histoire de mon ambassade*, p. 153.
(2) Clausewitz, *Œuvres*, t. VII, p. 243.

à cet égard, une influence réellement décisive sur la marche et l'issue de cette campagne.

Mais d'autres facteurs déconcertants y intervenaient, dont le grand homme semble n'avoir pas pris conscience, ou du moins fait état suffisamment, bien qu'ils aient été, peut-on croire, signalés, au moins partiellement, à son attention. Parmi les manuscrits français de la bibliothèque publique de Petrograd, il s'en trouve un, assez volumineux, qui y est catalogué comme *Aide-mémoire de Napoléon pendant la campagne de* 1812. Il passe pour avoir été saisi, au cours de la retraite, avec une partie des bagages de l'Empereur ; il comprend une statistique générale de l'empire russe, et, d'après l'un des érudits français qui l'ont examiné, il porte trace de l'étude assidue que le porteur en aurait faite (1). Si le rapport est vrai, Napoléon y aura lu son arrêt. On y rencontre ces lignes : « Par sa situation, son étendue et le peu de culture de son territoire, la Russie peut se croire à l'abri d'une invasion. Ses ennemis n'y seraient pas plus heureux que ne le furent les Romains contre les Scythes ou les Parthes. »

L'avertissement n'a pas été entendu. Pas plus qu'avec le peu de maniabilité de son armée insuffisamment unifiée et mal articulée, le conquérant de Wilno n'a pas compté avec l'énormité des espaces où il devait la mouvoir et l'incohérence déconcertante elle-même des mouvements que les nouveaux Scythes opposaient à la savante stratégie de l'héritier de la grandeur romaine. Il s'est trouvé instruit des ordres transmis à Bagration par Barclay ; mais, en querelle ouverte avec le commandant de la première armée, le commandant de la seconde néglige les directives qu'il reçoit par ce canal, et, en y adaptant sa manœuvre, Napoléon tombe à faux : Bagration et ses 40 000 Russes échappent à l'étreinte des 80 000 Français et Westphaliens de Jérôme. Intercalant entre les deux groupes des forces ennemies les autres 80 000 hommes d'Eugène de Beauharnais, le grand homme dit : « D'ici la fin de la campagne, ces messieurs ne se verront plus », et, bientôt démenti, ce propos découvre la cause essentielle des erreurs qu'il multipliera au cours de cette expérience fatale, comme des déconvenues qu'il ne cessera d'y éprouver : si puissant

(1) L'abbé Joseph Bonnet, dans *Bibliophile russe*, 1912, p. 73 et suiv.

et plastique qu'il demeurât, son génie ne se trouvait pas à la mesure de l'échiquier, où, dans une partie trop présomptueusement engagée, il le mettait aux prises avec des dimensions inexpérimentées, des combinaisons d'éléments physiques et moraux imprévues.

L'accueil fait par lui à Balachov, dans la pièce même où, quelques jours plus tôt, le général russe avait reçu les ordres de son maître, s'est ressenti de l'état de nervosité où les premiers désappointements encourus jetaient le grand stratège, sans que l'envoyé du tsar ait eu besoin de l'accroître par les reparties mordantes dont il s'est fait gloire après coup. Avant de les mettre en valeur dans une notice autobiographique (1), il a laissé ignorer la plus acérée à un confident qui a recueilli sur le moment de sa bouche le récit de cette entrevue (2) et l'on doit présumer que Napoléon n'a pas davantage entendu le trait. Alexandre ne voulait assurément pas, à ce coup, faire acte de provocation et Balachov n'était pas homme à en prendre l'initiative. Comme le langage du maître, l'attitude du serviteur a dû, au contraire, persuader Napoléon que son adversaire se trouvait déjà très rapproché du point où il se proposait de l'amener, et sa réponse s'est très visiblement inspirée de cette conviction. Débutant sur un ton de condescendance hautaine, elle se terminait en forme de sévère admonestation. « Dieu lui-même ne pouvant faire que ce qui a été n'ait pas été, » il refusait de rebrousser chemin, mais « il gardait l'oreille ouverte à des paroles de paix », pour le moment où le tsar les rendrait suffisamment persuasives, en reconnaissant ses torts. Et ce moment ne pouvait tarder : « Un jour viendra où Votre Majesté s'avouera qu'... Elle a manqué de persévérance, de confiance et, qu'Elle me permette de le dire, de sincérité. Elle a gâté tout son règne (3). »

Balachov en a sans doute entendu, sur le même ton — et rapporté — davantage, et l'on doit s'étonner qu'après la leçon d'Erfurt, Napoléon n'ait pas senti l'erreur de cette manœuvre. Elle rendait impossible, au moins sur le moment, la soumission

(1) Publiée par Doubrovine, dans *la Guerre patriotique*, p. 14.
(2) Zakrevski, v. *Messager historique*, 1879, LXX, p. 57 et suiv.
(3) Wilno, 1er juillet 1812, Affaires étrangères, Russie, *Correspondance*, t. CLIV, p. 512.

qu'elle avait pour objet de provoquer. Le voulût-il, un tsar de Russie ne pouvait se rendre à une sommation ainsi formulée. Et le drame allait donc se poursuivre, sans que, héros malgré lui, Alexandre osât, certes, prévoir, le rôle qu'il était destiné à y jouer et le triomphe qui l'y attendait.

CHAPITRE III

L'INVASION

I. L'effectif de la grande armée au passage du Niémen. La supériorité du nombre. Excessif et insuffisant. Les embarras du ravitaillement et les difficultés du commandement. La grande armée de 1812 n'est plus celle des années de victoire. — II. Les risques de l'entreprise et ses chances. La partie engagée sur une probabilité qui échappe à un calcul précis. Possibilité de concours à l'intérieur du pays. Les partis d'opposition en Russie et leur exploitation. — III. Les données stratégiques. La campagne de 1812 s'est-elle « faite toute seule »? Le plan présumé de Phull. Le camp retranché de Drissa. Les conjectures et les faits. — IV. La question du commandement dans l'armée du tsar. Absence d'unité. Rivalités et querelles. Effet préjudiciable de la présence du souverain. Un *pronunciamento*. Le départ du tsar pour Moscou. — V. Rastoptchine gouverneur général de la seconde capitale. Son esprit et son caractère. Ses idées et ses passions. Originalité apparente et trivialité réelle. — VI. Son rôle comme excitateur d'énergies populaires. Succès passager. Incohérence et charlatanisme. Procédés odieux et violences inutiles. La colonie française de Moscou. Son exil. Appel aux plus mauvais instincts. Fanfaronnades et pitreries. « Les affiches. » Rastoptchine y annonce l'anéantissement prochain de l'armée française. — VII. L'engin destructeur. La navigation aérienne en Russie. Les dirigeables. Leppich et Zeppelin. Mystère et mystification.

I

« Le carnet de situation » de juillet 1812, toutes rectifications opérées, indique pour les effectifs de la grande armée, qui ont franchi le Niémen entre le 23 et le 26 juin, un total de 564 408 hommes. Sensiblement voisin des évaluations produites par Chambray, Boutourline, La Baume, Jomini, Thiers, et, en dernier lieu, Margueron (1), ce chiffre est néanmoins sujet à caution. On sait que Napoléon faisait des « états de situation » son livre

(1) V. Villatte de Prugnes, dans *Revue des Etudes historiques*, mai-juin 1913, p. 276 et suiv. ; Margueron, *la Campagne de Russie*, t. I, p. v.

de chevet ; mais on n'ignore pas aussi qu'il y était souvent trompé. Marbot s'est dénoncé lui-même comme l'auteur d'un des faux rapports que le souverain recueillait (1), et Berthezène a expliqué comment le grand homme arrivait à y ajouter foi, contre le témoignage même de ses propres yeux, si merveilleusement exercés : « Ceux qui ont connu l'empereur savent qu'un de ses moyens favoris de puissance était l'exagération de ses forces. Il finit par être lui-même dupe de ce système. » D'après ce mémorialiste (2), les troupes portées sur la rive droite du Niémen n'auraient pas compris plus de 325 900 hommes, dont 155 400 Français seulement, avec 984 bouches à feu.

Ce chiffre même donnait à Napoléon la supériorité du nombre, dans une assez forte proportion. Mais il était à la fois excessif et insuffisant : au regard, l'un des possibilités de ravitaillement, voire même de commandement, l'autre, des espaces à occuper. Cette immensité déserte enlevait aussi à l'envahisseur un des moyens auxquels il avait dû le plus souvent ses succès antérieurs : la rapidité des manœuvres. Celle-ci était fonction d'un système de ravitaillement, mis en pratique par les armées républicaines dès leurs premières campagnes, mais grandement perfectionné depuis. Il consistait à exploiter à fond les ressources locales, en n'attribuant à l'intendance et à ses « approvisionnements roulants » qu'un rôle auxiliaire, mais en les rendant cependant assez effectifs, pour qu'en toute occurrence, la mobilité des troupes ne dépendît que de leur agilité et de leur endurance. Au delà du Niémen, le rapport ainsi établi se trouvait renversé ; l'accessoire devenait le principal, quand il ne constituait pas la ressource unique.

Napoléon l'avait prévu et s'était aussi ingénié à y pourvoir par un appareil, magasins et transports, d'une ampleur prodigieuse pour l'époque ; mais neuve et mise en action par des mains inexpérimentées, cette machine fonctionnait mal : « Depuis deux jours nous sommes sans pain, » écrivait dès le 30 juin un officier d'ordonnance du souverain (3).

(1) Marbot, *Mémoires*, t. I, p. 250.
(2) *Souvenirs*, t. I, p. 322-326.
(3) Planat de la Faye, *Souvenirs*, p. 72 ; cf. Dennié, *Itinéraire*, p. 20, 22, 27, 97 ; M. Dumas, *Souvenirs*, t. III, p. 408 et suiv., 432, et *Carnet histo-*

La difficulté était accrue, en ce point, par les habitudes luxueuses qui éloignaient la grande armée de la tradition des campagnes d'Italie, où le Bonaparte maigre de 1796 menait à la victoire des soldats en haillons. Le César ventripotent de 1812 réclamait plusieurs milliers de chevaux pour ses équipages ; simple colonel, Marbot n'en emmenait pas moins de sept, et tel général du corps de Davout en prenait pour son grade, ayant avec lui un maître d'hôtel, un valet de chambre et cinq autres domestiques (1).

Mais à beaucoup d'autres égards encore, cette armée différait de celles même avec lesquelles son chef avait vaincu en 1807 et 1809. Recueillant des recrues et ramassant des déserteurs aux quatre coins de l'Europe, « les colonnes volantes » pouvaient bien pousser de l'Adour au Niémen des troupeaux d'hommes embrigadés par dizaines de mille ; elles ne mettaient pas aux mains du gagnant de tant de batailles l'équivalent de l'outil qu'il y avait usé et dont des débris seuls encadraient insuffisamment ce ramassis informe. De plus, en ses proportions démesurément accrues, à défaut des organes de commande, télégraphe, téléphone, qui, de notre temps, ont rendu possible la mise en manœuvre de masses beaucoup plus considérables, le nouvel instrument se montrait, à l'essai, peu ou point maniable. Avec quelque 200 000 hommes sous ses ordres entre l'Oder et la Vistule, Davout s'était déjà déclaré inférieur à la tâche (2). Avec le double, au delà du Niémen, après avoir taxé son lieutenant de maladresse, Napoléon lui-même est en difficulté.

Il n'a rien perdu de ses moyens personnels. La première armée russe s'enfermant dans le camp de Drissa, les dispositions qu'il imagine pour la prendre au piège égalent les plus ingénieuses qu'il ait jamais conçues ; mais, ses ordres s'égarent, sont mal compris, ou mal exécutés, et le coup porte trop tard. Demeurant d'autre part dix-huit jours à Wilno, l'empereur compromet lui-même le succès du plan général de la campagne ; comme Bagration à ses

rique et littéraire, t. III, p. 628-632 ; Boyen, *Erinnerungen*, t. II, p. 280-281 ; Baudus, *Etudes sur Napoléon*, t. I, p. 347 et suiv.

(1) Ternaux-Compans, *le Général Compans*, p. 129.

(2) Marquise de Blocqueville, *Davout*, p. 3, 18 ; Brandt, *Souvenirs*, t. I, p. 345 ; Pfister, *Aus dem Lager des Rheinbundes*, p. 53.

lieutenants, Barclay lui échappera, et, au 27 juillet, sous Vitebsk, sans qu'il eût livré une grande bataille, ses effectifs auront déjà diminué d'un tiers (1) ! « Ce n'est pas qu'il y ait des morts, écrivait le secrétaire du prince Eugène, Méjan, mais des trainards, du désordre, de la faiblesse enfin (2). »

II

Chances et risques, en apparence, cette aventure était identique à tant d'autres que, depuis seize ans, le héros d'Arcole avait affrontées. Desaix pouvait ne pas arriver à Marengo, ou Lannes ne pas tenir à Essling, et, s'il n'avait été le joueur intrépide, toujours disposé à lancer au destin des défis audacieux, Bonaparte ne fût pas devenu Napoléon. Mais, à ce coup, il engageait sa fortune sur une donnée qu'il connaissait mal et qui échappait par sa nature à tout calcul précis : le tempérament d'Alexandre et l'esprit de ses sujets. Pour qu'il gagnât la partie, l'un devait être mis en défaillance ou l'autre en révolte avant que l'hiver arrivât. Il avait compté obtenir ce résultat par sa seule apparition sur la rive gauche du Niémen, puis par l'occupation de Wilno. De déception en déception, la chance seule lui restait de l'atteindre à Moscou.

Le choix qu'il faisait de ce dernier objectif était judicieux. Centre administratif, Saint-Pétersbourg n'avait pas d'autre intérêt, et, en s'en approchant, l'envahisseur eût offert prise aux Suédois et aux Anglais. A Moscou, s'il ne dictait pas la paix plus tôt, prenant pied entre la Volga et l'Oka, il couperait la capitale elle-même de l'empire de ses bases de ravitaillement ; il bloquerait le tsar et ses fonctionnaires en les menaçant de famine ; et, si les « grands propriétaires » étaient capables d'obliger leur faible souverain à demander la paix, rien ne pouvait plus les exciter à s'employer dans ce sens qu'une marche visant le foyer et le sanctuaire de la vie russe : la plupart y avaient leurs demeures et

(1) Fezensac, *Journal*, p. 27 et suiv. ; Langeron, *Mémoires*, p. 26 ; Thiers, *loc. cit.*, t. XIV, p. 155 et suiv.
(2) Lumbroso, *Miscellanea Napoleonica*, t. II, p. 119.

leurs richesses, tous leur culte et leur tendresse. Le grand homme espérait d'ailleurs que la menace suffirait.

En fait, il s'en est fallu de peu qu'une fois de plus l'événement justifiât son calcul, et, peut-on croire, c'est ce qui serait arrivé si, à Moscou en 1812, comme à Vienne en 1805 et en 1809, il avait pu donner l'impression qu'il se trouvait en mesure de tenir le coup indéfiniment. Devant cette perspective, ses conseillers anglais auraient eux mêmes engagé Alexandre à traiter. Malheureusement pour lui, allant en Russie, Napoléon revenait d'Espagne, et il y avait laissé le renom de son invincibilité.

C'est aussi sans doute ce qui ne lui a pas permis d'utiliser ces forces d'indiscipline et de rébellion qui, cent ans plus tard, devaient, au même pays, assurer le triomphe d'autres envahisseurs. Au moment décisif, leur intervention s'est, cette fois, produite, comme il le prévoyait, mais au rebours de ce qu'il s'en promettait, non pour porter le tsar à une capitulation, mais pour l'en détourner. Dans quelle mesure il a escompté leur concours et sous quelle forme il se proposait de l'exploiter, on ne saurait d'ailleurs, faute d'indications documentaires suffisantes, en prendre une idée exacte ; mais la politique, qui, de nos jours, a conduit à la paix de Brest Litovski n'est pas née d'hier dans les conseils des adversaires de la Russie, comme, dès le dix-huitième siècle, les révolutions de palais et les insurrections populaires n'ont pas été, dans ce pays, des phénomènes de génération spontanée.

En 1812, Napoléon n'a certainement pas voulu, comme d'aucuns l'ont imaginé, donner à son armée l'appoint de la force assurément redoutable que lui aurait fournie le déchaînement du monstre populaire. Prompts à prendre l'alarme en ce point, des possesseurs de serfs se sont bien portés au soupçon d'un tel dessein, et même à la supposition d'une entente, où le tsar aurait consenti à faire le jeu de son adversaire, pour se rendre la noblesse plus docile (1). Rastoptchine l'a cru et, devant cette menace, il a fraternisé avec le franc-maçon Pozdiéiév, que son libéralisme mal défini n'empêchait pas de goûter la corvée, dont il tirait

(1) Anastassiévitch, *Mémoires inédites*, cf. Morochkine, *les Jésuites en Russie*, t. II, p. 503.

son revenu (1). Mais, s'il pouvait convenir à Napoléon de prêter à de telles conjectures qui servaient sa manœuvre d'intimidation, il n'entendait pas les justifier. Fils de la Révolution, il n'était plus assez révolutionnaire. En outre, comme on l'a vu, il comptait sur les esclavagistes pour amener le tsar à composition, et, pas plus que pour le rétablissement de la Pologne, il ne voulait s'engager à fond contre le régime établi en Russie. En fait aussi, des soulèvements de paysans se produisant par endroits, à son approche, il en ordonnait invariablement la répression (2).

Autre chose des partis politiques en formation dans la Russie de ce temps. Au rapport d'un Livonien, officier de la garde et fils d'un écrivain militaire de quelque réputation, C. de Martens (3), la marche de la grande armée sur Moscou aurait été décidée en liaison avec des intelligences pratiquées depuis longtemps dans cette ville par les agents du conquérant et offrant à son choix l'appui de divers éléments d'opposition, de caractère aristocratique ou démocratique. Dans le détail, ce témoignage ne saurait être recueilli sans réserve et la part, notamment, qu'il attribue à la grande-duchesse Catherine dans ces pratiques est inadmissible, bien que Stein, de son côté, ait eu nouvelle des démarches que la noblesse des provinces de Iaroslavl, de Tver et de quelques autres aurait faites pour engager cette princesse à se mettre à sa tête et à prendre le pouvoir (4). Mais l'existence d'un groupe de Russes inclinés à favoriser l'entreprise de Napoléon, en haine du régime existant, est confirmée de diverses sources (5). En rapport avec les tendances réformatrices que l'élève de La Harpe y favorisait naguère lui-même, le courant révolutionnaire qui devait aboutir au soulèvement de 1825 s'accusait déjà dans le pays, et Napoléon a pu être tenté, sinon de lier partie avec ce mouvement, du moins de le mettre en jeu, comme instrument de pression morale.

Sans doute, cependant, pour le succès de son entreprise, il faisait plus état des vices d'organisation et de commandement

(1) Popov, dans *Archives russes*, 1875, t. III, p. 13.
(2) Voiénski, *Documents*, *Sbornik*, CXXXIII, p. 172-173.
(3) *Denkwürdigkeiten*, p. 128 et suiv.
(4) Stein, *Journal*, *Hist. Zeitschrift*, 1888, LX, p. 401.
(5) Nathalie Narychkine, *1812*, p. 121, 156.

que les campagnes de 1805-1807 lui avaient fait reconnaître dans l'armée russe. Ce calcul était fondé ; mais le grand homme n'y portait pas suffisamment en balance la contre-partie des qualités exceptionnelles d'endurance et d'héroïsme que les champs de bataille de Pultusk et d'Eylau lui avaient aussi révélées et que cette épreuve nouvelle devait, il est vrai, magnifier au delà de ce que les précédentes laissaient prévoir. En bien comme en mal, avec ses immenses horizons et la « large nature » propre à ses habitants, ce pays a toujours été fécond en surprises et incliné dans tous les sens à l'extrême.

III

Dans une de ses œuvres de propagande (1), Tolstoy a insisté sur l'idée qu'il a voulu que les lecteurs de *Guerre et Paix* prissent de la marche de cette campagne de 1812, comme n'ayant, de part et d'autre, répondu à aucun dessein stratégique. Napoléon avançant sans savoir pourquoi et courant ainsi à sa perte, les Russes reculaient sans plus de raison et préparaient leur triomphe en dehors de tout propos conscient. Cette thèse a paru paradoxale. Dans le fond, cependant, elle se rapproche sensiblement, tout au moins en ce qui concerne l'armée russe, du point de vue adopté par deux spécialistes des plus réputés, l'un Russe, l'autre Allemand, Boutourline et Clausewitz, dont Thiers n'a pas été très éloigné de partager le sentiment, en admettant avec le second que cette campagne « s'est faite presque toute seule (2). »

Cependant, de Francfort, le 12 décembre 1813, Alexandre devait adresser au général Phull les lignes qui suivent : « C'est vous qui avez conçu le plan, qui, avec l'aide de la Providence, a eu pour suite le salut de la Russie et pour résultat celui de l'Europe (3). » Ce témoignage semblerait concluant, et il est confirmé

(1) *Napoléon et la campagne de Russie*, trad. DELINES, p. 16.
(2) THIERS, *Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. XIV, p. 170-171 ; cf. BOUTOURLINE, *Histoire de la campagne de Russie*, t. II, p. 453.
(3) PERTZ, *Stein*, Annexes, t. III, p. 711.

par le prince Eugène de Würtemberg (1), parlant d'un « système de retraites concentriques », avec des points d'arrêt successifs, dont le premier aurait été marqué à Drissa.

La formule est ingénieuse ; mais elle semble bien avoir été imaginée après coup, et elle ne répond à aucune réalité. Le camp retranché de Drissa n'a donné lieu à aucune concentration des forces russes. La première armée sous Barclay y est seule entrée le 13 juillet, et elle en est sortie *trois jours après*, sans avoir livré de combat, l'inventeur de la position, Wolzogen, la jugeant lui-même intenable, au défaut des mesures — établissement de magasins à Siebiêje et mise de cette place en état de défense ; mise en état de navigabilité de la Smolna, — qu'il avait vainement recommandées. A supposer donc qu'il ait existé tel qu'on l'a représenté depuis, le plan de Phull a échoué à ce premier essai d'application, et les apparences sont qu'il a été par suite abandonné. Son auteur devenait, en effet, à ce moment, parmi ses compagnons d'armes, un objet de désapprobation et de risée générales, en même temps que, le souverain quittant l'armée pour n'y plus revenir pendant la durée de la campagne, le Würtembergeois perdait le seul appui qu'il eût au quartier général, où il ne devait lui-même rester que jusqu'à Smolensk (2).

Ses conceptions stratégiques étant un secret entre lui et le tsar, comme l'avaient été antérieurement les projets de réforme entre le souverain et Spéranski, il est possible que le fils de Paul soit pareillement resté fidèle au principe, en renonçant à l'application et en sacrifiant l'homme. On lui a reproché aussi d'avoir, par le mystère dont il les entourait et qui les rendait incompréhensibles à ses autres généraux, discrédité de même les idées de ce conseiller et fait obstacle à leur réalisation. Mais, plus vraisemblablement, Alexandre a cédé, après coup, à la tentation de leur attribuer un sens, une portée et un rôle qu'elles n'ont jamais eus, ainsi que cela ressort des faits, qui, dans leur développement, offrent d'ailleurs matière à perplexité.

(1) Helldorf, *Aus dem Leben*, t. III, p. 5.

(2) Wolzogen, *Mémoires*, p. 104-105 ; Iermolov, *Mémoires*, p. 12 et suiv. ; cf. Toll, *Denkwürdigkeiten*, t. I, p. 308 ; Lœwenstern, *Denkwürdigkeiten*, t. I, p. 178 ; Komarovski, dans *Archives russes*, 1871, p. 772 ; Jomini, *Précis des campagnes de* 1812-1814, t. I, p. 75-76.

Jusqu'à l'entrée de la première armée dans le camp de Drissa, les généraux du tsar sont en querelle : les Russes veulent se battre de suite et les Allemands préconisent la défensive, sans qu'il soit question, cependant, d'une retraite à longue distance, par étapes ; mais, après Drissa, Phull se trouvant mis à l'écart, tous se montrent d'accord au moins en un point : en marchant sur Vitebsk, Barclay ne vise qu'à rejoindre la seconde armée pour passer à l'offensive ; de Vitebsk, sur la nouvelle fausse de l'occupation de Mokhilév par Bagration, il annonce au gouverneur de Smolensk sa jonction imminente avec ce général, en vue d'une bataille qu'ils chercheront à engager. Détrompé, le commandant de la première armée ne renonce à en livrer une sous Vitebsk même que sur un avis de Bagration, qui, si féru qu'il soit de l'offensive à tout risque, comme l'est aussi son chef d'état-major, le Français de Saint-Priest, se dit contraint par Davout de prendre du champ, dans une direction nullement *concentrique*, vers la Soj et l'Ukraine. Barclay n'en use pas moins de toute son énergie pour obliger son camarade à accepter un rendez-vous sous Smolensk, où il entend ne plus ajourner un combat à fond, fût-ce contre des forces supérieures. Il ne craint pas de donner au gouverneur de la ville l'assurance qu'elle sera défendue à outrance et qu'elle ne court aucun danger (1). Et il en sera de même jusqu'à Moscou, les uns et les autres parlant toujours d'engager la bataille décisive et manœuvrant en conséquence, car, pour battre en retraite, ils auraient eu intérêt à marcher séparément. Or, ils cherchent à se joindre ; mais, réunis, ils ne livrent le fer qu'à moitié et reprennent du champ.

En excluant la thèse du plan conçu par Phull, voire d'un plan quelconque, auquel cette simultanéité continue d'impulsions et de déterminations contraires aurait répondu, le phénomène réclame cependant une explication, et malgré la triple autorité de Boutourline, de Clausewitz et de Thiers, l'admission que

(1) Saint-Priest à Alexandre Ier, 19 juin 1812, X, *Correspondance inédite de l'empereur Alexandre Ier*, p. VII ; BOGDANOVITCH, *Alexandre Ier*, t. I, p. 530 ; BERNHARDI, *Geschichte Russlands*, t. I, p. 312, 325 ; D. P. BOUTOURLINE, dans *Ancienne Russie*, 1894, LXXXII, p. 153 (octobre) ; la pagination du recueil est, pour cette année, mensuelle.

« cela s'est fait tout seul » n'y saurait suffire. A moins de sous-entendre un ensemble de causes ayant concouru à ce résultat, en dehors de tout concert. Se laissent admettre comme partiellement susceptibles d'avoir produit cet effet : le dédoublement de la pensée et de la volonté, propre au tempérament d'Alexandre, l'absence prolongée d'un commandement unique et le défaut de coordination en résultant dans le mouvement des troupes, à travers les rivalités et les disputes des chefs. Mais, l'unité de commandement étant enfin réalisée dans la personne de Koutousov, le phénomène a continué. Sa cause essentielle semble bien devoir être reconnue dans le prestige encore très grand de Napoléon et la pusillanimité *morale* de ses adversaires. Physiquement sans peur et brûlant du désir d'arrêter la marche de l'adversaire, ils ont fui devant la responsabilité qu'un engagement décisif devait mettre à leur charge. Le régime autocratique ne favorisait pas la formation de caractères fortement trempés, et, à cet égard, Koutousov ne faisait lui-même pas exception. Il est d'ailleurs entré en scène très tard.

IV

Jusqu'à Drissa, Bagration et Barclay se prévalant, l'un de l'ancienneté de grade, l'autre de sa qualité de ministre de la Guerre, Alexandre a fait mine de les départager, en assumant lui-même, effectivement et ostensiblement cette fois, la direction suprême des opérations. Mais l'appareil matériel même de cette fonction lui faisait défaut. Il possédait bien un chef d'état-major et une sorte de quartier général ; mais au premier, qui était le prince Volkonski, il n'accordait aucune compétence militaire, et, dans le second, on n'apercevait pas trace d'une chancellerie, organisée, fût-ce d'une façon rudimentaire, pour la récolte des renseignements, ou l'élaboration des ordres de service.

Drissa se révélant comme un traquenard et disqualifiant Phull, Alexandre n'en persiste pas moins à garder le commandement. Après avoir fondu en larmes comme à Austerlitz, comme

au lendemain de Friedland, il se prend à consulter d'autres oracles : Armfelt, qui n'a aucune expérience de la guerre, Bennigsen qui est sans emploi, mais se prévaut lui aussi contre Barclay de l'ancienneté et du titre d'aide de camp général, en ameutant ses subordonnés. C'est encore une fronde, comme pendant la campagne de 1806-1807 (1), et à ce point violente que, tel jour, le commandant de la première armée est troublé dans son travail par le bruit des vociférations qui s'élèvent à proximité et où il perçoit des injures et des menaces à son adresse ! Ambitionnant un commandement et n'en obtenant point, les deux Oldenbourg, père et fils, participent à cette cabale, et, n'aimant pas la guerre, « parce qu'elle gâte le soldat, » le grand-duc Constantin porte au même moulin les cascades de sa verve tapageuse (2).

Les opérations prescrites par l'un ou l'autre des chefs s'en ressentent, comme aussi les services de l'intendance, qui, pour autant qu'il en existe une, ne s'est pas améliorée depuis la première campagne de Pologne. Elle ne s'acquitte bien que des œuvres de destruction, ordonnées sur la ligne de retraite des armées. Encore tel commissaire aux vivres déclare-t-il avoir livré au feu 64 000 pouds de foin dans un dépôt, dont la création, *décidée quelques jours auparavant*, n'a seulement pas reçu un commencement d'exécution ! (3).

En fait, pas plus qu'en 1805 ou en 1807, Alexandre n'exerce le commandement en chef. Il n'en a ni le savoir ni les moyens. Mais, comme aux jours d'Austerlitz, ses velléités dans ce sens paralysent l'action de ses généraux et aggravent l'incohérence qui y paraît. En sœur affectionnée et raisonneuse, la grande-duchesse Catherine l'a prévu et en a prévenu son frère, sans mâcher les mots. « Pour Dieu, lui a-t-elle écrit, n'adoptez pas le parti de vouloir commander vous-même !... Il faut sans perdre de temps un chef en qui la troupe ait confiance, et, sous ce rap-

(1) V. vol. I, p. 209, de cet ouvrage.

(2) Raspolov, « Souvenirs », *Archives russes*, 1879, t. II, p. 36 et suiv. ; Toll, *Denkwürdigkeiten*, t. I, p. 299 ; Popov, « Épisodes de l'année 1812 », *Archives russes*, 1892, t. I, p. 433 et suiv. ; *Archives Vorontsov*, t. XV, p. 485 ; t. XXIII, p. 152 ; cf. grand-duc Nicolas, *Correspondance d'Alexandre I*er *avec sa sœur*, p. 66-67.

(3) Iermolov, *Mémoires*, t. I, p. 148.

port, vous n'en pouvez inspirer aucune (1). » Elle avait en vue Bagration, mesurant les talents du général aux sentiments que l'homme lui inspirait. Mais Alexandre a persisté, et, au camp de Drissa, rédigeant le projet d'un ordre du jour à l'adresse de ses troupes, il écrit : « Je ne vous quitterai jamais ! » Quelques jours plus tôt, il a dit à Chichkov : « Vous, Araktchéiév et Balachov devriez vous concerter et aviser quelque chose. » Aux prises avec des perplexités et des anxiétés grandissantes, il quêtait des conseils partout et éprouvait le désir de se donner un autre « Comité du salut public ». L'honnête Chichkov juge opportun de saisir la balle au bond. Si le tsar reste à l'armée, tout ira de mal en pis. Un message collectif des trois nouveaux conseillers qu'il lui a plu de choisir doit le persuader qu'un devoir impérieux l'appelle ailleurs et lui assigne une autre mission. Les circonstances exigent que le souverain se rende à Moscou « pour y faire battre le cœur de la Russie et assurer ainsi le salut de la patrie. »

C'est en fait une sorte de *pronunciamento*, et ce ne sera pas le dernier au cours de cette campagne. Le ministre de la Police consent sans hésitation à y joindre le secrétaire de l'Empire. Araktchéiév commence par se récrier :

— « Le salut de la patrie n'est pas mon affaire. L'empereur se trouvera-t-il en danger en demeurant à l'armée? »

Le débat avait lieu le 13 juillet. Le soir du même jour, le message muni des trois signatures fut déposé sur la table du tsar, et, le lendemain, en même temps que l'abandon du camp de Drissa, le départ du souverain pour Moscou était décidé (2). Dus à la plume de Chichkov, deux manifestes lançaient à la même heure à travers l'empire le mot d'ordre de la « guerre patriotique », la seconde capitale recevait avis du rôle auguste qui lui était destiné et le peuple russe tout entier, sans distinction de classe, était appelé sous les armes pour la défense du sol national. Mais la question du commandement en chef demeurait sans solution. Le quartier général du tsar restait à l'armée, avec les fron-

(1) Grand-duc Nicolas, *loc. cit.*, p. 76, 80.

(2) Chichkov, *Mémoires*, t. I, p. 140 et suiv. ; Komarovski, dans *Archives russes*, 1867, p. 774 ; Sverbéiév, même recueil, 1871, p. 171-172 ; prince Viaziémski, *Œuvres*, t. IX, p. 196. — L'original du message à la Chancellerie de la Guerre, à Petrograd, dossier n° 53.

deurs d'à côté : Armfelt, Bennigsen, bien que toujours laissés sans emploi, et, jusqu'à Smolensk, Phull lui-même, bien que mis en quarantaine. Sur la route de Moscou, le 18 juillet, le souverain allait en outre expédier un courrier à Barclay et un autre à Tchitchagov, avec des suggestions et des conseils, qui ne pouvaient manquer d'être interprétés comme des ordres (1).

Jeté par le maître lui-même dans une voie d'aventures héroïques, l'amiral promu général y prenait le mors aux dents. Il parlait d'occuper Constantinople et d'y « dicter la loi au sud de l'Europe ». Tout en louant ce dessein, Alexandre le jugeait trop hardi. Il recommandait, de préférence, au trop entreprenant stratège « une action sur les derrières de l'ennemi, soit du côté de l'Adriatique, en s'approchant du Tyrol et de la Suisse et de là vers le cœur de l'Allemagne et les frontières de la France, ou, plus directement, par le duché de Varsovie... » S'il en surprenait le secret, cette correspondance était faite assurément pour fortifier Napoléon dans sa présomption.

V

A Moscou, Alexandre va trouver Rastoptchine, qui y exerce depuis deux mois la fonction de gouverneur général, après onze années de disgrâce, au cours desquelles il n'a rien fait pour effacer le souvenir irritant que, ministre tout-puissant du père, il laissait au fils, si ce n'est qu'il a réussi à gagner la faveur de la grande-duchesse Catherine. Au lendemain d'Austerlitz, il a écrit à une de ses belles-sœurs, la princesse Galitzine : « Comment voulez-vous que Dieu protège les armes d'un parricide (2) ! » Depuis, évoquant avec amertume le passé, concevant de sombres prévisions pour l'avenir et jugeant le présent sans aménité, il a grondé, frondé et déraisonné sans trêve. En dernier lieu, dans son domaine de Voronovo, où il s'était piqué d'introduire les procédés de cul-

(1) De Lakhovo, *Archives d'Etat à Pétrograd*, sect. V, n° 207 et *Archives russes*, 1875, t. II, p. 292. Thiers (*Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. XIV, p. 435) a reproduit le rescrit adressé à Tchitchagov, mais très incorrectement.

(2) *Matériaux pour la biographie du comte Rastoptchine*, p. 262.

ture les plus perfectionnés, il a prêché la supériorité du sochet national sur la charrue, et, à Moscou, partisan, sous Paul, et ouvrier de l'alliance française, il a épuisé contre elle les ressources de sa verve sarcastique. C'est ce qui lui a valu d'être recommandé par Catherine Pavlovna pour le poste, où, vieux et débonnaire, Goudovitch ne semblait pas répondre aux exigences du moment.

— « Il n'est même pas militaire, objectait Alexandre, et le gouverneur de Moscou doit porter des épaulettes. »

— « C'est l'affaire d'un tailleur ! » répliquait la grande-duchesse (1).

Les opinions du protégé de Catherine Pavlovna étaient changeantes et il ne lui en coûtait pas de se donner à lui-même les plus impudents démentis. En novembre 1812, Napoléon allait publier dans le *Journal de l'Empire* une lettre du gouverneur général de Moscou des plus injurieuses pour le comte N. Panine. L'ancien vice-chancelier en demandant réparation, Rastoptchine équivoqua et finit par déclarer le document entièrement apocryphe. L'original exactement conforme au texte produit par Napoléon s'est retrouvé cependant dans les archives Vorontsov (2). Panine constatait méchamment qu'avant lui, la famille de l'ancien favori de Paul ne s'était fait connaître que par une affaire de faux, pour laquelle son aïeul avait été, sous Pierre le Grand, condamné au bagne. Le mémorialiste Wiegel disait, de son côté, avoir connu le père du gouverneur général, qui, officier subalterne, était un serf libéré et ne s'en cachait point (3). Par certains traits de faconde populacière, le fils semblait parfois trahir cette origine ; mais, à d'autres moments, il faisait preuve de quartiers de noblesse. Il se targuait avec fondement d'avoir dans sa vie, « mauvais mélodrame », joué les rôles les plus divers : « Héros, tyran, amoureux, père noble, raisonneur, mais jamais laquais. »

Ni courtisan non plus. D'échine peu souple, d'esprit indocile,

(1) *Matériaux... etc.*, et SCHNITZLER, *la Russie en 1812*, p. 60 et suiv., TIKHONRAVOV, *Œuvres*, t. III, p. 365.

(2) V. *Archives Vorontsov*, t. VIII, p. 286-287 ; PANINE, *Matériaux*, t. VI, p. 52, t. VII, p. 179.

(3) WIEGEL, *Mémoires*, t. IV, p. 36 ; cf. D'ALLONVILLE, *Mémoires secrets*, t. V, p. 49.

d'humeur excentrique, dans ses variations même d'idées, ne faisant au fond que suivre la foule, il se défendait d'emboîter le pas et s'arrangeait en fait pour rester à côté, au-dessus ou au-dessous. En son dernier avatar, gallophobe, misonéiste et nationaliste farouche, il lui arrivait bien de dire que les Français étaient tous « faquins, taquins et coquins », comme les Allemands ne faisaient que « se remplir l'estomac de viande, la vessie de bière et la tête d'idées abstraites », et, comme en Angleterre, « la moitié des hommes crevait d'ennui et l'autre de faim (1). » C'est en français cependant qu'il faisait habituellement ses bons mots, et, après une nouvelle disgrâce, c'est à Paris que, Thémistocle allant demander l'hospitalité des Perses, il devait, les yeux pleins d'enchantement et l'esprit débordant d'admiration (2), chercher des consolations à son chagrin.

Ses sentiments ont eu successivement et alternativement pour objet deux Frances, qu'il opposait l'une à l'autre ou confondait, à l'exemple d'un grand nombre de ses compatriotes, selon l'impression du moment : l'une propagatrice de sociabilité élégante, créatrice de modes, initiatrice dans le domaine de la philosophie et de la critique, l'autre envahissante, dominatrice et porteuse de principes révolutionnaires. Il n'a jamais cessé d'adorer la première, mais il la perdait de vue à certaines heures, quand la seconde lui faisait peur, et, en ce sens, avec un certain grossissement de traits, il peut passer pour un représentant typique des hommes de sa race et de sa classe au cours de cette crise.

D'une manière plus générale, très personnelles au premier aspect, ses vues en toutes choses n'étaient, sous leur originalité apparente, que l'exagération, ou la cristallisation en arêtes saillantes de certaines formes de pensée communes au milieu dont il faisait partie. Telle la thèse d'une sorte de contrat social, comportant l'adhésion spontanée et raisonnée au principe de l'absolutisme, comme mode de gouvernement préférable à tout autre et nullement exclusif de la plus large liberté, selon une formule que les *bolchevistes* de notre temps ont prétendu réaliser.

Une intelligence vive, mais sans profondeur ; beaucoup d'esprit

(1) *Archives Vorontsov*, t. VIII, p. 325, 435, 486.

(2) *La Pensée russe*, décembre 1912, p. 49 ; cf. Kizewetter, même recueil, février 1913, p. 3 ; *Ancienne Russie*, 1881, XXXI, p. 221.

mais surtout de l'esprit des mots ; un caractère non dépourvu de noblesse à certains égards, mais à d'autres très peu estimable ; un tempérament, enfin, éminemment nerveux, facilement impressionnable, partant sujet aux emportements : tel était l'homme, le dernier que l'on dût choisir pour un poste impliquant les plus graves responsabilités (1).

VI

La correspondance d'une Moscovite, personne très répandue dans la société de la seconde capitale, Mlle Volkov (2), nous renseigne au jour le jour sur l'accueil que ce chef y a reçu et la façon dont il s'y est comporté. Le premier mouvement de la population a été de franche hostilité. Peu sympathique au plus grand nombre, le nouveau gouverneur général inspirait encore moins de la confiance. Mais, il ne s'en laisse pas déconcerter et les circonstances lui permettent de justifier pendant quelque temps le crédit qu'il accorde lui-même à son génie. Passionné et agité, il paraît l'homme du jour en cette crise violente et il semble ainsi en passe de devenir un grand homme. En fait, comme boute-en-train, animateur et entraîneur des masses, il s'impose, se fait obéir, arrive même à se faire admirer. Bientôt pourtant, le mouvement qu'il cherche à créer par des procédés souvent scabreux excitant en lui-même les pires instincts, c'est un cabotin sinistre qui paraît en scène, à travers des pitreries, où le grotesque tourne à l'infâme et qui finissent par provoquer le dégoût et l'horreur.

Dans le rôle qu'il s'est donné, le successeur de Goudovitch ne regarde pas aux moyens. Il exhibe au coin des rues des prisonniers français, choisis intentionnellement parmi les plus chétifs : « Voyez qui vous avez à combattre ! » Il laisse circuler un portrait de Napoléon, au bas duquel il a mis une inscription ordu-

(1) Pour sa biographie, en sus des sources déjà citées, v. Longuinov, « Matériaux », dans *Archives russes*, 1868, p. 851 ; *Lectures à la Société d'histoire*, 1859, t. III, 5e partie, p. 37 et suiv., 1860 ; t. II, 5e partie, p. 193 et suiv. ; 1861, t. IV, 5e partie, p. 181 et suiv.

(2) *Archives russes*, 1872, p. 2377 et suiv.

rière. Le bruit se répandant qu'il a promis une récompense de 10 000 roubles à qui tuerait « le Corse », il ne s'en défend pas (1), et ces façons, qu'il a taxées lui-même après coup de charlatanisme, servent quelque temps son dessein d'autant mieux, si grossières soient-elles, qu'elles s'adressent à une population, d'où les éléments de culture ont été en grande partie éliminés par l'exode des habitants les plus aisés. Au sein de ce qui reste, l'exaltation ainsi provoquée est promptement portée au délire. Des visions se produisent ; des voix sont entendues ; des oracles ont cours, interprétant dans un sens qui répond aux préoccupations du moment certains textes de l'Écriture sainte. Un malade veut que la guérison lui ait été promise au prix d'un bain de sang français, et des énergumènes en prennent texte pour réclamer le massacre général de la colonie entière de cette nationalité.

Constituée principalement par un groupe de commerçants peu nombreux, mais très actifs, très industrieux et sachant s'accommoder aux conditions locales, cette colonie ne s'était pas ressentie jusqu'à ce moment du mouvement de gallophobie, dont le développement, au cours des dernières années, prenait cependant ici une intensité particulière. Marchandes de modes, fournisseurs d'articles de toilette en tout genre, parfumeurs, libraires, elle gardait la faveur d'une clientèle aristocratique, à laquelle elle paraissait comme incorporée, et elle prospérait. Bien qu'on lui fît reproche de réclamer des prix exorbitants, et, en certains milieux, de stimuler des goûts de luxe, de coquetterie et de dépense excessive, ses boutiques étaient bien achalandées, et, plus élégantes, mieux éclairées, elles faisaient une concurrence victorieuse aux sombres et sordides comptoirs du *Gostinnyī Dvor* (2).

L'invasion de la grande armée a mis fin à cette heureuse fortune et créé pour ses bénéficiaires une situation difficile, sans les mettre, cependant, en danger sérieux. Le malade sanguinaire, un tailleur, était promptement reconnu comme atteint d'aliénation mentale ; mais le gouverneur général allait prendre prétexte de l'agitation que la folie de ce malheureux avait provoquée pour un des coups de théâtre, par lesquels il cherchait à échauffer le

(1) Boulgakov, « Souvenirs » dans *l'Ancien et le nouveau temps*, 1904, t. VII ; cf. Ségur, « Rastoptchine en 1812 », *Revue de Paris*, 1902, p. 99 et suiv.
(2) Tastevin, *Histoire de la colonie française de Moscou*, p. 63-73.

patriotisme et l'esprit belliqueux de ses administrés. Entre le 18 et le 22 août, il met la main sur les principaux membres de la colonie, et, sous couleur de les soustraire à la colère populaire, devant une foule immense réunie sur la rive de la Moskva, en dépit de leurs protestations véhémentes et de leurs supplications, il les fait embarquer dans une péniche, à destination de Nijni-Novgorod, après leur avoir adressé une de ces harangues, farcies de pathos et de calembredaines, dont il est coutumier :

« Entrez dans la barque, rentrez en vous-même et n'en faites pas une barque à Caron (1). »

Avec les Français, la péniche emportait aussi quelques Allemands et quelques Juifs, la gallophobie de Rastoptchine versant dans la xénophobie, mais participant surtout de l'incohérence de son esprit. Tel jour, il parle de mettre à mort tous les étrangers, et, pour le soustraire à cette hécatombe, il s'avise de « naturaliser Russe » son cuisinier, un Belge du nom de Tournay, en le faisant fouetter sur la place publique. Mme Aubert-Chalmé, femme de Jean-Nicolas Aubert, natif de Château-Salins, laissant un dépôt considérable de marchandises dans son magasin, qui, en de plus modestes proportions, réalisait déjà le type des *Galeries Lafayette* de notre temps, il fait mine d'abord de veiller à la conservation de ces richesses ; mais Alexandre en ordonnant la vente au profit des pauvres, il les livre au pillage et il y participe, bien qu'il ait refusé de toucher le traitement attribué à sa fonction (2). Phénomène commun dans l'histoire de telles crises : aux mauvais chemins où il poussait son troupeau, le fol berger égarait sa propre conscience.

Il indignait les quelques représentants de la haute société russe qui restaient à Moscou par ses incartades, et les écœurait aussi par les débordements d'une éloquence, où, tout en faisant profession de mépris pour « la canaille », il se mettait, idées, sentiments et langage, à ce niveau, — erreur que, cent ans plus tard,

(1) Poltoratski, *Rastoptchine*, p. 17 ; Glinka, *Mémoires*, p. 42 ; Garaduel, *Relation*, p. 57 ; Domergue, *la Russie pendant les guerres de l'Empire*, t. I, p. 244 et suiv. (L'auteur a fait partie des exilés) ; Sverbéiév, « Souvenirs », *Archives russes*, 1870, p. 519 ; Schnitzler, *Rastoptchine et Koutousov*, p. 125 et suiv.

(2) Tastevin, *loc. cit.*, p. 145 et suiv. ; Garaduel, *loc. cit.*, p. 58 ; Doubrovine, *la Guerre patriotique*, p. 4.

d'autres excitateurs d'énergies populaires au même pays devaient reproduire, contre l'expérience des siècles, dont l'enseignement est qu'aux individus comme aux collectivités, quelle qu'en soit la qualité morale, les impulsions d'ordre idéal ne peuvent être suggérées que par des motifs de même nature. Entrecoupés d'incitations plus ou moins explicites aux pires violences, les discours du gouverneur général, comme ses fameux bulletins, placardés sous le nom d' « affiches », ou colportés par le fou légendaire Ivan Ssavéliévitch, en costume français caricatural (1), n'étaient que de sottes fanfaronnades : « Nous nous débrouillerons à nous seuls avec le bandit... À l'heure convenable, je ferai signe... aux jeunes gars... Qui se présentera avec un épieu ou avec une cognée, sera le bienvenu ; mais la fourche à trois dents fera mieux encore l'affaire : le Français ne pèse pas plus qu'une gerbe de seigle. »

« L'heure convenable » ne devait jamais sonner. Dans le fond, Rastoptchine avait grand'peur du mouvement populaire qu'il s'employait à susciter. Depuis plusieurs années, il n'avait pas cessé de lancer des dénonciations et des anathèmes contre les agitateurs de tout acabit, et les « Martinistes » ou « Illuminés » en particulier, avec lesquels il se trouvait pourtant en contact et même en rapports d'amitié, par Labzine, le représentant le plus éminent du mysticisme russe, et Novikov, le chef de l'école libérale sous Catherine (2). Maintenant encore, en utilisant la plume du publiciste populaire, Théodore Glinka, il l'invitait à mettre ses lecteurs en garde contre les espérances d'émancipation politique ou sociale que d'aucuns seraient tentés de fonder sur la victoire des Français, et il faisait d'autre part surveiller l'écrivain étroitement. Contre le danger d'une poussée révolutionnaire,

(1) Biéliaiév, « Souvenirs », *Ancienne Russie*, 1880, XXIX, p. 19-20. — Seize de ces affiches ont été conservées, mais le nombre en a été probablement plus grand. Elles ont fait l'objet de nombreuses publications : par Smirdine (1853), Souvorine (1890), Kartavov (1904), ainsi que dans les *Matériaux pour la biographie du comte Rastoptchine* (1864). Cf. *Archives russes*, 1868, p. 856 et 1903, t. I, p. 126 ; Bogdanovitch, *Alexandre Ier*, t. III, suppl., p. 69-73 ; *Mémoires bibliographiques*, t. III, p. 19-23 ; *Annales de la Patrie*, 1854, nº 7. — Sur l'effet plus déconcertant que stimulant de ces affiches, v. les « Souvenirs » de Marakouiév, dans *Archives russes*, 1907, t. II, p. 126.

(2) V. ses lettres à Labzine, *Ancienne Russie*, 1913, CLIII, p. 419 et suiv.

ne répugnant même pas, bien qu'orthodoxe fervent, à faire emploi des fils de Loyola, il leur livrait son propre foyer (1).

C'était d'ailleurs l'essence même des méthodes que le régime tsariste a toujours employées au gouvernement du pays. Issu du suffrage populaire, il a vécu jusqu'à son dernier jour dans la méfiance du monstre aux millions de têtes de qui il tenait la vie et le pouvoir et qu'il s'appliquait donc simultanément à flatter et à enchaîner. Mais, dans ce jeu, le gouverneur de Moscou introduisait les particularités de son tempérament impulsif et de son esprit peu rassis. A la veille de l'entrée des Français à Moscou, les porteurs de dépêches urgentes à son adresse devront le chercher dans la banlieue, à la *Piérétchistienka*, chez le prince Khovanski, où il lui était habituel de s'attarder après minuit à des passe-temps frivoles (2).

En attendant, dans une de ses « affiches », datée du 3 septembre, il annonçait à la population moscovite qu'elle pouvait se considérer désormais en sûreté complète. Il avait, en effet, mis la main sur un engin capable d'anéantir l'envahisseur, avec toutes ses cohortes, « en moins de temps qu'il ne fallait pour le dire ». La nature de cet instrument de destruction devait, pour le moment, rester couverte d'un mystère absolu. Rastoptchine ne se retenait cependant pas de confier à ses administrés qu'il s'agissait d'un aérostat, « sur lequel 50 hommes pourraient à volonté naviguer avec le vent ou contre le vent ».

VII

L'aéronautique militaire avait déjà, à cette époque, une histoire ; mais, mise à l'essai par les armées françaises depuis les campagnes de 1793-1794 pour le service des reconnaissances, elle devait demeurer plus de cent ans encore dans la période des tâtonnements, et, en Russie, elle y entrait seulement depuis l'avène-

(1) Glinka, *Mémoires*, p. 12, 43 ; Popov, dans *Archives russes*, 1875, t. II, p. 278 ; cf. Ségur, *Rastoptchine*, p. 159-162.

(2) Mme Khomoutov, « Souvenirs », *Archives russes*, 1891, t. III ; prince Viaziémski, *Œuvres*, t. III, p. 29.

ment d'Alexandre. Encore, les expériences du général Abbov, comme celles que l'académicien Sakharov entreprenait avec le célèbre physicien et aviateur Robert dit Robertson, Parisien d'origine belge, n'avaient donné aucun résultat pratique, et les exploits ultérieurs d'un aéronaute russe du nom de Kachinski, l'invention d'un dirigeable, attribuée au chimiste Tchébotarev, le voyage aérien qu'aurait accompli le marchand Nikitine à bord d'un ballon rempli d'air chauffé à l'alcool, appartiennent au domaine de la légende (1).

En 1811, François Leppich, né en 1775 à Mordersheim dans la basse Franconie, ex-capitaine dans l'armée anglaise et constructeur d'un instrument de musique, le *Panmelodicon*, exhibé à travers l'Europe entière, était arrivé à Paris et avait offert ses services à Napoléon pour la construction d'un ballon qui, chargé de matières explosives, suffirait à la destruction d'une armée. Éconduit et expulsé, il s'était établi à Tübingen, d'où, au printemps de 1812, sur la nouvelle qu'il s'occupait de réaliser son invention, regrettant la décision prise, Napoléon réclamait son renvoi en France. Méfiance ou rancune, l'inventeur préférait, cependant, solliciter le ministre de Russie à Stuttgart, David Alopéus, en vue d'un engagement au service du tsar (2).

Leppich passait pour un bon mécanicien ; il semble avoir gagné la faveur du ministre des Affaires étrangères du Wurtemberg, le comte Ferdinand Zeppelin, grand-père du constructeur de dirigeables que notre époque a rendu célèbre ; s'en laissant impressionner, Alopéus prenait la responsabilité de préjuger la décision de son maître et, le 8 juin, le constructeur de machines volantes arrivait déjà à Moscou, précédé par une lettre autographe du tsar, qui prescrivait au général gouverneur de lui donner toutes les facilités pour l'exécution de son œuvre, en prenant des mesures pour qu'elle fût menée à bonne fin dans le plus grand secret (3).

(1) Boulgarine, *Souvenirs*, t. II, p. 63-68 ; Rodnykh, *Histoire de l'aéronautique en Russie*, p. 1 et suiv. ; le même, « Les préparatifs secrets pour la destruction de l'armée de Napoléon, au moyen de la navigation aérienne. » Cf. Constant, *Mémoires*, t. I, p. 255.

(2) Hassenbach, dans *Minerva*, février 1848, p. 274 et suiv. ; Schlossberger, *Correspondance du roi Frédéric de Wurtemberg*, p. 352 et suiv ; le même, *Briefwechsel der Königin Catharina*, t. II, p. 28 et suiv.

(3) Wilno, 6 juin 1812 ; *Ancienne Russie*, 1902, CIX, p. 217.

Rastoptchine a obéi à ces instructions selon la nature de son tempérament. Installant Leppich au village de Vorontsovo, propriété du prince Repnine à 7 verstes de Moscou, il y entourait ses travaux de mystère, mais s'employait en même temps à éveiller à leur sujet la curiosité du public.

Il devait, après coup, se défendre d'avoir jamais accordé la moindre confiance à l'homme ou à son invention, comme Araktchéiév a refusé aussi d'admettre que son maître l'eût partagée (1). En sus des faits déjà mentionnés, la correspondance de Rastoptchine avec le souverain met ce point d'histoire hors de toute incertitude. Le 7 juin, écrivant au tsar, le gouverneur de Moscou se « réjouit de faire la connaissance d'un homme dont l'invention supprimera la guerre, délivrera le genre humain de son infernal destructeur et rendra l'empereur l'arbitre des rois et le bienfaiteur de l'humanité » ; le 30 juin suivant, il se dit « entièrement convaincu du succès » ; il « a pris Leppich en amitié et il chérit sa machine comme si elle était son enfant » ; en juillet encore, il s'occupe de composer pour l'aéronef en construction un équipage de 50 hommes, affermissant le souverain dans des illusions dont, nommé au commandement en chef, Koutousov se laissait de même flatter. Le 10 septembre seulement, il passe condamnation à sa façon péremptoire sur la machine et le mécanicien : « Leppich est un charlatan fou ! » Mais Alexandre aura plus de peine à se déprendre des espérances conçues, car, rappelé à Saint-Pétersbourg, le constructeur d'aérostats poursuivra pendant plusieurs mois encore, dans un atelier aménagé à Oranienbaum, des tentatives également infructueuses, dont les frais s'élèveront à plusieurs centaines de mille roubles. Il semble que pendant son séjour à Moscou, le souverain ait visité l'atelier de Vorontsovo en compagnie de Stein (2).

(1) Rastoptchine, *la Vérité sur l'incendie de Moscou*, p. 260-261.

(2) *Archives russes*, 1869, t. IX, p. 1466 et suiv. ; 1875, t. III, p. 31 et suiv. ; 1892, t. II, p. 527 ; *Ancienne Russie*, 1877, XX, p. 719-720 ; 1889, LXIV, p. 667 et suiv. ; 1902, CIX, p. 217 ; *Recueil militaire*, 1863, nos 7 et 8 ; *Recueil de matériaux historiques*, provenant de la Chancellerie impériale, t. II, p. 91 ; *le Carnet*, 1903, t. I, p. 100 et suiv. ; *le Correspondant*, 10 septembre 1912, p. 1004 et suiv. ; Doubrovine, *la Guerre patriotique*, p. 108.

CHAPITRE IV

L'APPEL AU PEUPLE

I. Alexandre à Moscou. Réception nocturne. « Cela a l'air d'un enterrement. » Les assemblées de la noblesse et des marchands. Hésitations et méfiances du tsar. Assaut de générosité quand même provoqué. — II. L'appel au peuple. Ses résultats. « La guerre patriotique. » Fiction et réalité historique. La part des différentes classes dans le drame. Le clergé. Passé héroïque et déchéance. L'épopée du *moujik*. La noblesse. Avilissement général et vertus individuelles. Les femmes. De beaux exemplaires d'humanité. — III. Alexandre réconforté. Autres motifs d'encouragement. Traité d'alliance avec les Cortès espagnoles. Traité de paix avec l'Angleterre. La croisade pour l'indépendance européenne. Alexandre accentue ses ambitions dans ce sens. Il ne renonce pas à diriger les opérations militaires. Tchitchagov rappelé en Russie. — IV. Retour du tsar à Saint-Pétersbourg. Mme de Staël dans les deux capitales. Ses succès et ses mécomptes. Dans les bras de Koutousov.

I

Alexandre est arrivé dans sa seconde capitale le 23 juillet. Il a cherché, comme toujours, à esquiver une « réception », mais ne s'est pas entendu, à ce sujet, avec le gouverneur. Partagé entre le désir d'exploiter l'événement au bénéfice de l'exaltation patriotique qu'il se piquait de susciter et la terreur que lui inspirait tout mouvement populaire, Rastoptchine poussait ses administrés à se porter en masse au-devant du souverain et les retenait. Des représentants de la noblesse parlant de s'atteler à la calèche du tsar, il leur faisait honte de ce dessein. « Vous enviez les animaux à quatre pattes? » Il prenait des arrangements pour que le voyageur n'atteignît la ville que de nuit, et, une foule énorme lui faisant néanmoins cortège avec des bannières et des torches, il disait que « cela avait l'air d'un enterrement (1). »

(1) *Archives russes*, 1867, p. 775; 1875, t. II, p. 300; *Ancienne Russie*, 1889, LXIV, p. 671-672; Glinka, *Mémoires*, p. 11-12.

Soustrait malgré lui aux soins immédiats du commandement militaire, Alexandre entend s'appliquer consciencieusement à son nouveau rôle. Il a, en route, écrit à l'évêque de Smolensk, Irénée, lui faisant un devoir d'engager son troupeau, et en particulier « les cultivateurs occupés aux travaux des champs », à ne pas fuir devant l'invasion, mais à « s'armer avec ce qu'ils pourraient et à détruire l'envahisseur par tous les moyens (1). » C'était, sous le régime tsariste, le premier exemple d'un appel direct du souverain à la population serve et une orientation décisive dans la voie libérale au regard de cette classe semblait s'y accuser. Hélas ! l'avenir ne devait en retenir qu'une provocation imprudente aux formes les plus barbares de la guerre et au déchaînement des instincts féroces. A Moscou, le tsar se propose de stimuler le patriotisme de la noblesse et de la bourgeoisie, en vue d'une levée en masse, comme celle dont la Révolution française a donné l'exemple. L'idée n'en répugne pas à l'élève de Laharpe ; mais, Rastoptchine projetant de le mettre successivement en présence des représentants des deux classes, il s'effare. Ces assemblées ne prendront-elles pas figure d'un parlement? Ne risquera-t-il pas d'y entendre des propos malsonnants ou tout au moins indiscrets? Le gouverneur le rassure. Il a pris ses précautions : des voitures de poste seront ostensiblement placées aux abords du palais de la *Sloboda*, où la réunion aura lieu, pour cueillir et conduire en Sibérie les malappris. Et donc le tsar consent à paraître devant quelques centaines de gentilshommes, qu'il invite, selon le mot cynique de Rastoptchine, à « sacrifier une partie de leur fortune pour sauver le reste ». On ne saurait dire si, réunis le même jour dans une autre salle du palais, les marchands ont reçu également l'honneur d'une comparution et d'une harangue du maître. Les témoignages sont à cet égard contradictoires. Mais les deux assemblées ont fait acte d'émulation dans une générosité qui n'était pas tout à fait spontanée. Deux *dvorianines* y ont porté une surenchère, en élevant presque au triple la contribution d'un soldat par vingt-cinq âmes, proposée par le prédécesseur de Rastoptchine, Goudovitch. L'un n'avait aucune « âme » serve en sa possession et l'autre se trouvait mis dans un transport

(1) *Archives russes*, 1875 ; t. II, p. 295.

d'orgueil par une invitation à la table du souverain. Les marchands souscrivent, de leur côté, une offrande de 2 400 000 roubles. Cédant à l'entraînement, un petit détaillant s'est engagé pour 500 roubles, somme qui, déjà, dépasse ses moyens. Mais, dans l'émotion que lui donnait cet effort, il a mis un zéro de trop. S'apercevant de son erreur, il fond en larmes, mais déclare, néanmoins, qu'il s'en tient à ce qu'il a écrit (1).

II

En lui-même, au regard des dépenses que la guerre imposait au trésor, l'appoint de ces libéralités était médiocre. L'exemple avait plus de prix. Pour les milices dont la mise sur pied était décrétée en même temps, le gouvernement de Penza, un des moins riches, allait à lui seul fournir 13 923 hommes et 536 891 roubles pour leur entretien, et, au total, 320 000 hommes ont été ainsi recrutés. De là à une levée en masse, il y avait cependant loin. Encore moins, contre l'opinion de Taine (2), s'il avait obtenu à Smolensk une victoire aussi complète qu'à Friedland, ou un traité, à Moscou, plus avantageux que celui de Tilsit, Napoléon risquait-il de trouver en Russie une autre Espagne.

Telle que naguère encore elle était commémorée dans ce pays avec fierté, « la guerre patriotique de 1812 » n'est guère qu'un beau mythe. Pour la réalité, le ressort manquait qui avait joué au delà des Pyrénées et ici même, deux siècles auparavant, quand le couvent de la *Troïtsa* était devenu le foyer de la résistance à la domination polonaise. Asservi depuis, le clergé russe n'était plus capable de renouveler la glorieuse tradition des Hermogène et des Palitzyne, et, une médaille commémorative étant

(1) Rastoptchine, « Mémoires », *Archives russes*, 1875, t. II, p. 309 ; le même, « Fragments de mémoires », *Archives de la guerre à Petrograd*, sect. scient. 2e div., n° 4525 (*a*) ; Glinka, *Mémoires*, p. 13-14 ; Chichkov, *Mémoires*, t. I, p. 151 ; Komarovski, « Mémoires », *Archives russes*, 1867, p. 776 et suiv. ; Miértvago, *Mémoires*, même recueil, 1867, p. 313 ; Rastoptchine, *Matériaux*, p. 274 ; Mme Narychkine, *1812*, p. 134 et suiv.

(2) *Le régime moderne*, t. I, p. 111.

projetée en 1912, l'opinion a demandé et obtenu qu'il n'y figurât point, comme ne s'étant distingué que par sa lâcheté.

Mais des documents officiels, les rapports confidentiels adressés par le gouverneur civil de Tver, Kologrivov, au gouverneur général de la région, prince Georges d'Oldenbourg, nous apprennent (1) comment, au gouvernement de Smolensk, toutes les classes ont répondu à l'appel du souverain. Les Français approchant ,ç'a été un sauve-qui-peut général. Le gouverneur, un Allemand, baron d'Asch, a décampé le premier ; les fonctionnaires de tout rang ont suivi et les propriétaires ont fait de même. Les rapports sont muets au sujet des paysans ; mais la lettre du tsar à l'évêque de Smolensk a eu précisément pour objet, ainsi que son texte l'indique, de prévenir un exode général de cette partie de la population qui s'annonçait déjà et qui, depuis, comme en témoignent les mémoires du temps, s'est produit en divers lieux. Il n'a pas eu pour cause, au début tout au moins, la crainte de l'envahisseur. Le *moujik* n'a pas fui d'emblée devant les Français. S'il n'espérait pas d'eux une amélioration de sort, n'imaginant pas que ces étrangers eussent pouvoir pour l'opérer, il ne s'attendait pas à être plus maltraité par eux que par ses maîtres. La perspective d'une lutte à engager contre cet adversaire le mettait, cependant, en émoi, dans ce sens qu'elle lui faisait prévoir de nouvelles levées. Et donc, le *moujik* se sauvait, lui aussi, pour échapper au recrutement (2).

Bientôt, cependant, il a eu une autre raison pour prendre ce parti. Il a commencé par se demander ce que Napoléon, — Bonaparte, comme il l'entendait appeler de nouveau, — venait faire en Russie, et, sous le chaume des *isbas* enfumées, d'étranges gloses ont couru :

— « Bonaparte a invité notre tsar à lui rendre visite. — Non, mon ami, lui a répondu le tsar ; c'est moi qui t'ai fait ce que tu es, prends donc la peine de venir chez moi (3). »

Ainsi édifié, le *moujik* s'est disposé à bien recevoir cet hôte du maître suprême. Mais soudain, il en a eu de surprenantes

(1) *Archives russes*, 1901, t. II, p. 7 et suiv ; cf. *ibid.*, 1896, t. I, p. 487, et Iermolov, *Mémoires*, t. I, p. 93.

(2) Marakouiév, « Souvenirs », *Archives russes*, 1907, t. II, p. 113.

(3) Doubrovine, *la Guerre patriotique*, p. 10 ; *Archives russes*, 1903, t. II, p. 3.

nouvelles. L'ami du tsar devenait son ennemi et se conduisait comme un Polonais. Que faire? s'armer pour la défense du « sol sacré de la patrie », comme l'y conviaient les manifestes du souverain? Assurément non! Au tsar, le moujik ne pensait devoir une pinte de sang, cette dîme à côté de tant d'autres, que dans la limite où il se trouvait touché par quelque loi de recrutement. Et « le sol sacré de la patrie » se réduisait pour lui au lopin de terre qu'il arrosait de sa sueur. Le reste n'était pas son affaire. Et pourquoi aurait-il pris de l'intérêt à cette querelle? Il n'avait rien à y gagner, quoi que le tsar eût écrit à l'évêque de Smolensk. Aux termes de l'un des manifestes publiés par ordre du souverain, « après que l'ennemi aurait été chassé..., chacun reviendrait avec honneur et gloire à la place qu'il occupait antérieurement et à ses anciens devoirs. » C'était clair. Après la bataille, la part du *moujik* dans la victoire serait de remettre le cou dans le collier. Mais les nouvelles de Bonaparte et de ses compagnons deviennent alarmantes pour lui-même. Ces étrangers prennent au passage tout ce qui leur tombe sous la main, maltraitant ou tuant même qui s'y oppose. Pillage et massacre! Du coup, le *moujik* se voit menacé dans son bien et dans sa personne, et, sous cette impression, dans son esprit déconcerté, du fond des légendes qui y sommeillaient, le souvenir remonte de catastrophes semblables que ses ancêtres ont encourues, avec la leçon des moyens qu'ils ont employés pour s'y soustraire, ou en tirer vengeance. Et, d'instinct, étant naturellement traditionaliste, le *moujik* fait comme eux. Il quitte son logis avec ce qu'il peut emporter de son pauvre avoir, en mettant le feu au reste ; il emmène sa femme et ses enfants ; parfois le pope du village se joint aux fugitifs (1), et, ensemble, on cherche refuge dans la forêt profonde, d'où les plus valides et les plus hardis se mettent en campagne, *modo antiquo*, contre l'auteur de leur malheur, pour lui tendre des pièges et exercer de cruelles représailles. En ce sens, l'appel du tsar aura été entendu.

En dehors du contingent appelé sous les drapeaux, qui a combattu et s'est fait tuer, comme toujours, avec l'impassibilité propre à la race, sans plus, telle a été au juste la part du *moujik*

(1) P. Chtchoukine, *Recueil*, t. VI, p. 113 et suiv. (Lettre très intéressante du publiciste livonien von Faber, 13 décembre 1812.)

dans l'épopée nationale de 1812. Quelques bandes de paysans ont paru sur quelques champs de bataille à côté des troupes régulières. Mal armées et rebelles à toute discipline, ou tout au moins à l'intelligence des manœuvres les plus simples, leur valeur militaire s'est, dans cet emploi, montrée à peu près nulle. Dans la guerre d'embuscades, par contre, en liaison avec l'action organisée des partisans dont mention sera faite plus loin, la connaissance du pays, l'esprit de ruse, puissamment développé par la lutte séculaire pour l'existence, et une endurance à toute épreuve ont fait de ces combattants isolés de redoutables adversaires.

Dans ce pays, l'accroissement rapide de la population se poursuit aujourd'hui encore au rebours et en dépit d'une sélection qui, au défaut des soins hygiéniques les plus élémentaires et par l'effet des plus dures privations comme des efforts physiques les plus rudes précocement imposés, opère des hécatombes effroyables. La mortalité infantile est ici parmi les plus fortes dans le monde entier ; mais, dans des corps de fauves, les survivants portent des réserves de vitalité, des forces de récupération et une robustesse incomparables.

A cette guerre dont les causes et le but échappaient également à son entendement, le *moujik* a participé à sa manière, comme aussi dans la mesure qui répondait à son intérêt individuel, et, en fait, hors des obligations de service et des démonstrations ou des sacrifices de commande, le souci de la défense du « sol sacré de la patrie » n'a suscité dans aucune classe un élan collectif de quelque amplitude. Sous l'effet des mêmes disciplines oppressives et dégradantes, la noblesse n'était pas plus apte que le troupeau de ses serfs à des réactions de cet ordre. Et mal lui en prenait d'ailleurs quand elle s'y portait exceptionnellement.

Pendant le séjour du tsar à Moscou, une députation des gros propriétaires de la province de Riazan se présentant avec l'offre de 60 000 hommes armés et équipés, elle était mandée aussitôt devant le ministre de la Police et essuyait une rude semonce.

— Vous êtes, des présidents de district? Comment avez-vous osé quitter vos postes sans ordre (1)?

(1) Bestoujév-Rioumine, *Lectures à la Société d'histoire et d'antiquité*, 1899, t. II, 5e partie, p. 75 et suiv.

Ainsi le voulait l'esprit du régime en vigueur. Il n'était pas, il ne pouvait devenir générateur d'initiatives généreuses. A cette occasion, individuellement tout au moins sinon collectivement, cette noblesse n'en a pas moins fait honneur à son rang, déployant non seulement la brillante bravoure que ses représentants ont de tout temps et en grand nombre fait admirer, mais des qualités et des vertus dont, au dehors surtout, personne n'avait le soupçon. Et donc, dans ce milieu, le plus évolué et le moins avili, sinon dans le peuple russe tout entier, comme on s'est plu, depuis, à l'imaginer, « la guerre patriotique » a pris corps, en effet, mettant au jour quelques exemplaires d'humanité parmi les plus magnifiques que l'histoire ait connus.

Tel ce général Pierre Petrovitch Konovnitsyne, dont le personnage de si grande élévation morale nous est révélé par une correspondance intime, d'où se dégage aussi en beauté une figure féminine, qui, dans sa touchante simplicité, force la sympathie et commande le respect. Les Konovnitsyne appartenaient à une famille ancienne et apparentée aux plus haut placées, mais sans fortune et sans illustration. Pierre Petrovitch n'a lui-même pas laissé le renom d'un grand homme de guerre et sa femme, Anne Ivanovna, née Rimski-Korsakov, n'était qu'une villageoise sans éducation raffinée, comme aussi une épistolière sans prétention au style, voire sans grammaire ni orthographe. Bien au-dessus de l'œuvre popularisée d'un Glinka, ou même d'un Pouchkine, on serait tenté pourtant de reconnaître dans ses lettres le plus beau monument littéraire que cette époque ait laissé dans leur pays. C'est à coup sûr le plus émouvant. Mère de quatre enfants et en attendant un cinquième, Anne Ivanovna se désolait d'être retenue au foyer tandis que son mari affrontait la mort loin d'elle et elle lui écrivait :

« Mon Dieu, sauvez-moi, ne m'enlevez pas mon Pierrot !... Si ce n'était ma position, je m'élancerais pour te rejoindre. Conserve-toi pour nous, car je t'assure que sans toi les enfants sont perdus ; rien au monde ne sera plus pour moi et je ne réponds plus de moi. C'est ta vie qui est tout pour moi... Baïkov me dit que c'est terrible comme tu te démènes et comme tu ne te ménages pas. Est-ce que tu ne nous aimes plus pour t'exposer ainsi sans nécessité? Tu ne sais donc pas qu'ils sont cinq qui ont besoin de toi et moi encore plus? »

La plainte continue longtemps sur ce ton ; mais, brusquement, Anne Ivanovna s'interrompt et se reprend. Elle n'a pas voulu dire, elle n'entend pas que « Pierrot » épargne sa personne ou prenne souci de sa femme et de ses enfants au détriment de l'intérêt commun. Tout doit lui être sacrifié. « Je donnerais toute la propriété, déclare-t-elle, pour le salut de notre chère patrie. » Hélas ! la guerre fait que cette propriété qui n'est pas grande ne rapporte presque plus rien, « pas même de quoi acheter un piano pour Lise ». Et « Pierrot » est trop généreux, trop chevaleresque ; sans égard pour le besoin où sont les siens, il refuse de prélever la moindre part sur le butin que font ses soldats. Non ! Anne Ivanovna se rétracte encore et se repent ; ce que son mari fait est bien ; elle s'en trouve fière, et, de quelque gêne qu'elle souffre, elle s'ingénie pour lui envoyer des objets utiles, voire des douceurs, du linge, une bourse qu'elle a confectionnée de ses mains, du « bouillon de perdreau ». Elle n'oublie aussi pas ses compagnons d'armes, s'intéressant à eux, si même quelques-uns ne ressemblent pas à « Pierrot ». A tous, sans dictinction de grade et de mérite, elle donne une part de son tendre souci. « Ta division tout entière est absolument pour moi comme des nôtres... Je prie pour tout le monde... Prends soin du pauvre F..., ne le quitte pas ! Il doit avoir une peur, le malheureux ! » (1).

De l'élément masculin et féminin que ce couple représentait dans la formation du monde russe, des idées, des sentiments et des forces qu'il était capable de mettre en jeu, les Demidov et les Divov, les Kourakine même et les Tchernichov avec lesquels il frayait à Paris n'avaient rien fait soupçonner à Napoléon. Et le grand homme n'a pas davantage prévu une des conséquences, et la plus importante, de l'apparition d'Alexandre à Moscou.

III

Le fils de Paul devait souvent parler plus tard du changement qui s'est opéré en lui-même à ce moment, son chemin s'éclaircis-

(1) Grand-duc Nicolas, *Portraits russes*, t. I, p. 125.

sant devant ses yeux et l'accablement dans lequel il se trouvait cédant la place à une confiance nouvelle — en Dieu, allait-il dire, en donnant une forme religieuse à la conscience que, Antée touchant le sol russe à ce creux ferme et fécond, il avait prise des énergies latentes qui s'y trouvaient contenues et de sa propre aptitude à les dégager.

D'autres motifs de réconfort se sont ajoutés simultanément à celui-là, sans qu'ils dussent soustraire définitivement le souverain aux crises de découragement. Il recevait coup sur coup à Moscou la nouvelle d'un traité d'alliance signé le 20 juillet à Viélikiié Louki avec les plénipotentiaires des Cortès espagnoles et de l'aboutissement, le 18 du même mois, des négociations poursuivies à Oerebro avec l'Angleterre (1). De ce côté, il n'obtenait encore que la paix et la reprise des relations commerciales, en vue de laquelle un *oukase* du 16 août allait ouvrir les ports russes aux marchandises de cette provenance (2) ; mais, écrivant au prince régent, Alexandre attendait mieux du nouvel appel qu'il lui adressait dans l'esprit des ouvertures déjà faites au prince royal de Suède. Sous l'impression du moment et dans l'état d'exaltation où il se trouvait mis par les événements en cours, il accentuait son attitude d'apôtre, prêchant la nouvelle croisade des peuples européens, « dernière lutte, disait-il, pour l'indépendance contre l'asservissement, pour le triomphe des idées libérales contre le système de la tyrannie (3). » Bientôt, il allait se proposer comme médiateur dans le conflit armé qui venait d'éclater entre l'Angleterre et les États-Unis, en se donnant beaucoup de mouvement pour faire agréer cette offre. Déjà il touchait du doigt le sceptre d'Agamemnon.

Il ne donnait cependant pas encore des preuves de son aptitude pour ce rôle, et, fort étourdiment engagée, sa tentative de conciliation entre les belligérants des deux mondes devait aboutir à un échec assez humiliant (4). Plus sagement, il décidait

(1) F. de Martens, *Recueil*, t. XI, p. 154 ; *State papers*, t. I, p. 13 ; Swederus, *Schwedens Politik*, t. I, p. 227.

(2) *Recueil complet des lois*, XXXIII, p. 25, 197.

(3) 14 juillet 1812 ; Schilder, *Alexandre Ier*, t. III, p. 499.

(4) *Archives principales des Affaires étrangères à Petrograd*, 1813, nos 129-177 ; 1814, no 4.

de couper court aux plus aventureuses entreprises où, avec non moins de légéreté, il avait lancé Tchitchagov. L'Adriatique et le Tyrol étaient trop loin et Napoléon trop près. Encore, cependant, il portait dans ce parti quelque défaut de jugement, avec un excès de présomption. L'amiral recevait ordre de passer avec toutes ses troupes en Volhynie, où il serait renforcé par l'armée de Tormassov et par le corps que le duc de Richelieu ramenait d'Odessa, ce qui le mettrait en mesure, disait son maître, de prendre l'offensive vers Pinsk, ou Lublin et Varsovie, et « donner aux affaires une tout autre tournure (1). »

Dans le fond, ces dispositions étaient judicieuses, bien qu'un renversement de la situation militaire ne pût en être raisonnablement attendu. A raison des circonstances, Tchitchagov avait même prévenu les intentions du tsar en portant ses troupes, dès le 18 juillet, dans la direction indiquée. Mais, assumant le rôle de stratège, Alexandre ne se retenait pas d'y faire la part de son idéologie. Après en avoir fini avec le Corse, disait-il encore, « on reviendrait sur ses pas pour créer un empire slave ». Assez hors de propos à cette place, ce n'était sans doute qu'une fiche de consolation qu'il donnait à des ambitions périmées. Mais, à une distance énorme des opérations projetées, il prétendait en régler la marche dans les moindres détails, et Tchitchagov allait ultérieurement s'en trouver poussé à l'exaspération, jusqu'à user de termes peu respectueux, en se déclarant dans l'impossibilité d'exécuter les mouvements prescrits.

A Moscou, après le départ du tsar dans la nuit du 30 au 31 juillet, laissé, de son côté, « dans la position la plus critique d'un improvisateur auquel on a donné pour sujet : Napoléon et Moscou », Rastoptchine ne se disait pas moins embarrassé (2) et, devant l'avance victorieuse de l'invasion, Barclay et Bagration demeuraient en querelle. Après quelques hésitations, Alexandre décidait, cependant, de ne pas les rejoindre. Le 3 août, il rentrait à Saint-Pétersbourg, où une tout autre réception qu'à Moscou et de nouveaux motifs de découragement l'attendaient.

L'esprit critique était beaucoup plus développé sur les rives

(1) Moscou, 30 juillet 1812, *Archives d'Etat à Petrograd*, sect. II, n° 207.

(2) Rastoptchine, « Mémoires inédits », *Archives de la guerre à Petrograd*, sect. scientifique, 2e div., n° 4525 (*a*).

de la Néva et l'abandon précipité du camp de Drissa, la retraite continue des armées et l'insuffisance évidente du commandement ne lui donnaient que trop d'aliment. S'épanchant devant une jeune personne qu'il commençait à distinguer et qui flattait son inclination naissante aux idées mystiques, Mlle Stourdza, depuis comtesse Edling, le souverain donna bientôt des signes récurrents de dépression morale, jusqu'à exprimer le regret qu'il n'eût pas les qualités nécessaires au rang qu'il occupait (1). Il n'en croyait rien, se jugeait méconnu et le laissait entendre à une autre confidente, étrangère illustre, qui le rejoignait à Saint-Pétersbourg, après l'avoir suivi de près à Moscou.

IV

Mme de Staël n'avait été qu'assez médiocrement goûtée par les administrés de Rastoptchine. Ils lui auraient passé « ses discours trop longs et ses manches trop courtes », comme aussi la compagnie d'un bel officier italien et d'un Allemand fort laid, dont les emplois auprès de sa personne semblaient également mal définis. Mais cette « pie conspiratrice » les avait irrités en affectant de concentrer dans sa personne le drame du jour, comme si Napoléon, « à qui seule elle avait tenu tête depuis dix ans », n'eût aussi d'autre but, en envahissant la Russie, que de l'y poursuivre. Moscou ne gardait d'ailleurs plus le public qui convenait à une telle visiteuse. Entre les Anglais Tyrconnel, Bentinck et Wilson, le Français Alexis de Noailles, les Allemands Arndt et Stein. et quelques Russes de distinction, elle se retrouva à Saint-Pétersbourg dans son élément. Elle éclipsa Franz Fidelis Jubele, le lieutenant d'André Hoffer, à qui les Pétersbourgeois faisaient chanter les airs de son pays et narrer ses entretiens avec l'empereur François ou le régent d'Angleterre. A la *datcha* du comte Vladimir Orlov ou à celle de Léon Narychkine, elle fit acclamer quelques pages de son livre sur l'Allemagne. Elle goûta des satisfactions d'orgueil filial à l'Institut de Catherine, en entendant

(1) Comtesse Edling, *Mémoires*, p. 63.

réciter des fragments du *Cours de morale religieuse* de Necker. Encore pourtant, Alexandre gâtait l'impression flatteuse de ces triomphes. S'entendant dire que « son caractère était la meilleure constitution que la Russie pût souhaiter », il croyait répondre suffisamment au compliment en étalant devant qui savait si bien les apprécier les beautés morales que ses sujets ignoraient et que Napoléon avait essayé d'avilir. Il s'étendait complaisamment sur les péripéties de cette épreuve, où, « contre les leçons à la Machiavel, il avait fait prévaloir la force d'une conscience ». Mais Mme de Staël attendit vainement d'être, selon le mot du baron de Montet, traitée comme « une des seules puissances indépendantes qui restassent en Europe ».

Alexandre ne lui refusait pas entièrement la sorte d'hommage qu'elle ne pardonnait pas à Napoléon de ne pas lui avoir accordée. Il n'évitait pas d'aborder avec elle « les grands intérêts de l'Europe » et n'avait garde d'oublier qu'elle était en bons termes avec le prince royal de Suède. Mais ces prises de contact furent brèves et sommaires : deux entrevues en tout, dont l'une chez l'impératrice Élisabeth ; pas même une invitation à dîner ! Pour un rapprochement plus étroit, entre le futur ami de Mme de Krüdener et l'auteur de *Corinne*, le mysticisme lui-même ne fournissait pas de trait d'union, bien que Mme de Staël se fût, trois années plus tôt déjà, laissé catéchiser, à Coppet, par la baronne livonienne et montrât plus d'inclination encore à mettre en pratique la doctrine de Zacharias Werner enseignant que « l'amour le plus profane n'est qu'une des formes de la recherche de l'idéal divin ». Comme initiatrice à cette espèce de religion, « trop forte pour une femme, bâtie comme un homme », physiques et morales, les qualités de l'emploi lui faisaient également défaut, et Alexandre avait d'autres préoccupations : Napoléon avançait toujours ; il enlevait Smolensk ; les esprits prenaient l'alarme à Saint-Pétersbourg et la clameur publique imposait au souverain la nomination de Koutousov au commandement en chef. Mme de Staël dut se consoler, en allant se jeter dans les bras du vieux guerrier, à qui elle décerna, à toute éventualité, les lauriers du vainqueur ou les palmes du martyre, certaine qu'il combattrait « pour le triomphe des vertus morales (1) ».

(1) Mme de Staël, *Dix années d'exil*, p. 277, 333, 339 ; Rastoptchine,

Il dut bien en rire. « Rastoptchine un fanatique, Koutousov un mystique », au gré de Sorel ! (1) : la difficulté de prendre une idée juste des choses et des hommes de Russie est mise en évidence par cette double et grossière erreur d'un grand historien.

Mémoires, Ancienne Russie, 1889, LXIV, p. 687 ; *Archives Vorontsov*, XXIX, p. 437 (lettre de Mme de Staël à P. Tatichtchév, Londres, 15 mars 1814) ; ARNDT, *Erinnerungen*, p. 163 ; le même, *Wanderungen*, p. 56 ; lady BLENNERHASSET, Frau, v. *Staël*, t. III, p. 338 ; PERTZ, *Stein*, t. III, p. 162 ; DUPRÉ DE SAINT-MAUR, *l'Hermite en Russie*, t. I, p. 141 ; GAUTIER, *Napoléon et Mme de Staël*, p. 282, 295, 319-320 ; A. SOREL, *Madame de Staël*, p. 151-152 ; TRATCHEVSKI, dans *Messager historique*, 1894, t. X, p. 163 ; SCHILDER, dans *Messager de l'Europe*, 1896, t. XII, p. 574 ; POUCHKINE, *Œuvres*, t. IV, p. 112.

(1) *L'Europe et la Révolution*, t. VII, p. 586.

CHAPITRE V

BORODINO

I. Napoléon à Vitebsk. Raisons de son séjour prolongé dans cette ville. Négociations supposées avec les partis russes d'opposition. Préparatifs pour la marche sur Moscou. Les difficultés de l'entreprise et ses chances de succès. — II. Les embarras de l'armée russe. Querelles des généraux. L'abandon de Smolensk. Mécontentement qui en résulte dans l'armée et dans le public. Intervention du grand-duc Constantin en faveur de la paix. — III. Vœu contraire de l'armée. Nouveau *pronunciamento*. « L'ambassadeur des rebelles. » Sir Robert Wilson. Capitulation d'Alexandre. Koutousov commandant en chef. Alexandre « s'en lave les mains ». — IV. Physionomie du nouveau généralissime. Accueil enthousiaste à l'armée. Effet de suggestion. « Le vol de l'aigle. » Retraite continuée et illusion de marche en avant. Psychologie des « grognards » russes. — V. Le rendez-vous d'Abo. Bernadotte s'y fait attendre. Ses hésitations et ses prétentions. Assaut d'astuce. Le nouveau traité russo-suédois. — VI. Borodino. Le bulletin tronqué de Koutousov. Double supercherie. Résultat de la bataille annoncé de part et d'autre et ses conséquences réelles. Koutousov trompé par Rastoptchine. Absence des renforts promis par le gouverneur de Moscou. Le conseil de guerre de Fili. L'abandon de Moscou décidé. — VII. Situation périlleuse de Rastoptchine. Stratagème imaginé par lui pour y échapper. Un bouc émissaire. Le meurtre de Vérechtchaguine.

I

L'inquiétude, sinon encore la panique, régnait à Saint-Pétersbourg, d'autant plus vive qu'un moment, les nouvelles du théâtre de la guerre y avaient éveillé les meilleurs espoirs. Le 6 août, des salves d'artillerie avaient annoncé une victoire de Wittgenstein sur Oudinot. Les Français étaient arrêtés en avant de Pskov et rejetés sur Polotsk. Barclay de Tolly et Bagration réussissaient, de leur côté, à opérer leur jonction devant Smolensk. Ce n'étaient, hélas! que des succès éphémères. Se laissant entraîner par un excès d'ardeur dans la poursuite de l'ennemi vaincu, un des lieutenants de Wittgenstein, le général Koulniév,

héros de la dernière guerre suédoise, trouvait la défaite et la mort. Barclay et Bagration ne s'entendaient ni pour la défense de Smolensk, ni, la ville livrée, pour la conduite ultérieure de leurs opérations. Et Napoléon semblait décidé à prendre le chemin de Moscou.

Il s'attardait cependant encore deux semaines entières à Vitebsk. Au rapport d'un témoin déjà cité, il y aurait été retenu par des pourparlers engagés avec les représentants des partis d'opposition, qui se seraient disputé ses préférences. Un groupe démocratique, noyau des futurs *Décembristes*, aurait poussé la surenchère jusqu'à offrir au conquérant de Smolensk de lui livrer Moscou et Toula, avec ses dépôts d'armes, moyennant qu'il prît l'engagement de donner satisfaction à leurs postulats politiques : affranchissement des serfs, liberté de l'enseignement et de la presse et convocation d'une assemblée de notables à Moscou ou à Tver.

Entre ces *extrémistes* de l'époque et les porte-parole des familles aristocratiques, partiellement inclinées à composer avec l'envahisseur pour la sauvegarde de leurs fortunes, un parti du « juste milieu », prenant ses inspirations à Tver, aurait proposé le détrônement d'Alexandre au bénéfice de la grande-duchesse Catherine, qui, tout en répugnant à y participer directement, aurait invité le grand-duc Constantin à intervenir dans ces tractations et correspondu à leur sujet avec Caulaincourt, Lauriston et Napoléon lui-même. Pour mieux reconnaître la valeur de ces offres et les mettre éventuellement à profit, celui-ci aurait envoyé à Moscou, sous un déguisement, le roi de Westphalie (1).

Ce dernier trait est pour rendre tout à fait invraisemblable, dans les détails, le récit où il figure. Le fond peut cependant ne pas y être entièrement imaginaire, sans qu'on doive être surpris que ces pourparlers n'aient pas abouti. Sous la formidable pression de l'autocratie, les embryons de vie politique indépendante ne devaient prendre quelque développement dans ce pays qu'après la crise des années 1812-1815, qui les a mis en contact plus intime avec le monde occidental d'où ils puisaient leur substance idéale, et, pour le moment, Napoléon n'en pouvait rien tirer. Il a eu aussi d'autres raisons pour prolonger son séjour à Vitebsk.

(1) C. de Martens, *Denkwürdigkeiten*, p. 128 et suiv., 164 et suiv.

Comme à Moscou même, plus tard, il a d'abord attendu probablement le résultat des tentatives qu'il devait multiplier au cours de toute cette campagne auprès du tsar ou de son entourage, en vue d'un accommodement. D'autre part, la marche sur Moscou réclamait une laborieuse préparation, encore que de bons juges tournassent en dérision les conjectures qui avaient cours dans le monde européen au sujet de la difficulté que le conquérant de Smolensk trouverait à se tirer de cette aventure. « Il s'en tirera par une paix qu'il dictera au cœur de l'empire », augurait à Tœplitz Roger de Damas, ancien compagnon d'armes de Potemkine (1). Koutousov lui-même envisageait la chute de Moscou comme possible et tenait pour certain qu'elle « entraînerait la perte de la Russie (2) ». Mais, tout en partageant cette dernière opinion, J. de Maistre admettait qu'Alexandre demanderait la paix pour prevenir l'entrée des Français dans la « ville sainte (3) »

Pour atteindre Moscou, Napoléon avait à organiser le transport d'une armée sur un parcours d'une centaine de lieues, où pratiquement elle se trouverait en plein désert, et, à lui seul, le problème des effectifs à employer dans cette expédition fournissait matière à de grandes perplexités. Si peu qu'ils se fussent accordés pour sa défense et bien que l'un d'eux eût refusé de s'y engager à fond, Barclay et Bagration n'avaient livré Smolensk qu'après deux jours d'un combat — les 16 et 17 août, — qui n'avait pas laissé d'être de part et d'autre assez meurtrier. Devant Moscou, la résistance ne pouvait manquer d'être plus opiniâtre encore, et Napoléon y comptait en vue de l'anéantissement de l'armée ennemie, qui lui importait plus encore que la conquête de la ville sainte. A cette fin, il devait emmener des forces assez considérables, tout en les proportionnant d'une part aux embarras du ravitaillement, qui augmentaient, de l'autre aux disponibilités en hommes et en chevaux, qui diminuaient de façon inquiétante. La grande armée fondait comme neige au soleil.

(1) R. de Damas, *Mémoires*, t. II, p. 253.

(2) Koutousov à Rastoptchine, Gjatsk, 29 août 1812, Mikhaïlovski-Danilevski, *la Guerre patriotique de 1812*, t. IV, p. 402.

(3) *Correspondance diplomatique*, t. I, p. 165.

D'après les évaluations le plus récemment produites (1), la pointe sur Moscou aurait été entamée avec 273 bataillons et 328 escadrons, dont 172 bataillons et 187 escadrons français, Napoléon laissant encore en territoire russe, polonais, ou allemand, un chiffre de combattants presque égal, au moins pour l'infanterie. Mais, prenant pour base la « situation » de juin-juillet, ce calcul, même supposé exact, laisse ouverte la question des effectifs que les unités ainsi dénombrées gardaient sous les armes. Le déchet devait y être considérable, et, si les armées russes ne se trouvaient pas moins affaiblies par les pertes au feu ou les maladies, les désertions n'y étaient pas à beaucoup près aussi nombreuses. De ce côté, en outre, on avait la possibilité de porter sur le front tout le disponible, sans que, cependant, cet avantage fût exploité à fond, par suite, en partie, des méfiances que conservait Alexandre au regard de l'Autriche, mais à raison surtout des défaillances du commandement.

II

Dans leurs démêlés, Barclay et Bagration en arrivaient, s'il faut en croire quelques-uns de leurs subordonnés (2), à l'échange des plus grossières injures. Gneisenau ne reconnaissait de talent au premier que pour l'organisation. Encore attribuait-il à Alexandre lui-même, pour la plus grande part, le mérite des progrès réalisés dans l'armée russe, en ce point, au cours des derniers mois (3). D'origine écossaise, le ministre de la Guerre péchait, comme Bennigsen, par une ignorance complète de la langue russe, mais plus encore par une faiblesse de caractère, dont tout son entourage abusait, en prenant exemple sur sa femme, une Livonienne sentimentale, qui, versant des torrents

(1) Villatte de Prugnes, dans *Revue des Etudes historiques*, mai 1913, p. 245 et suiv.

(2) Jirkiévitch, « Souvenirs », *Ancienne Russie*, 1874, t. X, p. 648 (d'après Iermolov).

(3) Gneisenau à Hardenberg, 3 septembre 1813, *Forschungen zur Brand. und Preuss Geschichte*, V, 2e partie, p. 251.

de larmes au théâtre, engageait un spectateur du parterre à ouvrir son parapluie, mais faisait preuve par ailleurs d'une humeur peu accommodante (1). L'opposition constante et enragée de Bagration paralysait d'autre part le commandant de la 1re armée, qui se trouvait en outre mal secondé par ses collaborateurs plus directs même, dans le choix desquels il passait pour s'inspirer de la même raison qui portait Mme Barclay de Tolly à ne souffrir que des laiderons dans sa domesticité.

Excellent chef d'avant-garde, « d'une bravoure brillante et froide en même temps », au rapport de Langeron (2), captivant ses subordonnés par « sa tournure, ses propos soldatesques, sa familiarité avec les troupiers, sa gaieté franche et ouverte », le commandant de la 2e armée, de son côté, n'était que cela, mais prétendait à beaucoup plus et, notamment, à conduire seul les opérations de la campagne, en imposant ses idées et ses volontés à son collègue. Les chefs d'état-major, Iermolov à la 1re armée et le Français de Saint-Priest à la seconde, ne s'entendaient pas mieux entre eux, et, d'un quartier à l'autre, les combats n'interrompaient eux-même pas le cours des récriminations et des invectives.

A entendre Bagration, sans Barclay, qui, reculant toujours, l'obligeait à le suivre, il était « très facile » de battre l'ennemi ; il suffisait d' « attaquer, attaquer partout ! » Mais, écrivait le protégé de la grande-duchesse Catherine à Araktchéiév, « vous ne persuaderez à personne que nous ne soyons vendus. » Et, après les deux journées de Smolensk : « Napoléon était dans le sac et perdait la moitié de son armée, sans Barclay. J'ai tenu pendant trente-cinq heures avec 15 000 hommes et je l'ai battu ; mais il (Barclay) n'a pas même voulu rester quatorze heures !... Toute l'armée pleure et le maudit (3). »

Se fondant sur cette expérience, il donnait une solution au problème du commandement en chef, en posant sans vergogne

(1) BOYEN, *Erinnerungen*, t. II, p. 232 et suiv. ; C. DE MARTENS, *Denkwürdigkeiten*, p. 10 et suiv.

(2) *Mémoires*, extrait dans *Revue d'histoire diplomatique*, 1895, t. III, p. 448-449.

(3) Juillet, sans jour, et 19 août 1812, grand-duc NICOLAS, *Alexandre Ier*, t. I, p. 118 ; cf. DOUBROVINE, *la Guerre patriotique*, p. 95 et suiv.

sa candidature, que, n'osant s'y employer elle-même, la grande-duchesse Catherine chargeait son mari d'appuyer (1), en accord apparent avec la clameur de réprobation soulevée à travers le pays par l'abandon de Smolensk. A Saint-Pétersbourg, c'est maintenant l'affolement, et aussi le sauve-qui-peut. La grande-duchesse Catherine donne l'exemple en quittant la capitale avec tout ce qu'elle peut emporter de ce qui lui appartient, et, tout en déclarant qu'elle sera la dernière à imiter sa bru, l'impératrice douairière fait des préparatifs précipités de départ et donne le spectacle de la plus violente agitation (2). A Moscou, Mlle Volkov s'indigne et Rastoptchine tonne, en criant à la trahison et en colportant un calembour injurieux auquel prête le nom de Barclay de Tolly (3). Au quartier général, on parle de procéder au choix d'un commandant en chef, par voie d'élection. Quand, après avoir encore rompu le combat à Loubine (Valoutina Gora), les deux armées russes opèrent un nouveau repli, le grand-duc Constantin se fait lui-même l'interprète d'un groupe d'officiers supérieurs, pour inviter Barclay à abandonner une tactique « qui démoralise l'armée et remplit la Russie entière de terreur (4) ».

L'Écossais tient tête à l'orage avec beaucoup de sang-froid, et, comme il a réussi une fois déjà à se débarrasser de la turbulente Altesse Impériale, en l'envoyant auprès du tsar à Moscou, sous prétexte de communications importantes à y porter, il supplie encore le grand-duc de rejoindre son frère à Saint-Pétersbourg, pour lui rendre compte de la situation, dont il le fait lui-même juge (5).

Le jugement de Constantin Pavlovitch ne pouvait manquer d'être impressionné, à la réflexion, par ses goûts, qui n'étaient

(1) George d'Oldenburg à Alexandre I[er], Iaroslavl, 17 août 1812, grand-duc Nicolas, *Correspondance d'Alexandre I[er] avec sa sœur*, p. 264.

(2) « Journal du secrétaire privé de l'I[er], Villamov », *Ancienne Russie*, 1912, CLI, p. 88.

(3) *Baltaï da i tolko* (ne fait que bavarder).

(4) Diérjavine, *Œuvres*, t. VI, p. 240 ; *Archives russes*, 1872, p. 2389 et suiv ; 1892, t. II, p. 443 ; *Ancienne Russie*, 1885 ; XLVII, p. 403 ; N. N. Mouraviov, *Mémoires inédits* ; cf. Kropotov, *Biographie du comte de N. Mouraviov*, p. 76 et suiv. ; Biéliaiév, dans *Recueil d'histoire militaire*, 1912, n° 3.

(5) Timiriazev, « Souvenirs », *Archives russes*, 1884, t. I, p. 166 ; Wolzogen, *Mémoires*, p. 115 et suiv. ; Toll, *Denkwürdigkeiten*, t. I, p. 369.

point belliqueux et par l'opinion quasi-superstitieuse qu'il continuait personnellement à entretenir au sujet de l'invincibilité de l'armée française. Il n'avait pris part à la fronde montée contre le commandant de la 1re armée que parce qu'il était né frondeur ; mais, arrivant dans la nuit du 25 au 26 août à Saint-Pétersbourg, en l'absence du tsar qui venait de partir pour Abo, à la rencontre de Bernadotte, il faisait tout autre chose que de réclamer plus de hardiesse et de vigueur dans la conduite des opérations : il se prononçait publiquement et avec véhémence pour la cessation immédiate des hostilités, qui *ne pouvaient pas être poursuivies*, disait-il, parce que l'armée russe n'existait pratiquement plus (1). Il reprenait la thèse et le rôle qui avaient été les siens à la veille de Friedland (2), et il donnait aux prévisions de Napoléon l'apparence d'une éclatante justification.

III

Du coup, l'état d'angoisse créé dans la capitale par les nouvelles du front arrive à un paroxysme. Contre ses habitudes obséquieuses, Koutousov lui-même s'associe aux critiques que soulève la forme donnée par le tsar à l'organisation du haut commandement. La grande-duchesse Catherine et son mari les apostillent en des messages virulents (3), et Tchitchagov renchérit sur les plus sévères, en déclarant inintelligibles ou inexécutables pour autant qu'ils peuvent être compris, les ordres qui lui sont envoyés. : « Votre Majesté, » osera-t-il écrire quelques semaines plus tard au tsar, « exige la plus grande exactitude dans l'exécution des mouvements qu'elle prescrit... et le premier point d'où l'on part est faux (4) ! »

C'est ce que Napoléon attendait, et une fois de plus la fortune

(1) J. de Maistre au roi de Sardaigne, Pétersbourg, 14 septembre 1812, *Correspondance diplomatique*, t. I, p. 165 ; cf. *Archives Vorontsov*, t. XV, p. 485.

(2) V. t. I, p. 216, de cet ouvrage.

(3) Grand-duc Nicolas, *Correspondance d'Alexandre avec sa sœur*, p. 80, 264.

(4) Orchova sur le Boug, octobre 1812, *Sbornik*, t. IX, p. 32.

lui semble fidèle. Mais, le grand-duc Constantin a été suivi à Saint-Pétersbourg par un autre interprète des mêmes frondeurs, et, à son retour d'Abo, Alexandre entendra un autre son de cloche. Attaché au quartier général russe en qualité de commissaire anglais, sir Robert Wilson parlera haut à son tour, au nom de l'armée, pour réclamer un changement radical dans la direction aussi bien de la guerre que de la politique extérieure, réforme du commandement et renvoi de Roumiantsov, mais surtout pour répudier de la façon la plus énergique toute idée d'accommodement avec l'ennemi. Si des ordres arrivaient à l'armée prescrivant une suspension des hostilités, ils seraient considérés, ose-t-il dire, comme n'exprimant pas le sentiment réel et la volonté du tsar (1).

Autre *pronunciamento*, non prévu par Napoléon, et fait pour lui apprendre que, comme la sienne, l'armée russe a changé depuis la « première campagne de Pologne », où, s'employant dans le même sens, le représentant de l'Angleterre ne trouvait pas les soldats du tsar aussi dociles à ses suggestions. Un sentiment nouveau les a pénétrés, qui, modifiant le rapport des valeurs respectives, met en défaut le calcul du grand stratège. Les hommes qu'il a devant lui sont encore ceux de Pultusk et d'Eylau, « qu'il faut renverser après les avoir tués », mais la fibre patriotique y a été quand même remuée et leur donne un autre ressort, insuffisamment trempé toujours pour les mettre à la hauteur de tous les devoirs, mais assez résistant pour les défendre contre les défaillances dont les journées d'Austerlitz et de Friedland ont donné l'exemple.

Déjà aussi, avant de se rendre à Abo, Alexandre a jugé à propos de céder, dans la question du commandement, au mouvement d'opinion dont la violence devenait inquiétante. Fidèle à son jeu habituel, pour mettre sa responsabilité à couvert, il a déféré la décision à un comité spécial, où, avec Araktchéiév et Balachov, il a fait entrer d'autres docilités de tout repos : Saltykov, Kotchoubey, Viazmitinov et le prince Lapoukhine, et le 20 août, jour même de son départ, il a fait annoncer que cet aréopage improvisé se prononçait pour la désignation d'un com-

(1) Wilson, *A narrative*, p. 111 et suiv.

mandant en chef, en portant son choix sur Koutousov (1).

Le nouveau généralissime s'est industrieusement employé à rendre ce résultat inévitable. Ne négligeant aucune occasion, quelque peine que sa paresse y éprouvât, pour gagner la faveur du public par des démonstrations sensationnelles de patriotisme ou de piété, il n'a pas pris moins à tâche de se concilier le suffrage des salons influents, ou les bonnes grâces de Mme Narychkine. Entretenant une haine féroce contre Barclay, depuis la nomination de l'Écossais au ministère de la Guerre, c'est pourtant Araktchéiév qui semble avoir eu raison, en ce point, des répugnances opiniâtres d'Alexandre (2).

Le 3 septembre, revenant d'Abo, le tsar donne audience à Wilson, qui le voit d'abord pâlir de colère. L'humiliation infligée au souverain par le *pronunciamento* était évidemment aggravée par le fait qu'un étranger s'en rendait l'organe. Se maîtrisant promptement, Alexandre affecte cependant de tourner en plaisanterie cette « ambassade de rebelles ». Il embrasse l'ambassadeur avec effusion. Mais, il change de ton encore et prend un air de hauteur pour déclarer inadmissibles, ou sans objet, les demandes qui lui sont adressées. Il ne saurait se laisser dicter le choix de ses ministres, et il ne se séparera donc pas de Roumiantsov ; mais il ne songe pas à demander la paix ; il n'en concevra pas la pensée « tant qu'il restera un Français sur le sol russe », et, plutôt que de traiter auparavant avec Napoléon, « il laissera pousser sa barbe jusqu'à la ceinture et ira manger des pommes de terre en Sibérie (3). »

Ce n'était qu'une façon de masquer sa capitulation devant « les rebelles », dans la question de la continuation de la guerre, comme dans celle du commandement en chef, et, à un autre interlocuteur, qui faisait partie de son intimité, le tsar découvrait ses sentiments réels, en disant qu'il « se lavait les mains » de ce qui arrivait (4). De ce côté, Napoléon conservait une chance.

(1) Chichkov, *Mémoires*, t. I, p. 153 et suiv. ; grand-duc Nicolas, *Correspondance d'Alexandre Ier avec sa sœur*, p. 81. — La décision est intervenue le 17 août déjà, « Procès-verbal du comité extraordinaire », *Archives de la guerre à Petrograd*, sect. I, n° 693.

(2) Martchenko, « Notes autobiographiques », *Ancienne Russie*, 1896, LXXXV, p. 492 ; Bogdanovitch, *Alexandre Ier*, t. III, p. 263.

(3) Wilson, *loc. cit.*

(4) Prince Viaziémski, *Œuvres*, t. VIII, p. 122, d'après Komarovski.

IV

Koutousov a maintenant soixante-sept ans, et autant que les blessures et les fatigues encourues dans ses nombreuses campagnes, des habitudes prolongées de débauche lui rendent sensible le poids de l'âge. Bouffi de graisse, sujet à des somnolences, un œil crevé par une balle et l'autre toujours à demi recouvert par une paupière lourde, il ne monte que difficilement à cheval, ne peut demeurer longtemps en selle et passe d'ordinaire ses journées, affalé et inerte, sur un divan qu'il ne quitte que pour gagner le lit, où il recherche encore des plaisirs voluptueux. Il a gardé cependant intactes ses facultés intellectuelles : un esprit fin et judicieux, un tact sûr et beaucoup de bon sens. A défaut d'un bagage scientifique qu'il ne s'est jamais soucié d'acquérir, il s'est formé avec les leçons d'une longue expérience une théorie de la guerre, qui s'ajuste à son tempérament. Il est lent mais tenace, prudent habituellement jusqu'à l'excès, mais fertile en ruses. Il professe qu'on doit également se garder de sous-estimer les ressources de l'adversaire et d'épuiser celles dont on dispose avant la onzième heure. Pendant l'action, il demeure impassible et comme étranger aux péripéties du combat, mais il s'est appliqué à les prévoir, et, comme il ne souffre pas les conseils, il n'admet pas la moindre désobéissance à ses ordres. Il les donne toujours de vive voix, détestant les écritures et se trouvant à bout de forces après dix signatures. Comme Souvorov, qui, contre les généraux français, devait s'aider d'un état-major autrichien, c'est un stratège barbare ; comme lui, par contre, imitant sa tenue négligée et remplaçant ses excentricités par des momeries, il sait parler au soldat (1), et, tel quel, attendu par l'armée comme un sauveur, il est assurément, à cette heure, le chef qui lui con-

(1) Chichkov, *Mémoires*, t. I, p. 176 et suiv. ; Maiévski, « Souvenirs », *Ancienne Russie*, 1873, t. VIII, p. 152 ; Langeron, « Mémoires », *Revue d'histoire diplomatique*, 1895, t. III, p. 446 ; Boyen, *Erinnerungen*, t. III, p. 13-14 ; Mikhaïlovski-Danilevski, *la Campagne de 1812*, p. 67 ; Clausewitz, *Œuvres*, t. III, p. 133 et suiv.

vient le mieux. Dans le public, ce choix n'est pas universellement ratifié. Rastoptchine s'indigne du « passe-droit » infligé à Barclay, auquel le portefeuille de la Guerre même échappe, attribué définitivement au prince Gortchakov. Diérjavine donne à Bagration des regrets qu'il traduit par un autre jeu de mots mis en circulation et auxquels Pouchkine s'associera plus tard rétrospectivement (1). Quant au commandant de la 2e armée, il ne cache pas son désappointement, s'il faut en croire Rastoptchine, et dénonce dans le nouveau généralissime « un misérable qui est capable de trahir pour de l'argent (2) ». Mais Koutousov n'en reçoit pas moins de la troupe un accueil enthousiaste dont il sait tirer parti. « Comment battre en retraite avec de tels gars ! » dit-il comme parlant à lui-même mais de façon à être entendu par les hommes du peloton d'honneur envoyés à sa rencontre, et, ainsi qu'une traînée de poudre, le mot fait le tour des campements, y soulevant des transports : c'est fini de reculer ! On va se battre pour de bon !

Avant l'arrivée du généralissime, Barclay a déjà décidé de livrer bataille sous Dorokhobouje, position que Toll jugeait préférable à toute autre entre Smolensk et Moscou. Koutousov y va, et, tout en parlant avec dédain des tacticiens « habiles à marcher à la façon des écrevisses », il décide la continuation de la retraite. Il la poursuivra imperturbablement de position en position, de Dorokhobouje à Tsarévo-Zaïmichtché et de là à Gjatsk et Mojaïsk, sans même user de ces simulacres de retours offensifs, avec lesquels Barclay jugeait nécessaire de soutenir le moral de l'armée. Les « gars » ont vu un aigle survolant la tente de leur nouveau chef, et, jusqu'aux portes de Moscou, tournant le dos à l'ennemi, ils garderont l'illusion de lui tenir tête victorieusement, acclamant Koutousov, comme ils avaient honni Barclay. Avec cette mentalité des soldats russes, qui, on l'a éprouvé récemment, est celle de tous les esprits simples aux prises avec des problèmes dépassant leur compréhension, Napoléon n'a aussi pas compté. Ses grognards raisonnaient plus savamment. Ils avaient une expérience plus longue.

(1) *Bog rati on :* il est le dieu des soldats. Diérjavine, *Œuvres*, t. II, p. 579 ; Pouchkine, *Œuvres*, t. II, p. 174.

(2) Rastoptchine, « Mémoires », *Ancienne Russie*, 1889, LXIV, p. 693.

V

Alexandre gagnant Abo le 27 août, le prince royal ne craignit pas de s'y faire attendre quelques jours. Les nouvelles de Russie le rendant à ses hésitations, aux remontrances de Suchtelen, il répondait avec son accent gascon : « Eh, monsieur, un homme qui sait gagner des batailles vaut bien un souverain (1) ! » A la fin du mois, il prenait, cependant, son parti du risque et se trouvait aussi d'accord avec son hôte pour porter à l'entrevue des airs de cordialité et des démonstrations de désintéressement, destinés à masquer l'âpreté du débat qui y serait engagé. Au traité du 5 avril 1812, que complétait et précisait une convention du 15 juin signée à Wilno, la Russie avait consenti à mettre provisoirement la Suède en possession de l'île d'Oesel et de la ville de Riga, en garantie des engagements par elle contractés. Charles-Jean déclarait maintenant renoncer à ce gage, n'en voulant d'autre que la parole du tsar, et il faisait de même abandon des 35 000 hommes de troupes russes mis à sa disposition. Alexandre n'en avait pas de trop pour couvrir Saint-Pétersbourg contre Macdonald et Victor. La raison de cette générosité se laissait deviner. Ne pouvant être tenue secrète, comme l'alliance, ni démentie au besoin, l'entrevue suffisait à compromettre l'ex-maréchal de France devant son ancien maître. Du moins n'y voulait-il pas ajouter des témoignages plus apparents encore de sa défection. Mais il n'entendait pas moins en augmenter le prix au regard du tsar, et, bravement, il réclamait la rétrocession de la province même, où il recevait son hospitalité. Alexandre ne s'en montrait ni surpris, ni embarrassé. Que ne ferait-il pas pour reconnaître les services d'un auxiliaire aussi précieux, l'affection d'un ami aussi cher ! Mais le prince motivait sa renonciation à l'occupation temporaire d'Oesel et de Riga par le souci de ménager l'opinion en Russie. N'y serait-on pas plus sensible encore à

(1) Engestroem, *Mémoires*, t. II, p. 201 et suiv. ; Swederus, *Schwedens Politik*, t. I, p. 206.

l'abandon d'une conquête que tant de sacrifices et de si grands intérêts rendaient précieuse à ce pays? Charles-Jean devait en convenir, et, se rabattant sur les îles d'Aland, il rencontrait le même empressement à lui plaire et la même objection. Sur le terrain diplomatique, « l'homme qui savait gagner des batailles » trouvait son maître.

On était ramené ainsi à la question de la Norvège, base première du contrat d'alliance. Bernadotte avait compté réaliser cette acquisition avec l'aide des Russes, avant qu'ils fussent engagés effectivement contre Napoléon. Jugeant à propos de l'ajourner maintenant, il voulut du moins en obtenir la garantie éventuelle. Alexandre y consentit sans difficulté toujours, mais en réclamant la réciprocité, non seulement pour le *statu quo* des possessions russes, mais encore pour leur extension éventuelle jusqu'à la Vistule, et Charles-Jean dut y souscrire. Il se fit accorder la reconnaissance des droits éventuels que pourrait lui donner l'acquisition de l'île de Seeland ; il y fit ajouter la promesse d'une intercession à Londres pour un traité de subsides et celle d'un prêt d'un million et demi de roubles, payable seize mois après que la Suède aurait pris possession de la Norvège, et, dans ces termes (1), on signa le 30 août, Bernadotte esquivant dans la mesure du possible le risque d'un compagnonnage d'armes effectif avec le tsar, mais ne résistant pas à l'idée flatteuse de remplacer auprès de lui le vainqueur de Friedland.

On a voulu qu'il ait reçu en outre, à ce moment, et décliné l'offre du commandement en chef des armées russes. La nomination de Koutousov se trouvant déjà décidée avant le départ d'Alexandre pour Abo, cette légende, que quelques historiens ont recueillie (2), est née sans doute d'une confusion, à laquelle

(1) Le texte complet du traité n'a pas encore été publié ; extraits dans Schinkel, *Minnen*, t. VI, p. 254, et Garden, *Histoire des traités*, t. XIII, p. 411. — Sur les conférences d'Abo et la correspondance s'y rapportant, v. Schinkel, *ibid.*, t. VI, p. 238 et suiv. ; Garden, *ibid.*, t. XIII, p. 409 et suiv. ; Scheffer, *Bernadotte*, p. 87-98 ; Touchard-Lafosse, *Bernadotte*, t. II, p. 290, 294 ; Tegner, *Armfelt*, t. III, p. 412 et suiv. ; Borodkine, *Histoire de la Finlande*, p. 410 ; Fournier, *Der Congress von Châtillon*, p. 43 et suiv. ; Bailleu, dans *Historische Zeitschrift*, 1899, LXXXIII, p. 183.

(2) Pingaud, *Bernadotte*, p. 162.

auront donné lieu les propos échangés entre le prince royal et le tsar avant et pendant cette rencontre au sujet de la conduite des opérations de guerre contre Napoléon, comme aussi les démarches concertées en même temps pour engager Moreau au service de la coalition naissante (1).

Encore moins admissible, bien qu'ayant obtenu la même créance (2), est le rapport d'après lequel le tsar aurait essuyé un autre refus, en proposant au prince royal en mariage « une de ses sœurs ». Il n'en avait qu'une qui ne fût pas mariée déjà, et, en possession de femme de son côté, Charles-Jean, avec ses quarante-six ans sonnés, ne se laissait pas concevoir comme un parti assorti aux seize printemps de la grande-duchesse Anne.

Par contre, Alexandre peut bien avoir encouragé d'autres ambitions que le prince découvrait, en parlant d'une descente en Bretagne, où il se faisait fort de recueillir aisément 200 000 partisans. Une lettre postérieure du tsar semble y faire allusion (3).

Mme de Staël, quoi qu'en ait dit Savary (4), ne paraît avoir eu aucune part à cette entrevue et à ses résultats. Elle n'eût sans doute pas manqué d'en instruire ses lecteurs. Elle se trouvait encore à Saint-Pétersbourg, où, à son retour, Alexandre lui a accordé une troisième et dernière audience. Il lui a parlé avec dédain d'une lettre que Berthier lui avait adressée après la prise de Smolensk, en y introduisant une ouverture de paix déguisée et avec ferveur de l'estime qu'il concevait pour le prince royal (5). Il comptait sans doute sur la « pie conspiratrice » pour porter à Stockholm l'écho de ces confidences. Mais, à Abo, il s'était piqué de « faire lui-même ses affaires », comme il disait, et, dans cette sorte d'escarmouches, ayant tenu victorieusement tête à Napoléon, il n'avait pas besoin d'être aidé devant Bernadotte.

(1) Bogdanovitch, *Alexandre Ier*, t. III, p. 271.
(2) Pingaud, *ibid.*; Klaeber, *Der Marschall Bernadotte*, p. 308.
(3) X..., *Correspondance inédite de l'empereur Alexandre Ier avec Bernadotte*, p. 56.
(4) *Mémoires*, t. IV, p. 198.
(5) Gautier, *Napoléon et Mme de Staël*, p. 320.

VI

Huit jours après son retour à Saint-Pétersbourg, le 11 septembre, il reçut de Koutousov un bulletin dont la lecture à la cathédrale de Saint-Alexandre, suivie des démonstrations d'allégresse usuelles, *Te Deum*, salves d'artillerie et illuminations, mit la capitale en un délire de joie. Tant de fois ajournée, la grande bataille avait été livrée et avait eu une issue victorieuse. Récompensé par le bâton de feld-maréchal et une gratification de 100 000 roubles, le généralissime devait ultérieurement encourir, au sujet de son rapport sur cette rencontre, des reproches qu'il ne méritait qu'à moitié. Il annonçait bien une grande victoire, mais disait néanmoins avoir dû se retirer derrière Mojaïsk, et Alexandre n'y était pas trompé, puisqu'il supprimait ce détail dans le texte publié.

La rencontre — c'était Borodino, et, dans le nombre des batailles dont le gain a fait l'objet d'une contestation, celle-ci compte assurément parmi les plus propres à en soulever. En lui donnant le nom de la Moskova, Napoléon usait de son côté de supercherie. La bataille a été livrée sur la rive gauche de la Kolotcha, un affluent de la Moskva, et, pour atteindre la ville de ce nom, son conquérant futur avait encore plus de vingt-cinq lieues à franchir. Restant maître du terrain, il voulait donner le change sur ce résultat obtenu et payé chèrement. Quant à Koutousov, au rapport des officiers allemands de son entourage, il se serait cru réellement vainqueur, n'ayant rien compris aux péripéties, ni à l'issue de la bataille, au cours de laquelle il serait resté constamment à l'arrière, *unter Champagner-Flaschen und Delicatessen*, se « couvrant de mépris et de ridicule aux yeux de toute l'armée (1) ».

Le mouvement de retraite, opportunément ordonné par le

(1) Wolzogen, *Mémoires*, p. 146 ; Doubrovine, *la Guerre patriotique*, p. 235 (lettre de Bennigsen à sa femme) ; cf. Toll, *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 7 ; *le Comte Kissiélev et son temps*, t. I, p. 32 et suiv. ; Clausewitz, *Œuvres*, t. VII, p. 134 et suiv.

généralissime et exécuté avec une grande habileté, suffit au démenti de ces assertions. Très probablement aussi, engageant le combat avec de tels lieutenants et des forces inférieures, Koutousov n'avait pas escompté un succès meilleur. En évaluant à 115 000 ou même 135 000 hommes les forces dont il disposait, les historiens russes, de Bogdanovitch à Boutourline, ont été certainement moins près de la vérité que Toll qui les a réduites à 103 800 hommes, avec 600 canons (1). Le généralissime russe ne comptait assurément pas mettre son adversaire en déroute; mais, ayant atteint, en reculant, le dernier point, avant Moscou, où le terrain se prêtât à une action défensive, il devait y accepter le combat. Il n'avait pas vaincu, mais il n'avait pas permis non plus à son adversaire de prendre un avantage décisif et il lui avait infligé des pertes qu'il était fondé à croire irréparables, alors qu'il se tenait lui-même pour assuré, non sans quelque candeur à la vérité, de récupérer presque immédiatement les siennes, et même avec un surplus, ce qui le mettrait en mesure de renouveler la lutte dans des conditions qui lui donneraient une grande supériorité de forces. On conçoit ainsi qu'il ait pris, sur le moment, de la situation l'idée avantageuse que son bulletin de la bataille a traduite. Il faisait état, en le rédigeant, des 80 000 hommes pour le moins, en dehors des milices que Rastoptchine disait tenir en réserve, « armés jusqu'aux dents » et prêts à répondre au premier appel. Avec ce renfort, Koutousov pensait mieux faire que de couvrir Moscou. Il prendrait l'offensive, et, en attendant, comme Eugène de Beauharnais prononçait un mouvement tournant qui menaçait son aile droite, le généralissime prévenait le gouverneur général qu'il comptait sur lui pour arrêter le vice-roi d'Italie sous Zvénigorod. C'est à ce moment seulement qu'il connut la vérité : Rastoptchine n'avait pas un soldat à mettre en ligne.

Avant Borodino, Koutousov avait recueilli quelques détachements de miliciens, dont 7 000 de la province de Moscou. Mais

(1) Toll, *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 54. Les récits de cette bataille et les études s'y rapportant rempliraient une grande bibliothèque. Les plus récentes sont de B. Kolioubiakine, dans la *Revue du génie*, 1912, n° 8, et A. Witmer, dans *Recueil d'histoire militaire*, 1912, n° 3. Cf. Clausewitz, *Œuvres*, t. VII, p. 134 et suiv.

Rastoptchine n'était pour rien dans cette mobilisation, bien qu'il dût plus tard en tirer gloire, en portant le nombre des mobilisés au quintuple et en négligeant de mentionner que la plupart n'étaient armés que de bâtons (1). Le gouverneur de Moscou disposait de 80 000 fusils (2) ; mais, en attendant « l'heure convenable », il les retenait, inutilisés, à l'arsenal, où les Français devaient les trouver (3). Le 13 septembre, Koutousov avait une entrevue avec lui, et, aussitôt, il abandonnait l'idée qu'il avait entretenue (4), de renouveler le combat soit en arrière de Mojaïsk, soit devant Moscou. Ce même jour, au village de Fili, à cinq verstes seulement de la capitale, il réunissait un conseil de guerre, qui était très apparemment de simple forme. Dans l'intention non moins apparente de mettre le généralissime en mauvaise posture, tous les généraux allemands, Bennigsen en tête, se prononcèrent pour qu'on tentât encore de sauver « la ville sainte ». Parmi les Russes, Iermolov opina dans le même sens, mais il devait avouer plus tard qu'il avait parlé sans conviction. Très jeune et débutant presque dans la carrière des armes au poste élevé où il se trouvait placé, il avait craint de compromettre sa réputation de bravoure. Tous les autres, sans excepter le vaillant Konovnitsyne lui-même, ou son émule, Raiévski, s'accordèrent avec Barclay pour juger la position de Fili indéfendable : entre la Moskva et la Montagne des moineaux, Napoléon aurait chance de retrouver « le coupe-gorge » de Friedland, et Bennigsen élevant la voix, Koutousov lui en fit l'observation. Après quoi, bien que le nombre, la supériorité des grades et le prestige du savoir fussent du côté des étrangers, il leva la séance, ordonnant la retraite (5).

La journée du 7 septembre ne donnait pas au généralissime russe ce qu'il s'en était d'abord promis ; mais Napoléon avait

(1) *Archives Vorontsov*, t. VIII, p. 314 et suiv.

(2) Popov, dans *Archives russes*, 1875, t. III, p. 189-190 ; Toll, *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 143.

(3) Rastoptchine, « Mémoires », *Ancienne Russie*, 1889, LXIV, p. 714 et suiv.

(4) Toll, *ibid.*, t. II, p. 109 ; Popov, *ibid.*, t. X, p. 188.

(5) Iermolov, *Mémoires*, p. 186 ; Helldorf, *Aus dem Leben des P. E. von Wurtemberg*, t. II, p. 57 ; Toll, *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 138-141 ; Martos, « Mémoires », *Archives russes*, 1893, t. II, p. 491 ; Maiévski, « Mémoires », *Ancienne Russie*, 1873, t. VIII, p. 141 ; Voiénski, *la Guerre patriotique*, p. 69.

moins de raison encore de s'en féliciter. Moscou était à lui ; mais en tournant la position de Borodino, il pouvait s'ouvrir le chemin de la ville presque sans coup férir. S'il avait préféré aborder cette position de front, c'est dans l'espoir d'anéantir l'armée qui la défendait et la décision prise à Fili faisait gagner à ses adversaires tout ce qu'il perdait en n'ayant pas retrouvé une autre journée d'Austerlitz ou d'Iéna. Davout n'en écrivait pas moins à sa femme : « Je regarde que cette bataille doit tout finir (1). » Ni lui, ni son maître, n'en croyaient sans doute rien.

VII

Dans la nuit du 13 au 14 septembre, Koutousov avisa Rastoptchine que, l'ennemi ayant fait des détachements en tenaille sur Zvénigorod et Borovsk et rendu ainsi critique la situation de l'armée russe, il devait, à son grand regret, renoncer à défendre Moscou et battre en retraite vers Riazan. C'était la fuite ; mais les événements ultérieurs ont permis aux commentateurs russes de donner à cette marche couleur de manœuvre savante, portant un coup droit à l'ennemi.

Rastoptchine se trouva, de son côté, dans une situation des plus difficiles. Jusqu'au 7 septembre, contrevenant, de son propre aveu aux ordres du souverain (2), en même temps qu'il y retardait l'évacuation des objets les plus précieux, c'est tout juste s'il ne s'était pas porté à retenir de force les habitants dans une ville qu'il déclarait en sûreté complète et que, disait-il, « les femmes seules et les hommes du sexe féminin » pouvaient avoir le désir de quitter (3). Quand, au lendemain de Borodino, il avait jugé à propos de donner un commencement d'exécution aux mesures de précaution qui lui avaient été prescrites, il était trop tard : au milieu d'un sauve-qui-peut général, les moyens de transport

(1) Mojaïsk, 8 septembre 1812, marquise de Blocqueville, *Davout*, t. III, p. 168.

(2) A Alexandre Ier, Moscou, 13 septembre 1812, *Archives russes*, 1892, t. II, p. 529.

(3) Popov, même recueil, 1875, t.III, p. 26.

devenaient insuffisants, et, en assurant à son maître que « tout était enlevé », le gouverneur général allait mentir effrontément. Au matin du 14 septembre, le départ d'une dizaine de mille blessés n'avait pu même être effectué, et, « trompé jusqu'à la dernière heure », devait-il dire plus tard, « par des gens qui juraient sur leurs cheveux blancs que la ville ne serait jamais livrée aux Français », Karamzine se désespérait d'y laisser sa belle bibliothèque (1), qui allait être entièrement détruite.

Quant au dépôt d'armes, Rastoptchine n'avait pu y toucher, puisque aux termes de ses déclarations publiques, vingt fois répétées, fusils et sabres devaient être mis aux mains des « gars » moscovites, pour la défense de leur ville le jour où elle serait menacée. Sur la foi de ces propos, pour ne pas manquer à l'appel, quelques représentants de l'aristocratie avaient retardé leur départ et un prince Chalikov apostrophait maintenant le gouverneur : « Vous nous avez assuré que vous défendriez Moscou sur les Trois Montagnes, où vous nous donniez rendez-vous... Sur la nouvelle que l'ennemi était aux portes, j'y suis allé, et je n'y ai trouvé personne, ni vous-même (2). »

Cet interpellateur n'était qu'un *barine* nonchalant et fantasque, du type du Bezoukhov de *Guerre et Paix;* mais une foule alarmée autant qu'irritée se portait devant la maison du gouverneur, sur la Loubianka, et un drame en est résulté, au sujet duquel, ainsi qu'il lui était habituel, Rastoptchine a fourni des versions variées et contradictoires, sans qu'il arrivât à se libérer d'une responsabilité, dont on voudrait être plus certain que la conscience a empoisonné le restant de sa vie, comme d'aucuns ont cru s'en apercevoir (3). L'incident et ses antécédents demeurent entourés de quelque obscurité, à raison même de l'abondance des témoignages qui s'y rapportent. Quelques éléments de certitude se laissent, cependant, dégager de leur confusion.

Nourrissant des sentiments d'une grande animosité à l'endroit du directeur des postes, à Moscou, Kloutcharev, qu'il soupçonnait d'affiliation à la franc-maçonnerie, Rastoptchine avait pensé

(1) Karamzine, *Correspondance avec I. I. Dmitriév*, p. 167-168.
(2) M. A. Dmitriév, *Souvenirs*, p. 99.
(3) Sverbéiév, *Mémoires*, t. I, p. 464-468 ; cf. *Gazette de Moscou*, 1859, n° 204.

exploiter contre ce fonctionnaire la publicité donnée à un numéro du *Journal du département des Bouches de l'Elbe*. Empruntés à cette feuille et traduits en russe, un discours et une lettre de Napoléon avaient été mis en circulation. Le traducteur, un jeune homme du nom de Vérechtchaguine, fils d'un brasseur de la ville, n'y avait pas vu malice, et il mettait entièrement hors de cause le directeur des postes, à qui il avait dû la connaissance de ces textes, mais qu'il n'avait pas consulté sur l'emploi qu'il en avait fait dans un intérêt de documentation. Dépité, le gouverneur général avait reporté sa colère sur ce bouc émissaire. Travestissant entièrement les faits, il l'avait représenté, dans un de ses rapports au tsar, comme coupable de trahison, convaincu par son propre aveu et condamné par un arrêt du Sénat à la peine capitale, qu'il proposait généreusement de commuer en travaux forcés à perpétuité, mais après un simulacre de pendaison, pour l'exemple. Alexandre, n'ayant pas agréé cet expédient et l'inculpé n'ayant été en réalité l'objet d'aucune décision judiciaire, Rastoptchine le retenait en prison. Menacé à son tour par un attroupement de manifestants, dont l'attitude paraissait hostile, il imagina de détourner l'orage sur cette tête innocente. Il fit amener le prisonnier, en compagnie d'un autre, un maître d'escrime français, du nom de Mouton, qu'il inculpait, sans aucune preuve, d'intelligence avec l'ennemi, et il invita la foule à faire justice du plus coupable des deux qui était le Russe, comme traître à sa patrie. Personne ne bougeant, « je le fis sabrer par mes ordonnances », a-t-il écrit dans le rapport adressé au tsar, aveu qu'il a reproduit dans ses Mémoires (1), quitte à le démentir ailleurs. Les ordonnances obéissant, la foule se joignait à eux et Rastoptchine mettait à profit le tumulte qui en résultait pour gagner sa voiture par une autre sortie et quitter la ville (2).

(1) *Archives russes*, 1892, t. III, p. 559; *Ancienne Russie*, 1889, LXIV, p. 681; 1893, LXXX, p. 183-184; 1913, CLXII, p. 429; Rastoptchine, *Matériaux*, p. 251; Mme Narychkine, 1812, p. 172.

(2) Les deux principales sources pour cet épisode sont : Popov, *Moscou en 1812* et les *Documents*, publiés dans le VIIIe vol. du recueil de P. Chtchoukine; v. aussi : Doubrovine, dans *Recueil militaire*, 1863, nos 7 et 8; le même, *la Guerre patriotique*, p. 32-47, 111; notice sur Vérechtchaguine dans *Archives russes*, 1870, p. 517; Chérémétiévski, dans *Lect. à la Soc. d'Hist.*, 1866, t. IV; *Gazette de Moscou*, 1859, nos 234 et 258; 1860, nos 8, 13 et 16;

Mouton a pu s'éloigner sans être molesté, et, attestant la docilité, comme aussi la placidité relative du peuple moscovite, même en une pareille épreuve, le fait est pour aggraver la culpabilité de Rastoptchine qui, à ce moment tout au moins, est resté pourtant très satisfait de lui-même. Il rejetait toutes les responsabilités sur Koutousov qu'il allait poursuivre de ses invectives et de ses sarcasmes, même après la victoire, en observant que « la fortune aveugle va aux borgnes », et même au delà de la mort, en disant que le défunt « reposait sur le dos, après avoir toute sa vie campé sur le ventre (1). » A l'entendre, de la façon dont Napoléon s'y prenait, rien n'était plus facile que de lui interdire l'accès de Moscou ; mais Koutousov l'emportait en maladresse. Le gouverneur général était digne du maître de police de la ville, qui, observateur scrupuleux des formes, aurait, au rapport de Nicolas Tourguéniév, fait part en ces termes au tsar de l'événement du 14 septembre : « J'ai le *bonheur* d'annoncer à Votre Majesté que les Français sont entrés à Moscou (2). »

M. A. Dmitriév, *Souvenirs*, p. 236 et suiv. ; Bestoujév-Rioumine, « Mémoires » dans *Archives russes*, 1896, t. II, p. 346 et suiv. ; M. P. Trétiakov, dans *Ancienne Russie*, 1892, LXXV, p. 308 et suiv. ; Steingel, *Mémoires*, p. 388. — « Documents et notes » dans *Archives russes*, 1860, p. 1430 ; 1870, p. 519 ; 1872, p. 512 ; 1877, t. II, p. 77. *La Pensée russe*, février 1913, p. 15 et suiv. — La correspondance d'Alexandre Ier avec Rastoptchine à ce sujet : dans *Archives russes*, 1875, t. II, p. 289 ; 1892, t. II, p. 429 et suiv. ; 531 et suiv. ; *Ancienne Russie*, 1913, CLIII, p. 429 et suiv.

(1) *Sbornik*, LXXIII, p. 467-469 ; *Archives Vorontsov*, t. VIII, p. 13 ; *Ancienne Russie*, 1889, LXIV, 724.

(2) N. Tourguéniév, *la Russie et les Russes*, t. I, p. 19.

CHAPITRE VI

MOSCOU

I. Impression à Saint-Pétersbourg et au dehors. « Il n'y a plus de Russie. » Alexandre et son entourage. Conflit d'opinions et d'influences. — II. Le parti de la résistance à outrance. Élisabeth et Catherine Pavlovna. Le frère et la sœur. Alexandre taxé d'ineptie et de lâcheté. Son plaidoyer. Il promet de continuer la lutte mais refuse de retourner à l'armée. Dépression physique et morale. — III. Les Français à Moscou. « Le jour de gloire. » L'envers du triomphe. Une grande ville sans police. Les conséquences. — IV. L'incendie. La légende de l' « acte héroïque ». Sa genèse. Rastoptchine. Ses hâbleries et ses mensonges. — V. Les causes réelles du sinistre. Ses effets. Il ne prive la grande armée ni de logements ni de vivres. — VI. L'ordre rétabli. La municipalité napoléonienne. La légende des actes de violence et de barbarie auxquels les conquérants se seraient livrés. Elle est démentie par des témoignages irrécusables. Excès individuels mais absence d'abus systématiques. — VII. L'optimisme officiel. Il est justifié par les apparences. « Le vaisseau pris dans les glaces » et la base d'opération défiant toutes les menaces. Raisons qui empêcheront Napoléon de la garder. Un avertissement sinistre. La grande armée en voie de dissolution. — VIII. Les bulletins de Koutousov et le plan de campagne d'Alexandre. Rapports alarmants adressés au souverain. Ses perplexités. Encore un *pronunciamento*. Le tsar *ne peut pas* demander la paix. Son abattement. Hostilité dont il est l'objet. « La leçon muette des rois. » — IX. La manœuvre de Koutousov. En butte aux intrigues et aux dénonciations. Désagrégation simultanée des deux armées. Entrée en jeu des forces élémentaires. — X. La guerre des partisans. Ses exploits et ses horreurs. Caractère particulier qu'elle affecte en Russie. En service commandé. Prédominance de l'élément militaire. Les chefs de bandes. Héros et bandits. Un phénomène de régression. Sa force contagieuse. L'élément féminin. Les amazones. — XI. Raison qui engage Napoléon à prolonger son séjour à Moscou. Hypothèses et certitude. Nécessité d'épuiser les chances de paix. L'heure fatale. — XII. Sur la Nara. Russes et Français aux avant-postes. Miloradovitch et Murat. Assaut de courtoisie et apparence d'intention conciliante. Lauriston au quartier général russe. Accueil de bon augure. Double manœuvre militaire et diplomatique projetée par Napoléon pour s'en prévaloir. Brusque revirement. Nouvelle intervention du parti militaire. Le roi de Naples surpris et battu. La retraite décidée.

I

« Moscou est prise... On donne de cela d'excellentes raisons, mais la raison n'en dit pas moins que, sauf miracle, il n'y a plus de Russie. » Ainsi en jugeait J. de Maistre (1), et c'était aussi l'avis du chauvin Rastoptchine, qui, le 14 septembre, écrivait à sa femme : « Je regarde la Russie comme perdue à jamais (2). » Ce fut le sentiment de l'Europe entière. S'en expliquant avec Hardenberg, Metternich allait conclure à « la perte de l'existence européenne » du grand empire ; il n'apercevait de salut pour l'Europe elle-même que dans l'effort qu'il tenterait pour incliner le gendre de son maître à la modération (3). Sur la foi de Mme de Staël, les biographes de Bernadotte lui ont fait crédit de plus de perspicacité. Mais on ne saurait en trouver une preuve dans la réponse qu'il faisait à une lettre du tsar lui annonçant en même temps « la belle victoire » de Koutousov, et « la faute impardonnable » du généralissime, qui n'avait pas mis ce succès à profit. Le prince royal envoyait à son représentant auprès du souverain l'ordre de réclamer la rétrocession immédiate de la Finlande, contre la promesse d'un corps de 30 000 Suédois que Bernadotte porterait lui-même au secours de Saint-Pétersbourg (4). Les probabilités sont pour que, déçue dans sa croyance ingénue à l'invincibilité de Koutousov, l'habileté de Rastoptchine et l'inviolabilité de la « ville sainte », l'armée russe elle-même ait, sur le moment, cédé au découragement.

A Saint-Pétersbourg, personne ne douta que la première capitale de l'empire partagerait le sort de la seconde. En juillet déjà, Alexandre y avait arrêté avec le comte Saltykov le plan d'une évacuation, dont la statue de Pierre le Grand et sa maisonnette en bois devaient faire partie, renvoyées à Kasan, où il était prévu que la famille impériale pourrait être obligée de chercher re-

(1) *Correspondance diplomatique*, t. I, p. 185.
(2) Mme Narychkine, *1812*, p. 171.
(3) Soloviov, *Alexandre Ier*, p. 234.
(4) Alexandre Ier à Bernadotte, 1er octobre 1812, Lumbroso, *Miscellanea Napoleonica*, t. IV, p. 690 ; Sarrans, *Bernadotte*, t. I, p. 27.

fuge (1). Mais, la liste des trésors à mettre en sûreté s'allongeant, on avait reculé devant les difficultés croissantes de ce déménagement ; on s'en était tenu à des demi-mesures et maintenant, comme à Moscou, c'était trop tard. Les diamants de la couronne avaient été envoyés à Viborg sous la garde du commandant de la place, qui était un Français, le général Gervais, et la famille impériale faisait des préparatifs de départ. Stein méditait de gagner Orel, ou même Orenbourg, et Alexandre négociait avec lord Cathcart l'envoi de la flotte russe en Angleterre (2).

L'éventualité d'une marche de Napoléon sur Saint-Pétersbourg était également admise au quartier général russe (3). De Tver, qui se trouvait sur le chemin, la grande-duchesse Catherine et son mari fuyaient à Iaroslavl, et, écrivant au comte de Münster, Stein prévoyait l'ouverture prochaine de négociations pour la paix. Araktchéiév et Balachov s'y montraient inclinés ; l'opinion publique à Saint-Pétersbourg se prononçait dans le même sens ; et, jetant à tous les échos son mot d'ordre de la veille et de tous les jours : « la paix ! la paix ! », le grand-duc Constantin tournait en dérision l'humeur belliqueuse de sa sœur, qui « ne savait seulement pas où elle ferait ses couches ! » (4).

Les témoignages ne sont pas, à la vérité, entièrement concordants en ce point, et, au rapport de quelques-uns, Araktchéiév se serait, au contraire, employé, de concert avec l'impératrice douairière, en sens opposé, engageant le souverain à attendre au moins l'hiver, avant de traiter. Mme Narychkine aurait, d'autre part, menacé son amant de ne jamais le revoir « s'il commettait cette lâcheté ». Mais, bien qu'Alexandre continuât à dire qu' « il irait plutôt à Kasan », ni Stein ni J. de Maistre ne faisaient fond sur la résolution ainsi annoncée. Après la catastrophe même de la grande armée, le second devait redouter la capture de Napoléon, comme pouvant amener une entrevue

(1) *Ancienne Russie*, 1881, XXXII, p. 663.

(2) Gervais « Mémoires », dans *Message historique*, mai 1898, LXXII, p. 428 ; Chichkov, *Mémoires*, t. I, p. 161 ; prince N. V. Dolgoroukov, « Souvenirs », dans *Archives russes*, 1892, t. III, p. 268 ; Pertz, *Stein*, t. III, p. 157-160.

(3) Davydov, *Souvenirs*, p. 14.

(4) Pertz, *Stein*, t. III, p. 174 ; Max Lehmann, *Stein*, p. 169-170 ; Arndt, *Erinnerungen*, p. 151 ; le même, *Wanderungen*, p. 86-87 ; Davydov, *ibid.*

entre lui et le tsar, « ce qui eût été un insigne malheur, à cause des impressions de Tilsit et d'Erfurt, qui subsistaient toujours (1). »

Pas plus que Napoléon, aucun des contemporains n'a donné une attention suffisante à un autre jeu d'influences, qui s'est exercé, à ce moment, sur l'esprit d'Alexandre, avec d'autant plus de force qu'il était moins concerté.

II

La femme du souverain et sa sœur préférée se détestaient et, à entendre Élisabeth Aléxiéiévna, Catherine Pavlovna n'aurait fait qu'intriguer, depuis le commencement de la campagne, pour se mettre en avant et obtenir pour son mari un commandement, auquel il n'était nullement propre, tandis qu'elle-même se couvrait de honte, en quittant précipitamment Saint-Pétersbourg avec tout ce qu'elle possédait et en provoquant ainsi une panique que rien ne justifiait (2).

La femme de Georges d'Oldenbourg était une personne remuante, encombrante et indiscrète. Jusqu'à la mort de son mari, survenue en décembre 1812, elle s'est donné beaucoup de mouvement pour mettre en valeur et en emploi les talents de ce prince, qui étaient médiocres. Mais elle a fait aussi autre chose, à quoi, en dehors de toute entente comme de toute sympathie, Élisabeth ne tâchait pas moins et qui était d'inspirer au souverain des sentiments et des résolutions en rapport avec ses devoirs. Mais à l'identité d'intentions de part et d'autre, l'égalité de moyens ne répondait pas, et les timides exhortations de l'épouse délaissée ne prenaient de valeur qu'en s'étayant de l'autorité que la sœur si tendrement aimée devait à la nature particulière de ses relations avec le frère (3). Elle en usait avec une franchise, une rudesse même, qui paraîtraient invraisemblables, si nous n'en possédions la preuve authographe. « Moscou est prise, écrivait-elle à Alexandre le 15 septembre. Il est des choses inexplicables. N'oubliez pas

(1) Au roi, 9 novembre 1812, *Correspondance diplomatique*, t. I, p. 239; grand-duc Nicolas, *Elisabeth*, t. II, p. 454.

(2) Grand-duc Nicolas, *Elisabeth*, t. II, p. 568.

(3) V. t. I, p. 401, de cet ouvrage.

votre résolution : point de paix ! et vous aurez encore l'espoir de recouvrer votre honneur... Pas de paix ! et fussiez-vous à Kasan, pas de paix ! » Trois jours plus tard, elle revenait à la charge, en des termes plus vifs encore : « Il m'est impossible d'y tenir plus longtemps, malgré la peine que je dois vous faire, mon cher ami... La prise de Moscou a mis le comble à l'exaspération des esprits... On vous accuse hautement du malheur de l'empire, de la ruine générale et particulière, enfin d'avoir perdu l'honneur du pays et le vôtre individuel. Ce n'est pas une classe, c'est toutes qui se réunissent à vous décrier... Ne craignez pas une catastrophe dans le genre révolutionnaire : non ! mais je vous laisse à juger la situation dans un pays dont on méprise le chef ! Il n'est rien qu'on ne soit prêt à faire pour recouvrer l'honneur ; mais, avec le désir de tout sacrifier à sa patrie, on se dit : à quoi cela mènerait-il, quand tout est massacré, abîmé, par l'ineptie des chefs? »

Elle écrivait vraisemblablement sous l'inspiration directe de Rastoptchine ; mais elle ne craignait pas de faire apostiller sa lettre par son mari, dont le langage était à peine moins vif : « On vous juge sévèrement, je vous le dis franchement... Votre personne commence à souffrir... Je n'ose plus parler de votre gloire !... On vous attribue la perte de Moscou... Votre situation commence à être trop critique pour que je puisse me taire plus longtemps. »

Ces remontrances participaient du caractère *négatif* que l'on a déjà reconnu dans toutes les manifestations similaires au pays où le nihilisme devait triompher. Et ce défaut s'aggravait, cette fois, d'une contradiction. Catherine Pavlovna s'était elle-même employée à « chasser son frère de l'armée », comme il disait (1), et voici qu'elle le rendait responsable de ce qu'on y avait fait en son absence. Elle changeait d'avis maintenant, à la vérité, et le prince d'Oldenbourg écrivait sous sa dictée : « Ne perdez pas l'estime d'un peuple qui jusqu'ici était accoutumé à idolâtrer son souverain. Il me paraît de toute nécessité que vous fussiez plus rapproché du théâtre de la guerre... Il y a quinze jours depuis la prise de Moscou, et vous n'avez encore rien fait d'éclatant pour démontrer à la face de la Russie qu'elle doit tout espérer de vous (2). »

(1) Grand-duc Nicolas, *Correspondance d'Alexandre Ier avec sa sœur*, p. 76.
(2) 15, 18 et 27 septembre 1812, *ibid.*, p. 83 et suiv., 266 et suiv.

C'était encore un écho de la pensée querelleuse du gouverneur général de Moscou, qui, de son côté, adjurait le souverain de se rendre à l'armée, pour « y rétablir l'ordre et relever le courage ». « Si, disait-il, le destin a décidé la chute de votre empire, vous devez périr avec et combattre au milieu de vos fidèles sujets (1). » De part et d'autre, c'était aussi l'application du principe que l'autocrate représentait en Russie et qui voulait qu'en mal comme en bien tout y fût son fait.

Alexandre répondit à sa sœur, par un long plaidoyer, dont le sens paraissait également négatif. Le souverain démentait bien, en effet, les intentions pusillanimes qui lui étaient attribuées et Catherine Pavlovna a sans nul doute contribué à l'en détourner; mais il accusait en même temps une dépression morale, qui s'accordait mal avec la résolution qu'il annonçait de ne pas traiter avec l'ennemi victorieux. Si injurieux, le langage de la sœur et du beau-frère ne lui arrachait pas un mot de révolte, encore moins de colère. « Que pouvait faire un homme plus que de suivre sa meilleure conviction? » répondait-il simplement, en exposant longuement et posément les raisons dont il s'était inspiré dans la question du commandement. En portant son choix sur Koutousov, il avait obéi aux « vœux unanimes du public ». L'armée eût préféré Pahlen; mais la dernière campagne de celui-ci, avec le grade de général de brigade, remontait à dix-huit ans, et « son caractère perfide et immoral le recommandait mal ». Comme en 1806 (2), Alexandre mettait hors de cause la part de complicité qu'il devait se reconnaître dans les faits de perfidie et d'immoralité mis à la charge de l'ancien commandant militaire de Saint-Pétersbourg. Il s'en lavait encore les mains. Un mois plus tard, cependant, il allait adresser au généralissime un blâme sévère pour avoir agréé au commandement d'un détachement de milices un prince Iachvil, autre acteur du drame de mars 1801, mais dans un rôle subalterne (3). Comme certaines lacunes, la sensibilité du fils de Paul au regard de cet événement a toujours comporté de singulières discriminations.

Poursuivant son apologie sur un ton toujours très calme, le

(1) 16 septembre 1812, Rastoptchine, *Matériaux*, p. 271.
(2) V. t. I, p. 205 de cet ouvrage.
(3) *Ancienne Russie*, 1881, XXXII, 666.

souverain disait ne pouvoir croire que sa sœur le jugeât dépourvu de « ce courage personnel que chaque simple soldat sait avoir » et auquel il n'attachait aucun mérite. « S'il devait, cependant, avoir l'humiliation de s'arrêter sur ce chapitre, les grenadiers des régiments de la Petite Russie et de Kiév pouvaient témoigner qu'il savait se tenir au feu aussi tranquillement qu'un autre. » Mais il préférait supposer que sa sœur avait en vue le courage moral, et il s'étonnait qu'on l'attaquât dans son honneur pour avoir fait ce que tout le monde voulait qu'il fît. « Il ne pouvait répondre que de son cœur, de ses intentions et de son zèle, et non des talents militaires, qui peut-être lui manquaient, mais ne se donnaient pas. »

C'était son dernier mot, et il allait s'y tenir, en dépit d'une réplique véhémente de la grande-duchesse, disant qu'elle l'avait entendu taxer, d' « ineptie » et le suppliant de paraître à l'armée, « pour sauver son honneur (1). » Il restait décidé à ne pas quitter Saint-Pétersbourg, aussi longtemps qu'il s'y verrait en sûreté. En octobre, il se trouva d'ailleurs alité, atteint d'un « érésypèle pustuleux » à celle des jambes qui le faisait habituellement souffrir (2), et, contre les admonestations brutales de Catherine Pavlovna, s'exprimant par la bouche du grand-duc Constantin avec non moins de véhémence, le vœu des pacifistes eut grande chance de prévaloir. « L'empereur cédera aux sollicitations de ceux qui l'entourent et fera la paix », écrivait Rastoptchine (3). Le jour où, sur les talons du gouverneur général, ils pénétraient dans la ville confiée à sa garde, les soldats de la grande armée ne pouvaient être portés à en juger autrement.

III

« A la vue de cette cité dorée, de ce nœud brillant de l'Asie et de l'Europe, nous nous arrêtâmes, saisis d'une orgueilleuse

(1) Grand-duc Nicolas, *Correspondance d'Alexandre Ier avec sa sœur*, p. 83 et suiv. ; cf. Merkle, *Katharina Pavlovna*, p. 40 et suiv.

(2) Grand-duc Nicolas, *ibid.*, p. 93 et 100.

(3) A sa femme, Moscou, 14 septembre 1812 ; Mme Narychkine, *1812*, p. 171.

contemplation. Quel jour de gloire était arrivé ! Dans cet instant, dangers, souffrances, tout fut oublié. Pouvait-on acheter trop cher le superbe honneur de pouvoir dire toute sa vie : j'étais de l'armée de Moscou ! » Le plus brillant narrateur français de la campagne de 1812 (1), sinon le plus exact, a sans doute fidèlement traduit dans ces lignes l'impression ressentie par ses compagnons d'armes au matin du 14 septembre, si, par ailleurs, dans cette page de son récit comme dans beaucoup d'autres, il a cédé à un fâcheux parti pris de dénigrement à l'endroit du chef de l'armée victorieuse, dont il partageait pourtant l'exaltation. En marchant sur Moscou, Napoléon a pu entretenir des illusions au sujet de la réception qui lui serait faite, comme aussi ne pas être suffisamment instruit des choses du pays, idées, mœurs et sentiments ; mais il savait assurément qu'on n'y voyait plus de « boïars » et il ne s'est donc pas attendu à en trouver à la porte de la ville, lui offrant le pain et le sel. On ne saurait imaginer qu'il ait péché en pareille occasion par naïveté ou gaucherie : il avait l'habitude. Comme devant toutes les cités de quelque importance où il était entré en conquérant à travers l'Europe, il devait supposer qu'il rencontrerait, aux abords de celle-ci, une députation venant, sinon implorer sa clémence, du moins chercher une entente au sujet des mesures d'ordre indispensables. Qu'il ait été déçu à cet égard, on doit y reconnaître un trait non d'héroïsme à l'honneur des habitants ou des autorités de la ville, mais un fait de sauvagerie, ou d'étourderie, à la charge du gouverneur général, qui avait fui, sans plus s'inquiéter du sort de ses administrés. En prétendant ultérieurement n'en avoir laissé que 12 à 15 000, qui appartenaient, pour la plupart, à « la lie du peuple » (2), il s'est une fois de plus éloigné sciemment de la vérité. En fait, ses hâbleries et ses sarcasmes avaient réussi à retenir une portion considérable des habitants, et, dans le nombre, le prince Chalikov n'était pas le seul de son espèce. Même abandonnées par leurs maîtres, les demeures seigneuriales retenaient d'ailleurs une partie de leur très nombreuse domesticité, terme qui, très élastique en Russie, comprenait des représentants de toutes les

(1) Ségur, *Mémoires*, t. II, p. 159.
(2) Rastoptchine, *Matériaux*, p. 250.

classes. A l'hôtel Soymonov, où Mme Swetchine était née, avec vingt-cinq autres commensaux, les Français allaient même trouver un compatriote, le nommé Charles Périn, ancien notaire (1).

Par contre, la ville ne conservait aucune force de police, à raison de quoi, avant que Napoléon y pénétrât, des faits nombreux de désordre en tout genre s'y produisaient (2). Des incendies en devenaient la conséquence naturelle. De la confusion des témoignages, inséparable de tels événements, ainsi que celui de Smyrne en a donné un exemple récent, est née, cependant, une double légende, qui a représenté le sinistre comme ayant été dû à un acte délibéré d'héroïsme et comme ayant causé la perte de la grande armée.

IV

Universellement reconnu d'abord comme l'auteur de la catastrophe et en tirant gloire, Rastoptchine a été dépossédé ensuite de cette attribution, que ses héritiers ont tenu récemment à lui restituer (3). Le problème reste donc ouvert. Au point de vue historique, la solution n'en comporte pourtant aucune incertitude.

Le témoignage de Rastoptchine doit être mis hors de cause. Le gouverneur de Moscou s'est surpassé, en effet, à cette occasion, dans la facilité qui lui était propre de plaider successivement le pour et le contre au sujet même de la matérialité de ses propres actes. Tel jour, au rapport de la baronne du Montet, il précisait tout le détail des mesures qu'il aurait prises pour déchaîner le fléau ; il s'exprimait « avec calme et sang-froid, comme s'il eût parlé d'un feu d'artifice allumé par ses soins », et, tel autre jour, « il se défendait avec la dernière énergie devant Clausewitz d'y avoir eu la moindre part » (4). Il s'est attribué aussi le mérite

(1) *Archives russes*, 1903, t. II, p. 141.

(2) Brandt, *Souvenirs*, t. I, p. 428 ; *Relations du séjour des Français à Moscou*, p. 26.

(3) Mme Narychkine, *1812*, p. 158 ; comtesse L. Rastoptchine, *Les Rastoptchine*, p. 32 ; Rastoptchine, *Matériaux*, p. 242.

(4) Baronne du Montet, *Souvenirs*, p. 140 ; Clausewitz, *Œuvres*, t. VII, p. 180 ; cf. *Archives russes*, 1886, t. III, p. 395 et suiv. ; *Ancienne Russie*, 1889, LXIV, p. 56.

d'avoir brûlé sa maison de campagne de Voronovo, « avec toutes les dépendances pour 500 000 roubles et plus », pour qu'elle ne tombât pas aux mains des Français, et il a engagé son ami, sir Robert Wilson, à publier un récit pathétique de cet autodafé, au cours duquel, ne pouvant se résoudre à le faire lui-même, le Russe aurait demandé à l'Anglais de mettre le feu à « son lit de noces (1) ». La fille du propriétaire de Voronovo a nié qu'il y existât un meuble de cette espèce, « ses parents habitant des chambres séparées et préférant des couchettes sans rideaux, ou des espèces de divans aux lits ordinaires (2) », et, d'autre part, Rastoptchine a accusé aussi Napoléon d'avoir fait détruire cette habitation par esprit de vengeance (3). Mme Narychkine indique le 19 septembre comme date de l'événement. Cependant, elle reproduit une lettre de son père, qui, datée du même lieu trois jours auparavant, semble bien contenir la preuve que le feu avait déjà, à ce moment, fait son œuvre. Le maître de la maison s'y montre, en effet, obligé d'emprunter, « au-dessus des écuries », le logis de son piqueur (4). Selon les vraisemblances, avant qu'il y arrivât après son départ de Moscou, la résidence de Rastoptchine avait été détruite, non par ordre de Napoléon, qui aurait sans doute empêché le propriétaire de s'y rendre, si son pouvoir s'était, à ce moment, étendu aussi loin, mais du fait des paysans même de Voronovo, à la charge desquels le gouverneur de Moscou a mis lui-même d'autres méfaits de ce genre (5). Répugnant à abandonner cette maison aux Français, comment, d'autre part, leur aurait-il livré intacte celle qu'il quittait à Moscou et qui a été épargnée par Napoléon : raison suffisante pour l'absoudre du soupçon d'avoir ordonné la destruction de l'autre (6).

Pour ce qui est de Moscou, au premier moment, plutôt que de se vanter d'y avoir mis le feu, Rastoptchine s'est plaint d'avoir

(1) Wilson, *A narrative*, p. 178 ; Rastoptchine à Labzine, 14 juin 1813, *Ancienne Russie*, 1913, CLIII, p. 429.

(2) Mme Narychkine, *1812*, p. 192.

(3) *Archives Vorontsov*, t. VIII, p. 319.

(4) Mme Narychkine, *1812*, p. 189 et 191.

(5) *Ibid.*, p. 186.

(6) Le récit de Wilson a cependant été largement accrédité à cette époque, en Russie et au dehors. V. A. N. Popov, dans *Ancienne Russie*, 1897, XCII, p. 198-199 ; de Roos, *Souvenirs*, p. 137.

été empêché de le faire, ainsi qu'en témoignent ses rapports au tsar :

« 20 septembre 1812. Ce sont les Français ou les Russes voleurs qui sont les auteurs de cet incendie ; mais, je suis plus porté à croire que ce sont les gardiens des boutiques eux-mêmes, poussés par la maxime : « Puisque ce n'est pas à moi, que cela ne soit à « personne ».

« 25 septembre 1812. Je suis désolé qu'il (Koutousov) ait agi en traître vis-à-vis de moi, car, ne pouvant conserver la ville, je l'aurais brûlée. »

« 25 octobre 1812. S'il (Koutousov) m'avait dit deux jours avant qu'il abandonnait Moscou, j'y *aurais* mis le feu (1). »

Le mois d'après, il est vrai, se disant en possession d'une « certitude parfaite » au sujet de la catastrophe, d'après des indications obtenues de « l'autorité la plus irrécusable », J. de Maistre y dénonçait « l'œuvre d'une politique terrible et profonde, qui avait résolu que l'ennemi, s'il restait à Moscou, ne pourrait s'y nourrir et s'y enrichir », le mot d'ordre étant, cependant, de dire que « les Français avaient tout fait (2) ». En situation d'avoir reçu des confidences de la même source, le prince Eugène de Wurtemberg a admis aussi que, s'il n'a pas ordonné cette mesure, Alexandre a été pressenti à son sujet, et a laissé faire (3).

Instructives au point de vue de la naissance et de la propagation de la légende, ces indications ne sauraient évidemment prévaloir contre l'évidence qui ressort de la correspondance de Rastoptchine avec le souverain. A moins de supposer, contre toute vraisemblance, que le dessein incendiaire a été proposé au tsar et plus ou moins explicitement agréé par lui, en dehors du gouverneur. Encore faudrait-il expliquer comment et pourquoi l'exécution en aurait été différée jusqu'après l'entrée des Français. Mais la légende a invariablement associé Rastoptchine au dessein et à l'exécution ; or il avait un motif des plus persuasifs pour ne pas brûler la ville qu'il avait juré de défendre et pour ne pas se vanter de l'avoir fait : contre le reproche de l'avoir

(1) *Archives Russes*, 1892, t. II, p. 531 et suiv. ; *le Carnet*, 1903, t. II, p. 424, 448 ; comtesse L. Rastoptchine, *les Rastoptchine*, p. 32.
(2) J. de Maistre, *Œuvres*, t. XII, p. 302.
(3) Helldorf, *Aus dem Leben*, t. II, p. 63.

livrée sans combat, la seule excuse qu'il pût invoquer n'était-ce pas le souci qu'il aurait eu de lui épargner, dans la mesure du possible, les horreurs de la guerre? Il a bien fait enlever les lances des pompes à feu, ce qui semblerait impliquer une préméditation dans ce sens ; mais il a affirmé, après coup, avoir obéi en ce point à des ordres reçus d'en haut, ce qui était faux. Il en avait pour évacuer un approvisionnement considérable de poudre, et il n'y a pas touché. Cet autre instrument d'incendie et de destruction a donc servi aux Français pour faire sauter le Kreml, après qu'ils eurent pourvu leur artillerie (1). Pas plus que d'esprit de discipline, le gouverneur de Moscou ne se piquait de logique.

En liaison avec l'exemple donné par les défenseurs de Sarragosse et de Sagonte, l'idée de livrer leur ville aux flammes, si elle ne pouvait être défendue, hantait l'esprit d'un certain nombre de Moscovites bien avant l'arrivée des Français (2). Rastoptchine l'entretenait, en parlant de « s'enterrer sous les ruines de la cité », et, au dehors même, le sentiment public dans les milieux hostiles à Napoléon s'y attachait. « Si Bonaparte n'est pas arrêté avant Moscou, cette ville sera brûlée », annonçait le 6 octobre *le Courrier d'Angleterre*. Rastoptchine s'est toujours montré extrêmement sensible à l'opinion du monde britannique. Deux années plus tard, il devait quêter impudemment de ce côté « quelque signe d'estime, une épée ou un vase avec une inscription (3). » Il se peut que le rôle d'Erostrate lui ait paru, à un moment, propice à lui valoir cette distinction, comme des préoccupations analogues ont engagé Alexandre lui-même à attribuer le sinistre tel jour à « l'esprit de sacrifice des Moscovites » et tel autre à « la scélératesse de Napoléon (4). »

Au cours de l'année 1813, la thèse de « l'acte héroïque » eut la

(1) Rastoptchine, *Œuvres inédites*, p. 181 ; *Archives Vorontsov*, XXIII, p. 248 ; Berthézène, *Souvenirs*, t. II, p. 74-75 ; Denniée, *Itinéraire*, p. 95. Chtchoukine, *Documents*, t. I, p. 96 ; Glinka, *Mémoires*, p. 41 ; Wolzogen, *Mémoires*, p. 356.

(2) G. L. D. L. (Georges Lecointe de Laveau), *Moscou avant et après l'incendie*, p. 105 ; Mme Fusil, *l'Incendie de Moscou*, p. 8 ; la même, *Souvenirs*, t. II, p. 253-254.

(3) *Archives Vorontsov*, t. VIII, p. 320.

(4) J. de Maistre, *loc. cit.*, et *Correspondance diplomatique*, t. I, p. 254 et suiv. ; X..., *Correspondance inédite de l'empereur Alexandre Ier avec Bernadotte*, p. 38 ; Chichkov, *Mémoires*, suppl., t. I, p. 447 et suiv.

préférence dans le camp des Alliés, et Rastoptchine n'a pas résisté à la tentation de revendiquer ce titre de gloire, qu'un grand nombre de Russes entendaient d'ailleurs partager avec lui. Sur le champ de bataille de Champaubert, le général Poltoratski allait encore s'en targuer devant Napoléon (1). Ultérieurement, cependant, un revirement se produisait. Le héros incendiaire n'obtenait pas, outre-Manche, la moindre parcelle des honneurs qu'il ambitionnait et qu'il voyait, d'un œil jaloux, échoir non seulement à un Blücher ou à un Barclay, mais au cosaque Platov lui-même. Et, en Russie aussi, on inclinait à blâmer ce qu'on appelait maintenant « un acte de vandalisme inutile ». Ainsi Rastoptchine fut porté, de son côté, à répudier un renom, qui menaçait de devenir une flétrissure, sans qu'il prît ce parti de façon décidée. Il n'avait pas d'autre mérite à faire valoir, et, plutôt que de se résigner à un oubli dont sa vanité eût trop souffert, il s'est évertué à entretenir, en ce point, par des propos contradictoires, une équivoque, qui peut être exclue définitivement de l'histoire.

V

« Une ville en bois où il y avait des incendies tous les jours en été, malgré la police qui faisait la garde et les propriétaires qui veillaient sur leurs maisons, ne pouvait faire autrement que de brûler lorsque les habitants furent remplacés par des troupes de soldats, qui fumaient leurs pipes et qui sur la place du Sénat formaient des bûchers avec les chaises des sénateurs... » Cette observation de l'auteur de *Guerre et Paix* (2) va probablement au plus près de la vérité historique au sujet de cette catastrophe, où d'ailleurs Tolstoy admet que les habitants de la ville ont eu une part, mais sans aucun propos délibéré. En cherchant avec un zèle pieux, qui pouvait être mieux employé, à la mettre quand

(1) *Conversation de l'empereur Napoléon avec le général P...*, p. 6 ; Ernouf, *Maret*, p. 429 et suiv ; cf. Iermolov, *Mémoires*, t. I, p. 215 ; Mme Khomoutov, « Souvenirs » dans *Archives russes*, 1891, t. III, p. 327 ; grand-duc Nicolas, *Alexandre Ier*, t. I, p. 122.

(2) Tolstoy, *Napoléon et la campagne de Russie*, p. 80 ; Vérechtchaguine, *Napoléon Ier en Russie*, p. 22.

même au compte de leur père, les enfants de Rastoptchine ont fait une confusion : le gouverneur de Moscou paraît bien avoir donné à l'agent de police, Voroniénko, des ordres de destruction ; mais ils ne visaient que les magasins d'approvisionnement, mesure appliquée sur le parcours de la grande armée à toutes les localités qui lui étaient abandonnées. Au rapport de l'un des officiers de cette armée, des dispositifs incendiaires auraient été trouvés dans quelques maisons de Moscou et notamment dans celle de Rastoptchine (1), mais ce témoignage isolé peut procéder d'une autre confusion, où l'éditeur de la correspondance d'Alexandre avec la grande-duchesse Catherine a été égaré à son tour (2), entre *Voronovo* à 50 kilomètres de Moscou, propriété du gouverneur général, et la localité beaucoup plus proche de *Vorontsovo*, où Leppich avait son atelier et sans doute aussi un dépôt d'explosifs.

Si la campagne de 1812 ne s'est pas faite « toute seule », quoi qu'en aient pensé Boutourline, Clausewitz, ou Thiers, on peut le dire avec sûreté de l'incendie de Moscou, bien que *l'intention* ait pu y jouer un certain rôle, dans le cas des marchands mettant le feu à leurs boutiques, comme Rastoptchine n'a pas été le seul à le supposer (3), ou des malfaiteurs indigènes incendiant des maisons après les avoir pillées, comme Mlle Volkov l'a expressément admis pour celle de ses parents (4). Quant à la responsabilité, des conquérants dans la destruction de la ville, elle a été très exactement définie par l'un d'eux en ces termes : « Je vis partout des soldats pénétrant dans les maisons... pour y chercher des vivres et surtout du vin. Les uns portaient des chandelles, les autres des morceaux de sapin allumés. Plusieurs avaient bu... (5). » Avant l'arrivée des Français, Rastoptchine s'irritait déjà de la

(1) Maréchal de Castellane, *Journal*, t. I, p. 154, 161 ; cf. Bourgoing, *Souvenirs*, p. 114 et suiv. ; Fezensac, *Journal*, p. 53 ; Berthézène, *Souvenirs*, t. II, p. 66 et suiv. ; sergent Bourgogne, *Mémoires*, p. 16, 21, 23, 32, 33 ; M. Dumas, *Souvenirs*, t. III, p. 445 ; Labaume, *Relations*, p. 210, 224 ; Toll, *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 158-159.

(2) P. 129, 133.

(3) V. I. M. Sniéguirév, dans *Archives russes*, 1912, t. II, p. 134.

(4) Même recueil, 1872, p. 2414-2415. V. dans le même sens des lettres de P. Lounine, *Ancienne Russie*, 1873, t. VIII, p. 992.

(5) Planat de la Faye, *Souvenirs*, p. 88-89 ; cf. chevalier d'Ysarn, dans Garaduel, *Relations*, p. 8-10 ; Pfister, *Aus dem Lager des Rheinbundes*, t. I, p. 107 ; *Archives russes*, 1872, p. 2414-2415.

fréquence des incendies qui se produisaient dans la ville (1).

Sa destruction n'était que partielle, et, si elle obligeait Napoléon à quitter le Kreml pour quelque temps et quelques-uns de ses compagnons d'armes à chercher des installations de fortune, moins agréables ou moins commodes que celles qu'ils s'étaient d'abord procurées, la catastrophe n'entraînait pas en elle-même pour eux des conséquences d'une réelle gravité. Contre la légende ayant cours, cet autre point peut très simplement être établi. A raison du départ d'un grand nombre des habitants, des locaux restaient disponibles en abondance, ainsi que, dans les caves des maisons même incendiées, des vivres en grande quantité. Une pénurie de fourrages allait se faire sentir ; mais Napoléon s'y attendait certainement : il n'était pas habituel qu'en se retirant, l'adversaire laissât des provisions de cette nature, même dans les villes qu'il n'incendiait pas. Enfin, d'après les dispositions prises avant le sinistre, la garde seule devait loger à Moscou (2), et, installés avec cinq autres sous-officiers dans une maison où ils avaient découvert 500 barils de rhum, 100 gros pains de sucre, une grande quantité de vin d'Espagne et du Portugal, ainsi que cinq caisses de vin de Champagne, le sergent Bourgogne et ses compagnons n'étaient assurément pas disposés à croire que l'incendie les mît en détresse. Les vivres ne leur faisaient pas défaut non plus. Si la viande fraîche devenait promptement rare, les jambons, les poissons salés, la farine se trouvaient en abon-

(1) Doubrovine, *la Guerre patriotique*, p. 103. — V. encore pour cet épisode : G. L. D. L., *Moscou avant et après l'incendie;* Surugue (ou Surrugues, l'abbé), *Lettres sur la prise de Moscou* ; le même, 1812, *les Français à Moscou* ; *Archives russes*, 1863, t. I, p. 1873, t. III ; 1875, t. II, 1079, t. III ; 1881, t. I ; 1892, t. II. — En 1900, la critique historique a fait, en Allemagne, un accueil très flatteur à la thèse de M. Gantscho Tzenoff (*Wer hat Moskau in Brand gesteckt im J.* 1812, Berlin, 1900), d'après laquelle l'auteur de l'incendie aurait été Napoléon, qui se serait flatté d'imposer la paix à son adversaire par ce moyen d'intimidation. Cette thèse a été combattue, au même pays, par M. Hans Schmidt (*Die Urheber des Brandes in Moskau, Greifswald*, 1904), qui à une étude très approfondie du sujet a joint une énumération détaillée de la littérature s'y rapportant.

(2) Du Casse, *Mémoires pour l'histoire de la campagne de 1812*, p. 215. — Si sévère dans ses appréciations au sujet de la conduite de Napoléon au cours de cette campagne, le colonel de Baudus (*Études sur Napoléon*, t. II, p. 131 et suiv.), admet lui-même que l'influence de l'incendie sur le sort de la grande armée a été « très faible, si ce n'est même pas tout à fait nulle ».

dance et les *grognards* de 1812 avaient le tempérament des *poilus* de 1914 ; ils *ne s'en faisaient* pas davantage (1).

VI

Au bout de quelques jours, le fléau destructeur fut d'autre part conjuré, avec l'aide d'une municipalité comme Napoléon en établissait dans toutes les villes russes qu'il occupait à demeure (2). Sous la présidence nominale de Mortier et effective de l'ancien consul français à Saint-Pétersbourg, de Lesseps, celle de Moscou recruta quelques-uns des notables qui n'avaient pas quitté la ville. Ils furent l'objet d'une vive réprobation dans une partie du public russe et encoururent même des poursuites judiciaires, que termina cependant un arrêt du Sénat acquittant l'un des inculpés, un médecin d'origine allemande, Jean Kulmann, et reconnaissant que, comme celle de ses collègues, son action avait été bienfaisante (3).

Assez rapidement dans ce qui restait de la grande cité, la vie normale reprenait son cours, Napoléon se piquant même d'y mettre de l'animation et de l'agrément. Avec les débris de la troupe française, il organisait des spectacles au théâtre Posdniakov ; il donnait des concerts au palais Petrovski, pendant le séjour que l'incendie l'obligeait à y faire en le chassant du Kreml ; il annonçait l'arrivée prochaine d'acteurs de Paris et de Milan, qui recevaient en effet l'ordre de se mettre en route (4). A la maison des Enfants trouvés, l'un des établissements non évacués par Rastoptchine, il s'entendait, d'autre part, avec le directeur,

(1) Bourgogne, *Mémoires*, p. 17.

(2) Pour celle de Smolensk, v. *Ancienne Russie*, 1901, CVI, p. 139 et suiv.

(3) Klotchkov, dans *Messager historique*, 1912, t. VIII, p. 582 et suiv. ; d'après des documents empruntés aux archives du Sénat ; Mlle Volkov, *Echos de l'année 1812*, p. 37, 101 ; Chichkov, *Mémoires*, t. I, p. 161 et suiv. ; cf. *Archives russes*, 1868, p. 881.

(4) Eugène Beauharnais à sa femme, Moscou, 1er octobre 1812, Pulitzer, *le Roman du prince Eugène*, p. 147 ; Tastevin, *Histoire de la colonie française à Moscou*, p. 11 et suiv.

Ivan Toutolmine, pour que, classes et exercices manuels, le régime régulier y fût poursuivi (1).

En Russie et même au dehors, la légende des actes de violence et de barbarie auxquels les occupants de la ville se seraient livrés n'en a pas moins été très largement accréditée. Églises profanées et souillées, religieuses traînées sur les autels pour y être violées, l'impératrice Élisabeth s'est elle-même employée à propager en ce point, à la charge des conquérants, les imputations les plus flétrissantes (2). C'est la rançon de toutes les conquêtes. D'un rapport officiel, présenté au Saint-Synode par le témoin le plus autorisé dans l'espèce, l'archevêque de Moscou, Augustin (3), il ressort cependant que, tout au moins dans l'enceinte du Kreml comprenant un grand nombre d'édifices sacrés, aucun d'eux n'a subi aucun outrage, et la valeur probante des témoignages contraires est pour le moins affaiblie par des traits qui ne relèvent pas de la critique historique et où d'ailleurs les accusateurs se contredisent. Tel d'entre eux (4) veut que les Français aient porté une main sacrilège sur la riche châsse de saint Iona où le corps du bienheureux est cependant resté intact et, conformément au canon orthodoxe, ne montrant aucune trace de décomposition, « comme à l'heure de la mort ». Mais au rapport d'un autre, la main gauche du saint, qui à l'arrivée des Français était repliée sur sa poitrine et *fermée*, a été retrouvée, après leur départ, *ouverte* et dressée dans un geste menaçant, à raison de quoi ils n'ont pas touché au reliquaire (5).

L'archevêque Augustin fait mention de quelques monastères pillés ou brûlés, mais il ne fournit aucune précision. On n'en rencontre que dans le journal du second des témoins précités, Pierre Pobiédonostsov, professeur à l'université de Moscou, qui a visité, après le départ des Français, un couvent de femmes où 3000 d'entre eux avaient logé. Or, il a eu la surprise de n'y apercevoir aucune trace de leur séjour, l'aumônier de l'établissement disant que le

(1) Grand-duc Nicolas, *Portraits russes*, t. IV, p. 138.
(2) Le même, *Elisabeth*, t. II, p. 558.
(3) Doubrovine, *la Guerre patriotique*, p. 333 et suiv.
(4) Prince Chakhovskoy, dans *Ancienne Russie*, 1889, LXIV, p. 31 et suiv.
(5) P. Pobiédonostsov, extraits de journal dans *Archives russes*, février 1895, p. 213 et suiv.

général français en commandement à ce quartier avait imposé à ses hommes une discipline parfaite et le respect absolu des religieuses, ainsi que des locaux par elles occupés. Des excès individuels se sont assurément produits, et, sous le prétexte de soustraire aux flammes ce qu'elles étaient sur le point de dévorer, l'incendie a provoqué des faits de pillage, qui un moment ont pris un caractère général. Ils ont été cependant promptement et énergiquement réprimés (1), et jamais ils n'ont affecté cette forme de brigandage systématique et méthodique, autorisé et organisé, qu'il était réservé à notre époque de voir introduite dans les mœurs militaires d'une nation civilisée. « Ce sont les prisonniers relâchés par Rastoptchine et non les Français qui brûlent et pillent nos maisons », écrivait, fin septembre, un autre témoin, digne de foi dans l'espèce, car propriétaire à Moscou d'une belle résidence (2).

VII

L'esprit de son thème stratégique voulait que Napoléon usât de tout son pouvoir pour donner à son installation dans la cité conquise une apparence de solidité et de bonne tenue. En parlant plus tard du « vaisseau emprisonné dans les glaces, qui, le printemps venu, aurait repris sa course victorieuse (3) », il s'est souvenu de l'optimisme de commande qu'en ces jours d'épreuve, il avait imposé à ses lieutenants. « Nous nous habillons et nous mettons bien en état avec tout ce que nous avons sauvé des flammes, écrivait Davout le 30 septembre. Nous serons bientôt aussi beaux que nous étions à Hambourg. » Et le 4 octobre : « Les dangers sont passés... Nous nous sommes reparés, reposés,

(1) Maréchal Davout, *Correspondance*, édit. de Mazade, t. III, p. 394 et suiv.

(2) Pierre Lounine, frère du décembriste connu, dans *Ancienne Russie*, 1873, t. VIII, p. 992 et suiv.; cf. Bestoujév-Rioumine, rapport sur les événements qui se sont produits à Moscou; A. Kochélév, *Mémoires*, p. 5; Kallach, *l'Année 1812*, p. 71; Glinka, *Mémoires*, p. 32; Koltchougine, *Souvenirs*, dans *Archives russes*, 1879, t. III, p. 49. (L'auteur a été membre de la municipalité improvisée par Napoléon.)

(3) Las Cases, *Mémorial*, t. II, p. 143.

depuis que nous sommes ici au delà de ce qu'on pourrait croire... » Enfin, cinq jours plus tard, au moment même où l'heure fatale de la retraite allait sonner : « Nous avons un temps superbe ; il ne saurait être plus beau en France en cette saison. En général, on exagère beaucoup la rigidité de ce climat. Nous nous sommes précautionnés et tous les soldats seront mis en mesure de supporter des froids de 30 degrés. Tous sont devenus tailleurs, cordonniers, boulangers, meuniers, etc. Aussi, lorsque ce qui reste de l'armée russe éprouve une grande pénurie dans son propre pays, nous sommes dans l'abondance (1). »

C'étaient les « communiqués » de l'époque. Les apparences justifiaient cependant leur optimisme. En un sens, l'incendie de Moscou était bien un désastre pour Napoléon, ce qui suffirait encore à la preuve qu'il n'en a pas été l'auteur. La catastrophe diminuait, en effet, considérablement aux mains du conquérant la valeur du gage conquis, donc aussi ses moyens de pression soit sur le tsar ou sur ceux de ses sujets dont les palais somptueux venaient de disparaître. L'événement a ainsi exercé sur le développement et l'issue de la lutte une influence qui ne saurait être niée. En lui-même il ne portait pourtant aucun effet décisif. La décision a été déterminée par d'autres causes qui, sur le moment, ont échappé à la sagacité des observateurs et demeurent encore obscures.

« Si, a écrit J. de Maistre, une intelligence supérieure avait dit à l'empereur de Russie : « Voulez-vous perdre douze provinces, « sept millions de sujets, quatre-vingts millions de roubles de « revenu et votre capitale qui sera brûlée : à ce prix je vous « donnerai Bonaparte et son armée? », il aurait dit et il aurait dû dire : « Ma foi, c'est trop cher ! » Et la Providence a fait le marché pour lui (2). »

La Providence, ou la logique immanente des faits. Jusque dans sa correspondance confidentielle, Napoléon se flattait d'avoir obtenu à Moscou une base d'opération, assurée contre la menace du froid ou de la faim (3). Il ne se trompait pas, ni ne cherchait à tromper. Contre le froid et la faim il s'était mis en garde et ni

(1) Marquise de Blocqueville, *Davout*, t. III, p. 177 et suiv.
(2) 8 novembre 1812, *Correspondance diplomatique*, t. I, p. 227.
(3) Ernouf, *Maret*, p. 429.

l'un ni l'autre ne devaient, quoi qu'on en ait dit depuis, avoir raison de sa puissance. Il n'avait pas fait état d'autres forces élémentaires, au piège desquelles tous les envahisseurs de la Russie ont été pris. Le 23 septembre, il était rejoint par un officier de sa garde, J. de Merville, chargé de conduire à Moscou un convoi important. Deux compagnies d'un bataillon de marche avaient été successivement détachées pour en fournir l'escorte. A l'arrivée, il n'en restait que quelques canonniers, presque tous malades. Traînards, déserteurs ou fourrageurs trop téméraires, les autres avaient disparu (1).

Le phénomène se manifestait ainsi, dont, après celles de Charles XII et de Napoléon, une armée polonaise a récemment fait l'expérience sur le chemin de Kiév. En son immensité inorganique et amorphe, la Russie ressemble à ces grèves de sable mouvant qui absorbent et engloutissent dans leurs profondeurs meurtrières les touristes imprudents. A Moscou, Napoléon était à l'abri de toute menace ; mais il n'a pu y rester : il risquait de s'y trouver sans troupes. Jusqu'à la fin de cette campagne son armée n'a encouru aucune défaite sérieuse ; quand elle a quitté Moscou il faisait beau et chaud, et les froids qu'elle a ensuite éprouvés n'étaient pas plus rigoureux que ceux qu'elle avait plus longuement endurés pendant « la première campagne de Pologne ». Cependant, à la Bérésina, elle s'est trouvée réduite à des débris, et, au delà, elle a cessé d'exister. « Il n'y a pas d'imbéciles assez imbéciles pour attribuer les désastres inouïs de Napoléon à l'imbécile Koutousov et à son faible souverain », allait écrire Schwarzenberg deux années plus tard (2). Le généralissime russe n'était pas un grand homme de guerre. Il a eu cependant le mérite de ne pas contrarier le jeu de ces forces naturelles qu'il voyait à l'ouvrage et d'en attendre l'effet, en épargnant ses soldats. Ceux-ci n'ont donc eu qu'une part relativement faible dans le résultat obtenu ; en ne se démentant pas aux jours des pires épreuves, leur vaillance, leur endurance et leur esprit de combativité y ont néanmoins concouru. Leur souverain, enfin, a justifié le calcul que Napoléon établissait sur sa

(1) Rapport de Merville, Chuquet, *la Guerre de Russie*, t. I, p. 80.

(2) X..., *Correspondance inédite de l'empereur Alexandre Ier, pendant l'année 1812*, Préface, p. xxii et xxxiii.

faiblesse ; mais les influences auxquelles il a cédé se sont exercées en sens contraire aux prévisions de son adversaire. Il *n'a pas pu* suivre son penchant et le destin s'est accompli.

VIII

Tronquant le bulletin de la journée de Borodino dans le texte qu'il en faisait publier à Saint-Pétersbourg et en envoyant une autre variante falsifiée à Stockholm (1), Alexandre a montré qu'il ne se méprenait qu'à moitié sur l'issue de cette rencontre. Très curieusement, il semble cependant avoir été lui-même suggestionné par l'impression qu'il cherchait à produire. Il se laissait déjà emporter par les événements. Dès le lendemain, en effet, il adressait au généralissime un plan complet d'opérations, conçu sur la donnée d'un avantage décisif qui aurait été obtenu sur l'ennemi et ayant pour objet de lui couper la retraite, en le supposant déjà contraint à ce parti. Porteur de ce document, « le postillon », Tchernichov, ne rejoignit Koutousov qu'après l'abandon de Moscou et il trouva le généralissime préoccupé d'échapper à l'adversaire qu'on lui enjoignait de poursuivre. Cependant, portant la signature du maître, le plan devait être exécuté et *il l'a été* (2) pour autant que les réalités stratégiques, dont pour le moment il renversait le sens, n'y ont pas fait obstacle. De fausses mesures en ont nécessairement résulté et ont servi Napoléon. C'était la part d'Alexandre. Mais le conquérant de Moscou ne pouvait plus être sauvé. C'était la part de la Providence, selon l'idée de J. de Maistre.

Reçue le 9 septembre, avec un nouveau bulletin de Koutousov qui cette fois ne dissimulait plus le désastre encouru (3), tout en exprimant l'espoir qu'il réussirait à le réparer, la nouvelle de la prise de Moscou produisait bien sur le tsar l'effet que Napoléon en attendait. C'est du moins ce que semblent indiquer les ques-

(1) X..., *Correspondance inédite de l'empereur Alexandre Ier, pendant l'année 1812*, p. 29.

(2) Toll, *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 148-149, 180, 181.

(3) Schilder, *Alexandre Ier*, t. III, p. 112.

tions anxieuses posées par le souverain au porteur du message, le colonel piémontais Michaud de Beauretour (1) : « Le moral du soldat n'est-il pas atteint? N'avez-vous pas aperçu des découragements? » On le devine quêtant des excuses pour la défaillance où il incline lui-même. Rastoptchine lui en avait déjà donné. Ses rapports représentaient la situation comme tout à fait désespérée : le généralissime en état d'imbécillité complète, l'armée en voie de dissolution. Le gouverneur de Moscou interprétait les événements au gré de ses ambitions personnelles, ou de ses rancunes. En fait, déconcertés d'abord par la chute de la « ville sainte » et démoralisés en effet, les vaincus se ressaisissaient. S'ils n'avaient plus la même confiance dans leur chef, ils cessaient de croire que leur défaite ou la capture elle-même de Moscou consacrassent le triomphe définitif du vainqueur (2). Et d'autre part, comme il s'était flatté à tort de se rendre dociles les propriétaires des beaux palais moscovites, en leur en faisant redouter la destruction, ou tout au moins le pillage, Napoléon n'avait rien à attendre d'un effet de démoralisation produit par l'accomplissement de cette menace. Une expérience récente nous a fait voir de quel stoïcisme, au regard de pertes plus cruelles, les hommes sont capables au pays du *nitchevo*, sans même qu'un motif de patriotisme les inspire. Et donc aux insinuations transparentes du tsar, Michaud répondait par un nouveau *pronunciamento* : ses camarades n'avaient qu'une crainte, « effroyable, épouvantable, » qui était que « par bonté de cœur, le souverain ne se laissât engager à faire la paix ».

Michaud après Wilson, comme en mars 1801 Bennigsen et Pahlen : pour interpréter devant le tsar la volonté des Russes, il fallait des étrangers, seuls capables d'autant d'audace, et, comme l'écrivait l'impératrice Élisabeth, contre cette volonté, l'empereur *ne pouvait* suivre son inclination en signant « l'arrêt de mort de la Russie (3) ». En effet, Alexandre congédiait Michaud avec ces mots :

(1) V. sur lui : LANGERON, « Fragments de mémoires », dans *Feuilles d'histoire*, t. IV, p. 450.

(2) Paul Stroganov à sa femme, camp de Krasnaïa Pakhra, 25 septembre 1812, grand-duc NICOLAS, *P. Stroganov*, t. III, p. 148.

(3) A sa mère, 9 septembre 1812, grand-duc NICOLAS, *Elisabeth*, t. II, p. 543. Les mots en italiques sont soulignés dans l'original.

« Retournez à l'armée et dites à nos braves... que je me laisserai croître la barbe jusqu'à la ceinture et j'irai manger des pommes de terre avec le dernier de mes paysans, plutôt que de consentir à la honte de ma patrie (1). »

Quelques jours plus tard, il laissait sans réponse une lettre de Napoléon datée du 19 septembre, ouverture de paix déguisée sous un appel sentimental au passé, qu'apportait un des Russes de distinction n'ayant pas quitté Moscou, Ivan Iakovlev, frère du ministre de Russie à Cassel et père de Herzen (2).

Les historiens allemands ont fait honneur de cette résolution à l'influence de Stein. D'Orenbourg, où il se trouvait réfugié à ce moment, cet homme d'État n'a pu intervenir au débat et il n'a pris de l'importance dans les conseils du tsar que quelques mois plus tard, sur le terrain des affaires allemandes d'abord, puis des intérêts financiers, où ses vues devaient prévaloir contre celles du Genevois d'Ivernois (3). En décidant de poursuivre la guerre, Alexandre ne suivait d'ailleurs pas des avis : entre deux intimidations, il cédait à l'épée de Damoclès, en s'en « lavant les mains », comme pour la nomination de Koutousov. Personnellement, toujours souffrant, physiquement et moralement invalide, il s'abandonnait. Dévoré de fièvre et d'angoisse, il s'isolait à Kamionnyï-Ostrov, où il ne voyait guère qu'Araktchéiév pour l'expédition des affaires courantes et le prince Galitzine, en compagnie duquel il s'initiait aux idées et aux pratiques du mysticisme. Il empruntait une bible à l'impératrice Élisabeth, et, à la manière des *Illuminés*, il interrogeait les textes sacrés, leur demandant des oracles en rapport avec sa situation.

Personnellement aussi, il se sentait vaincu et se voyait déchu. Le 27 septembre, jour anniversaire de son couronnement, comme il se disposait à se rendre à Notre-Dame de Kasan pour la cérémonie d'usage, il fut engagé à ne pas faire le trajet à cheval, comme il en avait l'habitude, des manifestations hostiles pouvant se produire sur son passage. Il en fut quitte, d'ailleurs, pour recevoir de la foule, très ostensiblement hostile mais passive, « la leçon muette des rois ». « En montant l'escalier de l'église. nous

(1) Schilder, *Alexandre Ier*, t. III, p. 509-510.
(2) Napoléon, *Correspondance*, XXIV, n° 19, p. 213.
(3) Selley, *Stein*, t. III, p. 550-551.

entendions nos pas », rapporte la comtesse Edling, qui faisait partie du cortège (1).

On devine l'impression produite sur le souverain, qui gardait le souvenir des acclamations, dont chacune de ses sorties avait été autrefois accompagnée. Et les nouvelles arrivant du front n'étaient pas pour le réconforter.

IX

Depuis l'abandon de Moscou, Koutousov manœuvrait, sinon aussi savamment que ses apologistes se sont plu à l'imaginer après coup, et même de façon assez hésitante, du moins non sans quelque adresse, autant que le lui permettait le plan envoyé de Saint-Pétersbourg. Au premier moment, en prononçant un mouvement en direction de Vladimir, après avoir parlé de battre en retraite sur Riazan ou Kalouga, il n'avait eu d'autre dessein que d'échapper à une nouvelle rencontre, qu'il jugeait ne pouvoir se terminer que par l'anéantissement complet de son armée. A la crainte exprimée par un de ses lieutenants qu'elle ne fût tournée, il répondait : « Eh ! ne voyez-vous pas que c'est fait ! » (2). Il fuyait, cherchant à dérober sa piste, à quoi il réussissait si bien que, jusqu'au 26 septembre, Napoléon le perdait entièrement de vue, hors d'état d'ailleurs de le chercher, eût-il su où le prendre. A ce moment, rassuré par l'inertie du vainqueur, le généralissime rebroussait chemin à pas comptés, se rapprochant de Moscou par Podolsk, en une suite de marches et de contremarches qui, taxées depuis de chefs-d'œuvre stratégiques, n'ont de toute évidence répondu qu'à des alternatives de confiance renaissante et de récurrente alarme. En dernier lieu, Koutousov se fixait à Taroutino, dans une position couverte par la Nara, un affluent de l'Oka, et lui donnant le moyen de surveiller, sinon de barrer les trois routes par lesquelles il pouvait prévoir que Napoléon reprendrait l'offensive, en visant, à Kalouga et Toula, des fa-

(1) *Mémoires*, p. 79.

(2) D. P. Boutourline, dans *Ancienne Russie*, 1894, LXXXII, p. 214-215.

briques et dépôts d'armes de grande importance, au cœur d'une région fertile : la route du milieu par Krasnaïa Pakhra, où le généralissime prenait pied, et celles de droite et de gauche, par Borovsk et Podolsk.

Le choix était judicieux ; mais, de Podolsk, cette manœuvre ramenait l'armée en arrière d'une cinquantaine de kilomètres. L'amour-propre national devait encore attribuer, après coup, à cette nouvelle reculade un sens flatteur, par une glose qui a fait école.

« Dites que nous exécutons une marche de flanc ! » allaient crier à l'historiographe de la campagne les vaincus de Lutzen, en détalant ventre à terre.

Mais, sur le moment, les compagnons d'armes de Koutousov, devenus méfiants et raisonneurs, eurent bien le sentiment de tourner une fois de plus le dos à l'ennemi, en s'en trouvant humiliés et irrités. Les soldats murmuraient, et, d'accord avec Bennigsen et Barclay de Tolly, sir Robert Wilson envoyait au tsar courrier sur courrier, en traduisant d'alarmantes impressions (1). Après une courte apparition au quartier général, Rastoptchine en emportait, de son côté, de plus décourageantes encore, et, sûr de ne pas déplaire au souverain en les exprimant, il se déchaînait : « Les grands généraux sont furieux, lui écrivait-il, et les officiers disent hautement qu'il est honteux de porter l'uniforme. Les soldats ne font plus une armée : c'est une horde de brigands, et ils pillent sous les yeux de leurs chefs... Le prince Koutousov n'existe plus... Le soldat le méprise et le hait... Je tiens à l'opinion que Bonaparte lui échappera au moment où il s'y attendra le moins. Il se portera sur Tver où il y a des magasins et jettera l'alarme à Saint-Pétersbourg. En tirant sur Poriétchié, il se trouvera en Russie Blanche, sans rencontrer aucun obstacle. Il pourra y rester en quartiers d'hiver, retourner à Paris, maître de Smolensk et destructeur de Moscou et préparera une autre campagne pour l'année prochaine. Le désordre de notre armée dépasse toute croyance. Elle est encombrée de bagages, et il y a des soldats qui ont un paysan et une charrette pour porter le butin qu'ils font

(1) Wilson, *A narrative*, p. 119 ; N. M. Longuinov à S. R. Vorontsov, 11 mars 1813, *Archives russes*, 1912, t. II, p. 50.

dans leur patrie même ! On ne sait où sont les généraux... C'est Kaïssarov et Koudachev qui font tout et sont les arbitres de votre destinée et de celle de l'empire... Koutousov est une vieille commère, qui a perdu la tête... Les troupes depuis trois jours n'ont rien à manger... Depuis quatre jours, Kaïssarov signe à la place du prince, en contrefaisant son écriture... Le prince mange et dort toute la journée... L'armée diminue chaque jour ; tout est frappé de terreur et de désespoir... »

L'auteur de cette diatribe ajoutait qu'un soulèvement était à craindre, l'opinion se propageant que Koutousov agissait d'après les ordres du tsar en livrant le pays à Bonaparte, pour y établir la liberté. : « Pas plus tard qu'hier, mandait-il encore, dans la terre de Mamonov,... deux paysans ont prêché la révolte, en disant qu'ils n'étaient plus au comte Mamonov ni à vous... » « Tout est prêt pour une révolte, confirmait-il dans une lettre adressée à sa femme, et je désespère du salut de notre malheureuse patrie. » Il dénonçait le généralissime comme occupé principalement de débaucher « une petite fille habillée en cosaque », dont il ne se séparait pas, abandonnant toutes les fonctions de son commandement aux deux « polissons » Kaïssarov et Koudachev, ses aides de camp. A raison de quoi, le gouverneur de Moscou réclamait d'urgence la destitution de ce « vieil imbécile et courtisan », sous peine de « malheurs incalculables (1) ».

Il se croyait certainement désigné pour remplacer le chef ainsi qualifié et cédait à l'emportement qui lui était habituel de l'imagination et de la passion. Il n'inventait pourtant pas entièrement les faits de désordre qu'il signalait. L'armée russe campée à Taroutino se trouvait bien dans un état voisin de la décomposition, et de plus clairvoyants n'eussent pas prévu que la victoire la plus complète lui fût promise, bien que ce résultat se laisse aisément expliquer.

Les adversaires en présence souffraient du même mal, qui avait en partie la même cause, à savoir l'impossibilité d'astreindre à une discipline rigoureuse des soldats à l'initiative individuelle

(1) Rapports au tsar, 20 et 25 septembre, 3 octobre et 6 novembre 1812, *Archives russes*, 1892, t. II, p. 531 et suiv. ; *Ancienne Russie*, 1902, CIX, p. 478 ; à la comtesse Rastoptchine, 21 septembre 1812, Mme Narychkine, *1812*, p. 184.

desquels on devait faire appel pour leur subsistance. Se nourrissant le plus souvent comme ils pouvaient, il était inévitable qu'on les vît parfois faire ce qu'ils voulaient, et un effort de désorganisation progressive en devenait la conséquence. Mais des forces nouvelles d'ordre élémentaire s'en dégageaient, destinées à se heurter dans une lutte de caractère également nouveau, où l'habileté du commandement ne devait plus jouer qu'un rôle très secondaire et où l'avantage était assuré à l'élément physiquement et moralement le mieux adapté à cette forme de combat.

X

Rastoptchine mentionnait lui-même l'affluence continue au camp russe de troupes n'appartenant pas à l'armée régulière. Milices ou régiments de cosaques, la valeur tactique de ces formations était médiocre, leur éducation militaire généralement nulle et leur armement insuffisant, ou même inexistant. Anciens compagnons d'armes de Souvorov en Italie ou de Repnine en Pologne, on trouvait pourtant dans le nombre quelques hommes ayant l'expérience de la guerre. Ils fournissaient des cadres, et, l'armée régulière tendant à se débander, ils en détachaient et s'agrégeaient par voie d'attraction sympathique les éléments les plus turbulents, comme aussi les plus énergiques, en des corps plus ou moins autonomes, qui, peu propres aux manœuvres savantes, étaient d'excellente ressource pour des coups de main aventureux et hardis. Moitié par indolence et moitié par finesse, Koutousov laissait faire, et, à la mi-octobre, de plus en plus rassuré par l'inaction de Napoléon et très lucide, quoi qu'en pensât Rastoptchine, il écrivait à sa fille : « Je suis toujours vis-à-vis de Bonaparte ; nous sommes à nous regarder et à nous tâter, sans qu'aucun ait envie de venir à une affaire difficile. Cependant, je lui fais la petite guerre avec beaucoup d'avantage, et il n'y a pas de jour que nous ne fassions 300 prisonniers (1). »

Il se trouvait en réalité vis-à-vis du roi de Naples seul, qui, en

(1) 14 octobre 1812, *Archives Russie*, 1874, t. X, p. 337 et suiv.

poste d'observation avec à peine 20 000 hommes sur l'autre rive de la Nara, ne pouvait songer à une offensive. Mais Koutousov n'y répugnait pas moins. Depuis son arrivée à Taroutino, tout en prenant ses aises, lentement à sa manière mais fort adroitement, il avait agi. Il s'était défait de Barclay de Tolly, qui le frondait trop ouvertement ; il avait fait passer sous les ordres de Tchitchagov le corps de Tormassov, et, appelant auprès de lui ce dernier général, homme à poigne, réunissant sous son commandement les débris de la 1re et de la 2e armée, faisant choix du brave et populaire Konovnitsyne comme « général du jour » et confiant enfin un corps d'avant-garde à l'impétueuse vaillance de Miloradovitch, il avait réussi à sauver de la débâcle et à maintenir dans un état de cohésion relative un noyau de troupes, qu'il ne songeait cependant pas pour le moment à engager, même contre le faible corps de Murat. La « petite guerre » lui suffisait, la guerre de partisans, à qui seule, du côté russe, un rôle actif était destiné dans le reste de cette campagne.

« Représentez-vous deux hommes qui ont engagé un duel à l'épée selon toutes les règles de l'escrime. Pendant un espace de temps assez long, les épées se touchent, s'entre-croisent, lorsque tout à coup l'un des adversaires se sentant blessé et ayant compris qu'il ne s'agit pas de badiner, jette loin de lui son épée et, s'armant du premier bâton qui lui tombe sous la main, se met à distribuer des coups de droite et de gauche » : avec une pointe de cynisme, mais très exactement encore, l'auteur de *Guerre et Paix* a caractérisé dans ces termes (1) l'évolution qui, en octobre 1812, a fait passer la lutte entre Français et Russes du régime de la civilisation, pour autant que les conflits armés s'y laissent adapter, à l'ordre naturel, en un phénomène de régression, dont d'autres guerres ont, depuis, donné l'exemple et qui a eu toujours pour conséquence inévitable des faits de barbarie dont les consciences délicates ont été révoltées, sans que leur protestation influât, cependant, sur le cours des événements.

En Russie, alors et depuis, de quelques excès monstrueux qu'ils aient souvent souillé leurs exploits, les « partisans » de 1812 n'ont pas cessé d'être glorifiés sans réserve, et l'on doit convenir

(1) Tolstoy, *Napoléon et la campagne de Russie*, p. 163 et suiv.

que « la guerre patriotique » a trouvé en eux des représentants qui répondent le mieux à ce qualificatif, encore que, entre les mots d'ordre lancés de Saint-Pétersbourg et les impulsions d'origine anglaise, la part d'initiative ait été, chez ces combattants même, assez réduite. Les bandes de paysans opérant dans la région de Moscou sous le serf Guérassime Kourine ou sous la *starostikha* Vassilissa, femme d'un bailli de village (1), montraient le plus de spontanéité. Elles étaient, cependant, formées et équipées, en service commandé toujours, par les propriétaires, d'accord avec les autorités administratives et militaires du lieu, en dehors desquelles le régime n'admettait aucune action collective, en tolérant tout au plus, quand elles étaient dans ses convenances, les interventions individuelles.

Les plus renommés parmi les chefs des partisans ont appartenu à l'armée et au corps des officiers. Davydov était colonel et aide de camp de Bagration, Dorokhov général, Fügner capitaine d'artillerie. Des princes, un Koudachov, un Vadbolski, un Volkonski, figuraient dans le nombre, ainsi que des Allemands de haut rang, un Benckendorff, un Wintzingerode. Tous, sans excepter le fin lettré Davydov, prosateur et poète apprécié, ont rivalisé de férocité autant que de bravoure. Fügner passa pour s'être diverti à abattre les prisonniers qu'il faisait à coups de pistolet, *tirés dans le dos!* Et tous n'en ont pas moins pris figure de héros, non seulement dans leur pays, mais au dehors. Avec un sabre d'honneur, hommage de la ville de Londres, le cosaque Platov a même été jugé digne, à Oxford, d'un diplôme de docteur, *honoris causa!* Sur le fond, hélas ! inaliénable, de sauvagerie que nous portons en nous, la culture la plus raffinée n'est qu'un vêtement fragile, qu'en un appel aux instincts primaires, toute œuvre de violence tend à déchirer inévitablement. Chez les peuples le moins évolués, l'effet en devient plus monstrueux ; mais la diathèse est contagieuse, ainsi que des événements récents l'ont montré (2). Et toutes les parties du corps social, sont sujettes à la contracter, comme en a témoigné encore la part prise par le

(1) *Ancienne Russie*, 1889, LXIV, p. 59 ; cf. Berthézène, *Souvenirs*, t. II, p. 76.

(2) Denis Davydov, *Œuvres*, p. 448 et suiv. ; prince N. Galitzine, « Souvenirs », *Archives russes*, 1884, t. II, p. 345 ; cf. même recueil, 1881, t. III,

sexe faible à cette lutte où, contre Napoléon, le tsarisme mobilisait toutes les forces disponibles. Dans l'ensemble, le rôle de cet élément y a été glorieux, mais il ne s'est pas borné au tendre ministère d'une Anne Konovnitsyne. La *starostikha* Vassilissa, amazone farouche que Rastoptchine dit avoir vue ceignant un énorme sabre sur une capote enlevée à un soldat français (1), a eu des émules ! Au camp de Taroutino, parmi les officiers d'ordonnance du généralissime, figurait une femme, Anna Dourov, auteur plus tard de Souvenirs publiés en 1836 par Pouchkine et d'un grand nombre de romans fort appréciés (2), une femme au cœur sensible, dont la guerre faisait une amazone.

XI

En Espagne ou dans les montagnes du Tyrol, les armées françaises avaient affronté déjà la guerre des partisans ; mais, en Russie, le danger s'en aggravait infiniment, du fait de l'influence physiquement et moralement déprimante d'un milieu particulièrement inhospitalier à ce double point de vue. On ne saurait supposer qu'en y prolongeant son séjour, le conquérant de Moscou ait méconnu cette menace, ou qu'il ait cédé au souci vaniteux de dater du Kreml des décrets visant la réorganisation de la Comédie-Française. Il n'a pas songé davantage à préparer dans l'antique palais des tsars le couronnement d'un empereur d'Orient, et le fourgon mystérieux, qui, dans le convoi de l'armée d'invasion, aurait porté le décor fastueux de cette cérémonie (3), appartient au domaine de la fiction. Les pourparlers que l'empereur aurait

p. 174 ; 1882, t. I, p. 146 ; *Ancienne Russie*, 1873, t. VII, p. 415-419 ; 1877, t. XX, p. 696-699 ; 1889, LXIV, p. 828 ; *Annales de la Patrie*, 1860, avril ; *Messager historique*, XLV, p. 392 et suiv. ; Lœwenstern, *Mémoires*, édit. franç. (Weil), t. II, p. 103 ; Toll, *Denkwürdigkeiten*, t. IV, p. 842 ; Doubrovine, *la Guerre patriotique*, p. 264-265. — Sur Platov, v. sa biographie par Smirdine.

(1) *Ancienne Russie*, 1889, LXIV, p. 59.

(2) Pouchkine, *Œuvres*, t. VII, p. 408 ; grand-duc Nicolas, *Portraits russes*, t. IV, p. 75.

(3) A. Sudre, *le Secret de 1812*, p. 34, 36.

poursuivis ici avec les partis d'opposition (1) n'ont pu le retenir davantage : il avait eu le temps d'en reconnaître l'inanité. Assez généralement accréditée jusqu'à ces derniers temps, la légende d'une entente qu'il se serait ménagée avec la puissante confrérie du *raskol* n'a paru elle-même avoir d'autre fondement que des rapports de courtoisie entre quelques vieux-croyants et les occupants français de l'un de leurs établissements, très nombreux à Moscou (2).

Dans la donnée qu'en quittant plus tôt la ville, Napoléon aurait échappé au désastre qu'il a encouru, état a été aussi fait de desseins stratégiques, tels qu'une « retraite oblique vers le nord », où il aurait donné toute la mesure de son génie, mais qu'un refus de concours de la part de ses lieutenants l'aurait empêché d'exécuter, en le faisant passer de la perplexité à la prostration et à l'inertie (3). D'après Montholon (4), il aurait en effet rejeté ultérieurement sur ses maréchaux toutes les erreurs de cette campagne et de la campagne suivante. Mais on doit arguer de faux ou ce rapport ou l'allégation qu'il a recueillie. Parmi les erreurs de la campagne de 1812, Napoléon a compté avec raison la remise du commandement en chef à Murat, après la Bérézina, et aucun de ses maréchaux n'y a certainement eu aucune part. Une trace de plans, conçus dans le sens sus-indiqué, vraisemblablement aux premiers jours d'octobre, se laisse découvrir (5) ; mais l'autorité de Thiers ne suffit elle-même pas à faire admettre que l'abandon en ait été dû à l'opposition d'un subordonné, quel qu'il fût. Les jours de Rivoli et de Marengo étaient loin, mais l'heure des ultimes rébellions de Fontainebleau n'avait pas sonné, et le style même de tous les ordres dictés à la même époque par le vainqueur de la Moskova ne permet pas de supposer qu'il les jugeât susceptibles de ne pas être obéis (6). A aucun moment de sa carrière, d'autre part, on ne l'a vu abattu par l'adversité jusqu'au point de chercher refuge dans l'inaction.

(1) C. de Martens, *Denkwürdigkeiten*, p. 168-169.
(2) A. Pankratov, dans *Ancienne Russie*, 1914, CLVII, p. 39 et suiv.
(3) Rochechouart, *Souvenirs*, p. 206 et suiv. ; Thiers, *Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. XIV, p. 446.
(4) *Récits de la captivité de Napoléon*, t. II, p. 54.
(5) Napoléon, *Correspondance*, XXIV, p. 19 237.
(6) *Ibid.*, p. 272 et suiv.

Dans ceux de ces ordres qui se rapportaient aux plans en cause, il en rendait lui-même l'exécution problématique, la faisant dépendre non certes du bon plaisir des organes d'exécution, mais des circonstances, et ce sont elles qui en ont décidé. Elles ont immobilisé à Moscou, pendant six semaines, ce qui restait de la grande armée, en faisant reconnaître à son chef que, direct ou oblique, tout mouvement de retraite consommerait sa perte. Il aurait, en effet, pour conséquence inévitable d'accélérer le procès de décomposition, qui déjà ruinait ce corps en détresse. Sans arrêter la marche du phénomène, le séjour à Moscou la retardait, grâce à la force attractive d'un centre, d'un foyer, d'un symbole. Il maintenait en outre, au bénéfice de l'occupant, l'apparence d'une puissance intacte et victorieuse. Et Napoléon *devait* donc attendre. Quoi? La réalisation, ou l'évanouissement définitif de la seule chance qui lui restât et que les circonstances ne lui permettaient pas de découvrir dans une manœuvre de haute stratégie, si géniale qu'elle fût. Il a attendu que sa présence à Moscou produisît l'effet qu'il s'en était promis, en lui rendant l'Alexandre de 1807.

« Cette dernière lueur d'espoir », comme a dit Ségur, n'a pas disparu, comme il l'a admis, avec la première chute de neige (1). Il n'en est pas tombé à Moscou, jusqu'au départ des Français, et, même à la Bérézina, l'ampleur du désastre encouru n'a pas eu pour cause un abaissement exceptionnel de la température, mais bien *le phénomène contraire :* s'il eût gelé fort, et si, en conséquence, ce cours d'eau avait été pris, au lieu d'être gonflé par l'afflux torrentiel qu'une saison exceptionnellement douce y portait, le passage d'une rive à l'autre n'aurait offert aucune difficulté. L'heure où Napoéon a pris le parti de quitter Moscou s'est trouvée marquée au cadran par un tout autre fait.

XII

Sur les deux rives de la Nara, entre Français et Russes, une « convention tacite de neutralité », comme a dit Déniée (2), se

(1) *Mémoires*, t. II, p. 38 ; cf. Gourgaud, *Napoléon et la grande armée*, p. 304.
(2) *Itinéraire*, p. 101.

trouvait établie, et des relations pacifiques, voire même amicales, se nouaient entre les deux camps, en un échange de démonstrations, qui ont été diversement rapportées (1), mais qui, Miloradovitch y renchérissant sur Murat au jeu des propos et gestes chevaleresques et Koutousov lui-même y conformant son attitude, ont fourni une indication favorable, dont il est naturel que, dans sa situation, Napoléon se soit laissé impressionner. « Un homme qui se noie s'accroche à un rasoir », dit un proverbe polonais. Le 5 octobre, l'ancien ambassadeur à Saint-Pétersbourg, Lauriston, qui avait rejoint son maître par l'Allemagne, se présentait donc aux avant-postes russes, avec la double demande d'un sauf-conduit pour Saint-Pétersbourg, où il serait porteur de propositions finales d'accommodement, et d'un armistice pour la durée des négociations. Koutousov allégua un défaut de pouvoirs, mais se montra empressé à en référer au tsar, en faisant en même temps au messager de Napoléon un accueil qui semblait d'excellent augure. Se rendant auprès du roi de Naples, Bennigsen témoignait, de son côté, de dispositions très conciliantes. On a voulu, depuis, que ce ne fût qu'une ruse de guerre. Présent sur les lieux et en mesure d'être bien informé, sir Robert Wilson en jugeait autrement, à ce point qu'il expédiait aussitôt un courrier à Saint-Pétersbourg, pour y dénoncer le généralissime comme incliné à favoriser la manœuvre de l'ennemi, et déjà les plus jeunes officiers russes parlaient, si les tractations ainsi engagées aboutissaient, de n'en pas tenir compte et de poursuivre la guerre avec l'aide des paysans (2). Au retour, enfin, de Lauriston à Moscou, le sentiment général dans l'entourage de Napoléon fut qu'on allait à la paix. « Il y a beaucoup à espérer que les affaires s'arrangeront », écrivait le prince Eugène à sa femme (3).

Même après la destruction de la grande armée, Koutousov

(1) Iermolov, *Mémoires*, t. I, p. 219 ; A. Boulgakov, « Mémoires », *Archives russes*, 1900, t. II, p. 275 et suiv. ; Lœwenstern, *Denkwürdigkeiten*, t. I, p. 250 (édit. franç. t. I, p. 299) ; Chuquet, *Lettres de 1812*, 1re série, p. 61 ; cf. *Feuilles d'histoire*, t. I, p. 487.

(2) Wilson, *A narrative*, p. 180 ; le même, *Private Diary*, t. I, p. 183 ; Wilson à Alexandre Ier et à lord Cathcart, 5 octobre 1812, Doubrovine, *la Guerre patriotique*, p. 175 et suiv. ; Iermolov, *Mémoires*, p. 214 ; Svistounov, dans *Archives russes*, 1871, p. 337.

(3) 9 octobre 1812, Pulitzer, *le Roman du prince Eugène*, p. 147.

devait demeurer partisan décidé d'une transaction honorable avec Napoléon, dans la conviction que sa ruine profiterait moins à la Russie qu'à ses voisins, et les nouvelles qu'il recevait à ce moment de Saint-Pétersbourg lui faisaient croire que son maître inclinait fort à partager ce sentiment. Renseigné vraisemblablement dans le même sens, Napoléon eut ainsi des raisons fort persuasives pour attendre à Moscou le résultat de cette suprême tentative.

Il semble avoir jugé à propos de l'appuyer par la démonstration militaire qu'il avait toujours en vue, dans un intérêt encore plus diplomatique que stratégique. Le 13 octobre, il fit annoncer à Murat que, dans deux jours, il le rejoindrait. En attendant, de Vinkovo, où il se trouvait en l'air et se gardait mal, faisant trop confiance aux intentions pacifiques de ses adversaires, le roi de Naples était engagé à se replier en direction de Podolsk, sur Voronovo. Il négligea l'avertissement, continua à parader aux avant-postes, comme si la paix ou tout au moins l'armistice était déjà signé, et, dans la nuit du 17 au 18 octobre, il se laissa surprendre. Attaqué brusquement, il put, après un combat très violent, gagner Voronovo, mais non sans avoir essuyé de très fortes pertes. Koutousov venait d'être mieux informé de ce qui se passait à Saint-Pétersbourg. Sir Robert Wilson s'y était rendu une fois de plus l'interprète des volontés qu'exprimait l'armée et Alexandre avait encore pris le parti du moindre risque en adressant un blâme sévère à son généralissime (1). Prévenu, Koutousov parait le coup, en lâchant Miloradovitch et « la dernière lueur d'espoir » s'éteignait pour Napoléon et son armée. Nulle raison de demeurer à Moscou n'existant plus, la retraite s'imposait. Elle ne pouvait manquer de prendre figure de catastrophe ; mais, à Moscou, le conquérant devait prévoir qu'à la longue elle serait pire.

(1) 2 octobre 1812, additions aux *Mémoires* de Iermolov, p. 83.

CHAPITRE VII

LA VICTOIRE

I. La retraite de la grande armée. La direction prise au départ de Moscou. Elle n'est pas déterminée par une manœuvre de Koutousov. Taroutino et Maloraioslaviéts. Napoléon n'est pas détourné du chemin qu'il a choisi, mais doit revenir par où il est venu. Il n'est pas inquiété, aux partisans près. Les idées politiques et stratégiques de Koutousov. — II. Moscou après le départ des Français. Le butin emporté. Fausses légendes. « La croix d'Ivan. » Elle n'a pas quitté Moscou. La catastrophe de la grande armée. Elle n'a pas été causée par le froid. La Bérézina. — III. Le bilan des pertes. Koutousov à Wilno. Le prix de la victoire. L'armée russe décimée. Koutousov blâmé néanmoins de n'avoir pas poursuivi Napoléon. — IV. Retour d'Alexandre au quartier général. Les Polonais ralliés au vainqueur du jour. L'insurrection lituanienne liquidée. Contre l'avis de Koutousov, Alexandre répudie toute représaille et publie un manifeste d'amnistie. — V. Le problème du parti à tirer de la victoire. Conflit d'opinions dans l'entourage du tsar. Russes et Allemands. — VI. Raisons qui engagent Alexandre à poursuivre la guerre. Calcul et idéologie. La doctrine de « l'égoïsme sacré » et la loi de la solidarité. L'intervention de la Prusse. — VII. La convention de Tauroggen. Un héros allemand. Yorck. Fiction et réalité. Le commandant du corps auxiliaire prussien a agi d'après les ordres du roi. Il est désavoué officiellement et loué secrètement. Frédéric-Guillaume assure Napoléon de sa fidélité et offre son alliance à Alexandre. Les signataires de la convention sont tous Allemands. Le monde germanique et les Slaves. — VIII. Les conséquences immédiates de la trahison se tournent contre la Prusse. L'Autriche reste dans l'expectative. La continuation de la guerre décidée à Wilno.

I

D'après une opinion que les mémorialistes et les historiens de cette campagne ont généralement adoptée (1), le désastre de

(1) Labaume, *Relation*, p. 248 ; Ségur, *Histoire de Napoléon et de la grande armée*, p. 107 ; Gourgaud, *Napoléon et la grande armée en Russie*, p. 304 et suiv. ; Thiers, *loc. cit.*, t. XIV, p. 459, 467 et suiv. ; Planat de la Faye, *Souvenirs*, p. 94-95.

la grande armée aurait été, sinon déterminé, du moins aggravé par la direction que Napoléon lui a fait prendre au départ de Moscou et qui lui aurait été imposée par une double fatalité : retard de quarante-huit heures, nécessité par le changement à opérer dans les dispositions précédemment prises en vue de la démonstration projetée sur Kalouga-Toula, et reconnaissance exécutée par l'un des plus habiles partisans russes, Siéslavine (1), qui aurait permis à Koutousov de devancer son adversaire sur la route de Kalouga. Cette version ne résiste pas au témoignage des faits : les ordres de marche donnés avant la surprise de Vinkovo *n'ont pas été modifiés*, en effet, après cet événement ; la mise en mouvement de l'armée française n'a, *de ce chef*, encouru aucun retard, et aucun mouvement de l'armée russe *ne l'a détournée* du chemin que Napoléon lui faisait prendre.

A la date du 13 octobre, l'empereur se proposait, on l'a vu, de quitter Moscou le 15. Le 16, il n'avait pas bougé et il ajournait son départ au 19 ; mais ce retard de plus de quarante-huit heures n'avait aucun rapport avec la retraite, qui ne devait être décidée que trois jours après. Le 16 octobre Napoléon n'y songeait pas. Son intention était de se porter sur Kalouga, et, bousculant l'armée russe si elle lui barrait passage, de faire, tout en négociant, une pointe sur Toula ou Briansk. Si le temps qui restait beau se gâtait, il se rabattrait sur Smolensk, mais en gardant Moscou, où, deux jours plus tard, il prenait encore des mesures indiquant un prolongement d'occupation : le corps de Mortier y était destiné (2). En faisant évanouir tout espoir d'accommodement, l'événement de Vinkovo coupait court à ces projets. Il ne restait qu'à fuir le plus promptement possible par le chemin le plus court. Mais, en cette tragique épreuve, Napoléon a donné précisément la pleine mesure de sa maîtrise en adoptant à une fin nouvelle, *sans modification immédiate*, le dispositif stratégique conçu précédemment en vue d'un tout autre objet.

Que, prenant le chemin de Kalouga, il ait voulu, à ce moment, se frayer passage vers les riches provinces du sud et que Koutousov ait réussi à lui interdire cette route et l'ait obligé à reprendre

(1) V. sur lui : *Portraits d'hommes russes célèbres*, p. 25-26.

(2) NAPOLÉON, *Correspondance*, XXIV, nos 19285, 19286 ; cf. ERNOUF, *Maret*, p. 441-442.

celle par laquelle il était venu et qui ne lui offrait aucune ressource, c'est là une supposition dont Clausewitz a déjà fait justice (1). En cette marche qui n'était plus une manœuvre mais devenait une fuite, les plus fertiles contrées du monde ne pouvaient être aux fuyards d'aucune utilité : ils n'auraient pas eu le temps d'en exploiter les richesses. Et qu'aurait cherché Napoléon sur la route de Kharkov et de Poultava? L'ombre de Charles XII? Il devait revenir par où il était venu, parce que les magasins, les relais, les points de liaison établis sur ce parcours lui permettaient seuls d'avancer rapidement, en assurant tant bien que mal le ravitaillement de ce qui lui restait de son armée.

Si néanmoins en quittant Moscou le 19 octobre, il a, en effet, et quand même, pris par Borovsk et Maloiaroslaviéts la direction de Kalouga, la raison en est aisément intelligible aux moins experts en stratégie. Entre Taroutino et Smolensk, Koutousov avait sur lui une avance de trois jours de marche. Et donc, combiné antérieurement en vue d'un autre dessein, le dispositif que Napoléon *maintenait* a eu pour objet et pour effet de donner le change au généralissime russe sur le but que son adversaire visait réellement, de le détourner du chemin qu'il entendait prendre et de l'y devancer. Napoléon s'en est d'ailleurs expliqué lui-même dans son vingt-sixième bulletin (2) et dans la manœuvre qui en a réalisé les indications ; entre le 23 et le 24 octobre, payant il est vrai chèrement le résultat visé dans les combats de Taroutino et de Maloiaroslaviéts, il rejetait Koutousov vers Kalouga, le trompait entièrement sur ses intentions et trouvait libre, aux partisans près, en le rejoignant par la traverse de Véréia, le chemin direct de Smolensk, où, à son tour, il avait gagné quelques marches. Le grand stratège a fait ce qu'il pouvait pour tirer parti de la situation. Il ne pouvait faire qu'elle ne fût catastrophique.

Toujours lent dans ses conceptions comme dans ses mouvements, Koutousov a mis beaucoup de temps et a eu beaucoup de peine à s'en rendre compte. En voyant le conquérant de Moscou sur

(1) *Œuvres*, t. VII, p. 190.
(2) Napoléon, *Correspondance*, XXIV, n° 19304.

le chemin de Kalouga, il n'a eu d'autre idée que de lui interdire l'approche de Toula et de Briansk. Quand il eut reconnu son erreur, Napoléon était loin et le généralissime ne se souciait d'ailleurs pas de le retenir, ni même d'inquiéter sérieusement sa retraite. On a vu qu'il avait pour cela des ordres, qui maintenant devenaient applicables (1). Mais il tenait mal encore en main son armée. Malgré le succès de Vinkovo, elle restait frondeuse. Sous Maloiaroslaviéts, le baron de Damas, qui y commandait une brigade, a fait cette observation : « Il n'y eut peut-être pas un soldat qui, à sa manière, ne dît une injure au général en chef (2). » Avec le bon sens qui lui tenait lieu de savoir et de génie, Koutousov estimait en outre que les Russes n'avaient aucune raison de se mettre en frais d'effort et de bataille : l'armée française se retirant de leur territoire, ils n'avaient qu'à la laisser faire, et ils n'avaient même pas besoin de poursuivre sa destruction, puisqu'elle se détruisait elle-même, ainsi qu'en témoignait sa retraite, qui n'avait pas d'autre motif. Le plus sage était d'attendre que cette œuvre fût accomplie, et, à y intervenir, on risquait trop. De Slavkovo, le 4 novembre, Napoléon dictait cet ordre du jour : « La volonté de Sa Majesté, est, si l'infanterie ennemie suit l'armée dans son mouvement, de marcher à sa rencontre, de l'attaquer, de la culbuter et de la faire prisonnière (3). » Venant d'un homme qui, en tant de rencontres, avait fait tant de miracles, Koutousov n'était pas sûr que cette bravade fût vaine (4). Le plan de campagne envoyé de Saint-Pétersbourg faisant loi, le généralissime ne s'opposait pas à ce que, avec leurs corps qu'il ne commandait pas directement, Tchitchagov et Wittgenstein s'y conformassent ; mais, à la Bérézina, s'en « lavant les mains à son tour », le généralissime devait refuser son concours à cette expérience, dont le résultat allait répondre à ses prévisions. Toujours aussi il tenait qu'à accabler Napoléon, la Russie n'avait rien à gagner et qu'elle pouvait y perdre.

(1) Toll, *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 177, 255.
(2) Baron de Damas, *Mémoires*, t. I, p. 124.
(3) Napoléon, *Correspondance*, XXIV, n° 19320.
(4) Clausewitz, *Hinterlassene Werke*, t. VII, p. 201 et suiv.

II

En quittant Moscou sans esprit de retour, l'empereur renonçait, comme de raison, à y laisser Mortier. On voudrait effacer de son histoire les ordres qu'il lui donnait et qui, contre l'opinion généralement établie, ne visaient pas seulement la destruction du Kreml, mais aussi celle de tous les établissements publics, à l'exception de la maison des Enfants trouvés (1). On voudrait croire que la négligence seule n'a pas réduit l'effet de cette mesure injustifiable à des dégâts insignifiants (2).

Le grand homme a certainement agi, en cette occasion, *ab irato*, sous l'influence d'un état de nervosité qui s'explique aisément. Il n'avait pas fait à Moscou figure de barbare, et, à quelques actes individuels de déprédation près, il n'a pas voulu que, même en partant, ses soldats y fissent acte de pillage. Le tableau dramatique tracé par Ségur de ses compagnons d'armes jetant en route dans le lac de Semlevo, « mer de glace et de neige », une partie du butin dont ils se trouvaient chargés, « canons, armes anciennes, la parure du Kreml (3) », n'est qu'une œuvre d'imagination. Manquant d'attelages pour sa propre artillerie, il est infiniment peu probable que l'armée française en retraite se soit embarrassée d'objets lourds et sans valeur pratique, tels que des trophées de guerre, et, au 5 novembre, date de son passage à Semlevo, très tardive cette année, la neige n'y avait pas encore fait son apparition (4). Dans la dépouille du Kreml que « la mer de glace et de neige » aurait engloutie, d'autres rapports ont compris une croix en or massif d'un poids énorme, — « la croix d'Ivan », — arrachée du sommet de l'une des tours de l'antique enceinte. Après le départ des Français, une de ces tours s'est trouvée, en effet, décapitée, soit que les occupants de Moscou aient, sur la foi de quelques

(1) De Troïtskoïé, le 20 octobre, *Correspondance*, t. XXIV, p. 17 292.

(2) A. Boulgakov, « Lettres », *Archives russes*, 1866 ; Tastevin, *Histoire de la colonie française à Moscou*, p. 165.

(3) *Histoire de Napoléon et de la grande armée*, t. II, p. 185 et suiv.

(4) Clausewitz, *Œuvres*, t. VII, p. 212 (tableau de marche) ; cf. Napoléon, *Correspondance*, t. XXIV, n° 19313.

vieilles chroniques, pensé y mettre la main sur un objet de métal précieux, ou, plus vraisemblablement, que tel ait été l'effet de l'un des coups de mine opérés en exécution des ordres de Napoléon. Mais la croix était en fer et a été retrouvée au pied de l'édifice, sous un amas de décombres (1).

Les premiers moments de la retraite, que les partisans seuls inquiétaient, ne furent pas pénibles. Marchant parallèlement, Koutousov se tenait à une distance moyenne d'une centaine de verstes (2). A se rapprocher davantage, en forçant la marche, outre un coup de boutoir, il eût risqué la famine, les Français faisant le vide derrière et autour d'eux. Plus mal ravitaillée encore et soignée que celle de Napoléon, l'armée russe restait aussi en moins bonne condition : les soldats se dispersaient constamment en quête de vivres ; les officiers se livraient à la débauche ou se disputaient et querellaient leur chef, en même temps que, faute d'ambulances, les intempéries et les privations avaient raison de l'endurance de leurs hommes, si grande qu'elle fût, et amincissaient les rangs (3). Longtemps en outre, le généralissime russe s'est demandé si cette retraite de l'adversaire qu'il n'avait pas prévue, n'était pas une feinte, cachant un piège et préparant un retour offensif. Dans cette même perplexité, ceux des Moscovites qui avaient quitté la ville devaient attendre un mois entier avant de se hasarder à y rentrer. Le prestige du grand homme opérait encore, et il lui a dû en grande partie de ne pas trouver, entre le 26 et le 28 novembre sur les rives de la Bérézina, sinon plus tôt, la fin de sa destinée.

III

Le compte des pertes encourues de part et d'autre au cours de cette campagne, dont quelques jours plus tard, daté de Molo-

(1) A. Ratchine, *Recueil de documents historiques*, p. 322 ; E. Choumigorski, *Nouveau Temps*, 3-16 août 1911.

(2) Clausewitz, *Œuvres*, t. VII, p. 205 ; Voiénski, *la Guerre patriotique*, p. 31 ; Bernhardi, *Vermischte Schriften*, t. I, p. 194 et suiv. ; Bourgoing, *Souvenirs*, p. 128.

(3) Iermolov, *Mémoires*, t. I, p. 236-239.

detchno le 3 décembre, le vingt-neuvième bulletin annonça la fin à l'Europe stupéfaite, n'a pu être exactement établi. Les évaluations les plus faibles l'ont porté à un total dont la postérité s'est refusée à admettre l'énormité, comme elle a aussi, jusqu'à hier, vécu dans l'illusion qu'il ne serait plus jamais atteint, encore moins dépassé, en aucun autre holocauste de vies humaines, réclamé par les ambitions rivales des peuples, ou de leurs gouvernants. D'après le rapport du ministre de la Police, Balachov (1), 430 707 cadavres humains auraient été enterrés sur les parcours des deux armées entre Moscou et Wilno. Ce chiffre ne se rapporte, cependant, qu'à l'ultime hécatombe des derniers jours de la campagne, comme il ne représente aussi que le travail exécuté par les équipes spéciales d'ensevelissement, aux ordres du gouvernement central (2), indépendamment des soins de même nature pris par les autorités locales ou les particuliers.

Ainsi qu'il a été indiqué plus haut, du côté russe surtout, les armes n'ont pas été le seul instrument de ce carnage, ni le plus meurtrier. A cette époque, sous les drapeaux du tsar, faisait encore autorité le *Manuel du soldat*, où Souvorov avait inscrit ce précepte : « Craignez l'hôpital ! Les médecines allemandes sont inopérantes ou nuisibles (3). » Et aujourd'hui encore la pharmacie allemande demeure, au pays du vainqueur de Novi, en possession d'une sorte de monopole.

Le départ ne se laisse pas établir, même approximativement, entre les pertes françaises et les pertes russes. D'après des états de situation que Marbot dit avoir vus entre les mains du général Gourgaud, avec des annotations de Napoléon, sur 155 400 *Français*, qui auraient franchi le Niémen en juin, 60 000 auraient repassé le fleuve (4). Mais le mémorialiste a mis lui-même ses lecteurs en garde contre les indications provenant de cette source.

Pour les pertes russes, un élément d'évaluation indirect est fourni par les recensements de la population. Ils laissent supposer, de 1812 à 1816, une réduction d'environ 1 million sur son accrois-

(1) G. Goriaïnov, *Documents*, t. II, p. 450.
(2) K. Voiénski, *Documents*, t. I, p. 468, cf. *Archives russes*, 1868, p. 1994.
(3) P. Tikhov, *Revue du ministère de l'Instruction publique*, août 1913, p. 85.
(4) Marbot, *Mémoires*, t. III, p. 232-233.

sement normal (1), résultat auquel la campagne de 1812 a eu sans doute la plus grande part.

Le 10 décembre Koutousov put déjà réoccuper Wilno ; mais, des 97 112 hommes avec lesquels il avait quitté Taroutino sept semaines auparavant, il n'en gardait pas plus de 27 464, avec 200 canons sur 600 (2). Avec le corps de Tchitchagov, celui de Wittgenstein et divers détachements sous Toutchkov, Sacken, Essen, Roth et Paulucci, le généralissime russe ne pouvait pas mettre en ligne plus de 110 000 hommes, fait qui justifiait suffisamment la retenue qu'il avait observée dans la dernière phase de la campagne. Dans l'armée et dans le public, il n'en encourait pas moins une réprobation, à laquelle, dans sa correspondance avec sa sœur, Alexandre s'associait, exprimant le regret qu'il eût été forcé de confier le commandement suprême à un tel chef, et la conviction que le succès quand même obtenu n'était dû qu'à l'excellence du plan de campagne qu'il lui avait imposé, en lui prescrivant de fermer la retraite à Napoléon au moment où celui-ci s'ouvrait les portes de Moscou ! Catherine Pavlovna répondait, en se disant, de son côté, peinée que, dans la personne de Koutousov, « tant d'honneur fût assemblé sur une si indigne tête (3). »

IV

Le rejoignant à Wilno, le 23 décembre, le souverain dut, pourtant, se féliciter de l'accueil que le généralissime y avait trouvé, acclamé comme « le sauveur de la patrie », en un enthousiasme de commande, où se laissait cependant reconnaître une part de sincérité. D'un vainqueur à l'autre, une fois de plus, ainsi que leurs espérances, les Polonais faisaient report de leurs sympathies,

(1) Arsséniév, *Esquisse d'une statistique*, t. I, p. 51.

(2) Rapport du 13 décembre 1812, *Archives de la Guerre à Petrograd*, sect. scient., 2e div., n° 693 ; cf. Osten-Sacken et Rhein, *Milit. Polit. Geschichte des Befreiungskrieges*, t. I, Annexes, XII-XIV ; Reboul, *la Campagne de 1813*, t. II, p. 143 et suiv. ; Lœwenstern, *Mémoires*, édit. franç., t. I, p. 256.

(3) Grand-duc Nicolas, *Correspondance d'Alexandre Ier avec sa sœur*, p. 103, 109.

qui toujours avaient été conditionnelles, et l'armée insurrectionnelle de la province, sous le drapeau français, n'existait plus : surprise en plein travail d'organisation par la catastrophe, elle se débandait, quelques-uns seulement de ses détachements ralliant les débris des corps polonais ou français au delà de la frontière (1).

Sagement, Alexandre évita d'y regarder de trop près. Publiant, dès le lendemain de son arrivée, un manifeste d'amnistie générale (2), il refusait son approbation à des mesures de représaille, qui lui étaient suggérées. Koutousov faisait appel, notamment (3), à la tradition cathérinienne, en proposant de récompenser les plus méritants parmi les officiers de l'armée victorieuse par des donations de terres, confisquées sur les partisans polonais de Napoléon. Il dut se contenter lui-même de la croix de Saint-Georges de 1re classe, ajoutée au titre de prince de Smolensk, qui lui avait été décerné déjà, non sans quelque intention d'ironie, et il eut peine à faire accepter un dîner suivi d'un bal, où des salves d'artillerie, tirées par des canons français avec de la poudre française, accompagnaient les toasts portés au souverain et des drapeaux français étaient déposés à ses pieds.

Pour se rendre à cette invitation, Alexandre faisait doublement effort sur lui-même. « Le prince de Smolensk » lui était odieux, et, refusant une fête que la ville lui voulait offrir, il s'excusait sur l'impression accablante que lui donnait en ce lieu le premier contact pris avec les envers de son triomphe. On y respirait un air empesté. Au couvent des Basiliens converti en hôpital et d'hôpital en charnier, 7 500 cadavres en putréfaction s'entassaient. On en trouvait dans presque toutes les maisons, et, dans un grand nombre d'entre elles, aux fenêtres arrachées, aux crevasses des murs, des tronçons de chair humaine bouchaient les orifices, les morts servant à défendre les vivants contre le froid. Avivée par les angoisses et les humiliations de la veille, auxquelles un retour de fortune si inattendu succédait, la sensibilité du souverain se révoltait devant cette nouvelle épreuve, et il lui plaisait aussi de

(1) Lenski, *Notice historique*, dans Voiénski, *Documents*, t. I, p. 424 et suiv.
(2) *Recueil complet des lois*, XXXII, n° 25 289.
(3) Schilder, *Alexandre Ier*, III. p. 134, 330.

s'en montrer affecté. « Je n'ai pas l'heureuse philosophie de Napoléon », disait-il à Mlle Tyzenhaus (1). De gros soucis lui restaient en outre.

V

Koutousov n'était pas seul à estimer que la Russie se trouvait au terme de sa tâche. Si gallophobe qu'il fût, Chichkov lui-même se prononçait contre la continuation de la guerre. Réduite à moins d'un quart de son effectif et épuisée, l'armée russe ne paraissait pas en état d'entreprendre une nouvelle et lointaine campagne. Dans tel régiment d'infanterie, on ne comptait que 120 hommes à peu près valides, dans tel autre de cavalerie, à peine 70 chevaux (2) ! Au printemps de 1812, Novossiltsov avait déjà jugé téméraires les projets d'offensive en Allemagne que son maître méditait à ce moment, et Czartoryski estimait qu'en les reprenant maintenant, Alexandre risquait de perdre tous les avantages que « les généraux *la Gelée* et *la Famine* lui avaient valus (3). Au point de vue politique, d'autre part, Roumiantsov s'accordait avec Koutousov et Chichkov dans l'opinion qu'après avoir obtenu tout ce qu'elle pouvait désirer pour elle-même et plus qu'elle ne devait raisonnablement attendre, la Russie commettrait une insigne folie, en continuant à combattre pour la satisfaction d'intérêts qui lui étaient étrangers, ou contraires. En particulier, plutôt que de lier partie, une fois de plus, avec la Prusse, alliée si peu sûre, il convenait qu'elle mît les circonstances à profit pour lui arracher définitivement les provinces polonaises (4).

« Chassons l'étranger de notre sol,... mettons-nous sur notre frontière et dormons tranquillement », avait écrit en juillet déjà

(1) Comtesse de Choiseul, *Souvenirs*, p. 141.

(2) Baron de Damas, *Mémoires*, t. I, p. 135 ; Lœwenstern, *Mémoires*, t. I, p. 356 ; cf. Osten-Sacken, *loc. cit.*, Schilder, *loc. cit.*, t. III, p. 130 137.

(3) Novossiltsov à Czartoryski, 19 mai 1812 ; Czartoryski à Novossiltsov, 20 février 1813, *Archives Czartoryski*, n° 544.

(4) Rapport de Koutousov, 19 décembre 1812, Theuenfeld, *Das Jahr 1813*, Annexes, XXXV ; cf. Reboul, *la Campagne de 1813*, t. II, p. 94-95.

Rastoptchine à l'un de ses amis (1). C'était le sentiment de tous les Russes. Et il s'est trouvé un historien allemand même pour les en approuver (2). Mais, à Wilno, dans les conseils du tsar, ses sujets comptaient pour peu. Revenu d'Orenbourg, Stein était là et Arndt et Clausewitz et tous les officiers prussiens, pour qui l'intérêt de leur patrie à libérer et à restaurer se confondait avec le souci d'une carrière et d'une solde à conserver. Ils n'entendaient pas lâcher « leur Alexandre ». Ils ne le tenaient pas pour quitte. Vainqueur de Napoléon, le tsar recueillait de la Providence, pensaient-ils, le privilège de réaliser, en Allemagne, l'œuvre que Jean de Muller et d'autres patriotes avaient attendue du vaincu, et, dans les termes où elle lui était proposée, la tâche avait de quoi tenter l'élève de La Harpe. Il ne s'agissait pas, en effet, seulement de libérer ce pays du joug napoléonien. « Le soustraire à la tyrannie de ses propres princes, qui le trahissaient et le vendaient ; y liquider le détestable héritage des traités de Westphalie, instrument d'avilissement et d'esclavage ; y réaliser, enfin, la constitution d'un empire, qui, contenant tous les éléments physiques et moraux de force, de liberté et de lumière, serait capable de résister à l'ambition inquiète de la France » : ainsi Stein définissait le but à poursuivre (3). Au regard de ces perspectives flatteuses, la chance d'accroître ses possessions déjà immenses avec quelques lambeaux de terre slave, pris dans la dépouille d'un Hohenzollern, ne pouvait tenter le petit-fils d'un Holstein-Gottorp. A l'entreprise nouvelle où l'on voulait l'engager il apercevait, cependant, de gros risques.

Les princes allemands qu'elle menaçait pouvaient être considérés comme des ennemis, étant plus ou moins inféodés à l'hégémonie française. Mais l'Autriche et la Prusse elle-même n'objecteraient-elles pas à de tels projets et, entre deux maux, n'inclineraient-elles pas à préférer Napoléon? Les Russes se laisseraient-ils persuader par l'ingénu et enthousiaste Karamzine (4) que leur

(1) *Sbornik*, LXXIII, p. 463.

(2) Aster, *Die Gefechte bei Leipzig*, t. I, p. 62.

(3) *Mémoire* présenté à Alexandre par Stein, le 17 novembre 1812, Pertz, *Stein*, t. III, p. 212 ; cf. F. de Martens, *Recueil*, t. VII, p. 56.

(4) V. ses poèmes : *Ode sur le passage des Alpes par Souvorov*, *la Voix de Pétersbourg*, *le Dithyrambe du soldat*.

destinée était de se battre toujours pour les autres? Napoléon, enfin, n'avait pas dit son dernier mot, et Rastoptchine le voyait déjà reparaissant à Wilno, tandis que les Autrichiens occuperaient la Volhynie et les soldats du tsar « peupleraient principalement les hôpitaux et les cimetières (1). »

VI

Aux prises avec ces raisons de perplexité, Alexandre s'est assez longtemps débattu, et sa détermination finale a très apparemment procédé d'un ensemble de motifs extrêmement complexe, où ni l'intérêt allemand ni l'intérêt russe n'ont eu aucune part. Pas plus que Napoléon, bien qu'il ne l'avouât pas et cherchât même volontiers à donner l'impression contraire, il n'était enclin au don-quichottisme, et, dans sa correspondance entière, dans tout ce que les contemporains ont retenu de ses propos, on chercherait vainement un mot portant quelque trace de sympathie pour le pays où il était né et à l'endroit duquel Catherine d'Anhalt-Zerbst elle-même s'était piquée de professer des sentiments de tendresse et de fierté. Avec la Russie contre Napoléon, le petit-fils jouait simplement une partie, où, après mûre réflexion, il se persuadait, en décembre 1812, que le moment n'était pas venu de faire Charlemagne.

Napoléon avait été sérieusement touché, mais point frappé à mort. En lui donnant le temps de se redresser et en ne mettant pas à profit sa faiblesse momentanée pour détacher de son obédience les volontés hésitantes de l'Autriche et de la Prusse, on devait craindre un retour offensif du terrible jouteur. Si avantageux qu'on le rendît, un accommodement avec lui ne promettait, d'après l'expérience du passé, qu'un renouveau de conflits, à défaut d'une sujétion, dont, à cette heure, Alexandre répudiait la moindre ombre, en même temps que, devant lui-même autant qu'aux yeux du public, gardant un souvenir irrité de l'état de détresse et de déchéance où il avait naguère paru, il aspirait à

(1) A M. S. Vorontsov, 26 janvier 1812, *Archives Vorontsov*, t. VIII, p. 468.

s'en relever par les impressions contraires qu'il donnerait. Après avoir été accusé par sa propre sœur de trembler devant le vainqueur de Borodino, son amour-propre encore saignant voulait qu'il le bravât, et, l'autre ayant été à Moscou, qu'il n'eût pas de repos avant d'être entré à Paris.

Jusque-là, d'ailleurs, il n'avait pris revanche de ses défaites passées que par procuration. Il n'ignorait pas que sa réapparition à l'armée y inspirait des inquiétudes, comme susceptible de changer l'heureux cours des événements, par l'effet de la malchance qui avait toujours semblé attachée aux interventions du souverain (1). S'il déposait les armes sous le coup de ce discrédit, sa situation, en Russie même, serait difficile, peut-être même périlleuse. Il n'admettait pas qu'en tressant des couronnes à Koutousov, on continuât à « mépriser » son maître, comme avait osé écrire Catherine Pavlovna, et à le taxer d' « ineptie ».

Assurément, il ne prenait pas une conscience très nette de tous ces mobiles. Sans doute même, à la faveur du fond constitutionnel d'idéologie qu'il portait en lui, réussissait-il à se les représenter sous un aspect plus glorieux. Dévouement généreux à une noble cause, mission pacificatrice, œuvre d'affranchissement, redressement des principes d'ordre et de justice, il trouvait d'autant plus de facilité à ces travestissements qu'une part de vérité y était contenue, par quoi l'illusion en a été imposée à l'opinion contemporaine et à la postérité.

L'altruisme est une des forces de la nature, comme la solidarité humaine est une de ses lois, susceptible de se dégager des conflits les plus violents. Des événements récents en ont apporté une nouvelle et émouvante démonstration. Contre la doctrine de « l'égoïsme sacré », professée par les Chichkov et les Koutousov, en ne s'inspirant principalement lui-même que de préoccupations personnelles et triviales, Alexandre a été emporté par les motifs d'ordre idéal qu'il se plaisait à y mêler, et c'est ainsi qu'il s'est dévoué à une œuvre d'intérêt collectif, dont il n'a eu, au début, ni le souci, ni même l'intelligence. Œuvre d'un mérite très relatif et à beaucoup d'égards contestable, où les passions malsaines et les bas calculs se sont souvent fait jour, mais qui, cependant,

(1) Wiegel, *Mémoires*, t. IV, p. 84.

s'est proposé, dans l'ensemble, de faire prévaloir les revendications du droit contre les abus de la force.

On doit ajouter que la détermination du tsar n'a été, en cette occurrence, ni tout à fait spontanée, ni entièrement libre. Il avait partie liée avec l'Autriche, en vertu des arrangements secrets convenus à Wilno en juin, et il entretenait aussi avec la Prusse des intelligences de même nature, dont le développement a exercé sur le parti qu'il a pris une influence décisive. A la fin de décembre, il poursuivait encore avec le généralissime des débats qui devenaient souvent orageux et il écrivait à Saltykov : « Tout va bien chez nous ; seulement, il est difficile de faire sortir d'ici le feld-maréchal (1). » Répondant aux impatiences du maître par des déprécations larmoyantes, Koutousov tirait des résultats obtenus sous son commandement une autorité et y puisait une fermeté, qui constituaient l'une et l'autre un fait nouveau avec lequel on devait compter; et il refusait toujours de remettre ses troupes en marche, dans la direction de l'ouest, quand arriva la nouvelle de la convention russo-prussienne de Tauroggen. Elle n'était pas tout à fait inattendue.

VII

En quittant Berlin à la fin de juin, Lieven s'était entendu avec Hardenberg, pour conférer au lieutenant-colonel prussien Valentini la qualité de « chargé d'affaires secret de la cour de Russie en Prusse ». Des maisons de banque assuraient par Colberg et Riga sa correspondance avec Saint-Pétersbourg, où d'autres rapports étaient adressés par un aide de camp du roi de Prusse, le général baron Louis de Wrangel, et deux agents de la diplomatie prussienne rompus à ce genre de besogne, Boyen et Gruner (2). La cour de Berlin conservait de son côté à Saint-Pétersbourg le colonel Schœler en qualité d' « agent diplomatique privé ». A la fin d'octobre, elle y envoyait en outre Boyen, avec une mission, au sujet de laquelle des précisions font défaut, mais qui, inspirée par Scharn-

(1) 28 décembre 1812, Schilder, *Alexandre Ier*, t. III, p. 137 ; Chichkov, *Mémoires*, t. I, p. 167.

(2) F. de Martens, *Recueil*, t. VII, p. 46 et suiv.

horst, semble avoir été décidée en liaison avec celle du baron de Wessemberg, qui, quelques semaines plus tard, paraissait au camp russe de Krasnoié, comme porte-parole de la cour de Vienne (1). La convention de Tauroggen était, d'autre part, le résultat de tractations beaucoup plus anciennement entamées déjà, à la faveur de ces contacts.

Sur le moment, elle a été universellement attribuée à l'initiative personnelle du commandant du corps auxiliaire prussien faisant partie de la grande armée, et, aujourd'hui encore, au général Yorck, depuis comte de Wartemburg, elle vaut parmi les siens le renom d'un héros. Bien qu'il dût s'attendre à être désavoué, et puni, ne s'inspirant que de l'intérêt national, il aurait, à tout risque, assumé cette responsabilité. Les historiens français (2) s'en tiennent aujourd'hui encore à cette thèse que, de Droysen (1853) à Schiemann (1900), leurs collègues allemands ont maintenue (3), bien qu'en 1874 déjà, l'un d'eux, un débutant, ait conçu des doutes au sujet de sa valeur (4) et que des documents publiés dès 1896 l'aient rendue insoutenable (5). En 1900 et depuis, d'autres faits mis au jour ont porté la critique historique, au même pays, à l'abandonner (6) ; mais le culte du « héros » n'en a pas souffert. Au centenaire célébré en 1912, il gardait la fidélité des masses, et des statues en ont attesté la ferveur. C'est un phénomène de psychologie nationale des plus instructifs et il est donc utile de s'y arrêter.

Et d'abord qui était le « héros »? Aux trois volumes de biographie dont Droysen a fait un panégyrique continu, un autre

(1) Boyen, *Errinerungen*, t. II, p. 520 et suiv. ; Bailleu, *Briefwechsel K. Fr. Wilhelm III. mit Kaiser Alexander*, t. I, p. 240 ; Metternich à Hardenberg, 22 octobre 1814, dans Lebensbilder, t. III, p. 444 ; cf. Springer, *Geschichte Oesterreichs*, t. I, p. 214-215.

(2) D'Ussel, *la Défection de la Prusse*, 1912 ; Schweitzer, *l'Armistice de Tauroggen*, 1913 ; Sorel, *l'Europe et la Révolution française*, t. VIII, p. 21.

(3) Droysen, *Yorck*, t. I, p. 269 et suiv. ; Schiemann, dans *Hist. Zeitschrift*, 1900, N. F. XLVIII, p. 200 et suiv. ; Grobbel, *Die Conv. von Tauroggen*, 1892.

(4) Zippel, dans *Zeitschrift fur preuss. G.*, 1874, t. XI, p. 483 et suiv.

(5) Th. von Schön, *Briefwechsel mit G. H. Pertz und J. E. Droysen*, édit. Rühl, p. 238 et suiv.

(6) Blumenthal, *Die Convention von Tauroggen*, 1901, cf. Schultze, *Zur G. dec. C. von T.* (1898).

Allemand, d'autorité assurément supérieure en la matière à celle de l'illustre helléniste, le collaborateur et l'ami de tous les restaurateurs de la grandeur prussienne après Iéna, Théodore von Schön, a ajouté une note rectificative à laquelle il suffit d'emprunter les données suivantes. Fils naturel de mère inconnue, le futur maréchal et comte de Wartemburg a faussement attribué une origine anglaise à son père, dont l'ascendance se laisse difficilement établir, mais qui était certainement de très basse condition. Incorporé en 1772 sous un faux nom dans un régiment d'infanterie nouvellement formé, le fils s'en est fait bientôt chasser à raison d'une faute assez grave pour qu'elle l'obligeât aussi à s'expatrier. Réfugié en Hollande, il s'est mis à la solde de mercantis faisant le trafic d'esclaves avec les Indes orientales. N'ayant pas mieux réussi dans ce métier, il est revenu en Hollande et y a trouvé des protections qui lui ont permis de reprendre service dans son pays. Il s'y est quelque temps attaché à Scharnhorst, mais s'est tourné ensuite contre ce protecteur avec des dénonciations qui ont mis le réorganisateur de l'armée prussienne en danger de mort, mais dont la fausseté a été bientôt reconnue. Il a néanmoins bénéficié, en 1811, des circonstances qui éloignaient les grands patriotes prussiens du pouvoir et a obtenu le commandement d'un corps, qui, opposé sous Danzig à celui du général français Grandjean, était destiné à le mettre éventuellement en échec avec l'aide des Russes. Mais Yorck a préféré briguer les bonnes grâces de Napoléon et s'est trouvé ainsi désigné pour commander en 1812, à l'arrière-garde de la grande armée, le corps auxiliaire, où, pensait Scharnhorst, il n'y avait « ni honneur ni gloire à recueillir (1) ».

Sur cette dernière partie de la carrière du « héros », Wrangel a rédigé pour le successeur de son maître un mémoire, dont la véracité, le père du destinataire demeurant en vie, ne saurait être suspectée. Or, on y voit qu'en août 1812 déjà, Wrangel a appelé l'attention du roi sur la nécessité de prévoir un échec éventuel de Napoléon en Russie et de donner pour ce cas des instructions appropriées au commandant du corps prussien auxiliaire. Frédéric-Guillaume a commencé par se récrier : « Il y avait danger à seu-

(1) Th. von Schön, *loc. cit.*

lement y penser! Napoléon avançait toujours. » Le lendemain, cependant, le roi se ravisait, et, par manière de compromis, il envoyait Wrangel lui-même au quartier général prussien, avec des instructions *verbales*, qui, pour le cas prévu par le général, autorisaient le commandant du corps prussien à « séparer ses troupes des troupes françaises », jusqu'à nouvel ordre. Yorck s'est d'abord regimbé lui aussi, refusant d'assumer une telle responsabilité sur la foi d'un message *verbal*. Il a fini cependant par céder et a même jugé à propos d'entrer immédiatement en rapport avec le gouverneur russe de Riga, Essen, un compatriote.

Ces indications se trouvent confirmées par un journal de même origine, qui demeure inédit, mais dont communication a été donnée à l'éditeur du mémoire de Wrangel, qui s'est aussi appliqué à réfuter les objections élevées par quelques-uns de ses confrères contre la force probante de ces témoignages et fondées autant sur l'esprit d'indécision habituel à Frédéric-Guillaume que sur le sentiment très vif de l'honneur qui lui aurait été propre. Au sentiment de cet historien, la décision prise par le roi ne contrevenait pas à ses engagements envers Napoléon. Elle n'avait, en effet, d'autre objet que de ménager la liberté d'action, dont il pouvait avoir besoin, selon les circonstances, pour rompre avec la France ou réclamer le prix de sa fidélité (1).

Quoi qu'il convienne de penser de cette glose, écrivant sous les yeux de Frédéric-Guillaume III, son aide de camp n'a pu témoigner faussement à son endroit, et, d'autre part, aucune contestation n'est soulevée au sujet des faits suivants. Le 17 décembre 1812, pressé en conseil de cabinet d'envoyer au commandant du corps auxiliaire des ordres qui le fissent concourir immédiatement à la débâcle de l'armée française, le roi a paru agréer cet avis ; cependant, il a fait seulement parvenir à Yorck un message lui prescrivant d' « agir selon les circonstances », simple confirmation évidemment des instructions que Wrangel lui avait portées quatre mois auparavant. Après quoi, prévenu de ce que son général avait fait, il a dépêché le major de Natzmer auprès du roi de

(1) Thimme, dans *Forschungen zur Brand. und Preuss. G.*, 1900, t. XIII, p. 246, et 1905, t. XVIII, 1re partie, p. 1 et suiv.

Naples, avec le désaveu formel de la convention et l'avis que le général de Kleist avait ordre d'arrêter Yorck, de prendre le commandement à sa place et de se tenir à la disposition du maréchal Macdonald, qui commandait les forces françaises dans cette région. Mais en même temps, Frédéric-Guillaume faisait partir le major Schack, qui avait charge d'avertir Yorck de la mesure prise contre lui et de l'engager à s'y soustraire, en se mettant sous la protection du tsar, auprès duquel Natzmer devait aussi se rendre, pour lui faire connaître, verbalement toujours, que, s'il ne pouvait approuver ouvertement la convention de Tauroggen, le roi en ressentait une vive satisfaction, et si, franchissant immédiatement la Vistule, les Russes se portaient sur l'Oder, une alliance défensive et offensive pourrait leur être acquise (1).

Écrivant au roi, Yorck n'en confessait pas moins qu'il avait agi sans ordre et se déclarait héroïquement prêt à payer de sa tête cette infraction à la discipline que l'amour de sa patrie lui avait commandée. Devant les représentants du tsar, il se donnait l'air d'un homme qui attend sa comparution en conseil de guerre et le peloton d'exécution. Et pourtant, Kleist faisait tout autre chose que d'arrêter le général et de lui enlever son commandement : il suivait Natzmer à Wilno (2) ! De toute évidence, ayant, comme Clausewitz l'a noté, plus de talents pour l'histrionisme que pour le métier de soldat, et, sous une apparence de droiture et de rudesse, cachant un grand fond de dissimulation (3), l'ancien négrier mettait simplement en scène une comédie, où il accordait son jeu à celui de son maître, mais avait cependant, peut-on croire, une autre raison pour y tenir si bien son rôle.

La convention de Tauroggen semble bien avoir compris une clause qui n'a pas trouvé place dans le texte écrit. Secrète et verbale, elle aussi, elle a été de même passée sous silence dans les polémiques engagées depuis cent ans en Allemagne autour de cet événement. Nous en devons pourtant la connaissance, ou

(1) *Aus dem Leben des generals Oldwig von Natzmer*, édit. de 1876, p. 92 et suiv. ; Max Lehmann, *Scharnhorst*, t. II, p. 471 et suiv. ; Max Duncker, *Aus der Zeit*, p. 472 et suiv.

(2) Toll, *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 393 et suiv. ; *Briefe und Aktenstucke zur geschichte Preussens unter Fr-Wilhelm III*, t. I, p. 263 ; Schiemann, *loc. cit.*

(3) Clausewitz, *Hinterlassene Werke*, t. VII, p. 214.

tout au moins le soupçon, à des indications de même origine. Dans des lettres postérieurement adressées au roi et à Hardenberg, énumérant ses hauts faits en des termes de la plus écœurante impudence et se plaignant de n'en avoir pas été suffisamment récompensé, « le héros » n'a eu garde de mentionner l'affaire de Tauroggen ; mais il a rappelé qu'il avait obtenu de Napoléon la croix de la Légion d'honneur, avec une dotation de 20 000 francs de rente, et, à en croire son panégyriste prussien, si sa fierté patriotique lui avait interdit de porter la croix, d'abandonner l'argent lui avait fort coûté en 1812 (1). Or, Kleist rejoignant le tsar en janvier 1813 et confirmant, verbalement toujours, les dires de Natzmer au sujet des dispositions du roi, Alexandre en prenait acte avec force compliments, mais admettait que, sous cette forme, pas plus qu'à lui-même, elles ne pouvaient donner une sûreté suffisante au signataire prussien de la convention, et, faisant honneur, est-on fondé de supposer, à un engagement pris par les signataires russes, il consentait à payer le risque avec un demi-million de roubles-papier, nominalement pour la mise en état du corps de Yorck. Mais, pour cet objet, « le héros » disait n'avoir besoin que du dixième de cette somme, et il s'arrangeait pour l'obtenir de son maître (2).

Le risque, en fait, n'existait pas ; mais Alexandre pouvait y être trompé. Knesebeck revenant de Vienne avec la nouvelle que l'Autriche refusait de lâcher la France la première (3), Frédéric-Guillaume accentuait, en effet, encore sa manœuvre à double face. Il envoyait au prince de Hatzfeld l'ordre de présenter à Napoléon les plus humbles excuses au sujet de l'acte « spontané » de Yorck, en donnant l'expression la plus énergique à la détermination où était le roi de demeurer aux côtés de son allié avec le corps de ce général et même avec un autre, pour autant que ses finances lui permettraient de le mettre sur pied. Mais en même temps, Knesebeck se rendait auprès du tsar pour préparer les voies à l'extension que Kleist avait laissé prévoir de la convention de Tauroggen : exemple mémorable, au jugement

(1) Droysen, *Yorck*, t. I, p. 430, 481 ; t. III, p. 423, 493.
(2) Toll, *loc. cit.*, *Briefe und Aktenstücke*, t. I, p. 276, 278 ; Pick, *Aus der Zeit der Noth*, p. 230 et suiv.
(3) Oncken, *Oesterreich und Preussen*, t. II, p. 95 et suiv.

d'un autre historien allemand, de « la droiture parfaite » dont, en toutes circonstances, s'inspiraient les actes du souverain prussien (1).

S'ajoutant aux autres traits de l'étrange aventure où, monnayé en roubles russes, le faux héroïsme d'un vulgaire chevalier d'industrie a pu, en son pays, devenir un motif d'apothéose, cette appréciation complète l'enseignement qui se dégage de l'incident entier. La valeur en dépasse sa portée diplomatique et militaire. La mentalité allemande, d'une part, sous un de ses aspects caractéristiques, et, d'autre part, dans leur développement séculaire, les rapports du monde germanique avec le monde slave y trouvent une expression typique.

Les signataires de la convention (2) ont été, du côté prussien : le général Yorck, le colonel Rœder et le major de Seydlitz, et, du côté russe : le général Diebitsch, le lieutenant-colonel de Clausewitz et le major de Dohna-Schlebitten : Allemands tous ! Un septième Allemand, Wittgenstein, commandant en chef des troupes russes en campagne dans cette région, a ultérieurement ratifié l'accord, et, pas plus que les signataires, il n'avait qualité pour y intervenir au nom de la Russie. Un Russe et un personnage de marque, le prince Nicolas Repnine-Volkonski, se trouvait seul en possession de pouvoirs pour un tel objet ; mais un autre étranger, l'Italien Paulucci, successeur d'Essen à Riga, s'était arrangé pour qu'il ne figurât pas au débat, après quoi il en avait été exclu lui-même par Yorck, qui préférait traiter avec Diebitsch. La convention comprenait une délimitation provisoire de frontières, destinée à servir de base pour les arrangements ultérieurs. Il importait donc qu'aucun élément slave n'y intervînt, et, à cet effet, entre Allemands, on a tenu gageure d'usurpations et de mensonges : en s'abouchant avec Diebitsch, Yorck affirme s'être déjà entièrement entendu avec Paulucci, bien que, tout comme avec Essen, il en soit resté à un simple échange de vues, sans conclusion. Il a même jugé à propos d'en référer à Repnine. Mais Paulucci a osé retenir le message adressé au prince, en affirmant que « la mission de ce dernier avait pris fin, par la pléni-

(1) Max Duncker, *Aus der Zeit*, p. 467.

(2) 30 décembre 1812, le texte dans F. de Martens, t. VII, p. 60, et Voiénski, *Documents*, t. II, p. 424-27.

tude de pouvoirs dont le tsar avait daigné l'honorer lui-même ». Or, à ce moment, il était seulement en instance pour obtenir cette investiture. Mais Yorck accepte la parole de l'Italien et fait également confiance à Diebitsch, qui se présente comme autorisé par Paulucci, de qui il n'a reçu aucun mandat. Pas de lettres de créance, pas une ligne d'écriture toujours. Entre Allemands, on s'accorde mutuellement crédit pour disposer de la Russie, et, sur cet échafaudage de passe-droits et d'impostures, on traite et on signe (1).

VIII

Préjudiciables à l'armée française, les conséquences immédiates de l'opération ne tournent d'ailleurs pas à l'avantage de la Prusse. Prise entre les Prussiens et les Russes, la division Grandjean a peine à se dégager ; mais, occupant Memel et Tilsit, les Russes y font sentir désagréablement leur présence ; ne tenant aucun compte de la neutralité que la convention leur garantit, Wittgenstein prend les troupes prussiennes sous ses ordres et leur prescrit des mouvements qui ont pour objet très apparent de les éloigner de la Prusse orientale, où Stein arrive avec des instructions du tsar, qui tendent pratiquement à l'exploitation du pays au bénéfice de l'armée russe, et mettent en émoi le président de la régence de Gumbinnen, Théodore de Schön, ami pourtant au premier degré de l'ancien ministre du Commerce (2).

(1) Pour la convention de Tauroggen, outre les sources déjà citées, v. F. de Martens, *Recueil*, t. VII, p. 40 et suiv. (*ibid.*, texte de la convention) ; Voiénski, *Documents*, t. II, p. 330 ; Seydlitz, *Tagebuch*, t. II, p. 250 ; Henckel von Donnersmarck, *Erinnerungen*, p. 167 et suiv. ; Clausewitz, *Hinterlassene Werke*, t. VII, p. 222 et suiv. ; Eckardt, *Yorck und Paulucci*, p. 55 et suiv. ; Petrov, dans *Revue contemporaine* (Petrograd), décembre 1911, p. 563 et suiv. ; Soloviov, *Alexandre Ier*, p. 237 ; Vermeil de Conchard, *Campagne et défection du corps prussien*, p. 187.

(2) Droysen, *Vorlesungen*, t. II, p. 43-59, 344 ; Reumer, dans *Hist. Taschenbuch*, p. 548 ; Friccius, *Geschichte des Krieges in den J. J.* 1813-1814, t. I, p. 56 ; Prittwitz, *Beitraege zur Gesch. des J.* 1813, t. 49-67 ; Beitzke, *Gesch. der Deutschen Freiheitskriege*, t. I, p. 73 ; Pertz, *Stein*, t. III, p. 282 ; Schœn, *Aus den Papieren*, t. I, p. 88 ; Sauzey, *les Allemands sous les aigles françaises*, t. IV, p. 162 ; Stanislawski, dans *Ancienne Russie*, 1913, CLVI, p. 287 et suiv.

Ainsi Frédéric-Guillaume se voyait dépossédé d'une partie de son territoire, en même temps que, tout à fait contre ses intentions, enrôlé immédiatement, ostensiblement et inconditionnellement, sous les drapeaux de la coalition anti-napoléonienne, où, bien qu'énergiquement sollicitée, l'Autriche ne montrait toujours aucune disposition à le suivre.

Manœuvrant, de son côté, dans la même ligne oblique, elle réussissait mieux à y garder les apparences et la liberté de ses mouvements. Un agent russe, Allemand lui aussi, M. d'Ott, était resté à Vienne, et, plus Autrichien que jamais, Razoumovski s'y employait également à maintenir des liens dont l'accord de Wilno assurait la continuité. Dès le 5 novembre, en outre, par un autre agent, Boutiaguine, préjugeant l'issue du débat qu'il allait engager le mois suivant avec Koutousov au sujet de la continuation de la guerre, Alexandre avait invité formellement l'empereur François à quitter le régime de l'entente secrète, « ne pouvant établir l'indépendance de son empire sur des bases solides, s'il ne réussissait à assurer celle de la Prusse et de l'Autriche (1). Mais Metternich s'était dérobé. S'entretenant de la démarche du tsar avec le comte de Hardenberg, un cousin du chancelier prussien qui faisait office, à Vienne, d'agent secret anglo-hanovrien, il disait que, le voulût-il, il ne réussirait pas à engager l'empereur François à rompre avec Napoléon. Mais lui-même jugeait une telle détermination au moins prématurée. La grande armée était-elle en effet détruite? Le mois suivant, le bruit d'une grande victoire française allait encore courir dans la Prusse orientale (2). Napoléon était d'ailleurs capable de mettre sur pied une autre armée. Et pouvait-on compter sur Alexandre, faire crédit à la fermeté d'un homme, qui, d'ennemi acharné, était déjà devenu l'ami et l'allié le plus dévoué du même adversaire? N'avait-on pas aussi à redouter les ambitions qu'il accusait en Orient, les desseins qu'il laissait soupçonner en Pologne? L'Autriche, enfin, ne se trouvait pas en mesure de défier une fois de plus le vainqueur de Wagram. Elle n'avait ni troupes ni

(1) F. de Martens, *Recueil*, t. IV, p. 87 et suiv.

(2) *Kriegsberichte uber 1812* (rapports de Schön et autres à Hardenberg), publiés par le major baron de Schœnaich dans *Altpreussische Monatschrift*, L, p. 357 et suiv.

argent pour s'en procurer (1). A Vienne, animé contre Napoléon d'une haine qui allait jusqu'à lui dénier toute espèce de talent, Gentz seul était belliqueux, et, en janvier, il allait entamer avec Nesselrode une correspondance secrète, dont l'objet serait d'engager le tsar à mettre l'Autriche en demeure de choisir entre lui et Napoléon. Mais il convenait que la tâche était difficile et, que, préalablement, la Prusse devait être gagnée (2).

La convention de Tauroggen répondait à ce vœu et la nouvelle s'en rencontrait à Vienne avec une proposition d'armistice, apportée par le chef de la chancellerie de Koutousov, le Strasbourgeois Anstett (3). A Wilno, en même temps, l'événement coupait court aux résistances du généralissime, qui devait reconnaître l'impossibilité de ne pas se prévaloir de cette bonne fortune. Il s'en trouvait discrédité, et, dès le 9 janvier, Alexandre quittait la capitale lituanienne, suivant le gros de ses troupes, déjà acheminées par ses ordres en direction du Niémen, sans que Koutousov y fût pour rien. Sans qu'il le mît à l'écart, le cajolant même plus que jamais, le tsar assumait en fait le commandement suprême, et il abordait décidément cette œuvre de la délivrance de l'Allemagne et de la reconstitution de l'Europe, dont, parmi les Allemands, Gneisenau seul (4) devait lui reconnaître le mérite. Les autres l'ont attribué à la Prusse.

(1) Oncken, *Oesterreich und Preussen*, t. II, p. 95 et suiv. ; 379 et suiv. ; Lehmann, *Gentz und Nesselrode*, p. 21.

(2) Lettres inédites de Gentz, dans *Deutsche Rundschau*, 1912, t. XI, p. 261 et suiv. ; Lehmann, *loc. cit.*

(3) F. de Martens, *Recueil*, t. III, p. 88 ; Toll, *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 382 et suiv.

(4) Gneisenau à Tchernichov, Posen, 12 juillet 1831, Archives de la Guerre à Petrograd, sect. scient., 1re div., n° 925 ; cf. Scherr, *Blücher*, t. III, p. 10.

CHAPITRE VIII

EN ALLEMAGNE. VERS LA SIXIÈME COALITION

I. Les Russes à Varsovie. Le problème polonais. Ses difficultés. Les ambitions d'Alexandre et sa complicité avec l'Autriche et avec la Prusse dans l'œuvre des partages. — II. Négociations avec le gouvernement polonais. Czartoryski et ses compatriotes. Leur double jeu. Forme particulière du patriotisme polonais. Succès de l'occupation russe dans le grand-duché. — III. Le problème allemand. L'Allemagne et la Prusse. Frédéric-Guillaume à Breslau. Développement de sa politique à double face et progrès de ses prétentions. Knesebeck au quartier général russe. Stein plénipotentiaire du tsar. Son triomphe. Le traité de Kalisz. Ses conséquences immédiates et lointaines. L'inféodation de l'Allemagne à la Prusse et de la Russie à l'Allemagne prussianisée. La part d'Alexandre. Le Tsar-Agamemnon. La coalition formée et l'Allemagne révolutionnée. — IV. Le jeu de l'Autriche. La diplomatie russe à Vienne. Razoumovski et Stackelberg. La politique de Metternich. Raisons qui le retiennent dans l'Alliance française. Il redoute les progrès de l'esprit révolutionnaire en Allemagne et de la domination russe en Pologne. Lebzeltern à Kalisz. La médiation autrichienne. Commencement d'entente. Ses premiers effets. Le guet-apens de Cracovie. Fin de la confédération polonaise. Poniatowski. Ses perplexités. Il reste attaché à Napoléon en lui désobéissant. L'entrée en jeu de l'Angleterre. — V. Alexandre en Allemagne. Mort de Koutousov. Wittgenstein lui succède. Les interventions du tsar dans l'exercice du haut commandement. Leur suite. Lutzen et Bautzen. Napoléon propose un armistice. La plus grande erreur de sa carrière. Choix malheureux d'un plénipotentiaire. Caulaincourt. — VI. Vues optimistes de Napoléon. Frédéric-Guillaume découragé. L'Autriche hésitante. Alexandre dévoyé par les idées mystiques. La coalition corps sans âme. Les conférences de Reichenbach. Défaut d'entente entre les Alliés. Politique équivoque de l'Autriche. Metternich et Napoléon à Dresde. Le conseil de guerre de Trachenberg. « La médiation armée ». — VII. Les conférences de Prague. L'accession de l'Autriche à la coalition. La reprise des hostilités.

I

Le 13 janvier 1813, l'armée russe pénétra dans le duché de Varsovie. Le 30, le prince de Schwarzenberg se prêta à la conclusion d'un armistice (1), mettant Poniatowski dans l'impossibilité de

(1) F. de Martens, *Recueil*, t. III, p. 89.

couvrir la capitale, que l'avant-garde de Miloradovitch occupa sans coup férir. Le tsar se garda, cependant, d'y paraître. Il était présumable que les Polonais du duché suivraient sans résistance l'exemple de leurs compatriotes lituaniens. Entre vaincus, la défaite créait une réciprocité naturelle de déception et de mécontentement. Reprochant à la Confédération de « n'avoir rien fait que des phrases », Napoléon s'en prenait au brave Dombrowski lui-même, qui, à l'entendre, aurait failli le perdre, à la Bérézina, en se laissant déloger de Borissov. Les Polonais prétendaient, au contraire, avoir, en cette circonstance, sauvé l'empereur et son armée (1). Cependant, passant en Galicie avec son corps, Poniatowski restait fidèle au drapeau français; Varsovie gardait des russophobes irréductibles, tels que le cordonnier populaire, Jean Kilinski, que des rapports de l'agent prussien, Zerboni di Sposetti, allaient bientôt dénoncer comme préparant un soulèvement (2); et, dans toutes les villes polonaises, la population israélite faisait seule grand accueil aux nouveaux occupants, avec bannières et fanfares (3), comme cent ans plus tard, elle devait en user avec les troupes allemandes et autrichiennes, ou les bandes rouges de Trotzki.

L'heure de se présenter dans ce pays en triomphateur n'avait pas encore sonné pour Alexandre, et il s'y trouvait aux prises avec de grandes difficultés. Se lancer en Allemagne en laissant derrière soi une Pologne hostile n'était pas possible. De ce pays, l'armée russe allait dépendre absolument pour ses communications et son ravitaillement. Aussi le tsar se hâtait-il de faire publier par Koutousov une proclamation, garantissant aux habitants la sûreté de leurs personnes et de leurs biens, en même temps que, dans un ordre du jour adressé à ses troupes, il leur interdisait sévèrement tout acte de violence et de pillage. Mais il imaginait bien que les Polonais ne s'en contenteraient pas, et son intention était aussi de leur offrir davantage. Il n'avait pas, en effet, d'autre moyen de donner quelque satisfaction à ses Russes même, pour

(1) Napoléon à Maret, Molodetchno, 4 décembre 1812, *Correspondance*, XXIV, n° 19372; cf. DE PRADT, *Histoire de l'ambassade*, p. 212; SMOLKA, *la Politique du prince Lubecki*, t. II, p. 201.

(2) STANISLAWSKI, dans *Ancienne Russie*, 1914, CLX, p. 140.

(3) SCHILDER, *Alexandre Ier*, t. III, p. 140.

prix de l'effort qu'il leur demandait. Aux premiers signes d'un retour de fortune propice, en octobre 1812, il avait déjà repris ses projets de restauration polonaise. Mais, grande pour un tsar de Russie, la difficulté en devenait extrême pour le chef d'une coalition qui visait à enrôler les deux autres copartageants de l'ancien État polonais, avec l'Angleterre, que l'agrandissement de l'empire russe inquiétait déjà.

En ne reculant pas devant ce problème, Alexandre a fait preuve d'une hardiesse, que facilitait l'imprécision, où l'on a reconnu déjà une des habitudes de son esprit. Il y trouvait cette fois un abri contre ses propres perplexités autant que contre les objections présumables des parties intéressées ; il devait s'y maintenir prudemment jusqu'au congrès de Vienne, et la manœuvre ne s'accommodait pas d'une prise de contact immédiate avec le monde polonais, qui d'ailleurs ne gardait plus de représentation officielle à Varsovie. Le gouvernement, ministres et chefs de la Confédération, avaient suivi Poniatowski à Cracovie, et c'est donc là que le tsar allait renouer les fils d'une négociation, entamée depuis trois mois, mais poursuivie de façon indécise.

II

En octobre, il était déjà rentré en matière avec Oginski, qui ne cessait pas de « conspirer », ainsi que Poniatowski en prévenait Maret en janvier (1) ; mais, à la réflexion, comme Napoléon se trouvait encore à Moscou, le tsar avait craint d'encourir le reproche d'une « fanfaronnade », et, le mois suivant, ses ambitions grandissant avec le succès, il jugeait préférable de faire appel à Czartoryski (2), dont l'attitude justifiait cependant assez mal ce choix. Cherchant toujours à « gagner du temps » et pour cela se dérobant à une part active dans la mobilisation des forces polonaises sous le drapeau de l'indépendance, le prince s'était néanmoins mis en relations avec les dirigeants de ce mouvement,

(1) Varsovie, 22 janvier 1812, Affaires étrangères, Pologne, *Correspondance*, CCCXXIX, p. 83 ; cf. Oginski, *Mémoires*, t. III, p. 219.
(2) 21 novembre 1812, *Archives Czartoryski*, n° 5462.

et, en juin, il avait écrit au ministre polonais des Finances, Matuszewic : « Qui peut douter du résultat de cette lutte? Qui serait assez privé de bon sens pour ne pas voir que toutes les probabilités possibles promettent la victoire au *génie de la victoire?* Tous les malheurs, au contraire, menacent Alexandre (1). » Le destinataire de cette lettre ne pensait pas tout à fait de même, car, dès le mois d'août, avec l'un au moins de ses collègues, le ministre de l'Intérieur, Mostowski, tout en faisant grande ostentation de zèle devant les représentants de Napoléon à Varsovie, il entrait secrètement en rapports avec le chef d'un des corps d'avant-garde russes, le général Czaplic, d'origine polonaise. De concert avec Mostowski et quelques autres compatriotes, dont le ministre de la Justice, Lubienski, Oginski lui-même, frère utérin de ce dernier et Séverin Potocki, son parent par alliance, il se portait même à préparer, à tout événement, un coup d'État, qui ferait passer éventuellement la Pologne du système français au système russe (2).

Dans le sentiment profond qu'ils ont conçu de l'injustice dont la perte de leur indépendance les rendait victimes, les Polonais ont été, aussi longtemps qu'elle a duré, portés en immense majorité à admettre que leur droit au redressement de ce tort primait toute autre considération, et le trait est d'importance capitale pour l'intelligence de leur histoire depuis l'époque des partages.

Dans les voies d'un rapprochement entre la Pologne et la Russie, Czartoryski se trouvait ainsi devancé. A Saint-Pétersbourg, cependant, comme à Varsovie, on semble avoir jugé que le concours du prince était indispensable et on s'est proposé, en fait, de l'obtenir, à la faveur d'une manœuvre des plus scabreuses. Cet épisode de l'histoire des années 1812-1813 est assez peu connu. Il est pourtant très instructif.

Le même jour, 21 novembre, Novossiltsov au nom du tsar et Matuszewic et Mostowski au nom du gouvernement polonais, écrivaient à l'ancien ministre des Affaires étrangères, le premier l'invitant à se rendre sans retard à Saint-Pétersbourg et les seconds lui donnant pouvoir pour traiter avec le souverain russe,

(1) 10 juin 1812, Affaires étrangères, Pologne, vol. CCCXXX, fol. 187.
(2) Bignon, « Souvenirs », dans *Revue contemporaine* (Paris), 1861, t. XXIII, p. 205 et suiv.

en vue d'une reconstitution de la Pologne, Lituanie comprise, sous son sceptre, mais au bénéfice d'une constitution.

Autre trait de la mentalité polonaise dans la formation que lui ont donnée la poursuite d'un idéal politique trop téméraire et les conséquences de cette expérience périlleuse : avant les partages même, au pays du *liberum veto*, l'individualisme a affecté un développement exorbitant, et, depuis, à défaut d'une autorité régulièrement constituée qui en assumât la charge, tous les Polonais ont incliné à se rendre, individuellement et sans mandat, arbitres des intérêts collectifs, comme ils les comprenaient. L'initiative prise par Matuszewic et Mostowski, en cette circonstance, était un acte d'usurpation et se réclamait d'un faux. Aucune trace documentaire ne s'est en effet conservée d'une décision du gouvernement polonais, qui serait intervenue dans ce sens, à l'unanimité, comme l'ont affirmé des historiens polonais et allemands (1). Le secrétaire de la Confédération, Gaétan Kozmian, n'en a eu aucune connaissance (2) et les auteurs de l'imposture *l'ont confessée ultérieurement*. Leur procédé même en portait d'ailleurs l'aveu. Le ministre de la Justice s'en est tenu, en effet encore, à un consentement *verbal;* le ministre des Finances a refusé de signer la copie du *faux* procès-verbal, qui a été envoyé au tsar, et, le coup fait, prétextant une affaire urgente de son ressort qui l'appelait à Paris, il a eu hâte d'y porter sa personne, en gage de fidélité. La complicité, enfin, de Poniatowski dans cette manœuvre n'a été admise par quelques historiens, contre toute vraisemblance, que sur la foi d'un document (3) qui, rédigé en un langage cryptographique, n'offre aucun sens probant.

La manœuvre n'a pas d'ailleurs été poussée à bout. Désespérant de tromper la sagacité de Czartoryski, ou faisant preuve de l'esprit de versatilité propre au tempérament de leur nation, sans attendre le premier effet de leur tentative, Matuszewic et Mostowski se portaient à engager une négociation directe

(1) Smolka, *la Politique du prince Lubecki*, t. II, p. 205, 535 et suiv. ; Askenazy, *le prince Poniatowski*, p. 313 ; Luckwalt, *Oesterreich und die Anfänge der Befreiungskriege*, p. 143.

(2) P. Kozmian, *Mémoires*, t. II, p. 389.

(3) Le général Kropinski à Czartoryski, 24 mars 1813, *Archives Czartoryski*, n° 5458.

avec le tsar, où, cependant, le second consentait seul à figurer ostensiblement. Mais, avant qu'elle prît corps, les événements la mettaient hors de cause, et, en mars, comme Napoléon paraissait reprendre l'avantage, réfugié à Cracovie, le ministre de l'Intérieur s'ouvrait ingénument avec Bignon, lui dévoilant sans le moindre embarras tous les détails du complot avorté. « Si, disait-il, la Pologne ne peut être rétablie par la France, il vaut encore mieux la voir rétablie par la Russie que de se courber de nouveau sous le joug de trois souverains (1). » Sans vergogne, il adressait à Napoléon lui-même un mémoire justificatif dans ce sens, protestant de son attachement pour « la belle France », où « il avait sa famille, ses propriétés et ses affections ». Il venait, en effet, d'acquérir, dans le Loiret, le beau domaine de La Motte-Beuvron, où sa femme et ses enfants se trouvaient installés (2).

Les événements avaient marché plus vite que l'échange des correspondances entre Varsovie, Saint-Pétersbourg et Sieniawa. Alexandre avait d'abord retenu pendant deux semaines, avant de l'approuver, la lettre de Novossiltsov à Czartoryski, qui était fort longue : cinq feuilles in-4° d'écriture très serrée. Quand ce message arriva à destination, il se trouva sans objet. D'une part, en effet, parlant toujours au nom du gouvernement polonais, Matuszewic et Mostowski avaient exclu leur compatriote du débat, et, d'autre part, avant qu'il eût reçu des deux imposteurs le mandat, qu'ils avaient ensuite retiré sans l'en prévenir, Czartoryski s'était, de son propre chef et dans un esprit très différent, porté à entrer en matière avec le tsar. Il n'avait reçu aucune réponse à ses dernières communications à l'adresse du souverain, où il avait, notamment, renouvelé avec une certaine hauteur sa demande de congé définitif. Sans y faire allusion, changeant de ton et multipliant les protestations de dévouement, entre le 18 et le 27 décembre 1812, dans trois lettres, dont deux à Alexandre et une à Novossiltsov, accompagnée d'un long mémoire, il déve-

(1) Bignon à Maret, Cracovie, 18 mars et 19 avril 1813, Affaires étrangères, Pologne, *Correspondance*, vol. CCCXXXIV, fol. 136 et 153 ; *ibid.*, volume CCCXXXIII, fol. 612, et CCCXXXIV, fol. 164, des notes complémentaires.

(2) 20 mars 1813, *ibid.*, v. CCCXXXIV, fol. 162.

loppait le projet d'une reconstitution intégrale de la Pologne sous le sceptre du grand-duc Michel (1).

Ainsi, les porte-parole de la Pologne se désavouaient et se contredisaient mutuellement, les circonstances désarmant d'ailleurs leur querelle dans une commune déchéance. Avec la puissance de Napoléon, la voix de la Pologne faiblissait, et c'est de façon indirecte seulement et accidentelle que cette intrigue a influé sur le cours des événements.

Datée le 12 janvier 1813 de Seypuny, au delà de Wilno, la réponse du tsar à Czartoryski s'est ressentie de leur développement qui lui devenait de plus en plus favorable. Courtoise et même affectueuse dans la forme, elle était évasive dans le fond, et, en un point, nettement négative. Le souverain ne renonçait pas, en ce qui concernait la Pologne, à « ses idées favorites »; mais, « en dépit du brillant de sa situation actuelle », il devait compter avec l'opinion russe, excitée contre les Polonais à raison de leur participation à l'invasion, ainsi qu'avec l'Autriche et la Prusse, que la moindre publicité donnée à ses intentions « jetterait infailliblement dans les bras de la France ». On verrait plus tard ce qu'on pourrait faire ; mais, dès à présent, Alexandre répudiait, « de la manière la plus décidée », la suggestion de Czartoryski au sujet du grand-duc Michel. Sous cette réserve, il acceptait le principe d'un accord avec le gouvernement polonais. Il ne répugnait même pas à lui donner la forme d'une alliance, mais il en subordonnait la conclusion à l'occupation préalable du pays par ses troupes, condition indispensable, disait-il, pour qu'il « se crût autorisé, de la part de l'empire de Russie, à prendre l'engagement sacré de ne pas déposer les armes avant que les espérances de la Pologne ne fussent réalisées ».

Il n'est guère vraisemblable que le vainqueur de Napoléon se proposât sérieusement, à ce moment, de traiter de puissance à puissance avec les Polonais. Les voyant en désaccord, il devait les juger doublement disqualifiés. Aussi, tout en admettant que Czartoryski interviendrait dans la négociation, ce qui ne paraissait plus être dans les vues de ses compatriotes, il n'assignait

(1) Czartoryski, *Mémoires*, édit. de Mazade, t. II, p. 297-298 ; *Sbornik*, t. IX, p. 431.

aucun rendez-vous à ce plénipotentiaire et ajournait même leur rencontre à une époque indéterminée. « Si, écrivait-il, en terminant, à l'issue de tous les événements, je pouvais me retrouver un moment au sein de votre famille, cela me causerait un plaisir fou. Tout à vous de cœur et d'âme (1). » Contracter une alliance avec la Pologne aurait été d'ailleurs un mauvais moyen pour désarmer les méfiances de l'Autriche et de la Prusse, que cette correspondance même devait mettre en éveil, en dépit des précautions prises pour en assurer le secret.

Ayant porté à Saint-Pétersbourg le message de Czartoryski et rapportant la réponse avec toutes les pièces connexes, le secrétaire du prince, Kluczewski, se faisait arrêter à l'entrée du territoire autrichien. Sur une protestation de son maître, qui prenait qualité de ministre du tsar, il était relâché et obtenait la restitution de ses papiers ; mais copie en avait été assurément prise, et l'attitude de l'Autriche allait se ressentir de la découverte ainsi faite, bien que, sur le moment, les événements de Varsovie lui conseillassent de ne rien laisser paraître de l'impression qu'elle en recevait.

Aux mains des nouveaux occupants du duché, les Polonais s'abandonnaient, en effet, sans lutte, voire avec une complaisance croissante. Obtenant l'assurance d'échapper, comme leurs frères de Lituanie, à toute représaille, de garder leurs fonctionnaires nationaux et même d'être quittes de tout nouveau recrutement, ils s'estimaient heureux de ne pas payer plus cher leur attachement à Napoléon et se prêtaient à la constitution d'un gouvernement provisoire, dont la composition pouvait agréer aux nationalistes russes les plus ombrageux. Sous la présidence de Basile Lanskoy, ce « Conseil suprême » comprenait Novossiltsov, à côté de ralliés d'ancienne date tels que Lubecki et Wawrzecki. Plus tard, Czartoryski devait aussi y figurer. En fait, devançant ses rivales sur la Vistule, la Russie y obtenait sans coup férir la situation du *beatus possidens*, et, s'il leur portait ombrage, l'événement devait aussi inspirer du respect à l'Autriche comme à la Prusse. Mais, pour le problème polonais, d'autres difficultés res-

(1) D'Angeberg, *Recueil*, p. 585 ; prince L. Czartoryski, *Alexandre Ier et Czartoryski*, p. 207 ; grand-duc Nicolas, *Alexandre Ier*, t. I, p. 132.

sortaient de la tâche que le libérateur en perspective de l'Allemagne assumait dans ce pays.

III

Depuis que les Russes avaient pris pied à Varsovie, Stein déclarait cette œuvre incompatible avec toute idée de restauration polonaise. Il en avait jugé autrement en 1807 et même en 1811. Il professait alors de très vives sympathies pour les Polonais et admirait leur constitution de 1791. Maintenant, il s'accordait avec « le petit » Nesselrode en refusant de sacrifier à « la fantaisie de cette nation légère et inquiète » les intérêts supérieurs de l'Europe, par quoi il entendait la nécessité de refouler définitivement la France derrière la Meuse, la Moselle et les Vosges, et aussi, ajoutait-il dans des confidences qui n'étaient pas destinées à l'oreille du tsar, d'arrêter non moins radicalement les progrès de la Russie sur la Vistule (1). Car, bien que ses compatriotes lui fissent reproche de trop « moscovitiser », le nouveau conseiller d'Alexandre introduisait dans ce ministère force réserves mentales.

L'ambition de Frédéric-Guillaume ne visait pas si loin. Elle était, pour le moment, bornée au souci plus modeste de ne pas perdre l'occasion, qui semblait s'offrir, d'une de ces opérations de marchandage et de chantage en partie double, dont il avait le goût et dont il réservait le bénéfice pour la Prusse seule. « Rappelons-nous que nous sommes Prussiens premièremenet et avant toute chose », disait l'éducateur du prince royal, Ancillon, dans un mémoire que le père de son élève goûtait fort (2). S'en inspirant, Frédéric-Guillaume s'appliquait à tenir égale entre la France et la Russie la balance des protestations de fidélité qu'il portait d'un côté et des offres de concours qu'il risquait de l'autre. Mais la convention de Tauroggen et ses conséquences ne lui laissaient pas pour ce manège une liberté entière de mouvements. En janvier, il évitait encore de répondre à deux lettres du tsar, conçues

(1) *Sbornik*, XXXI, 301 et suiv.; Lehmann, *Stein*, t. II, p. 79, 82; Pertz, *Stein*, t. I, p. 573, t. III, p. 204 et suiv.

(2) *Hist. Zeitschrift*, N. F., XXXII, p. 276.

pourtant en des termes fort engageants. « Payant le mal par le bien », Alexandre ne serait satisfait, disait-il, que quand « la Prusse aurait repris toute sa splendeur et toute sa puissance (1). » Le mois suivant, pour échapper à Augereau, qui y tenait toujours garnison, le roi quittait Berlin, et, gagnant Breslau, il se rapprochait des Russes, sans que, cependant, suivi par Saint-Marsan, il cessât de l'assurer que « le système de sa politique ne variait pas, qu'il ne faisait aucune espèce d'ouverture à la Russie et que sa conduite s'inspirait de la plus entière loyauté (2). » Mais, accompagnant également le souverain en cet exode, Hardenberg expédiait à l'adresse de *Mlle Caroline Heinsius* à Kœnigsberg un message ainsi conçu : « Chère sœur, je m'empresse de t'informer que notre bon père se propose d'envoyer à l'oncle par une occasion sûre le contrat de mariage. Ainsi, le mariage de notre Amélie doit aboutir sûrement et prochainement (3). » Mlle Caroline Heinsius, c'était Stein, à qui son correspondant faisait connaître ainsi le départ de Knesebeck, portant à l'adresse d'Alexandre, qu'il rejoignait le 15 février à Klodawa, sur la route de Kalisz, une lettre du roi et un projet de traité.

La lettre était insignifiante, « flasque et froide », comme dit Sorel ; mais le projet de traité attestait une fois de plus l'extraordinaire puissance de présomption dont, si timide qu'il fût, le souverain était capable de faire preuve dans les circonstances les moins propres au développement de ce sentiment. Pour prix d'un concours qu'il n'était plus tout à fait maître de lui refuser, il demandait au tsar la promesse formelle des limites d'avant 1806, Varsovie comprise, avec en plus un agrandissement dans le nord de l'Allemagne.

Il n'ignorait pourtant pas les vues d'Alexandre sur le duché. En novembre déjà, Boyen en avait reçu la confidence à Saint-Pétersbourg, le tsar admettant seulement, au bénéfice de la Prusse, la rétrocession d'une partie du territoire polonais aliéné en 1806, comme élément de liaison entre ses possessions de l'Est et la Silésie. Le Prussien se récriant, Alexandre avait laissé entre-

(1) Bailleu, *Briefwechsel*, p. 240-242.
(2) Rapport de Saint-Marsan du 15 février 1812, Sorel, *l'Europe et la Révolution française*, t. VIII, p. 60.
(3) Soloviov, *Alexandre Ier*, t. I, p. 240.

voir la possibilité d'y ajouter une compensation en Saxe. Et, du coup, Boyen n'avait pas protesté (1). La Saxe à prendre valait mieux encore, pensait-il, que la Pologne à reprendre. Mais, avec Hardenberg, Frédéric-Guillaume demeurait inféodé à la tradition de Frédéric II et à l'attrait des marches orientales. Depuis trois mois son ambition avait aussi grandi.

Maître de Varsovie, Alexandre était mieux fondé à augmenter ses prétentions. Dans un contre-projet que Nesselrode eut charge de présenter à Knesebeck, il se borna cependant à reprendre les indications données à Boyen. Mais il dut bientôt reconnaître que, dans ces termes, aucune entente n'était possible avec ce négociateur (2). A Vienne, l'envoyé de Frédéric-Guillaume avait entendu dire qu' « à laisser en suspens le problème polonais, on risquait de remplacer le joug français par le joug russe ». Il en avait conclu que Varsovie devait redevenir prussienne, et il n'en voulait pas démordre. En même temps, de la Prusse orientale à la Silésie, mettant Yorck en demeure de coordonner les mouvements de ses troupes avec ceux des troupes russes sous le commandement de Wittgenstein, ou pressant le roi lui-même de déloger les Français de Glogau pour l'obliger à jeter le masque, le tsar essuyait des refus. Frédéric-Guillaume ne voulait marcher qu'après avoir eu les mains garnies, et il croyait toujours traiter avec « le divin ami » de la reine Louise, aux si faciles complaisances. Il oubliait la leçon que, partenaire depuis huit ans ou adversaire de Napoléon, le vainqueur du jour retenait de ce rude apprentissage. Abandonnant Knesebeck aux mains de Nesselrode et ne lui laissant rien soupçonner de ses intentions, il envoie à Breslau Anstett, et, trait de génie dans la circonstance, il lui adjoint Stein, qu'il a rappelé de Kœnigsberg, Stein qui est de Nassau et non de Brandebourg, qui voit grand, qui sait parler haut, même aux maîtres qu'il sert, et qui, tout entier au souci de son Allemagne à recréer, fera bon marché, au besoin, de la Prusse. En effet, rendu à destination, il se rend impérieux, menaçant, « titanique » à souhait. Il ose prédire au roi qu'à défaut d'un accord immédiat avec le tsar aux conditions par lui proposées,

(1) Boyen, *Erinnerungen*, t. II, p. 256.

(2) V. Ægidi, *Die Sendung Knesebecks in das russische Hauptquartier, februar 1813.*

tous les pays prussiens jusqu'à la Vistule suivront l'exemple de la Prusse orientale, dont la noblesse, aux termes d'une information d'ailleurs fausse (1), a envoyé une députation au tsar pour mettre la province entre ses mains.

Ainsi assailli, Frédéric-Guillaume s'affole, suivant son habitude, et, après vingt-quatre heures d'un débat où Anstett et Stein n'ont rien cédé, il met sa signature au bas d'un traité à peu près identique à celui que Knesebeck continue à déclarer inacceptable. Alliance défensive et offensive ; promesse vague de rendre à la Prusse « la force réelle qu'elle avait avant la guerre de 1806 », mais sans aucune précision ; pas un mot des provinces polonaises ; garantie seule de la Prusse orientale et d'un couloir pour relier cette province avec la Silésie, donc renonciation implicite à Varsovie sans que la compensation fût spécifiée : Alexandre a obtenu tout ce qu'il voulait en donnant moins qu'il n'avait offert trois mois auparavant. Ce qu'il obtenait, c'était, il est vrai, comme le pensait Stein, la possibilité de faire avec ses Russes, que les Prussiens aideraient, les affaires de l'Allemagne.

Signé le 27 février à Breslau (2), le traité fut ratifié le surlendemain à Kalisz, où le roi rejoignait le tsar et où, en même temps que sa forme définitive, cet instrument diplomatique recevait un complément destiné à faire époque dans l'histoire européenne. En un préambule grandiloquent, reprenant avec plus de ferveur l'un des thèmes dont Novossiltsov s'était rendu l'interprète à Londres, en 1805, et professant leur foi dans l'avènement d'une ère de paix durable, fondée sur le respect religieux des traités, les deux souverains préludaient à ce qui allait devenir, dans la

(1) V. *Altpreussische Monatschrift*, 1881, XVIII, cahiers 5-8, d'après les papiers de Schön et d'Auerswald qui innocentent la noblesse prussienne.

(2) Texte du traité dans d'Angeberg, *Recueil*, p. 591, et, avec des lacunes, dans F. de Martens, *Recueil*, t. VII, p. 62 et suiv. — Pour l'histoire de la négociation : Max Duncker, *Aus der Zeit*, p. 497, rectifiant les indications de Pertz, *Stein*, t. IV, p. 302, et Gneisenau, t. II, p. 505 ; Droysen, *Vorlesungen*, t. II, p. 418 ; Max Lehmann, *Stein*, t. III, p. 248 et suiv. ; Beitzke, *Geschichte der Freiheitskriege*, t. I, p. 74 ; Friccius, *Geschichte des Krieges in den J. J. 1813 und 1814*, t. I, p. 40 ; Oncken, *Oesterreich und Preussen*, t. I, p. 234 et suiv. ; Ompteda, *Nachlass*, t. IV, p. 41 ; Ægidi, dans *Hist. Zeitschrift*, 1866, t. XVI, p. 269 et suiv. ; Bailleu, *ibid.*, 1877, XXXVII, p. 139 et suiv. ; p. 560 et suiv. ; Himly, *Histoire de la formation de l'Europe centrale*, t. II, p. 110 ; d'Ussel, *la Défection de la Prusse*, p. 293 et suiv.

sphère d'un idéal de convention, le verbe de la sixième coalition, avant même le jour de la Sainte Alliance. Sinon Frédéric-Guillaume lui-même, totalement dépourvu du sens de l'humour, du moins quelques-uns de ses collaborateurs ont dû savourer l'ironie de l'étrange aventure, qui associait dans une démonstration de ce genre le petit-fils de l'amie de Voltaire avec le petit-neveu de l'auteur de l'*Anti-Machiavel*.

Le traité du 28 février contenait, cependant, d'autres déterminations d'un caractère plus positif, et, si par leur effet, ce triomphe apparent de la Russie ne lui donnait aucun avantage réel, comme le pensait Stein, et grevait même son avenir de conséquences redoutables, l'Allemagne, elle aussi, ne devait pas, dans la suite des temps, s'en mieux trouver. En un retour fatidique à la tradition du pacte de 1764, celui de 1813 scellait entre les deux États contractants une union, qui s'est maintenue jusqu'en 1878, et même, virtuellement, au delà. Elle a dominé la politique européenne au cours du dix-neuvième siècle ; elle a organisé l'Allemagne au mode prussien, après l'avoir reconstituée au mode russe et elle a abouti à la tentative d'hégémonie universelle, qui a couvert de ruines le monde entier et précipité la Russie défaillante dans l'abîme. Le traité de Kalisz a posé quelques-uns des principes d'après lesquels a été opérée, de 1814 à 1815, la reconstruction territoriale du continent européen tout entier, sur la base de toute une théorie savante d' « équivalences » statistiques, géographiques ou financières, et l'inféodation de l'Allemagne comme de la Russie à la Prusse s'en est suivie.

Alexandre n'y a pas pris garde. Depuis Pierre le Grand, la grande puissance slave dont il tenait la destinée entre ses mains, mais où il ne voyait que l'instrument de son ambition personnelle, se trouvait déjà engagée dans cette voie, et, personnellement, maître de la Prusse, arbitre de l'Allemagne, Agamemnon de la coalition naissante, il triomphait. Stein ne lui marchandait pas « le brillant » de cette situation, persuadé qu'aucune réalité de pouvoir n'y correspondrait. Obtenant, au traité, l'assurance que rien ne serait épargné pour « enlever à la France toute influence dans le nord de l'Allemagne » (art. 1er), il se fiait pour le reste à l'ascendant qu'il saurait prendre sur un prince fin, adroit, capable même de coups de vigueur, mais sujet aux défaillances, enclin

aux distractions et très insuffisamment renseigné. L'avenir allait lui donner raison, à un point près d'importance capitale : Stein comptait sans Metternich.

Le 16 mars, la Prusse déclara la guerre à la France. Quatre jours plus tard, le traité de Kalisz fut publié dans la partie seule qui comprenait les arrangements territoriaux, et, le 25, sous la signature de Koutousov mais l'inspiration de Stein, les Allemands recevaient communication d'un appel comme ils n'en avaient jamais entendu. Ils n'y trouvaient pas, comme Stein l'eût voulu, une menace de détronisation à l'adresse de ceux de leurs princes qui refuseraient d'épouser la bonne cause. Mais, qu'en ce pays, pour un objet d'intérêt politique, les sujets fussent interpellés par-dessus la tête de leurs maîtres, c'était déjà un fait inouï et positivement révolutionnaire. Napoléon laissant tomber les armes auxquelles il avait dû en grande partie ses succès, ses adversaires les ramassaient, substituant seulement à l'idéal humanitaire et cosmopolite de 1792 le mot d'ordre nouveau du nationalisme, qui, sur le moment, paraissait mieux répondre aux aspirations allemandes, dont Fichte passait pour être l'interprète, comme l'autre était censé de marque française, bien que Herder, Gœthe et Schiller s'en réclamassent. Alexandre n'y prenait pas garde davantage. Il ignorait probablement jusqu'à l'existence de Herder et de Fichte. Satisfait d'avoir eu raison de Frédéric-Guillaume avec l'aide de Stein, il passait à Lebzeltern, qui, le 5 mars, le rejoignait à Kalisz.

IV

Sans caractère officiel toujours, mais y gagnant une plus grande liberté d'allures, Razoumovski s'était donné beaucoup de mouvement à Vienne au cours des derniers mois, activement secondé par la princesse Bagration, qui, au dire de Bignon, était possédée par la passion politique « au point de prendre pour amant quiconque dirigeait les relations extérieures de l'Autriche ». Vers la mi-janvier, Metternich avait, cependant, éprouvé le besoin de rentrer en contact avec Stackelberg, qui n'était pas loin : il passait l'hiver à Gratz. Invité à reparaître à Vienne, l'envoyé du tsar

y produisit une note, où il représentait son maître comme uniquement soucieux de s'assurer les bienfaits d'une paix durable, objet pour lequel il accueillerait avec plaisir les ouvertures qui lui seraient faites par l'empereur François. Metternich répondit à cette entrée en matière par une manœuvre double : le plus promptement possible, il fit connaître la note à Paris, et n'eut pas de peine à obtenir pour l'Autriche le rôle d'intermédiaire dans la tractation pacificatrice qui semblait ainsi entamée. Dégageant cette puissance des obligations militaires que l'alliance avec Napoléon mettait à sa charge, sa médiation aurait aussi pour effet de la garantir contre un accord séparé entre la Russie et la France. Cependant, envoyant Lebzeltern à Kalisz, Metternich lui prescrivait de ne pas se presser : on devait d'abord prendre langue à Londres, où le baron de Wessenberg se rendait en même temps, et obtenir aussi des éclaircissements sur les intentions du tsar, comme sur les forces dont il disposait.

Au regard de l'Allemagne comme de la Pologne, Alexandre découvrait des vues inquiétantes, et, Stackelberg faisant état de 500 000 Russes sous les armes, les rapports des agents autrichiens en réduisaient le nombre au dixième ! La Prusse commençait seulement ses préparatifs de guerre et, dans l'Allemagne entière, Metternich ne voyait d'autre appareil de combat que le *Tugendbund* qu'il ne se souciait pas d'avoir pour allié. Sans parler de Stein, il tenait tous les patriotes prussiens du parti gallophobe, Scharnhorst, Schön, Vincke, Gneisenau, Grollmann ou Jahn, pour de dangereux démagogues, et il partageait entièrement le sentiment de Gentz, qui avait jugé criminelle et folle la proclamation lancée par Barclay de Tolly. Si odieux et dément lui-même qu'il fût, Napoléon avait encore plus de raison (1) !

Malheureusement, il s'obstinait à ne pas lâcher les provinces illyriennes que l'Autriche réclamait pour prix de la fidélité qu'elle consentait à lui garder. Il n'offrait, et seulement du bout des lèvres, que la Silésie. Si pourtant les projets polonais du tsar correspondaient effectivement à ce qu'en révélait sa correspondance interceptée avec Czartoryski, cette fidélité insidieusement marchandée

(1) Lettres inédites de GENTZ, *Deutsche Rundschau*, 1912, t. XII, p. 261 et suiv.

s'imposerait à titre gratuit. En portant donc à Kalisz l'offre de la médiation autrichienne, Lebzeltern devait procéder à une opération de sondage et gagner du temps.

Mieux que par son habileté, qui était grande, il fut servi dans son jeu par les finesses que le tsar mit dans le sien. Alexandre y apportait une méfiance égale, avec le même souci d'y voir plus clair. Acceptant d'emblée le principe de la médiation, mais demandant que les bases en fussent préalablement spécifiées, à quoi Lebzeltern déclarait ne pouvoir satisfaire, faute d'instructions, Alexandre prolongea pendant des semaines un débat, auquel, finalement rassuré par la cordialité grandissante de son partenaire, il donna une issue que Metternich n'eût pu souhaiter meilleure. Il déclarait s'en rapporter entièrement à « la confiance illimitée » que lui inspirait le caractère de l'empereur François, et, Lebzeltern exprimant quelque inquiétude au sujet de la présence de Czartoryski à Kalisz, il lui faisait entendre les protestations les plus catégoriques : « ni avec ce Polonais, ni avec aucun autre, les connaissant trop bien, il n'était entré et n'entrerait jamais dans aucune entente. On ne trouvait que du vent dans ces têtes-là ! Il s'était interdit de paraître à Varsovie et s'était appliqué à tenir de toute façon dans le duché une conduite propre à lui valoir l'approbation de la cour de Vienne (1). »

La sincérité de ces déclarations se laissait suspecter. Elles indiquaient, cependant, une attitude de déférence qui semblait pleine de promesses et se traduisait d'ailleurs en acte par la conclusion d'une nouvelle convention secrète entre les signataires du pacte de Wilno. L'objet en était, cette fois, de suspendre l'armistice du 30 janvier, qui, avec les troupes autrichiennes, couvrait aussi, à Cracovie, le corps polonais de Poniatowski, et de livrer ce dernier aux Russes. Exemple attristant des erreurs où l'interprétation arbitraire du devoir patriotique a égaré les hommes de son pays, Czartoryski a été peut-être l'instigateur et sûrement le complice de ce guet-apens.

Alexandre avait assez vivement objecté à ce que le prince le rejoignît à Kalisz, et, l'y accueillant assez fraîchement, il ne l'avait

(1) Lebzeltern à Metternich, Kalisz, 6 avril 1813, grand-duc Nicolas, *Alexandre Ier*, t. II, p. 165 ; cf. *ibid.*, t. II, p. 138 et suiv. ; d'Ussel, *l'Intervention de l'Autriche*, p. 244 et suiv.

pas gardé plus de vingt-quatre heures. Pour se relever de cet échec, continuant à écrire abondamment au tsar, et faisant du zèle, Czartoryski insistait pour qu'on éloignât de Cracovie Bignon, qui y maintenait le gouvernement polonais sous la tutelle française. A cette fin, il suggérait l'expédient d'une brusque offensive des troupes russes et prussiennes, qui aboutirait à la conclusion d'un nouvel armistice, dont une clause secrète stipulerait le renvoi de l'agent napoléonien. L'éditeur polonais de cette partie de la correspondance du prince, qui a été pudiquement retranchée de la publication de de Mazade, convient, bien qu'apologiste résolu, que le stratagème n'était pas des plus loyaux (1). Dans cette voie scabreuse, Czartoryski allait, cependant, être encore entraîné beaucoup plus loin.

Revenant à Kalisz en avril, sur l'invitation d'Alexandre cette fois, il fut chargé d'obtenir l'agrément du gouvernement polonais à la combinaison qu'il avait conçue et qu'il justifierait devant ses compatriotes par la nécessité de maintenir intacte l'armée polonaise, « en vue des intentions que le tsar leur avait fait connaître, dont il ne se désistait pas et qu'il manifesterait devant l'Europe au moment de la paix générale, peut-être même plus tôt si les circonstances s'y prêtaient ». En s'employant à cette manœuvre, Czartoryski ignorait, veut-on croire, que les instructions réellement données au général Sacken, commandant les forces russes dans la région de Cracovie, étaient de surprendre Poniatowski à la faveur de la négociation pour un nouvel armistice et de le désarmer (2).

Le guet-apens ne réussit pas. Bignon et les Polonais de Cracovie se trouvaient mis en garde par une tentative concurrente de même genre. Devancée par la Russie en aval de la Vistule, la Prusse essayait de la prévenir en amont, et, sous le couvert d'une démarche concertée avec son alliée, elle venait de mettre en campagne le prince Antoine Radziwill, qui, partisan déclaré toujours d'une restauration polonaise sous l'égide prussienne (3), avait tenté de débaucher Poniatowski, son ami de vieille date,

(1) Smolka, *la Politique du prince Lubecki*, t. II, p. 219-222.

(2) Smolka, *ibid.*, t. II, p. 226 et suiv. ; Askenazy, *le Prince Poniatowski*, p. 316 et suiv., édit. franç., p. 307 et suiv.

(3) V. t. I, p. 213, de cet ouvrage.

mais avait échoué (1). Sinon tout à fait ce qu'ils cherchaient, Prussiens et Russes allaient, cependant, obtenir à Cracovie un résultat très satisfaisant.

Au commencement du mois suivant, redoutant de nouveaux pièges pour sa petite armée, Poniatowski se disposait à rejoindre Napoléon en Saxe, quand, le 10 mai, il en eut ordre de prendre la direction contraire. Il lui était prescrit de « se jeter dans les autres provinces du grand-duché, en partisan, pour faire diversion et attirer à lui beaucoup de monde (2). » C'était la manœuvre de 1809 que le vainqueur de Wagram voulait reprendre. Ses chances de succès en 1813 se laissent discuter, et, pour le corps d'armée du prince, comme pour la Pologne, ses risques étaient assurément grands. Mais, Napoléon venait de triompher encore à Lutzen. Il préparait les journées de Bautzen. Depuis l'ouverture de la campagne, le moindre soupçon d'une insurrection polonaise semait la terreur dans les rangs de ses adversaires (3). Dans ces conditions donc, la « diversion » qu'il faisait entrer dans son plan avait une importance considérable et pouvait être d'un effet décisif. Poniatowski n'avait pas, en tout cas, à discuter *in merito* les ordres qu'il recevait. Si même, étant Polonais, il s'attribuait le droit de sacrifier la discipline à un devoir supérieur dont il se rendait juge, la logique de cette détermination lui commandait de ne plus attendre le succès pour lui et pour les siens du chef auquel il refuserait obéissance. Il ne sut pas le comprendre, et, au terme d'un débat intérieur qui aurait été, d'après certains rapports, assez douloureux pour qu'il s'en trouvât porté à des velléités de suicide (4), contre l'avis du gouvernement polonais, il a fait choix du plus mauvais parti. Suivant la fortune de Napoléon, mais rebelle à son commandement, il prenait le chemin de l'Elster. A Leipzig, en dépit de leur vaillance, ses Polonais n'ont mis qu'un poids léger dans la balance des forces. A Varsovie, menaçant les Alliés à revers, ils eussent peut-être fait

(1) Bignon à Maret, Cracovie, 21 avril 1813, Affaires étrangères, Pologne, CCCXXXV, p. 44; BIGNON, *Souvenirs*, p. 360. princesse L. DE PRUSSE, *Qurante-cinq années de ma vie*, p. 334 ; comtesse POTOCKA, *Mémoires*, p. 347 ; DEMBICKI, *Pulawy*, t. II, p. 207 ; G. KOZMIAN, *Mémoires*, t. II, p. 87.

(2) NAPOLÉON, *Correspondance*, t. XXXV, n° 19343.

(3) WILSON, *Private Diary*, t. I, p. 362.

(4) ASKENAZY, *loc. cit.*

que leur défaite de Bautzen tournât à la déroute finale.
Quelques jours plus tard, ainsi abandonné, le gouvernement polonais jugeait à propos de passer en territoire autrichien et de dissoudre la Confédération, et, bien que leur manœuvre eût échoué, les Alliés obtenaient, à la capture près des 15 000 hommes de Poniatowski, tout l'effet qu'ils en attendaient, non sans que Bignon attribuât ce résultat aux intrigues de Czartoryski et de Radziwill (1).

Ce succès fut devancé par un autre, de plus grande valeur encore. L'accession de la Prusse à la coalition entraînait le rétablissement de relations amicales entre Berlin et Londres. Avant même qu'un accord diplomatique le consacrât, d'immenses fournitures d'armes, de munitions, d'approvisionnements de toute nature, étaient portés de la Tamise à l'embouchure de l'Elbe ; mais, à la fin d'avril, le marquis de Londonderry rejoignait Frédéric-Guillaume à Dresde et ne tardait pas à y conclure un traité, qui assurait à la Prusse et à la Russie une avance de 2 000 000 de livres sterling, en sus d'un subside de 500 000 livres sterling pour l'entretien de la flotte russe, les bénéficiaires s'engageant à maintenir respectivement sous les armes 100 000 et 200 000 hommes. L'épée levée contre Napoléon recevait ainsi de la forge anglaise la trempe et le tranchant qui lui manquaient.

V

Alexandre avait déjà quitté Kalisz, où, au scandale de l'honnête Chichkov (2), entre les négociations et les revues des troupes, il ne s'était pas interdit de prendre d'abondants divertissements. Kalisz ne ressemblait pas à Wilno. On n'y avait pas devant les yeux des visions d'épouvante, et, déjà, avant le carnaval de Vienne, la coalition naissante y avait beaucoup dansé. Bien que l'impératrice ne l'accompagnât pas, l'entourage d'Alexandre comprenait toute une cour féminine. Les femmes de ses généraux et

(1) Au duc de Bassano, Teschen, 16 mai 1813, Affaires étrangères, Pologne, v. CCCXXXV, fol. 237.

(2) Chichkov, *Mémoires*, t. I, p. 181-182.

de ses ministres se piquaient, en campagne, d'une fidélité conjugale qu'elles n'observaient guère en temps de paix, et, à Kalisz, de jeunes et jolies Polonaises en nombre justifiaient par leur attitude le soupçon méchamment conçu par Boyen qu'à l'exemple de Mme Walewska, « elles étaient prêtes à tout sacrifier sur l'autel de la patrie (1) ». La bourgade polonaise menaçait ainsi de devenir une autre Capoue, au désespoir de la plupart des généraux prussiens et russes même, qui réclamaient une marche prompte en avant.

Koutousov était, à la vérité, moins pressé. « Rien n'est plus facile, disait-il, que d'aller maintenant au delà de l'Elbe. Mais, comment reviendrons-nous? Avec le museau dans le sang! » Après une revue, Frédéric-Guillaume lui-même inclinait à partager l'avis du généralissime : l'armée principale du tsar ne montrait pas plus de 18 000 hommes dans les rangs (2)! Le 7 avril, Alexandre passait cependant outre aux objections du prince de Smolensk, et, le 15, ses troupes franchissaient l'Oder, à Steinau, pénétrant en Saxe. Le tsar renvoyait à son généralissime une couronne que lui offraient les habitants : « Les lauriers vous appartiennent. » Mais, en fait, Koutousov ne commandait pas. Il se mourait, bien qu'à Kalisz on l'eût encore surpris, au rapport d'un chroniqueur, lutinant une Polonaise de dix-sept ans, Mlle Majaczewska (3). Dès le 18 avril, il dut renoncer à suivre les troupes, s'arrêtant à Bunzlau, et, deux jours plus tard, en dépit des soins que lui donnait le célèbre Hufeland, il expirait.

A l'exclusion de plusieurs généraux plus anciens en grade mais moins dociles, Wittgenstein recueillit le commandement en chef, dans les mêmes conditions. Avec l'aide de Volkonski et de Toll, Alexandre se croyait capable d'y faire valoir le savoir acquis à l'école de Phull, et Napoléon eut le bénéfice de cette présomption. A Lutzen, le 2 mai, Français et Russes étaient déjà aux prises, que le successeur de Koutousov ignorait encore la composition des troupes nominalement mises sous ses ordres. Alexandre, de son côté, n'avait rien décidé au sujet de leur emploi, s'en rapportant au nouveau généralissime, qu'il n'avait cependant pas éprouvé le besoin de rencontrer depuis sa nomination, qu'il n'avait

(1) Boyen, *Erinnerungen*, t. III, p. 16.
(2) Schilder, *Alexandre Ier*, t. III, p. 143.
(3) Mikhaïlovski-Danilevski, *la Campagne de 1813*, p. 6;

pas vu depuis la campagne de l'année précédente (1) ! Il envoyait maintenant à sa recherche le capitaine Mikhaïlovski-Danilevski, qui, le rejoignant après une longue randonnée, engageait avec lui le colloque suivant :

— « L'Empereur demande quelles dispositions vous avez prises pour la journée.

— J'attends de connaître, pour les exécuter, celles qu'aura ordonnées Sa Majesté. »

Retournant auprès du souverain, le messager le vit monter en voiture, d'où, tandis qu'elle s'éloignait au triple galop, une voix lui cria :

— « Mettez dans votre relation que nous exécutons une marche de flanc ! » Et, en Russie, d'après les nouvelles qu'on en eut d'abord, la journée fut célébrée comme une grande victoire.

Cependant, le soir, Frédéric-Guillaume disait : « C'est Auerstædt qui recommence... Je me vois de nouveau à Memel ! » Et, à Vienne, François Ier vit son gendre en passe d'en reprendre le chemin pour lui demander compte de sa conduite. Mais, tout en fuyant, Alexandre accordait le cordon de Saint-André à Wittgenstein, et, en fait, les alliés en étaient quittes pour repasser l'Elbe, moins éclopés que Koutousov ne le prévoyait (2). Napoléon n'avait pas, on le sait, le moyen d'exploiter son succès. Il manquait de cavalerie. Il occupait bien Dresde et y faisait rentrer le roi de Saxe ; mais il donnait à ses adversaires le temps de se fortifier à Bautzen et d'y recueillir un nouveau corps russe que Barclay de Tolly amenait, après avoir enlevé Thorn. Moyennant quoi, correspondant toujours diligemment avec sa sœur Catherine, qui se trouvait à Prague, en coquetterie avec les Autrichiens et en passe d'agréer les intentions matrimoniales de l'archiduc Charles,

(1) Mouromtsov, « Souvenirs », *Archives russes*, 1890, t. I, p. 370.

(2) *Journal inédit* de Mikhaïlovski-Danilevski ; Lettres d'A. Boulgakov à son frère, *Archives russes*, 1900, t. II, p. 209 ; comte de Münster, rapport du 24 mai 1813, dans Oncken, *Oesterreich und Preussen*, p. 310 et suiv. ; prince de Wurtemberg, *Mémoires*, t. III, p. 19 et suiv. ; Lœwenstern, *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 19 ; Wolzogen, *Mémoires*, p. 170 ; Henckel von Donnersmarck, *Erinnerungen*, p. 186 et suiv. ; Clausewitz, *Œuvres*, t. VII, p. 237 et suiv. ; Scherr, *Blücher*, t. III, p. 104. Pour les péripéties de la bataille, Trauenfeld, *Das Jahr 1813*, p. 525 et suiv. ; cf. Schilder, *Alexandre Ier*, t. III, p. 148.

Alexandre envoyait à cette adresse des bulletins, qui contenaient tout le contraire d'un aveu de défaite : « Le comte Wittgenstein, écrivait-il, a cru par prudence devoir repasser l'Elbe. Pour moi, je crois que c'est une faute et que, le lendemain de la bataille, nous devions attaquer, car l'ennemi était en déroute, au dire de ses propres officiers (1). » On en jugea bientôt autrement dans le public, où, de Berlin à Moscou, le résultat en étant mieux connu, la journée du 2 mai produisait un effet de panique (2). Mais, inopinément, Napoléon semblait justifier le langage du tsar, en produisant une proposition d'armistice.

Il lui avait été habituel de donner une telle suite à ses victoires, les plus certaines comme les plus douteuses. Confondre ainsi le lendemain d'Eylau avec le lendemain d'Austerlitz avait été un des traits de sa merveilleuse virtuosité. Mais, depuis la Bérézina, ces artifices ne portaient plus, et le vainqueur de Lutzen ne s'est pas trompé en taxant après coup d'erreur fatale, et la plus grande qu'il eût jamais commise, cette démarche, dont il aggravait la maladresse par le choix du plénipotentiaire qu'il adressait aux Alliés.

Les historiens russes sont unanimes pour attribuer à la conduite du duc de Vicence en cette occasion le caractère d'un acte délibéré de trahison. Quelques-uns des faits allégués par eux à l'appui de cette thèse ne sont pas à la vérité concluants. « Profitons du moment, aurait dit Caulaincourt au comte Chouvalov ; nous sommes dans un moment de faiblesse ; nos troupes sont dispersées... Quand nous avons des succès, on ne peut plus nous faire entendre raison... Il nous viendra des renforts considérables... » Ces propos se laissent concevoir comme concertés avec Napoléon ; mais Chouvalov en a retenu d'autres, qui, conseils donnés aux Alliés pour les changements à introduire dans leurs méthodes de combat, ou indication sur les côtés faibles de l'armée française et la manière d'en tirer parti (3), ne se prêtent pas à cette explication.

(1) 11 mai 1813, grand-duc Nicolas, *Correspondance d'Alexandre Ier avec sa sœur*, p. 143.

(2) Doubrovine, *la Guerre patriotique*, p. 495.

(3) Rapports de Chouvalov, 31 mai et 2 juin 1813, F. de Martens, *Recueil*, t. XIV, p. 177 et suiv., et Criste, dans *Oesterreich in den Befreiungskriegen*, t. I, p. 88 et suiv. ; cf. Bailleu, dans *Annales internationales*, t. III, p. 135 et suiv. ; Lefebvre de Behaine, *Napoléon et les Alliés*, p. 89 et suiv.

Dans le dessein primitif de Napoléon, la demande d'armistice était principalement destinée à couvrir une tentative d'accord séparé soit avec la Prusse ou, de préférence, avec la Russie, à qui il se disait disposé à « faire un pont d'or », en sacrifiant cette fois même le duché de Varsovie. Il offrait Danzig et toute la Vistule (1). Il offrait de souscrire à cette formule : « La Pologne ne sera jamais rétablie », qu'il avait jugée assez inacceptable pour qu'en y insistant, Alexandre l'obligeât à prendre le chemin de Moscou. Mais Caulaincourt dépréciait toutes ces concessions, et l'on ne comprend donc pas que, le but réel de sa manœuvre lui échappant, le vainqueur de Lutzen s'y soit obstiné, alors surtout qu'en cours de tractation, le 19 et le 21 mai, les Alliés se laissaient forcer dans leurs formidables positions de Bautzen.

Alexandre rejetait bien encore sur Wittgenstein la responsabilité d'une retraite qu'il déclarait ordonnée par ce général hors de tout propos (2). Mais le grand-duc Constantin exprimait dans sa correspondance des impressions très différentes (3) ; Toll lui-même croyait Napoléon en mesure d'obliger les Alliés à repasser l'Oder, et, s'il poursuivait l'avantage obtenu, de dicter la paix (4) ; des appréciations analogues se rencontrent chez la plupart des chroniqueurs ayant pris part à cette campagne dans le même camp et tous ont signalé chez les Prussiens une démoralisation complète. Voyant Breslau sur le point de retomber aux mains du vainqueur, Frédéric-Guillaume se montrait pour le coup tout à fait incliné à traiter séparément avec la France et ses lieutenants n'apercevaient de salut que dans cette suspension des hostilités, précisément, que Napoléon offrait à ses adversaires (5).

Dans l'armée russe d'autre part, la défaite portait à l'extrême le désordre du haut commandement. Wittgenstein se trouvait entièrement discrédité. Pour tout mouvement stratégique pro-

(1) Sorel, *l'Europe et la Révolution française*, t. VIII, p. 122.

(2) Grand-duc Nicolas, *Correspondance d'Alexandre Ier avec sa sœur*, p. 150.

(3) *Archives russes*, 1882, t. I, p. 142.

(4) Toll, *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 462.

(5) Bismarck, *Aufzeichnungen*, p. 220 ; K... (F. von, un des lieutenants de Barclay), *Kriegsoperationen*, p. 17 ; Muffling, *Aus meinem Leben*, p. 45 ; Henkel von Donnersmarck, *Erinnerungen*, p. 190 et suiv., et les témoignages cités par Christe, *loc. cit.*, t. I, p. 83 et suiv. ; cf. Plotho, *Der Krieg von 1813*, t. I, p. 169.

jeté, il devait négocier le consentement de ses subordonnés, ses aînés en grade, ou attendre les ordres du maître qui n'arrivaient pas à temps ou intervenaient de la façon la plus déconcertante dans les opérations en cours (1). En désespoir de cause, il cédait sa fonction ingrate à Barclay ; mais celui-ci déclarait avoir besoin de six semaines pour réorganiser l'armée.

Il est aisé d'imaginer l'effet qu'aurait eu, dans ces circonstances, une diversion polonaise.

Napoléon n'ignorait assurément pas ces faits, mais il les jugeait précisément propices à l'exploitation diplomatique de l'avantage militaire qu'il avait obtenu et dont il prenait une idée trop flatteuse. De plus en plus trompé lui-même au jeu d'illusionnisme qu'il pratiquait, comme ses forces, il inclinait à exagérer ses succès. Et donc l'armistice « fatal » fut conclu le 4 juin, à Plãswitz (2).

VI

La durée en était fixée à six semaines, mais il devait être prolongé jusqu'au 10 août, Napoléon découvrant, sinon du côté russe du moins du côté prussien, des perspectives de plus en plus favorables. Les rapports de ses agents lui montraient Frédéric-Guillaume en proie à un découragement grandissant, sous l'impression moins encore des défaites encourues que des déprédations auxquelles les troupes russes se portaient sur son territoire. Les organes de la presse allemande les plus hostiles à Napoléon recueillaient l'écho du dicton populaire : « Lieber die Franzosen als Feinde, als die Russen als Freude », et commentaient en des termes violents ce premier effet de la *libération* de l'Allemagne (3). Mais, en même temps, Alexandre gagnait du terrain du côté de l'Autriche, en utilisant toujours les bons offices de Catherine

(1) Schilder, *Alexandre Ier*, t. III, p. 151 et suiv.
(2) F. de Martens, *Recueil*, t. XIV, p. 181, 196.
(3) Rühl, *Auz der Franzosenzeit*, p 256 ; Bismarck, *Aufzeichnungen*, p. 220 ; Droysen, *Yorck*, t. II, p. 254 ; Beitzke, *Geschichte der Freiheitskriege*, t. I, p. 663 ; Aster, *Die Kriegsereignisse...* 1813, p. 212 ; Prohle, *Jahns Leben*, p. 130 ; Lebensbilder, t. II, p. 287 ; Raumer, dans *Hist. Taschenbuch*, 1846, p. 640 ; Sugenheim, *Russlands Einfluss*, t. II, p. 334.

Pavlovna, qu'il ne bornait pas au seul effet de sa séduction personnelle. C'est du moins ce que semble indiquer un des billets du tsar à l'adresse de la veuve de Georges d'Oldenbourg : « Je regrette que vous ne m'avez rien dit encore sur Metternich et sur ce qui est nécessaire pour l'avoir tout à fait à nous. J'ai les fonds nécessaires. Ainsi, n'économisez pas... Je vous autorise à aller en avant avec cette tactique, la plus sûre de toutes (1). » Le tsar gardait bon souvenir des conditions dans lesquelles il avait obtenu en 1806 le concours du ministre de François Ier (2).

En fait, l'Autriche se donnait aux Alliés comme irrévocablement décidée à les joindre, son accession ouverte à la coalition ne dépendant que du progrès de ses armements, et, ayant saisi à Dresde la correspondance de Stackelberg (3), Napoléon s'en trouvait averti. Il savait peut-être même que, devant sa sœur, Alexandre se donnait les gants de n'avoir consenti à l'armistice que sur la demande formelle des Autrichiens, qui avaient besoin de ce délai pour achever leurs préparatifs (4). Mais, à supposer même que ce fût vrai, le gendre de l'empereur François savait mieux que personne quel fond on pouvait faire sur ce que Vienne disait ou promettait. Telle qu'elle s'était offerte à ses premiers coups, la sixième coalition lui laissait l'impression d'un corps sans âme, et il ne découvrait personne qui pût lui en donner une. Metternich n'était pas Pitt, et Alexandre n'avait rien fait encore qui le relevât, personnellement, des disgrâces encourues et le montrât propre au rôle qu'il ambitionnait. Le vainqueur de Lutzen le voyait en outre touché par la vague de religiosité mystique qui déferlait à travers l'Europe et y perdant pied. En correspondance suivie, à travers le tumulte même des batailles, avec Alexandre Galitzine et Rodione Kochélev, le tsar se rendait leur catéchumène, reconnaissait leur primauté dans cette communion spirituelle, et, plaçant les intérêts qui s'y rapportaient au-dessus de tous les autres, il « mettait toute sa gloire à avancer le vrai règne du Christ (5). »

Réaliste trop absolu, le grand homme ne concevait pas le méca-

(1) Petterswalden, 1er août 1813, grand-duc Nicolas, *loc. cit.*, p. 97.
(2) V. vol. I, p. 186, de cet ouvrage.
(3) Fain, *Manuscrit de 1813*, s. I, p. 388.
(4) 10 juin 1813, grand-duc Nicolas, *loc. cit.*, p. 153.
(5) Alexandre Ier à R. Kochelev, Plock, 6 février 1813, *ibid.*, t. II, p. 6.

nisme subtil qui permettait au disciple des deux mystagogues de trouver un élément de force dans l'exaltation elle-même où il se laissait entraîner par eux, comme aussi de s'y ressaisir à volonté. Tel jour, entre une demande d'assistance spirituelle et un acte de piété déférente, il ne se retenait pas d'adresser à l'un d'eux une mercuriale d'un autre style : « Votre opinion dans des affaires d'une certaine importance ne peut guider ma décision... J'ai eu le plaisir de vous répéter plus d'une fois que je ne me conduisais que d'après ma manière de voir... et vous, tout aussi bien que les autres, devez vous y conformer (1). »

Tel quel, le chef de la coalition s'affermissait dans cette fonction, en y accusant, aux moments critiques, fermeté, tact et sang-froid, des qualités qu'il n'avait pas jusque-là laissé soupçonner. Assez étourdiment, en janvier 1812, il avait, par son ministre à Washington, Dachkov, produit, dans le conflit ouvert entre les États-Unis et l'Angleterre, une offre de médiation qu'il ne pouvait raisonnablement juger acceptable pour le gouvernement de Londres. Le gouvernement américain l'avait acceptée avec empressement. Mais, en mai, lord Cathcart signifiait au tsar, verbalement, un refus péremptoire (2). Alexandre réparait l'erreur en ne témoignant aucun ressentiment de l'échec, et son autorité dans les conseils communs y gagnait, bien qu'elle dût toujours être compromise par les défauts incorrigibles de son caractère et de son esprit : goût immodéré du plaisir, habitudes de nonchalance et erreurs de jugement, dont la cause la plus fréquente se trouvait dans son excessive vanité. A la mi-juin, sous prétexte de rendre visite à sa sœur et à la duchesse de Sagan, qui voisinaient en Bohême, à Opocno et à Ratiborjic, il se ménage en grand mystère une rencontre avec l'empereur François, entre ces deux localités, à Gitcjin. Il y voit Metternich qui fait mine de se pâmer : « Quelle grâce ! quelle majesté ! quel génie ! » La grande-duchesse n'a pas manqué sans doute de faire connaître à son frère le prix de ces extases. Il ne s'en persuade pas moins qu'il les doit à l'impression qu'il a produite personnellement,

(1) Au même, 11 octobre 1811, *ibid.*, t. II, p. 4.

(2) Golder, « The russian offer of mediation » dans *Political Science Quarterly*, 1916, XXXI, n° 3 ; Hildt, *Early dipl. negoc. of the U. S. with Russia*, p. 63 et suiv.

tandis que l'autre imagine que de cet Agamemnon prestigieux mais superficiel il deviendra aisément le Calchas (1).

Le développement ultérieur des relations entre les Alliés devait se ressentir de cette double entrevue. De multiples raisons s'opposaient cependant à ce qu'un effet immédiat en ressortît. Si elle s'y décidait, l'Autriche ne voulait entrer dans la coalition qu'en force, comptant alors en prendre le commandement. Or, elle n'était pas prête. D'autre part, l'idée d'un marché avantageux avec Napoléon gardait pour elle de l'attrait. Enfin et surtout, les intentions d'Alexandre au sujet de la Pologne la mettaient dans une méfiance qui était payée de retour. Elle voulait y voir plus clair et être en mesure de se faire entendre. Son désir sur le premier point était aussi celui du tsar. D'où une inclination commune à l'ajournement.

En Bohême, s'entretenant avec le général Koller, Alexandre avait dit : « Comment se fait-il que l'empereur François n'occupe pas Cracovie et la Galicie occidentale qui lui ont été enlevées par Napoléon? » Surpris, Koller demandait s'il pouvait appeler l'attention de son maître sur cet objet. « Pourquoi pas? Faites-le ! » Présente, la grande Catherine reprenait son frère en russe, langue que Koller entendait, sans qu'elle s'en doutât. « Comment peux-tu dire cela ! » Et il répliquait : « Laisse, je veux seulement savoir ce qu'ils pensent (2). »

La crainte d'une entente entre Napoléon et son gendre hantait également tous les Alliés. Aussi, négociant du 26 au 27 juin à Reichenbach un nouveau traité de subsides avec l'Angleterre (3), la Russie et la Prusse y faisaient comprendre une clause par laquelle, se précautionnant contre la médiation autrichienne en tant qu'elle tendrait à les désunir, les contractants s'interdisaient tout accord séparé avec l'ennemi commun. En même temps, cependant, Nesselrode, Hardenberg et Stadion essayaient de s'entendre sur un projet de pacification que Metternich présenterait à Napoléon et dont le rejet déterminerait l'adhésion de l'Autriche à la coalition. Mais Alexandre rendait tout accord

(1) Gentz, *Briefe an Pilat*, t. I, p. 12, 18.
(2) Kubeck von Kubickau, *Journal*, t. I, 2e partie, p. 303-304.
(3) F. de Martens, *Recueil*, t. XI, p. 169 et suiv. ; Schœll, *Recueil*, t. X, p. 225 ; *State Papers*, t. I. p. 163.

impossible. Il ne voulait pas de paix avant une victoire décisive, qui serait due essentiellement, il s'en flattait du moins, à ses armes et rendrait plus facile une explication au sujet du problème polonais. A cette fin, il faisait profession d'un désintéressement absolu, mais déclarait incompatible avec les intérêts de l'Europe tout accommodement qui « n'élèverait pas de barrières puissantes contre la France (1) ». Et c'était évidemment exclure une solution pacifique.

Après d'orageux et stériles débats, les augures de Reichenbach furent amenés ainsi à l'idée d'une convention qui, validant les propositions autrichiennes au regard de Napoléon, les laisserait en suspens, en ce qui concernait les Alliés. Elles seraient présentées au vainqueur de Lutzen et de Bautzen en forme d'ultimatum et comme base d'un accord préliminaire, mais les vaincus auraient à les discuter entre eux avant la conclusion d'un traité de paix définitive. L'absurdité de l'expédient était si évidente qu'en cours de tractation, les négociateurs décidaient d'opérer auprès de Napoléon un sondage préalable ; mais, se rendant à Dresde pour cet objet, Metternich hésitait et renonçait finalement à l'expérience (2).

Le 27 juin la convention absurde n'en fut pas moins signée et elle parut marquer un grand pas dans la voie des réalisations contre la politique dilatoire d'Alexandre et de Metternich. Elle prévoyait en effet le partage à trois du duché de Varsovie et semblait donc impliquer, sinon encore l'accession de l'Autriche à la coalition, du moins son adhésion à un programme commun, le restaurateur hypothétique de la Pologne payant l'avantage ainsi obtenu avec le sacrifice de ses « idées favorites ». Mais ce n'était qu'une apparence. Dressé lui-même en forme d'hypothèse, le nouveau contrat n'avait force que pour engager un tiers. Si fort qu'il dût se vanter plus tard d'avoir, à Dresde, bravé et menacé l'hôte du palais Marcolini, Metternich ne laissait pas d'être impressionné par l'appareil de puissance dont le vainqueur de Lutzen y restait entouré (3) et, le mois suivant, le tsar allait constater

(1) Sorel, *loc. cit.*, t. VIII, p. 138 et suiv.

(2) Metternich, *Mémoires*, t. I, p. 147 et suiv. ; Sorel, *loc. cit.*, t. VIII, p. 144 et suiv.

(3) Sur l'aptitude de Metternich à défigurer la vérité pour se faire valoir,

que, continuant à négocier séparément avec le gendre de l'empereur François, le gouvernement de Vienne ne refusait même pas de lui fournir des approvisionnements (1) !

Tractations entre-croisées et contrats sur contrats ! On a peine à s'y reconnaître et on est tenté de penser que ce n'est pas la peine. Ce gâchis aide, cependant, à comprendre la mentalité dont l'Europe des traités de 1815 est sortie et qui a préparé, hélas ! celle où nous vivons.

A l'été de 1813, avec son instinct de diplomate, Alexandre évita quelque temps de paraître informé du double jeu de la diplomatie autrichienne. Il envoyait Toll à Gitcjin avec les plans élaborés en vue d'une reprise des hostilités à l'expiration de l'armistice (2). La confidence comportait d'autant moins de risque que ces prévisions n'avaient rien de définitif. En fait, se rencontrant, le 10 juillet, au château de Trachenberg, les Alliés les remettaient en discussion devant un arbitre de qualité, qui était le prince héritier de Suède. Se dérobant aux pressantes sollicitations de Mme de Staël, Charles-Jean avait plus prudemment que dignement manœuvré et louvoyé depuis l'année dernière. Au lendemain de Borodino, il s'était prestement déclaré libre de tout engagement envers « ce polisson d'Alexandre ». Traitant ensuite le 3 mars 1813 avec l'Angleterre, il avait obtenu la garantie de la possession de la Norvège (3) et une promesse de subsides ; mais aussitôt après, l'attitude du nouvel envoyé du tsar à Copenhague, prince Georges Dolgorouki, et plus encore la nouvelle d'une entente entre la Russie et la Prusse pour la création d'un gouvernement général des provinces du nord de l'Allemagne, le mettaient en alarme et en colère. Il voyait la Norvège perdue, la Poméranie suédoise menacée et criait à la trahison. En mai 1813, il se décidait pourtant à porter en Allemagne un corps de 30 000 hommes, qui, renforcé par des contingents prussiens et russes, formait une armée dite du Nord, dont il prenait le commandement. Mais la journée de Bautzen le rendait à ses hésitations, sans qu'il

v. Bailleu, dans *Hist. Zeitschrift*, nouv. série, 1880, t. VIII, p. 227.

(1) Grand-duc Nicolas, *Alexandre Ier*, t. II, p. 190.

(2) Toll, *Denkwürdigkeiten*, t. III, p. 418 ; Springer, *Gesch. Oesterreichs*, t. I, p. 219.

(3) G. de Martens, *Nouveau recueil*, t. I, p. 558.

renonçât cependant, à se pousser, avec le concours des Alliés ou même au besoin sans eux et contre eux, en Norvège, ou même en France, au gré des ambitions qu'il avait laissé soupçonner à Abo et que Mme de Staël, Benjamin Constant et le tsar lui-même avaient paru encourager (1).

Sa présence à Trachenberg ne pouvait ainsi introduire dans les conseils des Alliés un élément d'harmonie ou un motif de détermination, et, l'attitude de l'Autriche demeurant indécise, la conférence ne donnait pas de résultats. A Dresde, Metternich en avait, le 30 juin, obtenu de fort considérables, rapportant le consentement de Napoléon à la médiation de l'Autriche, qui, en fait, devenait une médiation *armée;* la prolongation de l'armistice et la convocation d'une conférence pacificatrice à Prague (2). Mais Alexandre ne jugeait pas que la cause de la coalition y gagnât. La politique de la cour de Vienne lui paraissait de plus en plus suspecte, et, quelques jours plus tard, changeant de tactique, il se portait à son tour devant Stadion jusqu'à la menace d'une entente séparée avec la France (3). Dans ces conditions, contre l'opinion d'un grand nombre d'historiens, il n'est guère probable que la réunion de Prague n'ait été qu'un jeu, concerté entre les Alliés et l'Autriche, pour laisser à cette dernière puissance le temps d'achever ses préparatifs, et Napoléon gardait des chances à ce nouveau rendez-vous.

VII

Il les a aliénés, en confiant encore la défense de ses intérêts à Caulaincourt, dont Metternich vantait à ce moment « l'excellent

(1) Schinkel, *Minnen*, t. VII, p. 116 et suiv., et suppl., nº 27, t. VIII, p. 79 et 315 ; Klaeber, *Marschall Bernadotte*, p. 321 ; Swederus, *Schwedens Politik*, t. I, p. 286 et suiv. (confusion de dates) ; Gautier, *Mme de Staël*, p. 325 et suiv. ; Lady Blennerhasset, *Mme de Staël*, t. II, p. 459 ; B. Constant, *Lettres à sa famille*, p. 515 ; Sorel, *Mme de Staël*, p. 58.

(2) Sorel, *l'Europe et la Révolution française*, t. VIII, p. 148-149. (Confusion de dates et fausse citation des *Mémoires* de Metternich : le passage visé se trouve non t. I, p. 385, mais t. I, p. 157-158).

(3) Grand-duc Nicolas, *Alexandre Ier*, t. II, p. 196.

esprit (1). » Le duc de Vicence a justifié le compliment, si même, questionnant le ministre de l'empereur François sur les forces dont l'Autriche disposait, il n'a pas ainsi défini l'objet de sa curiosité : « Dites-moi seulement si vous en avez assez pour nous rendre une fois raisonnables (2)? » Aux termes des instructions que le ministre de l'empereur François Ier se donnait, pour empêcher l'accession de l'Autriche à la coalition, il ne suffisait même pas, à la vérité, que Napoléon acceptât les conditions qu'elle proposait. Les Alliés les rejetant, comme ils en annonçaient par avance l'intention, elle n'en devait pas moins prendre les armes avec ceux qui récuseraient son arbitrage contre celui qui l'agréerait ! L'auteur de ce paradoxe diplomatique le formulait, cependant, de façon à la fois équivoque et conditionnelle, en y introduisant une réserve significative : « Cette question, disait-il, ne pourra et ne devra être résolue qu'à la minute même où elle sera posée (3). Il n'était pas, il ne devait jamais se trouver en parfaite communion d'idées avec les Alliés. A Prague, Stein allait précisément produire un projet de réorganisation allemande au regard duquel l'hégémonie napoléonienne sur le Rhin ne pouvait manquer de paraître préférable à tout Autrichien. L'Autriche armée jusqu'aux dents et en mesure de faire ses conditions, Metternich eût probablement mieux aimé aussi, *à la dernière minute*, traiter avec l'homme qui, malgré tout, avait remis une archiduchesse sur le trône de France et qui représentait si éminemment le principe d'ordre et de discipline auquel le ministre de l'empereur François attachait tant de prix. Il ne lui aurait pas déplu de chercher en sa compagnie une formule de reconstruction et de paix européenne qui ménageât les situations acquises et barrât le chemin à cet esprit révolutionnaire, dont Stein et le tsar lui-même inclinaient à devenir les instruments. Mais, comment se serait-il porté à ce parti quand Caulaincourt à Prague, comme cinq années plus tôt Talleyrand à Erfurt, dénonçait dans son maître un perturbateur impénitent et se posait lui-même, contre lui et « ses lubies », en défenseur des vrais intérêts français et européens?

(1) Oncken, *Oesterreich und Preussen*, t. II, Annexes, p. 680.
(2) Rapport d'Anstett, 28 juillet 1813, F. de Martens, *Recueil*, t. III, p. 114.
(3) Metternich, *Mémoires*, t. II, p. 463 et suiv.

« Demandez tout ce qui est juste, disait-il à Anstett. Si vous demandez peu, il ne fera aucun sacrifice pour la paix et visera à s'arranger avec vous, aux dépens des autres belligérants. » Et encore : « Je suis tout aussi européen que vous... Ramenez-nous en France par la paix ou par la guerre et vous serez béni par 30 millions de Français (1). »

Ramener Napoléon en France, la France évidemment d'avant la période révolutionnaire, c'était le programme même des Alliés. A cela le vainqueur de Lutzen et de Bautzen ne pouvait être décidé *par la paix*, et son propre représentant n'admettait pas qu'on demandât moins ! Entre Russes et Anglais cela tranchait le débat, quand même Metternich aurait voulu y porter un esprit plus accommodant, si même Cathcart et Stewart n'avaient pas été là, ressemblant, selon Gentz (2), à « une épigramme sur leur pays », mais parlant haut, parce qu'ils tenaient les cordons de la bourse. Et donc, à la minute décisive, Napoléon eut beau « faire un pont d'or » aux uns et aux autres, lâcher Varsovie et Danzig, l'Illyrie et l'Istrie moins Trieste, l'Allemagne du nord moins Hambourg et Lubeck. Au nom de l'Europe et de la France elle-même, Caulaincourt leur commandait d'exiger plus. Et donc, dans la nuit du 10 août, sur les hauteurs en vue de Prague les bûchers flambèrent, annonçant la reprise des hostilités et l'accession de l'Autriche à la coalition.

(1) Rapport d'Anstett, 28 juillet 1813, F. de Martens, *Recueil*, t. III, p. 114.

(2) Gentz, *Briefe an Pilat*, t. I, p. 21.

CHAPITRE IX

LEIPZIG

I. Napoléon a perdu la partie sur le terrain diplomatique. Chances qu'il conserve sur le terrain militaire. Vices de l'organisation et du commandement dans les armées de la coalition. Schwarzenberg généralissime. Les stratèges auxiliaires. Jomini et Moreau. — II. La bataille de Dresde. La déroute des alliés. Mort de Moreau. Le retour de fortune. Gross-Baeren et la Katzbach. Les défilés de la Bohême. Kulm. — III. Les conférences de Tœplitz. Les nouveaux traités d'alliance, Le problème polonais ajourné. La prépondérance de l'Autriche. — IV. Leipzig. La coalition combat en ordre dispersé. Les raisons de sa victoire. La supériorité du nombre et la force de l'idée. La trahison des Saxons et la demi-défection des Suédois. Les ambitions de Bernadotte. L'accession des Bavarois à la coalition et leur défaite. Napoléon échappe à la poursuite. — V. Les Alliés à Francfort. — Alexandre au pinacle. La fin de la guerre avec la Perse. Le traité de Gulistan. Les airs dominateurs du tsar et la manœuvre de Metternich pour lui faire échec. — VI. Ouvertures de paix faites à Napoléon. Le baron de Saint-Aignan. Les conditions des Alliés. L'équivoque classique des « frontières naturelles ». Projet de double campagne militaire et diplomatique. — VII. Violation de la neutralité suisse. Alexandre s'y oppose, mais s'y résigne. Les Alliés passent le Rhin. La course *nach Paris.*

I

Perdue sur le terrain diplomatique, la partie laissait encore à Napoléon des chances sérieuses sur le terrain militaire. Ses biographes lui ont, pour la plupart, reproché de n'avoir pas, à ce moment, concentré ses forces, dont une grande partie se trouvait dispersée à travers l'Allemagne ; mais grandeur oblige, et le protecteur de la Confédération du Rhin eût probablement fait un mauvais marché en sacrifiant ce qu'il retenait encore de prestige et de pouvoir d'intimidation dans ce pays. Davout à Hambourg et Oudinot à Magdebourg y tenaient en respect la ruée insurrectionnelle, et d'ailleurs Napoléon leur destinait un rôle plus actif dans sa manœuvre. Dès le 5 août, en prévision de la reprise des

hostilités, il prescrivait au prince d'Eckmühl et au duc de Reggio une double offensive sur Berlin, où il comptait porter ainsi près de 100 000 hommes (1). Avec ce qui lui restait, il se croyait en mesure de tenir tête à ses adversaires. L'Autriche refusant d'employer l'archiduc Charles, il pensait que son accession à la coalition ne la renforcerait pas. Et il ne se trompait guère.

Au gré de la cour de Vienne, le commandement du gros des forces alliés, en Bohême, fut attribué au prince de Schwarzenberg, en qui Barclay de Tolly reconnaissait un autre Koutousov (2), en se proposant de le traiter de même. Avant d'obéir aux ordres de ce chef, Russes et Prussiens en reférèrent à ce même Barclay, qui en référait au tsar, et celui-ci ne s'interdisait pas de disposer directement non seulement de ses propres troupes mais encore des prussiennes. Il restait en défiance vis-à-vis de l'Autriche, et, dans les moments où ce sentiment devenait plus vif, il ne tenait aucun compte de ce que Schwarzenberg proposait ou ordonnait (3).

L'expérience de Lutzen et de Bautzen faisait, cependant, qu'il accueillait avec joie l'arrivée à Prague de Moreau, qui, enfin décidé à mettre son épée au service des adversaires de Napoléon, se rencontrait au rendez-vous de la trahison avec Jomini. Dégoûté par des passe-droit qu'il pensait avoir encourus au service de la France et plus probablement n'y trouvant plus assez de sûreté pour sa fortune, le condottière suisse ne devait cependant pas gagner au change, condamné en outre à porter toute sa vie « un air d'apologie », selon le mot que de Retz appliquait au duc de La Rochefoucauld. En Russie, son *Traité des grandes opérations militaires* faisait autorité, et, à l'époque de la création du camp de Drissa, un extrait de cet ouvrage avait été traduit et distribué aux officiers ; mais les Autrichiens et les Prussiens n'admettaient pas qu'ils eussent des leçons à recevoir d'un Suisse.

Moreau n'était pas depuis une heure à Prague, que le tsar et le roi de Prusse frappaient à sa porte. Alexandre affectait de juger le vainqueur de Hohenlinden supérieur à Napoléon. « C'est Moreau qui est un grand homme ; je voudrais être Moreau »,

(1) Napoléon, *Correspondance*, XXVI, n° 20333.
(2) Doubrovine, *la Guerre patriotique*, p. 533.
(3) Toll, *Denkwürdigkeiten*, t. III, p. 95 ; Friederich, *Der Herbstfeldzug von 1813*, t. I, p. 149-150 ; le même, *Beitraege zur Geschichte*, t. I, p. 14.

avait-il dit à Mlle Tyzenhaus pendant son séjour à Wilno (1). Frédéric-Guillaume, d'autre part, était gagné à l'idée d'une unification effective du commandement des armées alliées aux mains du tsar, que Moreau assisterait. Metternich s'attribue le mérite d'avoir fait échouer cette combinaison, sous la menace d'une défection immédiate de l'Autriche et de s'en être prévalu pour faire triompher le même principe d'unité dans la personne du prince de Schwarzenberg (2). Mais celui-ci n'avait ni les talents ni l'autorité nécessaires au rôle, ni Jomini ni Moreau ne lui en ont prêté, et la part que l'un ou l'autre auraient eue à l'élaboration du plan de campagne projeté par les Alliés après la reprise des hostilités (3) a été imaginée. Il se trouvait déjà arrêté au moment de l'arrivée de Moreau et la marche sur Leipzig qui en faisait partie a été désapprouvée et par lui et par Jomini (4).

En faisant certainement état dans ses calculs de cette incohérence continue, qui semble être la loi de toutes les collectivités en action et qui se trouvait aggravée dans celle-ci par la médiocrité des chefs, Napoléon ne paraît cependant pas avoir tenu suffisamment compte du tempérament particulier, qui permettait à Alexandre de n'en pas être déconcerté, ni même incommodé, de se mouvoir dans la confusion des idées et le désordre des actes comme dans son élément naturel et de s'en aider même pour faire valoir ses dons personnels de souplesse ou d'astuce, d'obstination constante ou d'intermittente énergie. Porté, soutenu et exalté au-dessus de lui-même par la fonction qu'il assumait, il s'y adaptait chaque jour davantage, jusqu'à être surpris lui-même par l'afflux inattendu de forces et de ressources qu'il y mettait en œuvre. Les nouvelles inclinations de son esprit voulaient qu'il attribuât à ces phénomènes une source surnaturelle, mais le parti qu'il en tirait n'avait rien de métaphysique.

(1) Comtesse de Choiseul-Gouffier, *Réminiscences*, p. 172 ; Pingaud, « Les dernières années de Moreau », *Revue de Paris*, 15 décembre 1899, p. 759 et suiv. ; Mikhaïlovski-Danilevski, *la Campagne de 1813*, p. 277 et suiv. Karnovitch, *Récits*, p. 497 et suiv. ; Popov, dans *Ancienne Russie*, 1913, CLVI, p. 43 et suiv.

(2) *Mémoires*, t. I, p. 165.

(3) Sorel, *loc. cit.*, t. VIII, p. 182.

(4) Castlereagh, *Correspondance*, 3e série, t. I, p. 47 ; Mikhaïlovski-Danilevski, *loc. cit.*, p. 284.

II

A la mi-août, prenant l'offensive, les Alliés renonçaient à la tentative projetée sur Leipzig, mais ils décidaient d'en faire une sur Dresde, en courant, au sentiment de Jomini et de Moreau, le même risque d'être, en cas d'insuccès, pris entre les défilés montagneux de la Bohême que Napoléon ne manquerait pas d'occuper et l'Elbe, dont il tenait tout le cours jusqu'à Hambourg. Cédant à la tentation de surprendre dans la capitale saxonne le faible corps de Saint-Cyr, les Alliés furent le 25 août devant la ville ; mais, plutôt que d'en précipiter l'attaque, ils se mirent en délibération, dans un conseil de guerre, qui, au rapport de Mikhaïlovski-Danilevski, ressemblait à une réunion populaire et portait Moreau à imiter le geste classique de Napoléon : « Sacrebleu, messieurs, s'écriait-il en jetant son chapeau à terre, je ne suis plus étonné que, depuis dix-sept ans, vous ayez toujours été battus (1) ! » Pour devancer les renforts que Saint-Cyr pouvait recevoir, Russes, Prussiens et Autrichiens s'étaient pressés, mais inégalement. La jalousie les engagea à attendre qu'ils fussent tous à parité de nombre, et Napoléon arriva avant. Après de nouveaux et longs débats, ils décidèrent d'abandonner l'entreprise, mais ne surent pas contremander entièrement les ordres déjà donnés pour l'action et n'en furent que plus aisément défaits. Au troisième jour de cette bataille engagée à contresens, Moreau eut les deux jambes brisées par un boulet à quelques pas du tsar et succomba deux semaines plus tard (2). A l'église catholique de Petrograd où il a été enterré, nul monument, aucune inscription, n'indiquaient sa sépulture, même avant la révolution, et les desservants n'en conservaient aucun souvenir.

Au moment où le vainqueur de Hohenlinden fut frappé, Alexandre examinait avec lui les positions ennemies. Depuis le

(1) Mikhaïlovski-Danilevski, *la Campagne de 1813*, p. 225, et *Journal inédit;* Rochechouart, *Souvenirs*, p. 232 ; Toll, *Denkwürdigkeiten*, t. III, p. 144 et suiv.

(2) E. Daudet, *l'Exil et la mort de Moreau*, p. 244.

commencement de la campagne, jouant au général, il s'exposait ainsi souvent, dans le double dessein sans doute de faire acte de commandement et de démentir les soupçons injurieux qu'il avait encourus l'année précédente. Il devait, depuis, user de plus de prudence. Il parut à plusieurs reprises au chevet du moribond, en donnant toutes les marques de « sensibilité » que la circonstance comportait ; mais il écrivit au prince Galitzine : « Pour moi, cet événement n'a produit d'autre effet que de me raffermir dans la croyance que Dieu se réserve à lui seul de conduire le tout et ma confiance en lui est plus forte que dans tous les Moreau de la terre (1). » Il se consola plus facilement encore du départ de Jomini, qui, bientôt dégoûté, demandait et obtenait facilement son congé.

Aux défilés de Bohême où, selon les prévisions du déserteur et du mort, les Alliés étaient rejetés, par un temps affreux, les deux conseillers méconnus semblaient devoir être vengés. Mais la fortune venait de donner à son favori le dernier sourire qu'il dût obtenir d'elle dans cette campagne. Ni son armée, ni ses lieutenants, ni lui-même n'étaient plus ce qu'ils avaient été aux jours des chances heureuses, qui cessaient de se reproduire, parce que les énergies morales et physiques auxquelles elles répondaient ne venaient plus les solliciter. Coup sur coup, Napoléon apprenait la défaite d'Oudinot à Gross-Beeren le 22 août, celle de Macdonald le 16 sur la Katzbach, et d'autres défaillances allaient lui arracher le fruit de sa victoire de Dresde, qui, exploitée comme il l'entendait, pouvait tourner la retraite des Alliés en débâcle. Vandamme se trouvait bien aux défilés ; mais, s'attendant à y être secouru par Mortier et Marmont, il vit arriver en leur place des forces ennemies que Gouvion Saint-Cyr avait charge de retenir. Les historiens russes attribuèrent le gain de la journée à une inspiration heureuse de leur souverain, qui aurait porté le corps de Kleist sur Nollendorf, localité dont le nom fut attribué à ce général, *modo napoleonico*, avec le titre de comte. Cependant, son ami et admirateur, Natzmer, dit avoir trouvé cet autre héros loin du champ de bataille, dans un repli de la montagne, où il s'était réfugié, échappant aux Français qui l'avaient un

(1) 16 septembre 1813, grand-duc Nicolas, *Alexandre Ier*, t. I, p. 145.

moment enveloppé et où il fut très surpris d'apprendre qu'il avait vaincu (1).

Il était inévitable que les Alliés se disputassent le mérite du premier succès obtenu par leurs armes, et, comme les Prussiens, les Autrichiens n'y ont aussi pas manqué (2). Tous les éclopés de Dresde refluant de ce côté, le glorieux conquérant d'Augsbourg en 1805 en fut comme submergé. Un contre six, peut-être eût-il cependant renouvelé l'exploit de Davout à Auerstædt, s'il avait commandé aux mêmes soldats. Vaincu et fait prisonnier, sa défaite changeait toute la situation.

Schwarzenberg avait déjà parlé de retirer l'armée autrichienne derrière l'Eger, c'est-à-dire hors de tout contact avec les Prussiens et les Russes, et Metternich ne s'était pas montré éloigné de donner à cette décision stratégique la contre-partie diplomatique qu'elle comportait. Alexandre avait fait preuve de plus de fermeté, avant même que ce retour de fortune la justifiât ; mais il avait vu la coalition en danger de rupture. Aussi, au lendemain de Kulm, rejoignant l'empereur François à Tœplitz et y appelant Frédéric-Guillaume, voulut-il que l'édifice branlant fût redressé sur de nouvelles bases.

III

Conclus séparément le 9 septembre par la Russie avec l'Autriche d'une part et la Prusse de l'autre, mais identiques dans le fond, deux traités (3) confirmèrent donc les engagements contractés entre les signataires à Kalisz, Reichenbach et Prague, mais avec quelques corrections. A ce coup, les Alliés se donnaient pour but : la reconstitution des monarchies autrichienne et prussienne sur l'échelle la plus rapprochée du *statu quo* de 1805 ; la dissolution de la Confédération du Rhin ; et la restitution du

(1) Natzmer, *Aus dem Leben*, p. 155 et suiv.
(2) Voïnovitch et Veltze, *Oesterreich in den Befreiungskriegen*, t. III, p. 3 ; cf. Schilder, *Alexandre Ier*, t. III, p. 165 ; Thiers, *loc. cit.*, t. XVI, p. 340.
(3) F. de Martens, *Recueil*, t. III, p. 111 et suiv. ; t. VII, p. 96, 109 et suiv.

Hanovre ainsi que de ses autres possessions en Allemagne à la maison de Brünswick-Lunebourg.

Cet instrument diplomatique a valu à la « suprême habileté » dont il y aurait fait preuve (1) un tribut d'admiration que le tsar aurait peut-être jugé lui-même excessif. On observera que, dans le nouvel accord, la Russie n'était seulement pas mentionnée comme partie intéressée. Elle semblait se mettre au service des intérêts que portaient en compte les autres contractants. Sans doute n'était-ce qu'une apparence, et, en réalité, Alexandre obtenait ce qui lui importait le plus. On a vu qu'à Reichenbach, il s'était prêté à un projet de partage du duché de Varsovie. Mais il ne l'avait fait que sous la réserve d'un droit de revision. Et il s'arrangeait donc maintenant pour que cette clause reçût son effet de la façon qui lui convenait le mieux, — par voie de prétérition. Il obtenait un protocole tacite d'ajournement nouveau au regard du problème polonais.

C'était bien joué ; mais le problème restait entier et gros de menaces, comme une bombe à retardement, maintenue dans l'édifice restauré mais toujours fragile. Alexandre ne se dissimulait sans doute pas le risque. Mais il devait l'accepter. Outre qu'il voulait vaincre et s'ériger en arbitre avant de s'expliquer en cette matière soit avec ses alliés soit avec ses Russes et ses Polonais, on est fondé à croire que ses idées et ses intentions y restaient mal définies à ses propres yeux. Il reculait donc la redoutable échéance. Mais il se donnait ainsi un tort dont ses partenaires dans cette partie et Metternich en particulier ne manqueraient pas de se prévaloir.

Plus appliqué au travail, en dépit de penchants analogues à la frivolité, mieux renseigné et d'esprit plus rassis, Calchas gagnait facilement sur Agamemnon dans le train continu des affaires, l'Autriche bénéficiant en outre des circonstances qui faisaient coïncider son entrée dans la coalition avec l'heureux changement de fortune qui l'avait suivi. « Le danger physique n'existe plus pour nous, écrivait Tchitchagov (2), mais notre dignité politique est entièrement à bas... Nous nous sommes mis à la merci des

(1) Sorel, *loc. cit.*, t. VIII, p. 186.
(2) A.-S. Vorontsov, *Oranienbaum*, 27 septembre 1813, *Arch. Vorontsov*, t. XIX, p. 194.

Autrichiens. Toute l'Europe a vu que sans eux nous étions perdus. Aussi ont-ils de suite établi leur primauté. »

IV

« Le danger physique » n'était pas lui-même encore entièrement exclu pour les Alliés. Reprenant dans les premiers jours d'octobre le plan, réprouvé par Jomini et Moreau, d'une marche convergente sur Leipzig, ils ne se présentaient pas devant la ville en meilleur équipage que devant Dresde six semaines auparavant. N'arrivant pas à se mettre d'accord sur la direction de l'attaque par la rive droite ou par la rive gauche de la Pleisse, Alexandre et Schwarzenberg se séparaient en décidant qu'ils feraient marcher leurs troupes chacun à sa guise. Pour mettre en mouvement les siennes, Frédéric-Guillaume attendait d'être renseigné par le tsar sur la couleur de l'uniforme qu'il lui convenait de revêtir en cette occasion. « Je ne puis cependant pas paraître au front sans pantalons (1) ! »

L'issue de la bataille ainsi engagée n'en a pas moins été attribuée par les Russes aux dispositions habiles que leur souverain aurait prises, comme par les Allemands à une manœuvre hardie que Blücher aurait opérée, contre l'avis du tsar et malgré l'opposition violente de son état-major (2). Il n'est guère vraisemblable qu'Alexandre ait produit, à ce moment, la révélation subite et fugitive d'un génie militaire, que rien ne laissait soupçonner et dont rien n'a paru depuis. La campagne de France devait montrer, d'autre part, ce que valaient contre Napoléon les manœuvres hardies du « général Vorwaerts ! » Le nombre l'a emporté dans les journées des 16-18 octobre, et surtout l'élan, qui, comme la fortune, avait changé de camp, avec le souffle de l'idée victorieuse.

(1) Toll, *Denkwürdigkeiten*, t. III, p. 423 ; Ernest II, duc de Saxe-Cobourg-Gotha, *Aus meinem Leben*, t. I, p. 7-8.

(2) Mikhaïlovski-Danilevski, *Journal inédit;* Schilder, *Alexandre I*[er], t. III, p. 170 et suiv. ; Aster, *Die Gefechte bei Leipzig*, t. I, p. 63 et suiv. ; t. II, p. 273 et suiv. ; Droysen, *Yorck*, t. III, p. 100 et suiv. ; Sugenheim, *Russlands Einfluss*, t. II, p. 342.

C'est du côté des Alliés maintenant que « contre la tyrannie l'étendard sanglant était levé », et Napoléon devait s'attendre à la trahison des Saxons, compensée d'ailleurs par la demi-défection des Suédois, qui, eux, ne combattaient pour aucun idéal.

Vainqueur un peu malgré lui à Gross-Beeren le 23 août et à Dennewitz le 6 septembre, Bernadotte s'était ingénié, depuis, à restreindre sa participation aux hostilités, en donnant diverses raisons de cette attitude, répugnance à verser le sang français ou souci de ne pas risquer sa réputation, mais en laissant soupçonner le motif réel. « La France est au plus digne ! » se serait-il écrié après Gross-Beeren, et, après Leipzig, où, ne se décidant à prendre part à la lutte que le troisième jour, il s'était arrangé pour ne faire tuer que 300 de ses hommes, on lui a prêté le dessein de « s'entendre avec Davout, de rallier les garnisons françaises de l'Allemagne, et, passant sur le ventre des Prussiens et des Russes, de se présenter à Paris comme un sauveur (1). » En faussant compagnie aux Alliés, il a cependant, en dernier lieu, adopté un autre parti, qui a été de rebrousser chemin à travers l'Allemagne, d'envahir le Danemark et de s'assurer ainsi la possession de la Norvège.

Les autres vainqueurs de Leipzig poursuivaient, de leur côté, le vaincu comme ils l'avaient combattu. Schwarzenberg lui laissait gagner huit jours de marche et Metternich ne pressait pas le généralissime. « L'histoire, a-t-il écrit dix-sept ans plus tard, lui devait ce témoignage qu'il n'a rien épargné, à ce moment, pour sauver le gendre de l'empereur François (2). » Il ne goûtait pas la libération et la réorganisation de l'Allemagne, comme, en compagnie des Russes, Stein l'abordait en Saxe, où le prince Repnine prenait la présidence d'un gouvernement provisoire. Et il ne lui convenait pas davantage de ménager un triomphe aux Bavarois, qui, suivant les Saxons dans le parti de la victoire, prétendaient disposer du vaincu. Les petitesses de son esprit reprenant le dessus au lendemain de la grande crise, Alexandre, enfin, ne prenait souci que de devancer les Autrichiens à Francfort, capitale naturelle de l'Allemagne « libérée », dont il se piquait

(1) Rochechouart, *Souvenirs*, p. 245 et suiv.; Metternich, *Aus den nachgelassenen Papieren*, t. I, p. 171 ; Gautier, *Mme de Staël*, p. 338.
(2) Gentz, *Briefe von und an*, t. III, 1re partie, p. 91.

de faire les honneurs au chef déchu de l'Allemagne impériale. Ainsi, après avoir bousculé, à Hanau, le prince de Wrede et ses Bavarois, Napoléon put, dès le 4 novembre, franchir le Rhin avec les débris de son armée.

V

Metternich ne permit pas que le vœu du tsar fût réalisé ; mais, tout en faisant la cour à la jolie Mme Bethmann, femme de son consul et banquier, dont il acceptait l'hospitalité dans la vieille cité germanique (1), Alexandre n'y goûta pas moins des satisfactions d'amour-propre considérables. Princes et diplomates allemands remplissaient son antichambre, comme naguère celle de Napoléon, et « le brillant de sa situation » augmentait de toute façon. La nouvelle lui parvenait à ce moment du traité que ses plénipotentiaires avaient signé, le 24 octobre, avec la Perse. Conclu au village de Gulistan, cet accord assurait à la Russie toutes ses conquêtes du Caucase. Roumiantsov saisissait cette occasion pour renouveler une demande de congé qu'il avait présentée déjà plusieurs fois depuis le commencement de l'année. « A quoi peut servir que je reste dans le service en ne servant pas? » écrivait-il. Cela servait à couvrir d'un nom russe la politique que le Holstein-Gottorp faisait avec l'aide de Nesselrode, d'Anstett et de Stein. Cette étiquette lui était particulièrement nécessaire au regard du problème polonais, qu'il retrouvait à Francfort, sans que la déconfiture de Napoléon en eût diminué les difficultés. L'attitude de Metternich montrait même qu'elle les avait augmentées (2).

Depuis Tœplitz, Alexandre avait à moitié gagné Frédéric-Guillaume à la solution de son choix, pour autant qu'elle se précisait dans son esprit, en accord avec les ouvertures faites autre-

(1) *Archives russes*, 1882, t. I, p. 154 (lettre du grand-duc Constantin au comte Vassiliév) ; Lefebvre de Behaine, *les Alliés sur le Rhin*, p. 405-406.

(2) Gentz, *Denkschrift uber Polen*, 18 août 1814, dans Klinkowstroem, *Oesterreichs Theilnahme an den Befreiungskriegen*, p. 338 ; Fournier, *loc. cit.*, p. 30-31.

fois à Boyen. Le roi semblait mordre à l'appât d'un dédommagement en Saxe. Mais il en tirait cette conséquence que pour lui la continuation de la guerre n'avait plus d'objet, comme, dans un nouveau mémoire présenté au tsar, Chichkov s'appliquait à montrer que c'était aussi le cas pour la Russie (1). Metternich était partagé entre deux appréhensions : d'un retour de fortune en faveur de Napoléon, si on le ménageait, et, dans le cas contraire, d'un triomphe pour la Russie et la Prusse qui leur permettrait de disposer de la Pologne et de l'Allemagne. Ce sentiment l'avait inspiré déjà à Tœplitz et à Prague. Il se trouvait avivé à Francfort par les airs dominateurs que le tsar s'y donnait, et le ministre de l'empereur François en était porté au désir d'ouvrir avec le vaincu de Leipzig une négociation, qui, au regard des résultats militaires obtenus ou à obtenir, servirait d'élément régulateur. Pas plus que celle de Prague, elle ne devait pas être de simple simulacre, comme on l'a assez généralement supposé. Dans les conditions de paix qui lui seraient proposées, Napoléon trouverait sans doute un piège, propre, par le moyen d'une équivoque, à le ruiner, matériellement s'il acceptait et moralement s'il refusait. C'était depuis dix ans le jeu constant des coalitions qu'il avait à combattre. Mais Metternich ne simulait pas la préférence très décidée qu'il montrait pour un accommodement, où, pour refréner les ambitions de ses Alliés, l'Autriche se prêterait à épargner l'adversaire commun.

VI

Depuis la rupture du congrès de Prague, par un de ses aides de camp, Flahaut, puis par deux généraux autrichiens, Bubna et Merveldt, qu'il faisait prisonniers, Napoléon avait déjà pris les devants dans cette voie, mais sans succès. Metternich faisait choix maintenant d'un autre intermédiaire qui lui agréait davantage, le baron de Saint-Aignan. Rousseau de son vrai nom, baron de

(1) Chichkov, *Mémoires*, t. I, p. 238-245 ; *Archives russes*, 1896, t. III, p. 200 et suiv. ; Pertz, *Gneisenau*, t. III, p. 558 ; Delbrück, *Gneisenau*, t. II, p. 7.

création napoléonienne et beau-frère du duc de Vicence, ce diplomate partageait avec lui la confidence sinon la confiance de Talleyrand et quelques-unes de ses préoccupations. En dernier lieu, il représentait Napoléon à Weimar, où les Alliés l'avaient cueilli. Moyennant la reconnaissance de l'indépendance de l'Allemagne, de l'Italie et de la Hollande, ainsi que le rétablissement des Bourbons en Espagne, il fut chargé d'offrir à son maître le regain d'une fourberie classique et depuis longtemps éventée : « les frontières naturelles de la France », et comme en 1805, la promesse d'un accord avec l'Angleterre sur la liberté de la navigation et du commerce maritime. Sous forme de vœu, les Alliés ajoutaient cette condition que Napoléon confiât encore ses intérêts à Caulaincourt, Metternich se déclarant disposé à lui « remettre ceux de l'Autriche et de tout le monde » et Nesselrode se disant persuadé que « les choses s'arrangeraient vite si le duc de Vicence était chargé de la négociation (1). »

Metternich et Nesselrode parlaient pour « tout le monde ». Mais le représentant de l'Angleterre, Aberdeen, n'avait pas de pouvoirs et faisait des réserves. Hardenberg notait dans son journal : « Propositions de paix sans ma participation : Rhin, Alpes, Pyrénées, absurdités, *Tolles Zeug.* » Au sentiment d'un historien allemand (2), en offrant cet autre pont d'or au vaincu de Leipzig, l'Autriche n'aurait cherché qu'à faire, à tout prix, échec au tsar ». Napoléon n'y fut pas trompé ; mais, armant à force et ne désespérant pas d'en appeler de sa défaite, il accepta la négociation, comme elle lui était offerte, sans plus en garantir, ni mieux en définir la base. Il accepta aussi Caulaincourt. Lui comme un autre, puisqu'une bataille devait en décider. Les Alliés ripostèrent par un manifeste, où ils passaient sous silence « les frontières naturelles », en annonçant l'intention de mener de front l'action diplomatique et l'action militaire. C'était exactement ce que voulait Metternich, dans la conviction que, s'embarrassant mutuellement, l'une et l'autre lui permettraient de faire prévaloir sa dextérité et d'imposer à Alexandre et à Stein, comme à Napoléon lui-même, les solutions de son choix.

(1) Sorel, *l'Europe et la Révolution*, t. VIII, p. 208-209.
(2) Sugenheim, *loc. cit.*, t. II, p. 346.

Bénéficiant d'une popularité grandissante auprès de la masse de ses compatriotes, Stein s'attirait, dans une proportion égale, la défiance et la haine de toutes les têtes couronnées d'Allemagne. Donnant l'hospitalité à la grande-duchesse Catherine, le roi de Wurtemberg se plaignait que ce démagogue le traitât ou peu s'en fallait, « comme un prince de Lippe ». Il dénonçait en lui le véritable chef du *Tugendbund*. Mais il prêtait au soupçon d'être travaillé par la crainte d'avoir à restituer les gains que lui avait valus son compagnonnage d'armes avec Napoléon et qui n'étaient pas seulement de territoires ajoutés à son royaume : à la table royale, Catherine Pavlovna découvrait avec surprise des nappes aux armes des Stadion (1) !

Contre les reprises éventuelles de l'Autriche ou de la Bavière, le roi Frédéric comptait sur la protection du tsar, son neveu, et Metternich pensait trouver là des points de friction à exploiter. Mais les vues du souverain russe sur la France commençaient à l'inquiéter également. Il le soupçonnait de vouloir, en renversant les rôles, se donner un « brillant second », dans Bernadotte. Aussi, pour assurer une marge plus large à son jeu, il engageait Alexandre à rejeter les projets de Gneisenau et de Blücher, qui visaient une invasion immédiate et rapide du nord de la France, et, Knesebeck y aidant, il faisait adopter définitivement un plan de campagne à développement plus lent, élaboré par le chef d'état-major de Schwarzenberg, Radetsky et son quartier-maître général, Langenau. Traitant Metternich de « million de chiens » et de « gueux qui mériterait d'être pendu », s'en prenant aux « hémorroïdes » de Knesebeck, qui « lui faisaient tomber le cœur dans sa culotte (2) », Blücher pensa en étouffer de rage. Inspiré, assurait-on, de celui que Pitt avait conçu en 1799, ce plan donnait pour premier objectif aux Alliés la conquête d'une forte base d'opérations en Suisse, qui leur permettrait de tourner les défenses naturelles ou artificielles de la France et d'imprimer à l'action diplomatique le mouvement plus ou moins accéléré qui conviendrait aux circonstances.

(1) Grand-duc Nicolas, *Correspondance d'Alexandre avec sa sœur*, p. 161.
(2) Scherr, *Blücher*, t. III, p. 309-311.

VII

La manœuvre comportait une violation du territoire helvétique, et, à la mi-novembre, le tsar y donnait son assentiment. Mais, trois semaines plus tard, des scrupules lui venaient, fruit d'une démarche que faisait à Francfort une députation envoyée par les Suisses et qu'appuyait une intervention de la grande-duchesse Marie, qui, comme son frère un précepteur, avait eu une institutrice originaire du canton de Vaud. Lui rendant compte, à ce moment, de ce qui se passait à Francfort, lord Burghersh commençait par prier Wellington « de ne pas croire qu'il fût devenu fou (1). » Alexandre parlait de rompre avec ses Alliés. plutôt que de souffrir qu'ils portassent offense aux compatriotes de La Harpe, et, si le tsar ne cédait pas, Schwarzenberg menaçait de ramener en arrière les troupes qu'il commandait.

Bientôt, cependant, s'il faut en croire Metternich, l'élève de La Harpe se prêtait à des compromis successifs, au sujet desquels la vérité se laisse difficilement établir. Un représentant du souverain, qui, d'aventure, n'était pas Allemand, mais pas Russe non plus, le Grec Capo d'Istria, introduit depuis peu dans son entourage et dans sa confiance, recevait avec Lebzeltern la mission d'obtenir le consentement des Suisses à l'emploi par les Alliés du seul pont de Bâle, déjà *déneutralisé* par Napoléon, qui y avait récemment fait passer une division. On a peine à supposer que les mandataires ou leurs mandants ne se soient pas avisés de l'impossibilité de faire défiler plusieurs armées par cette voie unique. Cependant, c'est seulement en route que Capo d'Istria aurait reçu de Metternich l'avis que le tsar n'objectait plus à ce que ses troupes et celles de ses alliés empruntassent à la Suisse toute l'étendue de son territoire dont elles auraient besoin, sans solliciter une autorisation dont le refus devait être prévu. En conséquence de quoi, le 20 décembre, après que les deux envoyés en eussent simplement prévenu le Landamman, les Aûtrichiens

(1) Wellington, *Suppl. Despatches*, t. VIII, p. 409.

franchirent le Rhin en plusieurs endroits entre Schaffhouse et Bâle.

Alexandre avait déjà quitté Francfort et c'est à Carlsruhe, où il goûtait des joies de famille, qu'il eut la nouvelle et, devait-il prétendre, la surprise douloureuse de l'événement. Donnant un démenti formel à Metternich, il l'accabla de reproches. Il aurait fini cependant par lui dire : « C'est le succès qui couronne tout... Ce qui est fait est fait. Au point de vue militaire l'opération est bonne ; que les considérations personnelles s'effacent donc devant l'intérêt commun (1). » Rapporté par Calchas, le propos semble bien prouver qu'il a, en cette occasion, joué Agamemnon et le certain est que l'incident a créé entre eux une irritation, qui devait désormais grandir.

Alexandre écrivit à son ancien précepteur une lettre d'apologie, où, flattant les rancunes du Vaudois contre « ces Messieurs de Berne », il les rendait responsables de ce qui était arrivé, comme ayant voulu attirer les Alliés dans leur pays, pour en être aidés dans leurs entreprises contre la liberté. C'était la thèse de l'autre Vaudois, Jomini, qui, quittant sa retraite, avait paru à Francfort, pour dénoncer ses compatriotes de l'Oberland. Alexandre avait fait bon accueil à cet avocat d'une cause dont il prétendait être le champion dans l'Europe entière contre Napoléon. C'est, disait-il, pour la défendre qu'il avait voulu être représenté en Suisse par un citoyen de la libre Corfou. « Rendre à chaque nation la pleine et entière jouissance de ses droits et de ses institutions, les placer toutes, en se plaçant eux-mêmes, sous la sauvegarde d'une alliance générale pour la garantie commune contre l'ambition des conquérants », telle était, à l'entendre (2), la tâche que lui et ses compagnons d'armes se proposaient. Ils l'abordaient en faisant violence à un pays neutre, pour en envahir un autre, dont ils se targuaient de respecter « les frontières naturelles ! »

(1) Metternich, *Mémoires*, t. I, p. 175 et suiv. ; cf. Fournier, *Der Congress von Chatillon*, p. 36 et suiv. ; Lefebvre de Béhaine, *loc. cit.*, p. 473 et suiv. ; Œchsli, *le Passage des Alliés en Suisse, passim;* Oncken, *Das Zeitalter der Revolution*, t. II, p. 120 et suiv. ; Wellington, *Suppl. Despatches*, t. VIII, p. 409 ; *State Papers*, t. I, p. 1162.

(2) Alexandre à La Harpe, Fribourg en Brisgau, 3 janvier 1814, *Sbornik*, t. V, p. 43 ; note de Capo d'Istria, *ibid.*, t. III, p. 178 ; cf. Schilder, *Alexandre Ier*, t. III, p. 182.

A la traversée du Rhin, entre Schaffhouse et Bâle, les troupes russes suivaient les troupes autrichiennes. Avec un retard de plus de trois semaines, cependant. Sous l'empire des idées mystiques qui envahissaient son cerveau et y prenaient souvent un tour puéril, Alexandre voulait que pour sa garde, qui formait la tête des colonnes russes, le passage du pont de Bâle coïncidât avec le premier jour de l'année d'après le calendrier julien, et ce trait complète la physionomie déconcertante que le chef de la coalition, le libérateur des peuples enchaînés, le restaurateur de l'ordre européen, prenait dans l'exercice de cette auguste fonction, où il devait donner au monde de si cruelles déceptions.

Metternich se plaignit du retard qui entravait les opérations communes, et s'en félicita avec Schwarzenberg, qui avait cherché, sans qu'il espérât aussi bien y réussir, à prendre une bonne avance sur les Russes et les Prussiens (1). La course *nach Paris* commençait.

(1) METTERNICH, *Mémoires*, t. I, p. 180-181 ; LEFEBVRE DE BÉHAINE, *loc. cit.*, p. 430.

CHAPITRE X

LA CAMPAGNE DE FRANCE

I. Les Alliés en France. La surprise stratégique. Progrès rapide de l'invasion. Démonstrations amicales des envahisseurs et excès contraires. Les Cosaques vrais et faux. Alexandre réclame une marche rapide sur Paris. Résistance des Autrichiens. Compromis adopté. Offensive prudente et négociation. Brienne et La Rothière. — II. Le secret du tsar. Le congrès de Châtillon et la manœuvre de Blücher. *Nach Paris!* La riposte de Napoléon. L'épopée des cinq jours. Les Alliés à Troyes. Leur désaccord. Nouveau compromis. Rupture et reprise des négociations à Châtillon. — III. Napoléon égaré par ses succès. Ses nouvelles exigences. « Les limites naturelles ». Mormant. Montereau. Panique dans le camp des Alliés. La coalition en péril. Chaumont. Nouveau traité d'alliance. « Le pouvoir exécutif » en Europe. Napoléon en mesure d'obtenir des conditions avantageuses. — IV. Il s'obstine à développer ses succès militaires. Son génie trahi par la défaillance de ses lieutenants. Soissons. Blücher échappe. Retour des Alliés à Troyes. Les nouvelles de Paris. Autres trahisons. Talleyrand et le duc de Dalberg. Un messager de la royauté. Vitrolles. Contact pris avec les Bourbons. La question de la déchéance de Napoléon posée. Rupture définitive du Congrès. — V. Arcis-sur-Aube. Un contre trois. Napoléon esquive un désastre mais fait reconnaître sa faiblesse. Manœuvre excentrique contre la ligne de communication des Alliés. Appel à la levée en masse. Paris découvert. Les Alliés en retraite. Brusque revirement. Une inspiration du ciel. Alexandre fait décider la marche sur Paris. Il prend le commandement de la coalition. — VI. Bataille devant la capitale. Querelles et angoisses des Alliés. Si Napoléon revenait ! Les pourparlers. Talleyrand et Marmont. La capitulation. Alexandre au château de Bondy. La députation parisienne. La générosité du tsar.

I

Comme hier à d'autres envahisseurs de la France, la violation d'un territoire neutre donnait à ceux de 1814 le bénéfice d'une surprise stratégique. L'effet en fut, il y a cent ans, plus grand encore. Du Rhin à la Marne, les Alliés ne rencontrèrent aucune résistance. Épinal se rendit à 50 Cosaques, Chaumont à un seul

cavalier wurtembergeois (1). Le 22 janvier, devançant l'armée principale, qui, divisée en huit colonnes sur un front de plus de 350 kilomètres, marchait assez lentement, Alexandre fut déjà à Langres. En même temps, ayant franchi le Rhin de son côté entre Manheim et Coblence, l'armée dite de Silésie, Prussiens et Russes, occupait Nancy. Mais, à Langres, les Alliés ne se trouvèrent plus d'accord sur le parti à tirer de ces faciles succès.

A Bâle déjà, l'arrivée de Castlereagh avait apporté un renfort inattendu aux partisans d'une solution pacifique. Le nombre en grandissait au parlement anglais. Alexandre jugeait d'autant plus nécessaire de précipiter le dénouement *manu militari*, et il estimait que l'effort à faire pour cela n'était plus grand. Il voyait la France conquise, non seulement matériellement mais moralement, « ouvrant les bras aux Alliés », comme il l'écrivait à sa sœur (2). Civils et militaires même, les hommes de son entourage ne partageaient pas cette impression. Nesselrode présentait au tsar un mémoire, où il exposait la nécessité d'exploiter les succès acquis en négociant, et, commentant ce plaidoyer dans sa correspondance avec sa femme, il montrait Barclay et Volkonski, Tolstoy et Araktchéiév « dégoûtés au plus haut point d'une campagne qui leur paraissait énormément périlleuse et n'aspirant qu'à se tirer de là ». Le souvenir de Valmy ne cessait de le hanter (3). Au témoignage du comte de Münster (4), c'était aussi le sentiment de Schwarzenberg, qui, dans une lettre confidentielle (5), écrivait en effet : « Ici nous devrions faire la paix. C'est mon conseil ; notre empereur, Stadion et Metternich lui-même sont entièrement de mon avis. Mais l'empereur Alexandre !... »

A son ordinaire, Alexandre s'illusionnait. Comme à son entrée en Pologne, il avait prescrit à ses troupes de s'abstenir en terri-

(1) Houssaye, *1814*, p. 15.

(2) 29 janvier 1814, grand-duc Nicolas, *Correspondance d'Alexandre avec sa sœur*, p. 163.

(3) Bâle, 16 janvier, Chaumont, 21 février 1814, *Lettres et papiers de Nesselrode*, t. V, p. 152.

(4) Au régent, Langres, 30 janvier 1814, *Hist. Zeitschrift*, nouvelle série, 1880, t. VIII, p. 263.

(5) Langres, 26 janvier 1814, *ibid.*, p. 260.

toire français de toute violence et de toute exaction (1). Cependant, Metternich écrivait de son côté : « C'est une vilaine chose que la guerre, surtout quand on la fait avec 50 000 cosaques et bachkirs. » Il convenait d'ailleurs qu'Autrichiens et Prussiens se déguisaient volontiers en cosaques. Malgré quoi, les commandants des trois armées alliées se renvoyaient la responsabilité des excès que les uns ou les autres de leurs subordonnés commettaient et qui provoquaient de non moins odieuses représailles. Dans telle ferme où ils cuvaient leur boisson après un pillage suivi de ripaille, des cosaques vrais ou faux étaient saignés comme des cochons (2). Quoi qu'en imaginât Alexandre, la France n'ouvrait pas les bras aux envahisseurs, qui ne trouvaient aucun agrément à cette campagne, si victorieuse qu'elle fût. Oncle d'un futur Décembriste, le général Michel Kachowski jugeait le pays déplaisant, et s'y plaignait même du froid, comme faisait aussi Araktchéiév ! (3).

Schwarzenberg objectait opiniâtrément à la marche rapide sur Paris que le tsar réclamait. Le généralissime alléguant le mauvais état des routes et les difficultés du ravitaillement. Castlereagh et Metternich se rangeaient à son avis pour d'autres raisons. Rejoint à Langres par La Harpe, Alexandre parlait d'établir un gouvernement républicain en France, après qu'on l'aurait délivrée de son « tyran », et il paraissait en même temps disposé à favoriser l'ambition de Bernadotte. Toujours aussi, il évitait de découvrir devant les Anglais comme devant les Autrichiens ses vues sur la Pologne, qui continuaient à les inquiéter également. La chute de Napoléon ne pouvait manquer de précipiter la solution de ce problème, et, si elle y perdait la Galicie, l'Autriche ne serait-elle pas tentée de faire valoir, au titre d'une compensation, ses droits sur les Pays-Bas? De toute façon, il convenait de s'entendre, avant d'aller plus loin.

Contre ce parti pris de temporisation, Alexandre faisait vainement appel au roi de Prusse. Frédéric-Guillaume n'avait plus

(1) Prince N.-B. Galitzine, « Mémoires, » *Archives russes*, 1884, t. III, p. 367.

(2) Houssaye, *1814*, p. 48, 54 ; Fournier, *Der Congress von Châtillon*, p. 265 ; Marbot, *Mémoires*, t. III, p. 384 ; Grabowski, *Mémoires*, p. 177 et suiv. ; Maugras, *Delphine de Sabran*, p. 467.

(3) *Ancienne Russie*, 1914, CLVII, p. 456, 678 ; *Archives russes*, 1891, t. I, p. 135.

en tête que la Saxe et ses généraux étaient divisés. Blücher et Gneisenau se prononçaient seuls pour qu'on allât de l'avant, à tout risque. Sous la menace renouvelée et catégorique d'une rupture, le tsar parut ainsi amené à accepter un compromis : on marcherait sur Paris, mais sans trop se presser, Metternich s'en reposant pour cela sur Schwarzenberg, et on entamerait en même temps formellement des négociations avec Napoléon, en donnant à son plénipotentiaire, celui qu'on avait choisi, Caulaincourt, rendez-vous à Châtillon. Razoumovski pour la Russie, Stadion pour l'Autriche, Humboldt pour la Prusse et Cathcart avec Stewart et Aberdeen pour l'Angleterre, l'y rejoindraient. Castlereagh allait s'y rendre aussi pour quelques jours (1).

Les instructions dont Razoumovski était porteur semblaient indiquer de la part de son maître lui-même un désir sincère de conciliation : moyennant que le vaincu de Leipzig renonçât à tous ses titres de souveraineté ou de protectorat en Italie, en Allemagne, ou en Suisse, elles ne mettaient pas en cause sa situation en France, et, tout en se prononçant pour le retour de ce pays aux frontières d'avant la Révolution, elles admettaient des dérogations à ce principe (2).

Quelques jours plus tard, l'issue des premiers combats engagés par les Alliés augmenta les chances d'un accord sur ces bases. Se portant aventureusement en avant avec ses Prussiens et les corps russes d'Olsoufiev et d'Osten-Sacken, Blücher se faisait accrocher rudement par Napoléon sous Brienne, le 29 janvier, et manquait de peu d'être fait prisonnier. Le poursuivant, Napoléon se heurtait trois jours plus tard, sous La Rothière, à des forces deux fois supérieures. Il subissait à son tour un échec assez sérieux, et, après un douloureux débat, toute une nuit d'agonie, il s'en trouvait porté au parti d'envoyer à Caulaincourt un blanc seing formel (3). C'était la paix par voie de capitulation, ou presque, du vaincu et les Alliés en profitaient pour démasquer l'équivoque

(1) Il n'a à aucun moment fait partie des plénipotentiaires anglais, contre ce que Sorel a supposé, *l'Europe et la Révolution française*, t. VIII, p. 258.

(2) Metternich, *Mémoires*, t. I, p. 181 et suiv. ; le même, *Aus den nachgelassenen Papieren*, t. I, p. 187 et suiv. ; Klinkowstroem, *Oesterreichs Theilnahme an den Befreiungskriegen*, p. 805.

(3) Troyes, 5 février 1814, Napoléon, *Correspondance*, XXVII, p. 185.

dont ils s'étaient jusque-là couverts. Les « frontières naturelles » dont ils avaient parlé à Francfort, devenaient à Châtillon « les limites de 1792 ». Mais Napoléon devait s'y attendre, et c'était la paix tout de même, avec le salut pour l'empire et pour l'empereur, dans la mesure où l'un et l'autre pouvaient encore être sauvés.

II

Ce n'était pas ce que voulait le tsar. En sus de ses instructions écrites et patentes, Razoumovski en avait d'autres, au Congrès, orales et secrètes, en vertu desquelles il devait épuiser les moyens dilatoires, en attendant l'effet du mouvement que, d'après un plan concerté avec Gneisenau par l'intermédiaire de Stein, Blücher allait prononcer : marche indépendante de son armée, avec Paris pour objectif (1). Sans que les plénipotentiaires anglais en fussent avertis, ils se trouvaient naturellement disposés à seconder cette manœuvre : leur consigne était de ne rien recevoir qu'*ad referendum*. « Nos laquais de place pourraient aussi bien tenir ici notre emploi », allait écrire Stewart à Castlereagh, après que celui-ci eut quitté Châtillon (2). Stadion était mieux pourvu et Metternich restait disposé à conserver un empire et un empereur amoindris qu'il prendrait en tutelle. Mais, devant les succès des armées alliées qui occupaient Troyes et poussaient leurs avant-gardes jusqu'à Melun, devant l'attitude de Caulaincourt, « le ton humble » qu'il prenait, « l'air consterné » qu'il se donnait, l'insistance qu'il mettait à reconnaître que « son rôle était celui des sacrifices », les Autrichiens eux-mêmes inclinaient à l'expectative.

Sur « les limites de 1792 », l'accord était cependant acquis entre les Alliés, et, pour traiter sur cette base, leurs plénipotentiaires avaient des pouvoirs suffisants. Ils offraient la paix à cette condition, et Napoléon venait de l'accepter, pratiquement *à tout prix*. Si donc Caulaincourt les prenait au mot, lui et eux, comme

(1) Baron Brünnow, « Aperçu des transactions du cabinet de Russie, » *Sbornik*, XXXI, p. 368.

(2) Castlereagh, *Correspondance*, 3e série, t. I, p. 322.

il le pouvait, puisqu'il avait *carte blanche*, comme il le devait, puisque, depuis Prague, c'était sa politique, pour autant qu'il en avait une, on signait, et, dans l'état de l'opinion européenne et française, il n'est pas probable qu'on s'en fût dédit de part et d'autre.

Mais la logique du rôle que le duc de Vicence avait assumé depuis son ambassade à Saint-Pétersbourg voulait qu'à ce moment il fît le jeu des Alliés et en particulier du tsar, qui sans doute s'est trouvé fondé à faire valoir plus tard devant Louis XVIII « les services essentiels que ce diplomate avait rendus à la royauté au péril de sa vie ». Du 7 au 9 février, usant lui-même de procédés dilatoires, ne disant ni oui ni non, Caulaincourt a mis Razoumovski en mesure de réclamer un ajournement des conférences qui n'aboutissaient à rien, et, le lendemain, l'heure de la paix avec le salut de l'empire et de l'empereur avait passé (1). Les plénipotentiaires alliés rejoignaient leur quartier à Troyes, et, au quartier de Napoléon, se jouait la scène fatidique que l'on connaît : Maret venant chercher la signature du maître pour les instructions complémentaires à envoyer au duc de Vicence et le trouvant étendu à plat ventre sur ses cartes : « Oh ! vous voilà ! Il s'agit maintenant de bien autre chose ! » Une dépêche de Marmont venait d'arriver : elle montrait les quatre corps de Blücher défilant à grands intervalles sur les deux routes de Paris, par Épernay et Château-Thierry d'un côté, Champaubert et Montmirail de l'autre, sans souci des Autrichiens qui n'avançaient toujours pas, sans prendre garde davantage à Napoléon, et « au milieu d'une beuverie sans exemple », aux termes d'un autre rapport recueilli par Metternich (2). Quelques jours plus tard, c'était l'immortelle épopée de Champagne, et pour le malheur du vainqueur, quelque gloire qu'il en retirât, la situation se trouvait renversée.

(1) Rapports de Razoumovski, F. de Martens, *Recueil*, t. XIV, p. 197. Comme en beaucoup d'autres parties de cette publication, les dates ici doivent être rectifiées. L'auteur a faussement réduit la durée entière du Congrès à deux semaines. Cf. Vassiltchikov, *les Razoumovski*, édition française, 3e partie, t. II, p. 173-206 ; *Sbornik*, XXXI, p. 372 et suiv. ; Fournier, *Der Congress von Châtillon*, t. I, p. 332. — Pour le rôle de Caulaincourt au regard de la royauté, Martens, *ibid.*, t. XIV, p. 265 et suiv.

(2) Fournier, *loc. cit.*, p. 256 ; Fain, *Manuscrit de 1814*, p. 36.

Il ne voulait plus de la paix à tout prix, et pas même lâcher la Belgique, encore moins la rive gauche du Rhin. Il se croyait en mesure de dicter ses conditions. Et il n'avait pas tort en écrivant à Maret après Montmirail : « J'imagine que vous n'êtes pas de ceux qui pensent que le lion est mort et qu'on peut lui p... dessus (1). » Mais, à Champaubert, s'entretenant avec le général Poltoratski qu'il faisait prisonnier, il parlait déjà de traiter avec le tsar — sur la Vistule (2) !

Il pouvait sans doute maintenant obtenir mieux que « les limites de 1792 ». Avant la défaite même de Blücher, Caulaincourt se ravisant et portant à Troyes l'acceptation qu'il avait retenue à Châtillon, Metternich s'était prononcé pour qu'à leur tour les Alliés le prissent au mot. Les nouvelles de l'armée principale devenaient mauvaises : Schwarzenberg y comptait jusqu'à 50 000 malades ! Si même l'armée silésienne poursuivait victorieusement sa marche, l'Autriche risquait de se trouver hors de course au but. Knesebeck et Hardenberg jugeaient également opportun d'arrêter les hostilités, le premier parce qu'il avait mauvaise idée des talents de Blücher et le second parce qu'il craignait qu'une victoire plus complète, dont le tsar serait le principal ouvrier, le rendît moins complaisant pour la Prusse. Aux premières nouvelles d'un avantage obtenu par Napoléon en Champagne, un protocole signé le 13 février par Castlereagh, Hardenberg et Metternich se prononça pour la reprise des négociations à Châtillon, sur la base d'un armistice et des frontières de 1792. Il réclamait, à la vérité, des « sûretés militaires » pour la conclusion de la paix à ce prix, et c'était la cession des forteresses de Berg-op-Zoom, Anvers, Luxembourg, Mayence, Mantoue, Huningue et Besançon (3). Mais, avec cette réserve même, Alexandre refusait sa signature. Dans quelques jours, ses Russes seraient à Paris ; ils y feraient convoquer une Assemblée qui déciderait du régime à établir en France ; si elle se prononçait pour Napoléon, on traiterait avec lui, mais à d'autres conditions. A

(1) Lettre interceptée par les Russes, Schilder, *Alexandre Ier*, t. III, p. 385.

(2) Poltoratski, *Conversation avec l'empereur Napoléon*.

(3) Paul Bailleu, dans *Hist. Zeitschrift*, nouvelle série, 1880, t. VIII, p. 271.

la nature de ces conditions, le restaurateur présomptif de la Pologne semble avoir, à ce moment, rattaché une combinaison, qui, aux frais de la France, aurait désintéressé l'Autriche et la Prusse. Mais, le canon de Montmirail coupa la parole au tsar.

L'étendue du désastre encouru par Blücher se précisant, Anglais et Autrichiens parlèrent de traiter séparément avec le vainqueur, si le tsar s'obstinait dans son parti. « On en avait assez de cette tyrannie ! » clamait Metternich (1). Et les jours suivants, en continuant à vaincre, Napoléon mettait d'accord tous ses adversaires. Moyennant qu'il fût enjoint à Schwarzenberg de se mettre en mouvement pour dégager l'armée de Silésie, le tsar renonçait au dessein de réunir une Assemblée à Paris ; il consentait à la reprise des négociations à Châtillon et acceptait d'y traiter sur la base des frontières de 1792. Si, à défaut d'une entente, on devait poursuivre la marche sur Paris, cette ville serait occupée, comme les autres, au nom de tous les Alliés. Alexandre obtenait le privilège seul d'y mettre un gouverneur de son choix ; mais il s'interdisait, à l'égal de ses compagnons d'armes, toute immixtion dans les affaires intérieures de la France (2).

Quelques historiens allemands ont dénaturé le sens et exagéré la portée d'un accord qui est intervenu, à ce moment, entre Metternich et Hardenberg. Il n'était pas secret, comme on l'a supposé, et il n'avait pas pour objet de « mettre fin à la dictature russe », que les événements de Champagne avaient mise hors de cause. Il ne constituait qu'un acte préparatoire aux arrangements à convenir entre tous les Alliés, et, à ce titre, il a été communiqué non seulement aux plénipotentiaires anglais, mais aussi au tsar, *qui l'a approuvé* (3).

Alexandre n'en était pas moins le principal vaincu des journées de Champagne ; mais, avec « ses bottes de la campagne d'Italie », comme il disait, le vainqueur avait, dans ces combats, retrouvé son orgueil des grands jours et cette confiance en lui-même, qui, après l'avoir longtemps servi, devenait maintenant l'instrument

(1) Fournier, *loc. cit.*, p. 127 et 299.

(2) Oncken, *Das Zeitalter der Revolution*, t. II, p. 758-770 ; Pertz, *Gneisenau*, t. IV, p. 71 et suiv.

(3) Oncken, *loc. cit.*, reconnaît lui-même ce fait, tout en adoptant une légende, avec laquelle on ne saurait l'accorder.

de sa perte. Peut-être, il est vrai, la loi de sa destinée lui interdisait-elle de se contenter d'une demi-victoire, et, dans un empire réduit aux frontières de 1792, la France n'eût pas longtemps toléré l'empereur.

III

Manœuvrant à sa façon, avec trois de ses corps portés sur Nogent pour s'y emparer des passages de la Seine et plusieurs autres sur Fontainebleau pour y tourner l'ennemi, c'est-à-dire poursuivant deux objectifs différents dans des directions opposées, Schwarzenberg laissait à Napoléon toute liberté pour achever Blücher. Mais le vainqueur de Champaubert se persuadait que c'était fait, et, sur le terrain militaire comme sur le terrain diplomatique, il s'inspirait de cette présomption. Le congrès de Châtillon se réunissant à nouveau le 17 février, ce même jour, retirant le pouvoir qu'il lui avait donné, il prescrivait à Caulaincourt de ne plus traiter que sur la base des « limites naturelles ». Quatre jours plus tard, dans une lettre adressée à son beau-père, il déclarait s'en tenir aux conditions qui lui avaient été offertes à Francfort (1). En même temps, négligeant Blücher, il se jetait sur Schwarzenberg, et, le 17 février sous Mormant, le lendemain sous Montereau, il mettait à mal deux de ses lieutenants. C'était peu, mais assez pour que, le prestige du vainqueur y aidant, le vaincu prît peur. Le 23 février, Schwarzenberg ramenait ses troupes sur la rive droite de la Seine, et, le lendemain, il faisait, décider, à Troyes, l'envoi du comte Paar auprès de Berthier. Renouvelant le stratagème peu glorieux dont Alexandre avait usé après Austerlitz, les Alliés feignaient avoir nouvelle que des préliminaires de paix étaient, depuis la veille, signés à Châtillon et ils consentaient à un armistice. Après quoi, en pleine panique, ils quittaient la ville, où Napoléon rentrait ce même jour. Un rapport du fameux Siéslavine l'avait montré en marche rapide dans cette direction avec 180 000 hommes (2) ! L'intrépide partisan voyait double.

(1) Napoléon, *Correspondance*, t. XXVII, p. 185; Houssaye, *1814*, p. 102.
(2) Houssaye, *ibid.*, p. 71.

Le moment restait bon pour le grand homme. Accourant de Châtillon, Castlereagh lui-même adjurait le tsar de « ne pas attendre le jour où l'on devrait repasser le Rhin ». Il se disait obligé par le vœu du parlement à ne pas refuser la paix dans des conditions acceptables. « Ce ne sera qu'une trêve ! répondait Alexandre, et je ne pourrai pas toujours faire 400 lieues pour courir à votre secours. » Mais, Toll et Volkonski s'accordant pour représenter la situation militaire comme extrêmement critique (1), il suivait les Alliés à Bar-sur-Aube, dans une retraite qui ressemblait à une déroute. Le temps était affreux, le pays entièrement dévasté, et les troupes laissaient en route des traînards par milliers. Aussi à l'arrivée, le 24 février, Alexandre eut beau prendre un ton de menace, parlant encore de fausser compagnie aux Autrichiens, et, rejoignant Blücher, de reprendre la marche sur Paris. Au témoignage de Pozzo di Borgo recueilli par Ségur, il aurait, tout en refusant d'en convenir, partagé lui-même le découragement de ses compagnons d'armes, qui, avec le sentiment d'être comme pris au piège dans le pays envahi, inclinaient à maudire celui qui les y avait entraînés (2). En fait, après d'orageux débats, sur une feuille de son carnet, que Metternich a eu la malice de s'approprier, le tsar nota de sa main la décision prise, qui était de poursuivre la retraite par Chaumont sur Langres et même plus loin, si les circonstances l'exigeaient. Par voie de compromis, cependant, il était convenu que Blücher continuerait à opérer séparément et que les corps de Wintzingerode et de Bülow renforceraient son armée, qui deviendrait ainsi la masse principale de manœuvre (3).

Le public en Autriche et en Allemagne se montrait non moins alarmé par la tournure que prenait la campagne, au point que le futur premier secrétaire du Congrès de Vienne, Gentz, se déclarait ravi des défaites encourues par Blücher, parce qu'elles augmentaient les chances d'une prompte paix (4). La coalition avait

(1) Toll, *Denkwürdigkeiten*, t. IV, p. 486 ; cf. Schilder, *Alexandre Ier*, t. III, p. 190.

(2) Ségur, *Mémoires*, t. III, p. 282 ; cf. Toll, *ibid.*, p. 490.

(3) Metternich, *Mémoires*, t. I, p. 190-191 et 263 ; le même, *Aus den nachgelassenen Papieren*, t. I, p. 261 ; Oncken, *loc. cit.*, t. II, p. 745 ; Fournier, *loc. cit.*, p. 166 ; Houssaye, *1814*, p. 80.

(4) *Briefe Gentz an Pilat*, t. I, p. 116.

du plomb dans l'aile; elle ne se maintenait qu'à coups de compromis incessants. Schwarzenberg poursuivant sa retraite sur Langres, les souverains alliés s'arrêtaient à Chaumont avec leurs corps diplomatiques et éprouvaient le besoin de raffermir entre eux des liens qui menaçaient apparemment de se rompre sous le vent de l'adversité. Ainsi, très régulièrement mariée avec M. de Rocca, Mme de Staël s'obstinait à renouveler la cérémonie dans toutes les villes où elle faisait séjour avec cet époux, dont la fidélité ne lui paraissait jamais suffisamment cautionnée.

Le nouveau traité fut conclu à Chaumont le 1er mars 1814 (1). Comprenant pour les quatre parties contractantes l'engagement de ne pas traiter séparément avec l'adversaire commun et pour l'Angleterre, en particulier, de payer à ses Alliés, en 1814, un subside de cinq millions de livres, il devait être par le développement ultérieur des événements destiné à gouverner l'Europe, en en constituant « le pouvoir exécutif », selon l'expression d'un historien (2). Le principe de solidarité ainsi admis par les Alliés n'était cependant pas compris par tous de la même façon. Castlereagh l'interprétait assurément au sens de ses instructions, qui, dans un memorandum du 26 décembre 1813, limitaient expressément le *casus fœderis* éventuel au cas d'une agression de la France contre les possessions européennes de l'une des parties contractantes (3), et, destinée ainsi à mettre la politique du cabinet anglais en opposition sur plus d'un point avec celle du tsar, cette réserve portait une condamnation anticipée du régime de police internationale que le créateur futur de la Sainte Alliance chercherait à instaurer.

Dès la première heure, d'autre part, le pacte du 1er mars s'est montré insuffisant au gouvernement des contractants eux-mêmes. Aussitôt après l'échange des signatures, Napoléon paraissant se retourner contre Blücher et Schwarzenberg refusant d'envoyer à l'armée de Silésie de nouveaux renforts, Alexandre et Frédéric-Guillaume criaient à la trahison et, écrivant à sa femme, le généralissime se plaignait de la « cruelle torture que lui

(1) F. de Martens, *Recueil*, t. III, p. 148.
(2) Sorel, *loc. cit.*, t. VIII, p. 289 et suiv.
(3) Record office, v. Philipps, *The Confederation of Europe*, p. 66.

infligeaient des souverains orgueilleux, vaniteux et ignorants (1). »

A la mi-mars, la situation à Chaumont fut encore aggravée par l'apparition de Czartoryski que le tsar eut beau renvoyer promptement (2). Sa défiance au regard des projets polonais d'Alexandre l'emportant sur toute autre considération, Metternich dépêcha Esterhazy à Châtillon, pour entrer séparément en matière avec Caulaincourt. Mais le maître de Caulaincourt pensait toujours qu' « il s'agissait de bien autre chose ».

IV

Schwarzenberg se dérobant, il laissait devant lui Macdonald et Oudinot avec 40 000 hommes et, avec les 35 000 qui lui restaient, il revenait à Blücher, dont l'entrée dans la vallée de la Marne lui était signalée. Pour l'y prendre et l'anéantir en effet cette fois entre la Marne et l'Aisne, il concevait un de ses plus beaux desseins stratégiques ; mais, à ce coup encore, l'outil usé trahissait l'ouvrier toujours génial. A Soissons, un homonyme du transfuge Moreau, vieux soldat mis au repos dans ce commandement, livrait passage à Blücher (3), qui, rejoint au delà de l'Aisne par Wintzingerode et Bülow, résistait, le 7 mars, sur le plateau de Craonne, aux attaques furieuses de son adversaire et, du 9 au 10, accroché au rocher de Laon avec une écrasante supériorité de forces, le rejetait, après lui avoir infligé de cruelles pertes, sur Soissons (4).

Par un dernier miracle d'audace et de génie, le vaincu réussissait, trois jours plus tard, à chasser de Reims le corps russo-prussien de Saint-Priest et à remettre les Alliés en transe. En le voyant si fort engagé sur la Marne, Schwarzenberg s'était enhardi à reprendre le chemin de Troyes, où son avant-garde rentrait

(1) Fournier, *loc. cit.*, p. 147, 304 ; Thielen, *Der Feldzug von 1814*, p. 99 ; Klinkowstroem, *loc. cit.*, p. 818 et suiv.

(2) *Sbornik*, t. IX, p. 433.

(3) V. sur cette capitulation les *Mémoires* du parlementaire des Alliés, Lœwenstern, édition française, p. 322 et suiv.

(4) Maréchal Foch, *la Bataille de Laon*.

dès le 4 mars et où Alexandre accourrait aussitôt pour presser le développement de ce mouvement. L'événement de Reims y coupa court. Le généralissime voyait ses communications menacées, et, dispersant encore ses forces entre Nogent et Brienne, il ne bougea plus. A Châtillon, Napoléon en devenait plus intraitable, sans égard pour la perte de Troyes, où un autre événement se produisait, cependant, qui aurait dû lui conseiller plus de « raison ». Accrédité au moyen d'un cryptogramme par le duc de Dalberg et par Talleyrand, le baron de Vitrolles y apportait aux Alliés le conseil d' « oser » et de « jeter leurs béquilles », avec la preuve que, dans le milieu d'où cet avis partait, la foi dans l'étoile de Napoléon était évanouie.

Ancien émigré rallié à l'Empire, Vitrolles produisant aussi un plaidoyer en faveur des Bourbons, l'accueil qu'il reçut fut évasif de la part de Castlereagh et nettement hostile d'abord de la part d'Alexandre. Au cours de l'année précédente, le tsar avait laissé sans réponse quatre lettres du comte de Lille et refusé, à la veille de Lutzen, de recevoir, de sa part, le comte de La Ferronays qui se présentait avec la double mission de solliciter un commandement dans l'armée russe pour le comte d'Artois ou pour l'un de ses fils, et de pressentir le souverain au sujet du mariage du duc de Berry avec la grande-duchesse Anne. Au lendemain de la bataille, Alexandre était revenu sur sa première décision et avait fait espérer même au futur ambassadeur de Louis XVIII à Saint-Pétersbourg qu'il associerait la légitimité au triomphe des principes pour lesquels il combattait. Mais, rompant enfin le silence avec l'exilé d'Hartwell, il avait paru donner une indication contraire dans la lettre qu'il lui adressait. Sec de ton, ce message ne portait pas en effet, comme ceux auxquels il répondait, la signature d'un « bon frère ». Le tsar ne voulait connaître que « le comte de Lille ». Plus récemment, enfin, des émissaires du comte d'Artois, Jules de Polignac après François d'Escars, n'avaient pu aborder le souverain (1).

Vitrolles fut plus heureux. Usant avec lui de plus de franchise, Alexandre ne dissimulait pas le peu de cas qu'il

(1) Comte A. de La Ferronays, *Souvenirs*, p. 325, 341 et suiv., p. 383, 396 ; F. de Martens, *Recueil*, t. III, p. 153, t. XIV, p. 196 ; Toll, *loc. cit.*, t. IV, p. 351 ; Castlereagh, *Correspondance*, t. III, 1re partie, p. 234.

faisait de tous les principes et se déclarait persuadé que la république convenait mieux au tempérament de la nation française ; mais l'envoyé du duc de Dalherg et de Talleyrand n'en eut pas moins l'impression que la cause qu'il représentait ne rencontrerait pas, tout au moins de ce côté, une hostilité irréductible. Le tsar venait de recevoir une dépêche où son envoyé à Londres, Lieven, disait avoir été chargé par le Régent, en grand mystère et à l'insu de tous les ministres, de recommander à son maître le rétablissement des Bourbons. Interrogé à ce sujet, Castleragh avait témoigné autant de surprise que de colère, mais avait reconnu que le fait méritait considération. Aussi, repartant pour rejoindre le comte d'Artois à Nancy, Vitolles emporta, avec des passeports, une lettre pour le gouverneur de la Lorraine, signée par Nesselrode au nom des Alliés, et un billet de Metternich pour le frère du comte de Lille. Rédigé en des termes très vagues, ce dernier message n'autorisait pas le porteur à se vanter devant le destinataire, comme il devait le faire, qu'il lui avait « gagné une couronne » ; l'indication, cependant, en ressortait d'un changement d'attitude, dont les négociations de Châtillon allaient en effet se ressentir (1).

Comme Alexandre au début, Napoléon y usait maintenant de la tactique dilatoire. Le 15 mars seulement, il faisait connaître ses propositions de paix, qui restaient présomptueuses. Il réclamait l'Italie pour le prince Eugène, à l'exception du domaine pontifical, et, pour la France, avec les frontières de 1792 et la rive gauche du Rhin, la Savoie, Nice et l'île d'Elbe. Tel était encore le prestige du vainqueur de Champaubert, que, tout en les déclarant inacceptables, les Alliés consentaient à ouvrir un débat sur cette base. Mais, trois jours plus tard, ils changeaient d'avis et prononçaient la rupture du Congrès (2). C'était l'effet

(1) V. pour cet épisode : Talleyrand, *Mémoires*, t. II, p. 149, 260 ; Vitrolles, *Mémoires*, t. I, p. 67 et suiv. ; Castlereagh, *Correspondance*, t. III, 1re partie, p. 264 ; princesse de Lieven, *Souvenirs*, Bibl. de l'Empereur de Russie, arm. IV, nº 4 ; grand-duc Nicolas, *Correspondance d'Alexandre avec sa sœur*, p. 225 et suiv. ; comtesse de Boigne, *Mémoires*, t. I, p. 339 ; Nesselrode, Notice autobiographique, *Archives russes*, 1905, t. II, p. 491 ; Duvergier de Hauranne, *Histoire du gouvernement parlementaire*, t. II, p. 50 et suiv. ; Schilder, *Alexandre Ier*, t. III, p. 386.

(2) Castlereagh. *Correspondance*, 3e série, t. I, p. 341, 359, 372 ; Wel-

de l'apparition de Vitrolles à Troyes, car la marche des événements militaires ne justifiait pas ce revirement.

V

La coalition y faisait preuve toujours de la même imbécillité. De Troyes, où il avait son quartier général, à Arcis-sur-Aube, où Schwarzenberg retenait le sien, Alexandre dépêchait l'un après l'autre des officiers de sa suite pour blâmer les dispositions du généralissime et l'inviter à en adopter d'autres, d'après les avis de Toll, qui, attaché à l'état-major autrichien, adressait à son maître des rapports empreints d'un pessimisme extrême. Le 18 mars, au soir, le tsar gagna lui-même Arcis et y reçut l'impression d'une situation des plus critiques. Napoléon approchait, répandant à son ordinaire sur les forces dont il disposait des informations, dont les Siéslavine ne réussissaient pas à contrôler l'exactitude. Au jugement de Toll, dans les positions qu'ils occupaient, les Alliés seraient infailliblement tournés et une rapide « concentration en arrière » sur Troyes pouvait seule les soustraire à un désastre. Au moment où elle était produite, cette appréciation ne répondait plus à la réalité : depuis la veille, sans que Toll en fût informé et sans que Napoléon lui-même voulût faire foi aux avis qu'il en recevait, Schwarzenberg s'était déjà employé à réparer l'erreur qu'il avait commise en éparpillant ses troupes. Toujours peu pressé de combattre et en outre assez souffrant, il n'objecta cependant pas à un mouvement de retraite, qui, précipitamment ordonné, ne pouvait manquer d'offrir prise à l'adversaire. Mais les chances heureuses étaient épuisées pour Napoléon. Rédigés en français à la chancellerie de Schwarzenberg, les ordres de marche devaient être traduits en deux langues à l'usage des Prussiens et des Russes. En conséquence, à l'arrivée de Napoléon, pas un homme n'avait bougé du côté opposé, et il dut constater qu'il aurait à livrer bataille un contre trois.

LINGTON, *Suppl. Despatches*, XIV, p. 437 ; F. DE MARTENS, *Recueil*, t. XIV, p. 137, 204 (d'après les rapports de Razoumovski).

Il était perdu, sans Alexandre. A ce coup, Schwarzenberg lui-même voulut engager le combat. Mais le tsar s'y opposa violemment. Il n'entendait pas avoir eu tort, et l'efficacité des attaques ordonnées s'en ressentit. Au deuxième jour, le souverain réclama la réunion d'un conseil de guerre, en acceptant que la délibération y fût « courte ». Elle dura deux heures, et, quand elle eut pris fin, Napoléon était hors d'atteinte, après avoir failli dix fois être pris ou tué.

Les historiens et les mémorialistes russes se sont appliqués à déguiser le rôle que le décevant Agamemnon de la coalition a joué dans cet épisode. En utilisant les notes de Toll, Mikhaïlovski-Danilevski, en particulier, ne s'est pas interdit d'en déformer le sens. L'Allemand parlant du « trouble » manifesté par Alexandre à Arcis-sur-Aube, le Russe traduit le mot par « mécontentement ». L'un écrivant : « Nous ne savons pas nous-mêmes ce que nous voulons », l'autre met cet état d'âme au compte de Schwarzenberg (1).

Napoléon devait à Alexandre d'avoir échappé au désastre final. De cette rencontre une double conséquence résultait cependant qui allait précipiter sa chute. Il avait découvert la faiblesse de ses forces et confirmé ainsi les indications recueillies par les Alliés à Troyes, en même temps qu'il prenait de leur sottise, de leur pusillanimité et de leur défaut de résolution une idée qu'il devait être porté à exagérer, comme il en usait avec tout ce qui répondait à ses vœux. Dans ses évolutions les plus hardies, il avait toujours été jusque-là gouverné par le souci de couvrir les routes de Paris. Il s'en détachait maintenant. Tant qu'il tiendrait campagne, les pleutres et les maladroits dont il venait de prendre mesure n'oseraient jamais, pensait-il, viser la capitale, et il avait chance de les en éloigner davantage, en menaçant leur ligne de retraite et de ravitaillement. Sur cette donnée, recueillant les souvenirs que lui laissaient quinze années de lutte avec les mêmes adversaires, jusqu'à sa dernière apparition à Reims qui avait suffi pour mettre Schwarzenberg en alarme au sujet de ses communications, il improvisait sa suprême manœuvre. Tournant le dos à Paris, il allait, par Vitry et Saint-Dizier, prendre les Alliés

(1) Toll, *Denkwürdigkeiten*, t. IV, p. 689 et suiv., p. 850 et suiv. ; Mikhaïlovski-Danilevski, *Journal inédit;* cf. Houssaye, *1814*, p. 305.

à revers, en même temps que, attirant à lui les garnisons des forteresses et les contingents d'Alsace, il donnerait une impulsion plus grande à cette levée en masse, dont on lui a faussement reproché d'avoir répudié l'idée. Il se flattait de faire marcher les femmes elles-mêmes ! (1). Et, son imagination s'échauffant, il voyait déjà la coalition acculée au Rhin.

En fait, son calcul était fondé, à ce point que, bien que le secret en fût révélé aux Alliés par une lettre interceptée (2), il a failli porter son fruit. Dans un conseil de guerre tenu le 23 mars, les vainqueurs d'Arcis-sur-Aube décidaient une marche en direction de Châlons et ils se mettaient en route. C'était bien la fuite, c'était le triomphe du stratagème imaginé par Napoléon et peut-être pour lui le salut avec la victoire. Mais les fuyards se sont arrêtés. Comment? Pourquoi? On ne saurait le dire avec sûreté. Le roi de Prusse et Schwarzenberg étaient déjà à mi-chemin, entre Sompuis et Vitry, suivis à quelque distance par Alexandre. Brusquement, le tsar mettait son cheval au galop, rejoignait le souverain et le généralissime et les persuadait de tourner bride, en poussant droit sur Paris. A l'entendre, il aurait obéi à un avis reçu d'en haut (3). Toll et Diebitsch se sont disputé le mérite de cette détermination *in extremis*. Mikhaïlovski l'a attribué à Volkonski ; Metternich à Schwarzenberg lui-même ; un historien allemand à La Harpe et un historien français à l'agitateur royaliste Vantaux, qui aurait livré au tsar un état des effectifs français. Clausewitz semble le plus digne de créance, car c'est le seul cas où il fasse mention d'une intervention du souverain russe dans l'ordre des événements stratégiques au cours de cette campagne, et il la donne à ce coup comme ayant été décisive (4). Mais il ne dit pas de quelle source d'inspiration elle a procédé.

(1) Napoléon à Clarke, 23 mars 1814, Archives nationales, A. F. t. IV, p. 906 ; Décrets sur la levée en masse, 1[er] et 4 janvier 1814, Napoléon, *Correspondance*, XXVII, n[os] 21055, 21061.

(2) Houssaye, *1814*, p. 348.

(3) Récit du prince Galitzine, *Archives russes*, 1886, t. II, p. 95 ; cf. Houssaye, *ibidem*, p. 356-357.

(4) Toll, *loc. cit.*, t. IV, p. 73 ; Mikhaïlovski-Danilevski, *la Campagne de 1814*, p. 319-323 ; Metternich, *Mémoires*, t. I, p. 191 ; Schneider, *Aus dem Leben Kaiser Wilhelms*, t. III, p. 225 ; F. Masson, *Napoléon et sa famille*, t. X, p. 60 ; Clausewitz, *Œuvres*, t. VII, p. 353 ; Relation de Diebitsch, 24 mars 1814, Archives de la guerre à Petrograd.

Elle devait avoir pour effet non seulement de livrer Paris et Napoléon lui-même aux Alliés, mais encore de réaliser pleinement le vœu du tsar. Il fut convenu que la marche sur Paris serait exécutée non plus par l'armée de Silésie seule, mais par l'ensemble des forces disponibles, et peut-être l'abandon consenti en ce point par Alexandre de ses premières ambitions doit-il expliquer le consentement de ses si timides compagnons d'armes au parti qu'il leur proposait. L'empereur François et son ministre ne s'y portaient cependant qu'avec répugnance et Frédéric-Guillaume avec un air de résignation apeurée, et donc Alexandre devenait le chef incontesté d'une entreprise, où, la jugeant téméraire, Schwarzenberg ne voulait même pas que son maître figurât personnellement. Il l'engageait à se porter sur Dijon, où, avec le corps diplomatique, les parcs et camps de Chaumont étaient également dirigés.

La marche des Alliés n'en fut que plus rapide. De Vitry, ils lançaient un nouveau manifeste (1), où annonçant leur intention de « rendre la France aux dimensions que des siècles de gloire et de prospérité sous la domination de ses rois lui avaient assurées », ils semblaient préjuger, à la fois, en ce qui la concernait, la question des frontières et celle du régime politique. Exprimant pourtant devant le tsar cette pensée que, pour rétablir les Bourbons, une prompte occupation de Paris était le moyen le plus efficace, Diebitsch s'entendait reprendre avec colère : « Il ne s'agit pas des Bourbons, mais de renverser Napoléon (2) ! » La pensée du souverain restait en ce point indécise, et le fut encore quand le 29 mars, il coucha au château de Bondy, à trois lieues de la capitale. D'autres préoccupations l'y absorbèrent d'ailleurs, partagées avec ses compagnons d'armes.

VI

Si la ville résistait? Si Napoléon revenait avant qu'elle capitulât? Schwarzenberg se reprenait à trembler pour ses commu-

(1) D'Angeberg, *Recueil*, p. 143.
(2) Toll, *ibid.*

nications et Alexandre lui-même cédait à une nouvelle crise d'affolement. Tous comprenaient la nécessité de faire vite, mais n'en étaient pas plus capables qu'à Arcis. Délibérant et se querellant, combattant et parlementant, du 29 au 30 mars, ils perdirent 8 000 hommes, dont 6 000 Russes. Le second jour, en quête d'un parlementaire, le tsar s'adressait à un prisonnier qu'il haranguait avec de grand éclats de voix : « De gré ou de force, au pas de charge ou au pas de parade, sur des décombres ou sous des lambris, il faut que l'Europe couche cette nuit à Paris ! » L'homme ainsi interpellé était un architecte du nom de Peyre, attaché à l'état-major de la garde nationale. Il s'étonnait d'être choisi pour une pareille mission et prenait une idée peu avantageuse de celui qui la lui confiait. Le souverain « allait et venait, se tenant le front dans les mains et donnant tous les signes de la plu-vive perplexité (1). » Pour faire son lit à Paris, l'Europe dut tout de même attendre jusqu'au lendemain et ses représentants en armes continuèrent à s'agiter et à s'inquiéter. Si, soutenue par la population, la garnison prolongeait la résistance ! Si Napoléon revenait !

Cependant, en compagnie de Peyre, le colonel Michel Orlov, fils naturel de l'un des compagnons de Catherine, pénétra dans la ville, et les Napoléonides, Marie-Louise et Joseph, l'ayant déjà quittée, il n'eut pas de peine à y bénéficier des dispositions que les messages recueillis par les Alliés à Troyes annonçaient. Chez le prince de Talleyrand, il trouva le duc de Raguse, et, à 3 heures du matin, il obtenait une capitulation, aux conditions qu'il proposait et qui se ressentaient de l'angoisse dont son maître trahissait la vivacité. Les troupes françaises étaient autorisées à quitter la ville avec armes et bagages et à prendre la direction de leur choix, Orlov se portant garant que les habitants n'auraient rien à souffrir dans leurs personnes ni dans leurs biens et que son maître « voudrait leur épargner jusqu'à l'humiliation de voir un jour les clefs de leur ville dans quelque musée d'Europe ».

A l'aube, une députation de la municipalité se présenta à

(1) Rapport de Peyre, Bignon, *Histoire de France sous Napoléon*, t. XIV, p. 10-11 ; récit du colonel M. Orlov chargé d'accompagner Peyre à Paris, *Ancienne Russie*, 1877, t. XX, p. 633 et suiv. ; Houssaye, *loc. cit.*, p. 493.

Bondy. Le tsar reçut au lit, des mains d'Orlov, l'acte de la capitulation, mit la feuille sous son traversin et se rendormit, ou fit semblant. En attendant le réveil de Sa Majesté, les députés reçurent de Nesselrode communication d'un nouveau manifeste, rédigé par Pozzo di Borgo et signé par le tsar au nom des Alliés, avec lesquels il se déclarait en communauté parfaite de sentiments. Après avoir soulevé les plus vives objections de la part de Schwarzenberg, ce texte devait cependant mettre Metternich en fureur et faire dire à Gentz qu'il eût été encore préférable d'accorder à Napoléon la frontière du Rhin et des Alpes. Alexandre y prenait exactement le contrepied des intentions que l'Autriche, la Prusse et l'Angleterre elle-même portaient à Paris. Après avoir retranché une déclaration explicite en faveur du « pouvoir légitime », il faisait espérer aux Français que « le retour à un gouvernement sage » leur vaudrait, cependant, des conditions de paix plus douces que celles que les Alliés voulaient imposer à Napoléon et il leur promettait la reconnaissance et la garantie de la « constitution » que la France se donnerait et que le Sénat prendrait soin de préparer, en procédant, préalablement, à l'organisation d'un « gouvernement provisoire (1). »

Si la rédaction de cette pièce était de Pozzo, l'inspiration était certainement de Talleyrand, qui n'avait pas pris l'avis de Metternich. Le ministre de l'empereur François restait à Chaumont avec son maître, et, à leur défaut, Schwarzenberg n'avait pas osé pousser sa désapprobation jusqu'à un veto.

La députation dut attendre plusieurs heures. Levé, le tsar donna à sa toilette des soins particulièrement minutieux. En matière de « gesticulation », il retrouvait toute sa maîtrise et tout son sang-froid. A ce moment, devançant ses troupes qu'il dirigeait à marches forcées sur Paris, Napoléon rencontrait les avant-gardes des corps de Marmont et de Mortier, qui venaient d'évacuer la ville. Il rebroussait chemin et gagnait Fontainebleau.

Admis enfin en la présence du souverain, le baron Pasquier et ses collègues eurent la surprise d'un accueil dont Orlov ne leur avait pas laissé prévoir la rudesse. Effet d'un artifice encore ou

(1) 31 mars 1814, Le Clercq, *Recueil de traités*, t. II, p. 400 ; cf. Gentz, *Briefe von und an...*, t. III, 1re partie, p. 287 ; Pasquier, *Mémoires*, t. II, p. 241 et suiv. ; Maggiolo, *Pozzo*, p. 169.

retour des impressions pénibles éprouvées la veille, Alexandre leur fit voir le tsar irrité et grondant qu'il avait un jour montré à Parrot. Il affectait bien de mettre hors de cause les députés qu'il rendait témoins de sa colère. Il disait « ne pas se reconnaître d'ennemis en France, en dehors de l'homme par lequel il avait été trompé de la façon la plus indigne ». Mais, arpentant le grand salon du château à pas saccadés et « répétant vingt fois avec la plus extrême véhémence » cette déclaration, il semblait la démentir par son attitude. Il finissait, cependant, par faire honneur aux engagements pris en son nom quelques heures auparavant : il ne demanderait à Paris que des provisions, laisserait à la garde nationale le soin de maintenir l'ordre dans la ville et renoncerait même à réclamer des logements pour les troupes alliées, qui bivouaqueraient. Une sauvagarde lui étant demandée pour la Banque de France, il répondait que c'était inutile : prenant la ville sous sa protection, il y garantissait le respect de tout ce qui s'y trouvait, personnes et choses (1).

Pensait-il, comme l'a admis Béranger (2), que les Alliés devaient « se présenter chapeau bas dans la ville de Clovis, de saint Louis, de Henri IV, de Louis XIV et de Napoléon »? Ce n'est guère probable. Les sentiments chevaleresques lui étaient étrangers. Il devait le montrer l'instant d'après. Mais il aimait les belles attitudes ; le succès le mettait en veine de générosité et sa ferveur religieuse de néophyte l'inclinait à la clémence. Au lendemain de son entrée à Paris, il allait écrire, à sa mère : « Si quelque chose me fait plaisir... c'est la manière dont Dieu a permis que cela se fît, c'est-à-dire non en conquérants ou ennemis, mais en véritables amis (3). »

Les députés congédiés, il chargea Nesselrode de s'entendre pour le reste avec Talleyrand, en lui portant l'assurance que rien ne serait fait qu'en accord avec lui et ses amis (4). Le prince y comptait bien. « Le gouvernement provisoire », ce serait lui-même,

(1) Pasquier, *Mémoires*, t. II, p. 246 et suiv. ; Savary, *Mémoires*, t. IV, p. 413 ; Houssaye, *1814*, p. 544 et suiv.

(2) Béranger, *Ma biographie*, p. 159.

(3) *Messager hist.*, mars 1914, p. 1078.

(4) Nesselrode, Notice autobiographique, *Archives d'Etat à Petrograd*, section 11, n° 1151 ; Houssaye, *loc. cit.*, p. 558.

et ce provisoire pourrait durer. Contrairement à ce que le message confié à Vitrolles pouvait faire croire, le prince de Bénévent n'était pas pressé d'opérer une restauration, ni même très décidé à s'en rendre l'ouvrier. Comme le tsar, il n'en tenait que pour la déchéance de Napoléon et ne répugnait pas à l'idée d'une régence, qui, sous le nom de Marie-Louise, lui laisserait encore la réalité du pouvoir. Pour plus de sûreté, il s'appliqua à faire accepter au souverain russe l'hospitalité de son hôtel de la rue Saint-Florentin. Fort à propos, Alexandre portant son choix sur l'Élysée, un billet anonyme vint l'avertir que ce palais était miné (1).

Au moment où le tsar se disposait à quitter Bondy, Caulaincourt se présenta, offrant, au nom de Napoléon, de souscrire aux conditions que les plénipotentiaires russes avaient primitivement formulées à Châtillon. Alexandre déclara que ni lui ni ses Alliés ne voulaient plus traiter avec « cet homme », et il se mit en selle. Caulaincourt reconnut le cheval qui allait porter le vainqueur dans la capitale du vaincu : c'était un superbe arabe gris clair que l'on appelait *Eclipse* et que, quelques années auparavant, le duc de Vicence avait offert au cavalier de la part de « l'homme » aujourd'hui condamné par lui sans appel (2).

(1) NESSELRODE, *Lettres et papiers*, t. II, p. 115 ; SCHILDER, *Alexandre Ier*, t. III, p. 213.

(2) BOGDANOVITCH, *Alexandre Ier*, t. IV, p. 506.

CHAPITRE XI

LA CHUTE DE NAPOLÉON

I. L'entrée des Alliés à Paris. L'accueil. Apparences et réalités. Le monde royaliste et les masses populaires. Le comité Vantaux. Sens réel des ovations faites au tsar. Elles s'adressent au restaurateur présumé de la monarchie légitime. — II. Alexandre et les Bourbons. Défaut réciproque de sympathie. La question de la régence. Fluctuations de Talleyrand. Exclusion de Bernadotte. Triomphe du « principe ». — III. Napoléon à Fontainebleau. Les maréchaux chez le tsar. Hésitations d'Alexandre. La trahison de Marmont. Le sort de Napoléon décidé. Le traité de Fontainebleau. — IV. L'affaire Maubreuil. — V. Louis XVIII à Compiègne. Réception discourtoise faite au tsar. Divergence d'orientation politique et projet d'alliance familiale. Le duc de Berry et la grande duchesse Anne. — VI. Louis XVIII aux Tuileries. La constitution. Le tsar l'impose au roi. Alexandre à son apogée. — VII. Sa popularité à Paris. Soins qu'il prend pour se l'assurer. Ses manifestations de générosité et ses fréquentations. Enthousiasmes et désappointements. Mme de Staël et Chateaubriand. En querelle avec les Tuileries. Caulaincourt. Alexandre et le monde bonapartiste. A la Malmaison. Joséphine et Hortense. L'ébauche d'un roman. — VIII. Les négociations pour la paix. Le problème polonais. Alexandre cherche à en brusquer la solution. Les Polonais reportent sur lui leurs espérances. Au bal chez la princesse Jablonowska. Mme Walewska. Un récalcitrant. Kosciuszko. Les difficultés. Nouvel ajournement à Londres et à Vienne. — IX. La France y gagne. Raisons qui engagent le tsar à défendre ce pays. Le secret de sa générosité. Les conditions de la paix. Leur modération relative. Impression défavorable en Russie. Erreur d'appréciation. La Russie a eu sa part.

I

Le 31 mars à 10 heures du matin, avec le roi de Prusse chevauchant à sa gauche, Alexandre savoura la satisfaction d'amour-propre qu'il avait si ardemment convoitée. Des détachements de toutes les troupes alliées suivaient les deux souverains à l'entrée de Paris ; mais on avait eu quelque embarras à composer ce cortège. Barclay lui demandant 1 000 hommes « proprement vêtus

d'uniformes russes et chaussés de bottes russes », le prince Eugène de Würtemberg avait répondu que ses soldats trouvaient tout au plus des sabots à se mettre aux pieds et s'habillaient comme ils pouvaient avec des blouses bleues enlevées aux paysans français, des camisoles de femme ou des robes de capucin ! A la porte de Pantin, le prince présenta cependant à Alexandre le 20e régiment de chasseurs dont il était le chef : sur 7 000 hommes recueillis dans ses rangs depuis avril 1812, il n'en restait que 400 et 8 officiers sur 567 (1).

Souffrant, depuis ses défaites de Champagne, Blücher manquait à ce triomphe ; mais Pozzo y manifestait bruyamment sa joie, s'attirant de la part du grand-duc Constantin, au rapport de Méneval, cette observation qu'il avait raison de se féliciter de l'événement, car, à son défaut, il eût été pendu (2). Il n'était cependant pas le seul Français qui témoignât de l'allégresse à cette occasion. Aux Champs-Élysées, se hissant sur les croupes des chevaux de ses cuirassiers pour mieux voir le tsar, ou se ruant à travers son escorte pour l'approcher, des dames du meilleur monde faisaient craindre, a dit le prince de Würtemberg, qu' « elles ne le missent nu ». Elles « s'attaquaient à ses bottes, à ses éperons, à la queue même de son cheval. » Chateaubriand s'est représenté, depuis, « stupéfait et anéanti en dedans de lui-même » devant ce spectacle, « comme si on lui arrachait son nom de Français pour y substituer le numéro par lequel il devrait désormais être connu dans les mines de Sibérie (3). » Sur le moment, ayant stationné à plusieurs reprises dans l'antichambre du tsar, on risquerait fort à affirmer qu'il n'a pas fait partie d'une députation portant à ce souverain, ainsi qu'au roi de Prusse, « la bénédiction des vaincus (4) » ; comme il a bien pu applaudir aussi, s'il ne les a pas composés, les couplets par lesquels le chef de la coalition victorieuse, a été, ce même jour, célébré à l'Opéra comme un autre Trajan, apportant aux Français « la paix et la prospérité ! (5). »

(1) Helldorf, *Aus dem Leben P. E. von Würtemberg*, t. III, p. 115.
(2) Méneval, *Mémoires*, t. II, p. 331.
(3) *Mémoires d'outre-tombe*, t. VI, p. 226 (édition de 1849).
(4) V. le texte de cette adresse dans A. E., *Vie d'Alexandre Ier*, Paris, 1826, p. 143.
(5) A. E., *Vie d'Alexandre Ier*, p. 143 ; Jirkiévitch, « Mémoires, » *Ancienne Russie*, 1874, t. X, p. 649.

« Sans rien prétendre, ni leur dicter des lois, » ajoutait le dithyrambe. Au rapport d'un mémorialiste russe, confirmé par un grand nombre de témoignages français, l'abnégation du tsar serait allée jusqu'à souffrir que, campant aux Champs-Élysées, n'y recevant pas d'approvisionnements et n'obtenant pas licence pour s'en procurer, ses soldats endurassent le froid et la faim. Chateaubriand veut qu'étonnés de leur succès, les vainqueurs aient paru « en demander excuse », et Mme de Boigne a cru voir que leur seul souci était de « relever la situation des Français à leurs propres yeux ». Elle a fait un tableau idyllique des rapports établis entre la population parisienne, promptement rassurée, et les Cosaques hirsutes mais débonnaires, qui laissaient les enfants monter sur leurs épaules (1). Elle a dû convenir, cependant, qu'aux mains de ces mêmes guerriers magnanimes on apercevait le fruit de certaines rapines, et, au témoignage de l'un de leurs chefs, sinon Paris même, après la capitulation, les environs tout au moins de la ville, au cours des jours précédents, ont encouru un pillage à fond, sans que, autrichiennes, prussiennes ou russes, les autorités militaires y fissent obstacle (2).

Mme de Boigne admet aussi qu'en s'employant à jeter bas la statue de Napoléon, place Vendôme, Sosthène de La Rochefoucauld et ses amis ont agi avec l'autorisation du tsar, et, Nesselrode ayant dîné chez elle ce jour-là, elle a dû être bien renseignée. Les sources russes donnent cependant pour certain qu'un détachement du *Siémionovski* s'est, sur l'ordre du même souverain, opposé à cet acte de vandalisme, bien qu'ultérieurement, pour mettre terme à des scènes de désordre qui se multipliaient devant la colonne, décision ait été prise de descendre l'image qui la surmontait, Alexandre disant à ce propos, qu' « à être placé si haut, la tête avait tourné au vainqueur d'Austerlitz (3) ».

Dans l'interprétation des scènes dont Paris a été le théâtre à ce moment, comme aussi des récits qui en ont été produits,

(1) N. Mouraviov, « Mémoires, » *Archives russes*, 1886, t. I, p. 103 ; Chateaubriand, *Mémoires d'outre-tombe*, t. VI, p. 226 ; comtesse de Boigne, *Mémoires*, t. I, p. 335, 366 et suiv. ; cf. Lucien Perey, *Histoire d'une grande dame*, t. II, p. 422.

(2) Lœwenstern, *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 254 et suiv.

(3) Comtesse de Boigne, *Mémoires*, t. I, p. 331 ; cf. Schilder, *Alexandre Ier*, t. III, p. 232.

une particularité a généralement échappé à l'attention du public et des historiens eux-mêmes. Acteurs les plus remuants et narrateurs en plus grand nombre ont appartenu au même milieu, et une double cause d'erreur en est résultée. Alexandre a été ainsi incliné à s'exagérer l'importance des démonstrations flatteuses dont il devenait l'objet, et, comme lui, quelques-uns de ses biographes en ont méconnu le sens. Elles s'adressaient au restaurateur présumé de la monarchie légitime et elles étaient le fait d'un groupe assez restreint. En réduisant le nombre des manifestants à quarante, un prêtre du culte napoléonien s'est sans doute trop laissé influencer par sa ferveur et un poète s'est vraisemblablement plus rapproché de la réalité en évaluant à un millier le nombre des sacrilèges, « qui foulaient aux pieds les trophées de vingt-cinq années de gloire (1). » Le jour de l'entrée des Alliés, réunies chez Mme de Coislin, dans un des hôtels de la place Louis XV, Mmes de Chalais, de Caylus, de Boufflers, d'Avaray, de Brancas, acclamaient le tsar et distribuaient, en guise de cocardes blanches, des lambeaux de leurs mouchoirs ; mais un des porteurs de cet emblème s'offrant à des officiers russes pour les conduire à un restaurant de la rue Montorgueil, ils le virent empressé à faire disparaître le brin d'étoffe : la royauté, observait-il, n'avait pas encore pénétré dans ce quartier (2).

Plus ou moins revenue des sentiments que l'empereur vaincu lui avait inspirés, la masse des Parisiens n'était pas disposée à les reporter sur le roi. Encor moins se trouvait-ell flattée de recevoir des mains du tsar un gouverneur, qui était un Allemand, comme Metternich et Hardenberg l'avaient sans doute prévu, Osten-Sacken, flanqué à la vérité d'un commandant de place, qui était Français, Louis de Rochechouart, mais avait porté les armes contre son pays. De cette disposition générale des esprits Alexandre avait recueilli une indication directe, avant même

(1) F. Masson, *l'Affaire Maubreuil*, p. 77 ; Béranger, *Ma biographie*, p. 159 ; cf. Helldorf, *loc. cit.*, t. III, p. 117 ; Savary, *Mémoires*, t. IV, p. 416 ; Pasquier, *Mémoires*, t. II, p. 255 ; Mme de Marigny, *Journal*, p. 55-56 ; amiral Grivel, *Mémoires*, p. 309 ; L. Perey, *Histoire d'une grande dame*, t. II, p. 437 ; Maugras, *Delphine de Sabran*, p. 470-471 ; baronne du Montet, *Souvenirs*, p. 121 ; Lœwenstern, *loc. cit.*, t. II, p. 262 (édition française, t. II, p. 390) ; D. de Hauranne, *loc. cit.*, t. II, p. 72.

(2) L. Perey, *loc. cit.*, t. II, p. 263 ; Lœwenstern, *loc. cit.*, t. II, p. 263.

d'entrer à Paris. De Bondy encore, il y avait envoyé un de ses aides de camp, le prince Nikita Volkonski, pour demander au marquis d'Osmond, père de Mme de Boigne, « quelles étaient les espérances raisonnables et possibles de son parti ». Or, au rapport de la fille, gagnant la barrière par des rues populeuses, le messager n'avait « trouvé sur son chemin que des démonstrations de tristesse et d'inquiétude et pas une de joie et d'espérance (1) ». Répondant à des idées et des sentiments, dont Vitrolles ne l'avait détourné qu'à moitié et où l'attitude de Talleyrand le confirmait, le fait renseignait le souverain sur les chances de la royauté mieux que ne pouvait le faire M. d'Osmond. Le souverain s'en était aussi inspiré dans son dernier manifeste, en y évitant des précisions. La profusion des cocardes blanches sur la place Louis XV devait depuis affaiblir cette impression, et, à l'hôtel de l'Infantado, où « tous les princes de l'intrigue » se donnaient rendez-vous, d'autres suggestions ont concouru à l'effacer.

II

Talleyrand lui-même revenait bientôt sur les dispositions qu'il avait fait connaître au tsar par Orlov et Nesselrode. En se proposant de gouverner la France sous le nom de Marie-Louise, il avait imaginé un Napoléon définitivement mis hors de jeu, fugitif, captif ou mort. Sa présence à Fontainebleau avec une armée à ses ordres changeait l'aspect de la situation. Dès le soir du 1er avril aussi, dans un conseil auquel, avec le tsar et le roi de Prusse, prirent part d'abord le duc de Dalberg, Schwarzenberg, Nesselrode et Pozzo et où furent appelés ensuite l'abbé de Pradt, le baron Louis et le général Dessolle, le prince de Bénévent manœuvra de façon à restreindre le choix entre Napoléon, qu'il savait irrévocablement exclu par le tsar, et les Bourbons. « La république est une impossibilité, la régence ou Bernadotte une intrigue, les Bourbons seuls un principe », déclarait-il sentencieusement. Le propos parut frapper vivement Alexandre, qui

(1) Comtesse de Boigne, *loc. cit.*, t. I, p. 327.

avait mis en avant Jean-Charles et qui, Frédéric-Guillaume et Schwarzenberg se taisant, ne discuta plus que les moyens de réaliser, en vue d'une restauration, « l'accord nécessaire de tous les Français ». Talleyrand se fit fort d'y pourvoir, avec le Sénat (1).

Le tsar n'avait nommé Bernadotte que du bout des lèvres. Il se trouvait en possession d'un dossier accablant pour le protégé de Mme de Staël : offres de services à Napoléon au lendemain des défaites de Blücher ; pourparlers entamés avec le roi Joseph(2). Il n'en fit pas mention, mais passa condamnation sur ce candidat.

D'une consultation de l'élément populaire il ne fut pas question. L'élève de La Harpe voulut en reconnaître la représentation dans la cohue qui envahissait l'hôtel de l'Infantado et où s'agitait l'imprimeur Michaud, éditeur du dernier manifeste des Alliés et plus anciennement d'un poème de Delille, dédié au tsar et contenant des vues prophétiques sur son rôle comme restaurateur de la monarchie légitime en France (3). Talleyrand prenait cependant ses précautions contre la mobilité d'esprit qu'il connaissait au souverain : dès le lendemain, après avoir établi un gouvernement provisoire, le Sénat prononçait la déchéance de Napoléon et de tous les membres de sa famille.

Alexandre donna audience à des délégués de l'assemblée, et, les haranguant, il parla de la nécessité de fonder le gouvernement du pays sur des institutions « fortes et libérales ». En se résignant aux Bourbons, il ne les acceptait qu'à correction. Il oubliait même la colère qu'il avait naguère manifestée à l'endroit de leur rival. L'instant d'après, il recevait Caulaincourt et lui disait que le souverain déchu serait libre de prendre sa retraite au lieu qui lui conviendrait et où « tout serait fait pour adoucir le sort d'un homme si grand et si malheureux ». Il était disposé même à le recueillir dans ses propres États, en assurant qu'il l'y traiterait avec magnificence et même avec cordialité. Cependant, on a lieu

(1) Beugnot, *Mémoires*, p. 436-437 ; Bourrienne, *Mémoires*, t. X, p. 38 et suiv. ; cf. Houssaye, *1814*, p. 559.

(2) Pingaud, *Bernadotte*, p. 279-301 ; Sarrans, *Histoire de Bernadotte*, t. II, chap. v ; Schinkel, *Minnen*, t. VIII, p. 53-112 ; Varnhagen, *Leben Bulows*, p. 387-388 ; Swederus, *Schwedens Politik*, t. II, p. 390 et suiv. ; Klæber, *Der Marschall Bernadotte*, p. 429 ; Pertz, *Gneisenau*, t. IV, p. 253 ; lady Blennerhasset, *Mme de Staël*, t. III, 582.

(3) Sainte-Beuve, *Premiers lundis*, t. XII, p. 72-73.

de croire qu'à ce moment il avait déjà, sans consulter ses alliés, fait choix de l'île d'Elbe comme résidence future du vaincu (1), dont il disposait avec la même assurance.

III

Mais, à Fontainebleau, le lion croyait toujours que le moment n'était pas venu « de lui p... dessus ». Il concentrait des troupes ; de ses maréchaux, lassés, découragés et cédant au souci du sauve-qui-peut avec ce qu'on pouvait sauver, il en appelait à ses soldats, grognant mais encore prêts à se faire tuer pour l'homme qui, de Madrid à Moscou, les avait saoulés de gloire, et il n'abandonnait pas la partie. Le 3 avril, il ne se résignait à une abdication qu'en la rendant conditionnelle, et il remettait en question l'idée d'une régence, répudiée par Talleyrand. En conférence avec un messager du comte d'Artois, dans la nuit du 4 au 5, le prince de Bénévent était sur le point de lui remettre une lettre à cette adresse, quand il apprit que le tsar donnait audience à une députation envoyée de Fontainebleau et comprenant Caulaincourt avec Ney et Macdonald. Prestement, il rempocha le pli, disant : « Il faut voir comment ceci se dénouera... On n'est pas impunément le fils de Paul Ier (2). »

Comme il l'observait encore, Alexandre « avait de l'inattendu », et, dans le fond, les sentiments du tsar au regard des Bourbons et de leur suite d' « aristocruches », selon l'expression irrévérencieuse du jeune Custine (3), n'avaient pas changé. Caulaincourt et ses compagnons se rencontraient à sa porte avec les membres du gouvernement provisoire. Il discuta pendant deux heures avec les premiers, et, recevant les seconds à leur tour, il exposa avec soin devant eux et même avec chaleur l'avantage que présentaient les propositions de Napoléon. Il congédia les uns et les autres sans se prononcer et la longueur du premier débat avait

(1) Castlereagh, *Correspondance*, 3e série, t. I, p. 450 ; Schilder, *Alexandre Ier*, t. III, p. 217-218.
(2) Vitrolles, *Mémoires*, t. I, p. 340 et s.
(3) Maugras, *Delphine de Sabran*, p. 465.

engagé le duc de Raguse à se joindre aux représentants de son maître que cependant il avait déjà trahi (1).

Par l'intermédiaire de Talleyrand, Marmont était entré en relation avec le prince de Schwarzenberg et s'était engagé à livrer aux Alliés l'accès de Fontainebleau ; mais, sur la nouvelle des pourparlers qui allaient s'engager entre Napoléon et le tsar, il avait suspendu l'exécution des mesures convenues, et, remettant le commandement au général Souham, il avait regagné Paris. A l'en croire, Alexandre paraissant prendre le parti de Napoléon, il n'aurait pas mis moins d'ardeur lui-même à plaider cette cause (2). Mais, au même moment, mandé à Fontainebleau et imaginant que la trahison complotée avec sa connivence y était découverte, Souham s'affolait et se portait à la consommer.

« Voilà qui tranche le débat ! » aurait dit Alexandre, en recevant la nouvelle. Il se peut que la décision du tsar ait été influencée par cet événement, mais on doit douter qu'il ait voulu en convenir, et, en fait, il ne s'est prononcé qu'au cours de la journée suivante, après avoir consulté Frédéric-Guillaume et Schwarzenberg. D'autre part, même après que le traité de Fontainebleau excluant définitivement les Napoléonides eût été conclu le 11 avril (3), les Alliés et Talleyrand lui-même paraissent n'avoir pas partagé l'opinion du baron Louis que le chef de la dynastie déchue n'était plus qu'un « cadavre ». C'est du moins ce que laisse supposer leur opposition au choix de l'île d'Elbe comme lieu d'exil pour le souverain détrôné (4) et leur participation à l'attentat bizarre dont Maubreuil est devenu l'instrument et dont le mystère n'a pu être éclairci jusqu'à ce jour.

IV

Ancien officier de l'armée d'Espagne, ancien chambellan de la cour de Westphalie, Armand Guerry de Maubreuil, marquis

(1) Pasquier, *Mémoires*, t. II, p. 253 et suiv. ; Bourrienne, *Mémoires*, t. X, p. 100 et suiv.
(2) Marmont, *Mémoires*, t. VI, p. 260-263.
(3) F. de Martens, *Recueil*, t. XIV, p. 205 et suiv.
(4) Talleyrand, *Mémoires*, t. II, p. 512 ; Metternich, *Mémoires*, t. I, p. 196.

d'Orvault, a affirmé, depuis, avoir reçu commission de Talleyrand d'une part et de l'empereur Alexandre de l'autre pour tuer Napoléon. N'ayant pu y réussir, il s'est attaqué à la reine de Westphalie, qui venait de quitter Paris pour rejoindre Jérôme au château de la Motte-Beuvron, propriété du comte Mostowski (1), et il l'a dépouillée de l'or et des bijoux dont il l'a trouvée munie. Au rapport du prince de Bénévent (2), qui d'ailleurs ne donne à cette version qu'un caractère conjectural, l'auteur de l'acte de brigandage ainsi commis aurait simplement fait partie d'un grand nombre d'émissaires envoyés dans les premiers jours d'avril 1814 par le gouvernement provisoire pour annoncer dans les provinces la chute de l'Empire, et c'est de son propre mouvement qu'il se serait porté à cet attentat. On a peine à admettre que le prince de Bénévent ait été, en pareille matière, réduit à des hypothèses. Encore moins peut-on comprendre qu'un simple agent de publicité ait été, pour un tel objet, rendu porteur de pouvoirs émanant du gouverneur militaire de Paris, Osten-Sacken, du ministre de la Guerre, Dupont, du ministre de la Police, Anglès, du directeur des postes, Bourrienne, du major prussien, baron de Brockhausen, adjudant de la place, et enfin de Monsieur lui-même, qui venait d'assumer la lieutenance du royaume. Ces papiers lui donnaient le droit de requérir toutes les autorités militaires et civiles, ainsi que, nommément, les troupes de Sa Majesté Impériale de Russie.

Les probabilités sont pour que, voué aux aventures par un tempérament fougueux et à la tentation des mauvais coups par la perte d'une grosse fortune, Maubreuil ait offert, de façon équivoque, des services qui ont été agréés de même. Bien que les Alliés eussent mis la main sur son trésor, qui avait suivi Marie-Louise à Blois, Napoléon et quelques membres de sa famille passaient pour être encore en possession d'immenses richesses que le gouvernement de Louis XVIII comme ses protecteurs étrangers avaient intérêt à ne pas laisser en de telles mains, et Talleyrand, de son côté, ne cessait de parler de la mort de Napo-

(1) V. ci-dessus, p. 167.
(2) Talleyrand, *Mémoires*, t. III, p. 319.

léon « qui arrangerait tout (1). » Il s'est depuis énergiquement défendu d'avoir eu la moindre part à cette équipée, mais il a nié de même avoir concouru à l'arrestation du duc d'Enghien, bien qu'il eût signé des ordres pour cet objet (2). Louis XVIII a, d'autre part, désavoué l'agresseur de la reine de Westphalie, mais il s'est emparé du butin ; il l'a gardé, et, à travers un simulacre de poursuites judiciaires, l'attentat est resté impuni (3).

Napoléon paraît l'avoir ignoré sur le moment. Il n'a pas fait état, en effet, de ce grief particulier, en se plaignant devant le commissaire russe, comte Paul Chouvalov, qui l'accompagnait à l'île d'Elbe, des procédés discourtois dont il était l'objet. Poli et compatissant, le représentant du tsar en rejetait la responsabilité entière sur Louis XVIII et ses agents (4). Il savait ne rien risquer. Entre le souverain restauré et l'ouvrier principal de sa restauration, le défaut de sympathie s'aggravait en effet, et les déclarations du roi, à son départ de l'Angleterre, n'étaient pas faites pour l'atténuer : après Dieu, il disait ne devoir qu'au régent seul son retour au trône.

V

Le 29 avril, il fut à Compiègne et y reçut, des mains de Pozzo, une lettre du tsar, où se trouvait l'expression de la joie que l'auteur du message ressentait à voir la France « rendue à ses souverains légitimes », mais aussi, soulignée, l'observation qu' « il existe une volonté nationale » et le conseil de tenir compte de ce fait, en « manifestant des idées libérales, tendantes à maintenir et à raffermir les institutions organiques du pays (5). » Louis XVIII

(1) Lettres à la duchesse de Courlande, *Revue d'histoire diplomatique*, 1887, t. II, p. 247 et suiv.

(2) Talleyrand, *Mémoires*, t. III, p. 301 et suiv.

(3) V. pour cette affaire : Vitrolles, *Mémoires*, t. II, p. 68 et suiv. ; Savary, *Mémoires*, t. V, p. 75 et suiv. ; Schlossberger, *Briefwechsel der Kœnigin von Westphalien*, t. II, p. 116-118, 158, 210 ; Underwood, *Journal*, p. 333 et suiv. ; « Journal et correspondance de la reine de W..., » *Revue historique*, 1893 ; F. Masson, *l'Affaire Maubreuil.*

(4) F. de Martens, *Recueil*, t. XIV, p. 214-217.

(5) *Sbornik*, CXII, p. 1.

fit au message une réponse évasive et au porteur un accueil des plus froids. Alarmé et piqué, Alexandre employa Fouché à la rédaction d'une note où il insistait sur la nécessité de ménager le souvenir de vingt-cinq années de gloire et blâmait l'abandon des trois couleurs (1). Il jugea à propos de porter lui-même cette mercuriale à Compiègne, et il y trouva une réception, dont, rapportés par Nesselrode, les détails paraîtraient incroyables si, en maintes occasions, l'héritier de saint Louis n'avait donné une forme tout aussi exorbitante, et même plus, à sa façon de concevoir le « principe » que les Alliés faisaient triompher dans sa personne. Pour commencer, sans quitter son fauteuil et lui offrant une simple chaise, le roi écoutait le tsar avec une irritante impassibilité. Il n'objectait rien mais ne concédait pas davantage, et se bornait, quand le souverain eut fini, à s'étendre sur les bienfaits dont la présence du roi légitime en France était le gage pour ce pays, comme pour l'Europe entière, et la gratitude que lui et ses sujets en devaient à la Providence. Invitant ensuite le tsar à prendre possession, avant le dîner, de l'appartement qu'il lui avait destiné, il lui en faisait traverser trois, magnifiques et somptueusement meublés, qui attendaient d'autres hôtes : Monsieur, le duc d'Angoulême et le duc de Berry. Un quatrième, beaucoup plus modeste, à l'issue d'un labyrinthe de couloirs obscurs et d'escaliers tortueux, était celui du gouverneur du palais, qui le cédait gracieusement à l'empereur de toutes les Russies ! Alexandre avait annoncé l'intention de passer vingt-quatre heures à Compiègne. Changeant d'idée, il commanda sa voiture pour le moment où il sortirait de table, et, comme Pozzo plaidait l'inaptitude du roi aux soins domestiques, il observa que la duchesse d'Angoulême portait suffisamment l'aspect d'une *housekeeper*. Mais le dîner lui réservait encore d'autres surprises : Louis XVIII passait le premier dans la salle à manger et reprenait à haute voix un servant : « A moi d'abord ! (2). »

Quelque exagération se laisse soupçonner dans les rapports

(1) Madelin, *Fouché*, t. II, p. 314.

(2) Nesselrode, « Notice autobiographique, » *Archives d'Etat à Petrograd*, section XI, n° 1151 ; cf. comtesse de Boigne, *Mémoires*, t. I, p. 382-384 (probablement d'après le récit de Nesselrode) ; Villèle, *Mémoires*, t. I, p. 234.

qui nous sont parvenus sur ces algarades, et, d'autre part, avec sans doute un excès d'orgueil dont il ne s'était pas départi même à Mitau, le roi y montrait, eu égard aux circonstances, une réelle grandeur, en même temps que beaucoup d'habileté. Il préparait le siège de Talleyrand au Congrès de Vienne. Mais il accusait aussi un antagonisme d'idées et de sentiments, inévitable entre le représentant de la monarchie française restaurée et le chef de la coalition. Louis XVIII et tous les siens revenaient d'Angleterre, après avoir dû quitter la Russie qui leur était devenue inhospitalière. Ils se trouvaient ainsi rattachés à un foyer d'influence, une sphère d'intérêts, une source d'autorité, qui, en dépit des alliances contractées contre Napoléon, s'opposaient au système politique où, sur le continent, Alexandre revendiquait l'héritage de l'hégémonie napoléonienne. Un conflit en résultait, qui était destiné à s'étendre, mettant aux prises d'une part la cour des Tuileries et le monde des émigrés, leurs conceptions, leurs préjugés et leurs passions, de l'autre les hommes du régime déchu, leurs rancœurs, leur patriotisme exalté et la haine que vingt années de lutte leur avait fait contracter à l'endroit des Anglais.

Il n'était pas moins naturel que les sympathies d'Alexandre inclinassent du côté de ce dernier parti avec lequel il avait plus d'affinités, en dépit du duel à mort auquel ses relations avec Napoléon avaient abouti, et ce penchant allait déterminer l'orientation générale de sa politique en France comme en Europe, à travers cependant des tâtonnements qu'il ne pouvait éviter dans une situation aussi embarrassante et des contradictions qu'il lui était habituel de porter dans toutes. C'est ainsi que l'idée d'une alliance avec la maison de France le flattant malgré tout, il laissait reprendre officiellement les pourparlers officieusement entamés l'année d'avant, à Dresde, pour le mariage de sa sœur avec le duc de Berry.

De Troyes déjà, Vitrolles avait été autorisé à porter à Nancy l'assurance que le tsar ferait bon accueil à la demande qui lui serait adressée pour cet objet. Mais déjà le comte d'Artois haussait le ton : « Bah ! mon cher, à présent, ils en voudront tous (1) ! » Alexandre n'en apprenant rien, la négociation suivait son cours,

(1) Vitrolles, *Mémoires*, t. I, p. 346, 363.

en même temps que cependant le tsar prenait sa revanche des dégoûts essuyés à Compiègne. Il interdisait au roi l'accès de sa capitale, avant que le souverain eût accepté la constitution élaborée par le Sénat, ou tout au moins reconnu expressément le droit de son peuple à en avoir une, et, pour coucher aux Tuileries, l'héritier de Henri IV dut faire ce qui lui coûtait plus qu'à l'autre d'entendre une messe.

VI

Il fit son entrée solennelle à Paris le 3 mai, et, ce même jour, Alexandre ordonna à ses soldats d'abandonner les branches vertes dont ils ornaient leurs coiffures et qui passaient, d'ailleurs à tort, pour un emblème de victoire (1). Sinon à leur nouveau maître, le tsar cherchait à se rendre agréable aux Français, tout en se montrant fort pressé de les quitter. Au milieu des hommages, des adulations et des fêtes, il ne se plaisait pas à Paris et montrait la plus vive impatience des difficultés qui l'y retenaient. Le traité de paix signé, il se faisait cependant un devoir d'attendre que le Corps législatif fût réuni et que le roi y eût fait honneur à ses engagements. Menant de front les affaires de la politique européenne et celles, non moins compliquées, de la politique intérieure dans ce pays si profondément troublé, il a atteint, à ce moment, le point culminant de sa carrière.

En retardant l'arrivée de l'empereur François, de Metternich et des diplomates anglais ou prussiens, la timidité de Schwarzenberg avait servi, à souhait, l'ambition de l'Agamemnon russe, ainsi que sir Charles Stewart l'observait avec chagrin (2). Son tempérament et l'insuccès de ses généraux réduisaient Frédéric-Guillaume au rôle de satellite, et même après que la coalition l'eût rejoint au grand complet, Alexandre ne pouvait plus être dépossédé de la prépondérance qu'il avait acquise. Il s'en montrait digne. Entre Talleyrand et Metternich, les émigrés et les vétérans de l'empire, Stein et les Prussiens, sans dépouiller entiè-

(1) Pasquier, *Mémoires*, t. II, p. 411.
(2) Castlereagh, *Correspondance*, t. IX, p. 416, 437.

rement les travers de son esprit et de son caractère, il exerçait la fonction d'arbitre avec une hauteur de vues, une pondération et une autorité, qu'il n'avait jamais approchées jusque-là, qu'il ne devait plus atteindre à aucun autre moment. Pendant quelques semaines, accusant une indépendance d'idées et une fermeté de volonté qu'on ne lui connaissait pas, se donnant un programme et s'y tenant, commandant et gouvernant non plus en apparence mais en fait, il est devenu le chef, que les masses acceptaient d'instinct et acclamaient d'enthousiasme, en qui, de la Seine à la Vistule, les âmes en détresse mettaient leurs espérances pour un avenir de paix, de justice et de liberté.

A certaines heures, pourtant, un flottement récurrent dans la pensée, une récidive d'ambiguïté et de contradiction dans le langage, laissaient reparaître le vieil homme, et, pétitionnaire courageux en 1793 contre la mort de Louis XVI, ami de Bonald et de Fontanes, François de Marigné portait à la même adresse un message pathétique (1) où il faisait aussi confiance au tsar pour que, avec le mot de « constitution », fût proscrit le mot « libéral », qui, disait-il, n'appartenait pas à la langue de Bossuet, de Montesquieu et de Fénelon. Et le restaurateur à condition de la monarchie légitime n'éprouvait visiblement aucun embarras à se voir ainsi réclamé par les représentants des partis les plus opposés. Il y prenait même plaisir, comme, par des « gesticulations » appropriées, il ne se retenait pas de rechercher en France l'espèce de basse popularité dont il avait bénéficié treize ans auparavant dans son propre pays et dont il conservait le goût et l'appétence.

VII

Avec des airs de grande modestie, et une affectation constante d'extrême simplicité, il se mettait diligemment en montre et en valeur. Parcourant dans tous les sens la ville qu'il faisait profession de détester, empressé à y visiter tous les établissements publics, il quêtait des hommages jusque dans un hospice d'aliénés, où il

(1) Lettre à S. M. l'empereur de Russie, 1814.

se laissait dire que « le nombre des folles par amour allait augmenter (1) ». Il dispensait aux bons endroits les témoignages de sa munificence, courait aux Champs-Élysées pour pourvoir personnellement à la réparation des dégâts que ses Cosaques y avaient commis, et, grimpant quatre étages pour rendre visite à la femme de son ancien précepteur, il prenait soin que fût publié le récit du colloque qu'il engageait avec la dame.

— Comme vous avez changé !

— J'ai eu mes épreuves, sire, comme tout le monde.

— Ce n'est pas cela que je veux dire ; mais vous aviez coutume de vous asseoir à côté de moi pour causer familièrement et vous restez debout.

La presse recueillait tout un répertoire de propos, reparties et bons mots où le souverain exprimait des sentiments généreux et des pensées délicatement flatteuses pour le pays et ses habitants. Un ancien dignitaire de l'Empire lui reprochant de s'être trop fait attendre à Paris, le tsar en rejetait la faute sur la valeur des armées françaises. Il expliquait son installation à l'hôtel de la rue Saint-Florentin par le souci qu'il avait eu de ne pas imiter Napoléon couchant dans le lit des souverains par lui vaincus. Il donnait aussi volontiers en spectacle les habitudes de dévotion qu'il était en passe de contracter ; il se rendait à pied tous les jours à la chapelle de son ambassade, et, le dimanche de Pâques, il faisait célébrer un office en sa présence sur la place Louis XV où un jubé était dressé (2).

Il voyait beaucoup de monde et se mettait en frais avec le plus grand nombre. Plus expansif et plus flatteur avec Mme de Staël en la retrouvant à Paris, qu'il ne l'avait été à Saint-Pétersbourg, il la complimentait, la consolait de l'échec des ambitions qu'elle avait associées à la fortune de Bernadotte et l'enchantait par des démonstrations de libéralisme fervent. Il se montrait décidé à ne rien épargner pour assurer à la France les bienfaits d'une sage constitution, mais ne s'en reposait pas sur Louis XVIII. Il déplorait l'assujétissement dont souffrait la presse française et dont il assurait sans rire que la presse russe était affranchie. Passant à

(1) *L'Ambigu* du 20 avril 1814.

(2) *Archives russes*, 1886, t. II, p. 97-100 ; *Invalide russe*, 1814, n° 33 ; Schilder, *Alexandre Ier*, t. III, p. 222, 289.

La Fayette, il lui annonçait l'intention de se prononcer de la manière la plus énergique contre la traite des noirs.

Il lui arrivait bien encore d'éveiller des méfiances et de créer des désappointements. Auteur d'une brochure où il maltraitait fort Napoléon et croyant avoir ainsi acquis des titres à un accueil gracieux, Chateaubriand éprouvait le dégoût d'être reçu en compagnie du médiocre Étienne, à qui le tsar adressait d'abord la parole, et de s'entendre dire après, que les hommes de lettres devaient s'employer à amuser le public sans se mêler de la politique. Trajan ne voulait pas qu'on accablât le vaincu et en traitant le Corse « d'étranger, » Chateaubriand avait offensé Pozzo. Revenant en compagnie de Benjamin Constant, il ne fut pas mieux reçu (1).

Restaurateur de la royauté, Alexandre n'était pas royaliste et mille raisons concouraient à rendre de plus en plus tendus ses rapports avec les Tuileries. Caulaincourt en fut une. Le duc de Vicence avait beau faire insérer dans *les Débats* (2) un long mémoire, où, en reproduisant le message justificatif adressé au tsar en 1808 (3), il prétendait démontrer qu'il avait été entièrement étranger à l'affaire d'Ettenheim. Les lecteurs du journal se souvenaient d'y avoir lu, en 1804, une lettre de Talleyrand au baron d'Edelsheim, ministre d'État à Carlsruhe, où le futur duc était expressément désigné comme l'agent principal de l'opération de police ordonnée en territoire badois, et une brochure publiée à ce moment même, à Orléans, joignait à cette pièce à conviction d'autres, non moins décisives, l'auteur en prenant texte pour qualifier l'inculpé de « misérable » (4).

Louis XVIII semblait estimer que « les services essentiels » rendus, depuis, par l'ancien ambassadeur à la monarchie légitime avaient racheté cette faute. Mais les princes du sang en pensaient autrement, et, le roi consentant, sur les instances impérieuses du tsar, à admettre son protégé à la cour, le prince de Condé et le

(1) Cassagne, *la Vie politique de Chateaubriand*, p. 420 ; comtesse de Boigne, *Mémoires*, t. I, p. 348-349 ; B. Constant, *Lettres à sa famille*, p. 520-521.

(2) 26 avril 1814.

(3) V. t. I, p. 252, de cet ouvrage.

(4) De l'assassinat de S. A. R. Mgr le duc d'Enghien, Orléans, 1814 ; la lettre de Talleyrand dans *les Débats* du 23 mars 1804.

duc de Bourbon annonçaient qu'ils s'abstiendraient d'y paraître. Alexandre s'entêtait, faisait une affaire d'État de cette querelle et semblait prendre plaisir à l'envenimer. Invitant Monsieur à dîner, il lui donnait Caulaincourt comme voisin de table. « Je dîne bien tous les jours avec Ouvarov », aurait-il dit en manière d'excuse. Usant de représailles, Louis XVIII ne se défendait pas seulement de renvoyer le duc de Vicence à Pétersbourg ; il refusait le cordon bleu au tsar après l'avoir envoyé au régent (1) ! Alexandre ripostait par des discours et des fréquentations qui incitaient Metternich à dénoncer les « manigances révolutionnaires » du souverain et ses « conciliabules avec les chefs jacobins (2). » En réalité, boudant les Tuileries, le tsar, non sans quelque intention de malice assurément, entrait en des relations, poussées promptement jusqu'à l'intimité, avec une fraction du monde bonapartiste, où il ne risquait d'ailleurs pas de favoriser des velléités de restauration napoléonienne. On y inclinait fort, en effet, à se tourner du côté du nouveau soleil.

Alexandre faisait à Rambouillet, résidence provisoire de Marie-Louise, une visite de courtoisie ; mais, cette satisfaction donnée aux convenances, il portait des hommages plus démonstratifs à la Malmaison, où un attrait sentimental s'ajoutant à l'esprit de pique, il devenait un hôte presque journalier. Dans les trois dernières semaines de mai, il y passe une grande partie de ses soirées ; il montre un goût grandissant pour la société de Joséphine et il ébauche un roman avec sa fille. Oubliant le mot du cardinal Fesch qui la déclarait brouillée dans ses calculs su sujet des pères imputables à ses enfants et posant pour une femme à principes ; touchant adroitement la corde du mysticisme dont des relations déjà anciennes avec Mme de Krüdener lui laissaient une vague notion ; provoquant de la part du souverain des confidences attendries sur ses chagrins domestiques et lui offrant des consolations ; l'attirant enfin dans l'intimité plus étroite de son hôtel de la rue Cerutti et faisant valoir avec art, contre la disgrâce de ses dents trop longues et précocement gâtées, le charme de beaux yeux bleus et la séduction d'un joli pied qu'elle savait

(1) F. de Martens, *Recueil*, t. XIV, p. 265, 267 ; *Sbornik*, CXII, p. 23, 39.

(2) Dupuis, *le Ministère de Talleyrand*, t. II, p. 175 ; Fournier, *Hist. Studien*, t. II, p. 303.

chausser, il n'a pas dépendu de Hortense que l'ébauche ne fût poussée plus loin.

Le 27 mai, Joséphine mourut, des suites d'un refroidissement contracté au bras du tsar. En toilette de bal et échauffée par la danse, elle l'avait accompagné dans une promenade nocturne au parc de la Malmaison. Alexandre passa la nuit à proximité de la chambre où elle agonisait. Il assista aux obsèques avec une suite nombreuse, en faisant rendre les honneurs à la défunte par un détachement de ses troupes, et, quittant Paris quelques jours plus tard, il fit entendre à de nombreuses oreilles qu'il ne laissait que deux recommandations à Pozzo, désigné pour le représenter auprès du roi : de faire retrouver les diamants de la reine de Westphalie et de donner des soins aux intérêts de l'ex-reine de Hollande.

Il lui avait déjà fait accorder une pension de 400 000 francs, ainsi que l'érection d'une partie de son domaine de Saint-Leu en duché héréditaire et il avait pris offense encore du refus que faisait le roi de reconnaître à la bénéficiaire le nom et le titre qu'elle portait depuis son mariage avec le frère de Napoléon. Hortense et son frère ne répugnaient pas maintenant à se souvenir qu'ils étaient des Beauharnais ; mais Alexandre restait ferme sur le chapitre du respect dû à « vingt-cinq années de gloire », et, au même moment, contre les très vives objections des Autrichiens et des Anglais (1), il se rendait inflexible dans la question de la « retraite honorable » qu'il avait, à leur insu, destinée au plus glorieux des vaincus.

On lui a fait honneur à ce propos d'un « sentiment de générosité greffée sur la victoire », qui expliquerait aussi son attitude au regard de tous les Napoléonides déchus et du prince Eugène en particulier. Un trait pour le moins dans le développement des relations ainsi établies commande le doute à cet égard. Quelques mois plus tard, Mme Narychkine se rendant à Paris, son amant lui enjoint d'éviter tout rapport avec la famille royale et de lui témoigner même une hostilité ouverte. Il l'engage, par contre, à répondre avec empressement aux attentions dont elle pourra être l'objet de la part de l'ex-reine de Hollande. De retour en

(1) Castlereagh, *Correspondance*, t. IX, p. 450.

Russie, il entretient avec la duchesse de Saint-Leu une correspondance qui prend le tour le plus tendre et il la poursuit à Vienne, où il fait du prince Eugène, au grand chagrin de ses alliés, son compagnon inséparable. Lui écrivant, Hortense confie aux courriers impériaux, sous le même couvert, les lettres qu'elle adresse à son frère. Mais, pas une de ces dernières n'arrive au destinataire ! Elles ont toutes été retrouvées aux archives de Petrograd (1). A Vienne comme à Paris, Alexandre a cherché principalement dans ce commerce un moyen de manifester son indépendance ou son ressentiment au regard de ses partenaires ombrageux ou de son royal client insuffisamment docile, en même temps qu'il y prenait un divertissement, parmi beaucoup d'autres de même nature, dont la multiplicité porte à s'étonner qu'ils lui aient laissé la part de temps et d'attention nécessaire aux affaires sérieuses. A elle seule, la négociation du traité de paix suffisait pour absorber l'un et l'autre.

VIII

Les Alliés y retrouvaient l'écueil liminaire, où de Kalisz à Chaumont, s'étaient brisés tous leurs essais d'entente, pour autant que l'objet en dépassait le champ de bataille où ils luttaient contre l'adversaire commun. N'y combattant, aux termes de leurs manifestes, que pour le triomphe du droit, ils ne parvenaient pas à s'accorder sur le partage des bénéfices à tirer du plus odieux attentat que l'histoire de leurs gouvernements respectifs eût mis à leur charge. Le problème polonais les divisait encore. A mesure que « le brillant de sa situation » s'était affirmé, Alexandre avait

(1) S. Goriaïnov, dans *Revue de Paris*, octobre 1907, p. 675. V. pour cet épisode : Castlereagh, *Correspondance*, 3e série, t. II, p. 84 ; F. Masson, *Napoléon et sa famille*, t. IV, p. 473, 478 ; t. X, p. 50, 123, 158 et suiv. ; le même, *Napoléon et les femmes*, p. 178 et suiv. ; le même, *Joséphine répudiée*, p. 335 et suiv., 356 et suiv. ; Pasquier, *Mémoires*, t. II, p. 432 et suiv. ; Turquan, *la Reine Hortense*, p. 260 et suiv. ; Mlle Cochelet, *Mémoires*, t. I, p. 270 et suiv. ; Underwood, *Journal*, p. 285 et suiv. ; « Lettres de la reine Hortense à Alexandre Ier, » *Revue de Paris*, 15 octobre 1907, p. 676 et suiv. ; Pulitzer, *le Roman du prince Eugène*, p. 300 et suiv. ; Du Casse, *le Prince Eugène*, t. X, p. 290 et suiv.

laissé transparaître la solution de son choix. De Francfort déjà, Gneisenau écrivait à l'un de ses correspondants : « Le tsar gardera toute la Pologne, et, par vengeance pour le roi de Saxe, il nous donnera tous ses domaines (1). » Cela sous-entendait le consentement de la Prusse ; mais celui de l'Autriche restait à obtenir. A Langres, le comte de Münster prêtait à Alexandre l'intention d'indemniser cette puissance, pour la Galicie, avec l'Alsace (2). Ce n'était probablement qu'un ballon d'essai lancé par l'astucieux souverain, qui attendait son heure. Il pensa l'avoir trouvée à Paris, et, fort de la prépondérance acquise, il provoqua lui-même le débat qu'il avait si longtemps éludé. Il souleva une tempête.

Le 20 mai 1814, ayant rejoint encore le quartier général des Alliés sur les rives de la Seine, Czartoryski mandait à Novossiltsov : « L'Autriche jette les hauts cris. Elle a déclaré vouloir Cracovie et toutes les négociations pour la paix générale en sont arrêtées (3). » Les nouvelles de Pologne indiquaient que le tsar donnait à l'occupation du duché de Varsovie, tel qu'il était constitué depuis 1809, le caractère d'un établissement définitif, en redoublant, pour se concilier les habitants, des efforts qui ne les laissaient pas insensibles (4). Après la déchéance de Napoléon, les officiers de l'ancien corps de Poniatowski avaient déjà adressé à Alexandre « l'hommage d'une fidélité » qu'ils reportaient assez lestement du vaincu au vainqueur (5), et le souverain s'était montré empressé à l'accueillir. Il avait mis la petite armée sous les ordres du grand-duc Constantin, l'avait passée en revue dans la plaine de Saint-Denis, et, l'autorisant à rentrer en Pologne avec armes, bagages et couleurs, il avait chargé le général Dombrowski d'opérer dans le pays des recrutements complémentaires (6). Sur quoi, de Berville, dans le voisinage de Fontainebleau, où il vivait depuis quelques années, Kosciuszko lui-même suivait l'exemple de ses compatriotes, non sans poser

(1) Fournier, *Histoire Studien*, t. II, p. 294-295 ; cf. Klinkowstrœm, *Oesterreichs Theilnahme*, p. 388.
(2) Fournier, *ibid.*, p. 296.
(3) *Sbornik*, t. IX, p. 439.
(4) Skarbek, *Histoire du duché de Varsovie*, t. II, p. 269-271.
(5) Grabowski, *Mémoires*, p. 221. L'auteur a été un des signataires du message.
(6) Falkowski, *Tableaux*, t. V, p. 499.

cependant ses conditions, comme il avait fait autrefois en répondant à l'appel de Napoléon. Il demandait une amnistie générale pour tous ses concitoyens, la liberté immédiate pour tous les serfs polonais qui se trouvaient enrôlés dans les armées alliées, une constitution pour le futur État polonais sur le modèle anglais, et, dans un délai de dix ans, la suppression totale du servage en territoire polonais, avec attribution aux affranchis de la pleine propriété des terres par eux cultivées (1). Issu de cette petite noblesse « grise » (*szaraczkowa*), qui, au blason près, gage de quelques privilèges plutôt illusoires, se confondait avec la plèbe, l'ancien dictateur avait affecté de porter le sarreau (*sukmana*) des paysans. Il inaugurait cet effort d'intégration politique et sociale où s'accusait un juste sentiment de l'intérêt national, mais où l'exagération de son principe devait aboutir, de nos jours, au plus révoltant déni de justice, frappant de déchéance et presque d'ostracisme l'ancienne classe privilégiée, en qui seule, pourtant, heur et malheur, gloires et souffrances, le passé national s'est incarné.

Peut-être Kosciuszko ne se faisait-il pas beaucoup d'illusions sur le succès de sa démarche. Au rapport de deux mémorialistes, l'un Russe, l'autre Allemand, les Alliés approchant de Paris, il aurait déjà sollicité la protection du général russe Kaïssarov, contre des maraudeurs *français*, a écrit le Russe, des maraudeurs *russes*, a corrigé l'Allemand, en utilisant le travail de son compagnon d'armes (2). Dans leur marche sur Paris, les Alliés n'ont pas, on le sait, passé par Fontainebleau, et, à Berville, Kosciuszko n'a eu affaire qu'à des compatriotes, fourrageurs des chevau-légers de la garde napoléonienne, contre lesquels, au témoignage de l'un d'eux (3), il s'est employé à protéger les habitants du pays. Maintenant encore, il ne demandait rien pour lui-même, et il n'eut pour son pays, après une attente d'un mois, que des paroles flatteuses mais évasives. Concédant tout mais ne s'engageant à rien, Alexandre écrivait : « Avec l'aide du Tout-Puissant, j'espère réaliser la régénération de la brave et respectable nation à laquelle vous appartenez... Combien j'aurai de satisfaction, général, de

(1) Berville, 9 avril 1814, d'Angeberg, *Recueil*, p. 599.

(2) Mikhaïlovski-Danilevski, *la Campagne de 1814*; Toll, *Denkwürdigkeiten*, t. IV, p. 833.

(3) Grabowski, *Mémoires*, p. 217.

vous avoir pour aide (1). » En se rendant à Paris sur les instances de ses compatriotes, l'ex-dictateur eut encore, de la part du tsar, force compliments et une garde d'honneur devant son modeste logis. A un bal donné par la princesse Jablonowska, il s'entendit demander s'il avait l'intention de rentrer en Pologne. « Oui, si je la vois libre », répondait-il. Sur quoi, s'adressant aux diplomates qui l'entouraient, Alexandre disait à haute voix : « Messieurs, il faut arranger les affaires de sorte que ce galant homme puisse revoir sa patrie. » L'instant d'après, comme prétextant sa fatigue, « le galant homme » demandait la permission de se retirer, le grand-duc Constantin se précipitait et, un flambeau à la main, le reconduisait jusqu'au bas de l'escalier (2). Kosciuszko n'y fut pas trompé. Il refusa de rejoindre le tsar à Vienne et se retira, découragé, en Suisse.

Mais Alexandre trouvait encore, comme en 1811, des Polonais de rechange. Chez la princesse Jablonowska, conduisant une polonaise avec le souverain, Mme Walewska elle-même paraissait prendre rang parmi les ralliés. Elle se sacrifiait une seconde fois. S'étant rendu chez le tsar avec une députation d'officiers polonais et ayant recueilli sa part de cajoleries, le général Sokolnicki le désignait à ses compatriotes comme « l'ange gardien de la Pologne et de ses plus chères espérances (3). »

Dans les démonstrations auxquelles le souverain se livrait, tout n'était d'ailleurs pas artifice et hypocrisie. Il disait à Sokolnicki : « Je ne suis pas un charlatan ; je ne vous demanderai de la reconnaissance que lorsque, par des faits qui sous peu vont se réaliser, j'y aurai acquis des droits. » Et il disait à La Harpe : « Mon intention est de leur rendre de leur patrie tout ce que je pourrai et de leur donner une constitution que je me réserve de développer (4). » Mais ses possibilités étaient restreintes, ainsi qu'il l'avouait devant le général polonais : « J'ai beaucoup de difficultés à vaincre. » Il en avait avec tout le monde.

(1) Oginski, *Mémoires*, t. IV, p. 176 ; comtesse Potocka, *Mémoires*, p. 360-362.

(2) Comtesse de Choiseul-Gouffier, *Réminiscences*, p. 193 ; Dembicki, *Pulawy*, t. II, p. 216 ; cf. Schilder, *Alexandre Ier*, t. III, p. 237.

(3) Dembicki, *ibid.*, p. 213-214 ; Fournier, *Histor. Studien*, t. II, p. 301.

(4) Paroles citées par La Harpe dans une lettre à Stapfer du 4 novembre 1835, *Stapfers-Briefwechsel*, t. II, p. 449.

Le cabinet de Londres se fût accommodé d'un retour de la Pologne à l'indépendance et le cabinet de Vienne pouvait être amené à s'y résigner ; mais, même avec la garantie d'un régime constitutionnel, une annexion plus ou moins déguisée de toutes les parties de ce pays à la Russie était inacceptable pour toutes les autres puissances. En vain, essayant de battre monnaie avec son prestige et sa popularité, Alexandre s'employait-il « avec la dernière énergie », au rapport de l'un des diplomates anglais, pour lier ce débat avec la négociation du traité de paix et y brusquer une décision. Il était obligé de reconnaître qu'avec cette surcharge l'œuvre de pacification elle-même n'aboutirait pas, et, à son tour, il devait consentir un ajournement à Londres d'abord, puis à Vienne (1).

IX

La France y gagna certainement. Une solution du problème polonais intervenant à ce moment, la force de la situation aurait voulu que les vaincus en fissent les frais, de façon ou d'autre. Alexandre aimait peu les Bourbons et, dans le fond, il ne nourrissait pas pour les Français eux-mêmes des sentiments plus tendres. Dans cette question, cependant, il devait chercher de ce côté un appui, n'en trouvant pas ailleurs, contre l'hostilité ouverte de l'Autriche et de l'Angleterre. Il ne pouvait s'en prévaloir sur le moment. La France n'avait pas encore de voix ; mais il cherchait à ménager l'avenir, et c'est le secret d'une attitude, qui, après avoir trompé le monde contemporain, n'a pas cessé aujourd'hui encore de donner le change aux historiens. Manœuvrant dans ce sens, Alexandre cessait entièrement de subir l'influence de Metternich et échappait aussi à celle de Stein, qui s'accordait avec Blücher et Gneisenau pour demander que les Alliés exploitassent leur victoire à fond (2). Contre une légende que les admirateurs de La Harpe ont accréditée, il ne paraît pas davantage

(1) Le comte de Münster au régent, 30 mai 1814, Fournier, *loc. cit.*, t. II, p. 299 ; Hardenberg à Gneisenau, 29 mars 1815, Pertz, *Gneisenau*, t. IV, p. 480.

(2) Arndt. *Wanderungen*, p. 235 ; Pertz, *Stein*, t. IV, p. 4, 10, 18.

avoir pris conseil, à ce moment, de son ancien précepteur, qu'il laissait s'absorber dans les démêlés des libéraux vaudois avec les patriciens de Berne, ou dans l'examen de l'énorme amas d'épîtres, mémoires et ouvrages, 9 000 pièces environ, adressés au tsar pendant son séjour à Paris (1).

Signé le 30 mai 1814, le traité de paix (2) n'en ramena pas moins la France à ces frontières que « des siècles de gloire et de prospérité sous la domination de ses rois lui avaient assurées », selon la formule cruellement emphatique des vainqueurs. Elle y perdait une population de plus de 15 000 000 d'âmes, et plus de 50 forteresses. Canons, vaisseaux, approvisionnements, matériel de toute sorte, elle abandonnait pour plus d'un milliard de richesses. En outre, se piquant de respecter l'héritage de l'ancienne monarchie française mais n'admettant apparemment pas que le domaine colonial en fît partie, les argentiers de la coalition y prenaient leur dédommagement. Au taux habituel de tels règlements de comptes, la modération relative de celui-ci ne saurait pourtant être méconnue, et la France la devait, pour une bonne part, au tsar. Contre des réclamations dont la légitimité ne peut aussi être contestée, Alexandre avait voulu même qu'elle gardât la dépouille artistique des pays dont la conquête lui échappait. Non sans quelque impertinence, au regard de ses compagnons d'armes, il avait allégué que, sur les rives de la Seine, ces trésors seraient plus accessibles à la communauté européenne. Aucune contribution de guerre ni indemnité n'était imposée aux vaincus. A elle seule, la Prusse avait réclamé 169 785 859 francs pour les frais d'entretien des troupes françaises. Elle avait dû se contenter d'une part dans le recouvrement de quelques autres créances évaluées à moins de 25 millions.

Tel quel, le traité ne justifiait ainsi pas l'observation acerbe que Talleyrand insérait, quelques semaines plus tard, dans les instructions qu'il rédigeait de sa meilleure encre pour le comte de Noailles (3), nommé ambassadeur de Louis XVIII à Saint-Pétersbourg : « Conduit jusqu'à Paris, par des succès dont la plus grande

(1) Soukhomlinov, *Rev. du min. de l'instruc. publ. russe*, février 1871, p. 221.
(2) F. de Martens, *Recueil*, t. XIV, p. 236.
(3) Paris, 23 juillet 1814, *Revue d'histoire diplomatique*, 1900, t. II, p. 202.

part fut l'ouvrage des Alliés,... l'empereur de Russie s'y est montré généreux et y a été accueilli comme un libérateur, comme mettant un terme à la Révolution, comme s'il l'eût toujours combattue, comme s'il n'en eût jamais profité. Cependant, la France a dû renoncer à la presque totalité de ses conquêtes. »

Avec un défaut égal d'impartialité, les Russes en jugeaient et en jugent encore autrement (1). A leur idée, la générosité d'Alexandre aurait été excessive, en faisant que la Russie ne recueillait, seule, aucun fruit d'une victoire, à laquelle sang, sueur et or, elle avait contribué plus que les autres. Une double erreur se laisse aisément indiquer à la base de cette opinion : les cessions de territoires allemands imposées à la France vaincue n'étaient que des restitutions, et d'autre part, en arrivant à Paris, Alexandre avait déjà les mains garnies, — en Pologne, — et s'il n'obtenait pas encore de ses Alliés la reconnaissance de cette conquête, il entendait bien n'en pas être dépossédé.

La générosité du tsar était donc plus apparente que réelle et se dépensait plus encore en paroles et en gestes qu'en actes ; mais, à certaines heures, les démonstrations ont leur prix. Dans un ordre du jour, Alexandre prenait soin d'introduire des paroles flatteuses à l'adresse des adversaires de la veille. Il comprenait, à ce moment, qu'on n'a jamais intérêt à abaisser ceux qu'on a vaincus et il gardait encore, dans les paroles et les actes, un souci des ménagements utiles qu'il devait malheureusement négliger bientôt. Trait à retenir : dans la rédaction primitive de cette pièce, il répudiait le terme de « camarades » (*tovarichtchi*), dont Iermolov se servait pour désigner les destinataires et qui était promis, en Russie, à une si éclatante fortune (2). En contradiction avec les idées libérales que le souverain continuait de professer, cette correction annonçait une évolution prochaine de sa politique : la Sainte Alliance n'était plus loin.

Il y avait toujours en lui de « l'inattendu », et Louis XVIII en a fait l'expérience quand, la paix signée, il s'est obstiné à retarder la publication de la constitution promise à ses sujets. Sur le point de quitter Paris, le tsar se reprenait à « parler en langage napo-

(1) Choumigorski, dans *Messager historique*, mars 1914, p. 1079, cf. même recueil, V. P. Issakov, avril 1914, p. 322-373.

(2) Schilder, *Alexandre Ier*, t. III, p. 392.

léonien », selon l'expression de Beugnot : « Il faut ! Il faut ! Des ordres sont donnés (1) ! » Le roi s'exécutait, fixant la date du 4 juin, et, la veille, Alexandre partait, se rendant à Londres où Frédéric-Guillaume le suivait. Ce même jour, l'empereur François se mettait en route pour Vienne et Osten-Sacken abandonnait le gouvernement militaire de Paris. La France était rendue à elle-même.

(1) Beugnot, *Mémoires*, t. II, p. 246.

CHAPITRE XII

ENTRE PARIS ET VIENNE

I. Raisons qui engagent Alexandre à traverser la Manche. Son isolement. Dessein d'appel au régent ou à l'opinion anglaise. Brouille avec Talleyrand. La politique du tsar. Ses inconséquences. La faveur d'Araktchéiév. — II. La grande-duchesse Catherine à Londres. Ses démêlés avec le régent et ses avances au parti de l'opposition. — III. Alexandre engagé dans cette aventure. Ses succès de popularité et ses incartades. Avec les whigs. En hostilité ouverte avec la cour et le gouvernement. Mauvaise préparation au Congrès de Vienne. — IV. Sur le chemin de Saint-Pétersbourg. Le tsar décline les hommages qui l'y attendent. Ses méfiances et ses rancunes. Il renonce à paraître à Varsovie. Impressions pénibles qu'il recueille en Russie. Changements dans le personnel de gouvernement. Retraite de Roumiantsov. Les Allemands dans la diplomatie russe. — V. Le problème polonais. Les susceptibilités russes. Changement de tactique. Retraite de Chichkov et de Rastoptchine. Un revenant. Spéranski. — VI. En route pour Vienne. A Pulawy. Place que tient le problème polonais dans le plan de reconstruction européenne. Antagonisme qui s'y accuse entre Alexandre et ses alliés. — VII. Chances que le tsar a de faire prévaloir ses vues au Congrès. Son prestige. Ses collaborateurs et ses adversaires. Déceptions qui l'attendent.

I

Chef incontesté de la coalition victorieuse au moment de la capitulation de Paris et de l'abdication de Napoléon, Alexandre avait réglé le sort de la France et de son maître déchu, sinon entièrement à son gré, du moins en faisant prévaloir dans une large mesure ses idées et ses convenances. Mais le lourd héritage de Napoléon comprenait beaucoup d'autres questions, où le tsar n'avait pas trouvé chez ses alliés la même complaisance et c'est ce qui, au départ de Paris, le 3 juin 1814, l'engageait à traverser la Manche. De la résistance obstinée que lui avaient opposée les diplomates autrichiens et anglais, au regard de la

Pologne, il se proposait de faire appel au régent, ou à l'opinion anglaise, et, de certaine façon, Castlereagh s'était prêté à cette manœuvre en voulant que l'empereur François et son ministre suivissent le tsar à Londres. Il entendait qu'un débat préliminaire y vidât les litiges subsistants par des accords de principe qui laisseraient au Congrès les seules « déterminations de détail » (1).

Il y a cent ans, comme de nos jours, le passage de l'état de guerre à l'état de paix, dans le bouleversement de tous les rapports internationaux, portait à la multiplication des conférences. Mais l'accord des idées et des volontés, fût-ce sur le programme même de ces délibérations, n'était pas plus facile à réaliser, et Metternich avait objecté avec raison que, sur le moment, on ne se trouverait pas à Londres plus près de s'entendre qu'on ne l'avait été à Paris. Les problèmes à résoudre devaient mûrir. Le roi de Prusse seul passa donc la Manche avec le tsar.

En fait, au milieu de son triomphe, Alexandre se voyait à peu près entièrement isolé. Il se flattait d'avoir conquis l'opinion française et par elle de tenir Louis XVIII et son gouvernement. Mais ses relations avec Talleyrand tournaient à un état d'hostilité ouverte. Dans un message justificatif adressé au souverain russe le 13 juin 1814 (2), le prince de Bénévent a indiqué clairement les raisons de cette mésintelligence et en a annoncé le développement ultérieur. Il avait commencé par adopter les vues du tsar en ce qui concernait le régime à établir en France et il s'était engagé dans cette voie assez loin pour qu'il courût le risque de se compromettre devant la famille royale. A la vérité, il croyait une charte nécessaire à sa propre sûreté. Aussi, ce point obtenu, il avait essayé de faire comprendre au tsar qu'à demander à la royauté de plus grands gages de libéralisme, on risquait de saper le fondement même de la restauration accomplie. Maintenant, tout en couvrant de fleurs « le héros de son imagination et de son cœur », tout en rappelant qu'il avait « d'avance deviné sa destinée », tout en se disant persuadé qu'il pourrait toujours, en restant bon Français, s'associer aux projets du souverain, qui

(1) Castlereagh, *Correspondance*, t. IX, p. 459 et suiv.; Dupuis, *le Ministère de Talleyrand*, t. II, p. 81.
(2) Talleyrand, *Mémoires*, t. II, p. 210; Dupuis, *ibid.*, t. II, p. 100.

« ne cesseraient pas d'être magnanimes », tout en reconnaissant, enfin en lui « le sauveur de la France », il observait que, dans ce pays, « le roi avait été de tout temps beaucoup plus que la patrie » et il se déclarait donc libre de tout reproche, n'ayant fait que s'inspirer de ce trait historique.

L'argument n'était assurément pas sans force au regard d'un autocrate, qui absorbait en quelque sorte dans sa personne l'idée elle-même de la patrie et qui à la même heure rapprochait davantage de lui l'homme dont il allait bientôt faire, dans son pays, l'instrument de la plus violente entreprise de répression contre toutes les formes de la liberté. Au cours de la campagne en Allemagne comme en France, ainsi que pendant tout le séjour du tsar à Paris, ni homme de guerre, ni diplomate, Araktchéiév était par la force des choses resté à l'écart, bien que toujours présent auprès de son maître. Il s'en était irrité et avait même agité des projets de retraite (1). Au départ d'Alexandre pour Londres, prétextant l'état de sa santé, il demanda la permission de ne pas l'accompagner. C'était un moyen souvent mis à l'épreuve par Mme Narychkine, et toujours avec succès, pour rendre plus précieux au souverain ce qu'on paraissait vouloir lui enlever. En répondant, Alexandre déclara qu'aucun autre de ses collaborateurs ne lui inspirait une confiance égale, à raison de quoi cette séparation dont il reconnaissait la nécessité était pour lui une épreuve cruelle. « Mon attachement à votre personne est de même sans égal, » répliqua fièrement le futur vice-empereur, en ajoutant qu' « il ne puisait pas ce sentiment dans le désir d'acquérir des honneurs ou des richesses, mais dans le seul souci de mettre sous les yeux du souverain les besoins et les souffrances de sa chère patrie (2) ».

Talleyrand avait plus d'esprit que ce rustre ; mais Araktchéiév n'était pas non plus dépourvu de rouerie et il connaissait mieux son maître. A ce moment, se plaignant de Metternich et reprochant à Alexandre de trop masquer ses desseins généreux à l'endroit de la Pologne, Czartoryski ne pouvait assez se louer du nouveau

(1) Lettres à Ivan Antonovitch Poukalov, *Archives russes*, 1891, t. I, p. 130 et suiv.

(2) *Sbornik*, t. IX, p. 433 et suiv. ; cf. Schilder, *Alexandre Ier*, t. III, p. 241 et 392.

favori que le tsar se donnait, « excellent homme, disait-il, avec lequel il fait bon travailler, et galant homme, avec lequel, malgré ses bornes, il fait très bon d'avoir affaire (1). » Ainsi, avec la Sainte-Alliance en perspective, organisation de police internationale au service de l'ordre légal en Europe, en même temps qu'il prétendait inaugurer un régime libéral en France, Alexandre préparait en Russie la plus terrible expérience de despotisme qu'elle ait connue avant le bolchevisme. C'était encore une part que, avec la Pologne, il était tenté de recueillir dans l'héritage de Napoléon. Mais, en Angleterre, ses chances de succès ne s'en trouvaient pas augmentées.

II

Il les avait très étourdiment compromises en se faisant devancer dès le mois de mars par celle qu'il appelait « la plus délicieuse des folles ». A coup de coquetteries et d'intrigues, il entendait que sa sœur Catherine lui rendît à Londres les mêmes services qu'il pensait lui avoir dus à Prague. Mais l'Angleterre n'était pas l'Autriche. La grande-duchesse avait d'abord envoyé à son frère des bulletins de triomphe : des foules enthousiastes dételaient les chevaux de sa voiture pour la traîner à bras et le duc de Clarence convoitait l'honneur de remplacer feu Georges d'Oldenbourg (2). Enhardie, Catherine Pavlovna s'attaquait au régent ; mais aussitôt elle apprenait à ses dépens que les nez aplatis n'étaient pas également appréciés dans tous les pays. Des raisons d'ordre politique contribuaient à rendre, à Londres, l'accueil de la cour moins chaud que celui du public et de plus en plus froid. La démarche secrète du régent en faveur des Bourbons (3) avait créé entre lui et le tsar une sorte de complicité, d'où un resserrement de relations semblait devoir résulter, et le prince s'y était prêté en invitant le souverain à passer le détroit. Mais, depuis, les faits et gestes d'Alexandre à Paris, ses démêlés avec

(1) *Sbornik, ibid.*
(2) Grand-duc Nicolas, *Correspondance d'Alexandre avec sa sœur*, p. 189 ; F. de Martens, *Recueil*, t. XI, p. 205 (rapport du comte de Lieven).
(3) V. ci-dessus, p. 223.

Louis XVIII et ses démonstrations de libéralisme avaient soulevé dans le monde tory au pouvoir un sentiment de réprobation dont la sœur du tsar se ressentait. Elle n'obtenait seulement pas, comme elle s'y attendait, l'hospitalité de l'un des palais royaux.

Dépitée, elle se rejetait sur l'opposition et s'engageait à corps perdu dans les intérêts et les cabales de ce parti, jusqu'à intervenir de la façon la plus indiscrète dans les querelles qui divisaient la famille royale. Elle attirait chez elle lord Grey et lord Holland ; elle traitait avec toute l'impertinence dont elle était capable, et dont la mesure était grande, la marquise d'Hertford, maîtresse du régent ; elle se liait avec la princesse de Galles, Caroline de Brünswick-Wolffenbuttel, ce qui, au regard du mari, constituait un acte de provocation ; elle prenait fait et cause contre le père pour la princesse Charlotte ; et, comme de raison, elle entendait que son frère la suivît dans cette bataille. Des appartements étant préparés pour lui à Saint-James, elle voulut ainsi qu'il les refusât et partageât avec elle la maison — Pultney-House au Green Park — que les Lieven avaient louée pour elle. Elle assurait que la réception qu'il trouverait à Londres en serait plus enthousiaste, à raison de la haine que le régent inspirait à la population. Aussi friand d'ovations que porté à satisfaire les caprices de cette sœur trop aimée (1), Alexandre eut la faiblesse d'y céder une fois de plus et son déportement en Angleterre en est devenu, du commencement à la fin, un défi à toutes les convenances.

III

Le jour de son arrivée, en attendant à Pultney-House la visite annoncée du régent, il se trouva confirmé dans les impressions que Catherine Pavlovna avait cherché à lui donner : il dut paraître vingt fois au balcon pour répondre au vœu de la foule qui l'acclamait, et il attendit trois heures le visiteur annoncé, qui finissait par lui faire savoir qu'il renonçait à se rendre dans ce

(1) V. t. I, p. 401, de cet ouvrage.

quartier populeux où « il risquait d'être insulté ». La grande-duchesse exulta : « Voilà l'homme ! disait-elle, un débauché dégoûtant avec des manières de Lovelace... et une façon de regarder où jamais les yeux ne vont (1). » Alexandre se rendit à Carlton-House, résidence du régent, et revint entièrement gagné aux idées et aux sentiments que sa sœur professait.

Il en donna la preuve le lendemain en dînant chez le prince et en résistant aux objurgations de Mme de Lieven qui lui demandait un mot de politesse pour la marquise d'Hertford. « Elle est trop vieille ! » répondait-il, en tournant le dos à la dame et en allant porter des hommages démonstratifs à la très jeune. « très blanche et très bête », au rapport de Mme de Lieven, lady Sarah Bayley, qui le faisait rougir en vidant un flacon d'eau de Cologne sur sa culotte blanche. C'était une déclaration de guerre au regard du régent et les hostilités ainsi entamées allaient se poursuivre avec une vivacité grandissante.

A l'exemple de sa sœur, le tsar s'entoure des whigs les plus marquants ; n'étant point un sot, il ne demande probablement pas à l'un d'eux, selon une légende qui a reçu cours, de lui indiquer le moyen de « créer une opposition en Russie » ; mais il prête au ridicule ainsi mis à sa charge par des affectations de libéralisme outré, en même temps qu'il choque les libéraux anglais eux-mêmes par l'intempérance des démonstrations auxquelles il se livre contre la personne du régent et sa politique. Il ne se contente pas de prendre bruyamment le parti de la princesse Charlotte, qui vient d'offenser son père en rompant un mariage déclaré avec le prince d'Orange ; il annonce l'intention de lui faire épouser son frère Nicolas, ou le prince Léopold de Cobourg qui fait partie de sa suite. A l'Opéra italien où il accompagne le régent, il provoque une manifestation en faveur de la princesse de Galles. Le prince bornant ses politesses à deux dîners suivis d'une soirée des plus froides et ajournant après le départ du tsar des réjouissances commandées pour la célébration de la paix, Alexandre s'arrange pour être fêté ailleurs. Il dîne à la Cité, chez le lord-maire ; à la Sailors Company, à la Goldsmith Company, où Catherine Pavlovna fait scandale en demandant à être invitée, bien

(1) Grand-duc Nicolas, *loc. cit.*, p. 180.

qu'on n'y reçoive que des hommes ; à Burlington House où le club de White déploie en son honneur une magnificence sans exemple. Il va de bals en soirées, en donnant la préférence aux salons de l'opposition et à celui de lady Jersey en particulier, l'Égérie des whigs, où Frédéric-Guillaume lui-même juge à propos de lui fausser compagnie. S'il accepte un dîner de lord Liverpool, Catherine Pavlovna y exaspère le régent en faisant allusion à haute voix aux embarras domestiques du prince. « This is intolerable ! » dit celui-ci à Mme de Lieven, et il se venge le lendemain, en arrivant avec une heure de retard au Hyde Park où il a donné rendez-vous au tsar pour une revue. Alexandre riposte en se faisant attendre deux heures à une réception de cour et en donnant pour excuse qu'il a été retenu chez lord Grey, un des chefs de l'opposition. La bataille fera rage jusqu'au départ du souverain.

Alexandre acceptant pour le 15 juin le bal que lui offre lady Jersey, le régent le fait aller le 14 à Oxford et s'arrange pour qu'il ne puisse rentrer à Londres que le 16, à 3 heures du matin. Le tsar change de toilette, arrive chez lady Jersey avec le soleil et danse le *scotch-reel* jusqu'à 5 heures.

En même temps, dans son entourage, les propos les plus libres sont tenus au sujet des affaires intérieures du pays, même en présence de lord Yarmouth, qui se trouve attaché à la personne du souverain et dont la mère est la marquise d'Hertford (1). Le tout n'est que de gamineries ; mais Metternich ne néglige pas d'en tirer parti pour des manœuvres dont le résultat apparaîtra à Vienne, et, en attendant, toute possibilité d'une entente sur les intérêts qui y seront mis en cause se trouve exclue. Comme à Paris, en usant des mêmes procédés, Alexandre a obtenu à Londres la même espèce de popularité. Tout en frondant ici le régent comme là-bas le roi, il a pris soin, bien que mauvais cavalier, de se montrer fréquemment au Hyde-Park à cheval et en uniforme anglais. A Oxford, recevant le diplôme de docteur comme « défenseur du droit européen », il a trouvé les paroles

(1) Princesse de Lieven, *Journal*, grand-duc Nicolas, *ibid.*, p. 225-246 ; F. de Martens, *Recueil*, t. XI, p. 206 (rapport du comte de Lieven) ; Metternich, *Mémoires*, t. I, p. 325 ; Montgelas, *Souvenirs*, p. 381 ; Hardenberg, *Journal* ; Fournier, *Histor. Studien*, t. II, p. 302.

et les gestes convenables ; mais il a indisposé contre lui toutes les puissances du jour et il s'est attiré l'inimitié personnelle d'un prince qu'il croyait pouvoir braver parce qu'il le voyait discrédité, oubliant que, moins de deux années auparavant, son propre crédit en Russie n'avait pas été meilleur. De plus, à ses relations avec les ladies Bayley et Jersey, mêlant le sacré au profane, il ajustait un commerce avec quelques quakers. Il se rendait à leurs réunions en compagnie avec sa sœur. Poursuivant l'apprentissage commencé deux années plus tôt avec le prince Galitzine, il partageait leurs extases (1). Et il faisait ainsi d'un temps infiniment précieux un emploi assez mal réglé. On doit douter que, « levé à cinq heures et couché à deux », d'après une confidence faite au prince Eugène (2), il ait pu en distraire une part, comme le veut un de ses historiens (3), au bénéfice des écoles du système Bell-Lancaster, dont une application devait être tentée en Russie quelques années plus tard. Et, sûrement, les grands intérêts qu'il représentait à Londres ont été mal servis.

A son défaut, Lieven cherchait bien un terrain de rapprochement avec les ministres anglais, autrichiens et prussiens ; mais il n'en trouvait que sur un point qui mettait en échec la politique personnelle de son maître. On convenait que tous les arrangements relatifs à la reconstitution du continent européen seraient renvoyés à Vienne et que la France serait exclue des délibérations dont ils deviendraient l'objet. Ainsi l'isolement du tsar devenait complet. En outre, laissant présumer son consentement au rétablissement d'une Pologne indépendante, l'Autriche fortifiait son veto en ce qui concernait l'annexion plus ou moins déguisée de ce pays à la Russie et visait à obtenir de l'Angleterre et de la Prusse, sinon une déclaration dans ce sens en forme d'ultimatum, du moins une attitude qui la fît craindre. Elle ne réussissait qu'à moitié : entre la peur du risque et l'embarras de l'ingratitude, la Prusse se dérobait ; fidèle à la politique du

(1) De Grellet du Mabillier, *Mémoires*, t. I, p. 298 et suiv. L'auteur, un des quakers, appartenait à une vieille famille de noblesse française.

(2) Du Casse, *le Prince Eugène*, t. X, p. 302.

(3) Schilder, *Alexandre Ier*, t. III, p. 393.

wait and see, l'Angleterre restait sur la réserve (1) ; mais une perspective peu rassurante pour la Russie ne s'en dégageait pas moins de l'avant-propos ainsi donné au futur congrès, sans que le tsar parût seulement y prendre garde.

IV

Se rembarquant à Douvres le 26 juin, il traversa en courant la Belgique et la Hollande, où l'attendaient de nouvelles ovations ; il gagna Cologne, où il avait donné rendez-vous à Araktchéiév et s'arrêta à Bruchsal où il rejoignit l'impératrice Élisabeth et où, avec La Harpe et Stein, affluait tout un peuple de diplomates et de courtisans. Il y trouva aussi une députation déposant à ses pieds, au nom du Saint-Synode, du Conseil de l'empire et du Sénat, le vœu qu'il daignât prendre le nom de « Béni » et consentir à la frappe d'une médaille et à l'érection d'un monument, dédiés l'un et l'autre « par la Russie reconnaissante au restaurateur des souverains ». Contrairement à ce que pouvait faire attendre la façon dont, à Londres comme à Paris, il avait accueilli et même sollicité des hommages de même nature, il ne parut pas goûter celui-ci. Déjà, des préparatifs étant commencés à Saint-Pétersbourg pour fêter son retour, il les avait fait arrêter. La Russie n'était pas l'Angleterre ni la France. On y avait méconnu, aux jours d'épreuve, le génie de celui qu'on acclamait maintenant. Alexandre en gardait rancune. En outre, émanant de corps constitués, toute initiative, si flatteuse à son endroit qu'elle fût, prenait à ses yeux figure d'usurpation. Il masquait ces sentiments sous une affectation de modestie. « Il attribuait à Dieu seul la gloire des succès obtenus et ne voulait de monument que dans le cœur de ses sujets. » Sur les instances de Chichkov, il ne cédait que sur la question du qualificatif qu'on lui décernait (2).

(1) Dupuis, *loc. cit.*, t. II, p. 111 et suiv.

(2) Chichkov, *Mémoires*, t. I, p. 301 ; *Recueil de l'Institut archéologique*, t. I, p. 23 ; *Recueil de documents* provenant de la chancellerie de l'empereur, t. II, p. 120 ; J. de Maistre, *Correspondance diplomatique*, t. I, p. 384.

A Varsovie, cependant, où il avait annoncé qu'il paraîtrait cette fois sur le chemin de Saint-Pétersbourg, on lui préparait aussi une réception brillante, et il n'y avait pas objecté. Au contraire ! Il voulait qu'elle prît le caractère le plus solennel, qu' « elle fît époque (1). » Les objections étaient venues de la part de ses alliés, et, au dernier moment, il s'en laissa détourner de son dessein. Le 19 juillet, sans avoir mis pied en territoire polonais, il fut à Pavlovsk, où sa mère le retint quelques jours et où il ne put esquiver une fête, organisée avec grand apparat au « Pavillon des Roses ». Il s'y montra de méchante humeur, préoccupé et irritable. A Diérjavine, qui le régalait d'une cantate composée en son honneur, il ne parla que des soucis que lui donnait la situation intérieure du pays : des ruines partout, une tâche immense à accomplir et pas d'hommes capables de s'y employer. « On en peut trouver », affirmait l'ancien ministre de la Justice, en pensant que le mieux qualifié n'était pas loin. Mais Alexandre avait déjà fait son choix : le 18 août, Araktchéiév prenant un supplément de repos à Grouzino, il le pressa de le rejoindre. « Il est temps que nous travaillions ! » Et ils travaillèrent.

Quelques jours auparavant, le souverain avait enfin fait droit aux instances que Roumiantsov renouvelait pour obtenir son congé. Avec une inconscience qui devait se perpétuer jusqu'à nos jours, l'immense majorité des Russes applaudit au départ de ce compatriote, héritier d'un nom illustre qu'il portait avec honneur, sinon avec un grand éclat, et à son remplacement par un Allemand mâtiné de Juif. « Le petit » Nesselrode n'héritait pas, à la vérité, pour le moment, du titre de chancelier, et sa fonction de secrétaire d'État préposé à la direction du ministère des Affaires étrangères ne lui ouvrait qu'un champ d'action très borné auprès d'un souverain plus que jamais incliné à « faire lui-même ses affaires » dans ce domaine. Le nouveau ministre était homme, cependant, à se prévaloir des moments de distraction et des accès de paresse qui étaient habituels à son maître, et, pour en tirer parti, il pouvait compter sur un compère de même nationalité, Weydemeyer, qu'on lui donnait comme adjoint.

(1) Novossiltsov à Czartoryski, Paris, 1er juin 1814, Schiemann, *Geschichte Russlands unter Nikolaus Ier*, t. I, p. 528-531.

Ces deux choix s'accordaient aussi mal que possible avec la politique que le tsar se proposait de soutenir au futur Congrès, et pour le triomphe de laquelle il manœuvrait à Vienne même, non sans quelque habileté. Par ordre du souverain, Stackelberg y traitait ostensiblement tous les Polonais, sans excepter ceux de Galicie, comme ressortissant à sa légation. Il s'attribuait notamment le privilège de présenter les dames polonaises à la cour (1). Mais à Saint-Pétersbourg même, non sans que les Nesselrode et les Weydemeyer y fussent pour quelque chose, ce jeu se heurtait à de grosses difficultés.

V

A la mi-août, Alexandre donna audience à une députation de Polonais, venus censément pour le complimenter au sujet de son retour dans sa capitale. De ce côté, il ne répugnait pas aux manifestations spontanées. En réalité, d'ailleurs, n'ayant pu se rendre en Pologne, il s'était arrangé pour que la Pologne vînt à lui. Le tour ne manquait pas d'adresse ; mais la présence de ces hôtes sur les rives de la Néva, leur attitude et leur langage produisaient à la cour comme à la ville une impression des plus pénibles. Le souvenir était encore frais de la part prise par Poniatowski et ses compagnons d'armes à la dévastation de la Russie et un aide de camp du général Dombrowski, le colonel Ostrowski, n'atténuait pas le sentiment d'irritation qui en résultait en déclarant fièrement que, pour peu qu'ils reçussent un léger secours d'argent, ses compatriotes se faisaient fort de conquérir leur indépendance contre l'univers entier par leurs propres moyens (2). La Pologne voulait *fara da se :* ce n'était pas pour cela que les Russes entendaient avoir versé leur sang.

De façon étrange, c'est dans le sens où le maître de la Russie l'engageait et dans la mesure où il y obtenait la haute main que

(1) Castlereagh, *Correspondance*, 3e série, t. II, p. 57.

(2) Askenazy, *Loisirs historiques*, p. 448 ; *Archives russes*, année 1868, p. 1893 ; année 1872, p. 2434 (récits recueillis par A. Olénine et lettres de Mlle Volkov).

la solution de ce problème polonais prenait un aspect particulièrement déplaisant et même menaçant pour les intérêts russes. Napoléon les avait toujours ménagés, s'astreignant à ne faire droit aux revendications polonaises que dans des limites étroites et aux dépens de la Prusse seule ou de l'Autriche. Par les combinaisons qu'il opposait à celles de son rival, y mettant en cause les provinces lituaniennes, Alexandre avait toujours élargi, au contraire, le plan d'une restauration éventuelle de l'État polonais, au point d'en rendre l'idée inacceptable pour tous les Russes. Les plus conciliants ne s'y résignaient maintenant encore que dans le cadre de ces « frontières ethnographiques », dont le tracé, passablement imprécis et diversement dessiné, d'après des conceptions arbitraires, n'avait pas été étranger déjà à l'œuvre des partages. On sait que Catherine se targuait de n'y exercer que des reprises, sur des territoires qui avaient fait partie de l'ancien empire russe de Iaroslav et de Vladimir, fait que les Polonais n'ont jamais contesté. Ils refusaient seulement à la Russie tataro-finnoise de Moscou le droit, qu'ils revendiquaient pour eux-mêmes, à l'héritage de la Russie slave de Kiév, et, de nos jours encore, c'est le fond d'un débat qui n'est pas près d'être clos.

En août 1814, Alexandre ne s'est pas proposé de le trancher ; mais, tenant compte de l'état d'esprit qu'il observait chez ses sujets et chez les Polonais, il a été incliné à modifier, en ce point, sinon ses intentions qui, d'ailleurs, demeuraient toujours flottantes, du moins sa tactique. Se renfonçant dans le mystère et l'équivoque, on a lieu de croire qu'il a, au moins provisoirement, arrêté, dès ce moment, sa pensée sur le projet transactionnel qu'il devait produire au Congrès, et qui n'était qu'un décalque du dessein napoléonien de 1807. En compliquant le problème, les susceptibilités russes et les prétentions polonaises portaient le tsar à avoir plus d'égards pour les revendications ou les défiances de ses alliés. C'est ce qu'a éprouvé le général autrichien Koller, envoyé auprès du souverain au même moment, sous le prétexte de l'escorter sur le chemin de Vienne et en réalité pour le sonder au sujet de la Pologne.

Alexandre lui fait grand accueil, et, par Araktchéiév, Ouvarov et le grand-duc Constantin, il lui donne à entendre qu'il a renoncé aux vues qu'il a eues sur ce pays et qu'il a pris le parti de ne

presque pas s'en occuper au Congrès (1). En même temps, il prend garde de ne pas faire montre de trop d'amabilité pour les députés polonais, et, tout en leur donnant l'aumône de quelques encouragements : « Prenez patience, messieurs, et vous aurez lieu d'être plus contents de moi », il les laisse très mal satisfaits (2).

Si mal satisfait qu'il soit lui-même de ses Russes, il juge à propos maintenant de se mettre, au contraire, en frais avec eux. Le 11 septembre, il publie un manifeste, où il remercie avec effusion toutes les classes de la population pour l'aide qu'il en a reçue dans sa lutte contre Napoléon. Il institue une commémoration annuelle du triomphe auquel l'effort commun a abouti. La rédaction de cette pièce a mis curieusement en relief le conflit d'idées et de sentiments entre lesquels l'élève de La Harpe demeurait partagé au moment où il donnait sa plus grande confiance à Araktchéiév. Comme, parlant de la grande épreuve qui avait associé maîtres et serfs dans une noble émulation de vaillance et de sacrifice, Chichkov idéalisait ces relations et les montrait fondées sur « une réciprocité de dévouement filial d'une part, de sollicitude paternelle de l'autre », le tsar a repoussé le papier avec colère :

« — Je ne puis signer cela contre ma conscience (3) ! »

Témoin de la scène, Araktchéiév restait muet, bien qu'en cette partie le manifeste touchât à un objet qui l'intéressait particulièrement et dont il lui arrivait souvent d'entretenir le souverain, depuis son retour à Saint-Pétersbourg, en de longs et mystérieux conciliabules. D'après une indication qu'il avait reçue du maître, Chichkov introduisait dans le texte proposé une phrase énigmatique où le tsar exprimait l'espoir qu'une période de paix prolongée succédant aux horreurs de la guerre, il pourrait « non seulement augmenter le bien-être de ses soldats, mais encore leur assurer les jouissances de la vie de famille ». L'énigme, c'était la mise à l'essai de l'œuvre, devenue si tristement célèbre depuis, des *Colonies militaires*.

(1) Rapports de Koller, FOURNIER, *Hist. Studien*, t. II, p. 309 et suiv.; DUPUIS, *le Ministère de Talleyrand*, t. II, p. 291-292; KLINKOWSTRŒM, *Theilnahme*, p. 302; ASKENAZY, *loc. cit.*

(2) OGINSKI, *Mémoires*, t. IV, p. 158-163.

(3) CHICHKOV, *Mémoires*, t. I, p. 308-309.

La faveur d'Araktchéiév suivant à ce moment une marche ascendante, la carrière de Chichkov allait bientôt prendre fin, comme aussi celle de Rastoptchine. Tirés de la retraite simultanément par les dramatiques événements de 1812 et pour les besoins de cette crise, les deux hommes furent le mois suivant relégués au Conseil de l'Empire, et, peu après, l'ancien gouverneur de Moscou partait pour l'étranger. Pour le temps de paix c'étaient des serviteurs d'humeur trop indépendante. Le parfaitement docile comte Nicolas Saltykov partageait, au contraire, avec « le bouledogue », les préférences du maître. Avec le titre de prince et d'Altesse Sérénissime, il recevait une garde d'honneur composée d'officiers. Araktchéiév se faisait, de son côté, offrir le portrait du tsar, et, en une des feintes de désintéressement auxquelles il excellait, il demandait que l'image *ne fût pas entourée de diamants.*

Au milieu des changements qu'il opérait ainsi dans son entourage, Alexandre était cependant rappelé au souvenir de son ancien favori, qui, de Perm, sollicitait humblement la permission de gagner un lieu d'exil moins lointain dans sa terre de Viélikopolié au gouvernement de Novgorod (1). Pour satisfaire ce vœu, Alexandre attendit le 12 septembre, veille de son départ pour Vienne. Il évitait par là, sans en avoir l'air, une entrevue et une explication qui l'eussent embarrassé. Spéranski espérait mieux ; mais il sut ne pas montrer sa déception et fit confiance à l'avenir.

VI

A Biala, sur les confins de la Lituanie et du duché de Varsovie. Alexandre rencontra une autre députation de Polonais, dont le chef, le prince Antoine Sulkowski, cousin du déserteur qui, en 1807, s'était attiré la colère de Napoléon (2), et fils d'un conseiller de la russophile Targowiça de 1792, la recommandait à un meilleur accueil. Le souverain ne fit cependant qu'accentuer,

(1) Korff, *Spéranski*, t. II, p. 66 et suiv., 92 et suiv.
(2) Tome I, p. 234, de cet ouvrage.

devant elle, la manœuvre qu'il avait inaugurée à Saint-Pétersbourg et dont le développement lui valait l'admiration de Novossiltsov : « Il n'a rien promis, il ne s'est engagé à rien et il a tout demandé (1). »

Quelques jours après, le tsar s'arrêtait quelques heures à Pulawy et se déclarait « infiniment heureux de se retrouver dans un endroit où il se sentait en famille ». Il baisait la main de la princesse Czartoryska douairière en l'appelant « sa maman » ; il se jetait dans les bras de l'aîné de ses fils et disait au cadet qui l'avait combattu sous les drapeaux de Napoléon qu'il ne l'en aimait que davantage (2). Mais, comme l'entrevue avec Spéranski, il esquivait les explications, en alléguant la nécessité de brûler les étapes sur le chemin de Vienne. Pour ne pas se faire trop attendre, il devait galoper « ainsi qu'un courrier ». Le général Koller pouvait être rassuré : au milieu de tant d'intérêts qui se disputaient l'attention du chef de la coalition, la Pologne paraissait ne tenir qu'une place secondaire.

Cependant, dans le célèbre « acte final » du Congrès de Vienne, code en huit chapitres et cent et quelques articles, le premier chapitre et ses quatorze articles devaient, quelques mois plus tard, être consacrés à cette même Pologne, non sans que le tsar y fût pour beaucoup. Mais l'ordre naturel de choses le voulait aussi. Le Congrès était la conséquence de la tragique aventure qui avait déterminé la ruine de l'hégémonie napoléonienne et qui, sous le nom de « seconde campagne de Pologne », avait bien dépassé le dessein primitif du grand homme, mais avait eu néanmoins pour base et aussi pour cause essentielle les territoires riverains de la Vistule et du Niémen. Le sort de cette région du continent tenait ainsi nécessairement la première place dans la liquidation de l'héritage que laissait le vaincu et tout le plan de reconstruction européenne en dépendait.

Dans ce débat, avec la plus grande somme d'intérêts, la Russie avait aussi une situation privilégiée : au lambeau près de la Galicie que l'Autriche retenait encore, elle occupait en effet, depuis près d'un an, la totalité presque de l'ancien domaine polo-

(1) Schilder, *Alexandre Ier*, t. III, p. 204, 395.

(2) Dembicki, *Pulawy*, t. II, p. 220 et suiv. (*Journal* de la princesse Czartoryska).

nais. Dans le progrès continu de son expansion au dehors et de ses prises en terre slave, jamais elle n'avait porté si loin, de ce côté, le dessein initial de Pierre le Grand, qui, avant la grande Catherine, en avait d'ailleurs compromis la réalisation par sa politique allemande. Plus engagé encore dans cette voie fatale de compromissions avec le germanisme et son *Drang nach, Osten* rival, Alexandre ne pouvait songer à reprendre intégralement le programme du formidable ancêtre. Garder le duché de Varsovie et arracher Lwow à l'Autriche, en retour d'une complaisance dans le règlement de la succession napoléonienne sur l'Adriatique, c'était sans doute l'extrême limite de son ambition. Acquise au prix d'une violation assez honteuse des conditions convenues avec l'héroïque Rapp (janvier 1814), la possession de Danzig n'avait qu'une valeur d'échange. S'il ne réussissait à y maintenir le statut de ville libre, aux termes du compromis de 1807, dont les Anglais s'accommodaient volontiers comme ils font aujourd'hui encore, Alexandre était résigné à abandonner cette conquête à la Prusse, avec le premier lot de Frédéric II dans les dépouilles de la Pologne : palatinats de Pomérélie, de Malborg et de Chelmno, assurant la continuité des possessions prussiennes entre Breslau et Kœnigsberg. Il devait s'attendre, cependant, à ce que, même ainsi réduites, ses prétentions fussent jugées excessives à Vienne comme à Londres. La seule chance qu'il eût d'y obtenir gain de cause était dans une entente absolue et ferme avec Berlin. Elle semblait acquise sur la base des « équivalents » stipulés au traité de Kalisz et localisés depuis en Saxe. A Dresde comme à Varsovie, les autorités russes en avaient même fait état déjà, en procédant par anticipation à une réorganisation administrative complète. Il s'en fallait cependant de beaucoup que, dans le fond, on fût d'accord sur les clauses du marché.

La Prusse était fort disposée à recevoir le domaine saxon des mains de la Russie, mais sans se relâcher pour cela des droits qu'elle s'attribuait sur la plus grande partie de ses anciennes possessions polonaises : la Saxe tout entière et un gros morceau du duché de Varsovie, tel était son objectif. Celui d'Alexandre était de garder tout le duché et de ne livrer qu'un lambeau de la Saxe, le plus petit qu'il se pourrait.

Avec l'Autriche, en dépit de tentatives renouvelées pour lui faire accepter une compensation en Italie, en Illyrie, ou même sur le Rhin, le tsar n'était pas plus avancé : le cabinet de Vienne venait d'offrir à celui de Berlin la Saxe tout entière, moyennant que la Prusse prît l'engagement de résister, à main armée, s'il était besoin, aux vues du souverain russe sur la Pologne. Hardenberg avait refusé, pensant que son maître ne se laisserait pas entraîner si loin (1). Un danger de contre-entente n'en existait pas moins de ce côté.

De l'Angleterre, après son équipée de Londres surtout, Alexandre ne pouvait attendre rien de bon. Liverpool était dominé à la vérité par la crainte de heurter l'opinion anglaise qui, pensait-il, accepterait plus facilement encore l'annexion de la Pologne entière à la Russie que l'idée d'un nouveau partage. Or, le problème lui paraissait pratiquement réduit à cette alternative. D'autre part, cependant, il déclarait tenir essentiellement au pacte conclu avec la maison de France restaurée. Il en faisait la base de toute sa politique extérieure, et, fils d'une princesse polono-saxonne, cousin de Frédéric-Auguste, Louis XVIII ne pouvait voir d'un œil favorable une combinaison qui, en dépouillant un parent si proche, porterait en sa personne atteinte au « principe » qui était leur commune sauvegarde. Ce principe de la légitimité, dont Alexandre ne faisait aucun cas, Liverpool le déclarait fondamental, et, destiné à représenter l'Angleterre au Congrès, Castlereagh se montrait plus hostile encore aux prétentions russes. Il comptait faire masse contre elles, non seulement avec la France, mais avec la Prusse elle-même, en les portant à dresser contre tout dessein de restauration polonaise sous l'égide du tsar le postulat de l'indépendance que le libéral Alexandre ne pouvait répudier décemment et auquel le sentiment russe ne lui permettrait cependant pas de souscrire. A l'entente avec la Prusse, l'Autriche, de son côté, était disposée à sacrifier la Saxe, mais la Russie n'y gagnait pas (2). Se rendant à Vienne, le tsar se flattait cependant d'avoir raison de toutes ces forces

(1) Fournier, « Zur Geschichte der polnischen Frage, » *Mittheilungen d. Instituts fur Oesterreich. Geschichte*, t. XX, p. 456-463.

(2) Wellington, *Suppl. Despatches*, t. IX, p. 329, 410 ; cf. Dökert, *Die englische Politik auf dem Wiener Congress*, p. 41, 63-64.

hostiles. Il comptait sur son armée victorieuse et sur son prestige personnel.

VII

Bien qu'assez sérieusement entamé à Londres, le prestige restait grand et ne risquait de rencontrer sur les rives du Danube aucune rivalité. Frédéric-Guillaume de Prusse allait y montrer la même figure gauche et empruntée qu'il portait depuis dix ans dans l'ombre de son impérial ami. Premier roi de son royaume par la grâce de Napoléon, à l'appel de qui il arrivait naguère « ventre à terre », comme disait son protecteur par allusion au monstrueux embonpoint du prince, Frédéric de Würtemberg n'irait de pair qu'avec Frédéric de Danemark à la tête d'albinos, chez qui Mlle Stourdza devait découvrir « une ignorance entière des usages et du bon ton de la société », ou Louis I[er] de Hesse, qui, disait-elle, « à l'horreur physique d'un visage ravagé par le cancer, joignait une plus terrible réputation (1). » A son maître lui-même, bien qu'il lui attribuât, plus qu'à tout autre monarque, « des entrailles d'État » et « une ténacité de vouloir et du non-vouloir » à toute épreuve, Metternich n'accordait pas des qualités de prestance en rapport avec ces mérites. Au regard du magnifique empereur de Russie, c'était autant de repoussoirs, et, sur tous ces souverains, Alexandre aurait l'avantage de défendre directement ses intérêts en s'y montrant parfois fort habile. A Vienne, comme il avait fait à Paris, il allait le plus souvent traiter personnellement avec les ministres des autres puissances, en affectant de ne pas se prévaloir vis-à-vis d'eux de la supériorité de son rang, mais en ne la laissant cependant pas oublier.

A « faire lui-même ses affaires » il se trouvait porté d'ailleurs par nécessité autant que par goût. Roumiantsov mis à l'écart, il n'avait plus personne dans son entourage qu'il pût opposer, fût-ce seulement à un Hardenberg, car pour la partie qu'il jouerait à Vienne, ni Czartoryski, ni Stein, n'étaient utilisables. Non parce

(1) Comtesse Edling, *Mémoires*, p. 166.

que Polonais l'un et Allemand l'autre. Il ne restait plus guère de Russes dans le personnel diplomatique au service de la Russie, si ce n'est Razoumovski, le plus Autrichien de tous les Viennois. Ses collègues dans l'équipe qui suivait le tsar à Vienne s'appelaient Anstett, Nesselrode, Stackelberg, Capo d'Istria, Pozzo di Borgo. Mais, sur le terrain polonais, Czartoryski et Stein étaient aux antipodes l'un par rapport à l'autre, et tous les deux par rapport au tsar lui-même. En outre, ils manquaient à un degré égal de docilité. Le successeur de Roumiantsov ne laissait rien à désirer en ce point, sauf qu'il était tenté de se donner plusieurs maîtres, et devait le plus souvent obéir à Metternich, étant payé pour cela, mais cherchant encore à prendre de toutes les mains. Le Strasbourgeois Anstett passait pour homme de beaucoup d'esprit, mais il le dépensait surtout en saillies et reparties mordantes, et bientôt, en outre, mécontent de la part qui lui était faite dans les travaux du Congrès et dans la confiance du tsar, il allait offrir ses services à la police autrichienne, qui devait donner à Gentz le chagrin de les agréer (1).

Le seul dans le nombre qui, à une belle intelligence et à un caractère droit, joignît les aptitudes d'un homme d'État, était le Corfiote Capo d'Istria, fils de boucher, mais patricien quand même, d'après les notions de hiérarchie sociale établies en son pays (2). Distingué par l'amiral Ouchakov à l'époque du protectorat russe aux îles Ioniennes, protégé ensuite par Mlle Stourdza, la demoiselle d'honneur avec laquelle le souverain communiait dans les idées mystiques, ce patriote grec devait à la part de rêve et de chimère qu'il portait lui-même dans son esprit plus qu'à ses talents une faveur qui, à ce moment, grandissait. Mais, s'il cherchait à la justifier en s'appliquant à étudier les choses de Russie, histoire, langue et mœurs (3), il était incapable de prendre de l'intérêt à la Pologne. Comme Stein son Allemagne, ou La Harpe sa Suisse, il avait surtout son Hellade en tête.

Alexandre emmenait bien à Vienne quelques Russes de marque : le prince Basile Troubetzkoy, le comte Pierre Tolstoy, « le pos-

(1) Commandant Weil, *les Dessous du Congrès de Vienne*, t. I, p. 181, 266 ; Gentz, *Briefe von und an*, t. III, 1re partie, p. 109.

(2) Capefigue, *la Diplomatie européenne*, t. II, p. 84.

(3) Comtesse Bloudov, « Souvenirs, » *Archives russes*, 1875, t. I, p. 164.

tillon » Tchernichov ; mais, sauf Araktchéiév, qu'il n'aimait pas à montrer tout en le consultant sur toutes choses, il ne devait employer aucun d'eux en dehors des fonctions d'apparat. Ayant tenu tête à Napoléon, il se croyait en mesure d'affronter seul victorieusement de bien moindres adversaires, qui, pour la plupart n'étaient pas hommes, en effet, à démentir cette présomption. Passionné et violent jusqu'à la brutalité avec ses égaux, Hardenberg se montrait constitutionnellement incapable de garder seulement quelque dignité devant un souverain. Déjà incliné à la disposition spleenétique qui devait causer sa mort, Castlereagh n'avait d'autre ressort que la haine implacable qu'il vouait à Napoléon, et ses adjoints, Stewart, Cathcart, Clancarthy, ne prenaient souci que de l'indépendance européenne, selon la leçon de Pitt. Le vrai champion de l'Angleterre au Congrès devait être le comte de Münster, représentant de Georges III pour le Hanovre ; mais, homme de valeur et patriote à sa manière, qui consistait à opposer en Allemagne l'influence anglaise à l'hégémonie prussienne, sa fonction le condamnait à un rôle d'arrière-plan.

Avec Metternich et Talleyrand, Alexandre ne comptait pas assez, parce qu'il croyait avoir pris leur mesure, au poids de ses ducats. Ce ne pouvait être, au pis aller, pensait-il, qu'une question de plus ou de moins. Mais il devait y avoir au Congrès beaucoup d'or en disponibilité sur un marché très ouvert, et le vainqueur de Napoléon allait de toute façon au-devant de beaucoup de déceptions.

Il arrivait à Vienne en pleine exaltation de la superbe que ses récents triomphes lui avaient donnée et que les impressions pénibles recueillies à Saint-Pétersbourg n'avaient que momentanément altérée. Toujours timide dans le fond et sujet à des hésitations, il n'en laissait rien paraître. Avec son entourage même, hautain, brusque, cassant, il contractait des façons qui ne lui avaient pas été habituelles et qu'il allait porter dans les débats prochains, au cours desquels, à l'issue de plus d'une séance, il devait mettre ses contradicteurs dans le cas, sinon de se reconnaître vaincus, du moins de s'éponger en le quittant (1).

(1) Metternich, *Mémoires*, t. II, p. 483 (Mémoire de Gentz du 12 février 1815) ; Mikhaïlovski-Danilevski, *Journal de l'année 1815;* Schilder, *Alexandre Ier*, t. III, p. 272.

CHAPITRE XIII

LE CONGRÈS

I. Alexandre à Vienne. Son plan de reconstruction européenne. Il soulève contre lui le concert de l'Angleterre, de l'Autriche et de la France. Altercation avec Talleyrand. La politique française dans les affaires de Pologne et de Saxe. La justification de l'œuvre des partages. — II. Le rôle de Czartoryski. Manœuvre scabreuse. Appel à l'Angleterre. Les intentions d'Alexandre et les ambitions qui lui sont attribuées. Ses procédés ésotériques lui font tort. — III. Changement de tactique. Le tsar abat ses cartes. Polémique avec Castlereagh. Résultat négatif. Méfiance générale. — IV. Duplicité de la Prusse. La Russie lui abandonne la Saxe entière. Prise de possession. Nantie, la Prusse répudie l'hypothèque polonaise dont elle a laissé grever cette acquisition. Ouvertures à l'Autriche. Alexandre isolé. Nouveau débat entre le tsar et Talleyrand. Antagonisme violent. — V. Attitude des Polonais. Mécontentement naissant. Le grand-duc Constantin à Varsovie. Préparatifs militaires et projet de réforme législative. Bentham. — VI. La manœuvre prussienne. Hardenberg et Metternich. Démenti donné au tsar par le ministre de l'empereur François. Scène orageuse. « Par la porte ou par la fenêtre. » La légende du cartel. Prolongement de querelle. Essai de rapprochement avec la France. Trop tard ! Ébauche d'une coalition contre la Russie et la Prusse. — VII. Alexandre désorienté. « Une diablesse de politique. » Entre les Serbes et les Grecs. Le mirage oriental. Capo d'Istria. — VIII. « Le Congrès danse et ne marche pas ». Orgie de plaisir et folie de dépense. Galanterie et espionnage politique. La police viennoise. L'hôtel de la Schenkenstrasse. La princesse Bagration et la duchesse de Sagan. Au quatrième étage de la Hofburg. Mlle Stourdza et Mme de Krüdener. Prodromes de la crise du mysticisme. La popularité du tsar. Son déclin. — IX. L'ultimatum prussien. La Russie l'appuie. Une préface de la Sainte-Alliance. La conclusion d'un accord anglo-austro-français en est précipitée. Le traité du 3 janvier 1815. Alexandre en a vent mais ne s'en émeut pas. Négociations pour le mariage de la grande-duchesse Anne avec le duc de Berry. — X. Revirement. L'insouciance du tsar justifiée. Capitulation de l'Angleterre. Une tendance générale à la conciliation en résulte. Projet d'accommodement aux dépens de la Pologne. Le sixième partage. Le désarroi du Congrès. Impuissance d'aboutir. Horizon d'orage. Un coup de foudre. Retour de l'île d'Elbe. — XI. Alexandre reste fidèle à ses alliés. Réconciliation avec Metternich. Révélation du traité du 3 janvier et ouvertures de Napoléon. Hortense. — XII. Le problème dynastique. Perplexités d'Alexandre. Conditions qu'il veut imposer à Louis XVIII. Il

vise à reprendre son rôle d'arbitre. — XIII. Changement dans les situations respectives. Les Russes sont trop peu et trop loin. Plans de campagne. Nécessité reconnue d'un règlement préalable des questions pendantes au Congrès. — XIV. Sa clôture. Son œuvre. Elle ne satisfait personne. La diplomatie russe.

I

Faisant une entrée solennelle à Vienne le 25 septembre, le tsar y paraissait, comme à Paris, flanqué du roi de Prusse, gage d'une solidarité politique dont le caractère aléatoire avait cependant déjà été révélé.

Précédant son maître au siège du Congrès, Nesselrode y avait produit, d'après un memento autographe du souverain (1), un plan de reconstruction européenne. Il attribuait à la Russie le grand-duché de Varsovie tout entier. Alexandre ne consentait à en distraire, au bénéfice de la Prusse, que la provice de Posen « jusqu'à une ligne allant de Thorn à Peysern (en polonais Torun et Pyzdry) et de là, le long de la Prosna », ainsi que le district de Kulm (en polonais Chelmno), « jusqu'à la Drewenz (en polonais Drweça), à l'exception d'un rayon autour de Thorn ». A ce lambeau de territoire polonais, le tsar permettait que la Prusse ajoutât une portion de la Saxe, « jusqu'à une ligne à tirer le long de l'Elster ou même au delà », le surplus devant être cédé partie à la maison de Weimar et partie à celle de Cobourg. Il servait les siens. A l'Autriche, il accordait le nord de l'Italie jusqu'au Tessin et le lac Majeur, le Vénitien, le Tyrol, le Salzbourg, l'Innviertel et la Dalmatie. Il disposait généreusement du bien d'autrui. Il ne disait rien de la forme du gouvernement qu'il se proposait d'établir dans les provinces polonaises de sa domination et il enjoignait à son ministre de refuser en ce point toute explication, comme contraire à la dignité de son maître.

Ce n'était qu'un avant-projet, mais en le faisant connaître à une conférence préparatoire, Nesselrode avait dû constater qu'il avait pour effet d'opposer à l'illusion d'un accord russo-prussien la réalité d'un concert réprobatif, où, la Russie se taisant, l'Autriche prenait le ton de l'Angleterre et où la France elle-même

(1) Août 1814, Schilder, *Alexandre Ier*, t. III, p. 537 et suiv.

élevait la voix, à l'unisson. On sait comment, malgré ce que Lieven avait fait et Alexandre laissé faire à Londres, Talleyrand, en arrivant à Vienne, a réussi à « s'asseoir » au haut bout d'une table où sa place n'était pas marquée. Dans un colloque qu'il a rendu célèbre, il s'est même targué d'avoir, le premier, signifié au tsar les résolutions communes.

— Je garderai ce que je détiens !

— Votre Majesté voudra bien ne garder que ce qui sera légitimement à elle.

— Les convenances de l'Europe sont le droit.

— Malheureuse Europe !

Emporté par la colère et flétrissant « ceux qui avaient trahi la cause européenne », Alexandre se serait en outre attiré la réplique légendaire :

« Sire, ce n'est qu'une question de dates (1) ! »

De quelque façon que le débat ait été engagé, le fond n'en prête à aucun doute (2). On a reproché à Talleyrand de s'y être trop complu dans des triomphes personnels, au détriment de l'intérêt capital que la France aurait eu à lier partie avec la Russie, en coopérant avec elle à la reconstitution de la Pologne (3). Cette thèse ne résiste pas à la contradiction des faits. Pendant son séjour à Paris, France ou Pologne, Alexandre a pu créer au sujet de ses intentions une impression également favorable. Mais, depuis, il avait, à Londres, permis que Lieven souscrivît à la décision des Alliés, excluant la première des délibérations relatives à l'avenir de l'Europe, et, au sujet de la seconde, l'ex-prince de Bénévent semble avoir reçu les confidences du représentant que le tsar laissait à Paris et qui ne faisait pas mystère de son opinion. Or, l'exprimant dans un mémoire adressé à son maître le 14 octobre 1814 (4), Pozzo di Borgo s'élevait principalement contre une réédification de l'État polonais qui comprendrait les provinces lituaniennes, mais il donnait à son argumentation une portée

(1) Talleyrand, *Correspondance* (édition Pallain), p. 18-24 ; le même, *Mémoires*, t. II, p. 317.

(2) Rapport de Nesselrode, Fournier, *Hist. Studien*, t. II, p. 313.

(3) Thureau-Dangin, *la Pologne et le traité de Vienne*, p. 17.

(4) Publié par N. Tourguéniév, *la Russie et les Russes*, t. I, p. 443 et suiv. ; fc. Maggiolo, *Pozzo*, p. 193-195.

générale. « La conquête de la Pologne avait été pour la Russie, disait-il, une nécessité historique résultant du besoin qu'elle éprouvait de prendre contact avec la civilisation occidentale. Revenant sur ce qu'elle avait fait, pouvait-elle « séparer de l'administration générale de l'Empire tant de provinces, pour en former un État indépendant, qui se gouvernerait par un système de liberté... qu'elle-même ne connaîtrait pas? »

Condottiere diplomatique au service d'un maître ombrageux, il n'est guère probable que le Corse eût exposé devant lui de telles idées, s'il avait pu craindre qu'elles l'offenseraient. Il n'ignorait assurément pas que le très libéral Capo d'Istria en professait lui-même à l'endroit des Polonais de beaucoup plus malveillantes encore (1). Talleyrand a dû tenir compte de ces indications, et, définie dans les instructions qu'il s'est donné lui-même pour le Congrès, l'attitude qu'il y a prise n'appellerait que l'éloge, n'était un trait où une influence étrangère se laisse soupçonner. Metternich s'est vanté d'avoir eu part à la rédaction de cette pièce (2), où, après avoir exposé très correctement les termes du problème, l'auteur ne se bornait pas à reconnaître la difficulté de défaire l'œuvre inique des partages, mais se portait à la justifier : « Rendue à l'indépendance, y lisait-on, la Pologne le serait invinciblement à l'anarchie » et « les progrès faits par quelques-unes de ses parties sous la domination de peuples plus avancés dans la civilisation faisaient croire qu'il était heureux pour elle d'y être tombée (3). »

La thèse de l'esprit anarchique qui serait propre au tempérament du peuple polonais et qui aurait été la cause de sa destinée tragique ne saurait être discutée ici. Qu'il soit permis à l'auteur de cet ouvrage de renvoyer ses lecteurs à un autre où il a essayé d'éclairer ce débat historique (4). Mais Talleyrand y tombait dans une contradiction flagrante avec lui-même, puisqu'il admettait que « le rétablissement de la Pologne serait un bien et un très

(1) *Journal de Stein pendant le Congrès de Vienne*, publié par Max Lehmann, *Hist. Zeitschrift*, 1888, LX, p. 392.

(2) Metternich à Merveldt, 6 juillet 1814, Fournier, *Hist. Studien*, t. II, p. 303-304.

(3) Talleyrand, *Mémoires*, II, 247 et s.

(4) K. Waliszewski, *la Pologne inconnue*, p. 5 et suiv., 115 et suiv.

grand bien », à la condition précisément qu'elle recouvrât son indépendance. Il ne croyait pas cette condition réalisable. Sans parler de l'Autriche et de la Prusse, il se persuadait, d'accord en ce point avec Louis XVIII et tous les autres conseillers du roi, que la Russie elle-même ne songeait pas à abandonner effectivement sa part des territoires polonais. Elle ne visait, pensait-il, qu'à les réunir tous sous sa domination, et il excluait cette éventualité de la façon la plus absolue. « Ce serait, disait-il, « créer pour l'Europe un danger si grand et si imminent que, quoiqu'il fallût tout faire pour conserver la paix, si l'exécution d'un tel plan ne pouvait être arrêtée que par la force des armes, il ne faudrait pas balancer un moment pour les prendre. » A l'heure où elle sortait, meurtrie et épuisée, de vingt années de lutte, c'était, dans un sentiment profond et juste des intérêts en cause, on doit en convenir, prendre pour la France une détermination vraiment héroïque, et Talleyrand n'y usait pas de rhétorique : les plénipotentiaires du roi au Congrès avaient pouvoir d'offrir à l'Autriche et à la Bavière « la coopération militaire la plus active pour s'opposer aux vues de la Russie et de la Prusse, tant sur la Pologne que sur la Saxe ». Le futur traité de coalition antirusse au 3 janvier 1815 se trouvait là en germe. La méfiance à l'endroit du tsar, de sa politique et de ses procédés, dominait l'atmosphère morale du Congrès, et elle était, à ce moment, partagée par l'homme même qui passait pour l'inspirateur attitré du souverain russe dans la question polonaise.

II

Czartoryski est venu à Vienne comme il avait paru auparavant à Kalisz, à Chaumont et à Paris, en franc-tireur de la diplomatie russe et polonaise, sans mandat d'un côté comme de l'autre et avec un crédit personnel qui s'amoindrissait : « Pour moi le séjour à Vienne a peu de charme, écrivait-il à son père, car je rencontre peu de visages bienveillants et presque jamais d'accueil amical (1). »

(1) Dembicki, *Pulawy*, t. II, p. 234.

Suspect aux yeux des Anglais et des Autrichiens, il se voyait désavoué par les siens et mis à l'écart par le tsar. Pourtant, d'après les rapports de la police autrichienne (1), ayant rejoint son mari, l'impératrice Élisabeth témoignait à l'ancien ministre des Affaires étrangères un intérêt assez vif pour faire croire à un renouveau des relations, qui avaient fait scandale seize années auparavant. Et c'était en effet le cas. Des précisions qui ne laissent aucun doute à ce sujet ont été récemment exhumées de la poussière des archives (2). L'atmosphère morale de ce Congrès a stimulé toutes les aberrations du sentiment et de la passion. Mais, cédant en ce point à son influence, Czartoryski ne faisait qu'introduire encore, dans le jeu des grands intérêts qu'il représentait, un élément d'incongruité non seulement déplacée, mais nuisible. Politiquement, Élisabeth ne pouvait lui être d'aucun secours, et une cause accessoire de gène et de froissement en résultait dans ses rapports avec Alexandre, dont les complaisances, soit comme ami ou comme mari, n'étaient plus celles d'autrefois. Le prince Adam s'en trouvait détourné partiellement lui-même de l'orientation qui avait fait de lui le conseiller et le ministre du tsar. Il inclinait maintenant à suivre le penchant de ses compatriotes, qui avaient accoutumé de frapper simultanément à plusieurs portes. Quleques-uns ne s'avisaient-ils pas, à ce moment, de porter leurs vues sur le prince héritier de Würtemberg, en qui l'archiduc Charles trouvait un rival dans les bonnes grâces de la grande-duchesse Catherine ! (3).

Czartoryski n'était pas homme à s'éprendre de telles fantaisies. Mais, en janvier 1814 déjà, il avait envoyé à Londres son secrétaire, Biernacki ; il s'y était rendu lui-même quelques mois plus tard en compagnie du prince Antoine Radziwill et il avait adressé un long mémoire à Castlereagh. Il s'y montrait en apparence fidèle toujours au programme traditionnel de sa famille et de son parti, plaidant en faveur de la reconstitution intégrale de l'État polonais sous l'égide russe. Cependant, s'appliquant à faire ressortir les avantages économiques que l'Angleterre retirerait de cet arrangement, il s'employait aussi à rassurer les

(1) Fournier, *Die Geheimpolizei*, p. 41, 42, 318.
(2) Mention en sera faite au dernier chapitre de ce volume.
(3) « Journal de Stein », *Hist. Zeitschrift*, 1888, LX, p. 393.

dirigeants de la politique anglaise au sujet de l'accroissement de puissance qu'en recevrait la Russie. La Pologne, assurait-il, ne tarderait pas à secouer le joug (1). Ces tentatives ne donnant pas le résultat attendu, il avait changé de tactique, et, à l'exemple de Kosciuszko, qui, de son côté, sollicitait lord Grey (2), il avait essayé de mettre en jeu l'opinion anglaise et l'opposition, n'hésitant pas pour le coup à l'alarmer avec le progrès continu de l'ambition et de la puissance russes, auquel la reconstitution d'une grande et forte Pologne pourrait seule faire obstacle. Il avait entrepris dans le même sens l'envoyé autrichien à Londres Merveldt (3), et il reprenait cette campagne à Vienne avec plus d'ardeur. Il faisait porter en Angleterre par un de ses agents un nouveau mémoire, destiné cette fois à servir de guide aux orateurs et aux publicistes de ce pays.

L'infidélité d'un secrétaire devait ultérieurement livrer au tsar le secret de cette intrigue (4). Mais, dès à présent, voyant lord Brougham soulever la question au parlement avec une abondance inusitée de documentation, d'autres orateurs whigs ou torys lui donner la réplique et la presse, *Revue d'Edimbourg* en tête, intervenir au débat, en même temps qu'à Vienne même, Castlereagh se montrait également bien informé, Alexandre en soupçonna la cause et fut porté lui aussi à modifier son attitude et son langage.

A son arrivée au Congrès, les premières impressions qu'il y recevait avaient été assez flatteuses pour qu'il crût pouvoir se départir de la retenue qu'il s'était imposée devant Koller. Et le résultat était que, prenant un ton tranchant, « comme si, selon l'observation de Castlereagh, il eût seul voix au chapitre et ne dût compte à personne de ses intentions (5) », il s'en faisait attribuer de plus ambitieuses et de moins généreuses que celles qu'il concevait réellement. Il restait, en effet, très décidé à ériger un royaume de Pologne et à lui donner des institutions relativement

(1) 1er septembre 1814, Affaires étrangères, Pologne, *Correspondance*, CCCXVI, sans folio ; *Bibliothèque de Varsovie*, 1913, CCIX, p. 417 et s. ; Fournier, *Hist. Studien*, t. II, p. 302.

(2) D'Angeberg, *Recueil*, p. 601.

(3) Dupuis, *le Ministère de Talleyrand*, t. II, p. 145 et suiv.

(4) Comtesse Potocka, *Mémoires*, édition Stryienski, p. 368 et suiv.

(5) Castlereagh à Liverpool, Vienne, 25 novembre 1814, Wellington, *Suppl. Despatches*, t. IX, p. 451.

libres, dont il étendrait quelque jour le privilège à la Russie entière. Malgré Araktchéiév et les entraînements réactionnaires auxquels il inclinait déjà, toujours il devait, en une part de son être intime, demeurer attaché à ce programme (1). Telle était sa nature, où entraient aussi, dans une mesure égale, la disposition à l'astuce et le goût du mystère. Ses alliés comme aussi les Russes et les Polonais lui paraissant peu inclinés à goûter la solution qu'il entendait donner provisoirement au problème en cause, il avait projeté de mettre les uns et les autres devant le fait accompli. Il avait donc essayé de brusquer la solution, se réservant le plaisir de surprendre ses détracteurs par la magnanimité dont il ferait preuve dans le régime politique qu'il établirait à Varsovie et que l'Europe devrait acclamer, sans qu'elle eût à en discuter la forme, pas plus que les Polonais. Elle et eux étaient ses débiteurs et ne pouvaient lui demander compte de ses bienfaits. Dès la mi-octobre, il eut cependant le sentiment net qu'il faisait fausse route et il prit le parti d'éclairer sa lanterne.

III

Devant Metternich et Castlereagh, chez lequel il se rendit à cette fin, il plaida en quelque sorte les circonstances atténuantes pour son projet de reconstitution polonaise qu'il consentait à dévoiler. Comprenant les territoires seuls que les vicissitudes des dernières années avaient déjà dégagés de l'œuvre des partages, le petit État polonais à ériger n'introduirait aucun trouble dans l'ordre européen et, plutôt que de renforcer la Russie, il l'affaiblirait, à raison de la très large autonomie dont il serait pourvu. L'effet de cet effort d'apologie fut nul. Il venait trop tard. Il tombait dans un milieu trop chargé déjà de soupçon et de malveillance. Devant Stein, Alexandre se plaignit de n'avoir pas été compris : « C'était de l'hébreu pour eux (2). » Il faisait tort à l'Anglais surtout.

(1) V. à ce sujet un entretien de Gagern avec un Russe de marque, GAGERN, *Mein Antheil*, t. II, p. 74 et suiv.

(2) STEIN, « Journal, » *Hist. Zeitschrift*, 1888, LX, p. 404 ; D'ANGEBERG, *le Traité de Vienne*, p. 604 et suiv. ; BOGDANOVITCH, *Alexandre Ier*, t. V, p. 19 et suiv.

Castlereagh héritait de Pitt, au regard de la Russie, un sentiment de jalousie que la crainte de la France avait seule assoupi pour quelque temps. En le réveillant, les circonstances le renforçaient maintenant, et donc la politique anglaise visait à isoler cette puissance, à l'expulser du dangereux saillant polonais et à lui opposer un contrepoids. Agrandie, la Prusse y pourvoirait, faisant en même temps équilibre à l'Autriche (1). C'est Alexandre qui témoignait d'une singulière incompréhension des intérêts en jeu, se portant à engager avec Castlereagh une controverse de plume, dont il aurait dû prévoir l'issue. Mettant tour à tour à l'ouvrage Capo d'Istria et Czartoryski, il ne dédaigna pas d'apostiller leurs notes avec des épîtres personnelles. L'Anglais ne s'en laissa pas émouvoir, et, au troisième échange de ces messages, comme il haussait le ton, le tsar rompit le débat, le renvoyant par un billet sec à la procédure protocolaire (2). Castlereagh épiloguait assez gauchement sur les engagements pris de part et d'autre aux traités de Kalisz, de Reichenbach et de Tœplitz. Il oubliait que les Alliés avaient plus d'une fois, depuis, révisé ces pactes de circonstance. Il touchait avec plus de justesse le fond de la question : si le tsar voulait absolument pourvoir au rétablissement d'une Pologne et désirait en outre obtenir pour cette œuvre l'applaudissement de l'Europe, il devait d'une part en faire les frais et d'autre part rendre cet État polonais entièrement indépendant.

En fait, pour autant qu'avant de venir à Vienne, il s'était expliqué à ce sujet, il avait toujours donné à entendre qu'au duché de Varsovie qu'il ne réclamait qu'à cette fin, il joindrait, en vue d'une restauration polonaise, tout au moins les provinces incorporées à la Russie depuis 1791. Le royaume de Pologne en miniature qu'il annonçait maintenant était une surprise pour tout le monde et ne contentait personne, et l'expédient qu'il avait choisi comme terme de conciliation aggravait entre lui et ses alliés la querelle ouverte depuis la première révélation que la cour de Vienne avait eue des projets polonais du tsar. Castle-

(1) Webster, dans *Transactions of the royal historical Society*, 3e série, t. VII, p. 53 ; cf. Phillips, *The Confederation of Europe*, 2e édition, p. 103 et suiv.

(2) Wellington, *Suppl. Despatches*, t. IX, p. 329, 386, 410.

reagh et Metternich le rappelaient avec une insistance égale au sens de ses déclarations antérieures, non qu'ils se souciassent de ressusciter une plus grande Pologne, mais ils pensaient que c'était le plus sûr moyen de faire échec à toute modification de l'ordre de choses établi par les partages (1).

Comme tout le monde, ils tenaient d'ailleurs pour certain que le royaume de Pologne projeté n'était que l'amorce d'une plus vaste opération d'envahissement. L'Autriche et la Prusse visant de grandes acquisitions en Italie et en Allemagne, l'Angleterre inspirant à La Harpe la réflexion qu' « après avoir bouclé le voleur du continent, on laissait courir ceux des mers (2) », il paraissait naturel que la Russie convoitât ce qu'elle trouvait à sa portée et la cour de Vienne était confirmée dans cette conviction par les rapports qu'elle recevait de Varsovie : le général Wielhorski s'y targuait d'avoir recueilli de la bouche du tsar des assurances positives au sujet de la Galicie, qui, tôt ou tard, rentrerait tout entière dans la communauté polonaise, fût-ce au prix d'une nouvelle guerre. En prévision de quoi, des armements précipités se poursuivaient dans le duché (3). On en apprenait autant à Berlin, où l'on avait plus d'une raison pour se dégager des liens contractés avec le tsar.

IV

Conformément à son procédé habituel, la Prusse avait sollicité et obtenu de deux mains une expectative d'agrandissement en Saxe, mais avec des réserves et sous des conditions qui se contrariaient, Metternich lui avait promis le morceau tout entier, mais en exigeant qu'elle se séparât de la Russie dans la question polonaise, et, si elle lui faussait compagnie en ce point, Alexandre n'avait aucune raison de lui livrer la moindre part d'un domaine que ses Russes tenaient. L'Autriche en outre ne consentait à l'extension de sa rivale sur l'Elbe qu'en réduisant les prises qui

(1) Liverpool à Castlereagh, 22 décembre 1814, WELLINGTON, *Suppl. Despatches*, t. IX, p. 493.
(2) KAPP, *I. E. Bollmann*, p. 375.
(3) Rapports du baron Baum, FOURNIER, *Hist. Skizzen*, t. II, p. 300-301.

lui seraient accordées sur le Rhin (1). Néanmoins, des deux offres la sienne était la plus avantageuse, et, trois jours après son arrivée à Vienne, Alexandre avait déjà reconnu la nécessité d'une surenchère. Le 28 septembre, il permettait à Nesselrode de signer avec Hardenberg, Humboldt et Stein un protocole qui attribuait à la Prusse tout le territoire saxon, en échange de son renoncement aux prétentions qu'elle gardait sur le duché de Varsovie.

Ainsi, de part et d'autre, le malheureux Frédéric-Auguste était dépossédé sans rémission. A Francfort et plusieurs fois depuis, le tsar avait prodigué à ce prince des paroles de réconfort. Il l'avait engagé à lui « vouer une entière confiance ». Mais, à Londres, son plan de reconstruction polonaise mûrissant dans sa pensée, il avait refusé de voir l'envoyé du roi, Watzdorf; il avait laissé sans réponse une lettre suppliante du souverain et décliné une demande d'entrevue (2). Selon le code de convenances et de morale qu'il établissait à son usage, il pensait s'être mis ainsi en règle et il faisait d'autre part preuve de scrupule en stipulant que la Prusse en userait à Dresde comme lui-même ferait à Varsovie, conservant à sa conquête le titre de royaume de Saxe et un simulacre d'autonomie (3). Par contre, cédant aux insinuations de Stein, il se prêtait sans difficulté au désir que son exigeante alliée exprimait d'être mise immédiatement en possession. Castlereagh éleva une protestation et il devait affirmer devant le parlement qu'il l'avait maintenue (4); mais, au rapport de Gentz, il aurait permis d'y introduire un compromis : « On mettrait la Prusse en possession, sans reconnaître le principe et la propriété définitive (5). » Talleyrand passait pour avoir reçu de Frédéric-Auguste des sommes énormes (6). Il parut s'en souvenir; mais,

(1) Talleyrand, *Mémoires*, t. II, p. 448.

(2) Egloffstein, dans *Deutsche Rundschau*, août 1908, p. 414; Dupuis, *loc. cit.*, t. II, p. 125 et suiv.

(3) F. de Martens, *Recueil*, t. VII, p. 157; Pertz, *Stein*, t. IV, p. 117.

(4) Hansard, *Parliamentary Debates*, nouvelle série, t. VIII, p. 556 et suiv.

(5) Gentz, *Tagebücher*, édition de 1873, t. I, p. 318.

(6) Chateaubriand, *Mémoires d'outre-tombe*, t. VI, p. 441; Stein, « Journal, » *Hist. Zeitschrift*, 1888, LX, p. 387; La Garde, *le Congrès de Vienne*, t. I, p. 429.

sa voix ne trouvant pas d'écho, le prince Repnine lança une proclamation, qui, au nom de toutes les puissances alliées, remettait le royaume de Saxe aux mains du roi de Prusse et de ses héritiers. Elle fut désavouée ultérieurement par les cours de Vienne, de Londres et même celles de Berlin et de Saint-Pétersbourg (1). Mais le fait resta acquis.

L'obstination d'Alexandre à poursuivre son plan, le parti-pris de complaisance qu'il avait pour le Hohenzollern et le désir passionné qui le possédait de faire échec à ses autres alliés avaient eu raison de sa finesse, en le portant à la plus grossière bévue.

Dès qu'elle eut été nantie, la Prusse ne prit même pas la peine de déguiser le dessein où elle était de libérer son acquisition de l'hypothèque polonaise dont elle avait consenti à la grever. Personnellement, Frédéric-Guillaume gardait au regard du tsar les apparences d'un client obligé, reconnaissant et déférent. On remarquait que, l'accompagnant à cheval, il prenait invariablement la gauche et se tenait un pas en arrière. On en plaisantait. Mais les ministres du roi professaient hautement que, tout compte fait, la Prusse ne devait rien à la Russie (2), et, dès le 9 octobre, Hardenberg avait donné une expression positive à ce sentiment, en revenant sur la réponse antérieurement faite aux ouvertures de Metternich et en lui offrant l'appui de la puissance prussienne pour « contenir les ambitions russes ». Il entendait : « pour faire en sorte que Varsovie retournât à ses possesseurs d'avant 1806. »

L'isolement d'Alexandre s'accusait, même dans son entourage, où Stein s'accordait avec Pozzo dans l'opinion qu'un royaume constitutionnel de Pologne accolé à une Russie maintenue sous le régime autocratique était le plus dangereux des paradoxes. Il estimait avec Capo d'Istria qu'en l'absence d'un tiers état, remplacé dans leur pays par un *demos* nobiliaire turbulent et des juifs non assimilés, les compatriotes de Kosciuszko n'étaient pas faits pour une existence indépendante. Mais il pensait surtout que, tracée de Thorn à Cracovie par Kalisz, une frontière polono-russe constituerait pour tous les pays allemands la plus intolé-

(1) Klüber, *Acten des Wiener Congresses*, t. I, 2e livre, p. 7 ; le même, *Uebersicht der Verhandlungen des Wiener Congresses*, t. I, p. 26-27.
(2) Pertz, *Gneisenau*, t. IV, p. 480.

rable menace (1). Alexandre ne goûtait plus du tout ce collaborateur, mais il était incapable de s'orienter sans lui dans les affaires allemandes, et, sans qu'il en eût conscience, il se laissait imposer par l'assurance, le verbe hautain, les allures impérieuses du Teuton à double emploi, qui, plaisanté par lui au sujet de ses projets de médiatisation, dont le résultat serait de mettre la Russie dans l'embarras pour le placement de ses grandes-duchesses, osait répondre :

« Je n'imaginais pas que Votre Majesté considérât l'Allemagne comme un haras (2) ! »

Talleyrand, de son côté, pouvait avoir puisé dans la bourse de Frédéric-Auguste. Recevoir sans donner était dans ses habitudes. Mais il avait une raison avouable pour ne pas faire, au bénéfice de la Prusse, le jeu de la Russie. Roi de France, Louis XVIII était l'obligé du tsar ; mais, si, sacrifiant la Saxe, il violait « le principe », auquel il devait la couronne, ses représentants au Congrès n'y gardaient plus aucune autorité et y restaient sans défense. On devait prévoir d'ailleurs que, dépouillé, Frédéric-Auguste obtiendrait quelque compensation, sinon en territoire français, du moins dans le voisinage. La France y aurait gagné d'éloigner la Prusse de ses frontières. Cet avantage a pris, depuis, une valeur considérable ; mais en 1814 il devait paraître, au sentiment français, plus que contre-balancé par l'établissement sur le Rhin d'un prince, qui, client naturel de la monarchie française, lui fermerait de ce côté toute perspective d'avenir, au sens de ses ambitions séculaires. D'autre part, à peine arrachée au néant, la Prusse de 1814 ne semblait pas encore très redoutable, et, au regard même des possibilités futures, son accroissement en Saxe devait être envisagé avec appréhension, comme tendant à accélérer cette concentration des forces allemandes sous son hégémonie que la France n'avait que trop favorisée déjà, en haine de l'Autriche.

En donnant son appui à la Russie, pouvait-elle du moins en obtenir un bon prix? On l'a dit (3). Quelques mois plus tard,

(1) Mémoire de Stein pour le tsar, 6 octobre 1814 ; note du même pour Hardenberg, 26 octobre 1814 ; entretien du même avec Alexandre, 19 octobre 1814, Pertz, *Stein*, t. IV, p. 164-175 ; cf. Stein, *Journal*, *loc. cit.*, p. 392 et suiv.
(2) Seeley, *Stein*, t. III, p. 135.
(3) F. Engerand, *le Correspondant*, août 1915.

Napoléon a fait une expérience d'où une indication contraire semble ressortir. Au retour de l'île d'Elbe, son premier soin devait être de solliciter le tsar et l'on sait que ce fut dans des circonstances les plus propres à lui ménager un bon accueil : il appuyait sa démarche de la révélation du pacte de trahison que les alliés du souverain auquel il faisait appel venaient de conclure contre lui avec la France rendue par eux à son roi. Alexandre avait à ce moment plus d'une injure à venger de ce côté, comme il pouvait être tenté aussi de satisfaire, contre Louis XVIII, des rancunes multiples. Au cours même du Congrès, elles l'avaient porté à servir diligemment les intérêts de tous les Napoléonides. Réclamant une principauté en Allemagne pour Eugène, ou Parme et Plaisance en Italie pour Marie-Louise, il ne s'était même pas défendu de prendre parti pour Murat (1) ! Désarmé sinon assagi par l'adversité, Napoléon ne se présentait plus, d'autre part, avec l'air de supériorité qui rendait autrefois son alliance onéreuse et son amitié elle-même déplaisante. Et cependant, Alexandre a repoussé ce solliciteur. Il a préféré rester avec la coalition qui l'avait trahi. Il la considérait comme sa chose, et, Allemand entouré d'Allemands, il pensait lui appartenir quand même.

Talleyrand voyait clair. A la fin d'octobre, dans une seconde entrevue avec le souverain russe qui a duré une heure et demie, il s'est défendu d'avoir changé de sentiment et d'attitude depuis Paris. A Paris, il était question de reconstituer la Pologne entière. La Russie prétendant maintenant garder ses frontières de 1795, il convenait d'en assurer à l'Autriche et à la Prusse qui ne missent pas leur existence en danger. S'irritant devant cette argumentation où il reconnaissait le langage de Castlereagh, Alexandre perdait encore son sang-froid. Après avoir argué à son tour du consentement que l'Autriche donnait à ses projets, fait état des deux cent mille hommes qu'il avait dans le duché de Varsovie et parlé d' « empoigner le roi de Saxe s'il ne renonçait à ses droits et de l'emmener en Russie, où un autre roi était déjà mort », il

(1) Talleyrand à Jaucourt, 27 février 1815, *Correspondance du comte de Jaucourt avec le prince de Talleyrand*, p. 213. V. à ce sujet : A. Sorel, *Essais*, p. 88 et suiv. ; Houssaye, *1815*, p. 128 et suiv. ; cf. Pasquier, *Mémoires*, t. III, p. 88 et suiv.

découvrit dans un éclat le fond de sa pensée, la pensée allemande de tous les temps :

« Vous mettez toujours en avant vos principes. Votre droit public n'a aucun sens pour moi. Je ne sais pas ce que c'est ! »

Et il rompit l'entretien sur cette bravade :

« Le roi de Prusse sera roi de Prusse et de Saxe, comme je serai empereur de Russie et roi de Pologne, et les complaisances que la France aura pour moi en ces deux points seront la mesure de celles que j'aurai moi-même pour elle dans tout ce qui peut l'intéresser (1). »

Ce n'était qu'une bravade. Le tsar n'avait pas, comme il s'en vantait, 200 000 hommes dans le duché, et il n'y gardait même pas la fidélité des Polonais.

V

Après être entré à Varsovie le 17 septembre avec quelques régiments de la garde, le grand-duc Constantin y avait fait un séjour de quelques semaines et mis en activité un comité militaire de huit membres, qui, sous sa présidence, avec Dombrowski et Kniaziewicz comme élément décoratif, comprenait une majorité de comparses dociles, tels que le prince Antoine Sulkowski de création saxonne et le futur vice-roi du futur royaume de Pologne, Zaionczek. De ce côté tout marchait à souhait ; mais, entre la masse des Polonais et les nouveaux restaurateurs de la Pologne, un dissentiment grandissant s'accusait, à mesure que le tsar découvrait ses vues sur la manière dont il concevait cette œuvre de restauration, en mettant d'autre part en pratique la formule : « Ne rien promettre et tout demander », qui avait excité l'admiration de Novossiltsov. C'était à peu près la manière napoléonienne, moins le prestige du grand homme, et les Polonais en arrivaient à se reconnaître pour l'exilé de l'île d'Elbe un attachement dont ils n'avaient rien fait paraître quelques mois auparavant, ainsi que des scrupules qu'ils n'avaient pas davantage laissé soupçonner au regard des engagements contractés envers la dynastie saxonne.

(1) Talleyrand, *Mémoires*, t. II, p. 389 et suiv.

Le grand-duc Constantin rejoignant son frère à Vienne, le comité militaire lui-même céda à l'influence de l'ambiance. Invité à presser la mise sur pied des contingents nationaux, il proposait de recourir *antiquo modo* à une « confédération », qui commencerait par libérer les sujets du roi Frédéric-Auguste de leurs obligations par rapport à ce souverain. Impatienté, Alexandre commença par déclarer que les Polonais étaient fondés *de plano* à répudier des liens qui se trouvaient contraires à leur intérêt national, thèse imprudente dont devaient se prévaloir les insurgés de 1830, et il finit, à la mi-novembre, par renvoyer son frère à Varsovie, avec la mission de procéder à l'organisation de l'armée polonaise par les voies autoritaires (1). Ce n'était pas le moyen de reconquérir les sympathies de ses futurs sujets.

Fantasque et brutal, le grand-duc Constantin n'était pas populaire, même à Vienne, où il bousculait les passants dans les rues et saccageait les plates-bandes du parc de Schönbrunn en y faisant galoper son cheval les jours de pluie. Entouré de mystère, conformément aux habitudes ésotériques d'Alexandre, son départ fut donné comme ayant pour cause une rixe, au cours de laquelle il aurait souffleté le prince de Windischgraetz, futur commandant de l'armée autrichienne contre les Hongrois et chef pour le moment d'un régiment de cuirassiers ; mais le Congrès n'en eut pas moins l'impression que le tsar voulait anticiper à Varsovie sur le résultat des négociations dont l'avenir de la Pologne était l'objet et se donner à tout prix le moyen de faire prévaloir ses intentions, fût-ce par un recours aux armes. Déjà il s'occupait de la constitution qu'il se proposait d'octroyer à son futur royaume polonais. Il songeait à y remplacer le code Napoléon et entrait en correspondance à ce sujet avec Bentham, qu'il avait négligé depuis la disgrâce de Spéranski et avec lequel il allait rompre encore cette reprise de contact, après que le juriste anglais eut observé qu'une révision des lois en vigueur était plus urgente encore en Russie (2). A son arrivée à Varsovie, le grand-duc Constantin adressait à

(1) Ciprinus, « Souvenirs, » *Archives russes*, 1872, p. 1721-1722 ; Nakwaski, *le Grand-duc Constantin à Varsovie*, p. 11 et suiv. ; Karnovitch, *le Tsesarevitch Constantin*, p. 120 ; Szujski, *Histoire de Pologne*, t. IV, p. 733 ; Pertz, *Stein*, t. IV, p. 208.

(2) Grand-duc Nicolas, *Alexandre Ier*, t. I, p. 171.

l'armée polonaise en formation une proclamation ardente où il disait qu'elle devait se préparer à combattre « pour l'indépendance de la patrie ». Patrie *polonaise* ou patrie *russe?* Le point n'était pas spécifié, et, avec cette équivoque, ne contentant personne ni à Varsovie ni à Vienne, la formule ne faisait que jeter dans l'air une menace de guerre.

Alexandre n'était pas éloigné d'envisager cette éventualité, sans qu'il pût dissimuler qu'elle le mettrait aux prises avec l'Europe entière. Dès le premier jour où elle s'était produite, il avait eu le soupçon de la félonie prussienne. A la fin d'octobre, comme il se disposait à quitter Vienne pour une excursion en Hongrie, il en avait eu la preuve, et, tel était déjà son état d'irritation, qu'il en avait été jeté hors de toute mesure et de toute convenance.

VI

Les indications données par Metternich sur cet incident sont confuses et visiblement destinées à en dénaturer le caractère. Les autres témoignages manquent de précision et d'exactitude dans les détails (1). Il n'est possible d'en dégager qu'une approximation. Au moment où Metternich consentait à l'occupation immédiate de la Saxe par la Prusse, l'accord austro-prussien contre la Russie était déjà fort avancé. S'en doutant et cherchant à parer le coup, Alexandre faisait appel à l'amitié personnelle de Frédéric-Guillaume et lui donnait en même temps à entendre que Metternich jouait faux jeu. Prévenu, le ministre de l'empereur François adressait à Hardenberg une lettre très vive de ton, où il se disait prêt à donner un démenti direct au tsar, en lui renvoyant l'accusation. Alexandre affirmait avoir reçu à plusieurs reprises de Metternich des ouvertures qui le montraient hostile aux vues de la Prusse sur la Saxe et Metternich prétendait en avoir eu du tsar dans le même sens. Une explication en résulta,

(1) Metternich, *Mémoires*, t. I, p. 326 et suiv.; Stein, « Journal, » *Hist. Zeitschrift*, 1888, LX, p. 411 ; Castlereagh à Liverpool, 17 décembre 1814, Wellington, *Suppl. Despatches*, t. IX, p. 483 et suiv.; Fournier, *Die geheime Polizei*, p. 45 et suiv.

au cours de laquelle, au rapport d'un diplomate suisse assez bien renseigné (1), le tsar aurait traité son contradicteur de façon « à le mettre dans le doute s'il passerait par la porte ou par la fenêtre », et, au rapport de Metternich, le souverain aurait fait part à l'empereur François de l'intention où il était de demander à son ministre une réparation par les armes.

Alexandre s'est donné assez de torts dans cette affaire pour qu'on ne soit pas tenté de mettre à sa charge le ridicule de ce cartel, que l'empereur François aurait jugé susceptible d'être relevé, tout en conseillant au tsar de recourir à un intermédiaire pour arranger le différend. Cependant, au cours des années suivantes, il fut habituel au grand-duc Constantin d'offrir un dédommagement de même nature aux officiers polonais qu'il lui arrivait fréquemment d'insulter de la manière la plus grossière. Cette fois, un aide de camp d'Alexandre, le comte Ozarowski, se présentant chez lui, Metternich se serait prêté à une sorte de rétractation, qui néanmoins, accompagnée de réserves, ne mettait pas un terme à la querelle. Au retour, en effet, de son excursion en Hongrie, le tsar y revenait avec persistance.

Il cesse de paraître aux réceptions et fêtes que donne Metternich ; il obtient de la princesse Bagration qu'elle lance des invitations pour les mêmes jours ; rencontrant le prince, il fait mine de ne pas l'apercevoir ; il oblige la grande-duchesse Catherine à cesser tout commerce avec ce b... ; il menace la duchesse de Sagan, si elle n'en fait autant, d'user de représailles sur les terres qu'elle possède en Russie. Mêlée ainsi à la bataille, la société viennoise se divise en deux camps, et, à travers les bals et les mascarades, les cabales et les cancans, elle prend part avec entrain aux péripéties de la lutte. Alexandre y a nettement le dessous. Metternich et ses partisans ont beau jeu à censurer la vie privée du tsar, ses procédés discourtois à l'égard de sa femme, ou ses fréquentations diurnes et nocturnes au palais Palm, de la Schenkenstrasse, dont la duchesse de Sagan et la princesse Bagration partagent « le bel étage ». Le corps diplomatique est naturellement disposé à prendre parti pour le ministre contre le souverain et lord Stewart fait publiquement écho à Hardenberg et à Humboldt, qui dé-

(1) Eynard, *Journal*, p. 73 et suiv.

noncent le tsar comme un homme « entêté et faux », avec lequel « on ne sait comment se tenir » et qui, « sous le dehors d'idées humanitaires et généreuses, cache l'astuce la plus perfide et la passion du pouvoir la plus violente (1). »

Poussée par son frère dans la mêlée, la grande-duchesse Catherine n'y apporte naturellement pas un élément de modération. Après une crise accompagnée, d'après la rumeur publique, de deux évanouissements dans une seule matinée (2), elle a définitivement éconduit l'archiduc Charles en faveur du prince royal de Würtemberg, et elle n'en est que plus portée à prêter main-forte à son frère dans des hostilités dont il ne tarde cependant pas à reconnaître l'inconvénient. Après avoir essayé sans succès d'engager l'empereur François à se défaire de son ministre, il pense en avoir raison avec le moyen qu'il a employé victorieusement à Prague. Mais une offre de cent mille livres sterling se montre inopérante là ou quelques milliers de ducats avaient suffi (3), et, en désespoir de cause, le tsar est amené à l'idée d'un accommodement avec la France.

A cette fin, il use d'abord d'une manœuvre passablement scabreuse : il met à contribution Czartoryski pour dénoncer non seulement Metternich mais son propre ministre des Affaires étrangères, comme l'ayant par leurs intrigues détourné d'une entente avec le gouvernement de Louis XVIII qu'il a toujours souhaitée. Ces insinuations restant sans effet, il se porte à une tentative directe, et, à un bal chez la comtesse Zichy, une main se posant familièrement sur son épaule et le faisant se retourner au moment où il gagne la sortie, Talleyrand a la surprise de revoir un tsar qu'il ne connaissait plus depuis qu'il l'avait eu pour hôte à l'hôtel de l'Infantado. Souriant et affable, Alexandre lui fait reproche de le négliger et lui donne un rendez-vous pour le surlendemain, « sans cérémonie et en frac comme autrefois (4). »

Le contact est ainsi rétabli ; mais il ne fournit aucune base

(1) Fournier, *ibid.*, p. 387 ; Bernhardi, *Geschichte Russlands*, t. I, p. 99.

(2) Nesselrode, *Lettres et papiers*, t. V, p. 196.

(3) Wellington, *Suppl. Despatches*, t. IX, p. 473.

(4) Talleyrand, *Mémoires*, t. II, p. 458 ; le même, *Correspondance inédite*, p. 157.

d'entente, car l'offre ou seulement l'espérance que le ministre de Louis XVIII aurait recueillie, à ce moment, d'un accroissement de territoire sur la rive gauche du Rhin semble, malgré l'autorité de Thiers (1), absolument imaginaire. Instruit sans doute de l'intérêt personnel que Talleyrand avait pris à la question de Naples, c'est, en fait, par un marché lié dont ce royaume et celui de Saxe feraient l'objet qu'Alexandre a pensé le séduire. Mais, qu'il eût ou non reçu de l'argent de Murat, le prince jouait maintenant une tout autre et plus grosse partie. Déjà il avait pressenti l'Autriche et la Bavière en vue d'une prise d'armes contre la Russie et la Prusse. Castlereagh à Vienne et Wellington à Paris se disaient certains que leur gouvernement ne refuserait pas d'y concourir avec des subsides, et à la fin de novembre, le régent donnait, en effet, une approbation entière à l'attitude « ferme et décidée » qu'ils avaient prise dans la question de Pologne (2). Les fers étaient au feu pour un regroupement de la coalition européenne face à l'est, et l'empereur François passait pour avoir dit : « Le roi de Saxe doit recouvrer son royaume, ou je tire, et je puis compter sur tous les peuples d'Allemagne (3). »

VII

Aux yeux de tous les observateurs, Alexandre a paru, à ce moment, entièrement désorienté, comme s'il avait perdu en politique le sens de la direction. Il s'agitait dans tous les sens et passait d'une impulsion à une autre. Se rendant en Hongrie, il avait très ostensiblement eu en vue une démonstration dans le style de Pierre le Grand. Il avait réservé, en effet, toutes ses attentions pour la population slave du royaume de saint Étienne, et, antérieurement déjà, à Vienne même, il avait fait grand accueil à

(1) *Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. XVIII, p. 639; cf. E. Sorel, *l'Europe et la Révolution française*, t. VIII, p. 402.

(2) Wellington à Castlereagh, 7 novembre; Bathurst à Castlereagh, 27 novembre 1814, Wellington, *Suppl. Despatches*, t. IX, p. 421, t. XIV, p. 535.

(3) Talleyrand, *Mémoires*, t. II, p. 457 et suiv.; Stein, « Journal, » *Hist. Zeitschrift*, 1888, LX, p. 421; Goertz, *Mémoires*, p. 298.

des prêtres orthodoxes d'Illyrie et de Dalmatie. Or, à son retour, il éconduisait inopinément et assez brusquement deux Serbes de marque, Mathias Nenadovic, l'organisateur et le commandant de l'artillerie serbe pendant la dernière guerre russo-turque, et Popovitch, l'oncle de l'illustre Georges Tcherny. Soldats glorieux eux-mêmes, couverts de blessures, ils se présentaient à la tête d'une députation de notables de leur pays, implorant une intervention du tsar pour la défense des droits que le traité de Bucarest leur avait reconnus et dont les Turcs ne tenaient aucun compte. L'empereur François recevait à plusieurs reprises ces solliciteurs, et, apprenant que le tsar se dérobait à leurs demandes, il en exprimait devant eux son étonnement :

« Quelle diablesse de politique ! Imagine-t-il que nous ignorons ce qu'il trame là-bas avec vous autres? Ou bien est-ce parce qu'il habite sous mon toit? Mais qu'est-ce que cela peut faire? (1) »

Cette « diablesse de politique » avait plusieurs causes : l'état de trouble et d'énervement où le souverain était jeté par les échecs continus qu'il subissait, comme aussi la séduction des horizons nouveaux que Capo d'Istria découvrait devant son esprit en détresse. En mai déjà, à Paris, à la suite d'une supplique adressée par les Ioniens à leur ancien protecteur, le Corfiote avait reçu la permission de prendre en main, au Congrès de Vienne, les intérêts de ses compatriotes. En même temps, le tsar recevait d'Alexandre Stourdza, frère de la demoiselle d'honneur en faveur, un mémoire en forme de plaidoyer pour l'indépendance grecque. Depuis, Capo d'Istria s'y employant, le petit-fils de Catherine avait de plus en plus cédé à l'attrait des perspectives flatteuses, dont l'esprit si clair pourtant de la grand'mère s'était épris jusqu'à l'égarement (2). Les Grecs faisaient tort aux Serbes. Mais encore et surtout, le montrant si inférieur à ce qu'il avait été à Paris quelques mois plus tôt, ou même à Erfürt, en 1808, les inconséquences de conduite et les erreurs de tactique multipliées par le souverain avaient une autre raison commune, qui était l'influence du milieu. Le Congrès marchait peu mais dansait

(1) Nenadovic, *Memoari*, p. 224 et suiv. ; cf. Schilder, *Alexandre Ier*, t. III, p. 291-293 ; Dobrov, *les Slaves du sud*, p. 596 et suiv.

(2) Mendelsohn, *Graf J. Kapodistrias*, p. 35 ; Pertz, *Stein*, t. IV, p. 479.

beaucoup, et, dans ce tourbillon de fêtes et de plaisirs, Alexandre perdait pied.

A l'issue d'une tourmente de vingt années, l'Europe réunie à Vienne y apportait ce besoin de délassement et cette fièvre de plaisir, dont, en un phénomène naturel de réaction, nous avons récemment observé le retour, au lendemain d'une crise analogue, et les participants du Congrès étaient d'autant plus portés à s'y laisser distraire de leur tâche qu'elle leur était rendue moins facile. « Trop peureux pour se brouiller et trop bêtes pour s'entendre », selon le mot attribué à Talleyrand par Custine (1), ils se divertissaient.

VIII

A la Hofburg convertie en hôtellerie et dans tous les palais voisins, c'est un carnaval perpétuel à dessous d'orgie, où l'octogénaire prince de Ligne laisse la vie plutôt que de perdre un banquet ou un bal. Comme de nos jours le luxe est inouï et la dépense folle. A la Hofburg, les frais seuls de table montent à 50 000 florins par jour. Le 6 octobre, grand gala au Prater pour l'anniversaire de la bataille de Leipzig et dîner offert à la troupe. Alexandre y boit à la santé « du peuple et de l'armée ». Le soir, bal chez le prince de Metternich. Le lendemain, continuation des réjouissances commémoratives au palais Razoumovski où le tsar a invité tous les officiers supérieurs des armées alliées : 360 couverts, dépense de 200 000 florins. Le 24 novembre, le manège qui a servi de salle à manger en cette occasion est converti en salle de bal pour fêter la Sainte-Catherine. Danses russes en costumes nationaux. Au souper sont servis des sterlets du Volga, des huîtres d'Ostende, des truffes du Périgord, des oranges de Palerme, des ananas à profusion, provenant des serres impériales de Moscou, avec des fraises qui ont mûri en Angleterre et des raisins qui ont été cueillis en France. Chacun des convives à chacune des cinquante tables de six couverts trouve en outre devant lui une assiette pleine de cerises qui viennent de Saint-

(1) Maugras, *Delphine de Sabran*, p. 479.

Pétersbourg et coûtent un rouble pièce. Quand on ne se ruine pas en friandises amenées à prix d'or des quatre coins de l'Europe, on organise des loteries où tout le monde gagne, les invités luttant à qui apportera le lot le plus magnifique. Et l'amphitryon le plus fastueux comme le danseur le plus éperdu. c'est Alexandre. « As for the emperor of Russia, he dances while Rome is burning », écrit le secrétaire de Castlereagh, E. Cooke, à Liverpool et il ajoute : « If i tried to write seriously, i should ouly confuse your Lordship (1). »

On vend la polonaise préférée du tsar, qui est de la plus triviale musique. Bien que constitutionnellement insensible à l'harmonie du son, pour ne négliger aucun moyen de distraction, Alexandre siffle avec accompagnement du piano. Mais il s'adonne surtout à la galanterie. Il parle d'épouser la princesse Gabrielle d'Auersperg qui passe pour vertueuse. Il partage ses hommages entre cinq autres des plus séduisantes Viennoises : « la beauté coquette », Caroline Szechenyi ; « la beauté triviale », Sophie Zichy ; « la beauté étonnante », Rosine Esterhazy ; « la beauté éclatante », Julie Zichy ; et « la beauté du diable », comtesse Saarau. Avec « la beauté éclatante » ou avec la jolie comtesse Vrbna, d'après un autre rapport de police, il engage et gagne un pari à qui changera le plus vite de toilette. La police viennoise surveille de près les joyeux ébats du tsar, même en Hongrie, où elle veut qu'il ait dit à la comtesse Orczy qu' « il regrettait de la quitter sans emporter une conscience chargée ».

Sous les ordres du baron François de Hager, cette police est fort indiscrète. Elle oblige la grande-duchesse Catherine à employer des cryptogrammes pour sa correspondance avec le prince de Würtemberg. Mais elle est contrebattue par un service d'espionnage non moins diligemment mis en œuvre de l'autre côté, et, si Anstett découvre les secrets de son maître à un rédacteur de la *Wiener Zeitung*, Bartsch, dont il est le commensal, le prince Volkonski sert une pension à la Wolters, une courtisane, qui vient à la Hofburg déguisée en homme, pour lui apporter les renseignements qu'elle a pu recueillir dans l'exercice de sa pro-

(1) Vienne, 25 octobre 1814, WELLINGTON, *Suppl. Despatches*, t. IX, p. 375.

fession. Alexandre ne dédaigne pas d'en glaner lui-même, entre deux assauts galants, au palais Palm, où, disputant ses assuidités et celles de Metternich à la duchesse de Sagan, la princesse Bagration est en mesure d'apprendre beaucoup de choses. Si, en effet, par le scandale de sa conduite et l'indécence de ses toilettes, qui ont valu à sa maison une appellation malsonnante et à sa personne le surnom de « bel ange nu », elle est arrivée à se faire interdire l'accès d'une cour qui ne se pique cependant pas d'austérité, elle en tient une elle-même où les chalands du plus haut parage ne font pas défaut. Tel jour, le tsar y dîne en compagnie du roi de Prusse et de nombre de dames du plus grand monde, quand il n'y préfère pas les agréments d'un tête-à-tête, qui, tel autre jour, se prolonge de dix heures du soir à deux heures du matin (1).

Le départ entre la galanterie et la politique se laisse difficilement établir dans le commerce que le souverain entretient à ce moment avec d'autres personnalités féminines d'un rang moins élevé, comme une Mme Morel, jeune et jolie Hongroise mariée à un Lyonnais, ou deux femmes de commerçants allemands établis à Saint-Pétersbourg, Mmes Schmidt et Schwartz, qui, ayant rejoint le tsar à Vienne, passent pour y tenir bureau de nouvelles et officine d'intrigues. On doit en dire autant d'une correspondance secrète pour laquelle Tchernichov sert d'intermédiaire entre Alexandre et son hôtesse de Francfort, cette Julie Bethmann qui aura pour arrière-petit-fils un chancelier d'Allemagne. Mais la politique semble bien avoir été étrangère au séjour à Vienne de Mlle Philis, quelque importance que Nesselrode lui attribuât en écrivant à Pozzo : « Je vous prie de ne pas traiter cette affaire en bagatelle ; elle est plus sérieuse qu'on ne pense (2). »

L'avenir de l'Europe avec le sort de la Pologne ou de la Saxe n'occupaient pas davantage la pensée d'Alexandre le jour où, après avoir essayé « huit ou neuf culottes de hussard », il faisait expédier un courrier à Saint-Pétersbourg pour mieux assortir cette partie de sa garde-robe. Le tsar s'amusait simplement,

(1) Weil, *les Dessous du Congrès de Vienne*, t. I, p. 468 et suiv. Sur la princesse Bagration v. Strobl von Ravelsberg, *Metternich und seine Zeit*, t. I, p. 33.

(2) Vienne, 19 septembre 1814, Pozzo di Borgo, *Correspondance*, t. I, p. 76.

Agamemnon déchu qui, de la politique où il éprouvait des contrariétés, se réfugiait dans la dissipation. Ce qui ne l'empêchait cependant pas encore de grimper plusieurs fois par semaine quatre étages d'un coin obscur de la Hofburg, où il cherchait à tâtons la porte d'un appartement que Mlle Stourdza partageait avec Mlle Valouiév et qui, à ces moments, devenait le siège de discussions prolongées sur des thèmes philosophiques et religieux, Mlle Stourdza y introduisant des commentaires empruntés aux lettres d'une correspondante à laquelle le tsar commençait de s'intéresser sans qu'il la connût et qui était Mme de Krüdener.

Il y avait toujours plusieurs hommes dans Alexandre Pavlovitch, et, comme à Paris et à Londres, l'un d'eux donnait aussi beaucoup de temps et d'application à l'entretien d'une popularité qui, cette fois, déclinait cependant très rapidement. Au début, ici comme là-bas, le tsar avait paru entouré d'une auréole il avait été acclamé comme le *Weltbefreier* que chantait Arndt, le *Recreator Germaniae* que célébrait une inscription placée au bas de son effigie sur la place d'une ville de Saxe. Mais l'enthousiasme ainsi manifesté ne résistait pas aux impressions nouvelles que l'on prenait de ce héros. Trop affectée, jusqu'à l'indiscrétion, l'amabilité même du souverain devenait déplaisante, en même temps qu'on y découvrait un dessous de fausseté qui révoltait. Tel représentant d'un canton suisse, possesseur très épris d'une femme parfaitement honnête, ne trouvait pas bon que le tsar se donnât ostensiblement auprès d'elle les airs d'un chevalier servant, en se mettant à la recherche d'un châle qu'on ne lui demandait pas de trouver ; mais il était plus mortifié encore quand, après que ses compatriotes eurent obtenu du tsar la promesse formelle de son appui dans certain différend de frontière avec la France, il apprenait qu'une décision favorable du Congrès avait été révisée à la suite de l'opposition formelle du souverain (1).

(1) Eynard, *Journal*, p. 57, 60, 61, 299 ; Fournier, *Die geheime Polizei*, p. 301, 388. V. pour cette partie de l'histoire du Congrès : La Garde, *Souvenirs du Congrès de Vienne*, t. I, p. 58 et suiv., 186 et suiv. ; *Archives Vorontsov*, t. XXIII, p. 301 et suiv. ; Razoumovski, *Biographie du prince A. Razoumovski*, p. 60 et suiv. ; Talleyrand, *Correspondance inédite*, p. 312 et suiv. ; comtesse Potocka, *Mémoires*, p. 371 et suiv. ; *Aus Karl Nostitz Leben*, p. 130 ; comtesse Bernstorff, *Aus der Zeit von 1789-1835*, p. 153 ; comtesse Edling, *Mémoires*, p. 127, 180 ; Mikhaïlovski-Danilevski, *Journal inédit* (frag-

A Vienne, Alexandre contrevenait à l'axiome par lui-même formulé treize ans auparavant qu' « on ne devait pas prolonger l'exhibition des fantômes (1) », et, après plusieurs mois, le monde européen réuni sur les rives du Danube inclinait à partager le sentiment auquel était arrivée un jour la reine de Prusse, disant que, sous des dehors prestigieux, ce fantôme d'empereur « manquait de fond (2) ». On observait qu'en dehors de la politique, négligée elle-même assez souvent pour des frivolités, le tsar ne prenait d'intérêt à rien de sérieux. Comme les trésors d'art que la ville offrait à sa curiosité, les misères qui y sollicitaient sa compassion le laissaient indifférent. Une nuit, un incendie détruisant le palais Razoumovski, l'empereur François accourait sur le lieu du sinistre ; l'empereur Alexandre restait au lit. Après cela, il dut s'interdire la fréquentation des redoutes masquées, où il risquait d'entendre des propos blessants et éviter même, comme le régent à Londres, les rues populeuses (3). Du discrédit moral où il tombait ainsi, son autorité dans le domaine de la politique se ressentait inévitablement. Il s'en apercevait mais ne faisait que s'en irriter et ne changeait rien à sa conduite.

IX

Le 31 décembre, Hardenberg produisit au Congrès une déclaration qui avait toutes les apparences d'un ultimatum : la Prusse jugeait indispensable à son « rétablissement » l'incorporation intégrale de la Saxe et, d'accord avec la Russie, elle donnait à entendre qu'un refus serait considéré par elle comme un *casus belli*. Bien que se rattachant à un plan d'offensive élaboré par

ments dans *Ancienne Russie*, 1899, XCVIII, p. 633 et suiv. ; NESSELRODE, *Lettres et papiers*, t. V, p. 137 ; POZZO DI BORGO, *Correspondance*, t. I, p. 16 ; STEIN, « Journal, » *Hist. Zeitschrift*, 1888, LX, p. 433 ; BIEDERMANN, 25 *Jahre deutscher Geschichte*, t. I, p. 7 ; FOURNIER, *loc. cit.*, *passim*.

(1) V. t. I, p. 59, de cet ouvrage.

(2) V. t. I, p. 107, de cet ouvrage.

(3) FOURNIER, *Die geheime Polizei*, p. 47-48 ; TALLEYRAND, *Correspondance inédite*, p. 146 ; le même, *Mémoires*, t. III, p. 32 ; KAPP, *I. E. Bollmann*, p. 375, 384.

Gneisenau et apporté récemment à Vienne par le général Grolmann, ce n'était assurément qu'une manœuvre d'intimidation, et les circonstances ne lui donnaient aucune chance de succès. Alexandre jugea cependant à propos de l'appuyer à sa manière, en adressant le même jour à ses alliés un message solennel où il introduisait toute l'idéologie humanitaire et la phraséologie mystique qui déjà lui devenaient familières. Débutant par un appel qui semblait ironique à « l'entière franchise » et « la confiance sans bornes » qui avaient présidé à l'action commune dans le passé et assuré ses triomphes, il exprimait l'espoir que tous les souverains reconnaîtraient la nécessité de la fonder aussi dans l'avenir sur « les principes immuables de la religion chrétienne,... base unique de l'ordre politique comme de l'ordre social », et, « fraternisant entre eux, épurer leurs maximes d'État et garantir les rapports entre les peuples à eux confiés par la Providence (1). »

En relation avec son objet ainsi qu'avec les façons d'être de son auteur, le morceau méritait les railleries qu'il provoquait, s'il ne justifiait pas entièrement l'appréciation de Talleyrand qui y dénonçait l'œuvre d'un « franc-maçon dément (2). » Alexandre y accusait les prodromes d'une crise, dont la lecture des lettres de Mme de Krüdener peut avoir contribué à précipiter la maturation. Cette influence a été cependant grandement exagérée, ainsi qu'en témoigne l'inutilité des efforts faits par la correspondante de Mlle Stourdza pour donner au souverain le désir de la rencontrer immédiatement. Ne montrant à cet égard aucune impatience, le futur créateur de la Sainte-Alliance s'est beaucoup plus apparemment inspiré, à ce moment, des idées de François Baader sur la nécessité créée par la Révolution française d'une union nouvelle et plus intime entre la religion et la politique. Dans un de ses opuscules, le théosophe allemand développait même expressément le principe d'une alliance chré-

(1) Klüber, *Acten des Wiener Kongresses*, t. VII, p. 69; Castlereagh à Liverpool, 1er janvier 1815, Lettov-Vorbeck, *Napoleons Untergang*, p. 22; Oncken, *Das Zeitalter*, t. II, p. 873; Pertz, *Stein*, t. IV, p. 269-270; Gagern, *Meine Autheil*, t. II, p. 301.

(2) Cooke à Liverpool, Vienne, 2 janvier 1815, Wellington, *Suppl. Despatches*, t. IX, p. 521.

tienne des nations européennes sur la base d'un pacte fédéral (1).

Quelque forme qu'ils donnassent de part et d'autre à leur défi, le tsar et le roi de Prusse ne pouvaient plus mal en choisir l'heure, L'Angleterre venait de mettre fin à sa querelle avec les États-Unis, par un traité de paix, dont Alexandre s'était employé lui-même à hâter la conclusion, après avoir vainement essayé d'y intervenir en médiateur (2). Elle obtenait ainsi une plus grande liberté pour sa propre intervention dans les affaires du continent européen. A la suite des négociations entamées par Talleyrand avec l'Autriche et la Bavière, le général Ricard, qui connaissait bien la Pologne, était arrivé de Paris, porteur de son côté d'un plan de campagne élaboré en grand secret par une commission militaire française. Des concentrations de troupes autrichiennes en Bohême et en Silésie y répondaient. L'algarade du 31 décembre était faite pour donner corps à ces velléités belliqueuses, et, conclu entre l'Angleterre, l'Autriche et la France, avec prévision d'une adhésion ultérieure de la Bavière, des Pays-Bas et du Hanovre, le traité du 3 janvier 1815 en est devenu la conséquence directe.

Talleyrand s'est fait grand honneur (3) de ce pacte, en le donnant pour son œuvre, et l'idée première y a été certainement son fait, mais non l'application. Jusqu'au 31 décembre, tout en arrivant à un certain accord de principe avec son collègue français sur les questions de Pologne et de Saxe en particulier, Castlereagh a obstinément répugné à lui donner la forme concrète d'une convention diplomatique, l'union des esprits suffisant, pensait-il, à augmenter les chances de paix qu'une alliance formelle risquerait de compromettre (4). Après l'algarade russo-prussienne, il a cédé dans la question de forme mais non, à beaucoup près, en ce qui concernait le fond. Ce que Talleyrand voulait, c'était un traité qui servît à régler les affaires du Congrès dans le sens de la politique française. Ce qu'il obtenait, c'était une alliance défensive

(1) *Ueber durch die französische Revolution herbeigeschaffte Bedürfniss einer... Verbindung der Religion und Politik*, 1814.

(2) V. ci-dessus, p. 187.

(3) *Mémoires*, t. II, p. 543.

(4) Castlereagh à Liverpool, Vienne, 25 décembre 1814, Wellington, *Suppl. Despatches*, t. IX, p. 511 ; cf. *ibid.*, t. IX, p. 502 ; Dökert, *Die englische Politik auf dem Wiener Congress*, p. 112 et suiv. ; Oncken, *Das Zeitalter der Revolution*, t. II, p. 873.

contre une agression russo-prussienne qui ne paraissait pas très à craindre et, se produisant même, n'aurait que très indirectement mis en jeu les intérêts français.

Talleyrand se donnait les gants d'avoir dissous la coalition et fait rentrer la France dans le concert des grandes puissances. Un avenir prochain devait montrer la précarité de ce résultat, et, en attendant, sous la plume de Castlereagh (1), le libellé du traité du 3 janvier limitait son objet à la garantie du traité de Paris, qui, si la guerre éclatait, « aurait force pour régler, à la paix, la nature, l'étendue et les frontières des possessions respectives (2). » La France vaincue s'engageait ainsi à prendre les armes pour assurer aux mains des vainqueurs les conquêtes qu'ils avaient faites sur elle ! Talleyrand n'a pas dicté les termes du nouveau pacte de coalition, et, pour autant qu'il y a eu part, il n'avait pas trop lieu de s'en vanter.

Une situation assez inquiétante, sinon immédiatement périlleuse, n'en résultait pas moins pour la Russie ; ce danger s'aggravant du fait que le tsar refusait d'en prendre l'alarme. « Tout cela n'est que de la doctrine, disait-il à Capo d'Istria qui avait vent de ce qui se tramait ; n'en soyez pas en peine : je me tirerai d'affaire (3). » Et il retournait danser, sans qu'il s'avisât même d'interrompre les pourparlers que Nesselrode et Pozzo poursuivaient étourdiment pour le mariage du duc de Berry avec Anne Pavlovna et auxquels Louis XVIII et son ministre se prêtaient tout juste assez pour ne pas démasquer leur jeu. Trois semaines après la signature du traité du 3 janvier, Talleyrand transmettait encore à son maître une proposition transactionnelle du tsar : Alexandre consentait à ce que sa sœur devînt catholique, sous la condition que le changement de religion suivît le mariage et ne le précédât pas. Dès le 10 décembre, Louis XVIII avait « donné son ultimatum », comme il disait, aux diplomates russes : « La duchesse de Berry, quelle qu'elle puisse être, ne franchira la frontière de la France qu'en faisant profession ouverte de la religion catholique et romaine. » Maintenant, apostillant le message du

(1) V. Webster, dans *Transactions of the royal hist. soc.*, 3e série, t. VII, p. 66.

(2) Talleyrand, *Mémoires*, t. II, p. 561 et suiv.

(3) Capo d'Istria, *Aperçu;* Schilder, *Alexandre Ier*, t. III, p. 302 et 397.

tsar, Talleyrand s'élevait contre le principe même d'une union qui ferait entrer dans la maison de France « une princesse de lignée médiocre appartenant à une famille qu'on s'accordait à considérer comme héréditairement affligée d'un désordre de facultés mentales et sœur d'un prince qui se montrait notoirement imbu d'idées révolutionnaires (1). » On continuait cependant à négocier pour un objet qu'à lui seul le nouveau cours de la politique française excluait de façon absolue. La base que le traité du 3 janvier donnait à cette politique était à la vérité bien fragile. Moins de dix jours après l'échange de signatures, Alexandre laissant entendre qu'il se relâcherait de sa prétention à garder le duché de Varsovie tout entier et qu'il ne répugnerait pas à agrandir le nouveau royaume de Pologne avec quelques-uns des territoires que la Russie avait enlevés à l'ancien, Castlereagh cédait à la tentation du moindre effort et prenait acte de cette ouverture par un instrument diplomatique qui en fait était une capitulation et tendait à rendre le traité du 3 janvier caduc en supprimant son objet.

X

Exemple curieux des erreurs de jugement auxquelles le sentiment donne lieu en intervenant dans les choses de la politique, cette circulaire anglaise du 12 janvier 1815 a été comprise dans le *Recueil des actes diplomatiques concernant la Pologne*, qu'a publié, sous le nom de d'Angeberg, le patriote polonais Chodzko (2), et elle y figure sous ce titre : « Note protestant contre toute espèce de partage de la Pologne et de la nécessité de la rétablir dans les limites de 1772. » Or, on y lit : « L'empereur de Russie persistant dans son projet d'ériger en royaume pour faire partie de son empire la portion du grand-duché de Varsovie qui doit lui revenir, ainsi

(1) Talleyrand, *Correspondance*, p. 188 ; *Mémoires*, t. III, p. 33. V. pour cet épisode : Maggiolo, *Pozzo*, p. 177 et suiv. ; Nesselrode, « Correspondance avec Pozzo », *Sbornik*, CXII, p. 10 et suiv. ; F. de Martens, *Recueil*, t. XIV, p. 263 et suiv. ; Jaucourt, *Correspondance*, p. 95 et suiv. ; Pasquier, *Mémoires*, t. III, p. 111 et suiv. ; comte de Noailles, *Correspondance*, Affaires étrangères, Russie, *Correspondance*, CLV, p. 234.

(2) Page 644.

que tout ou partie des provinces polonaises qui appartenaient déjà à Sa Majesté Impériale, et.... l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse... ayant cessé de s'y opposer,... il ne reste plus au soussigné... qu'à former le vœu qu'il n'en résulte... aucun des maux que cette mesure peut faire craindre. » Tout en continuant à réprouver une politique contre laquelle il s'était si fortement élevé, Castlereagh en prenait donc son parti, au détriment de la Pologne comme au mépris de la France, et à l'avantage du tsar qui « se tirait d'affaire », en effet, pour le moment.

Castlereagh stipulait bien que « dans toute l'étendue du territoire ayant composé anciennement le royaume de Pologne serait établie une administration fondée sur quelques bases solides et libérales... en rapport avec le génie de ce peuple »; mais, s'il empiétait ainsi sur un domaine où le souverain russe n'admettait aucune immixtion étrangère, répondant d'autre part à ses intentions avérées, ce vœu était surtout embarrassant pour l'Autriche et pour la Prusse. Aussi, négligeant les susceptibilités qu'il avait fait connaître, dès le 19 janvier, Alexandre donnait son adhésion pleine et entière aux vues du gouvernement anglais, en ayant soin de prendre acte du fait que « l'impossibilité s'y trouvait reconnue de faire renaître l'ancien système politique de l'Europe dont l'indépendance de la Pologne faisait partie (1) ».

Metternich eut besoin d'un mois entier pour méditer les termes de sa réponse (2), mais il ne pouvait la rendre hostile, et, en acceptant le compromis dont l'Angleterre indiquait le principe, il dut se borner à y introduire un distinguo qui, sur le point délicat, séparait le cas de l'Autriche du cas de la Russie. Il applaudissait à l'intention que l'empereur Alexandre paraissait annoncer d'accorder à ses Polonais « des institutions nationales », mais il n'admettait pas que cet assentiment impliquât pour l'empereur François l'obligation de « régler les formes de son gouvernement sur un ordre de choses abrogé », alors sutout que, « par l'éclat de culture et de prospérité où se trouvaient ses sujets de même nationalité, le bienfait était prouvé du régime auquel ils le devaient ». Et l'entente s'établissait sans peine sur cette base. « L'enfant du

(1) D'Angeberg, *Recueil des actes diplomatiques concernant la Pologne*, p. 645, et G. de Martens, *Recueil de traités*, nouvelle série, t. I, p. 391.
(2) 21 février 1815, G. de Martens, *ibid.*, t. I, p. 582.

Congrès », la *Kongresowka* comme les Polonais l'ont appelé, prenait forme dans ce concours d'escobarderies et était près de naître.

Il a été habituel de parler à ce propos de *quatrième* partage. Numériquement même, le martyrologe polonais ne saurait hélas ! être mesuré à ce chiffre. Après les vivisections opérées de 1807 à 1809, celle que le Congrès projetait maintenant serait bien la *sixième*, et elle comportait une redistribution de territoires conçue de la façon la plus arbitraire : rétabli sur son trône héréditaire, le roi de Saxe renoncerait au duché de Varsovie et céderait une partie de ses possessions polonaises et saxonnes à la Prusse ; l'Autriche reprendrait les districts de la Galicie orientale cédés au duché de Varsovie en 1809, en abandonnant la Galicie occidentale qu'elle avait également possédée de 1795 à 1809 ; la Prusse renoncerait à recouvrer les parties de la Pologne qui avaient servi à constituer le duché de Varsovie, à l'exception des territoires qui, sous le nom de grand-duché de Posen, lui serviraient à rétablir la liaison entre la vieille Prusse et la Silésie. En fait, les trois puissances copartageantes revisaient entre elles, aux dépens de la malheureuse Pologne, découpée et détaillée comme une pièce de boucherie, leurs traités de 1771-1795. La Prusse recomplétait sa reconstitution par diverses autres annexions : Poméranie suédoise, débris du royaume de Westphalie avec en sus, sur la rive gauche du Rhin, Cologne, Bonn et Trèves, et Alexandre obtenait son royaume lilliputien de Pologne, moins Cracovie qui restait ville libre et neutre (1).

Ce n'était cependant qu'un projet. Sa réalisation dépendait encore de l'accord qui s'établirait entre les puissances au sujet des autres problèmes à l'ordre du jour, en Allemagne ou en Italie, et, comme la Prusse, l'Autriche y gardait des arrière-pensées. En janvier, Metternich avait fait tenir à Hardenberg un autre projet transactionnel, beaucoup plus favorable aux prétentions prussiennes et russes. Alexandre en avait eu communication ; mais en même temps, il avait eu connaissance d'un mémoire (2) où

(1) Talleyrand, *Mémoires*, t. III, p. 61 ; Metternich, *Mémoires*, t. II, p. 494 ; cf. Sorel, *l'Europe et la Révolution française*, t. V, III, p. 409.

(2) Schilder, *Alexandre Ier*, t. III, p. 302 ; cf. Pasquier, *Mémoires*, t. III, p. 97.

Guillaume de Humboldt exposait doctoralement, au point de vue historique, la raison de l'appui que la Prusse donnait à la Russie dans la question polonaise. Elle y était obligée par une dépendance politique, dont le lien, très préjudiciable à ses intérêts, remontait au dernier quart du siècle précédent et dont elle pouvait espérer qu'elle se libérerait par l'annexion de la Saxe qui la rendrait plus forte ; mais elle n'y risquait rien, car ce que le tsar se proposait de faire à Varsovie ne pouvait porter préjudice qu'aux intérêts russes.

Il n'y avait encore rien de fait, et le courant subsistait dont le traité du 3 janvier avait procédé. L'Autriche continuait ses préparatifs de guerre ; l'Angleterre jugeait à propos de remplacer le spleenétique et mou Castlereagh par l'énergique Wellington, et, s'embarrassant dans un réseau d'intrigues qui devenait de plus en plus inextricable, voyant de moins en moins clair dans un brouillard d'idées confuses qui s'épaississait, le Congrès paraissait chaque jour moins capable d'aboutir (1). En dépit de ses frivolités et de ses faiblesses, Alexandre portait encore dans les délibérations communes le plus d'esprit de suite et de réflexion. Sans qu'il retrouvât à beaucoup près la vigueur, la clarté de vues et l'autorité qui l'avaient élevé si haut à Paris, il dominait ses partenaires. Or, las d'effort et de plaisir, à bout de ressources comme de patience, il parlait de retourner en Russie. Il avait pris l'engagement, alléguait-il, d'être à Saint-Pétersbourg pour la Pâque russe, et, de toutes les promesses qu'il avait faites, c'était, disait méchamment Talleyrand, la seule qu'on eût chance de lui voir tenir. A Kœnigsberg, Schön recevait de Russie des rapports alarmants : on s'irritait de l'absence prolongée du souverain, et le parti français gagnait chaque jour du terrain (2). Devant le tsar déconcerté, l'Europe découragée et le Congrès impuissant, l'horizon s'assombrissait de toutes parts, quand, dans la nuit du 6 au 7 mars, un coup de foudre déchira la nuée : la nouvelle parvenait à Vienne que Napoléon avait quitté l'île d'Elbe.

(1) Talleyrand, *Mémoires*, t. III, p. 81 et suiv.

(2) *Briefe und Aktenstücke zur Geschichte Preussens unter Fr. Wilhelm III*, t. I, p. 375.

XI

L'événement n'était pas tout à fait imprévu. Sans qu'il y prît garde suffisamment au milieu de ses autres préoccupations d'affaires ou de plaisir, le Congrès avait reçu en ce point de multiples avertissements. Les alliés du tsar s'étaient aussi trouvés d'accord avec ses propres ministres pour critiquer le choix du lieu d'internement d'où le redoutable lutteur venait de s'évader. L'idée d'un transfert à Sainte-Hélène avait aussi été agitée, et Napoléon avait pu en être instruit autrement que par une confidence qu'Alexandre fut soupçonné d'avoir faite au prince Eugène (1). Les Alliés avaient d'autre part poussé l'exilé à ce coup de désespoir en ne tenant pas la main à ce que Louis XVIII lui servît la pension promise. Le tsar seul s'en était inquiété et assez mollement (2). Il ne savait plus dire comme à Paris : « Il le faut ! Il le faut ! » et ses coquetteries avec les Napoléonides, sa correspondance continue avec Hortense, ses promenades journalières bras dessus bras dessous avec Eugène dans les rues de Vienne, jetaient du discrédit sur ses interventions dans une cause où il semblait prendre des intérêts inavouables (3).

Comme de raison, Metternich fut le premier instruit du débarquement dans le golfe Juan, et, pour la première fois depuis trois mois, il se rendit chez le souverain russe, pour lui faire part de la nouvelle. Sans un moment d'hésitation, Alexandre déclara qu'il donnerait aussitôt ordre à ses troupes de reprendre le chemin de la frontière française. Il n'avait pas la possibilité d'adopter un autre parti. Il se trouvait lié par des traités qui restaient en vigueur et il portait dans ce qui arrivait une responsabilité qu'il essayait vainement d'esquiver en interpellant Wellington :

— Comment l'avez-vous laissé sortir de cette île?

(1) Lagarde-Chambonnas, *Souvenirs*, p. 435 ; Goriaïnov, dans *Revue de Paris*, octobre 1907, p. 701 ; Fr. Masson, *Napoléon et sa famille*, t. X, p. 406 et suiv.
(2) Talleyrand, *Mémoires*, t. III, p. 72.
(3) Stein, « Journal, » *Hist. Zeitschrift*, 1888, LX, p. 435.

— Pourquoi l'y avez-vous mis ! (1).

En dehors de ces récriminations, devant le terrible revenant qui quittait sa tombe, la coalition qui l'avait abattu se ressoudait, le pacte du 3 janvier tombait définitivement dans le néant et une réconciliation aboutissait même entre le tsar et Metternich, qui s'embrassaient (2). Alexandre n'eut d'ailleurs connaissance du traité du 3 janvier qu'un mois plus tard, le 8 avril, en même temps que lui arrivaient, accompagnées du texte accusateur, des ouvertures de la part de Napoléon. En rentrant à Paris, celui-ci avait découvert le document dans les cartons du ministère des Relations extérieures, où, en dépit des recommandations de Talleyrand, la précipitation du départ et la négligence d'un commis l'avaient fait laisser (3). Appelé à ce moment chez le tsar, Capo d'Istria le trouva arpentant à grands pas son cabinet ; il remarqua que *ses oreilles étaient rouges*, autre indice d'une émotion violente, et il se peut que, sous le coup de l'odieuse révélation, entre l'ancien allié et les nouveaux, les plateaux de la balance aient un instant oscillé dans l'esprit du souverain.

Napoléon avait recours à plusieurs intermédiaires : « l'ami de cœur » de Talleyrand, Montrond, qu'il chargeait d'une double commission pour le prince et pour Nesselrode ; Flahaut, qui portait des messages pour l'empereur François, Metternich et le tsar, mais qui était retenu à Stuttgart (4) ; et le secrétaire de la légation russe à Paris, Boutiaguine. En relations très amicales avec Hortense, celui-ci n'avait pas suivi Louis XVIII à Gand avec tout le corps diplomatique, mais s'était laissé engager à prolonger son séjour à Paris pendant deux semaines, après quoi, il avait consenti à porter à son maître à Vienne une copie du traité du 3 janvier avec une lettre, où l'ex-reine de Hollande épuisait ses ressources de séduction et de dialectique dans un français pénible. Elle disait avoir le cœur gros au départ de la seule personne, — Boutiaguine lui-même, — qui pût lui donner

1) Burghersh, *Correspondance*, p. 181 ; Gentz, *Dépêches inédites*, t. I, p. 145.

(2) Metternich, *Mémoires*, t. I, p. 328.

(3) Jaucourt, *Correspondance*, p. 242 ; Talleyrand, *Correspondance inédite*, p. 270 ; Pasquier, *Mémoires*, t. III, p. 286 ; Houssaye, *1815*, t. I, p. 437 ; Schilder, *Alexandre Ier*, t. III, p. 306.

(4) Jaucourt, *ibid.*, p. 273-274.

des nouvelles d'un souverain qu'elle aimait tendrement. Elle rappelait à Alexandre qu'il avait jugé que « les Bourbons prenaient la France tout le contraire de ce qu'ils devaient la prendre ». Il ne pouvait donc être surpris que « la nation fût tout entière à l'empereur ». Cependant, « Napoléon avait assez d'esprit pour suivre le sentiment du plus grand nombre qui se prononçait pour *la paix.* Hortense soulignait le mot. *On* « attendait avec impatience de connaître les intentions de l'empereur Alexandre ». *On* disait que « son intérêt était d'être en bonnes relations avec la France ». Le tsar n'avait pas à craindre, en effet, qu' « *on* voulût jamais le taquiner sur la Pologne » et « *on* avait la preuve qu'il était impossible de retourner chez lui ». *On* promettait aussi « une constitution libérale et la liberté de la presse ». Enfin, « *on* voulait contenter tout le monde, sentant que si *on* ne le faisait pas, *on* ne pourrait rester ». Hortense se déclarait convaincue que « celui que tous les Français aimaient comme elle-même, se rappelant avec sensibilité tous ses bons procédés à leur égard, ne voudrait pas apporter à leur pays de nouveaux malheurs ». Elle se fiait aussi aux sentiments affectueux dont le souverain lui avait donné les gages (1).

Boutiaguine était sans doute chargé d'en dire davantage. Mais la présence d'Hortense et sa mimique eussent été nécessaires pour donner quelque force persuasive à son éloquence à travers les vulgarités de son style, et les signataires du traité du 3 janvier en furent quittes pour quelques confrontations que le tsar se plut à rendre dramatiques :

« Connaissez-vous cette pièce (2)? »

A Paris, mettant à contribution un des écrivains à ses gages, Brugnière, Napoléon faisait publier une déclaration que le tsar aurait adressée aux souverains réunis à Vienne, en se prononçant pour la restauration de l'empire. Il ne trompa personne. A supposer que la révélation du traité du 3 janvier ait pu produire

(1) Hortense à Alexandre I[er], 25 mars 1815, *Archives d'Etat à Petrograd*, section IV, n° 240 ; cf. Schilder, *Alexandre I[er]*, t. III, p. 308 et 549 ; comtesse Bloudov, « Souvenirs, » *Archives russes*, 1873, t. II, p. 2134.

(2) Talleyrand, *Correspondance*, p. 365 ; le même, *Mémoires*, t. III, p. 132 ; Pertz, *Stein*, t. IV, p. 395 ; Gagern, *Mein Antheil*, p. 157 ; Wolzogen, *Mémoires*, p. 279.

l'effet que l'empereur en attendait, elle venait trop tard : le 13 mars, Alexandre avait déjà signé un autre manifeste, par lequel les huit contractants du traité de Paris mettaient Bonaparte « hors des relations civiles et sociales » et le livraient à « la vindicte publique » ; le 25 mars il avait conclu avec l'Angleterre, l'Autriche et la Prusse un nouveau pacte d'alliance (1), auquel la France avait adhéré deux jours après et qui prenait pour base le traité de Chaumont ; il s'était engagé à ne pas déposer les armes avant que Napoléon fût mis hors d'état de troubler encore la paix de l'Europe. Il se trouvait lié, et, en outre, l'idée de reparaître dans le rôle qu'il avait joué au cours de la lutte qui allait être reprise le flattait plus qu'il n'en voulait convenir.

Comme avocat de son beau-père, Hortense manquait aussi d'autorité. On n'ignorait pas à Vienne qu'au cours des derniers mois, entre les Tuileries où elle déployait toute sa connaissance des formes du régime restauré et l'hôtel de la rue Cerutti dont elle faisait un foyer d'agitation bonapartiste, elle avait mené double jeu, avec plus d'étourderie que d'adresse. La police autrichienne avait intercepté quelques-unes de ses trop nombreuses lettres, qui, paraissant indiquer une complicité d'intentions belliqueuses entre Napoléon et l'ex-vice-roi d'Italie, avaient porté Alexandre à rompre quelque temps son commerce d'intimité avec ce dernier (2). Il en gardait de l'irritation. Mais surtout, il ne voulait pas se séparer de ses alliés.

XII

Ferme en ce qui concernait l'exclusion de Napoléon, la pensée du tsar l'était cependant beaucoup moins au regard du maintien de Louis XVIII sur le trône qu'on devrait une seconde fois reconquérir pour lui. On sait qu'en adressant Ottenfels à Fouché, dans

(1) F. de Martens, *Recueil*, t. III, p. 177 et t. XIV, p. 271 ; Talleyrand, *Mémoires*, t. III, p. 136.

(2) Turquan, *la Reine Hortense*, p. 276 et suiv. ; Bourrienne, *Mémoires*, t. X, p. 248 ; Du Casse, *Mémoires du prince Eugène*, t. V, p. 262 ; Pulitzer, *le Roman du prince Eugène*, p. 234.

les premiers jours d'avril (1), Metternich laissait la question ouverte entre le roi, le duc d'Orléans et une régence. Envoyant de son côté Pozzo di Borgo auprès de Louis XVIII, avec une lettre qui, datée du 8 mars, a été retenue jusqu'au 28, à raison de l'incertitude au sujet du lieu où elle pourrait joindre le destinataire et a compris un post-scriptum portant cette dernière date (2), Alexandre a paru ne pas admettre que la question fût posée. Il exprimait en effet le désir de « concerter avec Sa Majesté les mesures à prendre dans une circonstance aussi grave ». Cependant, après avoir sondé Pozzo à Bruxelles, le comte d'Artois écrivait à son frère : « Je vois que l'empereur de Russie nous sera peu utile (3). » L'inconsistance des idées et des résolutions habituelles au souverain ne se démentait pas dans cette crise. Le 23 avril, Talleyrand signalait à l'attention de Louis XVIII un article de la *Gazette de Francfort* qu'il croyait inspiré par le tsar et qui réservait à la France le choix du gouvernement qu'elle voudrait se donner (4), et, quelques semaines plus tard, Nesselrode engageait Pozzo à être « moins bourbonnien (5) ».

L'envoyé du tsar auprès de l'exilé de Gand avait bien ordre de présenter la nouvelle restauration du roi comme comprise dans le programme des Alliés, mais il devait aussi la rendre en quelque sorte conditionnelle. Alexandre réclamait en effet de Louis XVIII quelques engagements préalables au sujet desquels il n'avait certainement pris l'avis d'aucun de ses compagnons d'armes. Il jugeait lui-même que les actes qu'il prétendait imposer ainsi au roi étaient « susceptibles de favoriser les tendances pernicieuses », mais il voulait néanmoins que ce souverain sacrifiât, en s'y portant, à « l'esprit du siècle ». Il imaginait toute une procédure propitiatoire, par laquelle on le verrait faire amende honorable à ses sujets pour ses erreurs passées en se montrant assagi par l'expérience. « Louis XVIII, déclarait-il, ne peut et ne doit point désirer que la guerre ait pour objet de soumettre la France

(1) Metternich, *Mémoires*, t. II, p. 515.
(2) Romberg et Mallet, *Louis XVIII et les Cent-Jours*, t. I, p. 9 et suiv.
(3) *Ibid.*, t. I, p. 128.
(4) Talleyrand, *Mémoires*, t. III, p. 146 ; Pasquier, *Mémoires*, t. III, p. 201.
(5) 13 mai 1815, Maggiolo, *Pozzo*, p. 205.

à un autre joug, à savoir celui de lois et d'institutions qui ne sont plus compatibles avec l'esprit du peuple... Il est nécessaire de reconnaître en principe le droit qu'a la nation de se donner un acte constitutionnel. » Et donc, le roi devait « délier les deux Chambres du serment qu'elles avaient prêté à la charte constitutionnelle de 1814... et inviter les corps électoraux à envoyer leurs représentants à une assemblée législative,... pour être replacé sur le trône non par la force des armes mais par les suffrages libres de la nation (1) ». Et Pozzo était invité à s'entendre avec Wellington pour obtenir l'adhésion du roi à ces propositions !

Le vainqueur de Waterloo prit sur lui d'en épargner la connaissance même au destinataire. « Elles semblaient, observait-il, un jugement prononcé contre tous les gouvernements d'Europe (2). » Alexandre ne put y contredire, mais il ne s'en obstina pas moins dans son idée. Sa conscience répugnait, disait-il, à porter encore les armes en France, si ce n'était pour y établir un gouvernement « susceptible de faire son bonheur », et, « tout en préférant pour cet objet à tout autre moyen celui du retour du roi, si l'expérience et les faits en démontraient l'impossibilité », il entendait que les Alliés « se défendissent de poursuivre la guerre (3) ».

Ce n'était pas une pure chicane. Au milieu des impressions et des sollicitations qui se disputaient sa pensée et sa volonté, le tsar éprouvait réellement un embarras, sinon de conscience, du moins de détermination. Il lisait un mémoire que lui adressait La Besnardière. Ancien révolutionnaire rallié à l'empire et en dernier lieu à la royauté, au service de laquelle il avait suivi Talleyrand à Vienne, ce diplomate cherchait maintenant à reprendre contact avec Caulaincourt. Mais le tsar s'intéressait aussi à des communications provenant de Fouché, qui, redevenu ministre de la police de Napoléon, accordait cependant des chances supérieures au duc d'Orléans. S'en expliquant avec Clancarthy, qui, depuis le départ de Wellington pour Gand, représentait l'Angleterre à Vienne, Alexandre se montrait disposé à agréer ce candidat, « si les Français en voulaient comme roi de la révolu-

(1) Dépêche et mémoire du 3 mai 1815, *Sbornik*, CXII, p. 205 et suiv.
(2) Pozzo à Nesselrode, 23 mai 1815, *ibid.*, p. 238 et suiv,
(3) Nesselrode à Pozzo, Heidelberg, 17 juin 1815, *ibid.*, p. 258.

tion (1). » Entre les prétendants et leurs partisans, il visait à reprendre le rôle d'arbitre qu'il s'était donné à Paris. Mais les circonstances n'étaient plus les mêmes.

XIII

A Vienne, jouant au chef des armées coalisées, le tsar se trouvait réduit à passer en revue les troupes de l'empereur François ; les siennes étaient loin et une offensive rapide de Napoléon en Belgique avait chance de n'y rencontrer que les Prussiens avec des Saxons, des Anglo-Hanovriens peu nombreux et des Hollando-Belges suspects, quelque 60 ou 70 000 hommes (2). On sait que c'est ce qui est arrivé en effet, bien que leur redoutable adversaire donnât plus de temps aux Alliés que sa promptitude habituelle ne leur permettait d'en attendre. Non qu'il se soit obstiné jusqu'à la fin d'avril, comme on l'a supposé (3), dans des illusions d'accommodement pacifique. Mais, armée et gouvernement, il avait à recréer tout son appareil de combat. Il n'a pu faire plus vite, Il n'a cependant pas été retenu assez longtemps pour que le tsar retrouvât, au sein de la coalition, la supériorité de forces qui, l'année d'avant, lui en avait assuré le commandement. En outre, les Alliés allaient prendre des précautions contre le renouvellement de cette dictature.

Ils n'étaient pas eux-mêmes en mesure de précipiter l'ouverture des hostilités. Dès le 19 avril, dans un conseil de guerre présidé par le tsar, ils décidaient de n'entrer en campagne que le 1er juin, et à ce moment déjà, entier et ferme sous la première

(1) Rapports de Clancarthy, A. Sorel, *l'Europe et la Révolution*, t. VIII, p. 435 ; cf. *ibid.*, p. 425 ; Castlereagh, *Correspondance*, 3e série, t. II, p. 350 ; Pasquier, *Mémoires*, t. III, p. 201 ; Talleyrand, *Correspondance*, p. 407 ; Fournier, *Die geheime Polizei*, p. 438 et suiv.

(2) Ollech, *Geschichte des Feldzuges von* 1815, p. 5.

(3) Houssaye, *1815*, t. II, p. 88. On ne saurait imaginer comment l'auteur, a pu interpréter dans ce sens la mission que Napoléon a confiée, fin avril, à son secrétaire, Chaboulon, et dont l'objet était seulement de surprendre le secret d'un commerce suspect, établi entre Metternich et Fouché. Le montrant en pleine fièvre de préparatifs de guerre, les deux lettres de N... à Davout, 2 et 30 avril 1815, citées par Houssaye ne sont guère plus probantes.

impression du retour de l'île d'Elbe, leur accord au regard de la lutte en perspective accusait quelque flottement. Gneisenau avait adressé à Hardenberg un mémoire où il exposait l'idée que la Prusse devait demander à l'Angleterre et à l'Autriche le prix du sang qu'elle allait verser encore au service de la cause commune, et, si elle ne l'obtenait pas, faire marché avec Napoléon. Hardenberg jugeait séduisant l'expédient de ce chantage, trop scabreux cependant, même pour une conscience prussienne : « Une énormité morale (1). » Mais il montrait peu d'enthousiasme guerrier, et, dans l'entourage du tsar, civils et militaires même en témoignaient moins encore. Nesselrode était plus pacifique que jamais ; de Varsovie, Barclay appelait l'attention du souverain sur l'énormité des dépenses — plus de 150 millions de roubles-assignats — déjà engagées pour cette guerre qui allait recommencer (2) ; et les nouvelles de Russie annonçaient une panique déterminée par la crainte d'une nouvelle invasion (3).

Alexandre ne s'en laissait pas ébranler dans la décision prise, mais il devait convenir qu'en juin même ses troupes ne pourraient se trouver à portée utile. Mis le premier en mouvement, le 12e corps russe ne devait, avec ses 22 régiments d'infanterie, atteindre la Sarre que le 8 juillet. En outre, évalués à 167 000 hommes et à 225 000 avec les réserves dans les états de situation, les effectifs disponibles dans l'armée du tsar étaient ramenés par les rapports des agents militaires autrichiens à 120 000, ou même 80 000 seulement (4). Porté à 660 000 hommes dans les bulletins publiés à Vienne (5), le total de tous les contingents alliés comportait le même correctif ; mais, de toute façon, les Russes n'y figuraient que pour un quart et ils étaient loin.

Cependant encore, avant de s'engager dans une guerre où par l'effort commun ils décideraient le sort de la France, les Alliés devaient régler les différends qui les divisaient eux-mêmes dans la paix au regard de leurs propres intérêts, et, de certaine façon,

(1) Schilder, *Alexandre Ier*, t. III, p. 316.
(2) Rapport du 5 avril 1815, *ibid.*, p. 398.
(3) Wiegel, *Mémoires*, t. IV, p. 153.
(4) Schilder, *ibid.*, t. III, p. 312 ; cf. Houssaye, *1815*, t. II, p. 33.
(5) Alexandre au grand-duc Constantin, 24 mars 1815, *Archives de la Guerre à Petrograd*, section scientifique, 1re division no 507 (a).

la rentrée de Napoléon en scène facilitait cet accord : elle ouvrait à ses adversaires des perspectives nouvelles, où celles de leurs prétentions qui ne recevraient pas une satisfaction immédiate auraient chance de trouver meilleure fortune. Le Congrès de Vienne aurait un épilogue à Paris, et, les diplomates cédant momentanément le pas aux militaires, c'est ce qui, dans cette crise de l'histoire européenne, a conjuré leur faillite qu'ils avaient rendue à peu près inévitable.

XIV

Pour y échapper à la dernière heure et arriver à une conclusion, sous la pression impérieuse des circonstances, le Congrès ne s'est pas mis en grands frais d'imagination : signés le 3 mai 1815 entre l'Autriche, la Prusse et la Russie d'une part et les plénipotentiaires prussiens et saxons de l'autre, deux traités connexes n'ont fait que sanctionner presque intégralement les arrangements projetés en février et remis en cause depuis ; après quoi, les 8 et 9 juin, un « acte d'alliance germanique » et un « acte final » leur ont apporté une consécration suprême et un complément sommairement bâclés, où, comme dans le reste, s'accusait le désordre moral dans lequel cette œuvre était enfantée. Les remaniements territoriaux opérés en Pologne et en Saxe, c'est-à-dire une entreprise de basse charlatanerie et de brigandage cynique, en constituaient le fond ; car d'une réorganisation fondamentale de l'Allemagne sur des bases populaires et nationales, selon le vœu de Stein, il n'avait même pas été question. On s'était trop disputé sur la Pologne et la Saxe, on s'était trop amusé et les trente-quatre princes souverains de l'ancien empire germanique avaient trop diligemment tiré parti de ces querelles et de ces divertissements au bénéfice de leurs intérêts et de leurs convenances. S'y accommodant en une construction hétéroclite où des débris de féodalité s'amalgamaient avec des rudiments de polysynodie propres à réjouir les mânes de l'abbé de Saint-Pierre, mais où les instincts autoritaires de Metternich et les appétits autrichiens d'hégémonie trouvaient aussi leur compte, le nouvel édifice de la confédération germanique ne répondait en rien à l'idéal des patriotes allemands,

qui, dans leurs âmes même désenchantées, ne devait pas survivre à cet avortement.

Sous l'influence de Capo d'Istria, Alexandre avait incidemment essayé de faire consacrer par le Congrès le principe d'une intervention collective en faveur des Chrétiens d'Orient. Mais la forme qu'il donnait à ce postulat trahissait trop visiblement une trop ambitieuse manœuvre. Transformer par ce moyen les clauses obscures et spéciales du traité de Kaïnardji (2 juillet 1774) en stipulations claires et générales qui attribueraient à la Russie, au nom de toutes les puissances chrétiennes, un mandat plus ou moins défini pour la défense des intérêts communs dans cette partie du monde ; faire de sa suprématie, en Turquie, un article de droit public européen, eût été un beau tour d'adresse ; mais ni l'Angleterre ni l'Autriche, ni même la France, n'étaient d'humeur à s'y prêter, et le Congrès n'avait pas, en ce point, poussé la discussion au delà d'un simple échange d'idées.

Roi de Pologne, Alexandre se réservait la faculté de donner à cet État, qui « jouirait d'une administration distincte », l' « extension extérieure qu'il jugerait convenable ». A la faveur de cette formule vague, il se flattait de ne pas trop offenser le sentiment russe en donnant une satisfaction suffisante au sentiment polonais. A celui-ci, il croyait faire bonne mesure, puisque, en ce qui concernait leurs sujets polonais, l'obligation mise à la charge des puissances copartageantes se bornait à l'octroi d' « une représentation et d'institutions nationales réglées d'après le mode d'existence politique que chacun des gouvernements auxquels ils appartenaient jugerait utile de leur accorder », et cette autre formule non moins vague équivalait en fait à un droit discrétionnaire.

Du Congrès et de cette *internationalisation* de leur cause sur laquelle ils ont toujours tendu à fonder des espérances excessives, les Polonais ne retiraient pratiquement aucun avantage. Mais la Russie n'avait pas lieu d'être plus satisfaite. Sous la réserve assurément peu gênante, car tout à fait illusoire, de l'érection d'un État polonais, elle obtenait bien un accroissement effectif d'environ 2 100 lieues carrées, avec un peu plus de 3 000 000 d'habitants ; mais, avec 2 300 lieues carrées et 10 000 000 d'habitants d'une part et 2 217 lieues carrées et 5 362 000 habitants de l'autre,

le gain de l'Autriche et de la Prusse était bien supérieur, et le tsar ne pouvait plus se reconnaître dans l'image du « lion partageant la proie après la chasse », que Cooke introduisait dans un de ses rapports d'octobre 1814 (1).

Alexandre s'en rendait compte. Il sentait que, même à Varsovie, il ne faisait pas figure très brillante. Dans une proclamation adressée le 25 mai 1815 à ses nouveaux sujets polonais (2), il prenait un ton d'excuse. Alléguant « le grand intérêt du repos général », qui ne lui avait pas permis de faire plus pour eux, il leur promettait une constitution, une administration autonome, une armée nationale et toutes les libertés désirables, avec celle de la presse.

Talleyrand n'avait pas imaginé que l'autocrate russe voulût ou osât en faire tant (3) ; de Varsovie, cependant, Lanskoy mandait que, pour contenter les Polonais, ce n'était pas assez et il s'en fallait. « Une Pologne rendue entièrement à son indépendance et à ses limites d'avant les partages répondait seule, écrivait-il, à leur vœu. Beaucoup, parmi les militaires surtout, gardaient pour Napoléon un attachement très vif et gagner le plus grand nombre à l'idée d'une union sous une forme quelconque avec la Russie était impossible (4). » Alexandre n'en concevait encore pas trop d'alarme. Il se fiait à sa virtuosité pour, dès qu'il paraîtrait dans son nouveau royaume, y opérer la conquête des plus récalcitrants, et, à cette heure, il avait d'autres soucis.

Pressé de se rapprocher du théâtre des hostilités prochaines, le 25 mai déjà, sans attendre la fin du Congrès, il quittait Vienne. A Nymphenbourg, où, sur le chemin de Heilbronn, point fixé pour la concentration de ses troupes, il s'arrêtait quelques jours auprès du roi et de la reine de Bavière, Montgelas le voyait maussade et sombre. Parlant en mauvais termes des Bourbons qui avaient causé leur chute par leurs fautes et dont la restauration paraissait peu propre à assurer à la France une paix durable, il se

(1) Wellington, *Suppl. Despatches*, t. IX, p. 375.

(2) D'Angeberg, *le Congrès de Vienne*, t. III, p. 1224 ; Schilder, *Alexandre Ier*, t. III, p. 398-399.

(3) Au roi, 3 mars 1815, Talleyrand, *Mémoires*, t. III, p. 96.

(4) Varsovie, 16 mai 1815, Schilder, *Alexandre Ier*, t. III, p. 551.

montrait également mécontent de ses alliés et augurait mal de l'avenir (1).

Le Congrès laissait tout le monde également peu satisfait, si ce n'est les diplomates de l'espèce d'un Gentz ou d'un Nesselrode. Dans l'ordre des intérêts collectifs, le successeur de Roumiantsov avait toujours fait profession d'une très large philosophie. Le sort de quelques « bicoques polonaises », comme il disait (2), lui importait peu, et, en son privé, il quittait Vienne les mains pleines. Dans l'histoire de la diplomatie russe, depuis Pierre le Grand jusqu'à nos jours, ce personnage est hélas ! très représentatif, et, bien que l'action personnelle de son maître la reléguât dans l'ombre, sa part dans les négociations des derniers mois a dû avoir une assez grande importance, à en juger par le prix qu'il en retirait : 500 000 roubles, touchés de diverses mains, au su d'ailleurs et avec l'agrément du tsar (3). Alexandre était aussi philosophe à sa manière, et, dans les nouvelles dispositions d'esprit que ses fréquentations chez Mlle Stourdza accusaient et qui allaient s'accentuer au cours des mois suivantes, en visant des hauteurs sublimes, il devenait plus insouciant au regard de ces basses contingences (4).

(1) Montgelas, *Denkwürdigkeiten*, p. 476 et suiv.

(2) A Pozzo, Vienne, 27 septembre 1814, Pozzo, *Correspondance*, t. I, p. 83.

(3) Bogdanovitch, *Alexandre Ier*, t. V, p. 5.

(4) La littérature se rapportant au Congrès de Vienne ne permet pas, à cette place, des indications détaillées, en raison de son immensité. On en trouvera dans Lavisse et Rambaud, *Histoire générale*, t. X, p. 61 et suiv. ; Kircheisen, *Bibliographie*, t. I, p. 394 et suiv. ; Dahlmann et Waitz, *Quellen*, 1906, p. 704 et suiv., et 1907, p. 111 et suiv. ; *Cambridge Modern Hist.*, t. IX, p. 869.

CHAPITRE XIV

LA CRISE DU MYSTICISME. MADAME DE KRÜDENER

I. Les chances de Napoléon. La désunion des Alliés. Leurs plans de campagne. L'Angleterre, l'Autriche et la Prusse y visent à mettre l'armée russe hors de jeu. — II. Waterloo. On a vaincu sans le tsar. Wellington prend le commandement de la coalition. La revanche de Blücher. L'irritation d'Alexandre. Elle précipite une crise morale en préparation dans son esprit. — III. Les avatars du mysticisme en Russie. Ses sources. Sa pénétration dans le clergé. Ses affinités avec la franc-maçonnerie. — IV. Le maçonnisme en Russie. Son caractère spécial. Son rôle et son influence. Les rapports d'Alexandre avec les loges. — V. Traits particuliers du mysticisme russe. La religion du sentiment. Ses écarts. — VI. Les sectes. Leur développement. La tolérance dont elles bénéficient. Les hauts sommets et les bas-fonds. Les châtrés. Sélivanov. Les illuminés. Catherine Tatarinov. — VII. Le christianisme spirituel. Labzine. *Le Messager de Sion.* La Société biblique. Réveil du sentiment religieux chez Alexandre. — VIII. Ses inspirateurs. Labzine et Philarète. Le prince Galitzine et Kochélév. La chapelle mystérieuse et ses rites occultes. — IX. L'impressionnabilité d'Alexandre. Crises périodiques de dépression et de découragement. En quête de réconfort. A Bruchsal. Mlle Stourdza et Yung Stilling. A Heilbronn. Mme de Krüdener. Ses antécédents. Grande dame tournant à l'aventurière. — X. Sa rencontre avec le tsar. Visite nocturne. Effet immédiat de séduction et causes de dissentiment prochain. Alexandre et Mme de Krüdener à Paris. — XI. Hostilité de la baronne à l'endroit de la France. Nature et limites de son influence. Ses prétentions et ses maladresses. Les envers du sacerdoce mystique. Supercheries et exploitation. Vers le désenchantement.

I

Alexandre, demeurant fidèle à la coalition, malgré la révélation du traité du 3 janvier et les gentillesses d'Hortense, Napoléon perdait l'une des chances qu'il pouvait se reconnaître avec quelque raison. L'autre était dans l'imbécillité de ses adversaires et dans leurs querelles qui, plus d'une fois, au cours des campagnes de Saxe et de France, avaient compensé, à son avantage, la supé-

riorité du nombre. Cet élément de succès ne s'était pas montré suffisant ; mais des circonstances plus favorables pouvaient le rendre plus efficace, et il restait entier.

Amplement pourvue au traité du 30 mai 1814, l'Angleterre ne revenait au combat que pour les grands principes : triomphe de la légitimité, restauration des Bourbons, défense de l'Europe contre la menace renouvelée de l'hégémonie napoléonienne. Sans y contredire, la Prusse et derrière elle, avec Stein, l'Allemagne attendaient de la nouvelle prise d'armes des bénéfices plus substantiels : une exploitation à fond de la victoire, la saignée à blanc de la France vaincue, la cuvée à plein ventre que Blücher et Gneisenau ne se consolaient pas de n'avoir pas obtenues l'année d'avant. Avec plus de discrétion, réprouvant ces convoitises, trop brutalement manifestées à son gré, l'Autriche ne s'interdisait pas d'en concevoir de tout aussi âpres, mais, comme au partage de la Pologne, avec des airs de dignité et des façons pudibondes. Alexandre, enfin, adoptait un point de vue tout à fait particulier : aussi désintéressé que les Anglais depuis la clôture du Congrès de Vienne et pour la même raison, il se découvrait, à leur exemple, un souci très vif de l'équilibre européen, mais y associait contradictoirement, à l'endroit des considérations de droit public et de légitimité, un dédain plus absolu encore que celui dont les Prussiens faisaient profession. A raison de quoi, s'il voulait empêcher un trop grand affaiblissement de la France, au bénéfice de l'Autriche ou de la Prusse, alliée peu sûre l'une, et l'autre cliente trop exigeante, il tenait plus encore à soustraire, si possible, ce pays au gouvernement de Louis XVIII, dont la personne et la politique, les idées et les prétentions lui déplaisaient également. En dehors du renversement de Napoléon, les Alliés ne s'entendaient donc sur rien et, de ce désaccord d'intentions, leurs plans de campagne se ressentaient.

Élaboré par Langenau, celui du Hofkriegsrath de Vienne prévoyait une concentration des forces disponibles non sur le Rhin moyen où, à la rigueur, le contingent russe pouvait être amené à temps, mais sur le Rhin supérieur, vers Bâle, à portée plus proche des réserves autrichiennes. Entre l'armée autrichienne à l'aile gauche et l'armée anglo-prussienne de Belgique à l'aile droite, il attribuait à l'armée russe, hypothétiquement, un rôle de réserve

centrale, dont l'utilisation d'un côté ou de l'autre dépendrait des circonstances. Schwarzenberg supposait que l'orgueil du tsar y trouverait son compte. Répudiant toute flatterie, le plan de Wellington reléguait Russes et Autrichiens à l'arrière-plan en qualité d'en-cas et destinait les troupes anglaises et prussiennes seules, qu'il jugeait assez fortes, à une offensive rapide au cœur de la France. Contre les deux combinaisons, Alexandre élevait une protestation également énergique et il faisait bientôt aboutir un compromis, que facilitaient les mécomptes éprouvés par le commandement anglo-prussien. On convenait que les Russes se porteraient de Mayence sur Trèves pour donner la main aux Prussiens, et, si ceux-ci n'avaient pas besoin d'être secourus, marcher en direction de Saint-Dizier et prendre contact avec les Autrichiens (1).

II

C'était encore un front de combat constitué en ordre dispersé et Napoléon se trouvait bien servi. Telle était cependant la faiblesse des moyens dont il disposait que, justifiant la présomption de Wellington, sinon tout à fait ses prévisions, pour triompher du grand homme, les Anglo-Prussiens devaient suffire et l'événement de Waterloo allait surprendre Alexandre à Heidelberg, pacifiquement absorbé par ses premiers épanchements avec une baronne livonienne, qui, au même moment, remportait une victoire également décisive bien que de moindre intérêt.

N'ayant eu aucune part à l'autre, le tsar en témoigna assez peu de contentement pour donner aux diplomates anglais l'impression qu'il en éprouvait de la contrariété (2). En vain, déférant à son vœu, les souverains d'Autriche et de Prusse lui donnaient rendez-vous sur le chemin de Paris. Cette seconde campagne de France ne lui faisait pas retrouver les satisfactions d'amour-propre qu'il avait savourées dans la première. Dans les

(1) Wellington, *Suppl. Despatches*, t. X, p. 173 ; Bernhardi, *Geschichte Russlands*, t. I, p. 213 et suiv., 524 et suiv. ; Lettov-Vorbeck, *Napoleons Untergang*, p. 158.
(2) Wellington, *ibid.*, t. X, p. 592.

conseils de guerre et les conciliabules diplomatiques, les airs d'autorité revenaient maintenant au vainqueur de Waterloo et tous les Anglais en prenaient leur part. Après la déposition de Napoléon, une députation de l'assemblée qui l'avait prononcée se portant à la rencontre des Alliés, le tsar n'osait seulement pas recevoir La Fayette qui en faisait partie. Il s'abstenait de paraître à l'audience que les députés obtenaient et où, à défaut de l'*iron-duke*, usant d' « une grande insolence avec les Alliés », au rapport de B. Constant (1), Stewart prenait la présidence et poussait sa chaise en avant, de façon à empêcher ses collègues d'entrer en conversation avec les Français. Un peu plus loin, envoyé au-devant des Alliés, le capitaine von Frölich leur apportait des nouvelles de Blücher et donnait à Alexandre une nouvelle et pénible surprise : le vaincu de Champaubert et de Montmirail avait pris sa revanche et devancé le tsar à Paris. Du coup, l'Agamemnon dépossédé éclata, apostrophant violemment Frölich :

« Si votre Blücher n'avait pas besoin de moi pour prendre Paris, pourquoi m'a-t-il tant pressé?... Regardez mes hommes : la langue leur pend de la bouche ! Est-ce juste (2)? »

Et ce n'était pas fini. Quand le tsar aura atteint lui-même la capitale de la France, il apprendra que, politiquement aussi, ses alliés y ont pris les devants : Wellington y a déjà ramené Louis XVIII. De Vienne à Paris, le désappointement et l'irritation du souverain auront constamment grandi et c'est ainsi qu'à mi-chemin, une rencontre avec Mme de Krüdener sera arrivée à point pour précipiter la crise d'égarement mystique depuis longtemps en préparation dans cette âme en détresse.

III

La diathèse morale, dont les premiers symptômes y remontent à l'année 1806, était à cette époque un phénomène commun en Europe et la Russie s'en montrait particulièrement affectée. Elle

(1) Benjamin Constant, *Journal*, p. 157.
(2) Bernhardi, *Geschichte Russlands*, t. I, p. 425-427.

a été toujours un lieu d'élection pour toutes les formes du sentiment religieux ou de la superstition et les épreuves qu'elle venait de traverser, comme le prodigieux retour de fortune dont elle bénéficiait, l'inclinaient plus encore à s'en éprendre. Héritage des grands remous intellectuels et moraux du dix-huitième siècle, au même titre que la libre pensée, le mysticisme pénétrait dans le dix-neuvième avec le maçonnisme où il avait d'abord trouvé son principal asile et à l'un comme à l'autre le grand empire du Nord offrait un milieu des plus hospitaliers. « La Russie n'est pas une nation, c'est une église », disait une Russe de ce temps (1). Une église à alvéoles multiples, semblable à une ruche, comme le sanctuaire du bienheureux Basile sur la place Rouge de Moscou, « le troisième siècle pétrifié », selon la définition de Harnack. La protestation contre le dogmatisme rigide et le formalisme étroit des disciplines officielles a été également très prononcée de tout temps dans les communautés religieuses des pays slaves, et, en Russie, au commencement du dix-neuvième siècle, elle se faisait jour dans le sein même du clergé et jusqu'au sommet de la hiérarchie ecclésiastique, où elle déterminait les écarts les plus singuliers. Membre du Saint-Synode, l'évêque de Kalouga, Théophilacte, faisait sa lecture favorite de Svedenborg et en donnait le goût au futur métropolite de Moscou, Philarète, simple prêtre à ce moment mais déjà prédicateur en vogue, qui s'en inspirait pour ses sermons, sans que le métropolite de Pétersbourg, Michel, en prît offense. Ancien membre de la « société amicale » demi-maçonnique de Novikov, ce prélat se rattachait lui-même par des sympathies ouvertement manifestées au cercle de Labzine, l'éditeur très librement spiritualiste du *Messager de Sion* et même à celui de Mme Tatarinov, prêtresse d'un illuminisme grossier (2).

Parmi les laïques, curiosité d'esprit, goût du mystère ou angoisse morale réelle, le mysticisme rayonne dans toutes les sphères ; il gagne des adeptes du haut en bas de l'échelle sociale. Si peu dévot qu'il soit, Rastoptchine lui demande des consolations après le naufrage de sa carrière, en même temps qu'à l'autre extrémité de l'échelle sociale, le serf lettré Nikitiénko, avant la conquête

(1) Comtesse Bloudov, « Souvenirs, » *Archives russes*, 1875, t. I, p. 164.
(2) Pypine, dans *Messager de l'Europe*, 1868, t. XI, p. 235.

de la liberté pour laquelle il doit lutter la moitié de sa vie (1). Les hommes de la trempe de Spéranski sont eux aussi touchés par le courant, au point où, par J. de Maistre, Bonald, Haller et Muller, il joint la pensée philosophique et la science, tout en dérivant avec un Goerres aux bas-fonds de la sorcellerie et de la magie.

Une poussée assez forte dans ce sens s'est laissé observer en Russie après Austerlitz, moment où un Polonais du nom de Grabianka, membre d'une vieille société française dite d'*Avignon*, à tendances partagées entre l'illuminisme et le catholicisme, cherchait, après la dissolution récente de ce groupe, un nouveau terrain d'action et se proposait aux sujets du tsar comme fondateur sur terre d'un nouveau royaume de Jérusalem (2). Cependant, c'est à partir de 1812 surtout, que la littérature mystique a pris, au pays de Labzine, un développement qui devait s'amplifier jusqu'en 1823.

Les sources n'en étaient pas exclusivement occidentales. Avec Grégoire le Sinaïte, moine du mont Athos au quatorzième siècle, Isaac Sirine, Jean Liéstvitchnik et Maxime le Confesseur, la Russie avait trouvé dans un milieu spirituellement plus proche des initiateurs au divin mystère. Plus récemment, l'archimandrite Païssiï Viélitchkovski, traducteur du grec en slave (1793) d'un livre sur « l'amour du bien », avait cherché à raccorder ce fonds oriental avec la mystique d'Occident. Traductions et publications originales de cette marque se sont depuis multipliées, quelques-unes dédiées à Alexandre ou même publiées à ses frais. Labzine, J. Lapoukhine, Loubianovski et la princesse Mechtcherskaïa y rivalisaient de ferveur. Les *Pensées suggérées par la lecture du « Pater »*, œuvre du sénateur Kariéiév, disputaient la faveur du public aux *Conseils de mon âme*, que faisait paraître Mme Khvostov. Se rattachant au même mouvement, de nombreux périodiques : *L'Ami de la jeunesse* (1807-1815), *l'Année spirituelle du chrétien* (1816), faisaient une concurrence victorieuse à l'enseignement de l'Église orthodoxe et favorisaient la formation d'un nombre croissant de sociétés secrètes (3), en connexion étroite avec le maçon-

(1) Nikitiénko, *Mémoires*, édition russe, p. 82 ; cf. Kizewetter, dans *la Pensée russe*, décembre 1912, p. 48.

(2) Loubianovski, « Souvenirs, » *Archives russes*, 1872, p. 476 et suiv.

(3) Doubrovine, dans *Ancienne Russie*, 1894, LXXXI, p. 118 et suiv.

nisme, dont l'introduction en Russie au dix-huitième siècle a été une conséquence naturelle du rapprochement intellectuel et moral qui s'est opéré à ce moment entre ce pays et l'Europe occidentale. Un bref aperçu de ce chapitre assez peu connu de l'histoire russe est indispensable à l'intelligence du rôle que le catéchumène de Mme de Krüdener a joué en 1815 à Paris.

IV

A partir de 1804, déclarée huitième province de l'Ordre au convent de Wilhelmsbad, la Russie eut son Grand-Orient, avec un grand maître qui s'appela « national » mais fut, comme il convenait, un Allemand. Il portait le nom de Böber. Les loges pullulèrent aussitôt jusque dans les villes de province, et, avec le fonds idéal de la doctrine maçonnique, avec ses préceptes de perfectionnement moral, les Russes en assimilèrent aussi le complément disgracieux : rites ineptes et supercheries grossières, extravagances du sentiment et divagations de la pensée. Ils délirèrent et se rendirent ridicules avec les « architectes » de l'espèce d'un Kochélév ; mais, avec Novikov et son ami Schwartz, ils s'initièrent aussi aux premières notions d'une activité sociale indépendante, dont les manifestations furent assez longtemps tolérées par le gouvernement et même encouragées. Officiellement d'ailleurs, en Russie comme dans les autres pays, le maçonnisme faisait, au point de vue politique comme au point de vue spirituel, profession d'une correction parfaite, ce qui permettait à divers souverains, François de Lorraine en Autriche ou Gustave IV en Suède, de s'y affilier. On sait que Joseph de Maistre lui-même y a fait un stage et tout au moins aux confréries anglaises l'abbé de Barruel a donné dans ce sens un certificat assurément concluant (1). En fait, l'enseignement maçonnique ne s'écartait pas de la leçon évangélique, et, très active, très largement mise à contribution par les établissements publics, sa bienfaisance

(1) Abbé de Barruel, *Mémoires pour servir à l'histoire du jacobinisme*, t. II, p. 268.

procédait très apparemment d'une inspiration chrétienne. En Russie, les loges donnaient même à leur loyalisme un caractère démonstratif et le 24 décembre, jour de la naissance d'Alexandre, y était célébré en grande pompe (1).

Avec Schwartz et ses épigones, l'Allemand Fessler, professeur quelque temps à l'Académie ecclésiastique de Saint-Pétersbourg, bien qu'ancien capucin passé au luthérianisme, ou le Français Dugour, autre défroqué, pourvu d'une chaire à l'université de Kharkov sous le nom de Gourov, ces loges recueillaient parfois des éléments assez suspects. Aucune tendance révolutionnaire n'en résultait cependant, et, un moment inquiété par les rapports qu'il découvrait entre elles et les confréries similaires de France, d'Italie ou de Suisse, voire même avec le carbonarisme, Alexandre se laissait promptement rassurer par les renseignements que lui fournissait un émigré français, le comte d'Orrer (2).

En fait encore, sous l'influence du milieu ambiant et la pression du régime tsariste, le maçonnisme russe a subi rapidement un effet de domestication, et, sinon l'illusion aux yeux de quelques-uns, à l'avènement du fils de Catherine, il ne gardait plus rien de ce qui, apparence de mystère, saveur du fruit défendu, ou auréole de la persécution, avait, au début, constitué son principal attrait. Sur 32 loges en activité vers 1818, 2 seulement, celle de Labzine à Pétersbourg et celle du sénateur Rodione Koutousov à Moscou, passaient pour secrètes, et c'était le secret de Polichinelle (3). Les autres avaient pignon sur rue et fonctionnaient sous la protection de la police. A cette différence près que toutes les formes du jeu y étaient interdites, elles prenaient figure de simples clubs.

D'une manière générale, dans l'ordre des déterminations intellectuelles ou morales, les affiliés n'y contractaient qu'un penchant commun à l'espèce de religiosité d'à côté dont la littérature mystique de l'époque portait le reflet, ainsi qu'une propension aux idées libérales de l'école de Novikov, dont les disciples les plus marquants, le prince Serge Troubetzkoy, le prince Gabriel Gaga-

(1) Mme Sokolovskaïa, *le Maçonnisme russe*, p. 12, 13, 166.
(2) Siémiévski, *les Idées des Décembristes*, p. 364 et suiv.; cf. *le Correspondant*, 1845, t. IX, p. 885 et suiv.
(3) *Ancienne Russie*, 1881, t. XXXII, p. 644.

rine, I. Lapoukhine, Pozdiéiév, se trouvaient précisément à la tête des loges. Or l'Église elle-même inclinait dans l'un de ces deux sens et le souverain était engagé dans l'autre.

Dans ce pays de servile subordination, le fait seul d'une affiliation de cette sorte prenait néanmoins une signification particulière. En constituant un acte d'indépendance, en rapprochant des éléments sociaux très divers au nom d'un idéal commun, même vaguement conçu et inconsistant, il donnait au maçonnisme russe une portée exceptionnelle. Après 1815, les loges allaient attirer en masse la jeune génération que les événements des dernières années auraient mise en contact plus intime avec les courants intellectuels et moraux de l'Occident. Elle ne tarda pas, comme plus anciennement Karamzine (1), à y trouver des déceptions et à y éprouver des dégoûts. Mais elle en retira une impulsion à la formation d'autres groupements à caractère réellement secret et à tendance plus ou moins subversive, sans que cependant encore la tolérance très large dont les loges bénéficiaient s'en ressentît immédiatement.

Le fait de l'affiliation d'Alexandre lui-même à l'une d'elles n'est pas établi ; mais il semble en avoir fréquenté quelques-unes assez longtemps. On a voulu qu'il en ait été détourné ensuite par l'offense du tutoiement rituel que lui infligeaient quelques adeptes trop formalistes (2), mais les loges n'en ont pas souffert. A couvert d'autorisations officielles, l'esprit de liberté qui passait pour y être cultivé ne leur faisait pas lui-même tort au regard des autorités. Au contraire ! Frappant, en 1815, la loge de « Vladimir », dont le comte Basile Moussine-Pouchkine-Bruce était le grand maître, un décret de dissolution motivait expressément cette mesure par l'intention où se trouvait le gouvernement de tenir la main à ce que toutes les loges fussent établies sur *des principes libéraux* (3). A ce moment aussi, toutes les personnalités mar-

(1) V. t. I, p. 404, de cet ouvrage.

(2) Kropotov, *Vie du comte M. N. Mouraviov*, p. 185 ; cf. Pjétslavski, « Souvenirs, » *Ancienne Russie*, 1874, t. X, p. 467.

(3) I. Lapoukhine, *Mémoires*, édition russe, p. 98-106 ; Wiegel, *Souvenirs*, t. VI, p. 53 ; Znamiénski, *Lectures sur l'histoire de l'Eglise russe*, p. 147-148. — Pour l'histoire du maçonnisme russe sous Alexandre Ier, v. les ouvrages de Mme Sokolovskaïa ; les *Matériaux* recueillis par Pypine et Miélgounov (2e vol.) et les *Notes* de Kouchélév, Pjétslavski, Mor-

quantes de l'époque, à de rares exceptions près, figuraient parmi les affiliés. Le grand-duc Constantin en fut.

V

Le maçonnisme russe côtoyait le mysticisme, sans qu'il se confondît avec lui, même dans ses modalités les plus spiritualistes. Bien qu'empreint de religiosité, il se piquait de donner à cet élément de vie intérieure une base rationnelle ; il inclinait à la théosophie. Le mysticisme, au contraire, était, ici plus qu'ailleurs, affaire de sentiment. Il répudiait péremptoirement dans sa sphère l'intervention de la raison. Se rencontrant cependant avec les mystiques dans leur conception de « l'église intérieure » et autres principes de discipline morale, certains maçons frayaient la voie au développement de ce courant parallèle et une fermentation d'esprits en résultait, génératrice des plus singulières aberrations, jusque dans des sphères les moins propres en apparence à la production de tels phénomènes. En 1808, sous l'influence du chagrin que lui causait la mort d'une femme tendrement aimée, un officier du *Préobrajenski*, fils d'un riche propriétaire du gouvernement de Riazan, Alexis Doubovitski, fondait une communauté des « Adorateurs intimes du Seigneur », où, à la suite du scandale soulevé par certaines « agapes d'amour », dont il semble avoir légué la tradition aux Héliodor et aux Raspoutine de notre temps, il encourait un internement au monastère de Saint-Cyrille de Biéloziérsk (1).

A côté de ce gentilhomme dévoyé, on trouve, parmi les mystiques solitaires en dehors des loges et des sectes, un petit fonctionnaire turbulent et mauvais sujet, Conrad Lokhvitski, à qui la lecture des ouvrages de Bœhm et d'Eckartshausen a inspiré cette pratique de pieuses immersions en commun, où il a également trouvé des imitateurs de nos jours et dont il sortait en proie

DOVTSOV et autres, dans *Ancienne Russie*, 1876, t. XVI, p. 559 et suiv. ; 1877, t. XVIII, p. 445 et suiv. ; 1881, t. XXXII, p. 674 et suiv. ; 1882, t. XXXV, p. 533 et suiv.

(1) Grand-duc NICOLAS, *Portraits russes*, t. V, nº 45.

à d'abominables transes, « luttant avec le mal » et demandant à Dieu de lui enlever la raison pour que de cette façon au moins il échappât au péché (1).

Au pays où, moins de cent ans plus tard, Tolstoy en prêchera la répudiation, « la lutte avec le mal » est, à ce moment, un des *leit-motiv* les plus communs du délire mystique, en affectant parfois des formes très inattendues. Au bagne sibérien où elle aura suivi son mari condamné pour participation à la tentative révolutionnaire de 1825 et où elle travaillera à l'édification religieuse de ses compagnons d'infortune, Nathalie von Visine se mettra nue devant les portraits de deux d'entre eux, « pour se faire honte » et « apaiser sa chair en délire ». Les dehors austères de la « religion du sentiment » couvraient fréquemment un fonds d'exaltation romanesque, voire d'érotomanie. Jeune et jolie, cette même prêtresse de l'idéal divin ceignait un cilice bouilli dans le sel ; veuve à cinquante-trois ans, elle adressait ces lignes à un catéchumène insuffisamment sensible à ses charmes : « Je ne veux pas de ta chaste amitié. Donne-moi un amour brûlant de feu et de jeunesse et Tania ne sera pas en reste avec toi ; elle rayonnera, elle étincellera, elle s'embrasera à cette flamme radieuse (2). » Comme un torrent aux sources troubles, ce flot charriait force impuretés et entraînait des épaves. Des éléments de réelle noblesse en émergeaient cependant.

Un écueil s'y rencontrait dans la difficulté qu'éprouvaient les membres du clergé eux-mêmes à tracer une frontière précise entre les voies régulières de la mystique orthodoxe et les chemins de traverse du mysticisme indépendant. A certain degré d'exaltation, cédant à la surexcitation nerveuse qu'elle provoquait, tels disciples de Svedenborg et sectateurs d'Eckartshausen croyaient atteindre les plus hauts sommets de l'extase sacrée en prenant des réflexes d'ordre purement physiologique pour des indices de contact supra-naturel avec un monde spirituel qui n'était qu'un produit de leur imagination. Quelques-uns cherchaient à créer artificiellement cette hyperesthésie des sens par des mouvements violents du corps, sauts ou tournoiements,

(1) Ternovski, dans *Bulletins de l'Académie ecclésiastique de Kiév*, 1863, t. III, p. 177-178, d'après les mémoires inédits du personnage.

(2) Grand-duc Nicolas, *Portraits russes*, t. V, p. 45.

pratique que, l'empruntant aux rites d'Orient, les flagellants russes dits *Khlysty* ont eue en commun avec divers groupes d'illuminés. De ce dervichisme barbare, l'expression la plus saillante s'est trouvée, à l'époque d'Alexandre, dans l'association fondée à Saint-Pétersbourg par Catherine Tatarinov.

VI

Le règne du fondateur de la Sainte-Alliance a été appelé, en Russie, l'âge d'or des sectes. Dans l'ordre moral, le souverain est resté longtemps partisan décidé de la tolérance, comme la plus propre, pensait-il, à détourner les masses des égarements coupables. Et il en poussait l'application jusqu'à se faire habiller par un *raskolnik* d'humeur farouche, en même temps qu'à tous les adhérents du grand schisme instauré au dix-septième siècle il accordait la permission de conserver ou même de construire de nombreuses églises à Moscou et dans diverses villes de province. Les entreprises de propagande et de prosélytisme étaient seules interdites à certains sectaires, tels que les *doukhobors* et les *molokanes*, qui se montraient rebelles aux disciplines d'ordre politique. Encore les nouveaux adhérents n'encouraient-ils que le renvoi dans le gouvernement de la Tauride, au lieu dit *Molotchnyïa vody* (eaux de lait), où ils fondaient des communautés prospères (1). Connaissant en dernière instance de toutes les affaires de cette catégorie, le comité des ministres n'usait de quelque sévérité qu'à l'endroit des *skoptzy* (castrats), à l'égard desquels, personnellement, le tsar inclinait encore à l'indulgence.

Autant que par ses inclinations libérales et les idées de méthode politique qu'il y rattachait elle lui était inspirée par l'indifférence qu'il devait toujours professer à l'endroit des formes rituelles, voire des dogmes confessionnels, disposition d'esprit où il a été confirmé, après 1815, par la propagande de la Société biblique en faveur de l'égalité de toutes les confessions et plus encore

(1) *Sbornik*, LXXIII, p. VI ; Sérédonine, *le Comité des ministres*, t. I, p. 593 et suiv., cf. t. I, p. 31, de cet ouvrage.

par les tentatives simultanément faites en Russie pour y implanter le « christianisme spirituel », avec sa leçon de « l'homme appelé à devenir lui-même une Église ». Mais, avant qu'il fût attiré vers ces altitudes et après même qu'il y eut pris pied, les élans mystiques d'Alexandre, ou tout au moins ses curiosités, se sont fréquemment égarés en de bien basses régions. Religion, philosophie ou politique, le propre du milieu où le Bolchevisme devait un jour prendre un développement si monstrueux a été de tout temps, en se montrant extrêmement accessible aux suggestions du dehors, d'en pousser l'application à l'outrance, tout en en déformant le sens, par esprit de défi, prétention de hardiesse et souci d'originalité.

A la veille d'Austerlitz, on a vu Alexandre (1) faire acte de déférence, sinon d'hommage ou de dévotion, chez le *skopiéts* Sélivanov, chef d'une communauté aux réunions de laquelle le laquais de cour, Kobiélév, portait périodiquement, s'il faut l'en croire, les compliments du souverain. Le témoignage est récusable; mais l'installation somptueuse de ce sectaire dans la maison du riche marchand Sidor Niénastiév, à l'angle de la rue Nadiéjinskaïa et de l'impasse Baskov, où une longue file d'équipages s'alignait tous les jours; la publicité des assemblées qui s'y tenaient et que fréquentaient des personnages officiels tels que le prince A. Galitzine et le comte Kotchoubey; la longue impunité enfin dont a bénéficié Sélivanov, en dépit des titres qu'il assumait, « fils de Dieu » et « époux ressuscité de l'impératrice Catherine », sont des faits historiquement établis. En 1820 seulement, ce prophète devait être renvoyé dans un monastère de Souzdal, à la suite, semble-t-il, du scandale produit par la castration d'un jeune lieutenant de la garde, Alexandre Miloradovitch, neveu du héros de la « guerre patriotique ».

Les origines de cette secte plongeaient, en Russie, dans un passé lointain. Des traces s'en laissent reconnaître dès les premières années du onzième siècle, époque à laquelle elle semble cependant n'avoir recruté encore que des étrangers (2). Le premier *skopiéts* russe connu, Blokhine, n'a paru qu'en 1769, prêchant

(1) Tome I, p. 162, de cet ouvrage.
(2) Kelsiev, *Recueil*, t. III, p. 14 et suiv.

cette doctrine dans quelques villages du gouvernement de Kalouga (1). Donnant à l'enseignement de ce précurseur une base dogmatique, empruntée au paragraphe 12 du chapitre XIX de l'évangile de saint Mathieu sur la vocation des eunuques, Sélivanov se disait fils d'une « vierge immaculée », qui n'était autre que l'impératrice Élisabeth, fille de Pierre le Grand. Celle-ci survivait dans la personne d'Akoulina Ivanovna, simple paysanne, avec laquelle Sélivanov partageait son existence, errante longtemps et remplie d'épreuves, mais, depuis l'avènement d'Alexandre, fixée à Saint-Pétersbourg, dans la gloire, l'opulence et une possession d'état, où l'invention dogmatique s'accouplait avec une fiction politique, confondant dans une même personne le fils présumé d'Élisabeth et son neveu, le tsar Pierre III, en qui, descendu une seconde fois sur la terre, le Christ aurait été à nouveau crucifié (2). Sélivanov donnait en outre une interprétation particulière au terme de « tsar blanc », désignant le souverain dans le parler populaire : blanc sous-entendait *blanchi*, c'est-à-dire épuré ou châtré, et les adeptes de la secte devaient donc se *blanchir* de cette façon, afin d'offrir à leur fiancé divin la flamme d'un amour féminin (3).

Avec ses gloses absurdes, ce thème semblait peu propre à séduire des esprits cultivés. Cependant, en 1803, le chambellan Ilinski s'en inspirait notoirement en présentant au souverain, par l'entremise de Novossiltsov, le projet d'un gouvernement théocratique, dont il attribuait la présidence à une « chancellerie divine », composée de moines et de castrats (4).

La secte de Sélivanov comprenait aussi des femmes, et, avant de voler de ses propres ailes, Catherine Tatarinov y a fait un stage. Fondant ensuite une communauté distincte, elle a recueilli, sinon les dogmes de celle qu'elle quittait, du moins ses rites, qui étaient à peu près ceux des derviches tourneurs. Elle en développa la pratique au palais Michel, où sa mère, Mme de Buxhoewden,

(1) Vysotski, *Archives russes*, 1913, t. II, p. 566 et suiv.

(2) Doubrovine, dans *Ancienne Russie*, 1895, LXXXIV, p. 33 et suiv.

(3) Mikhaïlovski-Danilevski, « Souvenirs, » *Ancienne Russie*, 1899, C, 556 ; Photius, *Autobiographie*, même *Recueil*, 1894, LXXXII, p. 225 ; Milioukov, *Essais*, t. II, p. 106 et suiv. ; cf. Stern, *Geschichte der œffentlichen Sittlichkeit in Russland*, t. I, p. 236 et suiv.

(4) Kropotov, *Vie du comte M. N. Mouraviov*, p. 137 et suiv.

ex-gouvernante d'une des filles d'Alexandre, avait un appartement. Veuve d'un officier de la garde, Mme Tatarinov possédait elle-même de hautes relations qu'elle mit largement à contribution. Bornées d'abord à des entretiens édifiants, les réunions qu'elle organisait comportèrent ultérieurement des exercices pieux, *radiénia*, où, entre les chants et les danses, les transports extatiques et les vaticinations, l'excitation érotique avait une part, bien que l'ivresse en fût rattachée à la tradition des premiers chrétiens et à l'exemple des apôtres, qui, sous l'inspiration du Saint-Esprit, paraissaient aux yeux des gentils comme pris de vin.

Se défendant contre l'imputation d'idées ou d'actes contraires à la morale ou à l'orthodoxie, Mme Tatarinov compta comme Sélivanov des adeptes des deux sexes dans le monde officiel, la haute aristocratie et même le clergé. Le prince A. Galitzine et Rodione Kochélév en furent, avec Mme Khvostov et le moine Iona qui jouissait d'une grande réputation de sainteté. Bien que, depuis son élévation au siège métropolitain de Saint-Pétersbourg, il se piquât d'une scrupuleuse correction, Michel lui-même donna à la pythonisse du palais Michel des témoignages publics de bienveillance, et, de 1816 à 1821, elle en reçut du souverain lui-même, tout en gardant dans son entourage quelques-uns de ses anciens coreligionnaires, dont le *skopiéts* Nikita Fiodorov, ou *Nikitouchka*, qui partageait avec elle le don prophétique (1).

VII

Dans ce pays, si ombrageuse qu'elle fût sur certains points de doctrine ou de rite, l'Église participait de la « large nature »

(1) Pour l'histoire de cette société, v. Liprandi, dans *Lectures de la Société d'histoire et d'antiquité*, 1868, t. IV, p. 20-51 ; I. V. Tolstoy, dans *le Dix-neuvième siècle*, I, p. 221-222 ; Dovnar-Zapolski, dans *Histoire de la littérature russe au dix-neuvième siècle*, édition Ovssianiko-Koulikovski, t. I, p. 23, et *Archives russes*, 1864, p. 623 ; 1872, p. 2334. Quelques détails dans *Messager historique*, LXV, p. 637-647. Pour l'ensemble des sectes : Kelsiév, *Recueil*, t. II, p. 130 et suiv. ; Tchistovitch, *les Dirigeants de l'enseignement ecclésiastique*, p. 203 ; Doubrovine, dans *Ancienne Russie*, 1895, LXXXIV, p. 39 et suiv. ; 1896, LXXXV, p. 235 et suiv. ; *Archives russes*, 1872, t. II, p. 2234 et suiv.

russe. Arrivant à Saint-Pétersbourg avec une délégation de la Société biblique, l'Anglais Pinkerton était surpris de l'extrême liberté de vues que les membres du clergé orthodoxe eux-mêmes portaient dans la discussion des sujets religieux (1). Par La Harpe et quelques-uns de ses autres précepteurs étrangers, Alexandre se trouvait, d'autre part, initié aux tentatives faites en Occident pour dégager l'idéal chrétien des modalités confessionnelles, où, aux yeux de quelques-uns, il se déformait. Vieille de plusieurs siècles déjà, la doctrine du christianisme transcendantal ou spirituel obtenait à ce moment en Occident un regain de faveur, en rapport avec la surexcitation générale, qui s'accusait dans le monde des idées et des sentiments, et, en Russie, cet effort d'épuration avait l'attrait de la nouveauté.

Rédacteur, à partir de 1806, du *Messager de Sion*, périodique consacré à l'étude des problèmes religieux, le franc-maçon Labzine s'y associait passionnément. Avec une figure charmante que le pinceau de Borovikovski a mise en valeur (2), et un esprit des plus vifs dont témoignent ses écrits, c'était, au Collège des Affaires étrangères comme à l'Amirauté où il fut successivement employé, un fonctionnaire distrait, et, dans les cénacles mystiques où il se montrait plus assidu, un zélateur indocile. Reprochant à ses compagnons d' « aborder Dieu par l'escalier de service », il prêchait la régénération intérieure, la recherche du divin en dedans de soi-même, et il obtenait pour sa publication un succès triomphal même au sein du clergé. Trop pauvre pour s'y abonner, Philarète copiait, pour pouvoir les relire, les exemplaires qu'il empruntait. Malheureusement pour lui, s'aventurant en dehors du domaine où il évoluait en pleine liberté, il arriva au rédacteur du *Messager* de confondre le relatif avec l'absolu et de se tromper de date. Inspirée d'un commentaire de Yung Stilling sur la prophétie de Daniel (3), une comparaison entre l' « Apollion » apocalyptique et le vainqueur d'Austerlitz aurait été de saison à l'heure où paraissaient les premiers numéros du recueil ; l'année d'après, au lendemain de Tilsit, elle eut pour effet un arrêt d'interdiction. Labzine se rejeta sur la franc-maçonnerie, où, dans le même esprit d'indé-

(1) Pypine, dans *Messager de l'Europe*, 1868, t. XI, p. 235.
(2) V. grand-duc Nicolas, *Portraits russes*, t. I, p. 46.
(3) § 11 du chapitre ix.

pendance, il prétendit faire œuvre de réforme et où les sympathies de Philarète le suivirent, se manifestant dans des sermons qui, en 1811, attirèrent l'attention d'Alexandre et valurent au prédicateur une bague de prix avec le rang d'archimandrite. En même temps, la Société biblique d'Angleterre créait une filiale en Russie. avec l'appui moral et matériel du tsar, et Labzine en devenait un des secrétaires. C'est à ce moment aussi que le fond de religiosité perçant depuis quelques années déjà chez le souverain a fait saillie.

Le mérite en a été revendiqué par diverses personnes et Alexandre l'a reconnu lui-même au bénéfice de quelques-unes, sans jamais nommer cependant ni Philarète ni Labzine. Avec l'impulsion première, ils semblent bien pourtant avoir donné, l'un et l'autre, aux idées et aux sentiments du maître dans cette sphère, le tour particulier qui y a toujours paru. Ils savaient être discrets et Alexandre aimait, en ce qui le concernait, à dépister les curiosités. Ils ont su aussi offrir à leur prosélyte un mysticisme à sa convenance, sans trop de profondeur, voire non exempt de quelque frivolité, en même temps qu'instruits par l'expérience, ils y évitaient toute incursion nouvelle dans le champ hasardeux des contingences. Quand, dix années après la suppression du *Messager de Sion*, Labzine fut autorisé à en reprendre la publication, elle affecta le caractère d'une entreprise subventionnée et quasi-officielle, son rédacteur en chef cumulant cette fonction avec celle de vice-président de l'Académie des Beaux-Arts et les soins donnés au perfectionnement de « l'homme intérieur » avec des préoccupations et des ambitions d'ordre essentiellement profanes.

A la longue, l'œuvre qu'il reprenait ainsi devait cependant encore entraîner l'ouvrier à des hardiesses de pensée et des imprudences de langage, qui ont fini par le rendre suspect d'hérésie aux yeux même de Philarète, et, en 1818, lui ont fait encourir une nouvelle mise en interdit, en attendant que le triomphe du parti de l'orthodoxie rigoureuse et de l'obscurantisme lui valût une disgrâce plus complète (1).

(1) Pour Labzine et son œuvre, v. Solntsov, dans *Ancienne Russie*, 1876, t. XV, p. 118 ; Doubrovine, même recueil, 1894, LXXXII, p. 61 et suiv. ; Stoianovski, même recueil, 1875, t. XIV, p. 283-291 ; 1885, XLVII, p. 381 ; Witberg, *Mémoires*, même recueil, 1872, t. V, p. 521 et suiv. ; Stourdza, *Mémoires* (fragments), même recueil, 1876, t. XVII, p. 269 ;

VIII

C'est par cette voie qu'a été opéré ce qu'on a appelé improprement « le retour d'Alexandre aux idées religieuses ». On a pu s'y tromper : en 1807, encore, le souverain objectait à ce que le mot « Dieu » figurât dans un document officiel, bien qu'il lui donnât place souvent dans sa correspondance intime (1). Le fils de Paul était secret et compliqué. Après Philarète et Labzine, le prince A. Galitzine et R. Kochélév ont certainement le plus contribué à l'évolution, dans ce sens, de ses idées et de ses sentiments, mais ils n'ont été que des agents de transmission. Sans que la source en fût très élevée, l'impulsion précédait de plus haut. Homme de peu de distinction et tenu par lui en médiocre estime, le confesseur du souverain, Moussorgski, n'a jamais compté (2). Le personnage de Kochélév n'est sorti que très récemment de l'ombre (3), à une place où l'histoire a été étonnée de le trouver et où il n'a certainement paru qu'à raison du tour d'esprit qu'il a contracté, au cours des années d'exil, dans la fréquentation de Saint-Martin, Eckartshausen et Lavater. En l'éloignant aussi de Saint-Pétersbourg, l'empereur Paul a peut-être bien servi, de même, la fortune du prince Galitzine. A Moscou où il fut quelque temps relégué, le futur procureur du Saint-Synode et ministre des cultes aurait été détourné, en effet, si nous devons en croire ses biographes, des

Biéliaiév, *Souvenirs*, même recueil, 1881, t. XXIX, p. 4 et suiv. ; Akssakov, dans *Interlocuteur russe*, 1859, t. I, p. 52 ; Dmitriév, *Mémoires* (fragments), *Archives russes*, 1866, t. VI, p. 834 et suiv. ; Bezsonov, *Esquisse biographique*, même recueil, 1866, t. VI, p. 817 ; Rounitch, *Mémoires*, *Observateur russe*, 1890, t. VIII, p. 246 et suiv. ; Diérjavine, dans *Messager historique*, juillet 1912, p. 137 et suiv. ; Karamzine, *Lettres à I. Dmitriév*, p. 337 ; Tchistovitch, *les Dirigeants de l'enseignement ecclésiastique*, p. 155 et suiv. ; *Biographie de Labzine*, par Modzalevski. Sa correspondance dans *Archives russes*, 1892, t. III, p. 354 et suiv. V. aussi les *Souvenirs* de Mme A.-E. Labzine. Pour l'histoire du mysticisme en Russie, documents dans *Bulletins de l'Académie ecclésiastique de Kiév*, octobre 1863.

(1) *Sbornik*, LXXXIX, p. 84 et 707 ; cf. *Correspondance d'Alexandre avec sa sœur*, p. 15.

(2) V. sur lui : Korff, « Mémoires, » *Ancienne Russie*, 1900, CI, p. 287.

(3) V. vol. I, p. 327, de cet ouvrage.

habitudes de libertinage en tout genre qui lui avaient été propres jusqu'à ce moment et porté à mettre à contribution la bibliothèque du comte Bruce. Brûlée depuis, en 1812, elle était très riche en ouvrages de théologie, de controverse religieuse et d'exégèse mystique. C'est ce qui aurait permis au lecteur de ne pas paraître trop déplacé dans les emplois que la fantaisie du maître lui a destinés plus tard, bien qu'il dût y retourner souvent aux errements de sa première jeunesse, en mettant en joie les salons de Saint-Pétersbourg par des exercices de mimique où il parodiait les querelles des *Klobouques* (bonnets) blancs et des *Klobouques* noirs, clergé séculier et régulier. Il n'aurait pas répugné aussi à faire office d'intermédiaire dans les relations du souverain avec Mme Narychkine (1). Plus certainement, mis en rapport par ses fonctions avec Labzine et avec Philarète, il est devenu leur truchement auprès du maître commun et le rôle l'a captivé, jusqu'à lui faire exécuter d'une haleine, ainsi qu'il l'affirmait, neuf mille génuflexions, après quoi on ne saurait être surpris qu'il ait cru sentir sur son front la morsure d'une couronne d'épines (2).

Il semble s'être assimilé sincèrement les conceptions et les préoccupations communes aux mystiques, en se donnant pour tâche de « combattre par tous les moyens l'indifférence religieuse (3) », mais il a été surtout porté à imiter les fantaisies rituelles de quelques-uns. La légende veut encore qu'à sa maison de la rue Fontanka, dans une chapelle attenant à sa chambre à coucher, il ait, en compagnie d'Alexandre, célébré un culte mystérieux. Se prosternant en compagnie du souverain devant une croix, où flambait nuit et jour un globe de cristal rouge en forme de cœur, il communiait avec lui en se servant d'hosties qu'il consacrait lui-même, d'après les indications d'un prêtre de Balta, Théodore Lévitski.

L'édification de la chapelle aurait daté de 1812, époque à laquelle, insensible à la panique qui gagnait la capitale, Galitzine a, en effet, entrepris de reconstruire sa maison de fond en comble.

(1) Comte F.-P. Tolstoy, « Mémoires, » *Ancienne Russie*, 1873, t. VII, p. 40 ; même recueil, 1884, t. XLI, p. 126 et suiv. ; *Archives russes*, 1886, t. I, p. 372, t. II, p. 58-59 ; *Messager russe*, 1868, t. IV, p. 479 ; de Bray, *Aus dem Leben*, p. 180.

(2) Prince A. Galitzine, « Récits, » *Archives russes*, 1886, t. I, p. 372.

(3) Tchistovitch, dans *Lectures chrétiennes*, 1872, t. XI, p. 405.

Le souverain en exprimant sa surprise, le prince aurait indiqué la source où il puisait cette fermeté d'âme : une bible, qui, ouverte au hasard, mettait sous les yeux du tsar un verset du psaume XC : « Il dira au Seigneur : vous êtes mon défenseur et mon refuge (1). »

La consultation des textes sacrés, interrogés par ce procédé ou d'autres analogues, était d'un usage courant à cette époque, en dehors même des idées mystiques dont les impressions angoissantes du moment favorisaient d'ailleurs le développement. Si étranger qu'il y fût, Chichkov cherchait des oracles dans le Pentateuque, de même qu'entre deux batailles livrées sur terre, il apercevait des combats d'archanges et de démons dans le ciel (2).

Collaboratrice des plus zélées de la Société biblique et fondatrice, en 1812, d'un monastère où elle devait prendre le voile, c'est en recourant aussi aux saintes Écritures que la princesse Mechtcherskaïa s'est targuée d'avoir décidé « la conversion » d'Alexandre (3). Le début de ses relations avec le souverain semble cependant avoir été postérieur à l'évolution intime que la princesse qualifiait ainsi et dont la date ne se laisse d'ailleurs pas préciser avec sûreté. Le certain est qu'en février 1812, quand il a prononcé dans la chapelle du palais Galitzine un sermon qui a passé également pour avoir exercé dans ce sens une influence déterminante, Philarète prêchait déjà un « converti (4). »

IX

Nature extrêmement impressionnable et sujette, dans les moments même de grande allégresse, à des retoure brusques de

(1) De Grellet du Mabillier, *Mémoires*, t. I, p. 323 et suiv. L'auteur était un des quakers qu'Alexandre avait vus à Londres, et, s'étant rendu en Russie en 1818, il y a fait un séjour de quatre mois. Cf. *Ancienne Russie*, 1872, t. V, p. 522.

(2) Chichkov, *Mémoires*, t. I, p. 152, 252.

(3) Père Gagarine, *les Archives russes et la conversion d'Alexandre*, t. I, p. 20, note. — Sur la princesse M..., v. *Archives russes*, 1886, t. III, p. 403 et suiv. ; 1894, t. III, p. 96 et suiv. ; Znamiénski, *Lectures sur l'histoire de l'Église russe*, p. 39, 109.

(4) Philarète, *Œuvres*, t. I, p. 25.

tristesse et de découragement, Alexandre devait toujours rester l'homme qui, à dix-huit ans, parlait de renoncer au trône et de chercher le contentement de son existence dans une thébaïde. Bien qu'une part d'affectation s'y laissât reconnaître, ces mouvements d'âme n'étaient pas entièrement simulés. A Wilno, en 1812, vainqueur de Napoléon et exultant de joie et d'orgueil, il est brusquement ému par les visions d'horreur et d'épouvante que la rançon douloureuse de sa victoire lui met devant les yeux, et il dit à Mlle Tyzenhaus : « J'ai quelquefois envie de donner de la tête contre le mur ;... je n'ai aucune vocation pour le trône (1). » En 1814, à Bruchsal, sous l'impression fraîche des dégoûts que son séjour à Londres lui a laissés, on le voit, en quête de réconfort, aller de Mlle Stourdza à Yung Stilling, qui lui est présenté à ce moment et demander à être admis en tiers dans « l'alliance d'amour et de charité » qu'il suppose contractée entre la *freiline* et le vieux mystagogue. Il engage sans doute avec l'un une discussion sur *le Combat spirituel*, œuvre composée par les Théatins vers 1600 et généralement attribuée au père Lorenzo Scupoli, qu'il a eu le temps, on ne sait comment, de lire à Vienne. Et il s'entretient avec l'autre des lettres de Mme de Krüdener, où la baronne s'est étendue sur « les grandes et profondes beautés de l'âme de l'empereur » dont elle avait eu la révélation, et « les choses immenses » qu'elle avait à lui dire « ayant beaucoup éprouvé à son sujet (2). »

C'est ainsi qu'à Heilbronn, l'année d'après, quelques jours avant Waterloo, une rencontre avec la correspondante de Mlle Stourdza l'a trouvé disposé à recueillir des suggestions et à subir des séductions, dont les procédés de réclame auxquels la baronne était singulièrement experte ont d'ailleurs fait grandement exagérer l'effet.

Qui était-elle? Une sainte du moyen âge égarée au seuil du dix-neuvième siècle, à qui il n'aurait manqué que de trouver auprès d'elle, pour la comprendre, un saint François de Borgia,

(1) Comtesse DE CHOISEUL-GOUFFIER, *Réminiscences*, p. 151-166.

(2) Comtesse EDLING, *Mémoires*, p. 146-147 ; Caroline v. FREYSTEDT, *Erinnerungen*, p. 88-100 ; *Archives Vorontsov*, t. VIII, p. 410 ; EYNARD, *Vie de Mme de Krüdener*, t. I, p. 296 ; grand-duc NICOLAS, *Alexandre Ier*, t. I, p. 535.

un vénérable Pierre d'Alcantara, ou un saint François de Sales ? D'aucuns l'ont imaginé. A y regarder de près, ce n'était cependant même pas, comme Sainte-Beuve l'a trop généreusement admis, « la sœur attardée de quelque grand maître des Porte-glaive, qui, du fond de sa Livonie, attirée sur le Rhin et longtemps mêlée aux délices de cour, ayant aimé et inspiré les illustres Minnesinger du temps, ayant fait elle-même quelque roman en vers,... serait enfin revenue à Dieu et à la pénitence (1). » Avec ce qu'il apportait dans la religion et dans le mysticisme, ce qu'il consentait à y donner de lui-même et ce qu'il se trouvait capable de recevoir, Alexandre n'était pas fait pour rencontrer sur son chemin une telle compagne, ou être captivé par elle. L'ordre naturel des choses a voulu qu'à ce tournant de sa vie, il trouvât une prêtresse du divin mystère à sa mesure, et pas même une pécheresse repentie, car la baronne livonienne n'aura jamais été cela. Dans ses plus ardentes manifestations de piété et de pénitence, elle laissera voir toujours une part d'artifice, trop de frôlements suspects dans ses approches les plus dégagées en apparence de toute contingence matérielle, et, sur les ailes blanches dont elle se parera, trop de la boue ramassée le long des grands chemins de la mondanité et de la galanterie la plus vulgaire. Si Alexandre y a été trompé, ce qui n'est pas sûr, il y a mis du parti-pris, car Mme de Krüdener ne lui a sans doute pas fait illusion en se targuant de la vocation sacerdotale qu'elle tenait de ses ancêtres. Les Porte-glaive furent d'affreux bandits, et, s'il appartenait à une famille de très ancienne noblesse (2), ce n'est pas au commerce des âmes évangélisées que son père s'occupait à Riga, où elle est née.

Si, en 1815, d'autre part, à près de cinquante ans, Julie de Krüdener, née Vietinghoff, réussit encore, par un miracle de coquetterie savante, à dissimuler les injures que le temps a infligées à sa beauté, elle a plus de peine à garder seulement les apparences d'une respectabilité décente. Veuve depuis 1802 d'un diplomate russe employé successivement à Venise, Copenhague et Berlin, elle a eu de hautes relations dans le monde des cours.

(1) Sainte-Beuve, *Portraits de femmes*, p. 340.
(2) V. Gritzner, *Der Adel der russischen Ostseeprovinzen*, p. 212.

et, auteur d'un roman, *Valérie*, qu'elle a entouré d'une réclame bruyante, elle a cherché aussi à se faire une place dans le monde des lettres. En 1809, revenant de Saint-Pétersbourg, où elle avait éprouvé des déceptions (1), la reine Louise de Prusse a mis en commun avec cette autre désenchantée les souvenirs et les regrets du passé et s'est persuadée qu' « elle en devenait meilleure (2). » En 1813, à Carlsruhe, la cour de Bade a fait grand accueil à la veuve d'un ministre du tsar. Mais ces succès n'ont pas eu de lendemain. La baronne mettait trop d'indiscrétion à s'en prévaloir, et, si portée qu'elle fût à divers genres d'exaltation, l'impératrice Élisabeth est restée rebelle aux tentatives de captation dont elle devenait l'objet de ce côté. Après avoir vu l'auteur de *Valérie* déployer ses grâces dans la « danse du châle », l'auteur de *Delphine* s'en est peut-être souvenue en écrivant une de ses pages les plus célèbres ; mais elle a été promptement écœurée par le dénombrement que la danseuse reprenait inlassablement de ses triomphes amoureux et des suicides qu'auraient motivés ses dédains, légende sans autre fondement qu'une liaison de la baronne avec un jeune collaborateur de son mari, Alexandre Stakhiév, qu'une mort précoce, mais nullement volontaire, avait enlevé à sa tendresse. Au demeurant, du philosophe Suard, de trente ans plus âgé qu'elle, au chanteur Garat, parmi les adoratrices duquel elle n'avait obtenu d'être admise que momentanément, en surnombre et en sous-ordre, les succès de ce genre qu'elle pouvait véridiquement s'attribuer n'étaient pas des plus reluisants. *Valérie* n'est pas non plus un chef-d'œuvre, quoi que Sainte-Beuve en ait pensé ou voulu dire (3), et la part que la baronne a prise à la composition de ce roman prête à l'incertitude. Dans sa correspondance, en effet, et d'autres produits authentiques de sa plume, on trouve communément une langue beaucoup plus lourde, généralement fort incorrecte et tournant fréquemment au pur galimatias. En outre, le mouvement que l'auteur de *Valérie* s'est donné, jusque chez les

(1) V. t. I, p. 274, de cet ouvrage.

(2) Braun, *Koenigin Luise*, p. 142 ; Adami, même titre, p. 315 ; Mühlenbeck, *les Origines de la Sainte Alliance*, p. 56, 79 et suiv.

(3) Préface à l'édition de *Valérie* de 1855 et *Portraits de femmes*, p. 345.

marchandes de modes, pour lancer le volume (1), a choqué les moins délicats.

En 1815, discréditée à Paris par l'intempérance de ses appétits de plaisir ou de gloire, compromise en Allemagne par des jongleries de piété qui tournaient au grotesque, réduite, dans une existence errante en pays badois ou würtembergeois, à la compagnie de quelques pasteurs dévoyés et de quelques somnambules, perdue de dettes en outre, à la suite de commandes extravagantes de chiffons chez Mlle Bertin et d'autres fournisseurs, la baronne paraît bien près de se trouver établie dans la situation d'une déclassée, mais très loin d'être fixée dans la voie du renoncement et de la sagesse. En lui signifiant congé dans la personne courtaude d'un ténor, l'amour profane l'a rejetée à l'amour divin, mais elle s'y donne encore l'illusion de reprendre la « danse du châle » devant d'autres spectateurs et de ressaisir les joies perdues en disant à d'autres élus de son cœur : « Le ciel, c'est moi. » Si, pour le moment, elle adresse le plus habituellement ses prêches aux pauvres et aux déshérités en tout genre, c'est que les auditeurs de plus haut parage l'ont quittée ; mais elle ne néglige aucun effort pour en retrouver de cette marque. En somme, une grande dame qui a mené la grande vie et qui en conserve quelque reflet, mais qui tourne à l'aventurière. Un proverbe russe dit qu'en mentant on peut aller au bout du monde, mais non point revenir sur ses pas. Mme de Krüdener était déjà de toute façon sur le chemin du retour, quand la plus heureuse de ses bonnes fortunes y a mis Alexandre.

X

La rencontre ne fut pas accidentelle. Guettant depuis longtemps cette chance, la baronne a prévu que le tsar se porterait sur la frontière de Bade et de Würtemberg où devait s'opérer la concen-

(1) Eynard, *Vie de Mme de K...*, t. I, p. 124-137. — Pour la biographie de la baronne, v. encore : Turquan, *Mme de K...*, Sainte-Beuve, *Premiers lundis*, t. XII, p. 204 et suiv. ; lady Blennerhasset, *Frau v. Staël*, t. II, p. 424, t. III, p. 297 et suiv.

tration de ses troupes, et, sous le prétexte d'une villégiature d'été, elle a pris quartier à proximité. Alexandre fut à Heilbronn le 4 juin. Extrêmement déprimé, plus que jamais il inclinait à demander du réconfort à l'éternelle bonté ou des lumières à l'éternelle sagesse par l'intermédiaire de l'éternel féminin. Il venait de s'adresser en vain pour cet objet à certaine « Virginie », qu'on hésite à identifier avec la seule personne qui ait inscrit ce prénom dans la chronique galante de l'époque, l'étoile du corps de ballet parisien, Virginie Oreille, dont le duc de Berry a passé pour avoir un fils (1), mais que l'on devrait s'étonner de reconnaître dans l'intimité des grandes-duchesses. Or, deux des sœurs d'Alexandre, Catherine et Marie, figuraient en tiers dans ses relations avec la dame. En supposant que le souverain désignait sous ce nom d'emprunt Mme de Krüdener elle-même, un historien (2) a fait abstration des traits, qui, dans les documents par lui-même recueillis, excluent cette hypothèse : « Virginie » était une jeune femme, mère d'un enfant en bas âge, auquel le tsar offrait des jouets. D'autre part, la baronne désirait passionnément assumer le ministère charitable que l'autre déclinait et elle ne se trouvait pas encore en rapport direct avec son futur catéchumène.

En un coup d'audace savamment médité, Alexandre gagnant Heilbronn le soir, elle se présenta chez lui de nuit. Elle n'ignorait assurément pas qu'il avait accoutumé de donner des audiences entre une heure et 3 heures du matin à des personnes de son sexe. On en avait jasé récemment à Paris, à Londres et à Vienne. C'était pour d'autres motifs ; mais elle ne répugnait pas à de telles confusions. D'après le récit qu'elle en a livré au public, par l'intermédiaire de son truchement du moment, le Suisse Empaytaz (3), cette première entrevue aurait ressemblé à une scène de confessionnal, le confesseur en jupons dénonçant à l'impérial pénitent les erreurs de sa vie passée et lui faisant répandre d'abondantes larmes. Un moment, la baronne s'arrêtait, effrayée de sa hardiesse, mais Alexandre la rassurait aussitôt : « Continuez ! vos paroles sont une musique pour mon âme. » Une lettre du souverain à

(1) Vicomte de Reiset, *les Enfants du duc de Berry*, p. 273 et suiv.
(2) Grand-duc Nicolas, *Correspondance d'Alexandre Ier avec sa sœur*, t. XV, p. 194, 213.
(3) Empaytaz, *Notice*, p. 13 ; cf. Eynard, *loc. cit.*, t. II, p. 339 et suiv.

Mlle Stourdza (1) donne de l'épisode une version sans doute plus rapprochée de la réalité, encore que la part de l'imagination y soit assez apparente. Au milieu de la nuit, « l'intelligence obscurcie par de sombres nuages,... les idées confuses, le cœur oppressé », Alexandre abandonnait une lecture où il avait en vain cherché un remède à l'angoisse qui l'étreignait. Le sens même des mots y échappant à sa compréhension, il laissa tomber le livre, et, en même temps, le souvenir lui revenait de la pieuse correspondante de Mlle Stourdza. « De quel secours lui serait un entretien avec cette personne! Où pouvait-elle être à ce moment? Comment pourrait-il la rencontrer jamais? » Il avait à peine conçu ce désir et ce regret que son maître de cour, le prince Volkonski, le prévenait qu'une dame disant être la baronne de Krüdener insistait, malgré l'heure tardive, pour être admise en sa présence. Il jugea aussitôt que « cette réponse si subite à sa pensée ne pouvait être un hasard » ; il ordonna d'introduire sur-le-champ la visiteuse nocturne, et, « comme si elle avait lu dans son âme, elle lui adressa des paroles fortes et consolantes qui calmèrent le trouble dont il était obsédé depuis si longtemps ».

Le tsar ne pouvait être en peine de savoir où il trouverait et comment il ferait pour « rencontrer jamais » une personne qui était sa sujette et qui, depuis longtemps, témoignait du désir véhément dont elle était possédée de l'approcher. De façon ou d'autre, cependant, la baronne s'est certainement offerte à lui et a été agréée en qualité de directrice spirituelle, sans qu'elle eût chance d'ailleurs d'exercer longtemps ce ministère et qu'il pût en recevoir un soulagement durable à sa détresse. Une certaine similitude de tempérament et d'impressions créait entre eux un courant de sympathie, mais ne devait aboutir qu'à un cumul d'inquiétudes et d'amertumes. Rebelle comme lui aux disciplines régulières, elle ne possédait pas davantage une doctrine qui les remplaçât. En matière de religion, elle flottait dans une région indécise, entre le luthéranisme où elle était née, le manichéisme auquel Empeytaz venait de l'initier, le culte orthodoxe dont elle ne s'interdisait pas de suivre les offices en souvenir de la situation officielle qui lui en avait imposé l'obligation, et le catholicisme,

(1) Comtesse Edling, *Mémoires*, p. 23 et suiv.

dans lequel, depuis qu'elle avait rencontré Mme Swetchine, elle visait à fondre tous ces éléments, avec la gamme entière encore des confessions et sectes protestantes. Assez peu intelligente, elle possédait sur son catéchumène l'avantage d'une foi facile et d'un pouvoir d'auto-suggestion, qui lui permettait de se donner à bon compte et de communiquer quelquefois par voie de contagion l'illusion du supra-naturel et du miracle. « De grandes choses s'accomplissent ! Voici déjà que tout Paris jeûne ! » dira-t-elle, après avoir suivi le tsar en France et s'y être livrée à quelque effort de propagande. Et le Parisien ainsi interpellé aura, l'instant d'avant, vu des centaines de dîneurs, attablés dans les restaurants du Palais-Royal.

Pour retenir le souverain dans son obédience, autant que de fonds solide la baronne manquait d'esprit de suite, de tact et de mesure. Tel jour, pénétrant dans la prison de Saint-Lazare, elle haranguait et charmait les détenues, en se déclarant aussi grande pécheresse qu'elles-mêmes et décidée à poursuivre en leur compagnie « l'œuvre de régénération spirituelle » dont elle avait un besoin égal. Mais, après leur avoir promis pour le lendemain de nouvelles « révélations », ainsi que de bons livres, elle ne revenait pas. Elle passait à d'autres exercices, où avec des procédés de supercherie grossière, elle introduisait des entreprises de basse exploitation.

On doit, semble-t-il, l'absoudre du soupçon, qui a été mis à sa charge, de s'être fait, dans ses relations avec Alexandre, l'instrument d'un complot ourdi par les *Chiliastes* d'Allemagne pour s'emparer de l'esprit du tsar. Cette secte ayant son foyer à Bade, la baronne se trouvait, comme de raison, en contact et en sympathie avec ses chefs ; mais à Heilbronn comme plus tard à Paris, elle a travaillé pour son propre compte, non sans adresse d'abord, mais ensuite, le naturel l'emportant, avec moins de bonheur.

Après avoir brusqué son entrée en scène, l'empereur partant pour Heidelberg, elle attendit pour l'y rejoindre qu'il le demandât, ce qui ne tarda pas. La journée de Waterloo augmentait le besoin qu'il éprouvait d'être glorifié, au moins par cette bouche, comme le « Sauveur universel » et « l'Ange blanc », opposé à « l'Ange noir » (Napoléon).

XI

Mme de Krüdener arriva à Paris le 14 juillet. Sous l'impression que lui laissaient les ravages de la guerre entrevus à la traversée du nord-est de la France, ses idées de propagande pour une régénération du christianisme, comme instrument de pacification, se trouvaient exaltées. Elle y mêlait, cependant, des sentiments d'animosité personnelle à l'endroit du vaincu de Waterloo, qui n'avait pas apprécié *Valérie*, et des Français, en général, que, à l'exemple d'un grand nombre d'étrangers, elle rendait responsables des écarts de conduite auxquels elle s'était portée dans leur pays. Paris qui l'avait vue aux pieds d'un Garat, mendiant une obole d'amour, était, de toute évidence, un lieu de perdition : Sodome et Gomorrhe. C'est ainsi que, le tsar ne persévérant pas dans le rôle de modérateur généreux qu'il avait précédemment assumé vis-à-vis de ses alliés ou du gouvernement de la Restauration, l'influence de la baronne n'a pas été entièrement étrangère à ce changement d'attitude. A la femme du malheureux La Bédoyère, qui la suppliait d'obtenir une intervention du souverain en faveur de son mari, elle répondait par l'envoi d'un sermon. En demeurant insensible à des avances qui, peut-on croire, n'étaient pas à dessein d'édification spirituelle, cet officier avait, il est vrai, comme la France, donné contre lui à la baronne des griefs particuliers (1).

L'influence de la nouvelle Egérie du tsar n'a pas eu cependant, à beaucoup près, l'importance qui lui a été assez généralement attribuée. Du palais de l'Élysée, où il logeait cette fois, à l'hôtel délabré des Montchénu où Mme de Krüdener avait élu domicile, le chemin était court, et Alexandre traversa souvent, plusieurs fois par jour au début, le petit jardin qui séparait les deux habitations. Mais il ne tarda pas à espacer ses visites. La baronne interrompant pour le recevoir une conversation animée qu'elle disait avoir engagée avec l'âme d'un trépassé, il en ressentait un

(1) Turquan, *loc. cit.*, p. 225 et suiv.; Eynard, *loc. cit.*, t. II, p. 54-58.

malaise qu'elle ne dissipait pas en lui écrivant : « Il y a dans votre caractère, avec un degré d'élévation que je n'ai presque jamais rencontré, une retenue... qui... dans nos relations... coupe tout. » Plus mal à propos encore, elle faisait valoir le sacrifice que, après avoir, sur le chemin de l'amour divin, « connu les prisons et vu l'échafaud », elle s'imposait, en consentant à subir encore « l'épreuve douloureuse et humiliante d'une affection terrestre ». Elle l'acceptait par la raison seule qu'elle la jugeait indispensable au salut de celui qui en était l'objet : « Si vous pouviez avancer sans moi, disait-elle, je m'en irais ;... mais où trouveriez-vous l'être qui pût être pour vous ce que je suis? Où trouveriez-vous ce cœur fait absolument pour vous comprendre? » Et elle aggravait le sens médiocrement flatteur de ces déclarations par des comparaisons encore plus déplaisantes avec des prédécesseurs, qui l'avaient « exercée de façon tout à fait différente », en voulant « qu'elle fût toujours avec eux ». En même temps, elle faisait profession du plus entier désintéressement. Elle en rendait témoin Dieu lui-même, en l'apostrophant ainsi dans une de ses lettres : « Je sais que vous m'avez donné de la puissance sur lui, comme sur tous ceux que vous unissez étroitement à moi. Est-ce que j'en use jamais? Est-ce que je demande la moindre chose (1)? » Cependant, à la même heure, elle faisait confidence au souverain d'une détresse non plus spirituelle mais matérielle, à laquelle un messager céleste avait subvenu, en déposant sur son bureau un sac de cinq mille louis. Alexandre comprenait qu'il lui convenait d'épargner à la majesté divine des soins aussi vils ; mais, le lendemain, il lui arrivait de subir, dans l'antichambre de la baronne, l'assaut d'une voyante, Marie Kummerin, que Mme de Krüdener avait amenée d'Allemagne, avec son barnum, le pasteur alsacien Fontaine, et qui, étendue sur un divan en état d'extase, faisait derechef appel à la bourse du tsar pour la création d'une communauté chrétienne dans les environs de Weinsberg (2).

Cet envers des intimités d'ordre mystique était familier à Alexandre. A Bruchsal, il n'avait pas plus tôt entendu « la parole » de Yung Stilling, qu'il en apprenait le prix, tarifé à mille

(1) Fragments de correspondance publiés par le grand-duc Nicolas, *Alexandre Ier*, t. II, p. 215 et suiv.

(2) Eynard, *loc. cit.*, t. II, p. 41 et suiv., p. 105 et suiv.

écus (1). A Saint-Pétersbourg, Kochélév l'avertissait un jour d'une apparition de la Sainte Vierge, qui, du haut d'une corniche, lui avait annoncé qu'il recevrait prochainement, des mains d'un prince « jeune et beau », un cadeau de 100 000 roubles (2). Il était inévitable pourtant qu'après les enchantements de la première heure, l'opinion que le tsar prenait du sacerdoce spirituel assorti à de telles contingences et le crédit qu'il accordait à ses représentants se ressentissent de ces expériences, et, portant la date de juillet 1815 dans les fragments de sa correspondance cités plus haut, les efforts d'apologie multipliés par la baronne en témoignent suffisamment. Paris n'était d'autre part pas Heilbronn ni Heidelberg et la prétention de Mme de Krüdener à être « exercée » du matin au soir s'y heurtait à de multiples obstacles.

(1) Mühlenbeck, *les Origines de la Sainte-Alliance*, p. 195.
(2) Comtesse Fredro, *Mémoires inédits;* grand-duc Nicolas, *Alexandre Ier*, t. II, p. 327.

CHAPITRE XV

LA CURÉE

I. Alexandre à Paris. Le roi et le tsar. Louis XVIII s'amende. Raisons qui engagent Alexandre à prendre les intérêts de la France. — II. Raisons qui l'en détournent. Sa part dans le second traité de Paris. La légende et l'histoire. — III. Le projet russe. La rédaction de Capo d'Istria et la correction qu'y apporte le tsar. Il exclut en principe tout nouveau démembrement du territoire français et l'admet en fait. Les prétentions prussiennes. « Un chef-d'œuvre de destruction. » La résistance. Alexandre s'y associe, mais n'en prend pas l'initiative. — IV. Une manœuvre d'intimidation. La revue de Vertus. Le dernier triomphe de Mme de Krüdener. — V. Le projet anglais. La France désarmée et ouverte à l'invasion. La contribution de guerre. Alexandre consent à la curée et y réclame sa part. — VI. Un revirement. Le marché. Appel de Louis XVIII au tsar et renvoi de Talleyrand. Le duc de Richelieu premier ministre. Les concessions qu'il obtient. Le traité définitif. Richelieu le signe « la mort dans l'âme ». La générosité du tsar. Ses raisons, ses limites et ses réserves. Le renouvellement du pacte de Chaumont et le postulat de solidarité internationale. Les traités du 20 novembre et la Sainte-Alliance. La France en tutelle. Les sentiments du tsar à l'égard de sa protégée. « Ce maudit Paris. »

I

Laissant la baronne à Heidelberg et l'empereur d'Autriche avec le roi de Prusse à Saint-Dizier, Alexandre avait brûlé les étapes sur le chemin de Paris. Avec une *sotnia* de Cosaques pour toute escorte, il avait franchi cinquante lieues d'un pays que les Alliés n'occupaient pas encore. Il était nerveux mais point poltron et il croyait avoir chance, en se pressant, de regagner tout ce qu'il avait perdu. Tchernichov lui annonçait que des désordres étaient sur le point de se produire dans la capitale, à raison de l'hostilité que les Bourbons y rencontraient, et le tsar faisait d'autant plus facilement crédit à ce rapport qu'il s'était donné beaucoup de peine pour faire agréer à ses compagnons d'armes la

candidature du duc d'Orléans, en faveur de laquelle Fouché s'était, de son côté, employé activement (1). Alexandre voyait jour ainsi à ressaisir le rôle d'arbitre qu'il avait joué l'année d'avant.

Le rapport se trouva faux, ou tout au moins empreint d'exagération. Louis XVIII occupait paisiblement les Tuileries, et, une demi-heure après l'arrivée du tsar, il se présenta à l'Élysée. Quand il quitta le palais une autre demi-heure plus tard, Alexandre avait revêtu le cordon du Saint-Esprit (2). Le roi n'était plus celui que le tsar avait connu, l'année d'avant, à Compiègne et aux Tuileries.

De multiples raisons conseillaient au souverain russe de répondre à cette avance. Aussi subtil et plus profondément réaliste, mieux équilibré et « cuirassé contre toutes les fantasmagories », comme a dit Sorel, Louis XVIII devait longtemps encore lui être personnellement désagréable. Mais il s'amendait ; il dépouillait la morgue par laquelle il s'était principalement rendu odieux à l'un de ses restaurateurs, et il n'était pas toute la France, que le tsar avait toujours séparée du roi et qu'il avait cherché à mettre dans sa clientèle. C'était sa politique, et, s'il ne l'avait pas, depuis l'année dernière, appliquée avec beaucoup d'esprit de suite, ni soutenue avec une fermeté suffisante contre ses alliés, ou une partie de son entourage, elle s'imposait plus que jamais à son choix. Ses alliés l'avaient trahi ; ils le mettaient encore en échec et presque en quarantaine ; ils lui donnaient de multiples sujets de plainte, et, dans les perspectives d'avenir, la France paraissait seule propre à seconder la Russie, en Orient, notamment, horizon vers lequel le regard du tsar était de plus en plus attiré par le mouvement en développement des hétairies grecques et l'influence grandissante de Capo d'Istria.

Dans une certaine mesure, Alexandre s'est inspiré de ces considérations, après son arrivée à Paris, en commençant par la répudiation prompte et entière de ses attaches avec les adversaires ou les rivaux de la royauté une seconde fois restaurée. Tel jour, il interdisait sa porte au duc d'Orléans, et, le lendemain, il faisait démentir la nouvelle publiée par quelques journaux des visites

(1) Madelin, *Fouché*, t. II, p. 376.
(2) Viel-Castel, *Histoire de la Restauration*, t. VI, p. 37.

que lui aurait faites la duchesse de Saint-Leu. Exilée de son hôtel de la rue Cerutti où le prince de Schwarzenberg prenait quartier et se cachant sous un nom russe dans un petit appartement loué à proximité, Hortense sollicitait vainement, elle aussi, l'intercession de Mme de Krüdener. Au rapport de la lectrice de l'ex-reine, Mlle Cochelet, Boutiaguine aurait été cependant chargé de lui porter, de la part du tsar, l'assurance d'une amitié qui restait fidèle. Une lettre du souverain au prince Eugène rend cette démarche tout à fait invraisemblable : on y trouve, en effet, le commentaire sévère d'un mémoire justificatif adressé par Hortense au tsar et un arrêt de condamnation sans appel (1).

En même temps, Alexandre rendait la main à Louis XVIII, avec quelque excès même, en tolérant et en paraissant couvrir de son autorité ceux de la *terreur blanche*. Il demandait bien des explications au sujet des représailles dont Carnot en particulier devenait l'objet ; mais il n'insistait pas, et, pour faire évader l'ex-roi Joseph, il prenait des détours. (2).

Il s'en faut cependant qu'au regard du roi ou de la France, contre les violences ou les convoitises de la Prusse ou de l'Autriche, le tsar ait assumé, à ce moment, le rôle de protecteur magnanime et de défenseur énergique dont les historiens français eux-mêmes continuent à lui faire honneur. Ou du moins, la légende généralement accréditée en ce point comporte des réserves. On doit douter que le pont d'Iéna, en particulier, ait dû sa conservation au vaincu de Friedland. C'est Talleyrand qui a pris les devants pour détourner Blücher de cet acte de vandalisme, et, dans les termes où le tsar et le ministre de Louis XVIII se trouvaient, il est tout à fait improbable que l'un ait secondé l'autre (3). Pour que, la curée de la France une seconde fois vaincue étant ouverte, Alexandre s'employât efficacement à réfréner la meute, il a fallu que l'ex-prince de Bénévent quittât

(1) Mlle Cochelet, *Mémoires*, t. III, p. 243 ; Nesselrode, *Lettres et papiers*, t. V, p. 215 et suiv. ; Goriaïnov, dans *Revue de Paris*, octobre 1907, p. 703 ; Du Casse, *le Prince Eugène*, t. X, p. 338 ; Turquan, *la Reine Hortense*, p. 313 ; E. Daudet, *la Police politique*, p. 22.

(2) Vitrolles, *Mémoires*, t. III, p. 148 et suiv. ; Müffling, *Aus meinem Leben*, p. 269.

(3) Vitrolles, *Mémoires*, t. III, p. 124 et suiv. ; Beugnot, *Mémoires*, p. 620-621.

la place, et, tardive, l'intervention du tsar n'a eu ni le cachet de générosité, ni l'importance décisive, ni enfin l'efficacité qu'on s'est plu à y reconnaître. Diverses raisons l'expliquent.

II

L'humeur du souverain d'abord, qui, à son arrivée à Paris, restait sombre, en dépit des clartés célestes que Mme de Krüdener lui avait fait entrevoir. En devenant de jour en jour plus atrabilaire, elle refoulait ses plus nobles instincts. S'irritant de tous et s'emportant à tout propos, il levait presque la main sur deux de ses chefs de régiment, après un défilé dans les rues de Paris, où il avait constaté quelques fautes ; il leur faisait prendre les arrêts à l'Élysée même, et, comme on lui rappelait que le poste de garde y était ce jour fourni par les Anglais, il répliquait dans un nouvel éclat de colère : « Tant pis, pour eux ! leur honte en sera plus grande (1) ! » L'injure et la menace constamment à la bouche, comme Paul aux derniers jours de son règne, il devenait, à son exemple, la terreur de tous ceux qui le servaient. Pour un papier qu'il avait égaré lui-même et qu'il allait retrouver l'instant d'après, il lançait au prince Volkonski une apostrophe tout à fait dans le style de celles dont usait le fils de Catherine : « Je t'enverrai dans un endroit que tu ne sauras pas découvrir sur tes cartes (2) ! »

Agamemnon prenait des traits d'Oreste, et le séjour à Paris augmentait très apparemment, en se prolongeant, l'état d'irritation où on le voyait. Tout en maudissant cette ville, Mme de Krüdener y retrouvait de l'agrément. Elle y gardait quelques relations. Amie autrefois de Mme de Beaumont, elle conservait avec l'auteur du *Génie du Christianisme* des rapports qui remontaient à la publication de cet ouvrage. Elle le revit à l'hôtel Montchenu, et, s'il n'y retourna pas, écœuré, devait-il dire, par les sortilèges dont le spectacle y était donné et en réalité déçu

(1) Mouraviov, « Mémoires, » *Archives russes*, 1886, t. III, p. 299 ; cf. *ibid.*, 1893, t. I, p. 179 et suiv.

(2) Mikhaïlovski-Danilevski, *Journal inédit de* 1815.

dans l'espoir, qu'il avait caressé, d'un rapprochement avec le tsar (1), d'autres visiteurs de marque le remplacèrent : Mme de Récamier cédait à la curiosité, Benjamin Constant à la crise de passion qu'il traversait à ce moment dans son commerce avec la belle Juliette, et « le spirituel et respectable Bergasse », comme l'appelait d'Allonville, au désir d' « en être ». Femme d'un noble esprit et beauté ravissante, Mme de Lesay-Marnésia, veuve d'un préfet de Strasbourg, en fut aussi, et, par le duc de Richelieu et Pozzo, ce groupe touchait à Louis XVIII lui-même et à ses entours, ce qui engageait Capo d'Istria à y chercher un point d'appui, en même temps qu'il y découvrait des affinités avec ses idées et ses chimères (2).

Flattant la prêtresse de l'hôtel Montchenu et atténuant son hostilité, ces contacts favorisaient celui qui était en voie de s'établir sur de nouvelles bases entre l'Élysée et les Tuileries ; mais Alexandre n'abdiquait pas ses préventions, qui se trouvaient même renforcées par l'effet d'un ensemble d'impressions nouvelles, dont il ne démêlait sans doute pas bien la nature. En compagnie de Mme de Krüdener, il inclinait naturellement à prendre une mauvaise opinion d'un peuple qui, après avoir successivement sacrifié à la révolution sacrilège et à l'empire dévastateur, ne montrait pas un repentir suffisant de cette double erreur. Mais Paris donnait au souverain contre lui des griefs plus réels. On a vu qu'en dépit de l'accueil flatteur qu'il y avait reçu l'année d'avant, le fils de Paul avait médiocrement goûté la ville et ses habitants. Moins fêté et adulé cette fois, il les trouvait plus déplaisants encore. Les charmes de la Malmaison lui manquaient ; les grâces trop cérémonieuses à son gré du faubourg Saint-Germain le rebutaient, et l'accueil qu'on y faisait aux Russes en général était d'ailleurs très éloigné des ardeurs de la veille. Joint à un sentiment plus juste des réalités, un réveil des susceptibilités patriotiques faisait que le duc de Richelieu ne parvenait pas à vaincre en ce point les résistances de sa sœur,

(1) Chateaubriand, *Mémoires d'outre-tombe*, t. II, p. 367, t. VIII, p. 254 ; Cassagne, *la Vie politique de Chateaubriand*, p. 413.

(2) Benjamin Constant, *Journal intime*, p. 145 et suiv. ; Mme Récamier, *Souvenirs et correspondance*, p. 287 ; d'Allonville, *Mémoires*, t. VI, p. 292.

Mme de Montcalm, et Tchernichov lui-même trouvait des portes fermées (1).

Alexandre en prenait texte pour taxer d'ingratitude et presque de trahison cette « nation légère », qui, après tout ce qu'il avait fait pour elle, s'était, pendant cent jours, portée à lui préférer Napoléon. Mais encore et surtout, malgré l'avantage évident d'une politique qui lui conseillait de ménager quand même l'ingrate, de la défendre contre de trop meurtriers attentats et de se la concilier, il lui répugnait de faire échec en tout point à la Prusse, quelques motifs de plainte qu'elle lui eût donnés de son côté, et de trop contrarier ses ambitions, si peu légitimes qu'il les jugeât.

C'est cet ensemble de mobiles, divers et complexes comme lui-même, qui a déterminé la part que le tsar a prise à la discussion et à la conclusion du second traité de Paris et qu'il convient de préciser.

III

Le 28 juillet, une note rédigée par Capo d'Istria à l'adresse des Alliés indiqua les vues de son maître sur l'objet qu'ils devaient se proposer dans le règlement définitif de leurs comptes avec la France. Elle le limitait à la conservation des avantages obtenus par la défaite de Napoléon et à ceux qu'une constitution libérale accordée à ce pays leur permettait d'attendre de sa pacification qu'elle assurerait. C'était exclure tout nouveau démembrement du territoire français et Capo d'Istria en répudiait explicitement l'idée dans la minute de sa note, le déclarant incompatible avec l'équilibre européen. Mais Alexandre avait retranché ce membre de phrase (2). Contre les prétentions excessives que les Prussiens produisaient et les excès de toute nature auxquels ils se livraient en compagnie des Bavarois, l'accord était général. Le tsar disait à Stein que l'armée prussienne déshonorait la cause commune (3),

(1) E. Daudet, *la Police politique*, p. 13 et suiv. ; L. Perey, *Histoire d'une grande dame*, t. II, p. 476.

(2) Bernhardi, *Geschichte Russlands*, t. I, p. 455.

(3) Pertz, *Stein*, t. IV, p. 562 et suiv. ; Gentz, *Correspondance avec Pilat*, t. I, p. 184.

et Wellington exprimait devant ses collègues la conviction que, si ces pratiques continuaient, « les Alliés se trouveraient bientôt en France dans la même situation que naguère les Français en Espagne (1). » Anglais et Autrichiens reconnaissaient d'ailleurs eux aussi la nécessité d'épargner la France, les uns dans l'espoir de l'intéresser, contre la Russie elle-même s'il devenait nécessaire, à la conservation de l'empire ottoman, et les autres dans la crainte de voir Louis XVIII lier partie avec la Russie ou l'Angleterre. Cependant, Wellington et Castlereagh s'entendaient aussi pour estimer que les Français devaient être rendus inoffensifs, et, dès le 17 août, le second fut en mesure d'annoncer à Liverpool qu'il avait réussi à amener le tsar à son point de vue, c'est-à-dire à lui faire reconnaître l'opportunité de ramener la France aux frontières de 1790 (2).

D'autre part, les Prussiens tenaient bon. Frédéric-Guillaume et ses conseillers étaient dominés — déjà ! — par le parti militaire, Hardenberg disant à Clancarthy qu'il « se sentait au milieu d'une bande de prétoriens » (3). Et, derrière les Prussiens, les poussant autant qu'elle était stimulée par eux dans ses appétits de puissance et de grandeur, l'Allemagne entière se ruait à la curée. Princes et chefs de partis, patriotes et soudards, renchérissaient les uns sur les autres en enflant leurs revendications, en même temps que pour leur donner de la force, ils multipliaient les intrigues, les cabales et les manœuvres de tout genre. Marchant ainsi de concert avec tous les États germaniques et même avec les Pays-Bas, à la fin d'août, la Prusse s'enhardit à présenter un projet de règlement qui n'enlevait à la France rien moins que la Flandre, l'Alsace, la Lorraine, la Sarre, la Franche-Comté, la Bourgogne : « un chef d'œuvre de destruction », comme disait Pozzo dans un rapport adressé au tsar, et le moyen d' « effacer le pays ainsi démembré de la carte politique de l'Europe (4). »

Selon la nature de leur tempérament, les auteurs du projet se faisaient tort en dépassant la mesure. Alexandre en jugea ainsi et reconnut la nécessité d'une résistance énergique à cet assaut ;

(1) Phillips, *The Confederation of Europe*, p. 134.
(2) Castlereagh, *Correspondance*, 3e série, t. II, p. 484, 497.
(3) Phillips, *loc. cit.*, p. 138.
(4) Pozzo, *Correspondance*, t. I, p. 206.

il ne s'y donna cependant pas le mérite de l'initiative. C'est en fait l'Angleterre qui, la première et dès le 2 septembre, a pris position, par un mémoire rectificatif, qui réduisait considérablement les prétentions ainsi manifestées. Cinq jours plus tard seulement, le tsar emboîta le pas, mais en faisant à la Prusse cette concession que Capo d'Istria avait essayé d'exclure : il admettait que des prélèvements mesurés avec modération fussent opérés sur le territoire français tel que le premier traité de Paris l'avait délimité. Et aussitôt, dépouillant leur fausse modestie, les Autrichiens se révélèrent amateurs, eux aussi, de gros morceaux. Mais, de ce côté, Alexandre avait moins d'indulgence et plus de défense : si, observait-il, des remaniements territoriaux d'une grande ampleur étaient admis, la Russie devrait y réclamer une part et l'échange tout au moins de la Galicie s'imposerait (1).

IV

Il pouvait faire mieux. Aux yeux de ses voisins du centre de l'Europe tout au moins, consacré par la défaite de la grande armée et de son chef, le prestige restait entier de l'appareil militaire dont il disposait et qui maintenant se trouvait à pied d'œuvre. Il jugeait aussi à propos d'en faire montre à ce moment critique et décidait à cette fin la fameuse revue du 11 septembre dans la plaine de Vertus, aux environs de Châlons. Il y faisait défiler 150 000 hommes avec 500 canons et ne manquait pas de produire l'effet qu'il attendait. Wellington se défendait d'en être impressionné, disant à Stewart : « Je crois que ma petite armée les tournerait dans n'importe quelle direction avant qu'ils soient arrivés à bouger (2). » Mais, dès le lendemain, la Prusse baissait de ton, et, rabattant de ses exigences, permettait que l'accord des quatre fût rétabli. Cependant, avec l'assentiment du tsar, le principe d'un nouveau démembrement de la France y restait acquis.

Une revue de troupes russes étant traditionnellement accom-

(1) Pertz, *Stein*, t. IV, p. 478 et suiv., p. 557 et suiv. ; Pertz-Delbrück, *Gneisenau*, t. IV, p. 463.
(2) Alison, *Hist. of Europe*, t. XIV, p. 101-102.

pagnée d'une cérémonie religieuse, Mme de Krüdener avait sa place marquée à celle-ci et elle ne s'est pas fait prier pour la prendre, avec tout son état-major de voyants et de voyantes. « Debout au moment de la prière et se dressant comme un Pierre l'Ermite au front des troupes prosternées », ainsi que l'un de ses biographes l'a représentée, ou dans une attitude plus discrète au gré d'un autre (1), elle a eu sa part de cette gloire. Mais ce devait être son dernier triomphe. Elle se proposait de suivre le tsar en Russie ; mais, s'arrêtant en Suisse pour prêcher, elle se faisait expulser de Bâle pour cause d'encouragement donné aux doctrines socialistes ; elle s'endettait encore follement, et, à défaut, d'un secours obtenu de son banquier céleste, ou du suppléant terrestre qu'elle lui avait trouvé à Paris, elle se laissait impliquer dans des poursuites judiciaires, auxquelles le pasteur Fontaine donnait lieu par des opérations qui frisaient l'escroquerie. Passant en Allemagne, elle soulevait d'autres scandales dont l'éclat devenait tel que son apparition à Saint-Pétersbourg en était rendue impossible, et, jusqu'en 1821, elle allait être confinée en Livonie, d'où Alexandre n'a montré aucun désir de la tirer (2).

V

Agréé par les trois autres Alliés et présenté le 20 septembre au gouvernement de Louis XVIII en forme d'ultimatum (3), le contre-projet anglais était encore, à sa façon, destructif, sinon

(1) Sainte-Beuve, *Portraits de femmes*, p. 366 ; Eynard, *loc. cit.*, t. II, p. 89-91.

(2) Pour sa biographie, v. encore : Mme A. K... dans *Messager historique*, t. LXI, p. 673 et suiv. ; Pypine, dans *Messager de l'Europe*, août et septembre 1869 ; Capefigue, *la Baronne de Krüdener et l'empereur Alexandre;* P. L. Jacob, *Mme de Krüdener;* Ford, *Life and letters of Mme de K...* — Les lettres de Mme de K... à l'empereur Alexandre se sont conservées en partie et se trouvaient avant la révolution à la bibliothèque privée des souverains. Les lettres d'Alexandre à la baronne ont été remises par elle, en 1821, au prince A. Galitzine qui les réclamait de la part de son maître. Elles ont toutes disparu, détruites sans doute par ordre de ce souverain ou de son successeur.

(3) D'Angeberg, *le Congrès de Vienne*, t. III, p. 1523.

de l'existence de la France, du moins de sa sécurité. A cet effet, suffisaient les voies d'accès qu'il ouvrait au monde germanique dans sa nouvelle formation. Contre la menace de cet océan aux vagues débordantes, le système classique de la politique française avait pendant des siècles visé à ériger un double front de défense : barrière matérielle du Rhin, ou barrière politique d'une clientèle ménagée parmi les États riverains de ce fleuve, à la faveur de leur particularisme ombrageux et de leurs tendances divergentes par rapport au foyer allemand. De cet héritage de la monarchie française que la Révolution avait recueilli et que Napoléon avait exploité à l'excès dans les deux sens, il ne restait rien, et, en même temps, les campagnes de 1813-1815 et leur résultat avaient fait crouler le rempart artificiel de forteresses, subsidiairement dressé en arrière des deux autres. S'il n'était relevé, la France restait portes ouvertes et c'est à quoi tendait le règlement projeté.

Pour les raisons indiquées plus haut, Alexandre ne la voulait pas trop affaiblie ; mais avec ses compagnons d'armes, il jugeait nécessaire de lui enlever la possibilité d'un retour offensif pour une entreprise nouvelle d'hégémonie ou de révolution. On peut admettre qu'avec eux il était dans son droit et même dans son devoir ; mais le projet adopté en commun dépassait l'objectif ainsi défini. En fait, il désarmait les vaincus à toute fin, et, sous couleur de leur fermer les accès de l'Europe centrale, il ouvrait les voies par lesquelles devaient, en sens inverse, passer les invasions de 1870 et de 1914. La France perdait les clefs de sa maison et c'est à la Prusse qu'elles étaient livrées, d'après une conception stratégique dont Blücher ne faisait pas mystère.

Annexée aux Pays-Bas et constituée en « un formidable bastion qui prenait la France au flanc », selon l'observation du vieux reître, la Belgique devait concourir à la réalisation de ce dessein ; mais les prélèvements en apparence insignifiants opérés sur le territoire français y répondaient aussi savamment et efficacement. Ils touchaient les points vitaux ,essentiels. Ils découvraient entièrement la trouée de l'Oise que l'on a appelée avec raison « l'esplanade de Paris ». Vauban l'avait couverte par une triple ligne de défenses, dont précisément les plus importantes, Philippeville et Mariembourg, Condé et Givet, avec encore Ypres, Tournay,

Mons, Charleroi, Namur, tournaient leurs canons contre les anciens possesseurs de ces places. « Un combat malheureux suffirait pour amener l'ennemi sous les murs de Paris », a écrit Chateaubriand (1).

Par Luxembourg, déclarée place de la Confédération germanique, et surtout la région lorraine de la Sarre, par la vieille cité française de Sarrelouis où Vauban avait établi un point d'arrêt pour barrer la vallée de la Moselle, la Prusse obtenait une seconde voie d'invasion. Par Huningue et Landau, ces deux portes de l'Alsace, l'une enlevée à la France, l'autre démantelée, elle s'ouvrait le chemin de Strasbourg et l'approche de Belfort.

La Savoie qu'on lui reprenait également, moins un lambeau, était pour le pays ainsi mutilé une acquisition récente ; mais Huningue et Landau, Condé et Givet, les forts de Joux et de l'Écluse, dont on diminuait en même temps son patrimoine, en faisaient partie depuis longtemps : Landau depuis 1714, l'Écluse depuis 1602 !

Démembrement, désarmement et appauvrissement, la curée était complète. Au premier traité de Paris, le tracé de la nouvelle frontière dans le bassin de la Sarre en laissait à la France la meilleure partie, avec le périmètre reconnu des gîtes houillers et les forges en exploitation. La Prusse ignorait alors la valeur du lot. Ses troupes ayant, depuis, stationné dans la région de Sarrebrück, elle se trouvait mieux renseignée et elle ne se faisait pas faute de s'adjuger cette proie, en attendant qu'au traité de Francfort, elle y joignît le reste du bassin.

Alexandre voyait tout cela et donnait quand même son consentement, comme aussi au payement par la France d'une contribution de guerre, dont il réclamait sa part : 100 millions sur 700, en sus des 200 millions que les vainqueurs exigeaient pour la construction d'une nouvelle ceinture de forteresses destinées à servir de place d'armes aux invasions futures. Sinon à l'influence directe de Mme de Krüdener, cette complicité du tsar dans l'œuvre de spoliation et de ruine ainsi décidée était due en grande partie à l'état d'esprit où le souverain se trouvait et qui avait permis à la baronne de pénétrer si avant dans son intimité. Il se représen-

(1) *Œuvres*, édition de 1857, t. XIX, p. 164.

tait réellement la France comme le foyer de l'agitation révolutionnaire, ainsi que de toutes les passions perverses et perturbatrices. C'est pourquoi il souscrivait encore à une occupation du pays le long de sa nouvelle frontière du Nord-Est, pendant une période de sept ans qui pourrait être prolongée.

VI

Cependant, une indication reçue de Pozzo laissa entendre à Louis XVIII qu'il avait chance d'obtenir un adoucissement de ces conditions. Mais il s'agissait d'un marché : le roi devait d'abord se défaire de Talleyrand et donner caution pour la dette de reconnaissance qu'il aurait ainsi contractée. Pozzo rédigea la minute d'une lettre où Louis déclarait que, si le tsar, auquel il faisait appel pour conjurer « la ruine et le déshonneur de son pays, demeurait inflexible », plutôt que d'y consentir, il quitterait le trône (1). Ce même jour, 23 septembre, le roi provoquait la démission de son premier ministre, qui, après avoir vainement tenté Pozzo par l'offre d'une place dans son cabinet, acceptait docilement sa disgrâce, en ayant soin de la motiver par les exigences des Alliés auxquelles son patriotisme lui défendait de souscrire et par les manœuvres maléfiques du tsar dont il ne consentait pas à devenir « la dupe » (2). Son remplaçant était l'ancien gouverneur d'Odessa, qui, à la revue de Vertus, moins de deux semaines plus tôt, avait encore porté l'uniforme russe (3).

Le 26 septembre, le nouveau ministère était formé, et, deux jours plus tard, le duc de Richelieu obtenait ce que le tsar avait promis : un retranchement de 100 millions sur la contribution de guerre ; la limitation du démembrement à la Sarre et aux seules places de Philippeville, Mariembourg, Sarrelouis et Landau ; la réduction enfin de l'occupation du territoire français à cinq ans,

(1) Pozzo, *Correspondance*, t. I, p. 209 ; F. de Martens, *Recueil*, t. XIV, p. 287.

(2) Pozzo, *Correspondance*, t. I, p. 211 et suiv. ; Maggiolo, *Pozzo*, p. 221 ; Sorel, *l'Europe et la Révolution française*, t. VIII, p. 487 et suiv.

(3) Baron de Damas, *Mémoires*, t. II, p. 244.

temps qui pourrait être abrégé, si, à l'expiration des trois premières années, « il apparaissait possible de confier la paix intérieure du pays à son propre gouvernement (1). »

Une autre légende veut que, montrant à Richelieu une carte où se trouvait indiquée la ligne maxima des prétentions prussiennes, le tsar lui ait dit : « Il n'y a manqué que ma signature ; je vous promets qu'elle manquera toujours, mais ne me demandez pas davantage. » Le successeur de Talleyrand n'y songeait pas. Son attitude vis-à-vis de cet ancien maître devait toujours retenir quelque chose du pli contracté à ce service : de *tchinovnik* à tsar. « Dupe », cependant, il ne l'était pas davantage. « J'ai signé la mort dans l'âme, écrivait-il, et, pour l'avoir fait, je mériterais de porter la tête sur l'échafaud (2). » Il n'ignorait sans doute pas qu'à la même heure, en un autre traité portant la même date du 20 novembre, les cosignataires renouvelaient entre eux le pacte de Chaumont. La générosité du tsar était à double fond. Comme des motifs intéressés et des limites, elle comprenait, à l'endroit de la France, des réserves et même un parti pris de malveillance, qui le portait à rejeter sur elle la responsabilité de tous les échecs et de tous les dégoûts qu'il avait épuisés au cours des derniers mois.

Pour refréner les Prussiens, il avait accepté avec empressement une proposition de Castlereagh, tendant à soumettre tous les actes des Alliés en France au contrôle de délibérations communes. Il y découvrait comme un reflet de cette conception de la solidarité internationale à laquelle il avait essayé lui-même de rallier le gouvernement anglais en 1804 (3). Il l'avait perdu de vue, depuis, dans l'ardeur des combats et la fumée d'autres ambitions. Il s'y trouvait ramené maintenant par les joies même qu'il avait savourées, comme chef d'une coalition, momentanément docile à son commandement, et par le chagrin qu'il éprouvait à être évincé de ce rôle. Décision fut donc prise que les ministres des quatre puissances se rencontreraient tous les jours à 11 heures

(1) F. de Martens, *Recueil*, t. IV, p. 27.

(2) Debidour, *Histoire de la diplomatie de l'Europe*, t. I, p. 97 ; Nadler, *Alexandre Ier et l'idée de la Sainte-Alliance*, t. V, p. 580. Ce dernier auteur a confondu l'épisode de septembre avec celui de juillet.

(3) V. t. I, p. 145 et suiv., de cet ouvrage.

du matin. Mais les circonstances voulaient qu'ils se donnassent rendez-vous chez leur collègue anglais, et le tsar n'y trouva pas son compte.

Au traité du 20 novembre, ne lâchant plus son dessein, il projeta un article 6, qui prévoyait pour l'avenir des réunions périodiques des puissances alliées, dont le but serait de « donner l'effet nécessaire au système de garantie réciproque, par elles adopté ». Castlereagh accepta le principe des assises internationales, mais non l'objet que le tsar leur assignait et qui, dans le texte définitivement convenu, se trouva réduit au souci de « consolider le lien intime unissant les quatre souverains pour le bonheur du monde (1). » Tout aussi fermement qu'au temps de Pitt, l'Angleterre insulaire restait rebelle à toute forme de confédération permanente, comme à tout engagement susceptible de restreindre son indépendance. Elle entendait la garder entière, même en ce quadrige diplomatique et militaire dont elle avait pris en dernier lieu et cherchait à retenir le gouvernement. Le commandement des corps alliés d'occupation était attribué à Wellington.

Alexandre éprouvait une nouvelle déconvenue, et c'est, peut-on supposer, sous l'impression de cet ultime échec qu'en son esprit envahi par les effluves mystiques, le dessein a définitivement pris corps de cette autre hyperbolique alliance, dont l'enfantement a donné lieu à des légendes qui seront confrontées avec la réalité historique au chapitre suivant et par laquelle l'ami de Mme de Krüdener s'est flatté de prendre revanche de tous ses déboires, en faisant quand même triompher l'auguste postulat, dont il se constituait l'apôtre.

Il prétendait que la France l'y aidât et il devait désormais viser obstinément non seulement à l'introduire dans la vaste organisation européenne ou mondiale qu'il projetait à l'ombre de la croix, mais à la rattacher même de quelque façon à ce consortium plus étroit et essentiellement profane, au maintien et au raffermissement duquel, sans elle et même contre elle, il se prêtait simultanément, mais où il souffrait de ne plus tenir le rôle dirigeant et où il destinait à sa protégée un office d'auxiliaire, Malgré quoi, il ne dépouillait pas les préventions qu'il avait con-

(1) Phillips, *The Confederation of Europe*, p. 134, 153 et suiv.

tractées à son endroit. Il continuait à la tenir pour une personne de mauvais ton, d'esprit perverti, de commerce aussi peu sûr que déplaisant, et il avait hâte de s'en éloigner. Il n'attendit même pas l'échange des signatures et, le 1er octobre déjà, il écrivait à sa sœur Catherine de Bruxelles : « Me voilà hors de ce maudit Paris (1) ! »

En Russie comme ailleurs, le mysticisme a affecté des aspects très divers. Si quelques contemporains d'Alexandre, en son pays, un Tchaadaiév, ou même à sa façon un Labzine, y ont trouvé un ressort de grande élévation morale, d'autres en plus grand nombre y portaient ou tout au moins y mêlaient des préoccupations beaucoup moins sublimes, souvent même passablement triviales, et c'est de ce dernier courant qu'entre Castlereagh, Metternich, Mme de Krüdener et la Kummerin, la Sainte-Alliance a procédé, en une déformation profanatrice d'un idéal trop haut placé et trop généreux pour que l'ascension à ce sommet n'exposât pas celui qui la tentait à une chute profonde.

(1) Grand-duc NICOLAS, *Correspondance d'Alexandre Ier avec sa sœur*, p. 202.

CHAPITRE XVI

LA SAINTE-ALLIANCE

I. La genèse de l'acte du 26 septembre. Ses antécédents proches et lointains. Le caractère de l'œuvre et sa portée. La part d'Alexandre dans sa conception et le rôle de Mme de Krüdener. — II. La forme et le fond. L'esprit et le langage. L'émoi produit et les alarmes éveillées par ce pacte. Leur raison et leur justification ultérieure. La Sainte-Alliance instrument de police internationale. Alexandre et Metternich. — III. L'ouvrier défend et explique son œuvre. Les contradictions de sa pensée. La volonté de combattre « l'esprit du siècle » et l'impossibilité reconnue de le faire rétrograder. « La lutte pour le bien contre le génie du mal. » Le principe et l'application. Le gouvernement politique et moral de l'Europe. Comment il échappera à Alexandre. — IV. Difficultés que rencontre la constitution de l'Alliance. Refus de l'Angleterre d'y adhérer. Exclusion du sultan et du pape. Complications diplomatiques. Dans le bas-fond des chancelleries. L'œuvre déviée de son but et la Russie détournée de sa destinée. — V. Incohérence de la politique du tsar. L'esprit de la Sainte-Alliance et l'ingérence de la Russie dans le gouvernement de la France. Les représentants du tsar à Paris et la colonie russe. Proconsulat et fronde. Le créateur de la Sainte-Alliance à la traversée de l'Europe. En Bohême. A Berlin. En route pour Varsovie.

I

Le second traité de Paris n'a été signé que le 20 novembre. L'*Acte de la Sainte-Alliance* l'a précédé de près d'un mois. Dès le 26 septembre (1), Alexandre y a obtenu l'adhésion du roi de Prusse et celle de l'empereur François. C'était encore cette Société des nations qu'il avait rêvé, onze ans auparavant, de mettre sur pied avec le concours de l'Angleterre, mais conçue dans un autre style et transposée, il l'imaginait du moins, dans un autre ordre d'idées, de sentiments et d'obligations. Il croyait avoir trouvé cette fois une formule de pacte international, qui désarmerait

(1) F. de Martens, *Recueil*, t. IV, p. 4.

toutes les résistances, en constituant une sorte de *compelle intrare* pour les plus récalcitrants. Il y dépouillait toute apparence d'intérêt personnel. Vainqueur de Napoléon, il n'oubliait cependant pas qu'il avait pensé partager l'empire du monde avec le vaincu, et, dans le fond, sans qu'il voulût assurément en convenir avec lui-même, c'était aussi cela, moins le partage, le copartageant se trouvant éliminé : une nouvelle forme d'hégémonie européenne ou mondiale, un tsarat élargi, sous le même gouvernement autocratique, représenté par le même chef. Il agirait comme organe de l'autorité divine et « pour le bien du monde », selon la formule de Castlereagh, qui sans doute n'en croyait rien. La sincérité d'Alexandre se laisse jusqu'à un certain point admettre. Faisant écho à Mme de Krüdener, Mme de Staël ne lui écrivait-elle pas : « Je ne cesse de souhaiter que le bien de l'Europe se fasse par vous... Vous me paraissez désigné pour cela par la Providence... Vous êtes par la supériorité de votre esprit mille fois au-dessus des princes existants (1). »

L'organisation de ce « système », comme il avait voulu dire à l'article 6 du traité du 20 novembre, se heurtait à deux obstacles : l'ambition concurrente des Alliés et l'esprit révolutionnaire de la France. Alexandre se flatta d'avoir raison de l'un par le moyen de l'autre, et réciproquement. La France était un réceptacle de tous les vices : le pays, une jungle « peuplée de trente millions de bêtes avec le don de la parole mais sans principes ni honneur » ; la capitale, un bouge, « sale au moral comme au physique (2). » Ce peuple se montrait cependant pourvu de ressources prodigieuses. La puissance qu'il avait développée au cours des dernières années pouvait passer pour un accident dû au génie exceptionnel et à la fortune miraculeuse d'un homme. Mais, ce thaumaturge disparaissant la France ne le suivait pas dans le néant. Vaincue et dévastée, mutilée et saignée à blanc, elle retenait des forces encore imposantes ; elle accusait des possibilités de relèvement qui obligeaient de compter avec elle. En captant et en

(1) 3 juin 1815, *ibid.*, t. XIV, p. 355 ; cf. *Revue de Paris*, 1er janvier 1897 et *Messager de l'Europe*, 13 janvier 1897 ; Gautier, *Napoléon et Mme de Staël*, p. 390.

(2) Mikhaïlovski-Danilevski, *Journal inédit;* comtesse de Choiseul-Gouffier, *Réminiscences*, p. 222.

maîtrisant cette source d'énergies indestructibles, on avait donc chance de les appliquer au « bien » et en même temps de les mettre à l'ouvrage pour incliner à la même fin les autres forces plus ou moins réfractaires du contingent européen ou mondial. Ainsi seraient renouvelés les *gesta dei per Francos*, avec le tsar comme belluaire.

C'est à ces préoccupations diverses que l'acte du 26 septembre a répondu. Mais, même en y adaptant à ses conceptions de 1804 le nouveau tour que l'exaltation mystique donnait à sa pensée et en les portant ainsi à un niveau assurément plus élevé bien qu'égaré dans la chimère, Alexandre ne faisait pas œuvre d'initiative entièrement personnelle et d'innovation. On n'est d'ailleurs pas fondé à lui en imputer la présomption. Ou du moins, il ne l'a pas toujours manifestée. A Sainte-Hélène, s'il faut en croire Las Cases, Napoléon se serait plaint que l'idée de la Sainte-Alliance lui eût été volée par son heureux rival. On peut l'excuser, si ce rapport est vrai, d'avoir oublié le *Projet de paix perpétuelle* de l'abbé de Saint-Pierre que, le taxant de « mauvais roman », Voltaire confondait dans un même dédain avec les desseins que Henri IV passe pour avoir médités en compagnie de Sully (1). Mais on doit s'étonner qu'il parût ignorer trois gros volumes, où, au lendemain de Tilsit, un de ses fonctionnaires, des moindres, il est vrai, Joseph Gondon, avait repris le même thème. Plus récemment encore, en collaboration avec le comte de Saint-Simon, arrière-cousin du célèbre auteur des *Mémoires*, Augustin Thierry avait débuté dans les lettres par un opuscule qui, d'octobre à novembre 1814, obtenait deux éditions et dont le titre était : *De la réorganisation de la société européenne, ou de la nécessité de rassembler les peuples de l'Europe en un seul corps politique.* L'idée courait les rues depuis longtemps, et, en dernier lieu, la diplomatie elle-même l'avait recueillie. Rédigé par Haugwitz, Guillaume Lombard et Gentz, un trio dont la personnalité intellectuelle et morale n'avait rien de transcendant, le manifeste de guerre prussien du 9 octobre 1806 renfermait une phrase que le pacte du 26 septembre a reproduite presque textuellement : « L'expérience, y lisait-on, a suffisamment démontré la sagesse

(1) *Mélanges historiques, Défense de Louis XIV.*

du principe qui, regardant tous les souverains de l'Europe comme membres d'une seule famille, les appelle tous à une défense réciproque ». L'année d'après, traitant à Bartenstein, Alexandre et Frédéric-Guillaume ont, dans le même esprit, indiqué la nécessité de faire disparaître de la politique « la défiance avec l'art de tromper », d' « établir une confiance entière et réciproque » entre les puissances qui « voulaient le bien », et de réaliser entre elles « un concert parfait ». Idéologie et phraséologie, comme à la diplomatie, le thème était aussi familier à la littérature politique, où il se rattachait au mouvement romantique, dont la Russie commençait elle-même à ressentir l'influence (1).

La part faite à l'élément religieux, si fortement accentué dans le pacte de septembre 1815, le distinguait bien quelque peu de ces antécédents proches ou lointains ; mais ce trait encore avait été déjà introduit par Alexandre dans la forme qu'il lui avait convenu de donner depuis quelque temps aux instruments diplomatiques émanant de sa chancellerie. En décembre 1814, à Vienne, dans une note adressée aux ministres dirigeants des puissances alliées, il avait exprimé le désir que « pénétrés également des principes immuables de la religion chrétienne commune à tous, les souverains, fraternisant entre eux, épurassent sur cette base unique de l'ordre politique comme de l'ordre social leurs maximes d'État et garantissent les rapports entre les peuples à eux confiés par la Providence (2). » Et ce n'était qu'une question de forme ou de style, la base religieuse de ces rapports se trouvant, entre puissances chrétiennes, sous-entendue, si même elles n'en faisaient pas état explicitement. Un peu plus tard, à Vienne toujours, le projet étais mis en délibéré d'une déclaration par laquelle, à la clôture des séances du congrès, les participants exprimeraient « la volonté ferme de chaque puissance de respecter les droits de ses voisins et la résolution de toutes de faire cause commune contre celle qui, méconnaissant ce principe, franchirait les bornes que lui prescrit un système politique revêtu de la sanction universelle ». Et, dans la proposition ainsi formulée, Alexandre a lui-même reconnu l'esprit de l'acte de septembre 1815. Or, il n'en était pas

(1) V. A. Stern, *Geschichte Europas*, t. I, p. 37.
(2) Bernhardi, *Geschichte Russlands*, t. I, p. 482.

l'auteur. Idée et texte, elle venait de Castlereagh (1). Dans une de ses lettres au prince A. Galitzine, le tsar dit expressément que l'idée de la Sainte-Alliance lui a été suggérée à Vienne « pour clôturer le congrès », le retour de Napoléon de l'île d'Elbe ayant seul empêché la réalisation immédiate de l'accord ainsi concerté (2), Il s'en est expliqué dans ce sens avec Castlereagh lui-même, à qui il a présenté l'acte de la Sainte-Alliance comme donnant simplement une forme plus précise à la propre pensée du ministre (3), et il a introduit cette reconnaissance de paternité dans un « projet d'instruction générale pour les missions russes à l'étranger », qui est de mai 1815 (4) et peut être considéré comme une ébauche de l'œuvre amenée à terme quatre mois plus tard. « Conviction profonde que les décrets de l'éternel président seuls aux destinées des empires » ; souci d' « assurer le bonheur et le salut de la grande famille européenne » ; appel à « la force entraînante de l'opinion... fruit de l'esprit du siècle » ; vœu en faveur d' « un pacte entre tous les États européens », établi de telle façon que « celui qui parmi eux enfreindrait les stipulations qui le concernent serait de fait considéré comme ayant déclaré la guerre à tous les autres » : rien n'y manque et l'affirmation positive y est consignée que l'idée d'un accord ainsi conçu « appartient au cabinet anglais ».

Dans ces conditions, on doit être surpris que l'événement du 26 septembre ait produit dans le monde européen un émoi dont la commotion et les répercussions y ont été longtemps sensibles ; qu'un débat ait été ouvert au sujet de sa genèse et n'ait pas encore été vidé et que Mme de Krüdener en particulier ait passé et passe toujours pour en avoir été l'instrument. Assez récemment, un écrivain de grande réputation a, *ex cathedra*, donné ce fait comme définitivement établi contre toute contradiction possible (5).

(1) Dépêche circulaire de Castlereagh, 13 février 1815, citée par Webster, dans *Transactions of the royal hist. soc.*, 3e série, t. VI, p. 68 et suiv. Texte de la déclaration dans Gentz, *Tagebücher*, édition de 1873, t. I, p. 443 et suiv. Gentz l'a rédigée et en a annoncé la publication dans *Œsterreichischer Beobachter*, 12 juin 1815.

(2) Grand-duc Nicolas, *Alexandre Ier*, t. I, p. 245.

(3) Wellington, *Suppl. Despatches*, t. XI, p. 175.

(4) Schilder, *Alexandre Ier*, t. III, p. 540 et suiv.

(5) Brandès, *Die Hauptströmungen der Literatur des XIX J.*, t. III, p. 154.

La baronne ne se trouvait à Vienne ni en décembre 1814, ni en mai 1815; Castlereagh ignorait vraisemblablement son existence à ce moment et Alexandre lui-même n'était pas encore en rapport avec elle. Et il n'importe qu'à certains jours, elle ait répudié cette paternité (1) ou l'ait réclamée d'autre fois. Elle aurait pu aussi bien affirmer ou nier son droit d'auteur à la découverte de la gravitation universelle.

D'après son propre témoignage, ou du moins d'après le premier qu'elle ait produit à ce sujet par l'intermédiaire d'Empaytaz (2), elle n'a connu l'acte de la Sainte-Alliance que par la communication qui lui a été donnée d'un texte déjà arrêté dans toutes ses parties. En même temps que des prières pour le succès de l'œuvre, des observations lui étaient, il est vrai, demandées sur son mérite ; mais très certainement Alexandre entendait qu'elles fussent bornées à la part qu'il y attribuait aux facteurs religieux et moraux. A propos des manœuvres auxquelles s'était récemment livrée l'ex-reine de Hollande, il faisait connaître, au même moment, à Mlle Cochelet combien, à l'exemple de Napoléon, il réprouvait l'immixtion des femmes dans la politique (3).

Un des biographes de Mme de Krüdener veut qu'elle ait néanmoins donné à cette Société de nations le nom sous lequel elle a paru dans l'histoire (4). Il se peut que ce titre de gloire, si c'en est un, doive lui être reconnu. Encore pourtant ne peut-elle y joindre le mérite de l'invention. Une autre *Sainte-Alliance* au moins s'était, en effet, déjà inscrite, sous ce nom, dans les annales européennes. En 1494, l'empereur Maximilien et Ferdinand le Catholique appelaient ainsi la ligue à laquelle ils associaient Milan et Venise contre les entreprises de Charles VIII en Italie. Et, contrairement à ce qui devait arriver à l'Alliance nouvelle, celle-là obtenait aussi l'adhésion du pape. Par malheur, c'était Alexandre VI, Roderic-Lenzuolo Borgia.

Mais, nom, idée et texte, Mme de Krüdener a, par moments, tout revendiqué dans l'œuvre de 1815 (5), sans qu'elle se défendît de

(1) *Life of W. Allen*, t. I, p. 281.
(2) Empaytaz, *Notice*, p. 40.
(3) Mlle Cochelet, *Mémoires*, t. III, p. 222.
(4) Eynard, *loc. cit.*, t. II, p. 93-94.
(5) V. notamment : Krug, *Gespräch mit Fr. von Krüdener.*

contredire son amie, Mlle de Stourdza, qui voulait que son frère y eût fait office de rédacteur. Et d'autres y ont admis la collaboration de Bergasse, que l'idéologie humanitaire disputait au mesmérisme, tandis que, d'après une indication qu'il disait tenir d'Alexandre lui-même, l'évêque berlinois Eylert en a rapporté l'honneur entier à Frédéric-Guillaume (1) !

II

Qu'elle vise le fond ou la forme de cette « apocalypse de la diplomatie », selon le mot plaisant de l'abbé de Pradt, la controverse ainsi engagée et perpétuée jusqu'à nos jours est vaine. Et l'esprit et le langage de l'acte du 26 septembre 1815 échappent également à toute attribution individuelle de paternité. A quelques nuances près, on y retrouve la marque de tous les milieux religieux et réactionnaires de l'époque, auxquelles l'affectation de libéralisme que l'élève de La Harpe retenait n'était pas elle-même entièrement étrangère ; l'esprit en particulier du parti catholique français et le langage de Bonald ou de Chateaubriand, dans les appels, notamment, que l'auteur des *Origines du Christianisme* multipliait à l'adresse des souverains légitimes, « frères par la religion chrétienne (2) », mais l'esprit aussi et le langage de certains protestants ou païens d'Allemagne, ce qui a permis à tel historien d'apercevoir dans la Sainte-Alliance une application de l'enseignement hégélien et engagé Gœthe à y reconnaître « la chose la plus grande et la plus bienfaisante qui ait été jamais conçue dans l'intérêt de l'humanité (3). »

(1) Comtesse Edling, *Mémoires*, p. 241 et suiv. ; Metternich, *Mémoires*, t. I, p. 212 ; Mühlenbeck, *les Origines de la Sainte-Alliance*, p. 236 et suiv. ; Capefigue, *la Baronne de Krüdener*, p. 95 et suiv. ; Eylert, *Charakterzüge aus dem Leben Fr. Wilhelms III*, t. II, p. 246 et suiv. ; Gaillard, *Autres temps, Nicolas Bergasse*, p. 112 et suiv. Bien qu'insistant sur les rapports d'intimité intellectuelle établis en 1815 entre Bergasse et Alexandre, l'auteur, bien informé, ne dit pas que cet idéologue ait eu part à la conception de la Sainte-Alliance.

(2) V. sa brochure, *Napoléon et les Bourbons*.

(3) Lévy-Bruhl, *l'Allemagne depuis Leibnitz*, p. 414 ; Eckermann, *Gespräche mit Gœthe*, p. 155.

En lui-même, l'acte du 26 septembre n'est qu'une profession de foi, renouvelée de beaucoup d'autres analogues, et banale, autant qu'ingénue. Les signataires commencent par déclarer que, « conformément aux saintes Écritures qui ordonnent à tous les hommes de se regarder comme frères, ils demeureront unis par le lien d'une fraternité véritable et inviolable, et, se considérant comme des compatriotes, ils se prêteront en toute occasion et en tout lieu assistance, aide et secours ». Ils proclament ensuite que « la nation chrétienne, dont eux et leurs peuples font partie », n'a réellement d'autre souverain que « celui à qui seul appartient en propriété la puissance ». C'est presque textuellement encore le langage que Bossuet faisait entendre à Louis XIV. Ils terminent enfin en se disant disposés à accueillir dans ce saint concert, « avec autant d'empressement que d'affection », tous ceux qui « voudront solennellement avouer les mêmes principes ». Il n'y avait dans tout cela ni révélation d'aucune sorte, ni donc matière à surprise et à sensation ou alarme ; ni enfin cause apparente d'une révolution dans l'ordre politique ou social de l'Europe. L'émoi produit par l'événement a été cependant grand et ses conséquences ont pris une énorme gravité. C'est que, en sus des éléments spirituels ou formels qu'il y empruntait à un fonds vulgarisé, Alexandre a introduit, en effet, dans ce thème une part d'inspiration personnelle et originale, traits où s'est trouvée la source de multiples complications et de troubles profonds. Ce n'étaient que des détails, auxquels lui-même n'attribuait, peut-on croire, qu'une importance secondaire ; mais, dans les effets immédiats de l'œuvre et plus encore dans son développement ultérieur, l'accessoire est devenu l'essentiel, en déterminant son caractère et sa portée.

Le créateur de la Sainte-Alliance de 1815 a voulu d'abord que les négociations qu'il entamait pour cet objet fussent non seulement entourées du plus grand mystère, mais confinées entre les seuls souverains, à l'exclusion de leurs ministres. Elles en prenaient un air de complot. Alexandre a commencé par entrer en matière avec Frédéric-Guillaume dans des conciliabules à huis clos où nul tiers n'était admis. D'où sans doute la méprise où l'évêque Eylert s'est laissé induire. Le consentement du roi acquis, le tsar s'est adressé à l'empereur François et, celui-ci, le renvoyant, comme c'était sa coutume, à Metternich, il a péremp-

toirement récusé cet intermédiaire (1). « La chose était d'un tel ordre que les souverains seuls devaient en connaître. »

Il ne pouvait s'y mieux prendre pour mettre le public en alerte et généralement en méfiance à l'endroit de ce qui se tramait de la sorte, et, quand le résultat en fut connu, moins il répondait par son apparence aux suppositions qu'il avait fait naître, plus on fut porté à y chercher un sens caché, plein d'arrière-pensées menaçantes et de redoutables dessous. Conçu dans l'ombre et conclu dans le mystère, cet accord ne comprenait-il pas des clauses secrètes? Prétentions de dictature universelle ou projets de conquête visant la Turquie, chacun y devinait ce dont il avait peur (2). Et, par un autre trait encore portant la marque personnelle d'Alexandre, l'acte du 26 septembre prêtait à ces gloses.

Metternich devait plus tard lui dénier toute espèce de valeur, même au titre d'une manifestation d'ordre moral, et Castlereagh s'est au premier jour égayé avec Wellington de « cette pièce de sublime mysticisme et d'absurdité », comme il qualifiait la chose en écrivant à Liverpool (3). Il avait cependant, comme Liverpool lui-même, rédigé antérieurement, ou contresigné, des instruments diplomatiques dont l'inspiration et le style étaient à peu près semblables. Mais, aux articles d'un *credo* politique ou religieux d'usage déjà traditionnel, Alexandre donnait une application nouvelle : termes non plus d'un manifeste adressé par les souverains à leurs peuples, comme celui dont Castlereagh avait conçu l'idée à Vienne, mais d'un pacte conclu entre ces potentats eux-mêmes. Contre qui? Les précédents rendaient inimaginable une entente diplomatique qui ne menaçât personne, et, d'autre part, trois signataires seulement figuraient originairement à ce contrat. Les autres membres de la communauté européenne étaient recevables au pacte, mais ils n'avaient pas été admis à en discuter les termes ; ils paraissaient ainsi appelés à y figurer à un rang inférieur et en posture de subordination ; ils ne pouvaient manquer d'en prendre offense à la fois et alarme, et le roi de Sar-

(1) Metternich, *Mémoires*, t. I, p. 209.
(2) Gervinus, *Geschichte des XIX Jahrhunderts*, t. II, p. 725 et suiv.; Sugenheim, *Russlands Einfluss*, t. II, p. 362.
(3) Wellington, *Suppl. Despatches*, t. XI, p. 175.

daigne en donnant l'exemple (1), cette impression s'est généralisée.

III

Après une expérience de quelques mois seulement, en avril 1816, Alexandre éprouvera le besoin de défendre son œuvre contre les fausses interprétations par lesquelles, à son idée, « le génie du mal » aura cherché à en dénaturer le caractère et l'objet. Il la déclarera destinée uniquement à « confirmer les contractants eux-mêmes dans les préceptes de conservation politique et sociale et à rendre plus efficaces, dans leur application aux relations civiles et politiques des États, les principes de paix, de concorde et d'amour qui sont le fruit de la religion et de la morale du christianisme (2). » Mais, loin de le désarmer, cette formule ne fera que donner un nouvel aliment au soupçon éveillé d'une tutelle tyrannique que les trois premiers signataires du pacte se proposeraient d'établir sur le régime politique et social de tous les États et d'une ingérence permanente qu'ils chercheraient à exercer dans leur vie intérieure ou leurs relations extérieures.

En toute sincérité encore, Alexandre pouvait tenir ce soupçon pour injurieux. Du moins, s'il ne répugnait pas, comme il l'avait assez montré antérieurement, à quelque façon de police internationale et si même il prévoyait implicitement cette autre application de son « système », il ne se la représentait certainement pas avec la forme oppressive et malfaisante qu'elle faisait généralement pressentir non sans raison et il devait, à cet égard, mourir dans l'inconscience et l'impénitence finale. En dehors du souci de rentrer dans le paradis perdu des honneurs suprêmes et des apothéoses, il portait d'ailleurs dans cette entreprise le défaut de précision dans les idées qui lui était habituel et il en donnait la preuve.

Ainsi qu'il en avait instruit ses représentants à l'étranger en mai 1815, il entendait réagir contre « l'esprit du siècle développé

(1) J. DE MAISTRE, *Œuvres*, t. XIII, p. 287.
(2) Au comte de Lieven, Pétersbourg, 2 avril 1816, grand-duc NICOLAS, *Alexandre Ier*, t. I, p. 191.

par la Révolution » ; mais en même temps, il admettait que « nulle force ne pouvait faire rétrograder ce courant et le ramener dans la direction primitive », et il allait jusqu'à reconnaître que la coalition elle-même y avait puisé sa force et trouvé « l'instrument même de ses succès ». A raison de quoi, il jugeait nécessaire « d'en dégager les principes qui gouverneraient désormais l'action réunie de tous les cabinets » et leur permettrait « de reconstruire solidement le système européen », en « accordant au monde le bienfait d'une paix générale ». Cependant encore, comme traits caractéristiques du mouvement en cause, en même temps qu'une « aspiration prononcée à l'existence constitutionnelle », il découvrait « la tendance des peuples au régime guerrier ».

Tel était, à l'ordinaire, le jeu de son mécanisme intellectuel et l'interprétation par lui donnée à la Sainte-Alliance s'en est ressentie. Il en faisait un composé d'antinomies, et, ainsi conçue, l'œuvre devait entraîner l'ouvrier sur une pente où diverses influences allaient se conjuguer pour tirer parti des incertitudes de sa pensée ou des faiblesses de sa volonté, au gré d'objectifs que, tout au moins au début, il n'avait eu nullement en vue.

L'acte du 26 septembre n'a, d'après son texte, visé aucun but politique déterminé, pas plus qu'il n'a créé un engagement de droit positif, en aucune forme ; mais, par son imprécision même, il a fourni un thème facile à exploiter, au bénéfice de conceptions d'État qu'il ne semblait pas propre à inspirer, et il a été en fait le point de départ d'une politique collective des grandes cours continentales, appliquée à la constitution d'un droit canon qui leur devenait commun et qui a servi leurs convenances dans ce qu'elles ont appelé « la lutte pour le bien contre le génie du mal », formule où une interprétation progressivement étendue a compris la répression non seulement des tendances révolutionnaires de toute nature, mais des inclinations libérales même les plus modérées. (1).

Dans cette voie, traité par Metternich de « jacobin », l'élève de La Harpe se montrera un jour disposé à dépasser son rival qui, lui aussi, se piquait de libéralisme. « Tu crois que je suis libéral dans le fond du cœur? lit-on dans une des lettres du ministre

(1) Debidour, *Histoire de la diplomatie de l'Europe*, t. I, p. 92 et suiv.

à Mme de Lieven. Oui, mon amie, je le suis, et même au delà (1). » Mais, à ce prix même, Alexandre n'aura pas réalisé son rêve demi-conscient et ressaisi le gouvernement, fût-ce seulement moral, du monde européen. Il aura obtenu de figurer nominalement en tête d'une gendarmerie internationale, qu'il ne pourra le plus souvent mettre en mouvement à son gré et dont le commandement effectif lui échappera toujours.

IV

Dans la constitution elle-même de la Sainte-Alliance, son initiateur a rencontré des mécomptes et des dégoûts qu'il ne prévoyait assurément pas. Frédéric-Guillaume et François n'y ont donné leur adhésion qu'avec assez de mauvaise grâce. Consentie au rapport de quelques historiens (2), celle de l'Angleterre a été exclue dès le premier jour. A la Chambre des communes, Brougham et Bennet interpellaient violemment Castlereagh à ce propos. Ils rappelaient que les trois premiers signataires du nouveau pacte étaient aussi les trois bourreaux de la Pologne, en attendant qu'un de leurs collègues le dénonçât comme « une confédération de tyrans de la pire espèce (3). » Sans qu'il prît à son compte ces récriminations, ni même le langage injurieux de Castlereagh, Liverpool put ainsi alléguer la double impossibilité de souscrire à ce pacte sans l'approbation du parlement, ou de l'y faire agréer. Alexandre le donnait lui-même comme soustrait par sa nature sublime à la compétence des chancelleries ; il devait donc lui suffire que le régent déclarât ses sympathies à titre personnel (4). C'était affaire non de controverse diplomatique mais de sentiment religieux et Spéranski allait gravement invoquer à ce propos le symbole de la descente du Saint-Esprit sur les oints du Seigneur (5).

(1) 4 février 1819, *Lettres à Mme de Lieven*, p. 181.
(2) Sorel, *l'Europe et la Révolution française*, t. VIII, p. 491.
(3) Hansard, *Parliamentary Debates*, t. XXXII, p. 350 et suiv., et le même, nouvelle série, t. VIII, p. 139.
(4) 6 octobre 1815, F. de Martens, *Recueil*, t. XI, p. 249.
(5) *Archives russes*, 1867, p. 444, et 1870, p. 188.

Son maître ne s'est pas retenu, cependant, de solliciter l'adhésion même du gouvernement des États-Unis, dont le représentant à Saint-Pétersbourg, Levett Harris, se montrait bien disposé. Mais à Washington, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Adams, préludait déjà à l'application de la doctrine que, sous son inspiration, le président Monroe devait formuler huit ans plus tard et qui fut précisément une protestation contre le principe dont la Sainte-Alliance se réclamait et le régime que l'on visait à établir sous son couvert, en Europe, et même au delà. Le tsar a donc essuyé de ce côté un refus péremptoire (1).

Cet échec ne fut pas le seul. Alors qu'il prétendait en étendre le rayonnement par delà l'Océan, Alexandre a dû reconnaître que l'universalité qu'il attribuait à son œuvre avait des limites même en Europe. Le sultan y échappait naturellement puisque cette ligue était formée sous le signe de la croix et l'on doit s'étonner que son promoteur ait songé à y agréger le pape (2). La doctrine et la discipline romaines devaient répugner également à une association, qui, affectant un caractère religieux, ne tenait cependant aucun compte des distinctions confessionnelles. En outre, pour des raisons qui seront indiquées plus loin, Alexandre se mettait en état d'hostilité, à ce moment, au regard du catholicisme. Mais, dès le début, avec les façons de despote qui s'accentuaient chez le vainqueur de Napoléon, il a porté dans cette affaire beaucoup d'étourderie. Comme à la procédure protocolaire, il voulait que la nouvelle Alliance fût soustraite le plus longtemps possible aux discussions foraines et il avait donc réclamé et obtenu des premiers adhérents l'engagement de tenir le pacte secret jusqu'à décision ultérieure. Mais, il ne fut pas plus tôt rentré à Saint-Pétersbourg, que l'amour-propre d'auteur l'emportant sur le goût du mystère, il contrevenait le premier à cet accord (3).

A Vienne et à Berlin, comme à Constantinople et à Rome, des froissements diplomatiques en résultèrent, et, des hauteurs où l'ouvrier avait voulu la maintenir, l'œuvre ne tarda pas à glisser

(1) Hildt, *Early diplomatic negociations of the U. S. with Russia*, p. 110 et suiv. ; Cresson, *The Holy Alliance*, p. 48 et suiv.

(2) P. Boudou, *le Saint-Siège et la Russie*, p. 126.

(3) Gentz, *Dépêches inédites*, t. I, p. 121.

sur cette pente aux bas-fonds des chancelleries. Metternich l'y attendait, et, entre ces mains, elle ne pouvait avoir rien de commun ni avec la parole du Christ, ni avec les intérêts de la chrétienté. Une ligue chrétienne, constituée en dehors de la plus grande communauté évangélique qui existât dans le monde, était d'ailleurs *a priori* un non-sens. On sait comment la politique autrichienne a tendu à en faire un instrument essentiellement profane, au service d'intérêts où la Russie et son maître n'ont eu aucune part.

En lui-même, le pacte du 26 septembre 1815 n'était rien, l'adhésion, en manière ridiculement solennelle, à une suite de lieux communs empruntés à un vocabulaire vulgarisé et vides de toute substance pratiquement utilisable. Mais ce vide était quelque chose : un piège. A la faveur précisément de ce que l'ami de Mme de Krüdener mettait d'irréel dans l'enveloppe, l'amant de l'effrénée intrigante politique que fut Mme de Lieven n'a pas eu de peine à s'emparer du creux et à y introduire des réalités brutales, par l'effet desquelles le tsar et son peuple ont été détournés de leur sphère d'action légitime et asservis à des besognes auxquelles ils n'avaient aucune raison de s'employer.

V

Le créateur de la Sainte-Alliance a facilité ce stratagème par l'incohérence persistante et même progressivement aggravée de ses idées et de son action. Constitutionnaliste et libéral, il prétendait cependant exercer en France une sorte de protectorat, dont l'instrument n'était pas seulement dans la force armée, 27 000 hommes sous Michel Vorontsov, qu'il laissait derrière lui en quittant ce pays. A la présidence du nouveau ministère, le duc de Richelieu y prenait figure de délégué du tsar, et, au poste d'ambassadeur, parent proche par le tempérament sinon par le génie du compatriote tant détesté, Pozzo semblait prendre modèle sur les proconsuls, qui, cinquante ans plus tôt, avec le même titre, exécutaient à Varsovie les ordres de Catherine.

« Monsieur, est-ce toujours un Corse qui nous gouverne? » demandait à Talleyrand un des voisins de Valençay (1).

Cependant, Paris gardait quelques autres représentants de la Russie que des obligations de service ou des convenances personnelles y retenaient, et ceux-ci s'entendaient mal avec celui-là. Parmi eux, le négociateur de la capitulation de Paris en 1814, Michel Orlov, et son frère Alexis, futur signataire du traité de Paris de 1857, figuraient à la tête d'un groupe, qui, frondant le gouvernement des Tuileries, comme leur maître avait fait l'année d'avant, inclinait à favoriser la candidature au trône français du prince d'Orange, bientôt marié avec la grande-duchesse Anne. En grande liaison avec Hortense et avec Mlle Cochelet, la princèsse Pierre Volkonskaïa, de son côté, faisait de son salon de la rue de la Paix le foyer d'une agitation à tendance bonapartiste (2). Or, le tsar tolérait ces incartades et, jusqu'au Congrès d'Aix-la-Chapelle, il devait même en paraître souvent satisfait, parce que Louis XVIII continuait à lui inspirer peu de sympathie et aussi parce que, hors de Russie, Alexandre était assez porté à confondre la liberté avec la licence, bien qu'il se montrât en même temps essentiellement préoccupé de bien tenir le rôle nouvellement pris à sa charge de soutien attitré de l'ordre européen.

Ce rôle le charmait à tel point et il s'en promettait tant de satisfactions de toute nature qu'au départ du « maudit Paris », il retrouvait l'entrain et la gaieté de ses plus beaux jours. Apaisé et rasséréné, il se remettait en frais d'amabilité, comme aussi de représentation. Rendant visite au prince de Schwarzenberg en sa résidence bohémienne de Vorlik, il lui faisait oublier les dégoûts qu'il lui avait donnés pendant les campagnes des années 1813-1815. Un brusque écart de l'attelage que l'ex-généralissime tenait en main effrayant la princesse, au cours d'une promenade, il la rassurait d'un mot flatteur :

« Ne craignez rien! Votre cher mari nous a toujours si bien conduits! »

Un peu plus loin, il quittait la voiture pour remplacer derrière sa charrue un paysan chenu et fournir le sujet d'une gravure

(1) E. Daudet, *la Police politique*, p. 254.

(2) *Ibid.*, p. 55, et « Correspondance de la princesse Tourkiéstanov », *Archives russes*, 1883, *Supplément*, p. 51.

bientôt popularisée. Le 24 octobre, c'est à Berlin qu'il déploya toutes ses grâces, s'y laissant retenir jusqu'au 8 novembre par un événement qui créait un lien nouveau entre sa maison et celle des Hohenzollern : les fiançailles du grand-duc Nicolas avec la princesse Charlotte de Prusse. Il tombait de cheval en paradant à la tête d'un régiment de la garde prussienne, mais n'en perdait pas le sourire. Il était redevenu « un ange », et il allait continuer à Varsovie, où il se rendait, pour recueillir son autre part de l'héritage napoléonien.

CHAPITRE XVII

L'HÉRITAGE DE NAPOLÉON EN POLOGNE
LA « KONGRESÓWKA »

I. A Varsovie. Le nouveau roi de Pologne. Effort de séduction. Caresses, largesses et promesses. Le problème des provinces lituaniennes. Déclarations ambiguës. Impression déconcertante. — II. La constitution. Son enfantement laborieux. Ses mérites et ses défauts. Raisons qui font que les Polonais n'en sont pas satisfaits. Un homme qui manque à Varsovie et deux qui y sont de trop. — III. Kosciuszko. Raisons qui retiennent en exil le héros national. L'exagération de l'instinct démocratique et la phobie des grands hommes. — IV. Novossiltsov. Sa disgrâce et sa rentrée au service. Délégué du tsar en Pologne. Première atteinte à la constitution. La fonction illégale corrompt le fonctionnaire. Une école de dépravation. — V. Le grand-duc Constantin. Son apparence physique, son caractère et sa réputation. Il est un objet de terreur. Effort de Czartoryski pour l'éloigner de Varsovie. Les candidats présumés à la lieutenance du royaume. — VI. Alexandre veut que son frère reste en Pologne. La mise en tutelle du pays et l'apprentissage du régime constitutionnel. Alexandre et Czartoryski. La fin d'une amitié. — VII. La nomination du vice-roi. Un choix imprévu. Le général Zaionczek. Une carrière accidentée. Un chapitre de l'histoire polonaise.

I

Le nouveau royaume de Pologne, la *Kongresówka*, ne pouvait manquer, cette fois, de recevoir la visite de son roi. Alexandre était pressé d'y paraître dans ce rôle, et on lui doit cette justice qu'il s'est appliqué consciencieusement à le bien tenir. Sur le chemin de la capitale, il a fait un détour pour éviter Posen rendue à la Prusse. Il risquait d'y être fraîchement reçu, ou, dans le cas contraire, d'éveiller des susceptibilités à Berlin. Roi de Pologne et allié des Hohenzollern, ces deux personnages s'accordaient mal ; mais il ne redoutait pas les incompatibilités.

A la frontière de son royaume, il revêt l'uniforme de général

de l'armée polonaise et le cordon de l'Aigle Blanc. Aux portes de Varsovie, il refuse les clefs de la ville : « Je ne viens pas en conquérant ! » Au faubourg de Cracovie, qu'il parcourt entre une double haie de soldats polonais, les fenêtres ont été, d'après une recommandation de Novossiltsov, « couvertes de beau sexe du haut en bas ». Apercevant à l'une d'elles la mère du prince Adam Czartoryski, Alexandre la salue démonstrativement de son épée. L'ancien ministre des Affaires étrangères du tsar passe pour être destiné par lui au poste de vice-roi et le souverain semble confirmer cette supposition. Acceptant, le lendemain, un bal au palais Czartoryski, il l'ouvre avec la princesse douairière. Les jours suivants, il se prodigue, multiplie les procédés de courtoisie et les visites. La princesse Dominique Radziwill en reçoit une, bien que son mari soit mort en combattant les Russes. Très belle, la princesse Maximilien Jablonowska retient, cependant, plus longtemps le souverain, qui redevient ainsi l'homme des galanteries londoniennes et viennoises. Le 17 novembre, portant l'uniforme des chasseurs à cheval polonais, il paraît chez la princesse de Würtemberg, sœur du prince Adam, danse « une tempête » avec la maîtresse de la maison et « fait mille folies ».

En même temps, il répand à pleines mains faveurs et bienfaits, distinctions et largesses. Une cour polonaise est créée à Varsovie et mise sur un grand pied aux frais du souverain, qui, sur une liste civile de sept millions de florins, emploie 500 000 en libéralités et abandonne le reste. Il accorde sur sa cassette force pensions, dont une au cordonnier patriote, Kilinski, qui, malgré la misère où il est tombé, reste irréconciliable. Un de ses antagonistes, le renégat Adam Szydlowski, sollicitant le même traitement, cette réponse lui est faite : « Comme empereur de Russie, je veux bien lui donner quelque chose, mais qu'il ait garde de paraître devant le roi de Pologne (1) ! »

A l'impression ainsi produite, d'autres cependant, moins plaisantes, se trouvent bientôt mêlées. Un sequestre a été mis sur les biens des Polonais qui ont suivi la fortune de Napoléon. L'héritier de Napoléon en ordonne la levée ; il étend la mesure aux provinces

(1) Dembicki, *Pulawy*, t. II, p. 240 ; Skarbek, *Mémoires*, p. 59 ; G. Kozmian, *Mémoires*, t. III, p. 55 et suiv. ; Falkowski, *Tableaux*, t. V, p. 565 et suiv. ; Smolka, *la Politique du prince Lubecki*, t. II, p. 304.

de l'Ouest, Lituanie, Volhynie, Podolie, et une députation des gouvernements de Grodno, Wilno et Minsk se présentant à Varsovie, il semble confirmer le sens flatteur que les Polonais attribuent à cette assimilation. Il dit, en effet, à Michel Oginski : « Les rapports qui ont existé jusqu'à présent entre les provinces lituaniennes et la Russie ne sauraient être indéfiniment maintenus ; ce pays sera donc réuni à la Pologne. » Il ajoute, cependant, que son intention n'est pas de diminuer la Russie » et ces deux déclarations paraissant inconciliables, il refuse péremptoirement de s'en expliquer avec les députés. Il laisse vaguement deviner l'intention d'étendre progressivement à tous les pays de sa domination les bienfaits du régime constitutionnel, dont les Polonais auront joui les premiers, les franchises ainsi acquises en commun devant servir de trait d'union entre les parties distinctes et cependant indissolublement liées d'un ensemble, qui pourrait affecter la forme fédérative. Après avoir congédié les députés qu'il laisse désappointés, il dit à Lanskoy, qui leur a servi d'introducteur : « Je ferai pour eux plus qu'ils ne pensent. » Et à un autre Russe, qui, de son côté, a été alarmé par ce propos : « Oui, oui, je ne laisserai même pas cela à la Russie. Elle restera encore assez grande (1) ! » Mais, par l'obscurité où il maintenait ses discours et qui était sans doute aussi dans sa pensée, en effrayant les uns, le souverain ne rassurait pas les autres.

« L'empereur est divinisé ici, écrivait à ce moment Iermolov, en donnant des nouvelles de Varsovie à l'un de ses amis ; s'il veut, il peut prendre l'âme d'un chacun (2). » L'ancien chef d'état-major de la première armée n'était pas un courtisan et il savait voir ; mais il généralisait inconsciemment des observations faites dans le milieu où les Russes pénétraient le plus facilement et trouvaient un accueil sympathique : groupe des privilégiés, titulaires de pensions ou de charges de cour. La masse restait dans l'expectative et la méfiance, attendant, en particulier, d'être fixée sur la constitution qui serait octroyée au nouveau royaume. Au jour de sa publication, le sentiment qui domina fut d'immense déception.

(1) Tourguéniev, *la Russie et les Russes*, t. I, p. 87 ; Schilder, *Alexandre Ier*, t. III, p. 356.
(2) *Sbornik*, LXXIII, p. 191.

II

Contrairement aux reproches que le fils de Paul a encourus à son sujet, il n'y a pas fait acte d'improvisation hâtive, comme Napoléon en 1807. Un Comité constitué par le souverain et comprenant, sous la présidence de Thomas Ostrowski, Novossiltsov, Czartoryski, ainsi que d'autres notabilités polonaises, avait été mis à l'ouvrage pour cet objet dès le 3 juillet 1814, et, à l'arrivée d'Alexandre à Varsovie, les travaux préparatoires se trouvaient encore en cours. Le jour de son départ de Vienne, le tsar avait bien publié un manifeste indiquant les bases du régime politique qu'il destinait aux Polonais ; mais ces « lois fondamentales » du 25 mai 1815 (1) n'étaient qu'une déclaration de principes théorique. Au cours du Congrès, le parti aristocratique polonais avait opposé au projet élaboré par Ostrowski et ses collègues un contre-projet ayant pour auteurs Louis Plater, Alexandre Linowski et Czartoryski lui-même. Aucun n'avait donné satisfaction au futur roi de Pologne. L'un favorisait trop à son gré les intérêts de la noblesse et l'autre ne faisait pas une part suffisante à l'autorité du souverain. En novembre 1815, il n'y avait encore rien de décidé, et, à ce moment, le chef provisoire du ministère de l'Intérieur, Ignace Sobolewski, eut charge d'établir une rédaction nouvelle, qui fut encore l'objet d'une révision minutieuse (2).

Contrairement à Napoléon, Alexandre prenait cette entreprise de législation politique très au sérieux. Il n'oubliait pas que les Polonais étaient un peuple rompu à la pratique du constitutionnalisme depuis une époque déjà très reculée, et il gardait peut-être le souvenir des opinions anciennement professées par Stein, qui depuis avait changé d'idée, ou tout au moins de discours, mais qui, dans un mémoire rédigé à la veille de Tilsit (3), vantait encore, tout en reconnaissant ses défauts, « la noble fierté et l'énergie, le courage et la générosité, l'intelligence et les talents »

(1) D'Angeberg, *Recueil*, p. 691.
(2) Askenazy, *la Pologne et la Russie*, p. 67.
(3) Pertz, *Stein*, t. I, p. 433.

de cette nation. Divers indices permettent de supposer qu'en rendant *sa* Pologne à un régime dont elle avait fait un long apprentissage et dont, comme l'admettait Stein, l'ingérence hostile des voisins l'avait seule empêchée de recueillir les fruits, Alexandre se proposait réellement d'y créer comme une école d'application à l'usage de *ses* Russes. L'accueil fait par les Polonais à la nouvelle constitution n'en a pas moins été des plus froids.

Au sentiment général, les « lois fondamentales » de mai s'y laissaient mal reconnaître, en l'absene de quelques garanties essentielles, qui ne s'y retrouvaient pas et que remplaçaient des interpolations fâcheuses, tel le droit réservé au souverain d'ajourner indéfiniment la convocation de la Diète. Elles n'empêchaient cependant pas que cette charte fût encore la plus libérale de toutes celles qui existaient alors en Europe. A lui seul, comportant le vote direct, l'égalité des circonscriptions et un cens très modéré, le système électoral qu'elle adoptait l'emportait de beaucoup, à ce point de vue, sur le régime anglais d'avant la réforme de 1832 ou le régime français de 1814, même après l'application des ordonnances qui y ont étendu le droit de vote. Par rapport à ce dernier, le pouvoir attribué aux électeurs polonais avait une amplitude décuple. Comprenant la liberté de la presse et la garantie de certains droits personnels, cette constitution polonaise l'emportait aussi en libéralisme sur celle que Spéranski avait en dernier lieu destinée à la Russie, et, avec l'usage exclusif de la langue polonaise dans les tribunaux, l'administration, l'armée ; l'emploi exclusif des Polonais dans tous les offices publics ; la suppression des confiscations et des déportations ; la garantie par la Russie de la dette polonaise, elle offrait aux bénéficiaires, on doit en convenir, de très larges satisfactions. Ils n'en furent pas satisfaits, et Alexandre lui-même y contribua en leur faisant espérer mieux, sans qu'on s'entendît de part et d'autre sur le caractère du provisoire ainsi établi et de ce qu'il promettait. Le souverain y voyait une expérience, dont le résultat déterminerait la forme qui serait définitivement donnée au régime de ce pays, comme à ses rapports avec la Russie, et il se réservait à cet égard une entière liberté. Il devait s'en expliquer de façon catégorique, et même quelque peu brutale, dans une lettre adressée en son nom, deux années plus tard, au vice-roi : « Sa Majesté ne considère

pas du tout les bienfaits dont Elle a comblé votre nation comme irrévocables. Elle pense que ces institutions sont obligatoires pour la nation, mais non pas pour le souverain (1). » Et, à ce moment déjà, laissé à Varsovie, par une première atteinte au pacte constitutionnel, comme représentant du tsar, Novossiltsov allait déclarer nécessaire une modification radicale de ces clauses, en raison des « principes démocratiques et révolutionnaires » qu'elles contenaient et qui menaçaient de « gangréner toute la nation (2). »

Dans les conditions où il se trouvait créé, la nature du lien établi entre le nouveau royaume de Pologne et la Russie, ou le souverain commun, prêtait, en effet, à l'incertitude, et les spécialistes du droit public en font aujourd'hui encore un objet de controverse, comme pour la Finlande. Union personnelle? Union réelle? Le débat n'est pas vidé (3). En 1815, sans qu'ils s'y engageassent, les Polonais tenaient pour absolument acquis ce qu'ils avaient obtenu et ils ne considéraient cette conquête que comme une étape dans la voie des réparations totales : reconstitution intégrale du patrimoine national, indépendance complète. Mais, au titre provisoire même, de multiples raisons tendaient à leur rendre déplaisant, voire même promptement odieux, le nouveau régime. Une de ces raisons était qu'il manquait un homme à Varsovie et qu'il y en avait deux de trop.

III

Le manquant était Kosciuszko. Non que ses compatriotes se souciassent beaucoup de revoir parmi eux l'ancien dictateur. Une des causes des malheurs que ce peuple a encourus s'est trouvée dans la phobie que l'exagération de l'instinct démocratique lui a fait contracter à l'endroit de ses grands hommes. L'absence de celui-là n'en prenait pas moins, à cette heure, eu égard aux circonstances, un air d'anomalie et un sens menaçant. Les démons-

(1) D'Angeberg, *Recueil*, p. 733 et suiv.

(2) Tsviétaiév, dans *Messager russe*, 1904, t. XII, p. 538 et suiv.; cf. Kozlowski, dans *la Pensée russe*, 1906, t. IV.

(3) Jellinek, *Die Lehre von der Staatenverbindungen*, p. 72; Korkounov, *le Droit public russe*, t. I, p. 182.

trations dont il l'avait rendu l'objet à Paris portaient quelques-uns à imaginer que, pour représenter le roi de Pologne à Varsovie, Alexandre préférerait le héros national à Czartoryski (1). En mai encore, sur la route de Vienne à Nymphenbourg, le tsar s'était arrangé pour le voir à Braunau, avait flatté ses espérances comme il savait le faire et avait obtenu qu'il rejoignît Czartoryski qui restait à Vienne (2). Aucune entente n'en était cependant résultée. Kosciuszko tenait essentiellement à obtenir des assurances formelles au sujet des provinces lituaniennes. Comme la plupart des hommes ayant marqué en Pologne depuis son union avec l'ancien patrimoine des Jagellons, il était originaire de ce dernier pays, où un effort de colonisation, d'assimilation et de mise en valeur portait la meilleure part des énergies polonaises et en favorisait le développement. Il eut la naïveté de demander à Alexandre un engagement écrit et positif. Il ne reçut pas de réponse et regagna tristement la Suisse, où il devait bientôt mourir (3). On a lieu de croire, au surplus, que sa détermination a été influencée par l'attitude, à son égard, du plus grand nombre des siens, qui en usaient de même avec les autres héros survivants des luttes pour l'indépendance, Dombrowski ou Kniaziewicz, trait du tempérament national que des événements récents ont remis en évidence.

IV

Les deux hommes de trop à Varsovie étaient Novossiltsov et le grand-duc Constantin. Après avoir figuré dans le gouvernement provisoire du duché, où il commençait déjà à révéler l'aspect nouveau qui devait le rendre dans ce pays un objet de haine et

(1) Askenazy, *la Pologne et la Russie*, p. 75.

(2) Les rapports de la police viennoise l'ont désigné à ce moment sous le nom de « comte polonais », v. commandant Weil, *les Dessous du Congrès de Vienne*, t. II, p. 607-608.

(3) Kosciuszko à Alexandre Ier, 3 juin 1815 ; le même à Czartoryski, Vienne, 13 juin, et Soleure, 19 août 1815 (publiées par Zahorski, *Wilno*, 1911, et d'Angeberg, *Recueil*, p. 700) ; cf. Korzon, dans *Revue hist.* (pol.) septembre-octobre 1912, p. 221 et suiv. ; Kozlowski, *l'Autonomie du royaume de Pologne*, p. 271 et suiv., et *Ancienne Russie*, 1882, XXXVII, p. 247 et suiv.

de dégoût universels, l'ami du prince Czartoryski était nommé maintenant « délégué et fondé de pouvoir du gouvernement russe » auprès du nouveau Conseil d'État polonais. La constitution ne prévoyait pas cette fonction et l'excluait même formellement. Le fait était aussi donné comme provisoire ; mais, comme beaucoup d'autres, qualifiés de même, il devait durer et prendre avec le temps un développement exorbitant (1).

De 1808 à 1812, Novossiltsov s'était trouvé dans son propre pays en pleine disgrâce. Privé de tout emploi, il avait vécu à l'étranger. En mai 1812 encore, il écrivait à Czartoryski : « Tant que l'empereur m'envisagera comme un ennemi personnel, je ne pourrai rentrer à Saint-Pétersbourg (2). A Vienne où il a principalement fait séjour à cette époque, l'oisiveté a contribué à développer ses habitudes d'intempérance et de débauche, au détriment des penchants plus nobles qu'il tenait de sa parenté avec les Stroganov. Au printemps 1812, s'abandonnant à ses plus mauvais instincts, il considérait sa carrière politique comme terminée, quand un message de Paul Stroganov l'engagea à retourner en Russie : la chute de Spéranski semblait y ouvrir des perspectives nouvelles pour les anciens membres du *Comité secret*.

Il reparut donc en scène, physiquement délabré et plus avili encore moralement, sans qu'il fût cependant ou dût jamais devenir l'être uniformément abject que Mickiewicz a mis en scène dans l'un de ses poèmes (3). Dix-huit années plus tard, le décembriste Lounine, esprit élevé et cœur noble, devait pleurer sa mort, lui reconnaissant, malgré la différence d'opinions qui les séparait, une grande intelligence et un zèle ardent pour le bien du pays (4). En 1812, Czartoryski gardait de son côté à ce compagnon de meilleurs jours une affection inaltérée et se portait garant même de ses sympathies pour la cause polonaise : « Je réponds de lui comme de moi-même », écrivait-il (5).

Novossiltsov rejoignit Alexandre en juillet 1812 au camp de Swienciany en Lituanie, et trouva assez bon accueil, mais aucun

(1) Hoffmann, *Coup d'œil sur l'état politique du royaume de Pologne*, p. 115.
(2) *Archives Czartoryski*, n° 5447.
(3) Troisième partie des *Ancêtres*.
(4) Pypine, *le Mouvement social*, p. 362.
(5) G. Kozmian, *Mémoires*, t. II, p. 427; comtesse Potocka, *Mémoires*, p. 347.

jour à reprendre ne fût-ce qu'une part de la haute situation qu'il avait occupée. A raison de ses relations avec Czartoryski, il fut mêlé aux négociations entamées à ce moment avec l'ancien ministre des Affaires étrangères ainsi qu'avec quelques-uns de ses compatriotes et il devait être spécialisé désormais dans ce domaine qui lui était, cependant, assez peu familier. Sa qualité d'ancien collaborateur et confident du tsar, disgracié à raison de ses convictions libérales, selon une légende rendue vraisemblable par les apparences, lui valut à Varsovie une excellente recommandation. Dans un salon qui donnait le ton à la capitale polonaise, il fut quelque temps l'hôte assidu et choyé de Mme Antoinette Potocka, qui plus tard devait parler avec horreur de ses yeux louches, mais qui à ce moment leur trouvait du charme (1). Il reçut lui-même beaucoup, menant grand train, avec l'argent des Czartoryski, prétendit-on plus tard (2). Lettré et possesseur d'une belle bibliothèque, fastueux et hospitalier, avec de belles manières et une grande facilité d'élocution, il commença par plaire assez généralement. Mais, comme l'a observé le poète prince Viaziémski, qu'un long séjour à Varsovie rendait bon juge en la matière, le pays a achevé de gâter l'homme (3). Il a produit cet effet sur la plupart des Russes qui y ont été employés. Par le fait de la besogne qu'on les chargeait d'y faire, il a été une école de dépravation. Le second personnage dont la présence à Varsovie irritait les Polonais s'est lui-même ressenti de cette influence.

V

Le grand-duc Constantin y a aussi bien débuté, en dépit de la mauvaise réputation qui le précédait (4). Un officier de sa suite

(1) Comtesse Potocka, *Mémoires*, p. 364 ; cf. Smolka, *la Politique du prince Lubecki*, t. II, p. 290 et suiv.

(2) Comtesse Potocka, *Mémoires*, p. 347 ; Moscicki, dans *Bibl. de Varsovie*, 1908, t. II, p. 159.

(3) V. encore pour Novossiltsov : G. Kozmian, *Mémoires*, t. III, p. 103 et suiv. ; Askenazy, *le Prince Poniatowski*, p. 312 ; *Archives des princes Viaziémski*, t. III, p. 72.

(4) Czartoryski à Novossiltsov, 24 décembre 1812, *Sbornik*, t. IX, p. 432.

a évoqué plus tard l'époque de son séjour en Pologne à ce moment comme la plus heureuse qu'il eût connue. Il lui souvenait d'avoir fraternisé avec les Polonais et vidé en leur compagnie, buvant à l'union de tous les peuples slaves, des coupes en argent qui contenaient deux bouteilles de vin de Champagne (1) ! Constantin Pavlovitch savait d'ailleurs être aimable quand il voulait, en dépit de son apparence, qui était terrible : « l'air d'une hyène en fureur », a noté dans son journal un diplomate qui cependant n'a vu le prince qu'au milieu des fêtes du Congrès de Vienne (2). Sur un corps trapu et voûté, au-dessus d'un cou court, gros, étranglé dans la raide cravate d'uniforme, un grand crâne chauve ; un front démesurément développé mais à angle obtus ; un visage large, épais, gras, au teint de brique, encadré de petits favoris roux ; deux trous en place de nez ; des yeux d'un bleu très clair, ombragés par des sourcils en broussaille, presque blancs comme les cils ; une voix rauque d'aboiement ou de rugissement plutôt que de son humain : tel l'ont dépeint en traits presque identiques deux contemporains, dont l'un, commensal de longues années, se piquait, en dépit d'une brouille finale, de ne pas faire tourner le portrait à une caricature (3). Quelques ressemblances avec Paul ; mais la laideur du père n'était que risible ; celle du fils, toujours repoussante, donnait parfois une impression d'épouvante.

Dans ce corps mal fait s'agitait, en effet, une âme pire, sauvage, débridée, sujette à des emportements, qui, sous l'influence d'une double hérédité de corruption et de détraquement moral, touchait par moments à la démence. Promis dans son enfance à l'empire de Byzance, ce petit-fils de la grande Catherine a eu des nourrices grecques et, en les quittant, a épelé Plutarque dans l'original ; mais, par certains traits de sa vie intime, la grand'mère ajoutait à cette lecture des pages de Suétone. A l'école de Gatchina ensuite, sans acquérir aucune habileté au métier des armes, il a appris à en goûter les bas côtés : caserne et parade, discipline de fer et dressage d'automates, en même temps que ses instincts de despotisme développés se conjugeaient avec des habitudes de servilité.

(1) Kolzakov, « Souvenirs, » *Ancienne Russie*, 1873, t. VII, p. 423 ; cf. A. Kozmian, *Mémoires*, t. II, p. 12-13.
(2) Eynard, *Journal*, p. 15.
(3) Moriolles, *Mémoires*, p. 389 ; A. Kozmian, *Mémoires*, t. II, p. 12.

l'inclinant à tous les abus du pouvoir et à tous les avilissements du vice. Comme son père, il a gardé pourtant des germes de noblesse et de bonté, étouffés dans sa jeunesse par les fumées d'une vie d'orgie, mais susceptibles de percer incidemment et le mettant moralement, voire même intellectuellement à certains égards, au-dessus de son aîné : sentiment profond et sûr de la justice, franchise et loyauté ; capacité d'estime pour les vertus d'autrui et de repentir au regard de ses propres fautes ; mépris de la bassesse et générosité. Avec cela, du bon sens, des vues justes et parfois profondes sur les hommes et les choses ; peu d'instruction, mais beaucoup d'originalité dans les idées, une excellente mémoire et un grand don de pénétration : « Il a de l'esprit », écrira Metternich en 1819 : « il peut même avoir du cœur ; mais la dose s'en fond dans une mer de défauts, des défauts *boundless as the sea* (1). »

Fils respectueux et dévoué, frère tendre, mari peu fidèle, mais faisant preuve à certains jours d'une délicatesse de sentiment raffinée, comme son père et son frère, il fut plein de contrastes et de contradictions. Écrivant à son ancien précepteur en 1796, il signait « l'âne Constantin » et ajoutait à sa lettre ce post-scriptum : « Ane vous êtes, âne vous serez... On ne peut pas faire boire un âne qui n'a pas soif. » Mais le message était pour faire part à La Harpe, dans les termes les plus gracieux, des fiançailles du signataire avec Julie de Cobourg, et du désir qu'il aurait de passer des mois entiers auprès de lui avec sa compagne (2). En 1804, un incendie éclatant à sa résidence favorite de Strelna, Constantin Pavlovitch n'a pas donné un moment d'attention au sinistre, occupé qu'il était à consoler la maîtresse de son frère pleurant la mort d'une fille (3), et, en 1826, il pressera son frère cadet de restituer à Mme Narychkine les lettres adressées par elle à son amant : « Devoir de galant homme », dira-t-il (4). Il l'était dans ses bons moments, qui malheureusement furent rares.

(1) A la comtesse de Lieven, 19 février 1819, Lettres du prince M... à la comtesse de L..., p. 206. Sur les incartades du grand-duc au Congrès d'Erfurt, v. Oudinot, duc de Reggio, *Récits*, p. 94 et suiv.
(2) *Sbornik*, t. V, p. 60-61.
(3) *Id.*, LXXVII, p. 467.
(4) *Ancienne Russie*, 1873, t. VIII, p. 393.

Les mauvais ont très tôt donné de l'humeur à Catherine et même de l'appréhension (1). Au début du règne d'Alexandre, Saint-Pétersbourg fut mis en émoi par l'aventure tragique d'une jeune et très belle étrangère, Mme Araujo, femme d'un joaillier de la cour, de nationalité portugaise. Courtisée par le grand-duc Constantin et repoussant ses hommages, elle aurait été traîtreusement attirée au Palais de Marbre, résidence hivernale du prince, et, livrée à la lubricité brutale d'une bande d'officiers, elle aurait succombé aux suites de cet attentat. Officiellement, après une enquête dont le résultat était comme de raison négatif, la mort fut attribuée à une cause naturelle ; mais, vingt ans plus tard encore, s'opposant à ce qu'il recueillît la succession d'Alexandre, les adversaires de Constantin devaient dire que « l'ombre de la Portugaise lui en barrait l'accès (2). »

En 1815, cette ombre s'interposait aussi entre le grand-duc et les sympathies polonaises ; mais d'autres raisons tendaient à les lui aliéner. En principe, purement militaires, les attributions de Constantin Pavlovitch à Varsovie étaient bornées au commandement des troupes russes et polonaises de la région. Dans le cadre des institutions politiques du royaume, le frère du tsar n'avait d'autre place que celle qu'il lui plaisait de réclamer à la Chambre, comme député du faubourg de Praga, et où il paraissait de temps à autre, en affectant un air de gouaillerie. La nature des choses lui donnait cependant mille moyens d'amplifier son rôle et il devait être d'autant plus incliné à en user que l'attitude déférente qu'il observait en public au regard de son aîné, « plus qu'un soldat français vis-à-vis de son capitaine », au rapport d'un agent de Louis XVIII (3), ne l'empêchait pas de réprouver péremptoirement l'ordre de choses établi par lui sur les rives de la Vistule. Bien qu'on l'entendît condamner aussi la politique des partages, adoptée, disait-il (4), « au mépris de tout ce qu'il y avait de plus sacré au monde », il n'en estimait pas moins que ce

(1) Catherine II, *Mémoires*, édition de 1897, p. 708 et suiv.

(2) *Ancienne Russie*, 1875, t. XII, p. 629 et suiv. ; cf. Steingel, *Mémoires*, p. 439 ; grand-duc Nicolas, *Paul Stroganov*, t. II, p. 116.

(3) Béchu, envoyé en mission spéciale à Varsovie en août 1820, Affaires étrangères, Russie, *Correspondance*, CLXI, p. 74.

(4) Au comte Vassiliév, 2 juin 1812 et 14 mars 1814, *Archives russes*, 1882, t. I, p. 129 et 159.

pays « aurait dû rester comme il était (depuis 1795) et être gouverné à la russe, ce dont il aurait fait son affaire ». Il aimait la Pologne, surtout, peut-on croire, à travers les jolies Polonaises, auxquelles il ne se lassait pas de porter des hommages, qui changeaient d'ailleurs souvent d'objet (1). Plus tard, il devait l'aimer à travers l'armée du nouveau royaume, dont il ferait son joujou, mais qu'il exaspérerait par sa brutalité. En amour, ses façons demeuraient terribles.

Et la conséquence était que, dès le 29 juillet 1815, Czartoryski écrivait à Alexandre : « Un ennemi ne pourrait nuire davantage à Votre Majesté (2). » En octobre, sur le bruit que la lieutenance du royaume allait échoir à Constantin Pavlovitch, il demandait la permission d'aller au-devant du souverain à Berlin, et, essuyant un refus, il lui adressait, par Novossiltsov, un message de protestation véhémente se terminant par ces mots : « sa nomination serait une sentence de mort (3) ! » Le grand-duc était représenté comme « ne se possédant pas au seul nom de la constitution ». Il « haïssait le pays, la nation et tout ce qui s'y fait » ; il « couvrait de sarcasme tout ce qui est règle, forme et loi » et il révoltait l'armée polonaise en y introduisant la pratique des bastonnades. Le prince Lubecki et Novossiltsov lui-même envoyaient au tsar des rapports dans le même sens (4) ; mais Czartoryski y mettait plus d'emportement, ainsi qu'une note d'animosité personnelle. Il se reconnaissait des titres hors pair et presque des droits au poste que ses adversaires politiques, même en Pologne, lui croyaient promis, et, y fût-il appelé, il jugeait que son autorité s'y trouverait diminuée, voire même battue en brèche, si le grand-duc restait à Varsovie. Mais Alexandre devait, en ce point, tromper toutes les prévisions.

(1) V. t. I, p. 30, 133, de cet ouvrage. Ses lettres d'amour à la princesse Hélène Lubomirska ont été publiées par Askenazy dans *Bibliothèque de Varsovie*, 1913, CCXC, p. 409 et suiv.

(2) Czartoryski, *Mémoires*, édition de Mazade, t. II, p. 337.

(3) 14 octobre 1815, Correspondance d'Alexandre avec Czartoryski aux *Archives Czartoryski;* ce passage a été omis dans le texte publié par de Mazade, Czartoryski, *Mémoires*, t. II, p. 348 ; cf. Smolka, *la Politique du prince Lubecki*, t. II, p. 302.

(4) *Archives Czartoryski*, n° 5459, et Schilder, *Nicolas Ier*, p. 532.

VI

Il voulait que son frère restât à Varsovie, comme tutelle, palliatif et au besoin correctif du régime qu'il se proposait d'y établir, et aussi pour qu'il s'y initiât à des mœurs politiques auxquelles il répugnait violemment, mais qui pourraient se trouver étendues à toute la Russie, le jour où il serait appelé à y régner. Dans l'horreur même que Constantin Pavlovitch professait à leur endroit, son frère voyait une raison pour lui en imposer le contact. Une incompatibilité d'humeur pouvait en résulter et fausser l'expérience, en la rendant à la fois stérile et dangereuse, mais Alexandre ne tenait jamais compte, on le sait, de telles considérations. Il faisait une expérience, et, si elle tournait mal, Constantin Pavlovitch était l'homme indiqué, pensait-il, pour y couper court, en réduisant et circonscrivant les conséquences de l'échec. A cette fin, le grand-duc devait demeurer en dehors du régime, où il ne convenait pas que son rang fût compromis, et donc Alexandre ne songeait pas à son frère pour la lieutenance du royaume. Mais, pour d'autres et multiples motifs, il n'y destinait pas davantage Czartoryski.

Confident de ses premières ferveurs libérales comme de tous ses projets ultérieurs de reconstitution polonaise, le prince Adam avait trop appris dans ce commerce et y avait montré aussi trop peu de docilité. Alexandre n'oubliait pas les suggestions de son ancien ministre au sujet de l'intronisation en Pologne du grand-duc Michel et il n'ignorait pas davantage que leur auteur avait, depuis, reporté ses vues sur la grande-duchesse Catherine. D'aucuns lui attribuaient même des prétentions personnelles dans ce sens, en raison des origines de sa famille, ou de sa parenté avec le dernier roi de Pologne (1). Issu des anciens grands-ducs de Lituanie, en prenant à Varsovie titre de vice-roi, Czartoryski y symboliserait, d'autre part, des espérances qu'il plaisait à Alexandre

(1) Propos de Novossiltsov en 1822, *Archives russes*, 1872, p. 1734 ; Dembicki, *Pulawy*, t. II, p. 242.

d'entretenir, mais auxquelles il ne voulait, même indirectement, donner aucun gage.

Le prince ne faisait pas non plus oublier le mouvement qu'il s'était récemment donné à Vienne et à Londres pour faire échec à la politique de son maître. Une copie de sa correspondance avec les whigs anglais se trouvait aux mains du tsar, produite, d'après certains témoignages, par Novossiltsov au moment même où, se rendant à Berlin, il acceptait d'y servir d'interprète à son ami (1). A Vienne aussi, Czartoryski venait de remettre en cause, dans ses rapports avec le mari d'Élisabeth, cet élément romanesque, qui, après les avoir rapprochés, devenait maintenant entre eux un motif d'irritation. En fait, bien qu'ils continuassent à échanger des démonstrations de tendresse, dans la vie publique comme dans la vie privée, tout ce qui avait uni ces deux hommes tendait maintenant à les séparer. Formée originairement dans un empyrée de rêve et d'exaltation, leur liaison n'avait pu s'y maintenir, ni, en descendant à un niveau moins élevé, y résister à l'épreuve de plus triviales réalités.

Il s'en fallait d'ailleurs que la candidature du prince eût l'agrément de tous ses compatriotes. Son passé, son attitude équivoque en 1812 et même, parmi ses attaches multiples avec la Russie, celle dont il n'était pas responsable mais dont il ne pouvait pas se déprendre, constituaient, aux yeux de quelques-uns, des vices rédhibitoires. Quinze ans plus tard, chassé de Varsovie par l'insurrection, qui, en manière de défi, portait à la présidence du gouvernement national l'ancien ministre de l'empereur Alexandre, le grand-duc Constantin allait écrire à son frère Nicolas : « Je trouve quelque chose de consolant dans cela : c'est... qu'ils n'ont pas pu faire autrement que d'élire un bâtard russe, sans s'en douter (2). »

VII

Vraisemblablement, avant même qu'il arrivât à Varsovie, Alexandre avait, de concert avec Constantin et Novossiltsov,

(1) Comtesse Potocka, *Mémoires*, p. 369; Wilson, *Private Diary*, t. II, p. 248.
(2) 2 mai 1831, *Sbornik*, CXXXII, p. 115, 171. Cf. t. I, p. 45, de cet ouvrage.

arrêté son choix. Mais, selon son habitude, il s'est appliqué à n'en rien laisser soupçonner. Donnant le change au sujet de ses intentions, il a reculé jusqu'à la dernière minute l'explication qu'il ne pouvait pas éviter avec le candidat évincé. Elle eut lieu un instant avant le départ du souverain, dans la nuit du 27 au 28 novembre, et ressembla sans doute quelque peu à celle qui avait précédé, trois ans auparavant, le départ de Spéranski pour l'exil. Le lendemain, Varsovie apprenait avec stupeur la nomination du général Joseph Zaionczek, créé prince peu après, mais très surpris lui-même, selon un méchant calembour auquel il donnait cours, de devenir un « lapin » de « lièvre » qu'il était (1).

Brave comme tous ses compagnons d'armes, ayant combattu sans trêve de 1772 à 1812, commandé la *Légion du Nord* formée en 1806 par Napoléon (2) et laissé une jambe à la Bérézina, cet officier avait du mérite ; mais, sans parler de Kosciuszko, ses titres n'égalaient pas, à beaucoup près, ceux de quelques-uns de ses émules vivants et présents, Dombrowski, Kniaziewicz, dont les noms figurent sur l'Arc de triomphe de l'Étoile. L'un et l'autre manquaient de docilité, comme Czartoryski. Avec moins de gloire, le nouveau vice-roi montrait plus de souplesse, et, à défaut de talents supérieurs, il avait de l'intrigue. Marié à une Française, Isaure Pernate, veuve d'un médecin attaché à la maison des Branicki, il s'était, grâce à la protection de cette famille, très russophile, poussé en dernier lieu dans la faveur du grand-duc Constantin, après des avatars qui n'annonçaient pas cette orientation. Il avait, en 1794, combattu aux côtés de Kosciuszko et rédigé en 1807 un mémoire où il demandait à Napoléon « une constitution française, des lois françaises et surtout un roi français (3). » Il résumait dans sa personne tout un chapitre de l'histoire de son pays. Il servirait maintenant avec un zèle égal l'empereur de Russie roi de Pologne, sans qu'il s'inquiétât de savoir comment ces deux titres s'accorderaient, et aussi, étant d'origine

(1) Królik veut dire en polonais *lapin* et aussi *roitelet;* zaionczek est le diminutif de zaionc : lièvre.

(2) NAPOLÉON, *Correspondance inédite*, édition Picard, p. 337, 347, 350, 358.

(3) KOZMIAN, *Mémoires*, t. II, p. 220 et suiv. ; SKALKOWSKI, *Pour l'honneur du nom polonais*, p. 342.

obscure et d'ambition comblée par la situation qu'il obtenait, sans qu'il dût jamais viser plus haut.

Czartoryski ne recevait, pour sa part, qu'un siège au Sénat, une place au Conseil d'État, sous la présidence du vice-roi, qu'il détestait et qui le lui rendait, et le cordon de l'Aigle Blanc. Alexandre et lui ne devaient plus se revoir qu'en 1818, pendant un court moment, et ils allaient être désormais ennemis. Cet autre chapitre d'histoire où ils avaient marché la main dans la main était clos, et le prince Adam y laissait aussi les sentiments et les illusions qu'il avait trop longtemps gardés à l'endroit de Novossiltsov.

CHAPITRE XVIII

L'HÉRITAGE DE NAPOLÉON EN RUSSIE. LE NOUVEAU COURS

I. Retour du souverain à Saint-Pétersbourg. Un manifeste de paix en style de guerre. Les ambitions d'Alexandre et ses ressources. — II. L'épuisement de la Russie. Diminution de la population. Détresse financière. Le déficit chronique et les budgets en excédent. L'illusionisme dans la fiscalité russe. — III. Le progrès industriel et commercial. Faiblesse relative de son développement. Le problème agraire. Difficultés aggravées d'une solution. — IV. L'état moral au lendemain des guerres napoléoniennes. Relèvement momentané du niveau et chute plus profonde. Ébranlement de l'édifice politique et social. Ajournement de tout dessein de reconstruction. Le nouveau cours. Vers la réaction, l'obscurantisme et la tyrannie. — V. L'activité d'Alexandre. Elle manque de direction et se dépense sans profit. Attention donnée aux effets sans égard pour les causes. — VI. La faveur grandissante d'Araktchéiév. Partage avec le prince Galitzine. Influence des idées mystiques. Vers la réforme de l'enseignement. « Le ministère de l'éclipse du soleil. » Karamzine et son *Histoire de Russie*. — VII. Rentrée au service de Spéranski. La protection d'Araktchéiév. Son prix et ses limites. L'ancien favori gouverneur de Penza. — VIII. Alexandre en déplacement continu. A Moscou. Accueil froid et esprit de malveillance. A Kiév et à Varsovie. Regain de promesses flatteuses à l'adresse des Polonais et indications contraires. — IX. Autres tournées en province. Courses rapides et impressions fugitives. Séjour de cinq mois à Moscou. Résultat décevant. — X. La commémoration de l'année 1812 et le symbolisme mystique. Un projet de monument impraticable. Le pontificat spirituel que le tsar convoite et les conséquences de la crise morale qu'il traverse.

I

Dans la nuit du 14 au 15 décembre, après un arrêt à Wilno où il avait renouvelé ses promesses à terme : « Je justifierai votre confiance bientôt », Alexandre fut de retour à Saint-Pétersbourg. « La grande âme est rentrée dans son grand corps », écrivait J. de Maistre. Une âme qui, dans cet habitat, se montrait rendue instantanément aux impressions sombres. Écartées entre Paris

et Varsovie, elles reparaissaient sur le sol russe, comme l'indiquait elle-même cette rentrée nocturne. Les premiers actes du souverain y répondirent.

Au terme d'une crise violente et au seuil d'une époque nouvelle, un manifeste était attendu. Publié le 13 janvier, il produisit, comme la constitution polonaise, une sensation généralede désappointement et même de stupeur encore. En remerciant ses sujets pour le concours qu'ils avaient généreusement donné à l'œuvre victorieusement achevée, Alexandre attribuait cependant à Dieu seul les succès obtenus, en les commentant de la façon la plus choquante. Invectives virulentes à l'adresse de la France vaincue ; Paris dénoncé comme un foyer d'anarchie perpétuelle et d'incoercible corruption ; Napoléon qualifié de roturier, de bandit étranger, de malfaiteur, et chargé du reproche, inattendu dans la bouche d'un autocrate, d' « avoir usurpé le droit appartenant à Dieu seul de commander despotiquement à tous » : le morceau était un défi au bon sens et à la décence. Il semblait un anachronisme, et cette apparence correspondait à la plus invraisemblable réalité : pamphlet de guerre, le factum datait de 1814, époque à laquelle son auteur, Chichkov, en avait, après réflexion, jugé lui-même les termes trop violents (1). Alexandre en aggravait maintenant le caractère injurieux !

De 1814 à 1815, entre Paris, Vienne et Varsovie, par les initiatives prises, les desseins annoncés, les engagements contractés, vainqueur de Napoléon et prétendant à une portion au moins de son héritage, il avait délibérément et ostensiblement pris en main la solution de trois problèmes, dont un seul eût suffi à la vie d'un grand homme et à l'histoire d'un grand règne. Reconstituer une Pologne et donc dénouer ou trancher le nœud gordien des traités de partage, compromis fatidique et néfaste entre la politique d'expansion germanique et celle de l'intégration slave ; faire renaître dans ce pays la tradition des institutions libres et préparer ainsi l'accession de la Russie à ces formes de vie publique ; conformément, enfin, au programme ébauché à Tilsit, amorcer tout au moins la liquidation de la domination ottomane en Europe, par l'appui donné à l'effort libérateur de la Grèce, telle était la

(1) Schilder, *Alexandre Ier*, t. IV, p. 1 et 449.

trilogie dont le fils de Paul se constituait le dramaturge. Il devait prévoir qu'il y rencontrerait partout l'opposition de l'Europe réactionnaire du Congrès de Vienne, avec laquelle il se solidarisait pourtant par l'œuvre de la Sainte-Alliance, et, en un point, la résistance aussi des éléments conservateurs et chauvins en Russie même. D'autre part, au moment où il voulait lui imposer cette tâche formidable, celle que son peuple venait d'accomplir le laissait à bout de souffle, et, par son état intérieur, moins en mesure que jamais de fournir un nouvel effort au dehors.

« Les deux capitales sont occupées de fêtes, écrivait à ce moment un diplomate français dont l'avant-propos de cet ouvrage a fait connaître déjà aux lecteurs les judicieuses observations ; la Russie jouit... de la gloire que ses succès... lui ont acquise... Ébloui par eux, l'empire russe se met hors de pair et proclame son souverain l'arbitre... de l'Europe... et d'une partie de l'Asie. Cependant, à l'intérieur, ce pays est sans lois, sans administration et presque sans industrie... Une autorité arbitraire règle les intérêts des 99 pour 100 de la population... Tout en dernier lieu revient à ce pouvoir primitif qui succombe sous le poids de ses attributions sans bornes ; 250 000 affaires attendent aujourd'hui la décision suprême ; l'erreur et l'iniquité se consomment, et, comme le cours de la justice, l'administration languit... 400 millions de francs comportent les revenus d'un empire qui occupe la septième partie du globe habitable ; 300 millions sont affectés aux besoins de l'armée... et les sciences, les arts, tout ce qui rend la paix glorieuse est inconnu. Tributaire de l'Europe entière pour ses besoins et ses fantaisies, la Russie ne peut même pas vêtir les soldats par lesquels seuls elle existe... Son inutile marine militaire est loin de maîtriser les débouchés de la mer Baltique et de la mer Noire et laisserait en temps de guerre son commerce à la discrétion des Anglais... Vu de près, ce pays est loin d'offrir l'aspect d'une de ces nations qui, par le développement successif de sages institutions, des vertus, des plus nobles facultés, ont assis leur gloire et leur puissance sur de solides fondements (1). »

(1) Comte DE LA MOUSSAYE, chargé d'affaires à Saint-Pétersbourg, *Mémoire* du 16 mars 1816, Affaires étrangères, Russie, *Correspondance*, CLVI, p. 58.

II

De l'épreuve où la lutte contre Napoléon l'avait engagée, la Russie sortait, en effet, victorieuse et glorieuse, avec des frontières élargies et un prestige accru ; mais elle avait dû se saigner à blanc, mendier les subsides de l'Angleterre et encourir une invasion ainsi qu'une guerre presque ininterrompue de dix années, qui la laissaient meurtrie et épuisée d'hommes comme de ressources. La perte de vies humaines était rendue particulièrement sensible par l'état démographique du pays, où une population très clairsemée se trouvait, avant ce déchet même, hors de proportion avec les espaces immenses occupés et les tâches à y accomplir. De 1802 à 1815, 2 158 592 hommes, 13,3 pour 100 du contingent mâle, 41 pour 100 de la portion de ce contingent comprenant les sujets de quinze à trente-cinq ans, avaient été enlevés aux occupations pacifiques et en grande partie éliminés définitivement de la communauté. Les armées russes de l'époque restituaient peu, en effet, du matériel humain qu'elles empruntaient, si ce n'est sous l'espèce d'invalides. En outre, de 1812 à 1813, une partie considérable encore de cette population ainsi décimée avait succombé, sans combattre, aux effets secondaires du même fléau : famine et épidémies (1). Les indications de source militaire fournies à ce sujet sont confirmées par les tableaux de recensement.

Celui de 1811 portait à 18 740 000 le chiffre des âmes mâles dans toute l'étendue de l'empire. En 1815, l'accroissement normal aurait dû, d'après les précédents, l'augmenter d'un million et un quart environ. Or, le recensement de cette année a accusé, au contraire, une diminution de 860 000 (2).

(1) *Le Centenaire du ministère de la Guerre* (Chtchépiélnikov), t. I, p. 93 et suiv. ; Jouravski, « Aperçu des dépenses militaires », dans *Recueil militaire*, 1859, nos 9-12 ; Bogdanovitch, *Alexandre Ier*, t. V, p. 128-130. Cf. *Recueil complet des lois*, t. XXXII, p. 25051, 25092, 25172, 25198, 25200, 25211, 25220, 25261, 25279, 25280.

(2) Obroutchev, dans *Recueil de statistique*, t. IV, p. 51.

L'épuisement financier n'était pas moindre. Avant 1812 même, le trésor de l'empire ne pourvoyait aux dépenses croissantes qu'au moyen d'emprunts et d'expédients de toute nature. Une *Commission spéciale* « pour l'extinction de dettes » et un *Conseil spécial*, comprenant, avec trois membres du Conseil de l'empire et six membres du Sénat, dix représentants du commerce, s'étaient bien appliqués à l'amortissement du passif ancien et à la création de ressources nouvelles ; mais l'endettement avait augmenté, les émissions de papier-monnaie avaient continué et un impôt progressif sur le revenu des propriétés foncières, porté du premier coup à 10 pour 100 sur les cotes dépassant 16 000 roubles (1), n'avait fourni qu'un exemple de la hardiesse dans la conception et de la gaucherie dans l'application qui ont toujours été propres aux législateurs de ce pays. Prenant pour base les déclarations des contribuables qu'elle exemptait de tout contrôle, en ne donnant qu'un résultat dérisoire, cette expérience a participé du jeu d'illusionisme, qui est resté un des traits caractéristiques de la fiscalité russe, même sous le régime bolcheviste, et auquel on peut croire aujourd'hui que l'influence allemande n'a pas été étrangère.

Depuis l'avènement d'Alexandre, un déficit réel en progression constante a été, dans les comptes-rendus de fin d'année, invariablement masqué par des excédents fictifs. L'année 1812 était elle-même censée en avoir laissé un de 72 190 096 roubles-assignats ! Une circulation fiduciaire portée à 700 000 000 de roubles, des emprunts faits pour 153 958 351 roubles à diverses institutions, Banque de Commerce, Département des Douanes ou même Maisons d'éducation, et l'accroissement à 101 600 000 florins de la dette extérieure, en Hollande (2), servaient à mettre en scène cette comédie.

Ces chiffres paraissent aujourd'hui peu élevés. A cette époque même, ils étaient hors de proportion avec, soit la place que la Russie occupait dans le monde, ou avec le taux qu'y atteignait déjà la richesse publique. Mais ils accusaient précisément le vice radical du régime imposé à ce pays : disproportion énorme et

(1) Manifeste du 11 février 1812, *Recueil complet des lois*, t. XXXII, n° 24.992.

(2) Koulomzine, dans *Sbornik*, vol. XLV, p. 80 et suiv. ; Bogdanovitch, *oc. cit.*, t. V, p. 138.

grandissante entre les ressources dont il disposait et les tâches qui lui étaient assignées, écart d'autant plus paradoxal qu'employé principalement à des dépenses improductives, l'effort demandé aux contribuables ne laissait presque rien pour la satisfaction d'autres besoins, énormément accrus, à ce moment, du fait de la guerre et des destructions qui en avaient été la conséquence. Dans le seul gouvernement de Moscou, les agents anglais en évaluaient l'importance à 270 000 000 de roubles (1). Les indemnités accordées aux sinistrés devaient être prélevées sur le produit d'emprunts nouveaux. Il ne pouvait être question, en effet, de créer des taxes nouvelles. De 30 000 000, en 1812, les arriérés d'impôts avaient passé l'année suivante à 93 000 000 de roubles (2).

III

En un point, la situation économique présentait un aspect moins sombre : « sous l'influence du tarif protecteur de 1810 et de l'état de guerre lui-même, qui, réduisant les importations, agissait plus efficacement encore dans le même sens, l'industrie nationale avait pris un développement rapide. De 2 415 en 1812, le nombre de manufactures en activité avait passé en 1814 à 3 160 et une balance commerciale de plus en plus favorable en résultait. Encore, cependant, l'exiguïté relative des échanges mettait en évidence la part restreinte du pays dans le mouvement commercial de l'Europe et la modicité de ses moyens :

		1812		
Importations.....	88 700 000	r. assignats.	22 175 000	r. argent.
Exportations.....	147 000 000	—	36 750 000	—
		1813		
Importations.....	100 084 865	—	30 520 000	—
Exportations.....	133 807 040	—	33 450 000	—
		1814		
Importations.....	113 785 322	—	28 446 000	—
Exportations.....	196 216 820	—	45 054 000 (3)	—

(1) Kornilov, dans *la Pensée russe*, 1912, p. 144.
(2) Sérédonine, *le Comité des ministres*, t. I, p. 239 et suiv.
(3) Bogdanovitch, *Alexandre Ier*, t. V, p. 152-153.

D'autre part, bien que n'atteignant pas, au sommet même de la courbe, le dixième du montant réalisé en Angleterre à la même époque, cet accroissement de l'activité industrielle et commerciale du pays correspondait à une évolution qui mettait le gouvernement d'Alexandre en présence de nouveaux et redoutables problèmes. Dans la vie économique de l'empire, ainsi élargie, de nouvelles forces productives réclamaient leur place et leur part, au détriment d'un équilibre social déjà ébranlé par l'état de ruine où la guerre et l'invasion laissaient les exploitations agricoles et la grande propriété en particulier. Cette catastrophe devait précipiter la maturation du problème agraire et en rendre possible, cinquante ans plus tard, la solution dans un sens où elle aurait certainement rencontré une résistance invincible de la part des bénéficiaires de l'ancien régime, s'ils avaient conservé la forte situation qu'ils occupaient au début des guerres napoléoniennes. Mais des crises douloureuses devaient précéder l'acte libérateur de 1861, qui n'a pas fait la part de tous les intérêts en cause, ni assuré la paix sociale, et l'équilibre rompu n'a pas été de ce fait rétabli.

Après un arrêt déterminé par la saignée que les guerres y prélevaient, le mouvement ascensionnel a promptement repris son essor dans la population russe. De 531 000 âmes pendant les premières années du dix-neuvième siècle, la moyenne de l'accroissement annuel y a passé pour 1815-1825 à 630 000 (1). Bientôt même, des indices de surpeuplement allaient paraître par endroits, dans ce sens du moins qu'avec le système extensif de culture communément pratiqué et les méthodes primitives qui y correspondaient, le sol, dans certaines régions, ne suffisait plus à l'alimentation des habitants. Si les grands propriétaires, possesseurs de serfs, avaient eu à leur disposition des capitaux ou du crédit, ils auraient sans doute donné un autre emploi à la main-d'œuvre qui devenait ainsi disponible en surabondance, et, en augmentant leur richesse et celle du pays, ils seraient, par la force des choses, arrivés à rendre dans cette sphère les rapports moins pénibles et le conflit d'intérêts moins aigu. Ils auraient aussi ouvert à l'affranchissement progressif des masses serves une autre voie que celle

(1) Obroutchev, *loc. cit.*, t. IV, p. 51.

où ce problème a été définitivement et peu heureusement engagé. Dans les établissements industriels, la main-d'œuvre libre a été assez tôt préférée, même en Russie, comme donnant un rendement bien supérieur. Mais les latifundiaires de l'époque d'Alexandre étaient ruinés et endettés. Ils n'ont visé qu'à reporter de haut en bas le poids de leur propre misère, qui était grande, même moralement. Contrairement à des théories qui ont eu cours même ailleurs qu'en Allemagne, l'effort héroïque des années 1812-1815 et les triomphes qui le récompensaient n'ont, en effet, à ce dernier point de vue, relevé le niveau d'aucune classe de ce peuple, au moins de façon durable.

IV

Le comte de La Moussaye voyait juste, et la même note se retrouve d'ailleurs sous la plume d'un observateur indigène, dans un mémoire rédigé pour Nicolas Ier après son avènement et contenant un aperçu rétrospectif de la situation intérieure de la Russie au moment où, au dehors, elle montait au pinacle. « On se persuada, écrivait Kotchoubey, que ce grand intérêt et les embarras qui lui étaient inhérents cacheraient les actes les plus sordides et les plus illégaux. On se flatta que l'absence de l'empereur rendrait l'impunité plus facile et l'on se permit en conséquence les actes les plus criants. Les vols de toute espèce s'organisèrent partout et de manière qu'il n'y avait presque aucun profit à les découvrir, parce que, les administrateurs et les juges se donnant la main, on n'a presque pas vu d'exemple qu'aucune prévarication ait été punie... (1) »

Au cours de la lutte, un sursaut des âmes, du haut en bas de l'échelle sociale, et une exaltation des instincts les plus généreux, se sont bien manifestés, en même temps qu'associés dans l'effort commun et combattant côte à côte, maîtres et esclaves prenaient partiellement conscience d'une communauté d'idéal et d'intérêt qui les unissait en dehors du lien légal. Mais, la cause disparais-

(1) Korff, *Spéranski*, chapitre inédit, publié dans *Ancienne Russie*, 1903, CXIII, p. 30.

sant, l'effet ne lui survivait pas, et le *moujik* étant rendu à « sa première condition », selon la formule du manifeste impérial, le seigneur revenait à ses habitudes. De part et d'autre, les vices inhérents à cette formation sociale et les désordres de toute nature en résultant tendaient même bientôt à s'aggraver. En haut, privée de son aliment et enlevée à son élément, l'ardeur guerrière déviait et s'égarait. Se combinant avec le courant parallèle d'exaltation religieuse, dont Alexandre activerait le développement, elle allait animer et exciter les querelles de parti, inspirer et renforcer les œuvres de despotisme et devenir ainsi un instrument de décomposition organique. En bas, dans la masse grise des corvéables retrouvant après « les jours de gloire » leur collier de servitude, cette même fièvre belliqueuse se muait en ferments de colère et de haine, générateurs de révoltes prochaines, en même temps qu'entre maîtres appauvris et serfs se ressentant de leur détresse, dans l'antagonisme d'idées et de sentiments qu'elle avivait entre eux, se préparait l'effondrement d'un régime, politiquement et socialement vide de tout élément de coordination normale, ainsi que la désagrégation progressive de l'énorme bloc humain qu'il ne pourrait longtemps maintenir en cohésion suffisante et qu'une secousse violente éparpillerait quelque jour à tous les vents, comme un amas de sable, le rejetant en quelques heures au chaos.

Conjurer les conséquences d'une crise qui déjà avait si fortement ébranlé « le colosse » et en faire le point de départ d'une ère nouvelle de restauration et de progrès n'était pas facile. Kotchoubey estimait, cependant, qu'Alexandre aurait eu chance d'y réussir, en reprenant le programme, dont ce membre du *Comité secret* y avait été pourtant le partisan le plus tiède et en exploitant pour son exécution le prestige et l'autorité que les succès obtenus donnaient malgré tout au vainqueur de Napoléon. Mais le tsar n'y songeait pas, ou du moins il ajournait à une époque indéterminée la reprise de l'œuvre de paix qu'il avait sacrifiée, avec Spéranski, à l'œuvre de guerre. Le résultat du marché le flattant, il s'y tenait, convoitant d'autres conquêtes et d'autres triomphes.

Cependant, dans l'héritage napoléonien, il ne recueillait, à ce point de vue, que des appétits de grandeur et de domination, sans

le pouvoir de réalisation que le maître de l'Europe longtemps subjuguée tenait de son génie, et sa leçon de despotisme, sans la force que le restaurateur de l'ordre en France puisait dans l'intelligence et le savoir, la méthode et le plan. Tenaces, les ambitions de son rival étaient inconsistantes, parce qu'il ne savait pas les définir. A la longue, par l'effet des passions et des influences qu'elles mettaient en jeu, elles allaient aboutir à la poussée de réaction, d'obscurantisme et de tyrannie, où devait sombrer ce règne, si plein de belles promesses à son début. Alexandre s'y acheminait et y préludait, mais presque inconsciemment. Avec le fonds d'idées et d'inclinations contraires qu'il retenait et dont il ne se déprendrait jamais, son rôle dans ce nouveau cours aura toujours été plus passif qu'actif, et, en attendant qu'il s'y abandonnât, les deux premières années après son retour en Russie ont compté parmi les plus vides et les plus stériles que lui et son peuple aient vécues.

V

Ce n'était pas que le tsar se dissimulât entièrement l'envers misérable et la base fragile de l'édifice gigantesque qu'il projetait témérairement d'agrandir. Mais qu'il s'en montrât, à certaines heures, alarmé jusqu'au désespoir, ou qu'il affectât de ne point s'en inquiéter, « ne doutant plus de rien », comme disait J. de Maistre (1), il écartait pour le moment tout dessein de reconstruction. Le lendemain de son arrivée, bien qu'il eût gagné le lit très tard, on le vit, dès 8 heures du matin, sur la place de parade. Les jours suivants, il donna de même la meilleure part de son temps et de son attention à des exercices militaires. Il ne négligeait pas les affaires de gouvernement. Il y faisait même preuve d'une grande activité. Mais elle se manifestait principalement par le mouvement incessant qu'il se donnait sans nécessité souvent et sans but. Emportements de colère inutiles et parfois mal justifiés, mesures de répression individuelles, ordonnées sans beaucoup de discernement, ou mutations de personnel, encore

(1) *Œuvres*, t. XIII, p. 179 ; cf. Mme Narychkine, *1812*, p. 254.

plus mal inspirées, perdant de vue les causes, le souverain s'en prenait aux effets.

« Jusqu'à présent, écrivait le comte de Noailles fin décembre, l'empereur ne s'est occupé que de punir. Huit gouverneurs de province ont été destitués ; deux sont traduits devant les tribunaux ; plusieurs officiers ont perdu leur commandement ; le corps entier des officiers de la garde n'a pas été admis à faire sa cour à l'empereur (1). »

Dans le rôle de justicier, Alexandre prêtait fort à la critique. Une enquête sur la gestion du ministère de la Guerre depuis 1812 aboutissait à la mise en jugement du ministre, prince Gortchakov. Englobant les principaux collaborateurs de l'inculpé, Priklonski, Samborski et quelques autres, cette procédure était sans précédent en Russie. Gortchakov se trouvait à l'étranger pour des raisons de santé et il ne devait pas voir la fin de son procès. On l'accusa absent et on le jugea mort, le condamnant à des restitutions pécuniaires, par un arrêt que des hommes d'intégrité certaine, comme Chichkov, estimèrent inique (2). Mais, pour autant qu'il entreprenait de faire œuvre de réforme, le souverain ne réussissait pas mieux.

Le ministère décapité devenait l'objet d'une réorganisation bizarrement conçue qui y maintenait, en la généralisant, l'application d'un règlement adopté en 1812 pour l'armée en campagne. Le système divisait les services correspondants en deux parties distinctes, l'une économique, l'autre militaire. La première seule était laissée dans la dépendance du ministre ; l'autre relevait du chef d'état-major général, auquel le ministre se trouvait en outre strictement subordonné. Au ministère, Konovnitsyne, brave soldat mais administrateur médiocre, succédait à Gortchakov et, à l'état-major, cumulant cette fonction avec celle de maître de cour, Volkonski devenait l'objet de quolibets, qui le mettaient sur le même rang avec le maître d'hôtel Müller, le médecin Wyllie et le cocher barbu Ilia (3).

(1) Affaires étrangères, Russie *Correspondance*, CLV, p. 255.
(2) Chichkov, *Mémoires*, t. II, p. 74-75 ; Ikonnikov, *le Comte Mordvinov*, p. 246-247 ; cf. Komarovski, « Mémoires », *Archives russes*, 1867, p. 1288 ; Wiegel, *Mémoires*, t. IV, p. 174.
(3) Wiegel, *Mémoires*, t. IV, p. 181.

La formation de guerre à l'état permanent était dans la tradition de la Russie tsariste ; mais l'héritier de Napoléon allait de toute façon accentuer ce trait, en même temps que, réformateur et constitutionnaliste toujours décidé en principe, il ne laissait rien soupçonner de son attachement à cette contre-partie de l'idée napoléonienne. Les remaniements de détail qu'il opérait avaient essentiellement pour objet de mettre plus directement encore dans sa main, ou dans celle d'Araktchéiév, tous les ressorts du pouvoir.

Dans la partie civile, après avoir, au cours des dernières années, géré les affaires les plus importantes de l'empire, le secrétaire d'État Moltchanov recevait son congé, et, après avoir, en l'absence de l'empereur, exercé une sorte de régence, le prince maréchal Saltykov était lui-même remplacé à la présidence du conseil de l'empire, provisoirement d'abord, pour cause de santé, par Araktchéiév, et, après la mort du maréchal qui survenait quelques mois plus tard, à titre définitif, par le décoratif et très nul prince Lapoukhine, choix où l'influence toujours grandissante du nouveau favori se laissait aisément reconnaître. « Le crédit du comte Araktchéiév n'a dans ce moment d'autres bornes que celles qu'il paraît vouloir y mettre lui-même », écrivait La Moussaye (1).

VI

Le futur vice-empereur préparait son règne et déblayait les voies. Il faisait renvoyer en Géorgie un de ses anciens protégés, Iermolov, dont les talents et le caractère indépendant lui portaient ombrage. Mais il usait encore de discrétion. Il déclinait le rang de dame d'honneur offert à sa mère, qu'il laissait dans sa résidence champêtre de Kourgany, domaine de vingt-quatre âmes au gouvernement de Novgorod, où elle préférait d'ailleurs vaquer aux soins de son humble ménage. Il s'accommodait même, temporairement, d'un rival, dont la situation encore intacte se ratta-

(1) 15 janvier 1816, Affaires étrangères, Russie, *Correspondance*, CLVI, p. 11.

chait à une autre part de l'évolution où le maître se trouvait à ce moment engagé. Le 2 août 1816, le comte Razoumovski abandonna le portefeuille de l'Instruction publique au prince Galitzine, directeur par intérim d'abord, puis, en novembre, chef d'un nouveau ministère des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique, auquel étaient rattachées aussi les affaires du Saint-Synode, aux mains d'un nouveau procureur général, le prince Pierre Mechtcherski, autre mystagogue qualifié. L'ensemble comprenait deux départements : des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique, confiés respectivement à Alexandre Tourguéniév et à Basile Popov. Représentant une noble tradition, fils d'un recteur de l'université de Moscou, Ivan Petrovitch, qui avait fait de sa maison un centre de vie intellectuel, le premier versait à la suite de son père dans les pires égarements du mysticisme. Cousin du diplomate improvisé qui avait figuré dans les préliminaires de Tilsit (1), le second était un membre actif de la secte de Mme Tatarinov : « Un doux fanatique, susceptible pourtant d'être porté au crime au nom de la foi », comme l'a dépeint un contemporain (2). La compétence du département des affaires ecclésiastiques s'étendant à toutes les confessions, le double principe de l'égalité complète des cultes et de la plus large tolérance devaient y présider ; mais divers indices annonçaient déjà qu'il ne serait pas longtemps observé.

Karamzine appela le régime ainsi inauguré d'un nom qui devait lui rester : « Le ministère de l'éclipse du soleil », et, écrivant à un ami, il faisait à son propos cette observation : « On veut rendre chrétienne l'éducation laïque ; on augmentera seulement le nombre des hypocrites (3). » En février 1816, il arrivait à Saint-Pétersbourg avec les huit premiers volumes de son *Histoire de l'empire russe* et sollicitait une audience de l'empereur pour les lui présenter. Après six semaines d'attente vaine, il se disposait à repartir, quand on lui rapporta ce propos d'Araktchéiév : « Ce monsieur ne paraît pas avoir envie de faire ma connaissance. » Le lendemain, l'historien se résignait à passer par cette antichambre et s'entendait dire : « J'ai eu un simple *diatchok* (servant

(1) V. t. I, p. 218, de cet ouvrage.
(2) Znamiénski, *Lectures sur l'histoire de l'Eglise russe*, p. 46.
(3) *Correspondance avec Dmitriév*, p. 204.

d'église) pour précepteur et suis donc ignorant. Plus jeune, je demanderais à devenir votre élève. » Le surlendemain, reçu par le souverain et retenu pendant deux heures, Karamzine obtenait 60 000 roubles pour l'impression de son ouvrage, le rang de conseiller d'État, le cordon de Saint-André et la permission de s'établir à Tsarskoïé Siélo pour surveiller l'impression de ses huit volumes (1). Mais l'ambition qu'il avait un jour conçue de présider au développement de l'enseignement dans son pays ne devait être jamais réalisée. Même au prix des courbettes qu'il réclamait d'eux, Araktchéiév ne consentait à patronner des hommes de cette valeur qu'en les retenant dans une sphère où il n'avait pas à redouter leur compétition. Il en usait pareillement, au même moment, avec Spéranski.

VII

A Perm, l'ancien favori avait gardé une attitude digne et fière. Clamant son innocence et cherchant à justifier sa conduite, il ne demandait pas grâce. A Viélikopolié, il se donna l'air d'abord, avec la même hauteur d'âme, de n'avoir plus d'autre ambition que d'achever paisiblement sa vie dans cette retraite plus douce. Mais il voyait disparaître quelques-uns de ses principaux ennemis, Armfelt mort, Balachov et Rastoptchine en disgrâce, tandis que Mordvinov, non pas tout à fait son ami mais l'adversaire des autres, rentrait au Conseil de l'empire, comme chef du département économique. Il imagina que son heure allait sonner et il pensa la hâter en adressant au souverain, le 18 janvier 1816, par l'intermédiaire du commandant de Saint-Pétersbourg, général Viazmitinov, un long mémoire, où, lâchement, on doit le dire, abjurant les idées pour lesquelles il avait combattu et souffert. il commentait le dernier manifeste du tsar et prenait parti pour le programme politique dont il croyait y découvrir l'indication. Il les rattachait l'un et l'autre à l'acte de la Sainte-Alliance, où

(1) Pogodine, *Karamzine*, t. II, p. 139 et suiv.; Karamzine, *Œuvres inédites*, p. 173 et suiv.; Grot, *Aperçu de l'œuvre... de Karamzine*, p. 41.

il reconnaissait l'œuvre la plus grande qui eût été accomplie depuis l'avènement du christianisme. Mais, en homme pratique, se félicitant de voir l'esprit chrétien introduit dans le gouvernement du pays, il envisageait trois applications de ce principe : adaptation de l'enseignement évangélique à l'éducation publique, amélioration du sort des prisonniers et, complément inattendu, réforme du système des impôts. Ce trait faisait partie, comme les autres, d'une manœuvre de basse courtisanerie. Spéranski n'était pas de la race des martyrs. Il avait vent de ce qui se passait à Saint-Pétersbourg en haut lieu et il se mettait simplement dans les voies où, sans aucune idée directrice ni vue d'ensemble, par à-coups et en forme d'expédients, Alexandre se donnait l'illusion de faire acte de gouvernement. En préparation, à ce moment, la réorganisation du ministère de l'Instruction publique avait bien le sens que Karamzine lui attribuait, et qui devait mettre son fonctionnement en liaison avec l'activité de la Société biblique dont l'historique trouvera place au chapitre suivant et dont l'effort portait en particulier sur la réforme du régime des prisons. D'autre part, en rapport avec les embarras du trésor, le ministre des Finances projetait la suppression de la ferme des boissons.

Spéranski en fut pour ses frais d'éloquence et d'intrigue. Viazmitinov était un mauvais truchement, ne comptant pas en dehors de sa fonction, et Kotchoubey, auquel l'ex-favori eut recours ultérieurement, était dans le même cas. Une seule porte ouvrait maintenant ou fermait accès aux solliciteurs en tout genre, celle par laquelle Karamzine avait passé en se baissant, et Spéranski y frappa à son tour.

Le terrain de rapprochement entre lui et Araktchéiév semble s'être trouvé dans l'œuvre des colonies militaires, qui a été mentionnée déjà et à laquelle le nouveau favori commençait à donner un grand développement. L'ex *fa tutto* peut n'avoir pas été entièrement étranger aux premiers essais qui en ont été faits en Russie, car, à cette époque, il était encore au pouvoir (1). Il offrait maintenant sa terre du gouvernement de Novgorod pour fin de colonisation, en ne négligeant d'ailleurs pas d'en réclamer un bon prix. Il était homme d'affaires. En outre, une brochure

(1) Sérédonine, *Dictionnaire biographique*, p. 230 et suiv.

de propagande et d'apologie étant demandée pour le même objet et Karamzine refusant sa plume, Spéranski offrit encore la sienne. Le 11 septembre 1816, Araktchéiév reconnut à sa façon ces bons procédés. Un *oukase* déclara non fondées les accusations mises en 1812 à la charge de Spéranski et de son ami Magnitski, leur donnant, disait-il, le moyen de compléter leur réhabilitation par le zèle dont ils feraient preuve aux postes qui leur étaient assignés respectivement de gouverneur de Penza et de vice-gouverneur de Voronèje.

Eu égard à son passé, cette attribution d'emploi pouvait, pour Spéranski, sembler humiliante et presque injurieuse. Il affecta, cependant, d'en être ravi, comptant sans doute que, sur la pente qu'il remontait, ce nouveau pas ne serait pas le dernier. Le public en jugeait de même, car, au rapport d'un contemporain, cette rentrée au service de l'ancien favori faisait presque autant de sensation à Saint-Pétersbourg que le retour de Napoléon de l'île d'Elbe l'année d'auparavant (1). Cependant, Araktchéiév s'arrangeait pour que cet autre protégé ne revît encore pas le souverain à ce moment et Spéranski ne devait pas se retrouver en sa présence avant longtemps. Alexandre était absent de Saint-Pétersbourg, ce qui, désormais, allait être souvent le cas. Parcourant constamment son empire à une allure vertigineuse, il prenait ces déplacements rapides qui ne lui permettaient de rien voir, encore moins de rien faire d'utile, pour une forme d'action énergique.

VIII

En septembre 1816, commençant seulement à se relever de ses ruines et réclamant aide, Moscou le retenait quelques jours. La répartition des indemnités allouées aux sinistrés de 1812 sur un crédit de 13 000 000 de roubles soulevait des récrimina-

(1) *Correspondance de Spéranski avec Massalski*, p. 87 ; Korff, *Spéranski*, t. II, p. 106-107, 118 ; Pogodine, dans *Archives russes*, 1871, p. 1200 ; *Ancienne Russie*, 1901, CVIII, p. 370. — Pour le séjour de S... à Perm, Viélikopolié et Penza, v. A. Bytchkov, dans *Ancienne Russie*, 1902, CX, p. 5, 41, 231-249, 467-510.

tions et donnait même lieu à des rixes. Au cours de l'une d'elles, sur le perron même du Kreml, trois hommes furent étouffés. Alexandre préleva sur sa cassette 500 000 roubles pour des secours à distribuer aux plus nécessiteux et 150 000 pour la création d'un hospice. Il accorda une longue audience, une bague de prix et 20 000 roubles au père du malheureux Vérechtchaguine. Des manifestations de gratitude répondaient à ces actes de générosité ; mais le souverain n'y retrouvait pas l'élan d'autrefois, et, dans les critiques qu'il encourait d'autre part, un parti pris de malveillance se laissait reconnaître. On observait avec humeur que, s'étant plu à revoir en Belgique ou en Autriche quelques-uns des champs de bataille où les armées russes avaient lutté, il ne montrait pas, en Russie, la même piété du souvenir. Et, sans doute, sa pensée ne se reportait pas volontiers à ceux des épisodes de l'épopée nationale où il n'avait eu aucune part et qui, même glorieux, lui rappelaient des humiliations personnelles. Mais le mémorialiste officieux, Mikhaïlovski-Danilevski lui-même, inscrivait malicieusement dans son journal une note, d'après laquelle le souverain aurait commémoré la journée de Borodino en dansant chez la comtesse Orlov ! Or, le bal ainsi visé semble bien lui avoir été offert quarante-huit heures avant l'anniversaire (1).

Le 12 septembre, le tsar quitta sans regret sa seconde capitale (2), se rendant à Toula, où il fit mine d'imiter Pierre le Grand, en maniant le marteau d'un forgeron à la fabrique d'armes et où son valet de chambre lui donna un moment d'extrême irritation en égarant un exemplaire de la Bible, dans la traduction de Lemaistre de Sacy, dont le souverain ne se séparait plus et qu'il annotait de sa main. Ce fut une affaire d'État (3). Par Kalouga, où il daigna être l'hôte du riche marchand de thé, Zolotariév, et Zagoustino, où il visita un centre nouveau de colonisation militaire, l'infatigable voyageur gagna Kiév, où il venait pour la première fois. Dans les dispositions d'esprit où il se trouvait,

(1) Schilder, *Alexandre Ier*, t. IV, p. 50, 56, 454.

(2) La continuité et la rapidité de ses déplacements au cours des années 1816-1818 a porté les historiens à des confusions de dates, notamment au sujet des deux séjours que le souverain a faits à Moscou en 1816 et l'année suivante, ainsi que de la rentrée au service de Spéranski. V. grand-duc Nicolas, *Alexandre Ier*, p. 213-214.

(3) Mikhaïlovski-Danilevski, *Journal inédit de* 1816.

ce foyer de la Russie religieuse ne pouvait manquer de l'impressionner très fortement. A la célèbre Laure, il se fit annoncer sous le nom de son chef d'état-major chez un *iéromonakh* (moine prêtre), Vassiane, en renom de grande sainteté. Il ne tarda pas à se faire reconnaître, mais pria néanmoins le « saint » de recevoir sa confession « comme celle d'un pénitent quelconque ». Il prolongea jusqu'à minuit son séjour au couvent, y revint encore le jour suivant pour entendre la messe, disant qu'il en éprouvait « une béatitude extraordinaire (1) » ; mais il ne parut pas soucieux de prolonger cette jouissance. Une heure après, il se remettait en route, prenant la direction de Varsovie.

Réglé à l'avance et préparé avec le plus grand soin, son itinéraire devait le faire passer par Pulawy. Un arrêt de deux jours à Biélaïa Tserkov, résidence des Branicki, détermina cependant un changement. Les Branicki et les Czartoryski se trouvaient en guerre ouverte, et, de Varsovie, Zaionczek dénonçait « la famille » comme « une bande de conspirateurs (2) ». Le père du prince Adam jugea à propos de se rendre à Miendzyrzec, où le souverain devait coucher. Nouveau contre-ordre : au prix d'une course de nuit, Alexandre brûla l'étape. Il montrait cependant toujours des dispositions bienveillantes pour les Polonais. Les Russes y voyaient même de l'excès, se plaignant d'être moins bien traités. La différence tenait en partie aux impressions que le souverain recueillait en route. Les provinces anciennement polonaises, Ukraine et Volhynie, se ressentaient moins des épreuves de la guerre et le niveau de la culture y était plus élevé. Mikhaïlovski-Danilevski observait encore que, pour haranguer le tsar à son passage, les représentants de la noblesse polonaise ne prenaient pas « des airs de maître d'hôtel », comme leurs congénères russes.

Arrivant à Varsovie le 30 septembre, Alexandre y joua le même jeu que l'année d'avant, s'appliquant à compenser les brutalités de son frère par un regain de gracieusetés. Faisant la cour aux jolies Polonaises, il jetait dans l'oreille de leurs maris des propos flatteurs, accompagnés d'exhortations à la prudence et à la patience. Il était obligé, disait-il, « d'escamoter aux Russes »

(1) *Archives russes*, 1892, t. III, p. 465.
(2) Schilder, *Alexandre Ier*, t. IV, p. 59 et 455.

la grande Pologne qu'il voulait recréer. Mais, « on pouvait être tranquille ; c'était une chose arrangée (1). » Au rapport d'un officier autrichien, le comte de Walmoden, qui se trouvait à ce moment attaché à sa personne, le souverain lui aurait tenu un tout autre langage, se représentant comme appliqué à convertir les Polonais en Russes, sans qu'ils s'en aperçussent et donc à leur « escamoter », au contraire, leur nationalité, par le moyen des satisfactions d'amour-propre et des illusions d'indépendance qu'il leur donnait provisoirement (2). Le doute au sujet de ses intentions réelles est permis.

IX

De Varsovie, par Briansk, Biélostok, Grodno, Kovno et Riga, Alexandre reprit le chemin de Saint-Pétersbourg, où il rentra le 25 octobre 1816. La fin de cette année et l'année suivante jusqu'à une nouvelle période de pérégrinations ne furent marquées que par deux événements d'importance secondaire. L'un a été la célébration, en juillet 1817, du mariage du grand-duc Nicolas avec la princesse Charlotte, où, comme il ne manqua pas de le dire au général Natzmer, envoyé de Berlin pour cette solennité, le tsar voyait le gage d'une union inébranlable entre les deux pays. En dehors de sa mission officielle, l'officier prussien en avait cependant une autre qui consistait à recueillir des renseignements précis sur les fortifications de Riga, de Novgorod et de Pskov, en réponse à un questionnaire que l'on pourrait croire rédigé dans les bureaux de guerre de Napoléon au printemps de 1812 (3).

Ce même mois de juillet a inscrit une date chère aux Russes dans l'histoire du développement intellectuel et littéraire de leur pays : il a vu fêter en grand apparat la première « fin d'études » au lycée de Tsarskoïé Siélo, où déjà se faisait remarquer Pouchkine.

Le 6 septembre, Alexandre était encore en route, et, cette

(1) Mikhaïlovski-Danilevski, *Journal inédit de* 1816 ; comtesse de Choiseul-Gouffier, *Réminiscences*, p. 249 ; Askenazy, *Lukasinski*, t. I, p. 76 et 349-350.

(2) Grand-duc Nicolas, *Correspondance de Lebzeltern*, p. 6.

(3) Natzmer, *Aus dem Leben*, t. I, p. 237 et suiv.

fois, à quelques mois près, il devait être absent de la capitale jusque vers la fin de 1818. En janvier de cette année, Saint-Pétersbourg le revit, mais pour quelques jours seulement, et il y passa également les deux mois de l'été suivant. En partant, le 6 septembre, il avait congédié son ministre de la Justice, qui était depuis 1814 le vieux, mais toujours actif Trochtchinski, homme de grande expérience à défaut de talents supérieurs. Son remplaçant, sur la recommandation d'Araktchéiév toujours, était le prince Lobanov-Rostovski, l'un des signataires du traité de Tilsit, juriste aussi ignorant que médiocre diplomate et plus mauvais général, « un singe en fureur », a écrit Wiegel, « ne sachant que mordre à tort et à travers et portant gravée sur sa petite trogne de Kalmouck la faute de je ne sais qui, sa mère ou sa grand'mère (1). » Alexandre n'avait pas le temps de discuter les choix que faisaient son nouveau favori. Il voyageait et, en courant, il n'avait pas aussi le temps de voir, encore moins de faire besogne utile. A Vitebsk et à Mokhilev, il passait des revues ; à Kiév, il redevenait pour une heure le pénitent de Vassiane ; il retournait pour quelques jours à Biélaïa Tserkov, puis parcourait au galop les provinces voisines. A Kharkov, il était bien frappé par l'état déplorable où se trouvait l'université, comme à Koursk par l'anarchie qui régnait dans tous les services publics et à Orel par la malpropreté des rues ; mais il se bornait à en témoigner son mécontentement et remontait en voiture. Le 5 octobre, il était déjà à Moscou, et il allait, cette fois, y demeurer cinq mois, mais sans autre résultat que le projet d'un monument où se traduisait l'état d'esprit dans lequel le souverain se trouvait sous l'influence grandissante des idées mystiques et qui le rendait de plus en plus impropre aux hautes et lourdes responsabilités du gouvernement d'un grand empire.

X

Le 24 octobre 1817, jour anniversaire de l'évacuation de Moscou par les Français, devant l'empereur, les deux impératrices, le

(1) Wiegel, *Mémoires*, t. V, p. 66.

grand-duc Nicolas et le prince Guillaume de Prusse, futur empereur, qui avait reconduit sa sœur en Russie, la première pierre fut posée d'un temple commémoratif, dont l'idée remontait dans l'esprit d'Alexandre à l'année 1812. Divers architectes russes s'étant, depuis, mis en frais pour la réaliser, le souverain avait porté son choix sur un plan, dont, n'étant ni Russe ni architecte, l'auteur donnait satisfaction au dédain égal que le tsar professait à l'endroit des artistes de son pays et des éléments techniques de toute œuvre d'art. Élève de l'Académie des Beaux-Arts de Saint-Pétersbourg, où il avait reçu, en 1809, une médaille d'or, Charles Witberg était peintre, Allemand et rêveur épris de symbolisme mystique. Dans son projet, il superposait de façon hyperbolique l'un à l'autre trois édifices auxquels il donnait des proportions colossales et qui devaient symboliser la Trinité du dogme chrétien, ainsi que l'incarnation divine. « Temple du corps » en bas : creusé dans la Montagne des Moineaux en forme de crypte, éclairé seulement par la lumière qui y serait filtrée de l'étage supérieur à travers l'image en verre polychrome de la naissance du Sauveur, il était destiné à servir de sépulture aux héros de 1812 et devait être flanqué à ses deux extrémités par une double colonnade de 300 sagènes (632 mètres), qu'orneraient des bas-reliefs représentant les faits glorieux de la guerre nationale. « Temple de la vie » au-dessus, consacré à la commémoration du passage du Christ sur la terre. Et, enfin, « temple de l'Esprit et de l'Éternité », surmonté par un dôme à cinq coupoles, qui porterait 48 énormes cloches et ferait briller à sa façade orientale l'image de la résurrection du fils de Dieu.

Witberg reconnaissait lui-même qu'en certaines au moins de ses parties la réalisation de ce rêve architectural rencontrerait des difficultés insurmontables ; mais Alexandre déclarait que le projet répondait entièrement à son vœu et que, dans une entreprise de ce genre, ni le temps ni l'argent ne devaient compter. Les travaux, pour lesquels Witberg demandait un premier crédit de 10 millions de roubles, furent donc entamés en 1820 ; mais ils n'avancèrent guère, et, interrompus à la mort du souverain, ils ne devaient être jamais repris (1).

(1) WITBERG, « Mémoires, » *Ancienne Russie*, 1872, t. V, p. 176 et suiv. ;

La crise morale en développement dans l'esprit d'Alexandre depuis son retour de l'étranger a atteint en cette année 1820 son point culminant. Ministre du tsar à Turin, le prince Kozlovski avait, depuis 1816 déjà, la surprise de trouver jusque dans son courrier diplomatique des dissertations sur l'amour divin, et le prince Galitzine entretenait avec le souverain une correspondance où les invocations au « Dieu Tri-Un » alternaient avec des vaticinations inspirées par la lecture des saintes écritures (1). Signant ses lettres à l'adresse du ministre des Affaires ecclésiastiques et des Cultes « Tout à vous en Notre Seigneur », Alexandre exprimait la certitude que par ses soins « l'esprit du mal « serait banni des établissements dont il avait la direction, et Galitzine répondait à cette confiance en opérant des « épurations », qui justifiaient l'opinion de Karamzine et privaient l'inoffensive Académie des Beaux-Arts elle-même de la meilleure partie de son personnel enseignant. Deux ans plus tard, elle devait être invitée à recueillir dans son sein des personnages aussi étrangers aux intérêts dont la garde lui était confiée que Gouriév, Kotchoubey et Araktchéiév lui-même. « Pourquoi pas aussi le cocher Ilia? » demanda Labzine, qui paya ce mot d'un ordre d'exil à Simbirsk où il allait trouver la mort (2).

Cependant, ni le souverain ni son ministre ne répudiaient encore l'espèce de libéralisme à condition et à terme qui leur était commun. A l'automne de 1817, pendant le séjour prolongé du souverain à Moscou, un comité dont Galiztine faisait partie avec Araktchéiév s'occupa d'une réforme du régime des pénalités et, en particulier, de la suppression du knout, qui, cependant, parut trop difficile à remplacer. Mais un *oukase* du 6 janvier 1818 décréta l'abolition de l'arrachement des narines (3). Passant à ce moment devant un groupe de détenus employés à un travail

Panaiév, *Souvenirs*, même recueil, 1892, LXXVI, p. 470; étude sur Witberg dans *les Années passées*, février 1912, cf. Novitski, *Histoire de l'art russe*, t. II, p. 73 et suiv.

(1) *Archives russes*, 1905, t. I, p. 369; comte de Gabriac à Richelieu, Turin, 6 août 1816, Affaires étrangères, Russie, *Correspondance*, CLVI, p. 148.

(2) Barssov, dans *Lectures chrétiennes*, janvier-février 1876, p. 178 et suiv.; Firssov, *Alexandre Ier*, p. 29 et suiv.

(3) Timofiéiév, *Histoire des peines corporelles en Russie*, p. 122 et suiv.

pénible par un froid assez vif et remarquant que l'un de ces hommes était demi-nu, le tsar s'indignait. Il ne pouvait tolérer un spectacle qui « offensait l'humanité » et il ordonnait une enquête. Mais, le souverain n'insistant pas, elle restait sans résultat (1).

Alexandre portait le même esprit dans tous les domaines. Il continuait à protéger les *Doukhobors*, disant qu'il ne voulait pas « asservir leur conscience (2) ». Dans cette sphère d'intérêts, cependant, se conjuguant avec son exaltation mystique et son incohérence habituelle de pensée et d'action, ses prétentions à un pontificat spirituel ont, dès les premiers jours de son retour en Russie, produit un trouble profond, qui s'est aggravé par la suite et dont cette partie de la vie russe n'a pas cessé de se ressentir.

(1) Steingel, *Mémoires*, p. 402, 405.
(2) Grand-duc Nicolas, *Alexandre Ier*, t. I, p. 207-208.

CHAPITRE XIX

LE PROBLÈME RELIGIEUX

I. L'expulsion des Jésuites. Ses causes. Les rapports du gouvernement russe avec le Saint-Siège. — II. L'Église catholique en Russie. La querelle entre le clergé séculier et les Pères. Développement de l'Ordre en Russie. Le collège des Pères à Pétersbourg. — III. Leur œuvre de prosélytisme. Les grandes converties. Mme Swetchine. Le salon de la comtesse Golovine. Indifférence d'Alexandre au regard de cette propagande. Les espérances qu'il fonde sur l'Ordre. — IV. Déception. Attitude neutre ou hostile des Pères en 1812. Revirement d'opinion à leur sujet. Ses causes. La politique et la religion. La Société Biblique. — V. Origine de cette institution en Russie. Son modèle anglais et son caractère particulier. Institution officielle et machine de guerre. L'église orthodoxe menacée. Part d'activité bienfaisante et aberrations. — VI. Développement rapide de la Société. Ses filiales. Elles deviennent des foyers de vie relativement indépendante. Les distributions de bibles et le problème scolaire. L'esprit de liberté. Ses dangers. La Société Biblique et les colonies militaires. Le mysticisme philanthropique et le despotisme humanitaire. La lutte des deux principes. Le despotisme l'emporte. Le prince Galitzine et Araktchéiév. Le vice-empereur.

I

Le 1er janvier 1816 les habitants de Saint-Pétersbourg eurent la surprise, à leur réveil, d'apprendre que, dans la nuit, tous les Jésuites y résidant, au nombre de vingt-six, avaient été arrêtés et renvoyés sous escorte à Polotsk, où, moins de trois mois plus tard, devait les atteindre un *oukase* ordonnant l'expulsion de tous les membres de l'ordre hors des frontières de l'empire et la fermeture de toutes leurs maisons d'éducation (1). Une légende a attribué ces rigueurs inattendues au ressentiment qu'un des Pères, confesseur de Mme Narychkine, aurait inspiré au tsar,

(1) 25 mars 1816, *Recueil complet des lois*, t. XXXIII, 26032, 26033. 26034 ; Rouet de Journel, *Un collège de Jésuites à Saint-Pétersbourg*, p. 259 et suiv.

en imposant à sa maîtresse l'engagement de ne plus le voir (1). Les habitudes de discrétion et de souplesse propres à la compagnie rendent cette explication tout à fait invraisemblable et le coup qui la frappait paraît bien avoir eu des motifs d'ordre plus élevé, ainsi que de nature très complexe. Le problème entier des rapports entre le gouvernement russe et le Saint-Siège d'une part, l'église orthodoxe et l'église catholique de l'autre, s'y trouvait en jeu, avec encore l'orientation générale de la politique d'Alexandre dans ce domaine.

A son avènement, le fils de Paul avait renoncé à la maîtrise de l'ordre de Malte usurpée par son père (2), mais en retenant à son endroit une prétention de protectorat. Pie VII et Consalvi s'y étaient prêtés, mais en demandant que le souverain fît honneur aux engagements que son prédécesseur avait contractés en vue de la récupération du domaine pontifical. En coquetterie, à ce moment, avec le Premier Consul, Alexandre se dérobait, mais donnait une preuve de ses dispositions bienveillantes en attribuant, au commencement de 1802, la qualité de chargé d'affaires au comte Cassini, qui se trouvait déjà accrédité à Rome comme consul général. Il agréait aussi l'envoi à Saint-Pétersbourg de Mgr Arezzo, archevêque de Séleucie, avec les compliments du Pape au sujet de l'avènement du nouveau tsar. La question d'une nonciature était ainsi posée, et Alexandre semblait en accepter l'idée. Il décidait, en effet, de créer une légation à Rome et faisait choix du comte Boutourline pour ce poste. Mais l'affaire Vernègues (3) coupait court à ce commencement de rapprochement plus étroit. Boutourline resta en Russie, Mgr Arezzo retourna en Italie et Cassini se retira à Venise.

Officiellement, le contact ne fut rétabli qu'en 1814, après le retour du pape dans sa capitale. Pie VII renouvelant, à ce moment, sa requête au sujet de l'intervention du tsar en faveur des intérêts temporels du Saint-Siège, Alexandre reprenait son jeu : il répondait de façon évasive, mais expédiait à Rome un nouveau ministre plénipotentiaire, le baron de Tuyll, et consentait même au principe d'une nonciature. Il donnait cependant à ces concessions

(1) P. Gagarine, *les Archives russes et la conversion d'Alexandre Ier*, p. 8.
(2) V. K. Waliszewski, *le Fils de la grande Catherine*, p. 328.
(3) V. t. I, p. 129, de cet ouvrage.

une forme inquiétante. D'origine hollandaise, le baron de Tuyll était protestant, et l'acceptation d'un nonce à Saint-Pétersbourg se trouvait subordonnée à certaines conditions de nature fort délicate : l'agrément, notamment, du Saint-Siège à l'emploi rituel de la langue russe dans la célébration du culte catholique, point d'une importance politique capitale, et à la nomination des évêques catholiques par le tsar. Ni le baron de Tuyll, ni Italinski qui lui succéda en 1817 ne devaient réussir à porter au delà d'un échange de vues les négociations engagées dans ce sens (1), et, pendant son séjour en Russie, Mgr Arezzo n'en avait pas facilité l'aboutissement. Il avait dû reconnaître que les espérances éveillées à Rome, sous le règne de Paul, au sujet de la réunion des deux églises, étaient chimériques ; mais le fils accordant néanmoins à l'église catholique un traitement où l'archevêque de Séleucie croyait découvrir l'indice d'« une prédilection spéciale (2) », il avait jugé à propos de s'en prévaloir en intervenant de façon autoritaire dans un autre débat que le prédécesseur d'Alexandre laissait ouvert.

II

Depuis que Catherine avait donné asile aux Jésuites une lutte acharnée les mettait aux prises, en Russie, avec le clergé séculier et le métropolite catholique de Mokhilov, Siestrzencewicz, en particulier (3). Bien qu'ils ne bénéficiassent plus, sous Alexandre, de la faveur dont le Père Gruber avait joui auprès de Paul, les fils de Loyola conservaient l'avantage dans cette querelle. Maîtres de l'église de Sainte-Catherine à Saint-Pétersbourg et de sa fortune qui était considérable, ils régentaient la paroisse tout entière, avec l'aide d'un conseil de fabrique, où un riche marchand

(1) Znamiénski, *Lectures sur l'histoire de l'Eglise russe*, p. 135-136 ; Tolstoy, *le Catholicisme en Russie*, t. II, p. 384 et suiv. ; P. Boudou, *la Russie et le Saint-Siège*, p. 64 et suiv.

(2) Arezzo, *Relation*, Archives du Vatican, pièce gracieusement communiquée à l'auteur par feu A. Izvolski, ambassadeur à Paris et anciennement ministre de Russie auprès du Saint-Siège.

(3) V. K. Waliszewski, *loc. cit.*, p. 241 et suiv. ; Rouet de Journel, *loc. cit.*, p. 62 et suiv.

d'origine bavaroise, Pierling, dont la famille a donné depuis à l'Ordre plusieurs membres qui y ont marqué, avait voix prépondérante (1). En octobre 1802, avec l'encouragement de Mgr Arezzo et sans qu'Alexandre y objectât, le Père Gruber se porta à prendre le titre de général, bien que les dispositions de Catherine n'admissent, en Russie, qu'une province de l'ordre, sous un chef dont elles réservaient la désignation au métropolite de Mokhilov. L'indépendance et l'autorité de la Compagnie en furent accrues. Le clergé séculier répugnant traditionnellement, en Russie comme en Pologne, à accepter les envoyés du Pape comme intermédiaires nécessaires dans ses relations avec le Saint-Siège, l'archevêque de Séleucie était naturellement incliné à favoriser le parti contraire, et les Jésuites se donnaient des titres multiples à la bienveillance du successeur de Paul.

Après s'être recommandés au père comme seuls capables de combattre efficacement l'esprit révolutionnaire, ils s'accommodaient aux tendances libérales du fils. Ils prenaient figure de *Kulturtraeger*, propagateurs de la civilisation et des principes humanitaires. Éducateurs et colonisateurs, ils rivalisèrent victorieusement avec les Dominicains sur les rives de la Volga et étendirent leurs missions jusqu'à Astrakhan. Le duc de Richelieu les appela à Odessa et le gouverneur général de la Sibérie, Pestel, réclama leurs services pour ses relations avec la Chine et pour le développement de l'agriculture au delà de l'Oural. Le comte Rastoptchine les installa à Moscou. En même temps que leur influence, leur richesse augmentait rapidement, et ils passèrent pour tirer 700 000 roubles de revenu de leurs domaines agricoles, leurs établissements industriels et leurs écoles.

A partir de 1803, ils en eurent une à Saint-Pétersbourg, où les plus grandes familles du pays, Chouvalov, Gagarine, Galitzine, Kourakine, Koutousov, Stroganov, Tolstoy, se disputèrent le privilège de placer leurs enfants (2), les mères prenant quartier, pour la durée des études, dans une maison contiguë, où des appartements étaient mis à leur disposition, non sans que des

(1) Morochkine, *les Jésuites en Russie*, t. II, p. 62 ; Rouet de Journel, *ibid.*, p. 143.

(2) Rouet de Journel, *loc. cit.*, p. 102 et suiv. ; Samarine, *Œuvres*, t. VI, p. 221.

légendes scandaleuses en résultassent, en liaison avec celles auxquelles donnait lieu, dans une autre maison voisine, un établissement tenu par le Sarde Gideli et sa femme, « la belle chocolatière », dont son compatriote, J. de Maistre, passait pour apprécier les charmes (1). Le succès du nouveau collège n'en fut pas diminué, mais il devait être une des causes de la disgrâce que l'Ordre a encouru ultérieurement.

III

Les Pères ne se sont pas interdit d'en tirer parti pour les entreprises de prosélytisme, auxquelles ils se livraient déjà et où, fondateur avant eux, à Saint-Pétersbourg, d'un établissement scolaire plus modeste et auteur, à l'intention du fils de la princesse Volkonskaïa, d'un programme d'études, qui constitue un document intéressant pour l'histoire des idées pédagogiques à cette époque, l'abbé Nicolle (2) s'était aussi employé avec une prudente réserve. Ce fut maintenant dans ce sens une campagne poussée à fond, encore que toujours dissimulée. Le comte Rastoptchine eut la douleur d'en constater l'effet à son propre foyer. En même temps que sa femme, trois de ses belles-sœurs, la princesse Galitzine, la princesse Vassiltchikov et Mlle Protassov passaient au catholicisme. Convertie également, la comtesse Anne Boutourline, née Vorontsov, femme du diplomate désigné en 1802 pour représenter le tsar à Rome, engageait son mari à s'expatrier et à se fixer en Italie, où ses filles et son fils aîné suivaient son exemple (3). Ainsi faisaient les deux filles du secrétaire d'État Soymonov, homme des plus éclairés à la mode du temps. Petites-filles par leur mère de l'historien Boltine, le sophiste du slavophilisme naissant, elles appartenaient à un milieu de haute culture. La plus connue, « la grande conversatrice », comme l'a appelée Lacordaire,

(1) Morochkine, *les Jésuites en Russie*, t. II, p. 65, 136 et suiv.

(2) V. sur ce personnage : Frappaz, *l'Abbé Nicolle;* son programme d'études a été publié dans *Archives russes*, avril 1895.

(3) Comte M.-D. Boutourline, « Mémoires, » *Archives russes*, 1897, t. I, p. 599.

Mme Swetchine, n'est peut-être pas la plus attrayante. Femme d'un diplomate distingué qui a eu le mauvais goût de lui préférer Mme Narychkine, sa sœur, la princesse Catherine Gagarine « remarquable et charmante personne » au jugement du poète Joukovski, a laissé un journal (1), qui, très correctement rédigé en français, donne l'idée d'un esprit très ouvert et d'une âme à la fois tendre et forte, encore que se ressentant un peu de l'exaltation, dont les Pères se faisaient un instrument pour leur apostolat. Sous son influence, une princesse Kourakine, Élisabeth Borissovna, exposait ses mains à la flamme d'un brasier, voulant, disait-elle, « souffrir pour le Christ », et elle encourait d'atroces brûlures (2).

La propagande catholique trouvait un appui puissant en Russie dans ce qui y restait de l'émigration française. Dans le salon de la comtesse Golovine, autre convertie, son amie, la princesse de Tarente, donnait le ton à la haute société de Saint-Pétersbourg, en compagnie du chevalier d'Augard, dont les plaisanteries sur le baptême « poissonique » (par immersion) du rite orthodoxe étaient fort goûtées et trouvaient un écho à peine atténué jusque dans la chaire de l'église de Sainte-Catherine (3).

Le clergé orthodoxe n'opposait qu'une défense très faible à ces attaques. Ignorant communément et grossier, il n'obtenait aucune prise sur les âmes, dans la classe supérieure surtout, où il était presque généralement un objet de mépris. « Ma fille va beaucoup mieux, disait telle princesse ; elle crache déjà par la fenêtre sur tous les popes qui passent (4). » Les quelques rares évêques se distinguant par des dons très exceptionnels d'intelligence et de savoir ne leur donnaient guère emploi que dans des recherches scientifiques d'ordre profane. L'église orthodoxe ne disposait pas seulement d'un paroissien convenable à l'usage de ses ouailles. Instruits et diserts, distingués et insinuants, les Pères et abbés français avaient ainsi la partie belle.

(1) Inédit. L'auteur en a dû la gracieuse communication au petit-fils de la princesse, feu le prince Alexandre Gagarine.

(2) Correspondance de F. Christin avec la princesse Tourkiéstanov, *Archives russes*, 1883, p. 793 ; Mme Narychkine, *1812*, p. 233 et suiv.

(3) Tolstoy, *le Catholicisme en Russie*, t. II, p. 198 ; *Revue orthodoxe*, 1862, t. VII, nº 1, p. 29.

(4) Mme Narychkine, *loc. cit.*, p. 244 et suiv.

En observant au début beaucoup de prudence, ils bénéficièrent du secret même dont leur action s'entourait. A Moscou, l'abbé Surrugues exerçait son ministère dans le salon de la comtesse Rastoptchine en plein cours des réceptions qui y étaient quotidiennes. Il emmenait sa pénitente dans l'embrasure d'une fenêtre, recevait sa confession et lui remettait à la dérobée une petite custode qu'elle cachait dans son corsage et qui contenait quelques hosties consacrées. De ces pratiques mystérieuses un effet complémentaire de séduction ressortait ; mais le nombre des âmes séduites augmentant, le secret ne put être gardé, sans que cependant Alexandre parût prendre offense ou alarme de la publicité donnée aux conversions, ou de leur chiffre en progression constante. Indifférent d'abord, puis éclectique en matière de religion, il n'envisageait les variétés confessionnelles que dans le plan des intérêts politiques, et, jusqu'en 1812, il a fondé de grandes espérances, à ce point de vue, sur la Société de Jésus (1). Le Père Gruber mourant en 1805 et un jeune Polonais, le Père Thadée Brzozowski, lui succédant, le souverain s'est persuadé que, sous ce commandement, l'Ordre, milice disciplinée à esprit combattif, payerait la protection qu'il lui accordait en servant sa politique polonaise, avec ou contre Napoléon. Il a éprouvé une grande déception.

IV

Pendant l'invasion française, pour autant qu'ils n'ont pas observé l'attitude passive, dont le clergé orthodoxe lui-même leur donnait l'exemple, les Pères ont, sous le commandement de leur général, suivi le courant napoléonien qui emportait ses compatriotes. Il n'en pouvait être autrement. Dans ce pays, en effet, comme dans tous ceux d'Orient, la foi a toujours tendu à se confondre en quelque sorte avec la nationalité, et, au témoignage de sa fille, après s'être convertie au catholicisme, la comtesse Rastoptchine « préférait les Français aux Russes, même en 1812, parce qu'ils professaient la religion qui lui était chère (2). » Mais

(1) V. ci-dessus, p. 14.
(2) Mme Narychkine, *1812*, p. 191.

il était inévitable aussi que les Russes en prissent offense contre les convertisseurs, qui, très en faveur avant cette crise, tout au moins dans la haute société, ont paru soudain chargés de toute sorte de méfaits. On découvrait que, dans leur œuvre de colonisation, ils ne poursuivaient que l'avantage de leur Ordre ou de Rome (1). On voulait qu'à Polotsk, où ils disposaient de très vastes locaux, ils eussent refusé de donner l'hospitalité à des blessés que Wittgenstein leur demandait de recueillir, après les combats meurtriers qu'il avait livrés contre Oudinot. Le Père Brzozowski avait, en même temps, donné un autre grief contre lui à Alexandre.

En 1811, à l'inauguration, en Russie, de la Société Biblique, le clergé orthodoxe ne faisant pas de difficulté pour y adhérer, le métropolite catholique de Mokhilov ne s'était pas montré plus récalcitrant, en dépit du caractère interconfessionnel de cette institution et du fond de protestantisme ou de rationalisme qu'elle laissait paraître. Le Père Brzozowski avait répondu, au contraire, par un refus péremptoire qu'il avait motivé, en termes des plus violents, dans une lettre adressée au ministre des Cultes. En outre, le prince Galitzine apprenait, peu après, la conversion de l'un de ses neveux, opérée par les Jésuites, à l'insu de la famille de ce jeune homme (2).

Chef d'une équipe de combat au service de l'Église romaine, le général de l'Ordre était, en ce point, dans la logique de sa foi et de sa vocation. Son attitude s'accordait mal, cependant, avec l'affectation de libéralisme dont les Pères avaient fait montre au début du règne, pour se rendre agréables au fils de Paul et qui maintenant devenait d'ailleurs un grief à ses yeux.

Les considérations politiques intervenaient de plus d'une manière et en sens divers dans ce conflit. Par l'effet du lien intime qui existait, en Russie, entre l'Église orthodoxe et l'État, en se séparant de l'une, on paraissait se mettre en rébellion contre l'autre. Inversement, l'infidélité au trône entraînait la répudiation de l'autel, et telle était aussi la raison d'un certain nombre des conversions au catholicisme qui se produisaient à cette époque.

(1) Tolstoy, *loc. cit.*, t. II, p. 190-193.
(2) Rouet de Journel, *loc. cit.*, p. 231 ; P. Boudou, *loc. cit.*, p. 122.

Tout en répugnant de la façon la plus absolue aux doctrines révolutionnaires, et sans qu'ils inclinassent même aux idées libérales, des Russes en grand nombre se portaient à prendre en dégoût le régime établi dans leur pays. Au point de vue politique comme au point de vue religieux, ils tombaient ainsi dans le vide et quelques-uns s'en trouvaient inclinés à la discipline de rechange, politique, religieuse et sociale, que le talent des J. de Maistre et des Bonald mettait, à ce moment, en valeur dans le monde européen. On a voulu même qu'en dehors de l'influence exercée par les Jésuites dans leurs maisons d'éducation et de l'effort de prosélytisme qui s'y joignait, telle ait été la cause essentielle des conquêtes réalisées par le catholicisme dans le monde russe de cette époque (1). Il convient cependant d'observer qu'elles ont porté principalement sur l'élément féminin où elles n'ont pu guère trouver ce point d'appui. Dans la vie morale d'une Mme Swetchine, la politique n'a certainement joué aucun rôle.

Les mesures prises par le tsar contre la Compagnie de Loyola lui ont ainsi été inspirées par un ensemble de raisons dont il n'arrivait sans doute pas lui-même à démêler la complexité. La plus immédiatement déterminante se laisse, cependant, deviner dans l'antagonisme qui s'intensifiait entre l'esprit des Pères et celui que la Société Biblique faisait prévaloir jusque dans le gouvernement du pays. Ceci tuait cela, et l'événement du 1er janvier 1816 a marqué ainsi une date mémorable dans l'histoire religieuse comme dans l'histoire politique du pays, si paradoxale que doive paraître, à première vue, l'opinion de J. de Maistre, d'après laquelle, plus efficacement battue en brèche par le protestantisme, le socinianisme et l'illuminisme, l'église orthodoxe aurait, au départ des Jésuites, perdu moins un adversaire qu'un auxiliaire contre l'ennemi commun (2).

(1) Nous avons trouvé cette thèse développée, avec des indications suggestives, dans une chronique de famille, que son auteur, M. A. Nékludov, ancien ambassadeur de Russie, nous a permis gracieusement de consulter, bien qu'elle ne soit pas, au moins actuellement, destinée à la publicité. La famille de M. Nékludov est apparentée à quelques-unes de celles qui, comme les Narychkine et les Stroganov, ont, au commencement du dix-neuvième siècle, figuré dans la clientèle des maisons d'éducation catholiques. Son grand-père a été élève de l'abbé Nicolle. Il est resté, cependant, orthodoxe fervent.

(2) *Correspondance politique*, t. II, p. 156 et *Œuvres*, t. XIII, p. 205 ;

En 1816, de façon hésitante, comme toujours, Alexandre inclinait, en cette matière, à l'idée d'une fusion, où, avec les diverses variétés de confessions, les formes les plus excentriques même du christianisme seraient absorbées. Très peu orthodoxe, le prince Galitzine et, ancien protestant, Siestrzencewicz, n'y objectaient pas. Le métropolite de Mokhilov avait été longtemps en correspondance avec l'abbé Grégoire qu'il regardait comme une des lumières de son église. En 1818, il devait tolérer les prédications d'un ancien curé catholique de Bavière, Lindel, débauché par Mme de Krüdener et chassé de son pays où il propageait un enseignement fortement imprégné de luthéranisme. A la même époque, le ministre des Cultes allait favoriser l'apostolat de cet autre renégat, dont mention a été faite déjà, Gossner. Il le faisait prêcher devant des auditoires composés moitié de protestants et moitié d'orthodoxes.

Au moment de l'expulsion des Jésuites, un travail dans ce sens (1) s'ébauchait déjà, et, en portant au siège métropolitain de Saint-Pétersbourg un ancien élève du séminaire philosophique fondé par les francs-maçons de Moscou, le prince Galitzine pensait l'y employer aussi. Esprit pondéré et rebelle aux entraînements de toute nature, Michel ne répondit pas tout à fait à son attente. Après avoir recueilli la succession d'Ambroise, prélat d'observance correcte sinon de foi très zélée, il se piqua de l'imiter. Mais il laissa faire et n'opposa, en particulier, aucune résistance à l'action de la Société Biblique, qui ne tardait pas à prendre la forme d'un véritable assaut livré à l'orthodoxie.

V

Le modèle en était emprunté à l'Angleterre, où, depuis 1649, divers essais de groupement analogue avaient précédé la consti-

P. Gagarine, *les Archives russes*, p. 8 ; P. Billiard, dans *Etudes des Jésuites*, 20 janvier 1912, CXXX, p. 234 et suiv. ; Lutteroth, *la Russie et les Jésuites* p. 58 et suiv.

(1) V. à ce sujet la correspondance du marquis de Gabriac et du comte de La Ferronays, grand-duc Nicolas, *Alexandre Ier*, t. II, p. 287, 316. Sur Gossner, v. Chichkov, *Mémoires*, t. II, p. 169. Cf. La Ferronays, *Aperçu rétrospectif*, 15 avril 1820, Affaires étrangères, Russie, *Correspondance*, vol. CLX, non folioté.

tution, en 1804, de la *British and Foreign Bible Society*, fondée par un lot de dissidents, méthodistes, quakers et autres sectaires à tendance mystique. La fondation russe devait aussi son origine à quelques missionnaires anglais, Peterson, Pinkerton et Benning, le plus estimable de tous. Dès 1811, une tentative d'organisation dans ce sens eut lieu en Finlande, et, le 18 décembre de l'année suivante, la Société Biblique russe vit le jour à Saint-Pétersbourg. A sa séance d'inauguration, elle réunit dans la maison du prince Galitzine tous les membres du Saint-Synode, le recteur de l'Académie ecclésiastique orthodoxe, l'archimandrite Philarète, le métropolite catholique, Siestrzencewicz, ainsi que des pasteurs anglais et hollandais. Alexandre accepta le titre de membre honoraire de l'œuvre et lui accorda un subside annuel de 10 000 roubles. Le président fut le prince Galitzine, le comte Kotchoubey, le comte Alexis Razoumovski, Rodione Kochelev et quelques autres personnages de marque se partageant les sièges de vice-présidents. Les buts assignés à la Société étaient, comme en Angleterre, la traduction des saintes écritures, l'enseignement de la vraie doctrine chrétienne et l'infusion des principes de l'évangile dans le gouvernement de toutes les affaires d'ordre public, en commençant par les écoles et les églises (1). Mais l'œuvre prenait, en Russie, un tout autre caractère. Au pays de son origine, produit de l'initiative libre et conséquence du développement mondial de la puissance britannique, en même temps que de l'intensité du sentiment religieux dont la multiplication même des sectes portait le témoignage, au dessein de propager la religion chrétienne dans les contrées où la domination anglaise étendait ses prises, elle alliait divers objectifs philantropiques ou humanitaires, comme la suppression de l'esclavage. Tout l'élément moralisateur du christianisme y trouvait son expression. En Russie, la Société Biblique a pris d'emblée figure d'institution officielle, et, dans son développement, le rôle principal devait échoir aux pouvoirs administratifs, en dehors desquels nulle activité sociale n'était possible dans ce pays. Elle n'a été qu'un rouage de plus dans l'appareil bureaucratique et les fruits ont répondu à la nature de

(1) Znamiénski, *Lectures sur l'histoire de l'Église russe*, p. 36 ; Tchistovitch, *les Dirigeants de l'enseignement ecclésiastique*, p. 157 ; A. Stourdza, dans *Ancienne Russie*, 1876, t. XV, p. 272.

l'œuvre. Avec une part de sincère ferveur par rapport à un idéal chrétien vaguement conçu, elle est devenue essentiellement une entreprise de démolition, sapant les bases dogmatiques et cultuelles de christianisme et bien plus destructive, en effet, au regard de l'église orthodoxe, que la propagande des Jésuites.

L'élément philanthropique n'en a pas été entièrement exclu. Créées sous les auspices de la Société Biblique, une *Société impériale des amis de l'humanité et* une *Société libre des amis de la littérature russe*, ont fait quelque bien, la première en s'employant à l'amélioration du régime des hôpitaux et des prisons, la seconde en distribuant des secours aux savants et aux hommes de lettres dans la gêne. L'introduction et la multiplication en Russie des écoles du type Bell-Lancaster a également procédé, en partie, de cette initiative, en même temps que la première publication des écritures saintes en langue russe profane, œuvre où l'exécution n'a cependant pas répondu à l'intention et qui n'a pu être achevée. Le nouveau Testament seul a été mis sous presse et vendu à des centaines de mille exemplaires. La traduction de l'ancien n'a été poussée en 1825 que jusqu'au livre de Ruth ; à ce moment, l'impression en a été ajournée, et, quand elle fut reprise et menée à terme, le vent tournant encore, le volume a été, par ordre supérieur, livré aux flammes (1).

Par l'effet du mysticisme effervescent et du piétisme excentrique que le prince Galitzine et son maître lui-même y propageaient, comme aussi de l'indignité du plus grand nombre de ses membres, la Société Biblique a irrémédiablement tendu à dévier de la mission qu'elle se donnait. Les lectures de pure exaltation religieuse, les prières extatiques à la mode des quakers, les danses même du rite des flagellants y ont été introduites et y ont pris une importance grandissante. Par les disciples de Novikov d'autre part, qui y adhéraient en grand nombre, la Société était portée à emprunter les traits les plus sujets à objection de l'enseignement de ce maître qu'ils déformaient : répudiation de toute nouveauté, défiance à l'égard du progrès social comme aussi de la littérature profane et de la science, conception ascétique de la

(1) Evssiéiév, *Lecture à l'Académie ecclésiastique de Petrograd*, avril 1916 ; Znamiénski, *Etudes sur l'histoire de l'Église russe*, p. 38 et suiv.

vie et exagération des pratiques pieuses, conjuguée avec le dédain des rites consacrés. Cette tendance se rattachait au courant nationaliste de l'époque ; cependant, elle opposait violemment la Société à l'église nationale et à son esprit, qui était bien celui des chrétiens du troisième siècle. Pour le plus grand nombre des orthodoxes, les formes rituelles se confondaient avec l'essence de leur foi, de leur culte et du christianisme même.

Dans une lettre datée de Paris en mai 1919, J. de Maistre allait dénoncer l'œuvre de la Société comme une entreprise protestante et, ajoutait-il, « la plus antichrétienne qui ait jamais été imaginée (1). » L'espèce de religion en formation au sein de la Société tendait à enfermer toute la loi dans l'amour divin et le culte entier dans l'effort de ce sentiment pour se mettre en contact avec son objet ; c'était le principe ; mais, en rapport avec l'une des aberrations du gnosticisme décadent, l'application en aboutissait en certains quartiers à cette doctrine que le repos parfait de l'âme ainsi obtenu rend indifférentes les actions du corps, si coupables qu'elles soient jugées d'après le sentiment commun. La littérature mystique d'importation, de Mollina à Yung Stilling, se prêtant à cette interprétation, il y eut affluence de pécheresses repenties, réformées de la galanterie, pour plonger non seulement dans les *Torrents* purificateurs de Mme Guyon, mais dans les eaux plus troubles d'Eckartshausen ou de Tauber.

VI

Le développement de la Société fut extrêmement rapide et prit des proportions considérables. En août 1822, elle compta 55 sections principales, 177 secondaires et elle avait distribué gratuitement ou vendu 464 000 exemplaires des saintes écritures en 40 langues ou idiomes différents. Ses recettes s'étaient élevées à 2 138 608 roubles, contre 2 078 133 de dépenses. Les tribus sauvages du nord et sud-est, Kalmouks, Kirghizes, Lapons, Ostiaques, Tchérémisses, avaient elles-mêmes obtenu la possi-

(1) *Œuvres complètes*, t. VIII, p. 494.

bilité, dont elles se souciaient peu d'ailleurs, de lire les textes sacrés.

Mettre des bibles aux mains d'illettrés était chose vaine, et l'activité de la Société s'aheurtait ainsi au problème de la diffusion de l'enseignement. Le prince Galitzine inclinait à y porter le même esprit de liberté relative dont il faisait preuve en matière de religion. Dans les provinces, loin des autorités centrales, la Société créait, par la force de son principe, des foyers de vie intellectuelle, où une certaine indépendance trouvait jour à se manifester et les établissements scolaires eux-mêmes se portaient à fonder des filiales, l'externat du lycée Richelieu à Odessa donnant l'exemple (1), en 1818, avec l'approbation du ministre, qui projetait aussi la création d'un vaste réseau d'écoles primaires pour l'entretien desquelles il prévoyait un crédit annuel de 2 millions de roubles, somme presque égale à celle dont le budget entier de l'instruction publique disposait à cette époque (2). Les deux entreprises étaient naturellement liées, et, avec le souffle de la réforme, la marque du génie anglais, que, même pervertie et avilie dans ce pays, elle y retenait, l'une d'elles constituait, par rapport à l'autre une anticipation paradoxale et dangereuse. Le comte de La Ferronays en jugea ainsi après son arrivée à Saint-Pétersbourg. « Cette Société Biblique, lit-on dans une de ses dépêches (3), doit faire naître nécessairement et promptement des idées de liberté et d'indépendance... et, quand ces peuples encore à demi sauvages ne verront plus dans leur souverain le préposé de Dieu ; quand il aura lui-même arraché le voile mystérieux et sacré dont le couvre la religion... si, sans y être préparée, sans avoir pour ainsi dire aucune idée de la civilisation, cette nation, encore abrutie par l'ignorance et par l'esclavage, vient tout à coup à concevoir l'idée de la liberté et à en éprouver le besoin, peut-on calculer sans effroi pour ce pays-ci et peut-être pour l'Europe, les conséquences que pourraient avoir ces excès auxquels devrait nécessairement se porter cette population de 40 millions d'habitants... secouant ses chaînes? »

(1) Soukhomlinov, *Etudes*, t. I, p. 168 ; *Messager de l'Europe*, 1868, p. ix, p. 268-270.
(2) Nikitiénko, *Mémoires*, t. I, p. 113.
(3) Grand-duc Nicolas, *Alexandre Ier*, t. II, p. 309.

Alexandre ne se dissimulait sans doute pas le péril. Des avertissements lui arrivaient à son sujet de plus d'un côté. En 1817, faisant envoyer à Vienne une note de protestation contre la suppression de la Société Biblique dans les États autrichiens, il recevait cette réponse qu'aucune mesure de ce genre n'avait pu être prise dans ce pays, le gouvernement de l'empereur François n'ayant jamais toléré une œuvre, dont le principe lui paraissait contraire à une saine « police religieuse (1). » Mais l'œuvre et l'homme qui en était l'ouvrier principal plaisaient encore au tsar à ce moment. L'une et l'autre répondaient à un substratum de son être qui n'en devait à aucun moment être distrait, et, à l'une comme à l'autre il croyait donner un contrepoids suffisant en tenant la balance égale entre le prince Galitzine et Araktchéiév, qui poussait, de son côté, vigoureusement le développement des colonies militaires. Mysticisme philantropique et despotisme humanitaire, les deux entreprises concordaient dans une certaine mesure, tout en s'opposant, et Alexandre goûtait aussi ce jeu de bascule, qui pourtant ne pouvait être maintenu indéfiniment. Au moment de la constitution de la Société Biblique, la balance entre les deux favoris penchait du côté du ministre de l'Instruction publique et des Cultes. Un an plus tard, les rivaux étaient déjà à égalité, et, en 1822, on crut que la Société Biblique allait partager le sort des sociétés secrètes, qui, tolérées et même encouragées jusque-là, subissaient le contre-coup d'une poussée de réaction violente. Elle survécut jusqu'à la fin du règne, et sa fortune, argent, immeubles, stock de librairie et matériel typographique fut alors évaluée à 2 millions de roubles, bien qu'elle eût fait une dépense considérable pour la distribution gratuite de ses publications en plus de 800 000 exemplaires (2). Mais, depuis 1822, elle périclita, en même temps que la faveur du prince Galitzine allait en déclinant.

Le journal de cour donne à cet égard une indication, qui, dans

(1) Metternich, *Mémoires*, t. III, p. 54 et suiv.

(2) Pour l'histoire de la Société Biblique, v. Znamiénski, *Lectures sur l'histoire de l'Église russe*, p. 36 et suiv. ; A. de Stourdza, *Œuvres posthumes*, t. I, p. 155 et suiv. ; Tchistovitch, *les Dirigeants de l'enseignement ecclésiastique*, p. 157 ; Doubrovine, dans *Ancienne Russie*, 1894, t. LXXXII, p. 114 et suiv. ; Pypine, dans *Messager de l'Europe*, 1868, p. viii-ix, xi-xii ; Chichkov, *Mémoires*, t. II, p. 298.

sa trivialité, ne laisse pas d'être significative. En 1812, le prince dînait 129 fois avec l'empereur et Araktchéiév 20 fois seulement, mais 14 fois en tête à tête, trait d'intimité dont, au cours de la même année, Galitzine ne bénéficiait que 5 fois. En 1815, le coefficient de commensalité est de 12 pour Galitzine contre 6 seulement pour son rival ; mais le premier n'a pas pris place une seule fois à la table du souverain sans autres convives et le second a obtenu ce privilège 4 fois. En 1819, à une exception près, Galitzine n'est le convive de l'empereur qu'en nombreuse compagnie, tandis qu'Araktchéiév est invité 12 fois seul. Le gain qu'il a obtenu est sensible, et, cinq ans plus tard, le nom du prince a entièrement disparu sur la liste des invitations (1). Le règne du *vice-empereur* s'était établi, en imposant à la Russie l'expérience d'un régime d'oppression et de compression en tout genre comme elle n'en avait pas encore connu et dont les courants contraires introduits dans sa vie religieuse et sociale lui rendaient l'épreuve plus sensible.

(1) Grand-duc Nicolas, *Alexandre Ier*, t. II, p. 717-718.

CHAPITRE XX

UN VICE-EMPEREUR. — LA ARAKTCHÉIÉVCHTCHINA

I. Aspect physique et moral du favori. Qualités et défauts. Façons et principes. « Le bouledogue. » — II. Rapports avec le souverain. Similitude de tempérament. Complexité et artifice. — III. L'homme indispensable. Moyens employés par Araktchéiév pour faire valoir ses services et assurer sa faveur. L'ombre de Paul Ier. — IV. Une situation sans précédent. Le pouvoir. Les honneurs. Les grands-ducs dans l'antichambre du vice-empereur. — V. Vie intime. Dessous fangeux. La maîtresse du favori. Anastasie Minkine. Sa fin tragique. — VI. Grouzino. Un faux paradis. Les habitants cherchent à le fuir. Abus de la réglementation et cruauté. Militarisation universelle. La Russie a la respiration coupée.

I

En grandissant graduellement, à travers quelques éclipses plus apparentes que réelles, la faveur d'Araktchéiév a traversé le règne d'Alexandre et passé dans l'histoire, elle aussi, à l'état d'énigme. En 1799, apprenant le renvoi du futur favori, ordonné par Paul en punition d'un acte d'insigne déloyauté, le futur tsar se félicitait qu'on fût débarrassé de ce « coquin » (1). On ne saurait affirmer qu'il ait changé d'avis depuis. Mais au fils comme au père, le « coquin » s'était fait reconnaître comme un serviteur à tout emploi et à toute épreuve, et son exil ne fut pas long. De 1801 à 1803, Alexandre le laissa à Grouzino, mais en réserve plutôt qu'en disgrâce, comme en témoignent les lettres, fort tendres, qu'il lui adressait. Cinq ans plus tard, le futur vice-empereur était ministre de la Guerre et J. de Maistre écrivait : « Araktchéiév a contre lui... tout ce qui compte ici

(1) K. Waliszewski, *le Fils de la grande Catherine*, p. 189 ; Schilder, *Alexandre Ier*, t. I, p. 186.

et tout ce qui tient à tout ce qui compte... Il écrase tout (1). »

De même que Bühren près d'un siècle auparavant, l'homme a donné son nom à une époque de l'histoire de son pays. On y dit la *Araktchéievchtchina*, comme on dit la *Bironovchtchina*. Il a aussi éminemment et le plus complètement représenté le régime qu'il a servi, avec ses vices et ses qualités, car ce régime a eu des qualités, au défaut desquelles il n'aurait pu se maintenir si longtemps. Bühren, dont les Russes ont fait un Biron, était un Allemand. Russe, Araktchéiév est un produit de l'œuvre de germanisation accomplie depuis et il explique toute la Russie du dix-neuvième siècle et du commencement du vingtième siècle. A ce titre, le personnage réclame une étude attentive.

En 1815, un de ses collaborateurs dépeignait ainsi son apparence extérieure : de taille moyenne, voûté, cheveux épais taillés en brosse ; sous un front bas et ridé, de petits yeux troubles et froids ; un gros nez en forme de galoche ; des lèvres minces et serrées, sur lesquelles il semblait qu'un sourire n'eût jamais paru (2). » D'autres ont parlé cependant d'un « sourire sardonique » qui se serait laissé voir souvent au coin de ces lèvres. Peut-être pouvait-il aisément être confondu avec une grimace. Au rapport d'un contemporain (3), un des frères du favori serait mort fou, et, toujours ivre, un autre aurait été sujet à des attaques d'épilepsie. Mais ces indications prêtent au soupçon d'un parti pris de malveillance. Mieux fondée semblerait celle que lui-même donnait en disant qu'il avait été « élevé pour de la monnaie de cuivre », entendant par là que son éducation avait été des plus sommaires. Il y a paru en effet. Cependant, il a passé par l'École d'artillerie et il y a même pris ultérieurement rang de professeur. Mais, comme des vêtements râpés qu'il portait habituellement, il lui a plu de faire affectation d'une ignorance, qui, à beaucoup d'égards, n'était d'ailleurs pas simulée. A l'École d'artillerie, il a eu des maîtres allemands. De leurs leçons, il a retenu, entre autres acquisitions, un esprit de minutie qu'il portait à l'excès. Or, dans une de ses lettres, il fait mention d'une « commune de

(1) J. de Maistre, *Œuvres complètes*, t. XI, p. 38.

(2) Gribbe, « Souvenirs, » *Ancienne Russie*, 1875, t. XII, p. 86.

(3) Martos, « Mémoires, » *Archives russes*, 1893, t. II, p. 541 ; cf. Maiévski, « Souvenirs, » *Ancienne Russie*, 1873, t. VIII, p. 136.

Fechkovo, district de Chouia, gouvernement de Petrozavodsk (1), et les circonscriptions administratives ainsi spécifiées n'ont jamais existé.

Le milieu auquel il appartenait par sa naissance, une famille de petits gentilshommes, ne le condamnait pas à garder dans la haute situation à laquelle il est parvenu les façons de rustre qu'il y a toujours laissé voir. Elles lui étaient personnelles. Marié à une princesse Devlet-Kildéiév, son frère cadet, Pierre, épileptique ou non, fut un homme de goûts raffinés, poète à ses heures (2). L'aîné a de plus d'une façon négligé de compléter son éducation première.

Il a su parfois se donner de bons collaborateurs et tirer parti de leur savoir comme de leurs talents. Pour la réorganisation de l'artillerie, où son œuvre a été comparée à celle de Gribeauval en France, plus que les conseils trop mis en valeur de l'Allemand Euler, il semble avoir utilisé les idées et les plans du Français de Barbiche (3), et, dans quelques-uns des champs d'action où il s'est employé, avec des dons naturels, intelligence claire, vue nette et précise des choses, bon sens et sens pratique, il a, sinon introduit, du moins développé plus et mieux qu'aucun Russe avant ou après lui, des traits où, pour le coup, *suum cuique*, le fruit certain du magistère allemand appelle l'éloge : esprit d'ordre et de méthode, obéissance scrupuleuse aux consignes reçues, et application infatigable au travail. En 1804, au cours d'une tournée d'inspection, il passait trois jours, du matin au soir, à exercer une compagnie d'artillerie, et, vingt ans plus tard, au sommet du pouvoir, on le voyait, un crayon dans les dents, une plume derrière l'oreille et un morceau de gomme dans la main, besogner comme un clerc de bureau.

A ce genre de travail, il usait souvent un temps qu'il aurait pu employer plus utilement. Mais, dans le goût pour le détail qu'il y montrait, on découvre une des causes de sa fortune : il l'avait en commun avec Paul comme avec Alexandre et il l'éri-

(1) 1802, *Archives russes*, 1866, p. 1047 ; cf. même recueil, 1864, 2e édit., p. 859, et *Ancienne et nouvelle Russie*, 1875, t. III, p. 167.

(2) Grand-duc Nicolas, *Portraits russes*, t. IV, p. 80.

(3) Bogdanovitch, *Alexandre Ier*, t. II, p. 368 ; cf. Divov, dans *Ancienne Russie*, 1899, C, p. 87.

geait en principe, disant : « Pour les choses importantes il y a des hommes importants ; on ne trouve personne pour les autres ; » ou bien : « Si l'on voit que je regarde aux plus petits objets, on prendra garde de négliger les grands. » Mais ce n'était pas pour cette raison qu'à Grouzino, tenant un journal, il y notait par le menu ; quotidiennement, les instruments de jardinage en service et les fers à cheval mis hors d'usage, les œufs pondus et les achats faits pour l'approvisionnement de sa table.

Il prétendait être attiré à son « ermitage » et retenu par le désir d' « écouter le chant du rossignol » ; mais, quand lui échappant, l'exercice du pouvoir a cessé de satisfaire le besoin d'activité qui le possédait, les occupations qu'il s'est données n'indiquent pas une nature sensible à de telles impressions. Il n'aimait pas la lecture ; il ne dépliait même pas habituellement les journaux qu'il recevait, et, écrits en français ou en allemand, langues qu'il ne possédait pas, les ouvrages d'art militaire même ne figuraient dans sa bibliothèque que pour la montre, à côté d'une collection des romans de Mme de Genlis et de Mme Radcliffe, voisinant avec des traités d'occultisme, de magie et d'astrologie. Après avoir essayé un moment de consulter un *Recueil de bons mots et de pensées élégantes*, un *Almanach d'anecdotes* et encore un traité de *La vraie politique des personnages considérables et bien nés*, il revenait à la trivialité des soins domestiques les plus grossiers et les plus futiles.

« Bouledogue » il est toujours resté, dur à lui-même comme aux autres, implacable et impitoyable en matière de discipline. A un employé qui, pour excuser un léger manquement dans le service, invoquait un deuil qui l'éprouvait cruellement, il répondait : « Qu'est-ce que la mort de votre femme a à faire avec la besogne dont vous êtes chargé? » Par le tour ironique qu'il leur donnait volontiers, ses ordres du jour et ses notes de service rappelaient la manière de Paul. « Le bataillon de Sophie, écrivait-il en marge d'un rapport, possède le privilège de se distinguer même parmi les plus mauvais. » Dans le choix des hommes qu'il employait, il se piquait de demeurer étranger, en dehors de l'intérêt du service, à toute autre considération, fût-ce de répondre au désir du souverain. « Je l'aime beaucoup moi-même, disait-il d'un candidat pour lequel un passe-droit était sollicité au nom

du tsar. J'ai là son portrait pendu au mur, et, après ma mort, l'empereur fera ce qu'il voudra ; mais, moi vivant, le règlement sera observé. »

Cet air de rigidité était aussi affecté et comportait des accommodements, comme le désintéressement et l'intégrité dont le favori faisait profession et qui ne l'empêchaient pas d'occuper des ouvriers payés par le trésor à des travaux exécutés pour son compte personnel. De même le dédain des richesses, dont il couvrait une avarice sordide en amassant une grosse fortune, ou la modestie qu'il prétendait cultiver et qui ne le retenait pas, si économe qu'il fût, d'envoyer 500 roubles à l'auteur d'un poème où il était comparé à Cincinnatus

D'autres thuriféraires le mettaient en parallèle avec Metternich, Wellington, ou Napoléon lui-même, et la situation qu'il obtenait concourait à le mettre en erreur lui-même au sujet de son mérite réel, tout en le rendant jaloux et hostile au regard de toute supériorité, comme en témoigne la carrière du général Rezvoï, dont il a largement utilisé le savoir et le talent à la direction de l'artillerie et qu'il a pourtant fait mettre à la retraite, en 1818, avec le grade de général-major où il l'avait maintenu pendant quinze ans. Un vilain homme, à coup sûr, bien qu'à l'observer de près, on ne lui reconnaisse pas uniformément la figure de monstre féroce qu'il a prise aux yeux du plus grand nombre de contemporains.

II

Il n'aurait pas réussi à garder si longtemps la faveur de son maître s'il n'avait été lui-même passablement compliqué et aussi artificieux. On le voit employer et distinguer un jeune officier, qui, sans le connaître, avait exprimé surson compte, en sa présence, un jugement des moins flatteurs. Mais, l'imprudent s'avisant plus tard de faire la critique des colonies militaires, il disparaît sans trace et on ne le retrouve que sous le règne de Nicolas, dans une casemate de la forteresse de Schlusselbourg, où il a passé à l'état de ruine. « Laborieux comme une fourmi et vénéneux comme une tarentule », ainsi que l'a dépeint un de ses colla-

borateurs, l'organisateur des colonies militaires a déployé, dans la répression des révoltes qui s'y produisaient souvent, une sévérité poussée parfois jusqu'à des actes révoltants ; mais il lui est arrivé aussi de faire, dans la même sphère d'intérêts, preuve de sentiments contraires, atténuant la sévérité de certaines sentences, témoignant de la sollicitude pour le bien-être des familles colonisées, ou prêchant la patience à leur endroit et l'économie des rigueurs inutiles (1). Les brutalités dont il usait avec ses subordonnés alternaient de même avec des procédés courtois ou même amicaux, comme sa parcimonie comportait des traits de générosité discrète, et l'un de ses collaborateurs a même affirmé qu'inexorable dans la répression des fautes réelles, il n'avait jamais puni sans raison, ni commis un acte d'injustice (2).

Dans ses rapports avec le souverain, ce butor montrait un sens psychologique des plus fins et un tact merveilleux. Renseignant minutieusement le maître sur les faits et les personnes, il évitait le plus souvent toute indication de jugement préconçu ou de préférence décidée et conseillait même le recours à d'autres sources d'information, ou des compétences plus qualifiées. Il prenait fréquemment parti pour les organes locaux d'administration contre les autorités centrales, témoignait d'une généreuse sympathie pour les pauvres ou les paysans, sans se départir d'un souci égal pour les intérêts du trésor, et, s'accommodant ainsi aux inclinations du souverain, en même temps qu'il ménageait ses susceptibilités, il assurait sa propre omnipotence. Il déguisait de même une courtisanerie savante sous des dehors de franchise, voire de brusquerie, et rehaussait le prix de sa déférence pour le soin qu'il prenait de ne point la partager. « Dévoué sans flatterie » à ce maître seul, selon une devise qu'il adoptait et qui donnait lieu d'ailleurs à un calembour malveillant (3), il ne se courbait devant personne d'autre ; mais, pour savoir ce qui se passait en son absence dans le cabinet du souverain, il écoutait aux portes et corrompait les valets de chambre. « Le caractère de cet homme est plus difficile à découvrir que la quadrature du cercle », a écrit

(1) *Ancienne Russie*, 1890, LXVIII, p. 711 et suiv.

(2) Vassili Soukhovo-Kobyline, dans *Archives russes*, 1906, t. II, p. 431.

(3) *Biés lesti predane*, au lieu de *bez lesti*, et qui donne le sens : « Démon voué à la flatterie. »

un fonctionnaire, que le favori avait présenté en ces termes à ses administrés : « N'imaginez pas que ce soit un personnage d'importance ; à la moindre incartade, je le briserai comme verre, et, s'il fait mine de vouloir vous voler, n'hésitez pas à m'en prévenir : je lui en ferai passer l'envie. »

Le vice-empereur avait certainement une âme basse et un esprit tout aussi peu élevé. Sur les marges d'un évangéliaire portatif il prenait note d'une amende infligée à un serviteur pour bris de lampe ! Cependant, des fragments publiés de sa correspondance le montrent sous un jour que ses biographes ont généralement méconnu, philosophant, émettant des vues justes et même assez profondes sur les difficultés de gouverner un empire aussi vaste que la Russie et faisant preuve d'humour, d'originalité dans l'esprit comme dans le langage, voire même de quelque noblesse (1). On doit noter aussi que, mari très épris d'une jeune et jolie femme, il s'en est séparé après avoir découvert qu'elle faisait trafic de son influence. Une appréciation juste de sa physionomie morale est rendue difficile par la nature suspecte du plus grand nombre des observations qui ont été produites à son sujet et dont les auteurs, point irréprochables eux-mêmes, ont pu être plus impressionnés par les défauts que par les qualités du personnage. Au rapport de l'un des médecins qui l'ont soigné, il a eu de bonne heure le foie, le cœur et les nerfs en mauvais état (2), et ces misères physiologiques n'ont sans doute pas été étrangères à sa façon d'être, de penser et d'agir.

(1) Lettres à Ivan Antonovitch Poukalov, *Archives russes*, 1891, t. I, p. 130 et suiv.

(2) Evropeus, « Souvenirs, » *Ancienne Russie*, 1872, t. VI, p. 240. Pour les autres détails, v. *ibid.*, 1872, t. V, p. 471 et suiv. (Savatov), 1873, t. VIII, p. 136 et suiv. (Maiévski) ; 1874, t. IX, p. 225 et suiv. (Jirkiévitch) ; 1881, t. XXII, p. 201 et suiv. (Izmailov) ; 1896, LXXXV, p. 490 et suiv. (Martchenko) ; 1911, CXLV, p. 557 et suiv. (Fiodorov) ; *Archives russes*, 1866, p. 992 et suiv. (Liprandi) ; 1875, t. I, p. 49 et suiv. (Bradke) ; 1880, t. II, p. 333 et suiv. (Euler) ; 1880, t. III, p. 267 et suiv. (Schœnig) ; *Messager historique*, 1904, XCVII, p. 867 et suiv. (Driesen) ; 1905, CII, p. 596 et suiv. (Glinski) ; 1906, CVI, p. 868 et suiv. (Gribovski) ; *Ancienne et nouvelle Russie*, 1875, t. II, p. 170 et suiv. (Otto) ; *la Pensée russe*, novembre 1910, p. 14 et suiv. (Kizewetter) ; Gretch, *Mémoires*, p. 250 et suiv. ; Zatvornitski, *le Centenaire du ministère de la Guerre*, p. 6 et suiv. ; Sérédonine, *le Comité des ministres*, t. I, p. 25 et suiv. ; Knopotov, *Biographie du comte M. N. Mouraviov*, p. 145 et suiv.

III

Tel maître, tel serviteur. Pierre le Grand aurait peut-être tiré un autre parti d'un tel outil, machine de précision ou marteau-pilon à volonté. Aux mains d'Alexandre, il était inévitable que les parties vicieuses en fussent principalement développées. Mais prêt à tout, capable de tout, invariablement et entièrement docile à mettre en pratique les idées du souverain, sans la moindre velléité de les discuter à la façon d'un Spéranski, d'un La Harpe, ou d'un Parrot, prodigieusement habile à les traduire en lois et règlements, chapitres et paragraphes, et prompt à tout exécuter avec l'exactitude inexorable d'un automate, Araktchéiév était l'homme qu'il fallait à Alexandre et qui seul pouvait lui convenir à la longue, avec ses attitudes de chien couchant, relevées d'une pointe de sentiment et son infinie souplesse, qui, gardien inébranlable des réglements, même contre la volonté de l'empereur, lui faisait trouver légitime qu'ayant besoin de 500 000 roubles pour un caprice, le souverain prélevât cette somme sur les fonds des colonies militaires.

Il était l'homme dont universellement soupçonneux, Alexandre se méfiait le moins, lui donnant la plus grande part de confiance contre les autres. C'est ce qui valait au favori sa situation et il le savait. Il était le chien de garde, dont la vigilance égalait la fidélité, à la condition qu'il fût caressé et laissé en possession de la part de pouvoir dont on a vu la mesure. Sinon, entre deux courbettes ou deux effusions lyriques de tendresse, « le bouledogue » montrait les dents même au maître, lui marchandant les services dont il connaissait le prix, ou lui faisant craindre de les perdre. Mais il usait aussi de moyens d'intimidation plus subtils. A Grouzino, une inscription placée sous le portrait de l'empereur Paul rappelait aux visiteurs que le seigneur du lieu « avait eu le cœur pur et l'âme droite devant cet autre maître », qu'il aurait défendu contre les assassins s'il n'avait pas été éloigné de sa personne. Et, en même temps que du souci de sa sécurité, peut-être le fils s'inspirait-il aussi d'une idée d'expiation, en

s'imposant le contact intime de ce compagnon, qui, physiquement même, devait blesser ses goûts d'élégance et ses habitudes de raffinement, mais qui, seul encore dans son entourage, était innocent de la mort du père.

IV

A partir de 1819, la situation d'Araktchéiév fut sans exemple dans ce pays, foyer classique pourtant du favoritisme. Auprès de Pierre le Grand, le tsar-sosie Romodanovski ne revêtait que les apparences extérieures du rang suprême. Araktchéiév posséda toutes les réalités du pouvoir absolu. Officiellement, depuis 1810, président du département de la guerre au Conseil de l'Empire, inspecteur de l'artillerie et de l'infanterie, ou chef des colonies militaires, il ne figurait qu'en sous-ordre dans la hiérarchie gouvernementale. En fait, il avait tout dans la main : aucune des affaires ressortissant au Conseil de l'Empire ne pouvait parvenir à la connaissance de l'empereur que par son intermédiaire ; aucun *oukase* ne devenait exécutoire sans son paraphe, et, dans tel ordre du jour, on pouvait lire sous sa signature : « D'ordre de Sa Majesté, le lieutenant un tel et le cornette un tel ont été promus au grade supérieur ; mais, comme par leur conduite ils n'ont pas mérité cet avancement, ils seront, jusqu'à ce que j'en décide autrement, maintenus dans leurs emplois (1). »

Bien que, créé comte par Paul, il affectât depuis de dédaigner les honneurs, par certaines prérogatives qu'il se laissait attribuer, comme d'avoir un service d'ordonnances fourni par tous les régiments et un « aide de camp du jour » choisi parmi les généraux les plus anciens en grade, il s'égalait au souverain lui-même. A Saint-Pétersbourg, dans la maison qu'il occupait à l'angle de la Kirotchnaïa et de la Liteïnaïa et qu'il s'était fait scrupule, disait-il, de recevoir en don de la part du souverain, préférant au vrai en laisser l'entretien, le chauffage et l'éclairage à la charge du trésor, les grands-ducs eux-mêmes faisaient souvent antichambre, heureux si, sortant de son cabinet et les apercevant dans la foule des pos-

(1) Schœnig, « Mémoires, » *Archives russes*, 1880, t. III, p. 325.

tulants qui attendaient leur tour d'audience depuis quatre heures du matin, il leur adressait un signe de tête et leur disait : « Vous pouvez vous asseoir, messeigneurs. » Invités à Grouzino, les plus hauts dignitaires devaient s'astreindre aux règles d'une étiquette des plus sévères, quand, à la dernière station de poste, une note de service ne les obligeait pas à rebrousser chemin pour se mettre en mesure de paraître devant le vice-empereur avec la tenue que cette fois il prescrivait (1). Et les plus hardis n'abordaient qu'en tremblant l'épreuve de cette visite.

V

Les visiteurs devaient s'accommoder non seulement à l'humeur souvent capricieuse de l'hôte, mais encore à certaines particularités de sa vie intime qui, très régulièrement ordonnée et d'apparence austère, revélait, en ce lieu surtout, des dessous passablement scabreux. Le vaste parc de Grouzino contenait un pavillon où le jeu d'un ressort faisait apparaître une suite de peintures obscènes. De famille sacerdotale, ainsi que semble l'indiquer son nom, Alilouiév, le peintre passait cependant pour un fils naturel d'Araktchéiév, qui possédait une collection considérable de gravures de même genre et s'occupait constamment de l'agrandir (2). Des instincts de basse sensualité l'ont toujours dominé. Sous Paul, tolérant chez une maîtresse des indélicatesses qu'il ne devait pas pardonner à sa compagne légitime, il s'était compromis par une liaison avec la femme de ce Poukalov, mari complaisant, avec lequel on l'a vu en correspondance quinze ans plus tard. Avant de devenir en 1806, à trente-sept ans l'époux de la belle Nathalie Khomoutov, de vingt ans moins âgée, il avait essayé en 1799 de faire abus de son pouvoir pour dérober à un autre favori de

(1) Maiévski, *Ancienne Russie*, 1873, t. VIII, p. 430 ; Martchenko, même recueil, 1896, LXXXV, p. 430 ; Euler, *Archives russes*, 1880, t. II, p. 348 et suiv. ; Fischer, dans *Messager historique*, mai 1908, p. 458 ; prince Viaziémski, *Œuvres*, t. VII, p. 459 et suiv.

(2) Filosofov, dans *Ancienne Russie*, 1884, XLI, p. 481 ; cf. même recueil, 1900, CI, p. 103 ; Otto, dans *Ancienne et nouvelle Russie*, 1875, t. I, p. 293.

Paul, Kotloubitski, sa fiancée, Avdotia Wachsel. Éconduit, il s'acoquinait l'année d'après à une drôlesse, qui, pendant près d'un quart de siècle, allait régenter son intérieur et le remplir d'horreur après l'avoir souillé de toute façon, favorite en titre et aussi puissante à Grouzino qu'il l'était à Saint-Pétersbourg, même après que son amant eut fait un mariage d'amour. A ce moment même, il bâtissait pour elle « le pavillon rose » qu'elle a rendu célèbre. Une légende veut qu'il ait employé Alilouiév à reproduire ses traits dans une image de la Sainte Vierge où il était représenté aussi, sous la figure du Sauveur, et qu'il aurait destinée à l'église de Grouzino. L'origine de cette Anastasie Fiodorovna Minkine, fille serve ou tsigane, ne se laisse pas établir avec sûreté. Installée en 1800 à « l'ermitage » en qualité d'économe, elle gouverna despotiquement la propriété entière et un peu le propriétaire. Flattant son avarice, elle se donnait cependant un train luxueux, à travers des fêtes continuelles et des orgies, auxquelles subvenaient les rançons qu'elle prélevait sur les autorités du lieu. Se livrant à la débauche avec de multiples amants, elle réussissait, en un parallélisme curieux, autant que Mme Narychkine, à imposer à l'amant en titre des paternités qui désarmaient sa jalousie, et elle arriva, quand il se fut séparé de sa femme, à la remplacer comme maîtresse de maison. Elle faisait les honneurs de « l'ermitage », quelle que fût la qualité de ceux qui y fréquentaient et recevait les baisemains des plus grands personnages. Mais, trait qui fait honneur à Alexandre, en indiquant la nature réelle des sentiments qu'il accordait au favori, ainsi que le caractère et les limites de l'intimité où il consentait à l'admettre, venant souvent à Grouzino et y faisant d'assez longs séjours, le souverain est mort sans avoir jamais vu cette femme, qui tenait une si grande place dans l'existence du châtelain et qui lui était si chère (1).

Un fils qu'elle fit reconnaître à Araktchéiév, à la faveur d'une grossesse simulée, augmenta la tendresse qu'elle lui inspirait,

(1) Le savant éditeur des *Archives russes*, P. Barténiév, a lui-même recueilli une légende d'après laquelle Alexandre aurait eu l'habitude, en venant à Grouzino, de baiser la main de la châtelaine. (Note ajoutée aux souvenirs sur Araktchéiév de V. A. Soukhovo-Kobyline, *Archives russes*, 1906, t. II, p. 433.) Le fait qu'il ne l'a jamais rencontrée est mis hors de doute par

mais ne lui donna pas de joie en grandissant. Sous le nom emprunté de Loukine d'abord puis de Choumski, recevant une éducation soignée, il fut, à vingt ans, aide de camp de l'empereur ; mais, ivrogne et débauché, il se fit, de quelque puissante protection qu'il bénéficiât, exclure du service, en même temps que sa mère supposée encourait une fin tragique, égorgée par des domestiques qu'elle avait exaspérés par ses cruautés.

Araktchéiév s'en trouva accablé, jusqu'à donner pendant quelque temps des signes d'égarement mental, sans qu'il renonçât à tirer vengeance, à sa façon, de ce qu'il appelait « un malheur irréparable ». Grouzino baigna dans le sang et eut le spectacle de supplices inédits, le favori manifestant à l'endroit des principes comme des formes juridiques un dédain, qui, après la mort d'Alexandre, devait motiver une intervention du Sénat. A ce moment, Araktchéiév s'était cependant consolé déjà, dans les bras d'une certaine Tanioucha, qu'il remplaçait, après qu'elle l'eut quitté pour épouser un médecin, par une novice de dix-sept ans, enlevée dans un couvent (1).

Pendant près de vingt-cinq ans, Anastasie Fiodorovna avait fait de Grouzino un enfer ; mais son amant y aidait.

VI

S'étendant sur les deux rives du Volkhov, avec une population de 3 000 âmes environ, des forêts, des prés et des champs soigneusement sinon savamment cultivés, des villages bien bâtis que des voûtes empierrées traversaient, Grouzino, ancienne pro-

une lettre du tsar au favori, datée de Taganrog, 22 septembre 1825, *Bibliothèque internationale*, t. XXIV, p. 149 et suiv.

(1) Pour cette page de la vie d'Araktchéiév, v. Slovski, *Récits*, p. 20-47 ; *Ancienne Russie*, 1871, t. III, p. 242 et suiv., t. IV, p. 262 et suiv. (Pouparev et Sviazév) ; 1875, t. XII, p. 113-129 (Gribbe) ; 1878, t. XXI, p. 180-184 (Boritchevski) ; 1884, XLI, p. 492 et suiv. ; 1889, LXII, p. 473-474 ; *Archives russes*, 1868, p. 1656 et s. (*Correspondance d'Araktchéiév avec la Minkine*) ; 1869, p. 1475 et s. (Iazykov) ; 1880, t. III, p. 321 et suiv. (Schœnig) ; *Messager historique*, 1880, t. I, p. 647 et suiv. ; 1906, CVI, p. 869 et suiv. (Gribovski).

priété du prince Miénchikov, était un beau domaine. Sur une aquarelle du commencement du dix-huitième siècle, le château, avec son enceinte flanquée de hautes tours, présente un aspect imposant. « C'est un endroit charmant, écrivait Alexandre, après y avoir passé quelques jours en juin 1810 ; l'ordre qui règne partout, la propreté, les constructions de chemins et plantations, l'espèce de symétrie et d'élégance qui se laissent observer... dans la disposition des maisons... font mon admiration (1). » Les habitants de ce paradis refusaient cependant en immense majorité de s'y plaire autant que leur maître et faisaient effort pour le quitter. Plus encore que des taxes et corvées par lesquelles ils devaient payer les agréments qui charmaient le tsar, ils souffraient de la discipline sévère qui gouvernait les moindres détails de leur existence. Balayage des cours, aération des pièces d'habitation, soins à donner à la basse-cour, tout, jusqu'à la façon d'allaiter les enfants, y était article de règlement, et la moindre infraction entraînait des pénalités sévères, le chevalet et le fouet comptant parmi les plus douces. D'après certains rapports, chez l'ordonnateur de ces châtiments, la cruauté se compliquait de sadisme, lui faisant prendre plaisir au supplice d'une fillette de dix ans, fouettée jusqu'à ce que la mort s'ensuivît pour un sentier mal balayé, tandis que, sur l'ordre du maître, ses compagnes chantaient en chœur les prières des agonisants (2).

Ce dernier trait a été contesté ; mais l'un des rares apologistes que le châtelain de Grouzino ait trouvés (3) parmi les contemporains et qui était l'Allemand Euler, ne conteste pas qu'il usât de beaucoup de rudesse avec sa domesticité.

Substitut d'un autocrate, par l'usage même d'un pouvoir sans limite et sans frein, l'exerçant directement, le vice-empereur était porté à toutes les formes de la violence comme à tous les abus de l'autorité, et, pour assurer à son domaine de Grouzino une main-d'œuvre abondante, réglementant aussi le nombre des naissances dans des unions contractées par ordre, il infligeait des amendes aux femmes qui n'accouchaient pas tous les

(1) Grand-duc Nicolas, *Correspondance d'Alexandre avec sa sœur*, p. 32.

(2) Romanovitch, *Archives russes*, 1868, p. 957 ; Otto, *Ancienne et nouvelle Russie*, 1875, t. I, p. 379 et suiv. ; cf. Boyen, *Erinnerungen*, t. II, p. 368.

(3) Euler, « Mémoires, » *Archives russes*, 1880, t. III.

ans (1! Dans le même esprit, inspecteur militaire, il voulait que les soldats fussent dressés à retenir leur souffle en marchant, de manière qu'*on ne vît pas qu'ils respiraient* (2). » Alexandre régnant et son favori gouvernant, la Russie militarisée a, au figuré sinon au physique, cessé tout entière de donner libre jeu à ses poumons, et, si dur que lui fût plus tard le gouvernement de Nicolas, le renvoi d'Araktchéiév lui a fait éprouver un sentiment de détente et de soulagement, qui a motivé des transports.

A Grouzino, l'ex-vice-empereur devait, pendant dix ans encore, tourmenter les quelques milliers de malheureux qu'il retenait à sa discrétion, jusqu'au moment où il a trouvé une fin digne de sa vie, succombant, a-t-on rapporté, aux effets d'un paroxysme de colère, que provoquaient les médecins qui le soignaient en ne réussissant pas à adoucir ses souffrances (3). Cependant, léguant la fortune considérable qu'il avait amassée au successeur d'Alexandre qui l'a abandonnée au Corps des Cadets de Novgorod, il a fait dépôt à la Banque d'État d'une somme de 50 000 roubles-assignats, destinée à récompenser, au centenaire de la mort du fils de Paul, la meilleure histoire de son règne. Le trait n'est assurément pas d'un être absolument abject. Avec les intérêts composés, le montant du prix ainsi fondé était évalué avant la guerre à 800 000 roubles.

Au pouvoir, Araktchéiév a été principalement un agent d'exécution, même dans l'œuvre des colonies militaires où il a le plus profondément mis sa marque et dont un aperçu doit trouver ici place, car, du régime inauguré par Alexandre en 1816 et de l'homme qui l'a appliqué, elle donne une image éminemment instructive.

(1) Otto, *Ancienne et nouvelle Russie*, 1875, t. I, p. 383.
(2) Baron Rosen, *Mémoires*, p. 44 ; Dovnar-Zapolski, *les Idées des Décembristes*, p. 22.
(3) Romanovitch, dans *Archives russes*, 1868, p. 385 et suiv. ; cf. même recueil, 1868, p. 351, et 1875, t. I, p. 50. Pour les dernières années d'Araktchéiév, v. Driesen, dans *Messager historique*, 1904, XCVII, p. 867.

CHAPITRE XXI

LES COLONIES MILITAIRES

I. La part d'Alexandre et celle d'Araktchéiév dans l'œuvre des colonies. Ses origines. Le modèle autrichien. — II. Le premier essai. Son échec. Le nouveau plan. Il est préparé dans le plus grand mystère et son application est décidée à l'insu des corps d'État qualifiés pour en connaître. « L'ordre administratif. » Le but humanitaire et l'esprit contraire de l'institution. Elle est destructive de la famille et de la propriété. Un composé de caserne et de bagne. — III. Le développement du régime. L'armée entière doit y être assujettie. Les illusions d'Alexandre et les réalités. — IV. Les résistances. Les révoltes et les répressions. Le drame de Tchouguiév. Alexandre Ier et Pierre le Grand. — V. Les appréciations. Diversité et contradiction. Espérances conçues et appréhensions éveillées. L'œuvre n'a justifié ni les unes ni les autres. — VI. Le bilan final. Conception vicieuse et exécution défectueuse. Un décor trompeur. La faillite.

I

En adressant à l'empereur un rapport du comité des ministres sur l'achat en 1820 par le trésor d'un domaine destiné à l'exploitation des usines de Siéstroriétsk, Araktchéiév a tracé en marge ces lignes expressives : « C'est aussi une colonie militaire ; mais pire que la *vôtre*, car on y détruit la propriété des paysans (1). » Concordant avec un grand nombre d'autres indications (2), celle-ci met hors de doute la part respective du souverain et du favori dans une entreprise que le second a pourtant faite sienne, en y portant pendant de longues années non seulement son plus vigou-

(1) Sérédonine, *le Comité des ministres*, t. I, p. 301.

(2) Bradke, « Mémoires, » *Archives russes*, 1875, t. I, p. 39 ; Maiévski, « Souvenirs, » *Ancienne Russie*, 1873, t. VIII, p. 453 ; Martos, « Souvenirs, » *Messager historique*, 1894, LVIII, p. 303. Dans le même sens : les Décembristes M. A. von Visine et Iakouchkine, v. Siémiévski, *les Idées des décembristes*, p. 169. V. aussi les confidences d'Araktchéiév à A.-F. Orlov (prince Viaziémski, *Œuvres*, t. VIII, p. 74-75,) et à Martos (*Messager historique*, 1894, LVIII, p. 303) ; cf. Gretch, *Mémoires*, p. 250 ; Doubrovine, dans *Ancienne Russie*, 1904, CXVIII, p. 15. En sens contraire : Lyall, *les Colonies militaires*, édition française, p. 16.

reux effort, mais une apparence de prédilection. « *Batiouchka*, Votre Majesté, écrivait-il en 1821, mes occupations doivent vous être connues : Grouzino et les colonies militaires... Et pourquoi? Uniquement pour être agréable à mon souverain, Alexandre Pavlovitch, avec qui j'ai passé ma jeunesse et à qui je consacre aussi maintenant ma vieillesse (1). »

L'idée de l'institution n'appartenait ni à l'un ni à l'autre. Elle se laisse rattacher aux légions romaines, sinon à des modèles encore plus anciens. Plus récemment, l'Autriche avait eu recours à une organisation analogue pour la défense des marches orientales de son empire, et, en Suède, depuis Charles XI, l'armée tout entière tirait, en temps de paix, sa subsistance de la culture des lots de terre attribués à chaque unité sur le domaine de la couronne. En Russie même, les établissements des cosaques et de certains corps de milice participaient de ce principe, avec les *striéltsy*, et, sous Élisabeth, quelques régiments de hussards et de pandours. Jusqu'à la constitution d'une armée régulière, d'autre part, tout le système militaire de la Moscovie avait été fondé sur un allotissement de terres domaniales, obligeant les bénéficiaires au service armé en temps de guerre.

Dans les premières années du dix-neuvième siècle, l'accroissement continu des armées et les embarras financiers en résultant suggéraient en divers pays des combinaisons de même genre. Destinée à fournir la base du régime militaire de tous les États d'Europe, la *Landwehr* prussienne en a procédé, et quelques notes de Paul I[er], ainsi que certains passages de sa correspondance avec P. I. Panine, accusent un travail de sa pensée engagé dans ce sens (2).

En juillet 1810, président à ce moment du département économique au Conseil de l'Empire, le comte Mordvinov présenta à Alexandre un mémoire où, comme moyen de réduire les dépenses militaires, il proposait l'affectation à chaque bataillon de 2 000 diéssiatines de terre à prendre sur le domaine de la couronne (3). Araktchéiév paraît avoir désapprouvé le projet. Pour-

(1) Bogdanovitch, *Alexandre I[er]*, t. VI, notes, p. 113.

(2) *Ancienne Russie*, 1882, t. XXXIII, p. 406 ; cf. Dovnar Zapolski, *les Idées des décembristes*, p. 16.

(3) Kropotov, *Biographie du comte M...*, p. 141-142 ; cf. *Archives des comtes M...*, t. IV, p. 135.

tant, au commencement de la même année, il avait fait déjà des calculs pour déterminer la quantité de terre nécessaire à l'entretien d'un régiment. Il s'y inspirait peut-être du travail exécuté pour le même objet par un collaborateur de Spéranski à la Commission de codification, Ilinski (1). A ce moment, Alexandre se montrait vivement impressionné par la lecture d'un article que l'Encyclopédie publiait sous la signature du général Servan de Gerbey, ancien ministre de la Guerre français, et où la question des « forces frontières de l'État » était traitée dans le même esprit (2). Ultérieurement, le souverain paraît avoir donné une attention particulière aux colonies transilvaines, dont il prenait connaissance entre 1813 et 1814 et sur lesquelles, en 1816, il se faisait adresser par Tchernichov un rapport détaillé (3). A cette époque, l'œuvre de la colonisation militaire avait cependant reçu déjà en Russie un commencement d'exécution et elle s'éloignait fort du modèle autrichien, qui, longtemps prospère, se trouvait en pleine décadence, sans que le fils de Paul ait songé, peut-on croire, à approfondir les causes de ce phénomène, effet d'un régime de compression bureaucratique, substitué, depuis 1807, à la très large autonomie dont avaient joui jusque-là les indigènes de la frontière transilvaine.

II

Dès le 21 novembre 1810, un essai avait été fait, en Russie, avec le deuxième bataillon du régiment de Iélets, que le général Lavrov recevait ordre de *coloniser* dans le district de Klimovitchy au gouvernement de Mokhilov. En même temps qu'un intérêt d'économie, Alexandre avait en vue un but humanitaire. Soulager le trésor, en améliorant le sort du soldat auquel seraient assurés, en temps de paix, les bienfaits du foyer familial avec les avantages de la propriété, tel était l'objet qu'il se proposait. L'expérience fut cependant entamée avec cet esprit de *Rüchtsichtslosigkeit* que, depuis Pierre le Grand, les Russes ont contracté à

(1) Fabricius, dans *le Centenaire du ministre de la Guerre*, t. VII, p. 506-507 ; Ilinski, « Mémoires, » *Archives russes*, 1879, t. III, p. 482.
(2) Schilder, *Alexandre Ier*, t. IV, p. 23-24.
(3) *Sbornik*, CXXI, p. 342 et suiv.

l'école de leurs maîtres allemands, mais qui a toujours été quelque peu dans leur génie, ainsi qu'en témoigne l'histoire d'Ivan le Terrible. Pour faire place aux colons militaires, les habitants d'un certain nombre de villages étaient, au nombre de plus de 4000, expulsés et renvoyés dans les steppes de la Nouvelle Russie, où beaucoup allaient périr (1).

Le résultat fut déplorable à tous les points de vue, sans que le souverain en parût déconcerté, comme le prouve un passage (§ 3) de son manifeste du 30 août 1814 (2). Mais, interrompue par la guerre, l'expérience n'a été reprise, plus en grand, que beaucoup plus tard. En 1816, un débat s'engageant entre les cabinets de Saint-Pétersbourg, de Vienne et de Londres au sujet de la réduction des armements, que le tsar préconisait tout en maintenant sous les drapeaux des effectifs plus de deux fois supérieurs à ceux de toutes les autres armées européennes (3), il prétendit faire droit aux observations quelque peu acerbes qu'il s'attirait en publiant, le 17 août de cette année, un *oukase* où il ordonnait la mise en œuvre d'un vaste plan de colonisation, qui avait été élaboré par Araktchéiév, contre le propre sentiment du favori et contre l'opinion unanime de tous les collaborateurs du souverain (4). Peu d'entre eux avaient osé, à la vérité, la manifester, Barclay de Tolly, Kissiélev et peut-être Diebitsch s'y risquant seuls (5) ; mais la décision prise dans un objet d'une si grande importance n'avait été soumise à l'examen d'aucune des institutions, qualifiées, d'après les lois en vigueur, pour en connaître. Préparée dans le plus grand mystère, elle allait aussi recevoir son effet dans cet « ordre administratif », qui a présidé au gouvernement du pays jusqu'à la catastrophe finale. Les habitants des villages intéressés n'ont pas manqué d'élever des protestations plus ou moins vives ; mais Alexandre était résolu à n'en écouter aucune, comme

(1) Bradke, dans *Archives russes*, 1875, t. I, p. 51 ; Alexandrov, même recueil, 1873, t. II, p. 1717 ; Chtchépielnikov, dans *Centenaire du ministère de la Guerre*, t. IV, p. 95-98 ; Fabricius, *ibid.*, t. VII, p. 507.

(2) *Recueil complet des lois*, t. XXXI, n°s 25, 671.

(3) *Sbornik*, CXXI, p. 304, 322, CXXII, p. 136, 140.

(4) *Recueil complet des lois*, XXXIV, n°s 26389, 26390 ; v. Timiriazev, *Messager historique*, mars 1897, LXVII, p. 1089-1090.

(5) Iakouchkine, *Mémoires*, p. 12-13 ; *Recueil militaire*, 1861, t. XIX, p. 6 ; Tourguéniév, *la Russie et les Russes*, t. I, p. 11.

à briser toutes les résistances, « dût-il, l'entendit-on dire, couvrir de cadavres la route de Saint-Pétersbourg à Moscou (1). » Il ne devait pas tenir compte davantage de l'impression que cette entreprise produirait au dehors, où, loin de passer pour une œuvre de paix, engageant la Russie dans la voie du désarmement, elle parut destinée à accroître, au contraire, sa puissance militaire dans des proportions formidables.

En un point, le tsar et son collaborateur y amendaient le thème expérimenté en 1810. Le nouveau système ne déplaçait plus la population des localités colonisées. Il lui incorporait les contingents militaires respectifs, avec lesquels il voulait qu'y fût réalisée une unité complète d'existence et de fonctions. Les paysans devenaient soldats, tout en restant cultivateurs, et les compagnons qu'on leur donnait partageaient avec eux les travaux des champs, en même temps que les obligations du service militaire auxquels ils restaient astreints, tous portant le même uniforme et relevant d'une discipline commune. Dans l'aménagement des établissements ainsi constitués, Araktchéiév reproduisait les traits du régime mis en pratique à Grouzino, qui, dans cette application, devenait encore plus dur aux assujettis. Les chargeant d'une double besogne, à laquelle ni le temps disponible ni leurs forces ne leur permettaient de suffire, il leur imposait, dans une odieuse promiscuité, d'intolérables contraintes. Maris et femmes n'avaient ni un coin ni une heure où ils pussent être seuls et à leur aise. Comme à Grouzino, les unions conjugales étaient contractées par ordre et fréquemment par voie de tirage au sort. Au point de vue économique, d'autre part, le système portait un défi à la nature et au bon sens. Il n'assurait en aucune façon aux soldats colonisés les jouissances de la propriété et en privait, au contraire, les paysans eux-mêmes, condamnant les uns et les autres à la misère.

Au bailliage de Vysotsk, dans le gouvernement de Novgorod, où il fut inauguré avec un régiment de grenadiers qui portait le nom d'Araktchéiév, plus que de l'agriculture, dans cette contrée de climat rude et de sol ingrat, les habitants tiraient leurs moyens d'existence du commerce et de diverses petites industries. C'était

(1) Schilder, *Alexandre Ier*, t. IV, p. 26.

le cas, en Russie, d'un bon tiers de la population des campagnes. Colonisée, cette localité devait fournir, en la demandant à la terre seule, la provende nécessaire à un nombre de bouches doublé. Le résultat pouvait d'autant moins être obtenu que, en fait, avec les charmes de la possession individuelle, ce composé de caserne et de bagne excluait les ressorts même d'une activité productive.

Dans la région de Vysotsk, où le *raskol* avait un de ses foyers, la colonisation heurtait en outre les sentiments et les mœurs des habitants, jusqu'à provoquer de nombreux cas de suicide, individuel ou collectif. Des familles entières fuyaient leurs demeures, cherchaient refuge dans les forêts marécageuses de la contrée et y trouvaient la mort. Mais les agents d'exécution eux-mêmes, officiers de tout grade, répugnaient à ce service, en dépit des avantages spéciaux dont ils y bénéficiaient, et Araktchéiév n'y retenait que ceux qui n'avaient absolument pas d'autre moyen de vivre, dont quelques Allemands, von Fikken, Gribbe, Kleinmichel, ses préférés. L'application du régime s'en ressentait (1).

III

Elle n'en fut pas moins poursuivie et étendue, dans des conditions et par des moyens « à faire frémir », comme disait la comtesse de Nesselrode (2), qui n'avait cependant pas le cœur très tendre. L'intention d'Alexandre, nettement indiquée par lui, était que toute l'armée y passât (3). En avril 1817, le régiment

(1) *Ancienne Russie*, 1871, t. I (Sviazév) ; 1875, t. XII (Gribbe) ; *Archives russes*, 1880, t. XII (Euler), 1897, t. I (comte Boutourline) ; *Messager historique*, 1887, t. III (Evropeus) ; *Messager russe*, 1890, t. II-IV (Kartsov) ; Philipson, *Souvenirs;* Scalon et Danilov, *Aperçu historique*, p. 266 et suiv. ; *le Comte Araktchéiév et les colonies militaires*, p. 159 et suiv. ; Fabricius, dans *le Centenaire*, t. VII, p. 579 et suiv. ; Tourguéniév, *la Russie et les Russes*, t. II, p. 460 et suiv. ; Bogdanovitch, *Alexandre Ier*, t. V, p. 550 et suiv.

(2) Schilder, *Alexandre Ier*, t. IV, p. 561.

(3) Alexandre à Araktchéiév, 26 janvier 1822, Schilder, *Alexandre Ier* t. IV, p. 453 ; note marginale du comte de La Ferronays sur un mémoire de Bois-le-Comte, en date du 24 juillet 1821 : « Suivant ce que m'a dit l'empereur, il faudrait vingt-trois ans pour coloniser toute l'armée, » Affaires étrangères, Russie, *Mémoires et documents*, t. XXVII, p. 38.

des grenadiers d'Araktchéiév se trouva compris tout entier dans cette organisation, et, à la fin du règne, elle avait englobé 12 régiments de grenadiers, 2 brigades d'artillerie, 6 régiments d'infanterie et 16 régiments de cavalerie dans les gouvernements de Novgorod, Mokhilov, Sloboda d'Ukraine, Kherson, Ekatiérinoslav; plus 2 compagnies du service de la poudrerie d'Okhta dans le gouvernement de Saint-Pétersbourg, en tout 142 697 hommes de troupe, 93 367 aspirants (au-dessous de dix-sept ans), dits *cantonistes*, 7 628 invalides et 60 695 élèves des orphelinats militaires, l'ensemble formant un corps distinct, sous le commandement d'Araktchéiév (1). Le régime survécut même à son créateur et subsista jusqu'en 1867, bien que dans des proportions très réduites. Les successeurs d'Alexandre répugnèrent à répudier entièrement une œuvre où il avait mis tant d'espérances ; mais ils la jugeaient condamnée par l'expérience.

Bien qu'il se donnât les gants de ne s'y dévouer que par complaisance pour son maître, Araktchéiév trouvait à y satisfaire plusieurs de ses passions maîtresses, dont celle de la construction. « Il faut bâtir et bâtir, disait-il, car, après notre mort, cela seul nous rappellera quelque temps aux survivants. » Alexandre, de son côté, croyait plus ou moins sincèrement réaliser ainsi, au bénéfice d'un grand nombre de ses sujets, le rêve d'existence idyllique qu'il avait formé pour lui-même avant son accession au trône et auquel il devait se montrer attaché encore quelques jours avant sa fin. Les colonies donnaient à cette illusion un sinistre démenti ; mais Araktchéiév veillait à ce que le maître ne s'en aperçût point ou voulût ne pas y prendre garde.

IV

En fait, chaque colonisation nouvelle mettait au désespoir les paysans qui y étaient soumis, quelques-uns offrant d'abandonner aux soldats, terres et maisons, tout ce qu'ils possédaient,

(1) Fabricius, dans *le Centenaire*, t. VII, p. 591 ; Bogdanovitch, *Alexandre Ier*, t. VI, p. 113 et notes, p. 8-9.

pour peu qu'ils fussent quittes de leur compagnie (1). Éconduits, ils se portaient à des révoltes auxquelles répondaient de terribles répressions. Celles-ci restaient souvent ignorées du souverain, parce qu'il préférait n'en rien apprendre. Parfois, cependant, il y intervenait, et ce n'était pas pour en adoucir la rigueur. Le 5 septembre 1819, Araktchéiév dut lui faire rapport au sujet d'une rébellion, qui, se produisant dans la colonie de Tchougouiév, au gouvernement de la Sloboda d'Ukraine, avait pris de trop grandes proportions pour être dissimulée. Elle entraînait 275 condamnations à la peine capitale, que, en un euphémisme inconsciemment blasphématoire, « après avoir demandé conseil à Dieu et s'inspirant des sentiments naturels à un chrétien », le favori disait avoir atténuées. Il avait remplacé la potence par les baguettes, à douze tours, dans les rangs d'un bataillon de 1 000 hommes. L'épreuve ne laissait qu'une faible chance de survie aux plus robustes. Aussi, pour commencer, Araktchéiév avait borné le supplice à 40 condamnés. Sur quoi, leurs camarades demandant grâce, il avait interrompu l'exécution et promis aux requérants de faire appel à la clémence du tsar, moyennant qu'ils dénonçassent les meneurs de la révolte, livrassent les papiers s'y rapportant et aidassent à découvrir trois de leurs camarades qui s'étaient évadés, conditions auxquelles, « avec l'aide de Dieu », ils avaient satisfait.

La réponse du souverain a dû surprendre ceux de ses admirateurs qui en ont pris connaissance, bien qu'elle se laisse expliquer aisément. En cette matière, le doux, « l'angélique » Alexandre était un fanatique. Dans des circonstances analogues, Pierre le Grand lui-même, l'homme au poing ou au bâton si facilement levés, réprouvait les excès de férocité auxquels se livrait « le prince César ». « Monstre ! lui écrivait-il, auras-tu bientôt fini de tourmenter ainsi tes semblables (2)? » Malgré que la dureté connue du seigneur de Grouzino donnât une éloquence terriblement persuasive à son intercession en faveur des condamnés, le fils de Paul ne s'en est pas laissé toucher. A sa façon, il a fait montre de sensibilité. Il a évité, en effet, de répondre explicitement à l'appel qui lui était adressé ; il a paru même trouver une excuse à la

(1) Martos, « Mémoires, » *Archives russes*, 1893, t. II, p. 529-535.
(2) 22 décembre 1697, Pierre le Grand, *Correspondance*, t. I, p. 227.

mutinerie du régiment en cause et formuler un blâme indirect à l'adresse du colonisateur de Tchougouiév : les colons paraissaient n'y avoir pas été mis en jouissance de tous les bienfaits qu'ils étaient en droit d'attendre de leur nouvelle destinée. Mais, muette sur le recours en grâce, la conclusion du message n'en était pas moins que, si pénible que fût l'incident, il convenait que la justice y suivît son cours. Alexandre restait inexorable ; mais il témoignait encore d'une vive compassion — pour le douloureux émoi que l'événement devait causer au favori !

L'exécution fut donc reprise, et, au rapport du chargé d'affaires français, de Malvirade, 160 hommes y auraient trouvé la mort, 29 femmes étant en outre passées par les verges, puis renvoyées à Orembourg et 56 officiers encourant des peines disciplinaires (1).

La colonisation avait aussi pour effet, dans certains cas, la dissociation des familles, les propriétaires des domaines cédés à l'État pour cette fin s'attribuant la faculté de retenir les enfants nés avant l'aliénation, prétention à laquelle, par une décision rendue en 1822, Alexandre faisait droit, au moins en ce qui concernait les sujets âgés de moins de dix ans (2).

V

L'œuvre ainsi mise en pratique a donné lieu, sur le moment, à des appréciations très diverses. Dans un mémoire rédigé en juillet 1821, Bois-le-Comte, qui avait fait séjour dans les colonies militaires de Transilvanie à l'époque de leur prospérité, indiquait ainsi les traits qui les distinguaient des établissements russes : « Là-bas, c'est l'autorité paternelle qui gouverne tout ; ici règne la seule puissance militaire, qui pénètre dans les plus petits détails du ménage. D'un côté, ces établissements sont consacrés par le temps et comme identifiés avec l'esprit des peuples ; de

(1) Malvirade à Dessolles, 20 novembre 1819, Affaires étrangères, Russie, *Correspondance*, CLIX, p. 323 ; Bogdanovitch, *Alexandre Ier*, t. V, p. 469-471, et *Supplément*, p. 85. La correspondance d'Alexandre avec Araktchéiév, dans Schilder, *Alexandre Ier*, t. IV, p. 167-172 et, plus complètement dans Schiemann, *Geschichte Russlands unter Nikolaus I*, p. 465-470.

(2) Sérédonine, *le Comité des ministres*, t. I, p. 548.

l'autre, ils ne peuvent se fonder qu'en détruisant les mœurs anciennes et les habitudes héréditaires (1). »

Le diplomate français inclinait d'ailleurs à penser que les souffrances résultant de la violence ainsi faite aux traditions ne tarderaient pas à s'atténuer. En partageant ce sentiment, d'autres observateurs étrangers s'inquiétaient surtout de l'énorme accroissement de puissance que la Russie devrait à une organisation dont l'effet serait de mettre à sa disposition près de 3 millions d'hommes exercés au métier des armes (2). D'une tournée d'inspection dans les colonies du nord, si hostile qu'il fût à Araktchéiév, le prince Volkonski rapportait, en 1820, une impression concordante, se persuadant que les *cantonistes*, notamment, fourniraient promptement une pépinière non seulement d'excellents soldats, mais d'officiers supérieurement instruits (3). A la même époque, tout en regrettant que les méthodes de colonisation employées en Russie fussent « assez semblables au procédé d'un conquérant en pays ennemi », l'impératrice Élisabeth ne doutait pas de leur efficacité, mais en était portée à exprimer la crainte que le renforcement de pouvoir qui en résulterait aux mains du souverain ne fît obstacle à l'introduction des institutions représentatives, qui était dans le vœu de l'empereur (4). Au point de vue militaire, Haxthausen a, près de trente ans plus tard, formulé encore une opinion analogue (5).

En reconnaissant la portée de l'œuvre, quelques contemporains donnaient cependant un sens différent aux appréhensions qu'elle pouvait faire naître. Se rencontrant avec l'Anglais Lyall, auteur d'un ouvrage sur les colonies militaires de Russie, dont la publication, en 1824, a eu un grand retentissement, Bois-le-Comte refusait d'admettre qu'elles répondissent à « une idée de pouvoir ou de conquête ». Donnant des éloges, dont Alexandre eût peut-être lui-même jugé la mesure excessive, à leur aménage-

(1) Affaires étrangères, Russie, *Mémoires et documents*, t. XXVII, p. 38.

(2) *Révélations sur la Russie par un résident anglais*, traduction française, t. I, p. 191 et suiv., t. III, p. 30-32.

(3) *Sbornik*, LXXIII, p. 16.

(4) Note rédigée à Tsarskoïé Siélo, en juin 1820, grand-duc Nicolas, *Elisabeth*, t. III, p. 731.

(5) *Etudes sur la situation intérieure de la Russie*, traduction française, t. II, p. 126.

ment matériel comme aussi au haut idéal de culture intellectuelle et morale qui y était visé, il ne leur attribuait qu'un but philanthropique. Mais, ajoutait-il, en reproduisant les prévisions pessimistes que la Société Biblique inspirait à La Ferronays, « avant qu'une génération se soit écoulée, on trouvera ici une population plus avancée dans la civilisation que ne l'est celle d'aucune contrée européenne, dont le courage deviendra raisonné et l'esprit critique et scrutateur... et qui embrassera l'empire d'une ceinture redoutable, jetée de Pétersbourg à Odessa, comme une longue traînée de matières inflammables. »

De nos jours encore, l'œuvre des colonies a trouvé des apologistes qui ont produit des appréciations analogues. Instruction, régime économique et moralité même, elle aurait porté les contingents militaires de son ressort à un niveau que n'atteignaient pas de loin les autres corps de troupes. Avec ses magasins de réserves, ses banques agricoles, ses caisses de secours et ses écoles mieux tenues, elle aurait aussi constitué dans le pays des foyers de culture supérieure. Les faits de mendicité, de vagabondage, de parasitisme, d'ivrognerie, y auraient été presque absents ; le vol et autres formes de criminalité plus rares (1). On doit en rabattre. Dans une certaine mesure, l'œuvre capitale du règne d'Alexandre a bien contribué à aggraver dans ce pays la disparité des éléments constitutifs du corps social, avec le conflit de courants contraires qui le poussait à une crise redoutable. Néanmoins, au cours d'un demi-siècle d'existence, elle n'a justifié ni les espérances ni les craintes qu'elle faisait naître. *Fumus ex fulgore*, a dit Spéranski en rectifiant dans une note de son journal (2) le panégyrisme de commande auquel il se prêtait.

VI

Quand, après neuf ans, Araktchéiév en quitta la direction en 1825, les colonies présentaient l'apparence d'une grande

(1) Alexandrov, dans *Archives russes*, 1873, t. III, p. 1720 et suiv.; cf. Kropotov, *Biographie du comte M.-N. Mouraviov*, p. 148.
(2) Korff, *Biographie du comte Spéranski*, t. II, p. 281.

prospérité. Elles disposaient d'un fonds de réserve s'élevant à plus de 32 millions de roubles, et, routes, constructions, plantations, améliorations économiques, elles avaient transformé l'aspect d'une grande portion du territoire, en y faisant apparaître des signes incontestables de progrès. Mais, ce n'était guère qu'une façade. L'anecdote a peut-être été inventée du cochon de lait que, visitant une colonie et pénétrant dans un grand nombre d'intérieurs à l'heure du repas, le souverain se réjouissait de voir servi sur toutes les tables ; mais, s'avisant de couper la queue de l'animal, Volkonski constatait que sur la table voisine, le rôti était privé de cet appendice : il avait suivi les visiteurs. Le trait paraît bien donner une image juste du jeu d'illusionisme qui, en tous points, a constitué le fond de la création et du fonctionnement de ces établissements. Ils étaient pour la plupart fort mal conçus. Au cantonnement même du régiment d'Araktchéiév, les vaches devaient faire tous les jours 12 verstes pour gagner leur pâturage et il en périssait 2 000 par an (1) ! Dans aucun, même sur les terres les plus fertiles, distraits des travaux agricoles par les obligations du service militaire, les colons ne pouvaient suffire à leur entretien. Araktchéiév y pourvoyait en mettant le trésor au pillage par toute sorte de détournements dissimulés, en sorte que, loin d'être diminuée au chapitre des dépenses de guerre, la charge de l'État se trouvait considérablement augmentée (2).

Le seigneur de Grouzino n'avait en matière d'agronomie que des idées barbares. Plutôt qu'à l'emploi de méthodes de culture perfectionnées, il demandait un relèvement de la production au rendement de la main-d'œuvre, augmenté par des procédés de tortionnaire. Il ne se souciait pas non plus de faire appel pour cet objet à des spécialistes instruits. Des officiers à poigne lui suffisaient. Mais, si optimiste qu'il fût à l'endroit des colonies, Lyall lui-même admettait qu'aucun bienfait réel n'y pouvait être obtenu, « pour autant que les lois qui les gouvernaient conserveraient leur caractère de despotisme absolu » (3).

(1) Maiévski, « Souvenirs, » *Ancienne Russie*, 1873, t. II, p. 435.

(2) Bogdanovitch, *Alexandre Ier*, t. VI, p. 134 ; sf. Martchenko, « Notice autobiographique, » *Ancienne Russie*, 1896, LXXXV, p. 488.

(3) *Les Colonies*, traduction française, p. 31.

Après la mort d'Alexandre, les rapports officiels sur l'état de ces établissements ont changé de ton. Un des collaborateurs d'Araktchéiév, futur Décembriste, Batiénkov, a reconnu lui-même en avoir rédigé qui ne répondaient pas à la vérité (1). Une tournée d'inspection opérée par le nouveau souverain en 1826 a abouti à ce constat qu' « après des efforts poursuivis pendant huit ans et des dépenses incalculables, les colonies présentaient un spectacle des plus affligeants (2). » L'année suivante, le comte de La Ferronays a recueilli des renseignements conformes (3), et un autre collaborateur du favori, l'Allemand von Bradke, a écrit de son côté : « Les colonies... ont-elles rendu le soldat plus heureux et sès relations de famille plus normales? Ont-elles procuré à l'empire une force basée sur l'amour du foyer et lui ont-elles permis de réaliser une économie sur l'entretien de l'armée entière? A toutes ces questions il faut répondre négativement (4). »

Le plan de l'édifice était vicieux, et, vigoureuse à souhait, l'exécution fut non seulement étrangère souvent à tout sentiment de justice, de convenance, ou de pitié, mais inepte (5). Cependant, par le mécanisme d'un pouvoir sans limite, magicien plus prestigieux que Potemkine lui-même, encore que moins génial, Araktchéiév a dressé, pour la joie de son maître, un décor qui a trompé d'autres regards.

Et c'était bien aussi l'image de la Russie tout entière, à l'entrée de la nouvelle phase qui a succédé aux guerres napoléoniennes, période trouble et douloureuse, au seuil de laquelle il convient que nous essayions de fixer la situation du pays et la physionomie de son maître, avec l'aspect définitif qu'y ont pris, dans la vie publique et dans l'intimité, le souverain et son entourage.

(1) Dovnar-Zapolski, *les Idéals des décembristes*, p. 114-115.

(2) *Le Centenaire du ministère de la Guerre*, t. I, p. 115 et suiv., Annexes, n° 15.

(3) Pétersbourg, 22 avril 1827, Schiemann, *loc. cit.*, t. II, p. 415.

(4) « Mémoires, » *Archives russes*, 1875, t. I, p. 51.

(5) Outre les sources déjà citées, v. Siémiévski, *le Comte Araktchéiév et les colonies militaires;* Petrov, *l'Organisation des colonies militaires.*

CHAPITRE XXII

AU SEUIL D'UNE ÉPOQUE NOUVELLE
LA RUSSIE ET SON SOUVERAIN

I. Le mouvement ascendant de la fortune russe. Le déclin. Ses causes. Défaut de proportion entre les ressources et les tâches assumées. Politique mal orientée et gouvernement vicieux. Les précurseurs des Lénine et des Trotzki. — II. Alexandre à trente-neuf ans. Décrépitude précoce. Prestance conservée. La majesté dans la grâce. Façons courtoises du souverain. Apparence et réalité. — III. Dureté du cœur. Mauvaise opinion des hommes et des Russes en particulier. Traits contradictoires. Préférence donnée néanmoins aux étrangers. La part des Allemands. — IV. Inclination accentuée au despotisme. Développement intellectuel. Assurance et autorité acquises. Traits négatifs. L'histrionisme. Paresse et goût excessif du détail. Dépression morale. — V. Ses causes. Nostalgie des grandeurs vécues. Ennui et dégoût. En déplacement continu. « La Russie gouvernée du fond d'une chaise de poste. » — VI. L'entourage du souverain. Les aides de camp généraux. Choix bizarres. Rupture avec les habitudes de sociabilité. L'ermite de Tsarskoïé-Siélo. — VII. Survivance du culte voué à « l'éternel féminin. » Les dernières galanteries du souverain. Nature de ces relations. Le Don Juan platonique. — VIII. La cour. Sa déchéance progressive. L'appartement particulier du souverain. L'emploi de sa journée. Le cabinet de travail. Simplicité et austérité. Complications et raffinements. — IX. Une cour à côté. Marie Féodorovna à Pavlovsk. Les deux impératrices. Querelle de la belle-mère et de la bru. — — X. Élisabeth. Qualités et défauts. Prédominance de l'imagination. Fictions romanesques. Elle passe pour promise à une haute destinée. — XI. Raisons de cette opinion. Dons naturels et acquis. « Le seul homme de la famille. » Inaptitude néanmoins accusée à un grand rôle historique. Défaut du sens des réalités. — XII. Élisabeth et Alexandre. « L'éloignement perfectionné. » Essai manqué de reconstitution du foyer conjugal. Départ des responsabilités. La faute d'Alexandre et son châtiment.

I

En 1815, dans le mouvement vertigineux d'ascension où Pierre le Grand l'a engagée, la fortune de la Russie a atteint le point culminant. La courbe en a constamment décliné depuis,

en dépit des apparences. Après avoir, en onze années de règne, conduit plus de guerres qu'aucun de ses prédécesseurs dans le même espace de temps, et, la Chine exceptée, combattu, successivement ou simultanément, tous ses voisins d'Europe et d'Asie, Alexandre s'est trouvé contre tous victorieux et partout conquérant. Enlevant la Finlande à la Suède, le duché de Varsovie et le district de Biélostok à la Prusse, le district de Tarnopol à l'Autriche, la Bessarabie à la Turquie, la Géorgie à la Perse, il s'annexait encore le Dagestan et l'Imérétie, cette Colchide des Anciens aux richesses fabuleuses. Toutes restitutions opérées, aux 18 millions de kilomètres carrés et aux 33 millions d'habitants, recueillis dans l'héritage paternel, il ajoutait plus de 2 millions de kilomètres carrés et 12 millions de nouveaux sujets (1). Mais ces acquisitions se résolvaient en un accroissement moins de puissance que de masse et de poids sur « les pieds d'argile » du « colosse », qui en devenaient moins capables encore de supporter la charge.

La responsabilité de ce résultat n'incombe pas au fils de Paul seul. Depuis Pierre le Grand, tous les successeurs de ce géant mal inspiré en ont assumé une part. Celle d'Alexandre est cependant la plus lourde. En négligeant les intérêts et les besoins essentiels de l'empire pour la satisfaction de ses ambitions personnelles ; en aidant au développement menaçant du germanisme et au triomphe de l'hégémonie prussienne dans son sein ; en condamnant enfin son pays à une longue période de stagnation politique et économique, qui ne lui permettait pas d'accroître ses ressources, Alexandre a, plus qu'aucun de ses devanciers ou de ses héritiers, contribué à creuser le gouffre où, avec le colosse écroulé, la civilisation européenne tout entière a paru un jour en danger de sombrer.

Une fois la Russie impliquée dans le conflit de Napoléon avec la plus grande partie de l'Europe, l'en dégager n'était pas facile. Le problème polonais l'y retenait. Mais rien n'obligeait Alexandre à prendre fait et cause pour l'Autriche ou pour la Prusse dans cette querelle, sinon une fidélité que rien ne justifiait à une tra-

(1) Pour les modifications territoriales, opérées à cette époque, v. Herstler, *The map of Europe by treaty*, 1er volume.

dition que tout condamnait. Depuis Catherine II et même depuis Anne Ire, détourné de ses voies naturelles, poussé de toute façon dans de fausses directions, contraint à multiplier au dehors des efforts qui dépassaient ses capacités et secoué au dedans par des poussées alternatives de révolution et de réaction, sous des apparences de grandeur et de force, de prospérité et de gloire, ce pays allait à la catastrophe. L'écart ne cessait de grandir entre le rang qu'il tenait dans le monde et le développement matériel ou moral qu'il atteignait ; entre les tâches qu'il assumait et les moyens dont il disposait. Le jour devait venir où serait révélé à tous ce que quelques-uns soupçonnaient il y a cent ans même : la faiblesse réelle de ce corps immense, ainsi que l'état de décomposition où arrivaient tous ses organes vitaux, du fait de gouvernants dont l'œuvre néfaste a préparé, dès le dix-huitième siècle, celle de leurs héritiers du vingtième. La bande d'énergumènes et de détraqués, d'hallucinés et de bandits, qui, sous nos yeux, à la faveur d'une crise de politique intérieure et extérieure, a mis la main sur ce demi-cadavre n'a fait que mener à terme une œuvre depuis longtemps entamée. Elle n'a pu si facilement s'emparer du pouvoir et y obtenir une si grande docilité pour ses expériences démentes et ses violences de tout genre, en imposant à des masses inertes les plus atroces souffrances et les pires abjections, qu'à raison d'une longue suite d'attentats analogues, dont celui-là n'aura été que la consommation finale. De même mentalité et en partie de même origine, révolutionnaires ou réactionnaires, également violents, fauteurs de coups d'État périodiques ou organisateurs de jacqueries récurrentes, fondateurs de dynasties exotiques ou créateurs de souverainetés éphémères, mais despotes toujours et tortionnaires, au gré d'ambitions personnelles ou d'intérêts étrangers, les Pougatchov et les Orlov, les Münnich et les Bühren, les Brünswick-Wolfenbütten et les Anhalt-Zerbst ont été, depuis deux cents ans, dans ce pays, les fourriers des Lénine et des Trotzki. Et, sous l'auréole dont il demeure nimbé devant des regards insuffisamment pénétrants, le petit-fils de Catherine d'Anhalt-Zerbst a figuré dans le nombre. De 1725 à 1727, la Russie a été gouvernée par une fille, qui, ramassée dans un camp, est devenue impératrice, sans que son origine ait pu être découverte. Cette Catherine Ire n'avait probablement pas de nom de famille.

Quoi d'étonnant que son empire soit un jour tombé aux mains où nous le voyons?

II

En 1816, entre Alexandre et Araktchéiév, la Société Biblique et les Colonies militaires, la Sainte-Alliance avec ses servitudes et la détresse économique avec ses menaces, le colosse fléchissait déjà et le souverain lui-même était dans son déclin. Comme participant de la ruine générale, il portait précocement, au moral et au physique, des marques de décrépitude. A moins de quarante ans, front entièrement dénudé et couvert de rides, dos voûté, il semblait voisin de la vieillesse. La claudication accentuée et la surdité aggravée concouraient à cette impression, l'expression du visage indiquant une usure intérieure encore plus grande. Le vainqueur de Napoléon, que toutes les capitales de l'Europe avaient acclamé, gardait malgré tout de la prestance. Il s'y appliquait avec un effort où d'aucuns découvraient trop d'apprêt. La jambe droite déjetée à un angle invariable, le chapeau toujours tenu de façon à faire ressortir entre deux doigts le galon de la cocarde, il prêtait au soupçon d'attitudes étudiées devant la glace, et, à Varsovie en 1815, il passa pour avoir été surpris, en effet, répétant ainsi le discours qu'il se proposait de prononcer devant la Diète, pour exposer les principes et les mérites de la charte qu'il accordait au pays. D'où des plaisanteries sur « la constitution du miroir », comme disaient méchamment les Polonais. Tout aussi théâtral, comme tel autre César botté, éperonné et hérissé, que nous avons vu en scène, Paul cherchait principalement à se donner un air imposant et terrible, ce qui, son physique s'y prêtant aussi mal que possible, a fait prendre à tous ses portraits, un aspect caricatural. Alexandre vise un effet de majesté dans la grâce. Le père poursuivait, la canne levée, un officier dont le cheval l'avait, en piaffant, couvert de boue ; blessé à la jambe par une ruade, le fils défend d'inquiéter le cavalier. Le père exigeait que, pour le saluer, les dames quittassent leurs voitures dans les rues boueuses de Saint-Pétersbourg ; à celles qu'il rencontrera à Troppau, en 1820, le fils cédera invariablement l'étroit trottoir de

planches, tendu sur un sol que Metternich comparaît à « de la glace au chocolat (1). »

Ces façons étaient principalement article d'exportation, Alexandre réussissant ainsi à passer aux yeux de Benjamin Constant pour « le meilleur des hommes » en même temps qu'il persuadait Mlle Cochelet qu'il était un « sentimental », sans autre ambition que « de se faire aimer passionnément et pour lui-même. » Les Russes en obtenaient cependant une part ; mais ils pouvaient être contentés à moins de frais. « Vous êtes Biéliaiév? — Oui, sire. — C'est bien. » Et, poursuivant son chemin le souverain laissait dans un transport de joie l'officier qu'il avait interpellé en ces termes dans une allée du parc de Tsarskoïé Siélo (2). En Russie, outre cela, quand il en dispensait, ce qui fut assez rare depuis 1816, les gentillesses du souverain avaient une contre-partie. Rencontrée de même dans le parc de Tsarskoié Siélo, une actrice de grand talent Mme Kolossova, se faisait écouter par le tsar avec la plus grande bienveillance en disant les persécutions dont elle souffrait de la part d'une indigne rivale, maîtresse du gouverneur militaire de Pétersbourg. Réconfortée, engagée à adresser au souverain « en mains propres » un exposé de ses griefs et invitée à prendre une tasse de thé au château, elle rentrait en ville, triomphante, et se trouvait une heure après en prison, d'où elle ne sortait qu'avec une lettre de congé qui brisait sa carrière (3). Les personnes de son entourage arrivaient même à redouter les amabilités du maître. Ces caresses procédaient, en effet, communément, du goût qu'il avait pour la dissimulation et qui le rendait « fameux dans l'art des ensablements », comme disait sa sœur Catherine (4). Il en usait surtout quand il était sur le point de frapper, et, dans l'ordinaire, sa manière d'être avec ceux qu'il employait ou introduisait dans son intimité s'est

(1) *Mémoires*, t. III, p. 380 ; Daragane, « Mémoires, » *Ancienne Russie*, 1875, t. XXI, p. 793 ; Beguelin, *Denkwürdigkeiten*, p. 263 ; comtesse de Choiseul-Gouffier, *Mémoires*, p. 75 ; Mme Trembicka, *Mémoires*, t. I, p. 261 ; baronne du Montet, *Souvenirs*, p. 233.

(2) Biéliaiév, « Souvenirs, » *Ancienne Russie*, 1880, t. XXIX, p. 827 ; B. Constant, *Journal*, p. 140 ; Mlle Cochelet, *Mémoires*, t. I, p. 336, t. II, p. 148.

(3) Karatyguine, « Journal, » *Ancienne Russie*, 1880, t. XXIX, p. 274.

(4) Grand-duc Nicolas, *Correspondance d'Alexandre avec sa sœur*, p. 74.

toujours ressentie d'une absence totale de sympathie, en même temps que d'un fond de rudesse brutale, dont les manifestations sont devenues, depuis 1816, plus fréquentes et plus déplaisantes. Après avoir discouru à table sur les devoirs de politesse, voire de cordialité que la religion impose aux personnes du plus haut rang envers leurs inférieurs, il montait en voiture avec le prince Volkonski et s'assoupissait. Lui voyant les yeux fermés, son compagnon en profitait pour humer une prise, plaisir dont il devait se priver en cette société, Alexandre détestant l'odeur du tabac autant que l'avait fait son père. Mais le parfum abhorré réveillait le dormeur, et, aussitôt, arrachée d'un geste violent, la tabatière, objet de grand prix et souvenir auquel son propriétaire tenait beaucoup, allait rejoindre les buissons qui bordaient la route (1).

III

« L'angélique » souverain avait en réalité un cœur très peu tendre, dont la sécheresse et la dureté ont augmenté avec l'âge. Visitant fréquemment les prisons, lieux d'épouvante, il n'y montrait qu'une curiosité froide. Portant la lorgnette aux yeux, avec le même geste gracieux qu'au bal, il examinait longuement sur le dos d'un supplicié les marques fraîches du *knout* et disait d'un air satisfait : « Le bourreau a bien travaillé (2). » Autoritaire, ombrageux et méfiant, il ne souffrait aucune contrariété, rudoyait son maître de cour comme un valet pour un thé mal servi et faisait mettre aux arrêts son cocher favori parce que, sans attendre le signe de tête qui devait lui indiquer la direction à prendre, il avait paru la deviner.

De son père et aussi en partie de Napoléon, il tenait la plus mauvaise opinion de l'humanité en général et des Russes en par-

(1) *Archives russes*, 1873, t. II, p. 2134 ; 1882, t. II, 168 ; 1902, t. III, p. 105 ; *Ancienne Russie*, 1880, t. XXIX, p. 274 ; comtesse Fredro, *Mémoires inédits;* Gretch, *Mémoires*, p. 155 ; Toutchkov, *Mémoires*, p. 230, 271-272.

(2) Comtesse Fredro, *Mémoires inédits;* comte de Clam-Martinitz, *Mémoire pour le prince de Metternich* (1818) ; grand-duc Nicolas, *Correspondance de Lebzeltern*, p. 36 et suiv. ; Tarassov, « Mémoires, » dans *Ancienne Russie*, 1872, t. V, p. 357.

ticulier. « S'ils savaient où les mettre, l'entendait-on dire, ils me voleraient mes vaisseaux de guerre !... S'ils pouvaient le faire sans m'éveiller, ils m'arracheraient pendant mon sommeil mes dents aurifiées ! » Passant, entre 1812 et 1815, de la réprobation la plus insultante à l'adulation la plus basse, l'attitude de ses sujets à son endroit l'a renforcé dans ce sentiment, en même temps qu'augmentées, sa surdité et sa myopie aiguisaient ses soupçons. A tout moment, il imaginait qu'en sa présence même on tenait à son sujet des propos malveillants ; il devinait entre les assistants des signes d'intelligence suspects ; il leur prêtait l'intention de le contrefaire et de le tourner en ridicule, quand il ne leur attribuait pas de plus noirs desseins, et il employait une moitié de son entourage à espionner l'autre (1).

Ondoyant, divers et compliqué, il ne portait pas dans cette disposition d'esprit plus de conséquence que dans les autres. Tels quels, la Russie et les Russes lui appartenant, il s'en montrait par moments fier. A Lutzen, l'attaque d'une position échouant, il s'était emporté contre Wintzingerode, qui y avait employé un régiment prussien : « Il en sera toujours de même quand vous n'aurez pas recours à *mes* Russes (2) ! » A Paris, il avait évoqué avec orgueil les splendeurs neuves de Saint-Pétersbourg, et ses quais de granit rose, encadrant la Néva « bleue comme le Rhône à Genève ». Il les opposait dédaigneusement aux « vieilleries » et aux « saletés » du Louvre et de ses entours (3). Il lui arrivait même, si peu xénophobe qu'il fût, de s'indigner à la vue d'une inscription en caractères latins sur la lame d'un couteau fabriqué à Toula (4). En général, cependant, dans les sentiments que la Russie, hommes et choses, lui inspirait, le mépris et le dégoût l'emportaient. On a observé que se plaisant, en Allemagne, à pénétrer dans les plus humbles intérieurs, y engageant avec ses hôtes de longs entretiens et partageant même parfois leur repas,

(1) Impératrice Alexandra Féodorovna, « Souvenirs, » dans *Ancienne Russie*, 1896, LXXXV, p. 58 ; Lœhrer, « Souvenirs, » dans *Archives russes*, 1872, p. 2262 ; Caulaincourt à Champagny, 25 juin 1809, Affaires étrangères, Russie, *Correspondance*, CXLVIII, p. 195 ; Pertz, *Stein*, t. III, p. 56-57 ; Schilder, *Nicolas Ier*, t. I, p. 164.

(2) Dorov, *Erlebtes*, t. III, p. 148.

(3) Chateaubriand, *Œuvres*, édition de 1857, t. XIX, p. 217.

(4) Fadiéiév, « Souvenirs, » *Archives russes*, 1891, t. I, p. 404.

jamais, au cours de son règne entier, il n'a franchi le seuil d'une *isba*, et, comme devaient le faire ses successeurs, il mettait autour de lui et employait principalement des étrangers, Allemands de préférence encore. A la fin du règne, Bistrom, Essen, Helffrich, Knorring, Korff, Kreutz, Nenhardt, Oldekop, Oppermann, Paiker, Rosen, Roth, Schwarz, Steingel, Sturler, ceux-ci se partageaient les principaux commandements militaires. Géant à tête de lion, Iermolov était, très exceptionnellement, homme à user d'une assez large mesure de franc-parler, même devant le souverain. Après qu'il eut assuré la domination russe dans la région du Caucase, interrogé gracieusement au sujet du genre de récompense qui lui serait la plus agréable, il passe pour avoir répondu : « Faites-moi seulement Allemand, sire, le reste viendra tout seul. » Son exemple et plus encore celui d'Araktchéiév prouvent cependant que la préférence du maître n'avait pas un caractère exclusif, comme elle comportait aussi un certain éclectisme. En 1803, quand fut décidée la division de l'empire en six arrondissements scolaires, Alexandre en a confié deux, ceux de Saint-Pétersbourg et de Moscou, à des Russes, Novossiltsov et Michel Mouraviov ; deux autres, ceux de Dorpat et de Kasan, à des Allemands, Klinger et Manteuffel, et ceux de Wilno et de Kharkov à des Polonais, le prince Adam Czartoryski et le comte Séverin Potocki. Au ministère de la Marine et à la direction des Ponts et Chaussées, dont les titulaires furent, à partir de 1809 l'un et à partir de 1819 l'autre, un Français, le marquis de Traversay, et un Espagnol d'origine française, Béthencourt y Molina, il a souffert que la correspondance officielle devînt bilingue, russe et française.

Il se défendait aussi de favoriser une nationalité quelconque (1). Les Allemands l'emportaient cependant, en grande partie, parce qu'ils savaient mieux, dans tous les emplois, s'accommoder à l'humeur du souverain et au gouvernement de son choix, qui, en dépit de ses tendances ou de ses affectations libérales, était « le despotisme tempéré par l'insouciance », selon le mot de Wiegel (2).

(1) Toll, *Denkwürdigkeiten*, t. I, p. 304 ; *le Comte Kissiélév et son temps*, t. I, p. 30.
(2) *Mémoires*, t. II, p. 14.

IV

Au despotisme, après 1815, Alexandre inclina de plus en plus, en raison de la confiance en lui-même qu'il puisait dans les succès obtenus et qui, dans une certaine mesure, était justifiée. Sans avoir maintenant encore acquis beaucoup d'étendue et de profondeur, son esprit bénéficiait dans l'un et l'autre sens de l'expérience que lui laissait le grand rôle où il avait paru. Le petit-fils de Catherine II découvrait maintenant des idées et faisait entendre des mots qui rappelaient la grand'mère. Ainsi, au jardinier en chef de Tsarskoié : « Si tu ne peux empêcher que les gens traversent une pelouse en se rendant où ils ont affaire, n'hésite pas à ouvrir un chemin dans cette direction. » L'usage du pouvoir et la pratique des grandes affaires lui ont donné aussi l'assurance et l'autorité qui lui manquaient. L'histrionisme que la nature et l'éducation ont mis à la base de toutes les manifestations extérieures de sa personnalité ne lui permettent cependant pas, maintenant encore, d'être maître toujours de sa parole et même de ses décisions. Il lui arrive de se laisser prendre lui-même au piège des *effets* qu'il cherche à produire. L'expression y dépasse parfois ou déforme sa pensée ; l'orgueil le retient d'en convenir, et, s'obstinant à ce qu'il a dit, il en vient à faire le contraire de ce qu'il a voulu. Aussi, charmé au début par le langage et les façons du souverain, La Ferronays préférera ensuite traiter avec ses ministres, et avec Nesselrode lui-même, si déplaisant qu'il le jugeât (1).

D'autres raisons encore empêchent le fils de Paul de donner un jeu satisfaisant et un emploi utile à l'énorme puissance dont il dispose et dont il tend à accroître la portée et la prise : la paresse où il retombe invariablement entre des périodes courtes d'activité fiévreuse mais mal ordonnée, la passion du militarisme dans les parties les plus basses du métier, cette prédilection qu'il partage

(1) Rapport du 14 mai 1824, Affaires étrangères, Russie, *Correspondance*, CLXVI, p. 182 ; cf. Rain, *Alexandre Ier*, p. 32.

avec son favori pour le menu des affaires et les tâches secondaires, enfin et surtout un état presque continu de dépression morale, qui va en s'aggravant. Quand il ne s'enferme pas à Tsarskoïé Siélo en se rendant inaccessible et en négligeant tous les soins du gouvernement, il corrige de sa main, par centaines, des projets d'*oukases* se rapportant à des objets d'importance infime ; tout à fait dans la manière de Paul, il y reprend jusqu'à des fautes de grammaire (1) ; lorgnette devant les yeux, il passe des heures à examiner une à une les recrues qu'il fait introduire par centaines dans son palais et qui en rendent l'atmosphère irrespirable ; un morceau de craie aux doigts, il essaie et ajuste sur des corps en moiteur quelque modèle nouveau d'uniforme (2) ; puis il retombe à son oisiveté ou à l'abattement morne, à moins qu'il n'y échappe, comme s'il cherchait à se fuir lui-même, en entreprenant à travers son empire d'immenses randonnées, où cependant le malaise dont il souffrait ne l'abandonnait pas toujours.

V

Il galopait avec lui ; mais c'est à tort qu'on en a cherché la cause dans un tourment intérieur d'ordre intime : remords qu'aurait avivé à cette époque l'influence des idées religieuses. Bien qu'à la manière de son père encore, il y portât la ferveur jusqu'à contracter des callosités aux genoux, du fait de prostrations prolongées, la religion, telle qu'il la concevait, était serve de ses convenances. Ne la ramenant pas à son foyer déserté et outragé, elle ne pouvait inquiéter à d'autres égards sa conscience, qu'il s'entendait merveilleusement à mettre en repos. Il avait le sommeil profond et aucun spectre sanglant ne le hantait, si ce n'est pour mettre sa méfiance en éveil. Mais, physiquement, on l'a vu, il n'était pas lâche, et il avait un bon chien de garde. Il a été,

(1) *Recueil de l'Institut archéologique*, t. I, p. 8-15.

(2) Tchitchagov, *Mémoires*, édition Lahovary, p. 269 ; J. de Maistre, *Correspondance diplomatique*, t. II, p. 320-321 ; *le Comte Kissiélév et son temps*, t. I, p. 122-123 ; rapport du comte de Noailles, Pétersbourg, 10 novembre 1814, *Sbornik*, CXII, p. 414.

depuis 1815, presque constamment triste et même hypocondre, parce qu'il s'ennuyait. Il gardait la nostalgie inconsolable des autres jouissances de pouvoir et d'orgueil que les années précédentes lui avaient fait goûter et qu'il jugeait plus hautement savoureuses. En deçà de l'aire européenne qu'il avait couverte un moment de sa puissance et de sa gloire, l'immense Russie lui paraissait trop petite et la fonction qu'il y exerçait inférieure à son mérite. Elle le rebutait par les trivialités même qu'il y introduisait, faute d'en savoir reconnaître l'objet réel, plus digne de son application et par les difficultés qu'il y aggravait, faute encore de persévérance et d'esprit de suite dans l'effort. Il s'en prenait à la pénurie des ressources et des hommes. « J'aurais besoin de 1 000 bons fonctionnaires, disait-il à Kissiélév, et je n'arrive pas à trouver 52 bons gouverneurs de province... Il faudrait mieux les payer, mais où prendre l'argent (1)? » Cependant, après avoir épuisé le pays dans des guerres inutiles, il dépensait encore plus de la moitié du revenu qu'il en tirait à l'entretien d'une armée pléthorique, et il laissait Spéranski en exil. Il s'ennuyait et, quand les rendez-vous diplomatiques qu'il s'ingéniait à provoquer ne lui offraient pas la chance de retrouver à Aix-la-Chapelle, Laybach ou Vérone, quelque part de son paradis perdu, parades et apothéoses internationales, il essayait de se distraire en courant la poste dans son propre pays et partait, de nuit habituellement, traînant derrière lui des fourgons pleins de dossiers et de plis cachetés, dont il ne devait jamais ouvrir le plus grand nombre.

Dans le *Journal de cour*, la distance couverte par le souverain au long de ses déplacements, de 1801 à 1825, est évaluée à 200 000 verstes (213 400 kilomètres), chiffre énorme pour cette époque qui ne connaissait pas les chemins de fer. « La Russie est gouvernée du fond d'une voiture de poste », disait un des collaborateurs du tsar (2). Les nuits les plus sombres et les plus mauvaises routes ne retenaient pas l'inlassable voyageur, ni ne l'engageaient à ralentir la rapidité de son allure. Constamment aussi il lui arrivait d'encourir des accidents, dont l'un a failli lui coûter la vie. Sans que sa sensibilité en fût émue, non moins souvent

(1) *Le comte Kissiélév et son temps*, t. I, p. 28-29.
(2) Le prince P. Viaziémski, *Archives d'Ostafiévo*, t. II, p. 143.

il faisait crever des chevaux, à quoi la malice de son cocher contribuait d'ailleurs. En arrivant aux relais, Ilia retirait invariablement, en les laissant tomber à terre d'un geste las, ses gants. où les maîtres de poste avisés devaient introduire la *vziatka* usuelle de 50 roubles-assignats, s'ils voulaient revoir vivant le nouvel attelage, mis à la calèche impériale.

Alexandre ne s'en doutait pas, comme il ne prenait aucune idée des frais et tracas de toute sorte que son passage imposait aux localités qu'il traversait. Plusieurs semaines à l'avance, les enterrements même y étaient suspendus, bien que, comme à son premier voyage de Saint-Pétersbourg à Moscou pour le couronnement, le souverain entendît toujours ne causer à ses sujets ni incommodité ni dépense quelconque. S'invitant avec toute sa suite chez un hobereau de fortune modeste, il le faisait gracieusement prévenir que son hospitalité pouvait, si telle était sa convenance, faire l'épargne d'un dîner d'apparât et être bornée à une « collation », pour laquelle *sept ou huit services* suffiraient. C'était la ruine pour l'amphitryon malgré lui, mais l'hôte impérial n'en apprenait rien (1).

Les Russes réprouvaient cependant le plus vivement les excursions fréquentes du tsar à l'étranger, comme dispendieuses, préjudiciables au gouvernement du pays et contraires à sa dignité. Mais Alexandre avait encore une autre raison pour, au dehors ou à l'intérieur, poursuivre son existence errante : il fuyait son entourage.

VI

Le composant à son gré, il y portait cependant les contradictions inhérentes à tous ses actes. Il y souffrait Ouvarov, qu'il traitait lui-même d' « assassin » et dont la vulgarité d'esprit, de langage et de manières devait l'offusquer. Du moins ne lui donnait-il que des emplois à la mesure du personnage, en l'emmenant,

(1) *Ancienne Russie*, 1871, t. IV, p. 597 (Tarassov) ; 1903, CXIV, p. 564-565 (Miéchkov) ; *Archives russes*, 1880, t. III, p. 318 (Schœnig) ; *Messager historique*, 1897, LXIX, p. 427 (Moïssiéiév) ; prince P. Viaziémski, *Œuvres*, t. IX, p. 64 ; Mme Trembicka, *Mémoires*, t. I, p. 258-259.

par exemple, chez une Mme Kirchhoff, marchande de modes, tireuse de cartes et entremetteuse, où Carl Martens rencontrait le maître et le serviteur en 1811 (1). Mais, de Volkonski, « la Piérekoussikhina en pantalons », comme on l'appelait par allusion à la femme de chambre favorite de Catherine, en même temps que son majordome, son compagnon de voyage, inséparable jusqu'aux dernières années du règne, et son souffre-douleur, n'oubliant pas davantage que l'homme avait participé au drame de 1801, il faisait aussi le chef de son armée !

Ouvarov et Volkonski avaient rang d'aides de camp généraux (2). Dans l'entourage du souverain, les officiers supérieurs ainsi désignés étaient les familiers du premier degré, ses auxiliaires habituels pour certaines missions de confiance et d'importance majeure, ainsi que ses commensaux attitrés. Sous les règnes précédents, un très grand prestige s'attachait-il aussi à ce titre. Alexandre s'est appliqué à l'avilir en le prodiguant, d'après le principe sans doute qui a engagé ses successeurs à noyer la plus haute aristocratie russe, tirant son origine des maisons souveraines de Rurik ou de Guédymine, dans le flot des princes géorgiens et mingréliens. Aux trois titulaires seuls que son père lui laissait, il n'en a pas ajouté moins de quarante-cinq, en comprenant dans le nombre le policier Balachov qu'il faisait profession de mépriser comme tel. Mais, à quelques exceptions près, il n'y mettait pas un homme de valeur, même parmi ceux, comme Iermolov, Denis Davydov ou les deux Raiévski, dont il appréciait le caractère et les talents. Il distinguait ces sujets d'élite d'une autre façon et les employait, pour autant qu'Araktchéiév le permettait, mais il les tenait à l'écart de sa personne, préférant n'avoir auprès de lui que des comparses, dont pas moins de quatorze étrangers : un Corse, Pozzo di Borgo ; un Suisse, Jomini, bien que qualifié de « déserteur » ; deux Piémontais, Paulucci et Michaud ; deux Français, Saint-Priest et Lambert ; cinq Baltes, Benckendorff, Korff, Meller-Zakomelski, Rosen et Toll ; le Hessois

(1) Martens, *Denkwürdigkeiten*, p. 122.

(2) *Guéneral-adioutant.* Fréquemment employée, la traduction « général aide de camp » n'a même pas le mérite de l'exactitude littérale et elle prête à la confusion. Il y avait en effet, des généraux qui étaient aides de camp, sans qu'ils fussent aides de camp généraux.

Wintzingerode et le Prussien Diebitsch. Parmi les Russes, s'il s'est porté à quelques choix heureux, ces élus n'ont fait connaître leur mérite que sous Nicolas, comme Paskiévitch, le futur conquérant d'Erivan et de Varsovie, ou Kissiélév, le futur ambassadeur à Paris (1).

A côté de ces privilégiés, les simples aides de camp (*fliguel-adioutanty*) furent légion : 113 nommés au cours du règne, et quelques-uns, comme Tchernichov, Marine et Gorgoli, employés, plus souvent encore que les autres, à des besognes réclamant de la discrétion et de l'adresse. Des uns et des autres la présence dans ses entours a fini par devenir importune au souverain. Il s'irritait de l'effort même que ces compagnons faisaient pour lui plaire ; il y trouvait matière à soupçon et il esquivait un contact qui lui devenait odieux, en gagnant sa calèche de voyage ou sa retraite de Tsarskoié. Dans une lettre à sa sœur Catherine, datée de ce lieu en 1817, il vantait le contentement que lui donnait « l'isolement complet dans lequel il se trouvait (2) ». A ce moment, conséquence finement discernée par Élisabeth de l'abus du despotisme, toute compagnie lui répugnait habituellement. « La société le gêne et, comme il n'aime pas à se gêner, il ne se gène pas et vit à sa guise (3). »

VII

Il avait cependant été un homme des plus sociables, et jusqu'à l'excès ; mais l'impatience de toute contrainte l'emportait, et d'ailleurs, il n'avait guère aimé que le commerce des femmes, pour des motifs de galanterie, ou tout au moins de marivaudage. Si ce n'est d'affaires ou de religion, il ne savait, en effet, parler que d'amour. Les sciences, les lettres, les arts, à l'architecture près, n'ont eu jamais pour lui le moindre intérêt. Pour son plaisir, il ne sera jamais, sa vie durant, allé à un spectacle ou à un concert, et sa seule lecture, en dehors des œuvres d'édification ou de controverse religieuse, était de romans français, ou d'extraits de

(1) Grand-duc Nicolas, *les Aides de camp généraux*, p. 5 et 6.
(2) Le même, *Correspondance d'Alexandre avec sa sœur*, p. 206.
(3) A sa mère, Pétersbourg, 8 avril 1819, le même, *Élisabeth*, t. III, p. 88.

journaux étrangers. Si, maintenant encore, un retour des anciennes habitudes le poussait à quelques fréquentations, pour y échapper à la gêne, il les maintenait dans un milieu peu élevé : à Saint-Pétersbourg, la maison de Mme Cramer, femme d'un négociant allemand, ou de Mme Livio, femme d'un banquier italien ; à Tsarskoié-Siélo, celle de Mme Velio, une Portugaise de même bord, qui le retenait pendant des heures à sa table de thé, mais ne réussissait cependant pas à obtenir qu'il honorât de sa présence une de ses soirées, où se produisait le jeune Pouchkine (1).

« Quand on se demande par quels organes la vérité peut arriver jusqu'à l'empereur de Russie, on ne sait en imaginer que deux parmi les créatures : un ange ou une dame. » Dans cette boutade qui est de 1819 (2), J. de Maistre a saisi l'un des traits où, si changeant à d'autres égards, le tempérament d'Alexandre n'a jamais subi d'altération. A quarante ans, dévot immuablement fidèle de l' « éternel féminin », l'amant de Mme Narychkine excluait de ce culte tout élément d'attrait physique. Mais cet appât n'avait toujours joué qu'un rôle secondaire dans ses relations de cet ordre, si même en dénonçant dans des termes impossibles à reproduire « la disposition négative » du souverain, Mlle Bourgoin (3) n'a cherché, comme il est probable, qu'à dissimuler une déconvenue personnelle. A la fleur de l'âge, « le divin ami » de la reine Louise lui avait déjà fait connaître ses préférences pour l'amour idéal. Toujours il y a mis la part d'affectation que comportaient toutes ses façons d'être. « Vous, messieurs, disait-il en 1818 à l'entreprenant Tchernichov, ne comprenez pas les charmes de la conversation avec les femmes ; vous voulez toujours pousser les choses trop loin (4). » Cependant, à la même époque, après un des fréquents tête-à-tête qu'elle employait, en compagnie de l'empereur, à discuter des problèmes de haute politique, une *freiline* d'âge mur mais conservant des restes d'une grande beauté, la princesse Tourkiestanov, confessait à son ami Christin qu'au cours d' « une lutte violente entre

(1) Gretch, *Mémoires*, p. 288 ; Polko, *Am Theetisch einer schoenen Frau;* J. de Maistre, *Correspondance diplomatique*, t. II, p. 200 ; *Ancienne Russie*, 1893, LXXVIII, p. 490 ; *Archives russes*, 1899, t. III, p. 617.

(2) *Œuvres*, t. VIII, p. 519.

(3) Domergue, *la Russie pendant les guerres de l'Empire*, t. I, p. 201.

(4) *Sbornik*, CXXII, p. 150.

l'esprit et la chair », elle avait dû « donner du nez à terre » (1). Et ce jour-là, apparemment, en devenant plus animé, l'entretien du tsar avec son amie s'était porté sur des sujets moins austères.

Galant, Alexandre l'a toujours été en paroles et en démonstrations plus qu'autrement. Louis XIV saluait du chapeau toutes les femmes qu'il rencontrait, sans excepter les chambrières. Le fils de Paul n'en abordait aucune sans lui baiser la main, en s'y reprenant, pour peu que l'entrevue se prolongeât, jusqu'à sept fois (2) ! Car elles ne manquaient pas d'en tenir registre. Mais, le plus souvent, il maintenait ces rapports dans les limites d'un commerce sentimental, assaisonné tout au plus de frôlements matériels plus ou moins discrets, et, même en affirmant qu' « elle n'avait de joli que ce qu'elle ne pouvait pas montrer », la charmante comtesse Sollohoub n'a pas réussi, semble-t-il, à éveiller sa curiosité. Parmi les *mille tre* que jusqu'à la fin de sa vie, Don Juan platonique, il aura aimé à rencontrer, quelques-unes étaient des vrais laiderons, comme cette Anne Pétrovna Kojoukhov, née princesse Troubetzkoý qu'il allait voir à Koursk, et d'autres paraissent même avoir été dépourvues des grâces de l'esprit, comme la dernière compagne de ses promenades matinales dans les allées du parc de Kamionnyï Ostrov, Élisabeth Nicolaiévna Koussov, née Toukhatchevskaïa (3). Le sexe l'attirait par une sorte de magnétisme spécial, où fusait un mélange subtil de sensualité adultérée, de sentimentalisme et d'idéologie, et dont la puissance s'est conservée intacte, alors même que l'Alexandre des fêtes de Vienne, de Londres et de Paris se condamnait à une vie d'ermite. A partir de 1816, l'empereur de toutes les Russies n'a plus pour ainsi dire eu de cour.

VIII

Alexandre y a de bonne heure incliné. « Nous vivons en particuliers aisés et non comme il appartient à des têtes couronnées ».

(1) *Archives russes*, 1883, t. I, p. 488 et suiv. ; princesse Schakhovskoy, *ibid.*, 1914, t. I, p. 22 et suiv.

(4) Fadiéiév, « Souvenirs, » *Archives russes*, 1891, t. I, p. 405.

(3) Gretch, *Mémoires*, p. 322 ; Mme Biéloziérskaia dans *Messager*

observait avec chagrin Marie Féodorovna dès 1806 (1). Il arrivait, cependant, que son fils enviât à des particuliers, même médiocrement fortunés, le confort et la propreté qu'il trouvait dans leur intérieur et qu'il ne parvenait pas à obtenir dans le sien, bien que la dépense y restât grande, même en l'absence des pompes dont la disparition révoltait l'impératrice douairière. La cour ne fonctionnait pas, mais les titulaires des fonctions subsistaient. Parfois d'ailleurs, l'appareil de magnificence et de luxe devait être remis en action, comme pour la réception du roi et de la reine de Prusse en 1808 et tous les ans pour la célébration, au 24 décembre, de l'anniversaire de la naissance du souverain. Ce jour-là, un bal était donné, suivi d'un souper où, dans un décor d'orangers en fleurs, 800 convives dégustaient des asperges et des ananas. Une semaine plus tard, la redoute traditionnelle du 1er janvier réunissait dans les vastes salles du Palais d'Hiver 13000 invités, qui mangeaient et buvaient pour cent mille. Après quoi, l'édifice un moment ranimé retournait au silence et à l'abandon, l'empereur restant confiné dans son appartement particulier, où il prenait soin lui-même d'épousseter les meubles.

Alexandre avait la coquetterie de ses entours matériels, comme de sa personne. A quarante ans, il donnait autant de temps à sa toilette qu'une élégante sur le retour. Levé à 8 heures, c'est à 9 heures et demie seulement que, reluisant de pommade, inondé d'eau de lavande et serré dans sa tunique à en faire craquer les coutures, il s'offrait aux regards des quelques personnages admis à une brève audience : Volkonski qui prenait ses ordres pour l'emploi de la journée et le dîner ; Araktchéiév qui l'entretenait des affaires en cours, et, après eux, Capo d'Istria ou Nesselrode. Les autres ministres n'étaient reçus que le soir, assez rarement, et presque jamais pendant les séjours fréquents et prolongés du souverain à Tsarskoïé-Siélo. A Saint-Pétersbourg, Alexandre tenait bien une sorte de lever ; mais, avec les ordonnances et les plantons de service, seuls encore les aides de camp généraux y avaient accès et pour un très court moment, la matinée se trouvant prise par l'audition des rapports, que présentaient le comman-

historique, 1897, LXVII, p. 942 et suiv. ; Mme Poltoratskaia, *Profils russes*, p. 20 ; grand-duc Nicolas, *Portraits russes*, t. IV, p. 122.

(1) *Archives russes*, 1911, t. I, p. 12.

dant militaire de la capitale et son adjoint, et par la parade. Lentement rythmée, intentionnellement prolongée, dégustée comme un plat savoureux, celle-ci durait une heure et demie environ, jusqu'à midi, heure du déjeuner, après lequel, quelque temps qu'il fît, l'empereur sortait pour une promenade à cheval, ou plus souvent à pied, ne rentrant qu'à 3 heures pour le dîner.

Dans les dernières années, Alexandre allait dîner presque toujours seul. Mangeant peu, il se nourrisssait surtout de fruits, pour des raisons de santé. Élisabeth, de son côté, n'admettait même pas à sa table l'une quelconque de ses demoiselles d'honneur. « Cette cour est absolument déserte et comme fantastique », écrivait la comtesse de Choiseul-Gouffier, après une visite à Tsarskoïé-Siélo, où l'aspect de l'appartement particulier du souverain lui avait donné le frisson : « Un cabinet de travail excessivement obscurci par un massif de lilas qui remplissait la fenêtre, une bougie toujours allumée sur le bureau, à côté du paquet de plumes et des plis à cacheter... de l'ombre et du silence... Dans la chambre à coucher, un simple lit de camp avec un sac en maroquin bourré de foin en guise de matelas, et un autre pareil servant d'oreiller (1), » telle était la demeure de l'empereur.

Au massif de lilas près, son appartement à Saint-Pétersbourg avait la même apparence. Le cabinet de travail était une pièce d'angle assez spacieuse et bien éclairée, avec vue sur la Néva et la place de l'Amirauté, mais non moins simplement décorée et meublée. Murs gris et nus. Mobilier en laque rouge et bronze dans le style empire. Fauteuils et chaises invariablement recouverts de housses très ordinaires, couleur de chair à raies roses que l'on lavait trois fois l'an. Parquet ciré et glissant comme de la glace. Une grande table à écrire entre deux fenêtres, et, au milieu de la pièce, plusieurs tables plus petites, comme des tables de jeu, recouvertes de drap vert et chargées de papiers. Sur chacune le même encrier et le même paquet de plumes fraîchement taillées. Sous chaque table la même carpette rouge à ramages

(1) *Réminiscences*, p. 12 et 322 et suiv. ; TARASSOV, dans *Ancienne Russie*, 1871, t. IV, p. 636.

bleus. Partout des mouchoirs propres et des morceaux de peau de chamois pour essuyer la poussière. Deux cheminées se faisant face et pareilles, elles aussi. Sur l'une un buste de Minerve, faisant pendant sur l'autre à un buste de Junon. Ordre et symétrie : l'air d'un bureau d'administration, — bien tenu, parce que l'empereur y mettait la main. Les domestiques, choisis à dessein parmi les paysans illettrés, avaient défense d'approcher des tables, si ce n'est pour changer les plumes. Alexandre n'employait jamais deux fois la même, ne se fût-il servi que pour un paraphe de celle qu'il quittait. La fourniture en était donnée au valet de chambre, Miélnikov, pour 3 000 roubles par an (1).

Comme toutes les manifestations de son être, la simplicité dont le fils de Paul avait le goût réel comportait des complications et n'excluait pas certains raffinements. Il était homme à se contenter, pour toute nourriture, d'une tasse de thé ; mais il voulait que ce thé fût d'une espèce rare, et, amenée de Chine à grands frais, la livre en revenait à 100 francs. A Vérone, en 1822, il se faisait de même envoyer par courriers spéciaux une variété particulière de caviar, la seule qu'il appréciât. A Tsarskoïé-Siélo, comme à Saint-Pétersbourg même, il n'en semblait pas moins préluder à cette vie d'anachorète dans une *isba* sibérienne, où la légende s'est plu à le retrouver après sa mort. Marie Féodorovna ne s'en consolait pas.

IX

Elle tenait une cour à Pavlovsk, avec tout l'apparât auquel pouvait suffire son douaire que la générosité de son fils doublait et des rigueurs d'étiquette, où on pouvait croire qu'elle cherchait à compenser les défaillances de son fils. Mais il devait advenir un jour qu'elle se portât elle-même à répudier cette discipline jusqu'à l'oubli du decorum, si l'on doit en croire sa bru. A une époque de la vie où il est habituel aux plus passionnés d'en revenir, elle aurait cédé à une fringale de plaisir et de dissipation. A

(1) Fischer, « Mémoires, » *Messager historique*, septembre 1908, p. 815 ; Tarassov, « Mémoires, » *Ancienne Russie*, 1872, t. VI, p. 107 ; Imberg, « Souvenirs, » *Archives russes*, 1870, p. 402-403.

soixante-quatre ans d'âge, elle s'entourait de jeunes gens dont elle « partageait la frivolité », et, sanglée dans un cafetan lilas aux épaisses chamarrures d'or, ses grosses jambes serrées dans un maillot blanc, énorme, rouge et essoufflée, elle parcourait à cheval les allées du parc de Pavlovsk. Comme contribution aux fastes de cour, dont elle gardait le souci, le spectacle prêtait assurément à la critique ; mais il n'y avait pas de spectateurs, car on prenait soin de fermer les grilles au moment de ces chevauchées, par crainte des commentaires (1), et Élisabeth mettait un excès de sévérité dans ceux que lui inspiraient ces déportements de sa belle-mère, assez innocents en somme, au ridicule près. Dans la querelle des deux impératrices, tous les torts n'étaient pas du même côté. La femme d'Alexandre ne laissait pas d'y faire preuve de quelque inconséquence.

S'effaçant volontairement, elle s'irritait cependant de se voir supplantée. Elle professait de l'horreur pour « les jeunes filles en blanc qui sèment des fleurs sous les pas des personnes couronnées », et, obligée de paraître exceptionnellement à une réception de cour, elle se dissimulait dans quelque angle plus obscur de la salle ; mais elle trouvait mauvais qu'on ne l'y découvrît point. Elle « soupirait après un petit coin bien solitaire, bien touffu, où l'on n'entende ni voitures, ni musique, ni ne reçoive des visites. » Cependant, dans la solitude de Tsarskoïé-Siélo, elle introduisait Alexandre Narychkine, compagnon joyeux et spirituel, mais un des plus mauvais sujets parmi les grands seigneurs de ce temps et connu en outre pour ne pas répugner à certaines complaisances de nature scabreuse. La malignité du public y trouvant un aliment, Élisabeth décidait de « ne plus voir âme qui vive », et, toujours capital aux yeux de l'impératrice douairière, l'intérêt de la « représentation » n'y gagnait pas (2).

(1) Notes de Savary en 1807, Archives nationales, AF. IV, 1697 ; cf. *Revue d'histoire diplomatique*, 1890, t. III, p. 403 ; Czartoryski, *Mémoires*, édition de Mazade, t. I, p. 275, 384 ; comtesse de Choiseul-Gouffier, *Réminiscences*, p. 332 et suiv. ; grand-duc Nicolas, *Elisabeth*, t. III, p. 204, 214, 233.

(2) Grand-duc Nicolas, *Elisabeth*, t. II, p. 419, 683, 696-697, 781, t. III, p. 299.

X

A côté de très belles qualités, grande élévation d'esprit et noblesse égale de caractère, la femme d'Alexandre avait, entre autres, le défaut d'une volonté, qui, très forte et même souvent passionnée, ignorait non moins fréquemment son objet. Son mari s'y prêtant volontiers, il lui était facile de trouver en Russie, ou ailleurs, « le petit coin bien solitaire » qu'elle convoitait et d'échapper à « l'espèce d'enfer », dont le monde de la cour lui donnait l'impression, si peu qu'elle s'en laissât imposer le contact. Mais, elle n'avait pas plus tôt quitté Saint-Pétersbourg pour rejoindre en Allemagne des parents tendrement aimés, qu'elle ne se possédait pas du désir de revenir. En 1818, sa mère la pressant de la rejoindre au chevet de son fils mourant, elle se débattait : « On me dira : partez ! et je partirai ; mais, on n'aura pas le temps de me dire : revenez ! je serai en route, » disait-elle à une amie. Et, rendue à Carlsruhe, elle comptait, en effet, les heures de son séjour sous le toit qui l'avait vue naître : « Encore un peu de souffrance, écrivait-elle, et je serai en Russie !... Si l'état de ma mère le permet, mon arrivée à Saint-Pétersbourg ne sera, je l'espère, retardée que de quelques semaines. Sans elle, j'aurais fui sur-le-champ des lieux où tout me fait mal maintenant, où je ne trouve plus que des souvenirs d'un bonheur détruit, des espérances détruites (1). »

Quel bonheur? Quelles espérances? Une lettre plus inexplicable encore, datée par elle de Vienne le 13 février 1815 (2), épargne à l'historien le souci de chercher la clef de cette autre énigme. Élisabeth s'y plaint, cette fois, d'avoir été obligée, à ce moment, de « sacrifier à l'ordre légal le véritable bonheur de sa vie, en se séparant de l'être qui le lui faisait goûter depuis qua-

(1) A la comtesse Stroganov, juillet et août 1818, *ibid.*, t. III, p. 550, 553, 561.

(2) Publiée par le grand-duc Nicolas, *Messager historique*, 1916, t. VI, et séparément la même année, avec une traduction russe, qui diffère en des parties essentielles de l'original français.

torze ans. » L'identification de la personne ainsi désignée présenterait une difficulté insurmontable, si un autre document ne fournissait la solution du problème. A la date où aurait pris naissance le commerce dont Élisabeth pleurait la dissolution, — en 1801, d'après son calcul, — elle se trouvait, dans cet ordre de relations, entre un passé, qui, depuis 1795, avait appartenu à Czartoryski, mais où l'exil l'avait déjà séparée de l'objet de son affection et un avenir où le bel Okhotnikov allait paraître, mais où la mort, cette fois, devait promptement mettre fin à cet autre *ersatz* de félicité conjugale (1). En outre, le prince Adam avait quitté Saint-Pétersbourg à l'été de 1808 ; il n'y était revenu, l'année d'après, que pour un temps très court, et, bien qu'elle restât en correspondance avec lui (2), Élisabeth n'avait plus eu l'occasion de le voir jusqu'au moment de leur rencontre à Vienne.

C'est à cet amant pourtant, enlevé à sa tendresse depuis plus de quatorze ans, et une fois au moins très authentiquement remplacé, que l'impératrice rapportait la fiction d'un lien, qui, noué au temps de sa première jeunesse, aurait maintenant seulement été brisé ! C'est lui qu'elle disait avoir été « accoutumée pendant les quatorze meilleures années de sa vie à regarder comme un autre soi-même ». Il était aussi le destinataire réel du message du 13 février, bien qu'elle affectât de s'y adresser, en la tutoyant, — trait qui ne se rencontre dans aucune autre partie connue de son commerce épistolaire, — à une tierce personne qu'elle rendait confidente de son chagrin. Elle trahissait cependant ce maladroit subterfuge. En se défendant contre le soupçon qu'elle pût encore se porter à un attachement de rechange, elle disait, en effet : « Où serait l'être qui aurait en lui cet attrait qui faisait ma félicité auprès de toi? » Dans un journal dont les fragments se rapportant à cet épisode ont été publiés également (3), Czartoryski en a précisé les faits par le menu, notant les rencontres ménagées par les soins du toujours complaisant Alexandre

(1) V. t. I, p. 446-447, de cet ouvrage.

(2) Une note autographe du prince, publiée par Askenazy, *Nouveaux loisirs historiques*, p. 450-451, fait allusion à ce commerce.

(3) Par Askenazy dans *Bibl. de Varsovie*, juillet 1909, CCLXXV, p. 56 et suiv. et reproduits en 1916-1918, dans la presse russe et polonaise, à la suite d'une polémique à laquelle ils ont donné lieu. V. notamment *la Voix du passé*, décembre 1917, et *le Monde*, 19 janvier 1918.

Narychkine, les fièvres, les remords, les bagues échangées, toute la trame banale de ce renouveau accidentel d'une passion usée depuis longtemps et le sacrifice final à « l'ordre légal ». Élisabeth y a ajouté la broderie d'une imagination qu'elle s'entendait mal à gouverner. Son mari prenant humeur de ce retour d'une vieille intrigue, qui ne passait pas inaperçu et prêtait au ridicule, sinon au scandale, elle embrouillait les dates, oubliait Okhotnikov et, une fois de plus, aussi mal à propos qu'à Carlsruhe trois années plus tard, elle se posait en victime.

Si incontestables que fussent ses titres à la qualité de femme malheureuse, elle en faisait état avec trop d'ostentation et autant qu'aux disgrâces de sa destinée elle devait ce malheur aux particularités de son esprit et de son caractère. Sans qu'elle eût de l'ambition au sens usuel de ce mot, elle en éprouvait les tourments, parce que, comme l'aiguille aimantée par le pôle magnétique, ses désirs étaient invariablement attirés par les seuls objets qui ne fussent pas à sa portée, telle, par exemple, la tendresse de son époux, dont la convoitise ardente ne l'empêchait cependant pas d'en accueillir d'autres, dont elle se détachait assez facilement. Dans ses liaisons d'amitié même, elle n'apportait pas beaucoup de constance, comme elle y mettait aussi assez peu de discernement. Elle a écarté sans aucune raison valable la comtesse Golovine, qu'elle avait adorée avec excès et envers laquelle elle se reconnaissait de grandes obligations ; elle lui a préféré une comtesse Tolstoy ou une princesse Galitzine née Chakhovskoy, autres « complaisantes » ; et, à Vienne, en 1815, elle n'a trouvé qu'une femme à son goût, avec laquelle elle est restée en correspondance et dont elle vantait la bonté : c'était Marie-Louise (1) ! Malgré cela, elle a donné à un grand nombre de contemporains, bons juges, l'impression d'un être d'élite, d'une femme digne de la plus haute destinée, voire même appelée à la remplir, et, comme cette opinion n'a pas laissé d'exercer une certaine influence sur les événements de l'époque et en particulier sur la conduite d'Alexandre dans certaines circonstances, les raisons en doivent être éclaircies.

(1) Grand-duc Nicolas, *Elisabeth*, t. III, p. 226 ; comtesse Golovine, *Souvenirs*, p. 211-219, 225, 240, 275, 395, 400, 415, 420-422 ; Correspondance inédite d'Élisabeth avec la comtesse Tolstoy, *Archives* d'*Otrada*.

XI

Le comte Golovkine admettait, en parlant d'Élisabeth, qu' « elle avait plus de génie que d'esprit, ce qui, dans le cours ordinaire des choses, l'empêchait de raisonner sa conduite. » Il supposait, cependant, qu'une occasion propice était susceptible de révéler en elle « une femme d'un ordre supérieur qui en serait plus étonnée que les autres (1). » Au fil d'une pensée vagabonde, la correspondance d'Élisabeth découvre, en effet, des finesses de pensée, voire des profondeurs surprenantes. Datant une de ses lettres du palais de la Tauride, l'impératrice faisait cette réflexion que le nom donné à l'ancienne résidence du fastueux prince Potemkine pourrait, à une époque lointaine, induire les géographes en perplexité et elle ajoutait : « Il n'a pas fallu plus que cela pour faire passer bien des mensonges dans l'histoire (2). » Sans viser à la qualité de femme savante, elle est arrivée à se donner une culture assez étendue, et, dans le nombre de ses liaisons féminines, elle a compté cette comtesse Stroganov née Galitzine, qui n'était pas seulement un modèle parfait d'épouse, de mère et de maîtresse de maison dans sa magnifique résidence de Maryïno, au gouvernement de Novgorod, mais la traductrice fervente et intelligente de Dante. Une méfiance invincible d'elle-même, aggravée par les épreuves de sa vie conjugale, l'empêchait de faire valoir ses dons naturels ou acquis, et, des tourments de conscience s'y ajoutant, un état de dépression morale en résultait, qui s'apparentait au phénomène de même genre déterminé par d'autres causes dans le tempérament de son mari et lui enlevait de même, habituellement, tout ressort. « Si votre conscience, écrivait-elle, en 1817 à la comtesse Tolstoy, vous permet d'être heureuse, malgré l'opinion publique, soyez-le : dans ce cas, elle ne mérite pas considération ; mais, si votre conscience ne le permet pas, ayez

(1) *Mémoires inédits;* cf. grand-duc Nicolas, *Elisabeth*, t. II, p. 211.
(2) Grand-duc Nicolas, *Elisabeth*, t. II, p. 140

la force d'être malheureuse : c'est peut-être l'épigraphe de mon existence (1). »

Cette névrosée n'en a pas moins figuré dans les prévisions et les calculs des hommes politiques de son temps, russes et étrangers, comme une possibilité d'avenir, et même, au sentiment de quelques-uns, une certitude. Dès 1794, Rastoptchine croyait ne pas se tromper en disant qu'un jour « elle ferait tout (2). » Sept années plus tard, dans un mémoire rédigé pour Haugwitz au lendemain de la mort de Paul, le comte de La Roche-Aymon, aide de camp à ce moment du prince Henri de Prusse, prévoyait qu'une révolution prochaine déposséderait Alexandre au bénéfice de sa femme, dont le prince Zoubov demeurait épris (3). En 1810, devant la perspective d'une rupture prochaine avec Napoléon, Parrot, qui venait de voir de près l'impératrice pendant un séjour qu'elle avait fait à la mer dans le voisinage de Dorpat, engageait Alexandre à lui confier la régence. « Elle est... un être moral rare, écrivait-il ; j'ai senti, à Dorpat, l'ascendant qu'elle saurait prendre (4). » Et, en 1814 encore, correspondant avec Castlereagh, lord Walpole se disait assuré qu'au cas d'une crise dynastique, « Élisabeth serait désignée par la voix populaire (5). »

Dans ces conjectures, le souvenir de l'extraordinaire fortune des deux Catherine intervenait certainement, en faussant le sentiment des situations et des vraisemblances. Cependant, en 1820, dans des conciliabules de révolutionnaires complotant le détrônement d'Alexandre, le nom d'Élisabeth, « le seul homme de la famille », selon le mot du prince Viaziémski, était effectivement mis en avant (6), et à ce courant d'idées, ou de sympathies, correspondaient aussi des inquiétudes et des suspicions, dont Marie Féodorovna se laissait volontiers émouvoir (7), bien que rien

(1) Correspondance inédite, *Archives d'Otrada*.
(2) *Archives Vorontsov*, t. VIII, p. 95 ; cf. *ibid.*, p. 105 et 112.
(3) Berlin, 12 avril 1801, Affaires étrangères, Prusse, CCXXIX, p. 26.
(4) Grand-duc Nicolas, *Elisabeth*, t. II, p. 233.
(5) Castlereagh, *Correspondance*, 3e série, t. II, p. 84.
(6) Steingel, *Mémoires*, édition Siémiévski, p. 413, 436 ; *Archives des princes Viaziémski*, t. II, p. 143 ; Schiemann, *Geschichte Russlands*, t. I, p. 497.
(7) Grand-duc Nicolas, *Elisabeth*, t. II, p. 190.

dans l'attitude ou la conduite de sa bru ne les justifiât. L'indifférence d'Élisabeth au regard des intérêts de cet ordre était telle qu'enceinte pour la seconde fois en 1806, elle l'étendait au sexe de l'enfant auquel elle donnerait le jour. Son désintéressement personnel lui faisait refuser comme trop onéreuse pour le trésor, l'allocation annuelle d'un million de roubles qui ne suffisait pas à sa belle-mère. Elle se contentait des 200 000 roubles, qui constituaient la portion des grandes-duchesses et elle en abandonnait encore les neuf dixièmes aux œuvres de bienfaisance. Dans le même esprit, en 1812, au moment où décision était prise de renvoyer de Saint-Pétersbourg les trésors de la couronne et de la famille impériale, elle se défendait d'employer les voitures mises à sa disposition pour l'enlèvement des objets lui appartenant. Les moyens de transport ne suffisant pas à tous les besoins, elle entendait partager le sort commun (1). Avec beaucoup de petits défauts et quelques grandes faiblesses, elle avait l'âme haute, et c'est ainsi qu'elle créait l'illusion d'une prédestination à des emplois, dont, en fait, elle n'avait ni le goût ni la capacité.

Pour y prétendre, en sus de sa timidité, elle avait un sentiment trop vif du devoir. Femme à scrupules, elle se faisait reproche des moments qu'elle passait hors de sa patrie d'adoption, pour peu qu'ils lui fussent agréables, et, dans l'attachement très sincère qu'elle finissait par vouer à ce pays, « se sentant des entrailles » pour lui », aux jours d'épreuve, une part d'effort est entrée d'abord. Mais, Allemande, elle a un jour exprimé le désir qu'elle pût se défaire de son origine et elle est arrivée à se persuader, en en faisant confidence à sa mère, que l'atmosphère d'une station balnéaire l'empoisonnait, à cause du voisinage trop proche où elle s'y trouvait avec le monde germanique (2).

Bien qu'elle ne dût jamais réussir à s'exprimer correctement en russe, elle s'est appliquée à étudier la langue, la littérature et l'histoire du pays. Elle a travaillé avec Joukovski et Karamzine, qu'elle introduisait même en 1817 dans son intimité et à qui elle

(1) Comte F.-P. Tolstoy, « Mémoires, » *Ancienne Russie*, 1873, t. VII, p. 136-137 ; princesse Madatov, *Souvenirs*, même recueil, 1884, t. XLIV, p. 384 ; *Archives Vorontsov*, t. XXIII, p. 103 ; grand-duc Nicolas, *Elisabeth*, t. III, p. 25, 507-508.

(2) Grand-duc Nicolas, *Elisabeth*, t. II, p. 386.

voulait léguer son journal (1), avant que les visites trop fréquentes, à son gré, de l'écrivain et ses trop longues « stations sur une main qu'il couvrait de larmes » l'eussent importunée (2). Elle était rebutée facilement. On doit douter que les « occasions propices », imaginées par le comte Golovkine, l'eussent portée à assumer un grand rôle historique. Lui faisant quitter momentanément l'inertie où elle se renfrognait, d'autres conjonctures l'ont cependant amenée à donner, accidentellement et momentanément, la mesure de ses aptitudes réelles, qui n'étaient pas méprisables.

En 1812, comme en 1801 (3), avec des moyens moindres, cette fois, par la faute de l'époux dont le dédain avait augmenté, elle a été quand même, à ses côtés, une porteuse de réconfort et une inspiratrice de résolutions viriles. Mieux encore qu'en des fonctions officielles de circonstance, où elle faisait violence à sa timidité en présidant une *Société patriotique* et autres institutions similaires, elle a, dans le cadre d'une activité plus discrète au service des détresses matérielles et morales qui la sollicitaient, prodigué à ce moment, des trésors de vaillance et de générosité (4). Mais, pour qu'elle projetât ainsi au dehors ses énergies latentes, il lui fallait l'aiguillon d'événements dramatiques, stimulant son tempérament de femme nerveuse et passionnée à froid. Au rapport de la comtesse Edling, elle aurait même été incapable d'éprouver dans le train ordinaire de la vie, un sentiment réel d'affection (5). En fait, une querelle de jalousie mettant aux prises les dames de son entourage, elle disait à l'une d'elles, c'est elle-même qui l'a rapporté : « Mettez-vous en tête que je n'aime ni vous, ni l aprincesse Volkonskaïa, ni Mlle Sabloukov, ni Mme Pitt... Vous avez toutes du mérite, mais aucune n'est rien pour mon cœur (6). » Elle connaissait ses défauts et s'en faisait reproche. Elle priait

(1) Brûlé par ordre de Nicolas Ier.

(2) Grand-duc Nicolas, *Elisabeth*, t. III, p. 16, 172, 179, 196, 221, 239.

(3) Tome I, p. 441, de cet ouvrage.

(4) Mémoire du comte de La Ferronays, avril 1820, Affaires étrangères, Russie, *Correspondance*, CLX, p. 139 ; *Lettres et papiers de Nesselrode*, t. IV, p. 35-36 ; Villamov « Journal, » *Ancienne Russie*, 1913, CLVI, p. 8-10 ; grand-duc Nicolas, *Elisabeth*, t. II, p. 325.

(5) *Mémoires*, p. 57.

(6) Grand-duc Nicolas, *Elisabeth*, t. III, p. 180.

Dieu de la juger avec plus d'indulgence qu'elle ne faisait elle-même (1), mais le naturel l'emportait.

Une condition essentielle lui manquait pour le rôle que ses qualités lui faisaient destiner : le sens de la réalité. Elle transformait tout autour d'elle et en elle-même par le travail continu de son imagination. Comme dans son intrigue avec Czartoryski, elle trouvait dans ses relations avec Alexandre, aventure douloureuse mais également banale d'épouse délaissée, la matière d'un autre roman, dont les impressions confiées par elle au papier devaient, après sa mort, déconcerter le grand-duc Constantin : « Je n'y comprends plus rien, écrivait-il ; c'est d'un romanesque, d'un *schwaermerisch* tout à fait particulier... Vraiment, je n'y entends rien, connaissant... leur situation réciproque et individuelle de mari à femme (2). »

XII

De cette situation où, jusqu'aux tout derniers moments de leur vie, « l'éloignement n'a pas cessé de se perfectionner », selon le mot de J. de Maistre, Alexandre n'a pas été seul entièrement responsable. Après la rupture de son faux ménage avec Mme Narychkine, homme d'intérieur, il se fût assez volontiers prêté à une reconstitution, que, de son côté, Élisabeth ne cessait de désirer ardemment, du foyer conjugal. Mais ils ne s'entendaient pas sur les termes de ce retour au *statu quo ante*. Parlant toujours de « donner sa vie » pour l'époux qui lui serait rendu, Élisabeth attribuait à cette reprise d'intimité un sens où leurs vœux communs cessaient de s'accorder, Alexandre s'en expliquant ainsi avec Mlle Stourdza : « Eh ! qui vous dit que mon fils, si j'en avais un, vaudrait mon frère? Dans tous les cas, je ne laisserais après moi qu'un enfant, dont la minorité exposerait l'empire à mille dangers. Non, croyez-moi, tout est pour le mieux : à notre âge, l'amitié, la confiance, suffisent au bonheur de la vie (3). »

A trente-neuf ans, l'usure d'un tempérament qui, à ce point

(1) Grand-duc Nicolas, *Elisabeth*, t. III, p. 217.
(2) *Sbornik*, CXXXI, p. 104-107.
(3) Comtesse Edling, *Mémoires*, p. 202-203.

de vue, avait toujours témoigné d'une certaine froideur, lui faisait parler le langage d'un vieillard et portait la margrave de Bade à douter qu'il éprouvât encore « des impulsions sexuelles (1) ». De deux années plus jeune, bien que l'enthousiaste Pouchkine la comparât à « un lys ailé », Élisabeth n'avait plus, de son côté, comme Czartoryski s'en était lui-même aperçu à Vienne, visage couperosé et taille épaissie (2), de quoi ranimer des ardeurs, qui, à son endroit, ne s'étaient jamais montrées très vives. Mais elle ne voulait pas s'en persuader.

Le sentiment religieux ne pouvait davantage servir au rapprochement des époux, bien que tous deux y fussent portés presque en même temps. Comme différente était la nature même de la détresse morale qui les y inclinait, il ne se développait pas dans le même plan. De quelque exaltation qu'elle fût capable en d'autres matières, Élisabeth demeurait absolument réfractaire au mysticisme. Elle s'interdisait la curiosité du *monde invisible*, que, disait-elle malicieusement, la religion ne lui commandait pas de découvrir ici-bas et au sujet duquel elle préférait se réserver l'agrément de la surprise (3).

Aussi, de 1815 à 1816, en liaison peut-être avec la contrariété éprouvée à Vienne, elle est allée jusqu'à agiter des projets de retraite à l'étranger, voire de divorce, pour se raidir ensuite dans une attitude qui la faisait apparaître, aux yeux d'un contemporain, comme « la résignation personnifiée » et où il semble qu'elle ait mis encore quelque pose. Elle ne laissait pas de prendre parfois des divertissements. A l'automne de 1817, entre Saint-Pétersbourg et Moscou, elle paraissait à des bals masqués. Costumée une fois en chauve-souris et une autre fois en capucin blanc, elle prenait très visiblement plaisir à intriguer les autres masques et devenait le boute-en-train de la fête. Mais elle refusait d'en convenir (4).

(1) Lettre à sa fille, 4 mai 1816, grand-duc NICOLAS, *Elisabeth*, t. II, p. 685.

(2) Journal cité plus haut ; cf. Caroline DE FREYSTEDT, *Erinnerungen*, p. 87-88 ; DARAGANE, « Souvenirs, » *Ancienne Russie*, 1875, t. XIII, p. 16.

(3) Grand-duc NICOLAS, *Elisabeth*, t. II, p. 637 ; cf. C. DE FREYSTADT, *loc. cit.*, p. 111.

(4) Grand-duc NICOLAS, *Elisabeth*, t. II, p. 527, 666 ; impératrice Alexandra FÉODOROVNA, « Souvenirs, » *Ancienne Russie*, 1896, LXXXVIII, p. 30 ; DARAGANE, *Souvenirs*, même recueil, 1875, t. XIII, p. 16 ; comtesse DE CHOISEUL-GOUFFIER, *Réminiscences*, p. 326-327.

A partir de 1820, le temps accomplissant son œuvre, les relations du couple impérial finiront tout de même par s'orienter dans la voie où Alexandre aurait voulu les engager quatre années plus tôt. Permettant à sa femme de le rejoindre dans la solitude de Tsarskoïé-Siélo et acceptant ses soins au cours d'une maladie, le souverain fera une expérience qui mérite d'être notée à l'usage des historiens intéressés à la vie des cours : son entourage prendra offense de ce rapprochement inattendu et criera presque au scandale. « J'en suis réduite, écrira Élisabeth, à me regarder comme la maîtresse de l'empereur, ou comme si nous étions mariés secrètement. » Mais, après s'être amusée des jalousies qu'elle éveillait ainsi et avoir goûté une joie très grande dans la cause qui les produisait, Élisabeth ne tardait pas à y trouver une nouvelle source d'amertume. « Il est pénible, écrivait-elle encore, de voir des choses qui, selon la conscience et le jugement, paraissent devoir être autres et être dans l'impossibilité de les changer. Je le sens peut-être plus péniblement à présent que dans le temps où l'empereur par sa manière d'être avec moi faisait tout pour repousser mon cœur (1). »

Le désaccord entre les époux se transportait maintenant dans le domaine de la politique, et, sur ce terrain où Alexandre ne tolérait pas les intrusions féminines, Élisabeth n'avait pas assez de sens pratique, de dextérité et de ténacité pour obtenir une prise dont l'objet, d'ailleurs, eût fait défaut. Dans cette sphère elle n'avait guère d'idées non plus à faire valoir. Elle n'y portait que des sentiments. Et sans doute, même ainsi limitée, en s'exerçant de façon continue sur l'esprit hésitant et la volonté incertaine de son époux, l'influence de cet être de noblesse eût été bienfaisante. Mais Alexandre ne l'avait pas permis. Depuis vingt ans, ils étaient devenus étrangers l'un à l'autre, et donc Élisabeth allait être promptement rendue au sentiment qui, en 1814, à la nouvelle de la mort de la princesse de Tarente, lui faisait dire : « Elle est heureuse ; elle a fini sa tâche (2). » Dès la fin de 1822,

(1) Grand-duc Nicolas, *Elisabeth*, t. III, p. 136, 198, 199, 280 ; cf. le même, *Correspondance de la comtesse Protassov*, p. 211.

(2) A la comtesse Golovine, Bruchsal, 26 juillet 1814, collection de l'auteur.

elle se déclarera possédée de « la nostalgie de l'autre monde (1). » Deux années après, elle poussera l'abnégation jusqu'à offrir des condoléances à l'époux si longtemps infidèle et maintenant encore insuffisamment tendre, à l'occasion de la maladie et de la mort de la plus aimée des filles dont Marie Antonovna prétendait l'avoir rendu père, la gracieuse et frêle Sophie, dont la mélancolique destinée a ému les poètes (2). Mais aucun resserrement durable du lien conjugal n'en résultera, et, conséquemment, dans la dernière phase de son existence, la plus sombre, bien que soustraite aux crises violentes des années précédentes, à Tsarskoïé-Siélo ou ailleurs, Alexandre restera un solitaire. Par l'effet de torts, qui ont été réciproques mais incomparablement plus grands de son côté, il aura été privé d'une assistance, dont il avait éprouvé le bienfait et qui lui aurait épargné non seulement beaucoup de tristesses, mais peut-être même quelques-unes des fautes que le volume suivant fera reconnaître. Un bilan de faillite devra y être dressé : faillite d'un règne qui avait donné de si grandes promesses et éveillé de si grands espoirs ; faillite d'un régime dont la ruine allait s'annoncer dans un premier ébranlement ; et faillite d'une destinée, qui, après avoir porté le peuple russe à un faîte vertigineux, devait glisser déjà sur la pente des plus lamentables déchéances.

(1) Grand-duc Nicolas, *Elisabeth*, t. III, p. 209.
(2) *Ibid.*, t. III, p. 30.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

LE PROLOGUE DU DRAME

CHAPITRE II

LE PASSAGE DU NIÉMEN

CHAPITRE III

L'INVASION

CHAPITRE IV

L'APPEL AU PEUPLE

CHAPITRE V

BORODINO

CHAPITRE VI

MOSCOU

CHAPITRE VII

LA VICTOIRE

CHAPITRE VIII

EN ALLEMAGNE. VERS LA SIXIÈME COALITION

CHAPITRE IX

LEIPZIG

CHAPITRE X

LA CAMPAGNE DE FRANCE

CHAPITRE XI

LA CHUTE DE NAPOLÉON

CHAPITRE XII

ENTRE PARIS ET VIENNE

CHAPITRE XIII

LE CONGRÈS

CHAPITRE XIV

LA CRISE DU MYSTICISME. MADAME DE KRÜDENER

CHAPITRE XV

LA CURÉE

CHAPITRE XVI

LA SAINTE-ALLIANCE

CHAPITRE XVII

L'HÉRITAGE DE NAPOLÉON EN POLOGNE. LA « KONGRESÓWKA »

CHAPITRE XVIII

L'HÉRITAGE DE NAPOLÉON EN RUSSIE. LE NOUVEAU COURS

CHAPITRE XIX

LE PROBLÈME RELIGIEUX

CHAPITRE XX

UN VICE-EMPEREUR. LA ARAKTCHÉIÉVCHTCHINA

CHAPITRE XXI

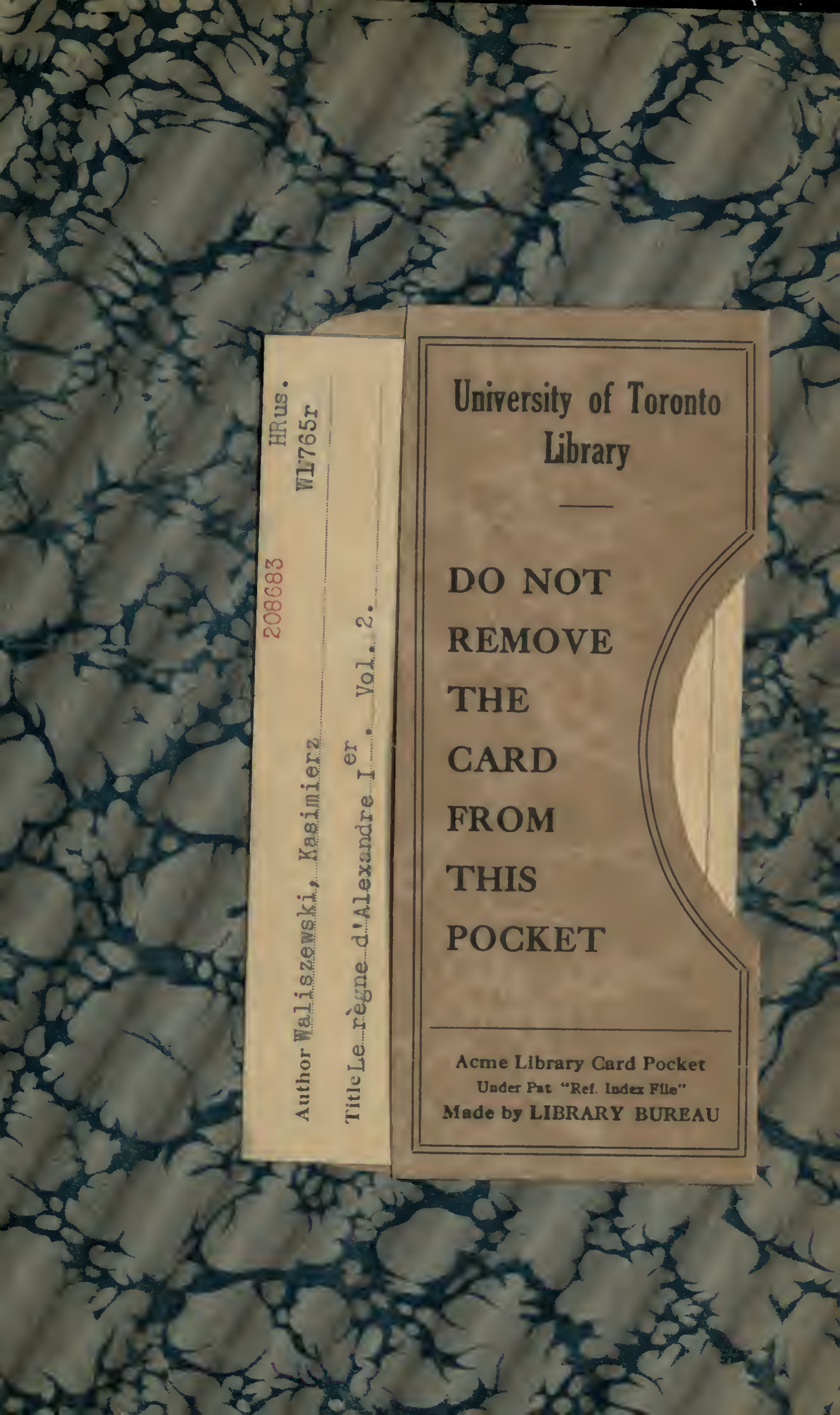
LES COLONIES MILITAIRES

CHAPITRE XXII

AU SEUIL D'UNE ÉPOQUE NOUVELLE. LA RUSSIE ET SON SOUVERAIN

PARIS. — TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 30308.




HRus.
W1765r
208683
Author Waliszewski, Kasimierz
Title Le règne d'Alexandre Ier. Vol. 2.
University of Toronto
Library
DO NOT
REMOVE
THE
CARD
FROM
THIS
POCKET
Acme Library Card Pocket
Under Pat "Ref. Index File"
Made by LIBRARY BUREAU

